

**BORIS SOUVARINE**

---

---

# STALINE

**APERÇU HISTORIQUE  
DU BOLCHEVISME**

**PARIS**

**LIBRAIRIE PLON**

---

---

3<sup>e</sup> mille

BORIS SOUVARINE

---

# STALINE

*APERÇU HISTORIQUE  
DU BOLCHÉVISME*



PARIS  
LIBRAIRIE PLON  
*LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT*  
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°

*Tous droits réservés*

# STALINE

## APERÇU HISTORIQUE DU BOLCHÉVISME

---

### PRÉAMBULE

---

« Djougachvili, J. V., paysan de la province et du district de Tiflis, village de Didi-Lolo, orthodoxe, comptable. Par décision du ministère de l'Intérieur, exilé sous surveillance pour deux ans à dater du 29 septembre 1908 à Solvytehegodsk, province de Vologda, d'où s'est enfui. De nouveau exilé dans la province de Vologda, s'est enfui de nouveau le 29 février 1912. Par décision du ministère de l'Intérieur, exilé sous surveillance pour trois ans à partir du 8 juin 1912 dans la région de Narym, d'où s'est enfui de nouveau le 1<sup>er</sup> septembre 1912. »

En ces quelques lignes tenait, au début de la révolution russe, toute la biographie d'un bolchévik obscur répondant au surnom de Staline, trouvée au département moscovite de la police et publiée en 1918 à Moscou. Le général A. I. Spiridovitch, un des chefs de l'*Okhrana* de l'ancien régime (police politique secrète), la cite à peu près textuellement en 1922 dans son *Histoire du bolchévisme en Russie*. Mais nul n'y prêtait alors attention ; le nom de Staline restait encore effacé dans un quasi anonymat, ignoré non seulement du peuple en Russie mais même dans les rangs du parti bolchéviste, à plus forte raison à l'étranger. On peut compléter cette fiche policière avec une note de gendarmerie locale relative à l'année 1903 et reproduite par de proches camarades de Staline dans *Zaria Vostoka*, de Tiflis, organe officiel du bolchévisme en Géorgie :

« D'après les renseignements reçus récemment de nos agents,



d'origine paysanne, province de Tiflis. Fréquemment arrêté et déporté. Participant à une série de congrès et conférences. Un des organisateurs et dirigeants les plus en vue parmi les bolchéviks. Au début de 1912, entra par cooptation dans le Comité central du parti social-démocrate ouvrier de Russie ; après la conférence générale de Prague, entra dans le bureau russe du Comité central et milita illégalement en Russie où il fut bientôt arrêté, puis déporté à Touroukhansk. Revint d'exil après la révolution de Février. Proche collaborateur de Lénine à l'époque de la préparation et de la conduite de la révolution d'Octobre. Membre du Comité central sans interruption depuis 1912 et du Conseil des Commissaires du peuple depuis 1917. »

Notes identiques dans d'autres tomes de Lénine et dans les *Œuvres* de G. Zinoviev. Chaque fois, l'origine paysanne de Staline est indiquée. L'article *Djougachvili* dans l'ouvrage inachevé de V. Nevski : *Matériaux pour un dictionnaire biographique des social-démocrates*, sera plus étendu et détaillé mais avec des inexactitudes. Après la mort de Lénine, une nouvelle édition revue et augmentée de ses *Œuvres complètes* fut entreprise, mais les historographes officiels, malgré leur zèle envers un nouveau maître, ne purent lui réserver en 1927, après dix ans de révolution, qu'une douzaine de lignes. On y constate quelques variantes :

« Militant social-démocrate russe depuis 1896. Organise en 1902, à Bakou, diverses manifestations ouvrières, est exilé en Sibérie orientale, s'évade en 1904 et passe à l'action illégale... Exilé en 1912 dans la région de Narym ; exilé en 1913 après nouvelle évasion et retour à Pétersbourg, à Touroukhansk... »

Mais au tome suivant, paru en 1928, le ton change, la teneur de la biographie de Staline se modifie et se développe. L'intention apologétique perce sous l'aspect documentaire. Le bolchévisme était alors engagé dans des luttes intestines sans merci et le *curriculum vitae* de tout protagoniste devenait une arme. Chacun fouillait dans le passé de l'adversaire pour y découvrir une défaillance, une erreur, un faux pas. Et chacun de faire valoir ses propres titres à la confiance du parti dirigeant et de la nouvelle classe dominante. Cette fois, Staline avait dicté lui-même ou inspiré la notice :

« Staline, J. V. (Djougachvili), né en 1879. Fils d'un ouvrier cordonnier de Tiflis, militant depuis 1897, bolchévik de la première heure ; emprisonné en 1901 pour avoir dirigé des grèves à Bakou, déporté en Sibérie orientale, s'évada et revint au Caucase participer



au travail illégal du Parti. Assista en 1905 à la conférence de Tamerfors ; délégué aux congrès de la social-démocratie de Russie à Stockholm et à Londres, fit de l'organisation de Bakou en 1907 la place forte du bolchévisme au Caucase. Arrêté et déporté en 1908 et 1910 ; militant illégal à Pétersbourg, de nouveau arrêté, élu au Comité central en 1912. Participe à la rédaction des organes légaux du Parti en 1912-1913, déporté en 1913 à Touroukhansk où il resta jusqu'à la révolution. Membre du Bureau politique du Parti depuis mai 1917, dirigea l'organe central du Parti quand Lénine se trouva dans l'illégalité après les journées de juillet 1917, dirigea avec Sverdlov le sixième Congrès du Parti, appartient aux Comités des Cinq et des Sept qui organisèrent l'insurrection d'Octobre. Commissaire du peuple aux Nationalités, puis à l'Inspection ouvrière, participa à la guerre civile dans l'armée rouge (défense de Tsaritsyne, front de Pologne, campagne contre Wrangel, etc.). De 1920 à 1923, membre du Conseil révolutionnaire de Guerre. Secrétaire général du Parti depuis 1922. Membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste depuis 1925. Auteur d'une série de travaux sur le léninisme et la question nationale. »

Ainsi le paysan de Didi-Lolo était devenu un ouvrier cordonnier de Tiflis et son fils, Sosso comme on l'appelait dans la familiarité géorgienne, plus tard Koba et enfin Staline, faisait connaître ses mérites ignorés d'homme de plume, d'homme politique, d'homme de guerre, d'homme d'État, voire de penseur et de théoricien. Les mêmes données serviront de trame à l'article rédigé par son secrétaire pour le dictionnaire encyclopédique *Granat*, reproduit à satiété en brochures et dans tous les journaux du pays.

Mais cela n'est rien encore à côté de l'événement inattendu du 21 décembre 1929, jour du cinquantième anniversaire de la naissance de Staline. Toute la presse soviétique parut avec d'énormes titres, d'énormes portraits et d'énormes articles. Les louanges décernées au dictateur n'étaient pas moins énormes. L'ensemble des qualités humaines et bien des vertus surhumaines seraient incarnées dans Staline, l'homme d'acier, à en croire les thuriféraires de son entourage. Sa modestie, son courage, son dévouement à la cause égalent son savoir et sa clairvoyance. Il a été l'organisateur du parti bolchéviste, le meneur de la révolution d'Octobre, le chef de l'armée rouge et le vainqueur de la guerre civile comme de la guerre étrangère. Il est aussi par surcroît le guide du prolétariat mondial. Le praticien s'élève au niveau du théoricien et l'un comme l'autre sont

infaillibles : il n'y a pas d'exemple d'une erreur de Staline. Et un *leitmotiv* revient sans cesse dans les dithyrambes : homme de fer, soldat d'acier, allusion au nom qu'il s'est donné, avec des variations sur le thème invariable de l'acier et du fer : léniniste d'airain, bolchévik de granit. Les mêmes formules, les mêmes hyperboles, les mêmes expressions outrées d'admiration et de soumission, strictement conformes aux modèles envoyés de Moscou, se retrouvent dans des milliers d'adresses, de messages, de télégrammes reçus de tous les points de la Russie et qui emplissent des feuilles entières des journaux, puis plusieurs colonnes chaque jour pendant plusieurs semaines. Les Éditions d'État répandent par millions d'exemplaires des recueils où les panégyriques tiennent plus de 250 pages sans compter d'innombrables salutations simplement énumérées par indication d'origine. Un buste officiel est fabriqué en série, réparti par ordre. Le nom de Staline déjà donné à plusieurs villes est encore attribué à des usines, des stations électriques, des exploitations agricoles, des casernes et des écoles...

Sous le titre : *L'énigme Staline*, un collaborateur de la *Pravda*, organe officiel du bolchévisme à Moscou, se complait (21 décembre 1929) à énoncer les termes en usage hors de Russie pour caractériser l'homme du jour : « Staline, hôte mystérieux du Kremlin », « Staline, dictateur de la sixième partie du monde », « Staline, vainqueur de toutes les oppositions », « Staline, personnalité impénétrable », « Staline, sphinx communiste », « Staline, énigme. » Mystère insoluble, énigme indéchiffrable sont en effet les lieux-communs les plus fréquemment employés, sans doute parce que Staline a surgi sans bruit et sans éclat d'un passé obscur et d'un présent apparemment banal et que nul — sauf quelques initiés — ne s'explique l'avènement de son omnipotence.

Un des plus anciens compagnons d'armes de Staline, venu comme lui du Caucase et comme lui parvenu au faite du pouvoir, Sergo Ordjonikidzé, affirme le jour du même anniversaire : « Le monde entier écrit aujourd'hui sur Staline », comme si les prescriptions de la dictature bolchéviste avaient force de loi pour la presse de tous les pays, comme si les circulaires du secrétariat de son parti pouvaient se propager et s'imposer au delà des frontières soviétiques comme des ondes de lumière. Il ajoute, cette fois avec plus de raison : « On écrira beaucoup dans l'avenir aussi. » Et il précise dans son simplisme : « Les ennemis écriront avec haine, les amis avec amour », méconnaissant la possibilité d'écrire « sans haine et sans



crainte », en toute conscience et avec quelque esprit critique, dans un effort tendu vers l'étude impartiale et la vérité historique.

Dix années plus tôt, le 23 avril 1920, on avait célébré à Moscou les cinquante ans de Lénine, — véritable initiateur du bolchévisme, vrai fondateur du parti communiste, vainqueur authentique d'Octobre, créateur réel de l'État soviétique. Ce fut une soirée presque intime au Comité moscovite du Parti. Des souvenirs échangés entre vieux amis, il reste une modeste brochure de trente pages... De 1920 à 1930, un changement profond s'est accompli dans la révolution russe. Le bolchévisme d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. C'est précisément ce qui prête un intérêt exceptionnel à la personne de Staline, désormais incorporée à une puissance dictatoriale sans équivalent dans le monde et sans précédent dans l'histoire.



Sosso : car la coutume géorgienne, égalitaire et simple, transforme en tendres diminutifs les noms du calendrier comme elle a généralisé le *tu* et le *toi*. On conserve toute la vie ces surnoms caressants, entre familiers, et parfois des amis seraient embarrassés de dire comment se prénomme exactement Tchito ou Zakro, Valico ou Koté. Pour ses proches, Staline est resté Sosso.

Gori était un gros bourg situé sur la rive gauche de la Koura (en grec Kuros, en français Cyrus), à soixante-dix verstes de Tiflis, capitale de la Géorgie et de la Transcaucasie. Le fleuve, torrentiel et poissonneux, porte à sa source en turc des noms poétiques, *Eau coralline* ou *Ruisseau de perles*. La « ville » avait 5 000 habitants quand Staline y vit le jour et en compte maintenant le double environ. Dubois de Montpéreux, à son passage, y avait dénombré une majorité d'Arméniens « presque tous livrés à des métiers ou au commerce », mais la proportion en a beaucoup diminué plus tard. Des populations tatares sont mêlées aux Géorgiens dans cette vallée. Gori est au centre d'une plaine d'origine lacustre où la terre est fertile, le climat très favorable à l'agriculture ; les paysans y obtiennent de bon vin et le meilleur froment du Caucase. « Rien de plus pittoresque, — écrit un voyageur, — que la forteresse vieille de dix siècles qui domine la ville du haut d'une colline s'élevant, isolée, au milieu d'une plaine entourée de hautes montagnes par-dessus lesquelles on aperçoit dans le lointain la cime neigeuse du Kasbek. » Les pentes sont couvertes de forêts. La région est sans industrie. A huit kilomètres se trouve la ville des troglodytes, Ouplis-Tzikhé, que la légende grecque attribue à Ulysse et dont les cavernes conservent des restes de civilisations antiques.

Sosso grandit parmi ces paysans géorgiens et tatares de Gori jusqu'à quatorze ans. En 1893, il entra au séminaire de Tiflis où l'enseignement correspond aux études des lycées russes, sauf la grande part consacrée à la religion chrétienne orthodoxe. (Les séminaristes sont en général destinés, par l'autorité épiscopale, à recevoir les ordres sacrés ou à devenir membres inférieurs du clergé.) Il y apprit vraisemblablement des éléments de vieux slavon d'église et les tournures rituelles de style qui reviendront plus tard dans ses écrits les plus révélateurs.

Son proche camarade Baron Bibineichvili lui a consacré un court chapitre de ses mémoires publiés à Tiflis en 1930 sous le titre : *En un quart de siècle*. Pour les années d'étude, il met à contribution les articles d'anciens élèves du séminaire, Bakouradzé

et Parkadzé, parus dans la revue *Drocha* (le Drapeau) en 1924, mais dont il tire peu de chose. L'un raconte que l'on pouvait voir jouer avec ardeur, dans les corridors de l'école, Sosso chevauchant leur condisciple Michko Davitachvili et criant : « *Ia stal! Ia stal!* » (Je suis l'acier). A supposer authentique cette parole invérifiable, Davitachvili ayant été tué en France en 1916, Staline aurait eu très tôt conscience de sa force. Catherine Djougachvili croit, certainement à tort, que son fils a reçu de Lénine le surnom métallique. Il paraît aussi que Sosso écrivit des vers dont quelques-uns furent imprimés, sous le pseudonyme de Sosselo, dans *Iveria*, publication nationaliste locale dirigée par I. Tchavtchavadzé, — mais on ne les a jamais reproduits.

Sur son enfance et sa jeunesse, il n'y a donc guère d'éléments d'appréciation dignes de foi, ni souvenirs de parents ni mémoires de témoins, ni papiers de famille ni lettres intimes, ni notes scolaires ni essais d'adolescent. On ne connaît de réel, mais d'inutilisable, que les prudentes confidences de certains camarades d'autrefois. La brochure d'I. Iremachvili éditée en Allemagne : *Stalin und die Tragödie Georgiens*, est trop sujette à caution pour servir avant confirmation du contenu par des témoins sérieux. Les soi-disant psychanalystes qui prétendent expliquer de grands événements historiques et sociaux par la crise de puberté d'un futur grand homme risquent de ne pas trouver à exercer leurs talents dans un pareil cas.

Une seule fois, Catherine Djougachvili a parlé pour le monde extérieur, sobrement : « Il a toujours été un bon garçon... Je n'ai jamais eu à le punir. Il étudiait ferme, était toujours en train de lire et de causer, essayait de comprendre toute chose. Il alla à l'école dès l'âge de huit ans. » Le témoignage oral de bolchéviks géorgiens, ses anciens condisciples auxquels il est fait allusion, contredit les paroles maternelles. Ils ont connu un Sosso déjà dur, insensible, sans égards pour sa mère, et citent à l'appui de leur souvenir des faits assez pénibles. Mais la mère est une mère et les compagnons d'adolescence indiscrets sont en prison ou en exil.

Sosso lisait, mais en géorgien, c'est-à-dire des contes populaires, des récits fabuleux qui sont le fonds de la littérature nationale de son pays, et sans doute le grand poème épique et lyrique de Roustaveli, le *Chevalier à la peau de panthère*. La Géorgie opposait à la russification une résistance opiniâtre et le peuple conservait sa langue originelle. Encore à présent, Staline emploie un russe incor-



rect, avec ce fort accent du Caucase qui excite l'ironie un peu méprisante des « vrais Russes ». Sauf avec un interlocuteur géorgien, sa mère a besoin d'un interprète. On ne peut s'empêcher de songer, à ce propos, au Corse Bonaparte dont la langue maternelle était l'italien et qui haït la France avant de la dominer comme plus tard le Caucasiens Staline devait gouverner la Russie dont il avait détesté la tutelle impériale.

Ses lectures comme son instruction scolaire lui ont donné une culture élémentaire ; elles n'ont pas laissé de traces visibles dans ses écrits ni ses discours. En quoi il ne ressemble à aucun révolutionnaire éminent des temps modernes. Des réminiscences de Montesquieu, de Rousseau, de Mably, des allusions aux héros, aux épisodes fameux de Sparte et de Rome reviennent sans cesse dans les paroles des hommes de la Révolution française, évoquant leur ascendance spirituelle. La pensée de Karl Marx et de Friedrich Engels imprègne à notre époque le langage de la révolution à venir, où se mêlent aussi des formules de Lassalle et de Blanqui, de Proudhon et de Bakounine, et les idées de leurs épigones, avec des références aux précédents historiques, au jacobinisme, au babouvisme, au chartisme, aux insurrections de 1848, à la Commune de 1871. Rien de tel chez Staline. La filiation qui s'affirme à travers les âges et fait vivre encore de nos jours le nom de Spartacus ne s'exprime pas dans ses mots, si elle se continue par ses actes. Mais à partir d'un certain moment, il ne parlera plus ni n'écrira qu'en citant Lénine en toutes circonstances, semblera ne devoir qu'à un seul livre, à une seule œuvre en cinquante volumes, — de même que Cromwell paraît n'avoir lu que la Bible. S'il invoque parfois un autre auteur, c'est avec des citations de seconde main, pour se donner les apparences d'une érudition discrète, à regret dévoilée.

Selon un de ses compatriotes, A. Enoukidzé, haut fonctionnaire appliqué à le servir, « Staline, encore séminariste, lisait des livres sur les sciences naturelles, la sociologie, le mouvement ouvrier, mais secrètement, en conspirateur. Malgré toutes les précautions, cela n'échappa point à l'œil vigilant des inspecteurs, à la surveillance monacale et Djougachvili fut exclu du séminaire. » Il est peu plausible que la lecture d'ouvrages strictement scientifiques, d'ailleurs soumis à une censure sévère, fût alors considérée comme un délit, même au séminaire de Tiflis ; le zélé malhabile veut ici trop prouver. Et la mère nie très catégoriquement l'exclusion de Sosso : « Il n'a pas été expulsé. Je l'ai repris à cause de son état

de santé. Quand il entra au séminaire, il avait quinze ans et était un des plus forts garçons qu'on ait pu voir. Mais l'excès de travail jusqu'à ses dix-neuf ans le déprima et les médecins me dirent qu'il pouvait devenir tuberculeux. Je le retirai donc de l'école. Il ne voulait pas la quitter. Je le retirai. Il était mon seul fils... » Et Catherine Djougachvili d'insister ferme à diverses reprises : « Il n'a pas été expulsé. Je l'ai retiré. »

Ainsi, les rares données relatives à sa jeunesse sont inexactes ou contradictoires. Pour les chercheurs d'analogies historiques à tout prix, c'est encore une modeste ressemblance avec Cromwell. Et il est permis de supposer, dans l'un et l'autre cas, que cette phase obscure n'aurait peut-être rien de très précieux à révéler. Pour comprendre le caractère de Staline, il ne sera pas absolument nécessaire d'en connaître les signes précurseurs ; pour juger son rôle, de savoir ses impressions d'enfance, ses curiosités naissantes, ni les sentiments précoces qui ont pu l'animer. Certes, il n'a pas été hanté par les héros de Plutarque, par les grandes figures de l'antiquité dont certains meneurs d'hommes voulaient suivre l'exemple. Ce qu'il réalisera un jour ne sera pas le fruit de méditations initiales, l'exécution d'un grand dessein prémédité. La psychologie paysanne du milieu social et de la famille, la prime éducation théologique, — tels sont les premiers éléments qui entreront dans le cours de cette vie et déjà forcent l'attention. Il faut chercher les autres dans les conditions générales du pays et du temps, dans « la pénombre des sous-sols historiques », avant de trouver des influences plus directes.

\*  
\*  
\*

Le Caucase appartenait à la légende avant d'entrer dans l'histoire. Mais la mythologie, la géographie, l'ethnologie et la linguistique se mêlaient confusément dans le souvenir lointain des hommes quand la grande guerre de 1914-1918 a ébranlé les rapports internationaux établis, mis en jeu les intérêts des États ou des coalitions et remis en question les frontières, ranimant l'intérêt envers les territoires contestés ou les nationalités qui les peuplent. Des leçons populaires hâtives improvisées par des propagandes rivales pour rendre actuels les « droits séculaires » en sommeil, à l'occasion des pourparlers de paix, ont favorisé l'initiation sommaire d'un large public aux annales des peuples oubliés. Et la révolution russe ayant porté au premier plan les problèmes du Caucase, en parti-



culier celui de la Géorgie, des cours abrégés d'histoire et de géographie en minces brochures complétèrent les connaissances courantes de préhistoire légendaire. Mais de tout cela, que reste-t-il dans l'esprit des contemporains de Staline?

C'est le pays merveilleux de la Colchide où Jason mena les Argonautes à la conquête de la Toison d'Or, symbole des richesses de la contrée suivant les uns, allusion peut-être aux paillettes de métal jaune retenues dans la peau de mouton qui sert à laver les sables aurifères de l'Ingour et du Rion, selon d'autres. Antérieurement déjà, les Hébreux croyaient que l'Arche de Noé avait accosté au mont Ararat. Les Grecs, et notamment Aristote, semblent avoir été fascinés par la chaîne grandiose qui dresse là ses sommets de plus de 5 000 mètres comme un rempart naturel entre deux mondes. Ils y voyaient le berceau de leur race, l'origine de la civilisation. Le mythe de Prométhée en est inséparable et, symbole de l'humanité révoltée transmis de siècle en siècle, il est entré dans la pensée révolutionnaire moderne comme l'annonciateur de la tempête qui devait s'élever entre l'Orient et l'Occident.

Le Caucase est-il d'Europe ou d'Asie, — historiens et géographes en ont disputé longtemps depuis Hérodote et Strabon, mais les incertitudes sont désormais levées. « Il n'est plus permis de douter que le Caucase appartienne à l'Asie », dit Elisée Reclus après Humboldt et celui-ci après Pallas. La géologie est confirmée par l'histoire et l'ethnographie. Les populations indigènes, principalement fixées sur le versant sud, font partie du monde asiatique ; avant la conquête russe, elles étaient liées de toutes les façons à l'Asie mineure et à la Perse. Enfin, « par sa faune de même que par sa flore, la Transcaucasie appartient déjà au monde subtropical asiatique », écrit Reclus en résumant toutes les observations savantes notées jusqu'à lui. Asiate, donc : cette expression spontanément appliquée à Staline en Russie pour tenter de le caractériser est exacte, abstraction faite ici de la nuance péjorative que d'aucuns y attachent.

Le relief du sol a été décrit jusqu'à satiété : hautes montagnes et vallées étroites, sauf le bassin de la Koura qui va s'élargissant jusqu'à la Caspienne ; pentes raides, escarpements à pic, ravins et précipices, torrents alimentés par les neiges éternelles des glaciers. La végétation est splendide, surtout dans la partie occidentale, et les forêts aux essences multiples, malgré un déboisement barbare, couvrent plus de la moitié du pays. « Peut-être la vigne est-

elle originaire de ces contrées où la tradition juive raconte qu'un patriarche pressa la première grappe et connut le premier l'ivresse du vin. On croit aussi que le noyer a pour lieu d'origine les vallées de l'Imérie. En aucun pays du monde, on ne trouve une aussi grande quantité d'arbres portant des fruits à pépins et à noyaux. » La chasse n'a pas exterminé une faune de temps très reculés ; il y subsistait naguère l'auroch, le lynx, le tigre, la panthère, l'hyène, l'ours brun, l'antilope, l'aigle, le gypaète, et des oiseaux rares comme le sansonnet rose et le merle bleu.

Strabon comptait soixante-dix peuples au Caucase, parlant autant de langues. Selon Plin, on s'interpellait en cent trente idiomes sur les marchés de la Colchide. Les Arabes appelaient « Mont des langues » cette énorme masse rocheuse dont les replis abritent les résidus de migrations antéhistoriques. Reclus évaluait encore à soixante-dix le nombre des dialectes et patois locaux mais en les ramenant à quelques groupes principaux. Cette variété de langages reflète le fractionnement de la population en tribus différenciées par la configuration du terrain, isolées par les obstacles naturels. L'influence conservatrice des montagnes, maintes fois constatée, se vérifie au Caucase mieux que partout ailleurs. Les spécialistes y trouvent d'inépuisables thèmes à leurs controverses sur les races et les langues. Pour ne parler que des Géorgiens (ou Kartvels) dont Staline est issu, on s'accorde à voir en eux les descendants des Ibères ; ils se subdivisent en Grouziens proprement dits, Svanes, Imères, Mingres, Khevsoures, Pchaves, Touches, Lazes, un peu mêlés de Tchetchènes, d'Osses et de Lesghines ; leur cohésion ethnique s'est pourtant conservée depuis deux mille ans avec la pureté de leur langage. De récents travaux de linguistique tendent à éclairer l'origine du poème de Tristan et Iseult par le géorgien et relie le Caucase à la Bretagne...

Le croisement des peuples dispense de rechercher en Staline les caractéristiques achevées de sa race. Entouré des restes variés de peuplades mongoles, slaves et aryennes, le peuple géorgien s'est mélangé de Tatares, de Persans, d'Arméniens, de Kurdes et de divers méditerranéens. En se référant à Hérodote, Maspero signale même en Colchide une descendance d'Égyptiens amenés là par Sésostris. Dégageant l'essentiel des remarques faites sur les Géorgiens par de savants auteurs, Reclus a écrit ces lignes frappantes pour qui connaît Staline : « On les dit moins intelligents en moyenne que les autres Caucasiens ; dans les écoles où ils se trouvent à côté



dustrie artisanale couvrait les besoins domestiques, suffisait à l'habillement et à l'armement. Le chemin de fer n'avait pas encore supplanté les fondrières de la route, défoncée par les lourdes *arbas* attelées de buffles. Les instruments de travail restaient primitifs.

Le passé pesait lourdement sur la vie familiale et sociale du peuple géorgien. Les parents de Staline ont connu le servage, aboli en Transcaucasie vers 1865 seulement. « ...Les seigneurs, restés grands propriétaires, n'ont pas encore tous perdu l'habitude de traiter les paysans comme des animaux soumis à leur caprice, et leurs mœurs engendrées par l'esclavage dans le peuple lui-même n'ont point disparu. » Le même auteur, Reclus, expose ainsi la condition des campagnes : « Malgré la fécondité du sol géorgien et la faiblesse relative de la population qui s'y partage les biens de la terre, les campagnards du bassin de la Koura sont en général très pauvres et ne possèdent qu'un misérable bétail, des vaches rogneuses et des moutons dont la laine ressemble presque à du poil. » Des marécages et l'absence d'hygiène rendaient de vastes contrées insalubres.

Même la région privilégiée du littoral, la « Riviera caucasienne », connaissait une sombre misère et un ancien ministre de l'Agriculture pouvait écrire en 1907 : « Pour voir ces merveilles, il fallait parcourir des centaines de kilomètres à travers des forêts vierges, des terrains incultes, passer les nuits dans de pauvres chaumières de paysans se plaignant de leur détresse et parfois mourant de fièvre, entendre les hurlements des chacals, recueillir les plaintes des habitants sur les ravages que faisaient dans leurs champs de maïs les ours et les sangliers..., enfin voir un pays pauvre, désolé, au milieu d'une nature luxuriante... » A l'autre extrémité, en aval de Tiflis, la vallée de la Koura, comme celle de l'Araxe inférieur, devient aride sous les vents brûlants d'Asie; la pauvreté n'y était pas moindre.

Telle est l'ambiance où Staline a vécu ses premières années. Autour de lui, des vestiges de barbarie, des ruines, le dénûment, parfois la famine (il y eut disette en 1891-92 et en 1897-98). Les traditions patriarcales, maintes coutumes médiévales imprégnaient encore l'atmosphère. La religion imposait un fort ascendant sur la population illettrée pour plus des trois quarts dans l'ensemble, proportion accentuée hors des villes : « Il n'y a pas de pays au monde plus riche en églises », écrit Dubois de Montpéroux; Gori,

ajoute-t-il, « a deux grandes églises modernes, l'une catholique, l'autre arménienne, et plusieurs autres plus petites, grecques, en tout huit églises. » Entre autres survivances du moyen âge, Staline enfant pouvait rencontrer sans surprise dans la montagne des Khevsoures, véritable curiosité ethnique, portant cottes de mailles, boucliers, brassards et tout un attirail qui les ont fait passer longtemps pour des descendants de Croisés. Le costume local emprunté aux Tcherkesses, minuscule arsenal ambulant avec paire de pistolets, poignard, sabre et ceinture de cartouches, d'un intérêt désormais plutôt décoratif, gardait l'empreinte féodale. La pratique du brigandage entretenue par le penchant naturel des montagnards armés à se jeter sur les produits de la plaine se continuait sous des aspects divers, depuis l'agression sur la route jusqu'au banditisme politique. Gori, dit Dubois de Montpéroux, se trouvait au centre d'une zone de brigandage intense. Et les haines nationales opposant Arméniens aux Géorgiens, Tatares aux Arméniens, attisées par le Russe colonisateur intéressé à ces antagonismes, se perpétuaient sous les yeux du jeune Staline.

Les habitants (23 au kilomètre carré, recensement de 1897) étaient cinq fois plus nombreux dans les campagnes qu'à la ville. La grande majorité se composait de paysans sans terre et de petits métayers exploités par une noblesse rurale pléthorique mais peu fortunée. Toutes les narrations de voyages au Caucase expriment l'étonnement des Occidentaux devant ce foisonnement de pouilleuse aristocratie terrienne, devant tel garçon d'auberge gentilhomme mingre ou tel valet d'écurie prince imère. Dans ce pays, les princes sont aussi nombreux que les volailles, — notait von Thielmann. Un autre voyageur dit des Géorgiens : « La plupart sont nobles et pauvres et ce n'est pas le seul trait de caractère qui les rapproche des Espagnols », ajoutant à cette analyse un peu courte de justes remarques sur la paresse de l'indigène, son usage immodéré du vin de Kakhétie et sa propension au banditisme : « Des jeunes gens appartenant aux plus anciennes familles ont gagné sur les grandes routes une réputation qui ne nuit d'ailleurs en rien à leur considération mais finit souvent par les conduire en Sibérie. » La possession de cinq à dix hectares pouvait impliquer un titre princier. Les artisans, confondus avec les paysans dans la campagne ou la montagne, et avec les petits marchands à la ville, ne formaient pas une classe aux contours précis. Les ouvriers proprement dits, en très petit nombre, restaient attachés au village



natal. Il n'existait ni prolétariat industriel, ni bourgeoisie capitaliste dans l'acception moderne des termes. Une *intelligentsia* restreinte et le bas clergé étaient très mêlés au peuple. La poignée des nobles du plus fort calibre, grands propriétaires fonciers, se laissait domestiquer par la Cour de Pétersbourg ou enrôler dans le corps des officiers. La bureaucratie russe dominait le tout.

Tiflis, au moment où Staline y vint faire ses études, était une ville orientale de quelque 150 000 habitants en accroissement rapide, avec un quartier européen banal édifié par les Russes. Les Géorgiens y formaient une minorité, la population comptant des Arméniens, des Slaves, des Tatares, des Perses, des Allemands, des Juifs, des Grecs, des Osses. Les principaux foyers d'activité étaient les bazars persan, arménien et tatar aux allées grouillantes d'une cohue asiatique bariolée, bousculée de porteurs d'eau, de chameaux et d'ânes chargés d'outres et de colis; on y vendait des tapis de Perse et du Kurdistan, des lainages et des cotonnades aux couleurs vives, de la poterie et des objets incrustés, des sabres du Daghestan et des armes travaillées sur place. Le haut commerce urbain se trouvait aux mains de la bourgeoisie arménienne. Le vieux Tiflis géorgien, sensiblement marqué par la domination persane, restait un immuable entassement de maisons grises à terrasses, entrecoupé de ruelles escarpées en dédale où les immondices séchaient au soleil.

\*  
\*  
\*

Ce n'est pas dans cette agglomération moyenâgeuse de la proche Asie aux multiples superstitions religieuses et nationales ni dans un milieu aussi arriéré, constamment traversé de nomades, que Staline adolescent pouvait puiser des idées neuves, subir une influence européenne. Pas davantage dans la cité administrative et militaire où le despotisme tsarien s'abritait sous une architecture d'aspect occidental. Mais au séminaire, il entra dans une sphère nouvelle et, tout en recevant l'enseignement clérical, prit pour la première fois contact avec l'esprit de révolte.

Car la jeunesse universitaire, à Tiflis comme dans « toutes les Russies », avait déjà sous la férule de la discipline religieuse une tradition embryonnaire d'insubordination. La résistance de la génération montante à l'oppression de l'ancien régime, longtemps de caractère purement national chez les « allogènes », se teintait progressivement d'opinions libérales, puis socialistes. Dès le début du

XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire de l'occupation russe en Géorgie, des idées subversives s'étaient infiltrées dans le pays par les exilés astreints au domicile forcé sur les confins de l'Empire. La politique de russification brutale du vice-roi du Caucase Ermolov souleva un mouvement populaire de protestation, maté violemment par les Cosaques. Jusqu'à la suppression du servage, des émeutes paysannes incessantes ensanglantent les campagnes. Le séminaire de Tiflis devient un centre intellectuel d'opposition à l'autorité russe. Enfin, le grand fait nouveau et décisif se produit qui va déplacer socialement le centre de la lutte insurrectionnelle : en 1867, le premier chemin de fer est mis en construction, de Tiflis à la mer Noire.

Le capitalisme enfonçait son coin au Caucase. Sur les chantiers, paysans géorgiens devenus terrassiers et ouvriers russes spécialisés fusionnent sous la pression du même salariat et forment les premiers rassemblements d'un prolétariat. A cette époque commence à se développer l'exploitation du manganèse de Tchiatouri et du naphte de Bakou. Les pays d'outre-Caucase sortent de l'isolement provincial, entraînés à leur tour hors de l'ornière de l'économie primitive dans l'essor général de la production capitaliste.

En 1873, vingt ans avant l'arrivée de Staline, des troubles avaient éclaté au séminaire de Tiflis où la jeunesse se sentait brimée dans ses sentiments nationaux. De nombreux étudiants exclus par représailles retournaient au village pour devenir spontanément propagandistes des idées avancées. Dix ans plus tard, une petite rébellion surgit dans la même école; le recteur ayant parlé de la langue géorgienne en termes méprisants, un élève se leva pour frapper l'insulteur. Ce jeune homme s'appelait Sylvestre Djibladzé. Il se sentait fort du soutien de ses condisciples et même des maîtres géorgiens. Il fut condamné à trois ans de compagnie de discipline, le séminaire fermé. En 1886 le recteur, archiprêtre Tchoudnietski, est tué à coups de poignard par un séminariste de dix-neuf ans. « La moitié à peine des élèves condamne le crime, beaucoup dissimulent peu leur joie mauvaise... », écrit l'exarque de Géorgie au Procureur du Saint-Synode, Pobiédonostzev. « Les maîtres russes sont démoralisés; les maîtres géorgiens se promènent avec un air féroce. Certains vont jusqu'à excuser l'assassin, tout en l'approuvant dans leur for intérieur. » Le séminaire fut de nouveau licencié. De nouvelles vagues d'étudiants se répandirent chaque fois dans les villages, propageant d'ardentes convictions.



A ce moment s'achevait le deuxième tronçon de la voie ferrée, de Tiflis à la mer Caspienne. La ligne traverse ainsi d'ouest en est tout le Caucase, par les vallées du Rion et de la Koura, le long de la chaîne principale, reliant la mer Noire à la Caspienne, Bakou à Batoum. L'extraction du naphte, servie par un nouveau moyen de transport, reçoit immédiatement une puissante impulsion : de 800 000 tonnes en 1883, elle passe à 1 370 000 tonnes en 1885 pour continuer sa progression. Le prolétariat des puits et du rail croît en proportion. Cette même année, les premiers groupements socialistes se constituent, dirigés par des élèves du séminaire et composés surtout d'intellectuels, Géorgiens ou Russes en exil ; au premier plan se font remarquer Sylvestre Djibladzé, Noé Jordania, Nicolas Tehkheidzé, Ninochvili. C'est le « noyau » initial de la social-démocratie géorgienne. On traduit le *Manifeste communiste* de Marx et Engels ; les révoltés du Caucase se mettent à l'école de la culture européenne.

Staline trouve donc, à son arrivée dans la petite capitale en 1893, un germe de mouvement révolutionnaire socialiste et bientôt, à travers les murailles épaisses du séminaire, il peut percevoir les échos assourdis d'une effervescence ouvrière : la première grève des cheminots a lieu en 1896 à Tiflis. La lutte de classe prend le pas sur la lutte nationale. La question géorgienne s'estompe devant la question sociale. Un même ressort anime les cheminots de Tiflis, les puisatiers de Bakou, les mineurs de Tchiatouri. Et l'ébranlement commun des prolétaires de toute la Transcaucasie n'est déjà plus un épisode d'histoire locale. Le massif gigantesque du Grand Caucase, après avoir au cours des siècles arrêté tant d'invasions devant la steppe et retenu dans ses plis tant de peuples mouvants, ne peut plus séparer deux mondes solidaires par les liens du capital et par le sort des travailleurs. La force des choses fait des révolutionnaires caucasiens un détachement de la nombreuse armée de la révolution socialiste qui se forme en Russie dans les épreuves du combat.

Sur l'origine de sa conversion au socialisme, Staline a dit un jour : « Je suis devenu marxiste grâce, pour ainsi dire, à ma position sociale — mon père était ouvrier dans une fabrique de chaussures et ma mère était de même une ouvrière — mais aussi parce que j'entendais gronder la révolte dans le milieu qui m'entourait, au niveau social de mes parents, enfin à cause de l'intolérance rigoureuse et de la discipline jésuitique sévissant au séminaire

orthodoxe où j'ai passé quelques années ». Et il ajoutait : « Toute mon atmosphère fut saturée de haine contre l'oppression tsariste et je me suis jeté de tout cœur dans l'action révolutionnaire ».

En 1898, quand Catherine Djougachvili retire son enfant du séminaire où fermentent les conciliabules et les cercles de toutes nuances, Sosso est pris dans le courant qui attire les jeunes gens virils de sa génération. Il a lu, comme tous les autodidactes du socialisme, des brochures de propagande, des résumés, des schémas. Cela suffit pour adhérer au groupement social-démocrate de Tiflis. Aux ateliers du chemin de fer où a peiné le manœuvre Alexis Pechkov qui sera célèbre un jour sous le nom de Maxime Gorki, il entre en relations avec des prolétaires ; quelques années plus tôt, il eût rencontré parmi eux le serrurier Serge Allilouiev, et deux ans plus tard le tourneur Michel Kalinine. A cette époque, les cercles ouvriers d'avant-garde, les *kroujki* clandestins, multipliés dans toute la Russie depuis vingt années, tendaient à se rapprocher dans une organisation générale, à créer un centre directeur. La même année se tient à Minsk une petite réunion de neuf délégués qui s'intitule hardiment « Congrès du parti social-démocrate ouvrier de Russie ». Dans une province d'Ukraine, près de Nicolaïev, un adolescent de l'âge de Sosso était déjà arrêté, transféré de prison en prison, attendant la déportation en Sibérie : c'était le futur Trotski. Et en Sibérie orientale, un déporté de vingt-neuf ans travaillait à un ouvrage documenté sur le développement du capitalisme en Russie, écrivait une étude sur le « romantisme économique » de Sismondi, traduisait l'*Histoire du trade-unionisme* de Sydney et Béatrice Webb : c'était le futur Lénine.

La social-démocratie naissante avait engagé sa lutte à mort contre le tsarisme. Et avec la résolution simple et tranquille des volontaires de la guerre civile, Sosso se mettait au service du nouveau parti, section russe de l'Internationale ouvrière : c'était le futur Staline.



le fer avant l'acier, — fit même une loi punissant comme crime de droit commun l'acte de grève. En majorité, ces paysans transférés brutalement du village à la fabrique demeuraient paysans, passaient une partie de l'année aux champs. Tous gardaient des liens étroits avec le milieu d'origine et conservaient leur psychologie paysanne longtemps après avoir changé de place dans la production.

Avec l'essor très rapide de l'industrie progressant presque sans transition par les apports étrangers de capital et de technique, le recrutement ouvrier absorba en moins de quarante ans, après l'abolition du servage, plus d'un million et demi de ruraux. Ainsi le prolétariat russe, dans sa masse, vient directement des campagnes tandis que celui d'Occident a pour noyau fondamental la descendance de corporations artisanes du moyen âge dont il a reçu la culture citadine et certaines traditions propres. C'est son principal trait distinctif.

Même dans sa jeune pratique révolutionnaire, la classe ouvrière russe est marquée sensiblement d'influence paysanne. A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, constate l'historien M. Pokrovski, la Russie fut peut-être le pays le plus révolté d'Europe. Les autres grands pays eurent chacun leur guerre civile de paysans ; la Russie en subit quatre en deux siècles : celle du « Temps des troubles », celle de Bogdan Khmelnitski, celle de Stenka Razine, celle de Pougatchev. Sous une répression implacable, la jacquerie ne fut jamais complètement écrasée. Et depuis l'affranchissement des serfs (1861), on a encore compté deux mille émeutes locales, jusqu'à l'insurrection de grande envergure de 1905. Le peuple russe, écrit A. Leroy-Beaulieu, « porte en lui, pour ainsi dire, la révolution à l'état latent. » Tel est le passé qui a pesé sur les faits contemporains. De fortes caractéristiques de mentalité paysanne se sont transmises au mouvement ouvrier : résignation passive entrecoupée de rébellions violentes, méfiance individuelle et crédulité collective, simplisme des idées, mysticisme des sentiments et fanatisme des préjugés lui viennent de cette classe peu évoluée qui, selon K. Marx, représente la barbarie dans la civilisation.

Avec son capitalisme tardif et sans vigueur, la Russie n'a pas eu de bourgeoisie capable de devenir classe dirigeante. Pierre le Grand créa lui-même les premières fabriques, Catherine II suivit l'exemple, et plus tard l'initiative de la Couronne fut nécessaire à l'établissement des premiers chemins de fer. Nulle part au monde, gouvernement n'eut la haute main sur tant d'entreprises de pro-

duction, où la distillation de l'eau-de-vie ne tenait pas le moins de place. L'industrie s'enracina d'abord avec difficulté à l'abri de tarifs douaniers protecteurs. Une bourgeoisie débile dans l'activité économique ne pouvait prétendre au rôle politique d'un Tiers-État. La Russie n'eut pas l'équivalent de la *Magna Charta Libertatum* anglaise ni de la *Déclaration des Droits*. C'est l'intelligentsia, élite généreuse et instruite de l'aristocratie, de la petite noblesse rurale, des cadres de l'armée et de la bourgeoisie cultivée qui, après avoir en vain tenté isolément de renverser l'absolutisme, fournira des cadres à la révolution ouvrière et paysanne.

Malgré des traits bien nationaux, cet absolutisme n'avait rien d'exclusif. « Le type de la domination exercée par les Romanov est absolument identique à celui des Valois et des Tudor », démontre Pokrovski. Les initiateurs du libéralisme vinrent pour la plupart de la franc-maçonnerie, deux fois dissoute. Novicov et Radichtchev, les premiers, expièrent l'un en prison, l'autre en exil, leurs anticipations humanitaires, par la grâce de Catherine II, grande amie de Voltaire et des encyclopédistes. La tentative insurrectionnelle des décembristes en 1825, à la mort d'Alexandre I<sup>er</sup>, ne fut qu'un complot militaire sans liens avec le peuple ; mais les chefs les plus résolus pensaient déjà en républicains à tendances quelque peu socialistes. Parmi les révoltés, sortis des loges et d'autres sociétés secrètes, il y avait surtout des officiers imbus des principes de la Révolution française et quelques intellectuels placés à la tête d'entreprises capitalistes. Le supplice des principaux responsables, Pestel, Ryléiev, Kakhovskoï, Mouraviev-Apostol, Bestoujev-Rioumine, et la déportation de cent cinquante conjurés mirent fin pour longtemps aux rêves de liberté, d'égalité et de fraternité. Le règne de Nicolas I<sup>er</sup> débutait sous les auspices de la potence.

Contre l'oppression d'un despotisme renforcé, une vie spirituelle intense et variée trouva pourtant quelque expression sous le Tsar de fer. Refoulée du plan politique, la pensée libre cherche un refuge dans la littérature et la philosophie. Les plus grands écrivains de la Russie, de Pouchkine à Tolstoï, illustrent cette époque, Lermontov avant Nekrassov, Dostoïevski après Gogol, outre Gontcharov et Tourgueniev, bientôt Ostrovski et Tchchédrine. A défaut de tribunes publiques, la poésie et le roman, le théâtre et la satire discréditent le servage, moquent la bureaucratie et déjouent la censure. Biéliniski élève la critique littéraire à la hauteur d'une critique sociale et fonde la tradition que suivront Dobrolioubov,



Tchernychevski, Pissarev. La jeunesse éclairée se passionne pour Fichte et Schelling, pour Hegel, pour Feuerbach, plus tard pour Stuart Mill et Spencer, pour Büchner et Darwin. Le cercle de Pétrachevski étudie Saint-Simon et Fourier, Cabet et Proudhon, Louis Blanc et Lamennais, ce qui vaut à ses membres la prison, puis le bagne, après une condamnation à la peine capitale commuée en travaux forcés à la dernière minute. Il s'en est fallu de peu, en 1825, que la plume de Pouchkine ne se brisât dans l'aventure des *décembristes* mais il s'en faudra de moins encore, en 1849, que Dostoïevski ne périt sur l'échafaud avec les *pétrachevtsy*, avant d'endurer les longs tourments de la *Maison des Morts*.

Au cours des « années 40 », deux courants de source antérieure partagent les intellectuels en « slavophiles » et en « occidentaux ». Par réaction contre les réformes brutales de Pierre le Grand introduites avec violence pour copier plus vite l'évolution européenne, hostiles aux influences extérieures et à l'imitation de l'étranger, les slavophiles idéalisent le passé russe, doctrinaient le retard de la « sainte Russie » comme sa supériorité sur « l'Occident pourri », prônaient la conservation jalouse et mystique de l'autocratie, de l'orthodoxie, des caractéristiques nationales, répudiaient comme produits d'une civilisation épuisée le rationalisme, la science et la démocratie. Les occidentaux voulaient hausser leur pays au niveau de l'Europe cultivée, laïciser la vie russe, libérer le génie populaire, instaurer les droits de l'homme. Avec Alexandre Herzen, une nouvelle tendance se dessine, celle d'un socialisme russe original qui tente la synthèse. Sous des formes diversement achevées par les épigones, et de plus en plus disparates, ce sera dans la suite le *narodnitchestvo* (populisme).

Herzen concilie dans une doctrine éclectique sa foi dans la mission subversive universelle des Slaves paysans avec ses emprunts aux théories révolutionnaires de l'Occident, surtout à Proudhon. Il élabore la conception qui doit résoudre à la fois « la question russe et la question sociale », prédit la fin de l'Europe bourgeoise au lendemain d'une guerre dévastatrice, annonce l'avènement du communisme dans le monde sur un signal parti de Russie où les paysans donneront l'exemple à l'humanité tout entière. Car le peuple russe, croient Herzen et ses disciples influencés par les slavophiles, a sur tous les autres l'avantage de ses anciennes institutions : la communauté villageoise (*obchtchina* ou *mir*) tend normalement vers le socialisme, en vertu de sa nature intime, et constitue l'em-

bryon de l'organisation fédéraliste et coopérative à venir. La Russie paysanne ouvrira donc l'ère de la révolution sociale et la marche au communisme.

Sur le mode de propriété collective et d'exploitation agricole du *mir* qui inspirait tant d'espoirs à Herzen, à son émule Bakounine, à ses continuateurs et critiques Tchernychevski et Lavrov, véritables théoriciens du populisme dans les « années 60 », on en sait assez hors de Russie depuis Haxthausen en Allemagne, Mackensie Wallace en Angleterre, Leroy-Beaulieu en France. Pour les populistes de toutes nuances, ceux de l'action directe comme Bakounine, ceux de la propagande comme Lavrov, l'évolution bourgeoise n'est pas un progrès mais une régression, et l'économie russe retardataire est un idéal à perfectionner. Sur la base originale du *mir* complété par des *artels*, ou associations d'artisans, une civilisation unique s'épanouira en évitant les maux du capitalisme, pourvu que les terres soient transmises aux communes et les fabriques aux ouvriers. Mais de la tendance générale du populisme dérivent plusieurs écoles disparates, nourries de sciences naturelles, d'économie politique et de sociologie. Il y a loin de l'anarchisme paysan de Bakounine, radical et explosif, au socialisme évolutionniste de Lavrov, éducateur et pondéré. Les successeurs d'Herzen ont répudié son messianisme panslave, son mysticisme, son utopisme, tout en adoptant son programme résumé dans la formule : *Terre et liberté*, tout en écoutant son fameux conseil : *Aller au peuple*. Beaucoup suivent aussi son exemple d'émigrer en Occident, où il publie *Polarnaïa Zvezda* (l'Étoile polaire) et *Kolokol* (la Cloche), pour mieux combattre le tsarisme.

Bakounine, « apôtre du bouleversement universel », percevait dans le peuple russe une aspiration spontanée à la mainmise sur le sol par ceux qui le fécondent et aspirent normalement à l'autonomie communale, en opposition à tout gouvernement. Il prêchait la *révolte paysanne en permanence*, même partielle, même vouée à l'échec, tout en rêvant d'un soulèvement unanime dont Stenka Razine et Pougatchev auraient été les précurseurs. Il faisait grand cas aussi des brigands, ces « révolutionnaires instinctifs ». C'est lui qui lança comme un mot d'ordre impératif dans la jeunesse studieuse l'idée d'*aller au peuple*, émise par Herzen et reprise par Lavrov, suscitant une large émulation dans ce sens : « Abandonnez au plus tôt ce monde destiné à périr, ces universités, ces académies, ces écoles... Entrez dans le peuple... Cette science doit sombrer avec le



monde dont elle est l'expression. » Un autre Stenka Razine approche, ajoutait-il, mais nombreux cette fois, multiple, et donc invincible... La révolte générale devait aboutir à une fédération anarchique de communes libres, sans pouvoir central, sans État.

En prévision du grand jour où s'allumera l'irrésistible incendie, que hâteraient des émeutes locales, Bakounine songe à préparer les instruments c'est-à-dire des individus initiés et résolus à tout. Il rédige à leur intention un ensemble de règles dont ils devront s'inspirer, document étrange qui contraste avec la haute moralité de la jeunesse populiste et bien plus propre à la repousser qu'à la séduire.

Ce *Catéchisme du révolutionnaire*, introduit en Russie par son disciple Netchaïev, comporte plusieurs parties. Dans la première, *Attitude du révolutionnaire envers lui-même*, Bakounine prescrit de renoncer à tout intérêt, sentiment, lien personnels; de rompre avec le monde civilisé, les lois, les conventions; de ne connaître qu'une science, celle de la destruction; de mépriser l'opinion publique, de haïr les mœurs et coutumes admises; de se montrer impitoyable, de n'attendre en retour aucune miséricorde, d'être toujours prêt à mourir, de s'entraîner à supporter les tortures; d'étouffer en soi tout sentiment de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance et d'honneur; de n'avoir d'autre satisfaction que le succès de la révolution; de faire périr tout ce qui gêne, à cette fin. Dans la deuxième partie, *Attitude du révolutionnaire envers ses camarades*, le catéchiste recommande la solidarité entre catéchumènes, dans la mesure de l'utilité de chacun à la cause; tout camarade doit avoir sous la main quelques révolutionnaires de deuxième et troisième catégories comme un capital à dépenser avec économie; en cas de malheur, ne sauver un camarade en danger que si son salut vaut la dépense à consentir de forces révolutionnaires. Dans la troisième, *Attitude du révolutionnaire envers la société*, Bakounine conseille de pénétrer dans tous les milieux, y compris la police, l'Église et la Cour; de dresser une liste de condamnés à mort dans l'ordre effiecient d'urgence des exécutions, et une autre de gens à ménager avant extermination si leur conduite méchante incite le peuple à la révolte; d'exploiter les personnalités haut placées, riches ou influentes, de les asservir en surprenant leurs secrets; de faire semblant de conspirer avec les libéraux pour les tromper, les manœuvrer et les compromettre; de pousser et d'entraîner les doctrinaires, les conspirateurs bavards, pour précipiter leur perte quant à la majorité, pour en instruire et tremper quelques-uns; d'employer

les femmes selon leur degré d'utilité, de sacrifier la vie des médiocres, de considérer les meilleures comme « le plus précieux trésor ». Dans la quatrième enfin, *Attitude de l'association envers le peuple*, l'auteur préconise d'aggraver par tous les moyens les maux et malheurs dont souffre le peuple pour épuiser sa patience et l'acculer au soulèvement général; l'œuvre à réaliser est une destruction terrible, complète et inexorable; aussi faut-il s'unir aux bandits, « seuls révolutionnaires authentiques en Russie », en faire une force compacte qui détruira tout sur son passage... Aucun résumé ne peut rendre l'accent de haine froide, de cynisme explicite du fameux *Catéchisme* anonyme que nulle étude sur les origines du bolchévisme ne saurait passer sous silence.

Herzen avait dit : « Toutes les richesses de l'Occident, tous les héritages nous manquent. Rien de romain, rien d'antique, rien de catholique, rien de féodal, rien de chevaleresque, presque rien de bourgeois dans nos souvenirs. Aussi aucun regret, aucun respect, aucune relique ne peuvent nous arrêter. » Bakounine le montre par son écrit, sans en prendre la responsabilité, et Netchaïev va le démontrer dans ses actes qui feront reculer d'effroi ou de dégoût Bakounine lui-même. Par le mensonge et l'imposture, la ruse et l'intimidation, l'intrigue et le chantage, puisque tous les moyens sont bons, mais aussi par un labeur opiniâtre et une énergie extraordinaire, le porteur confidentiel du *Catéchisme* forme et dirige une société secrète qui finit mal, la *Narodnaïa Rasprava* (Vindicta du peuple) : un des affiliés est assassiné par les autres à l'instigation de Netchaïev qui, pour s'en débarrasser, a répandu indûment le soupçon de trahison, et l'affaire aboutit à des centaines d'arrestations, à un procès retentissant. On connaît le drame hallucinant, en Europe et en Amérique, par les *Possédés* de Dostoïevski. Le *Catéchisme* divulgué fait scandale parmi les révolutionnaires et Bakounine s'abstient d'en revendiquer la paternité qu'on attribuera longtemps à Netchaïev. Réfugié en Suisse, celui-ci use envers celui-là des répugnants procédés inscrits dans les règles du parfait révolté et condensés dans sa formule : « A toute vapeur à travers la boue... » Le maître rompt avec l'élève fanatique et pervers dont il admire le dévouement sans bornes à la cause populaire, certes, mais qu'il juge par trop dénué de scrupules. Le terme de *netchaïevchichina* restera pour caractériser désormais l'immoralisme pseudo-révolutionnaire. Mais on doit noter que Netchaïev s'est révélé en Russie le premier véritable « praticien » de l'organi-



sation subversive et le premier révolutionnaire professionnel pour qui la fin avouée justifie les moyens inavouables. Sur ses traces marcheront bien des imitateurs.

Aux *idéalistes* des « années 40 » ont succédé les *réalistes* des « années 60 », qui auront pour successeurs les hommes d'action des « années 70 ». Contre les bakounistes, anarchistes émeutiers, et les lavristes, propagandistes éducateurs, il se forme un groupe très peu nombreux autour de Pierre Tkatchev, en 1875, d'une idéologie tout à fait distincte, celle du jacobinisme russe dont l'importance symptomatique n'apparaîtra qu'au siècle suivant. Tkatchev reste un populiste, car il partage la croyance commune dans le *mir* et escompte les facultés créatrices du paysan, mais par sa conception des voies et moyens de la révolution, il s'affirme jacobin et proche parent intellectuel de Blanqui. Une révolution, explique-t-il dans son *Nabat* (le Tocsin), consiste d'abord à s'emparer du pouvoir, indispensable prélude aux réalisations définitives. La propagande ne donnera ses résultats qu'après la prise du pouvoir, elle doit suivre le coup d'État et non le précéder. Le coup d'État sera le fruit d'une conjuration, l'œuvre d'une minorité consciente, et n'est possible que par la violence, ce qui rend nécessaire un parti centralisé, sélectionné, discipliné, hiérarchisé, apte à veiller sur la sécurité de ses militants, d'exercer des représailles contre ses bourreaux, de venger ses martyrs. « Ni à présent, ni dans l'avenir, le peuple livré à lui-même n'est capable d'accomplir la révolution sociale. Nous seuls, minorité révolutionnaire, pouvons ou devons le faire au plus vite... Le peuple ne peut se sauver lui-même..., ne peut fixer son sort conformément à ses besoins réels, ne peut donner corps et vie aux idées de la révolution sociale ». Moins il y a d'éléments révolutionnaires dans le peuple, plus insignifiant doit être son rôle dans le bouleversement et plus d'autorité revient à la minorité consciente qui introduira le communisme. « Le peuple privé de dirigeants n'est pas à même d'édifier un monde nouveau sur les décombres de l'ancien... Ce rôle et cette mission appartiennent exclusivement à la minorité révolutionnaire ». Tkatchev annonce le proche terrorisme et le futur bolchévisme.

Une première tentative de meurtre contre l'Empereur avait eu lieu en 1866, geste isolé de l'étudiant Karakozov. Dans les dernières « années 70 », la violence de l'opposition riposte à la force de la tyrannie. Aux persécutions, aux déportations, aux exécutions, aux sévices dans les prisons répondent le revolver, la bombe et le

poignard. Les populistes déçus de leur mouvement pacifique « vers le peuple » se défendent contre la police avec des armes et déclarent la guerre aux gouvernants de terreur. Ils ont créé en 1876, sous l'impulsion d'Alexandre Mikhaïlov, le premier parti socialiste et révolutionnaire de Russie, l'association *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) qui englobe les anciens cercles d'intellectuels et les individualités révolutionnaires dispersées, qui convoque à Pétersbourg la première manifestation ouvrière de rue où un étudiant harangue la foule. On y retrouve les membres du cercle Tchaïkovski, fondé quelques années plus tôt, avec Marc Natanson, Sophie Pérovskaïa, Stepniak, Kropotkine. L'organisation a un comité central, des sections de travail, un groupe de combat. En 1878, Véra Zassoulitch tire sur le général Tréprov qui a infligé la peine du fouet à un détenu politique, et Stepniak poignarde le général de gendarmerie Mesentzev. En 1879, le gouverneur de Kharkov, un prince Kropotkine, cousin du précédent, est assassiné mais Soloviev manque de peu le tsar Alexandre II. La série des attentats est ouverte, *Terre et Liberté* en revendique la pleine responsabilité. Sous les coups décuplés de la répression, les terroristes perfectionnent leur technique, préparent de sanglantes revanches. Mais les meilleurs hommes tombent, les Ossinski, les Lizogoub, les Vittenberg. Parmi les *zemlievoltsy*, l'opinion se divise sur la tactique, les uns avec Alexandre Jéliabov décidés au terrorisme systématique, les autres avec Georges Plekhanov enclins à la propagande persuasive, et le parti se scinde au congrès secret de Voronège en 1879, d'où sortent la *Narodnaïa Volia* (Volonté du peuple) et le *Tchorny Perediel* (Partage général).

Le Comité exécutif de la *Volonté du peuple* reprend aussitôt la lutte et quelques mois plus tard Sophie Pérovskaïa, fille du général gouverneur de Pétersbourg, assistée de Mikhaïlov et d'Hartman, essaie de faire sauter le train impérial. Son ami Jéliabov, ses camarades Kibaltchitch et Véra Figner en font autant sur d'autres points de la voie ferrée, sans succès. En 1880, l'ouvrier Khaltourine réussit à faire exploser une charge de dynamite au Palais d'Hiver et manque le Tsar de justesse. En 1881, enfin, Sophie Pérovskaïa dirige l'attentat où succombent Alexandre II et Grinevetski, son meurtrier, mais qui coûte la vie à tous les régicides, Pérovskaïa, Jéliabov, Mikhaïlov, Ryssakov et Kibaltchitch, pendus le mois suivant. Contre leur attente, l'événement ne provoque pas le moindre contre-coup dans la population paysanne, restée inerte. Le nouveau Tsar, conseillé par Pobiédonostzev, refuse d'écouter les adjurations de



la *Volonté du peuple* dont le Comité exécutif, par la plume de Mikhailovski et de Tikhomirov, promet de cesser toute activité terroriste si le pouvoir accorde une Constituante et des libertés. Au lendemain de la mort d'Alexandre II est créée l'*Okhrana*, une phase d'accablante réaction s'ensuit et l'effort désespéré des *narodovoltsy*, « avant-garde sans armée », faiblit sous les coups de l'autocratie. Le reniement de Tikhomirov, la trahison de Degaïev et l'arrestation de Lopatine précipitent le déclin. Les dernières conspirations échouent, la *Volonté du peuple* agonise après l'exécution de cinq étudiants impliqués dans un complot contre Alexandre III. Parmi eux figurait Alexandre Iliitch Oulianov dont un frère cadet, Vladimir, deviendra Lénine.

Les leçons de la tragédie ne seront pas vaines et l'exemple des *narodovoltsy* est entré à jamais dans la tradition révolutionnaire nationale. K. Marx ne se trompait pas en écrivant à sa fille, l'année même où la *Volonté du peuple* fut décapitée : « Ce sont tous des gens admirables, sans pose mélodramatique, pleins de simplicité, de véritables héros. Crier et agir sont deux choses opposées et qu'on ne peut concilier. Le Comité exécutif de Pétersbourg qui agit avec tant de décision publie des manifestes d'une modération extrême... Le Comité exécutif se tourne vers l'Europe pour la convaincre que son *modus operandi* est une manière d'agir spécifiquement russe, d'ailleurs historiquement inévitable, sur laquelle on peut aussi peu moraliser pour ou contre que sur la catastrophe de Chio. » *Manière d'agir spécifiquement russe*, tel est bien le trait à souligner dans l'attitude de ces hommes pour qui le terrorisme s'imposait comme une « triste et terrible nécessité » et qui ont protesté avec éloquence contre l'assassinat du président Garfield en déclarant : « La violence n'est justifiée que contre la violence. »

La lassitude, le pessimisme consécutifs au sacrifice volontaire de l'élite révolutionnaire ne pouvaient empêcher de croître et de s'affermir la véritable force capable de vaincre le tsarisme. Sous la pression des guerres et les exigences du marché extérieur, l'évolution économique avait engagé dans la voie du capitalisme moderne ce pays agraire, modifiant la structure sociale. On vit une grande industrie se substituer à la petite production villageoise, l'usine géante concurrencer l'atelier domestique, brûlant les étapes intermédiaires et puisant la main-d'œuvre parmi les serfs affranchis et dépouillés. Longtemps, les besoins militaires firent de l'État le principal client de l'industrie. Les chemins de fer donnèrent une

impulsion décisive à la métallurgie, passant de 2 000 kilomètres exploités en 1860 à 10 000 en 1870, puis augmentant de plus de 1 500 kilomètres en moyenne par an. Le progrès des transports stimulait toute la production et les échanges dans un immense pays privé de routes praticables. Dans les « années 60 », que d'aucuns ont appelées un « bref XVIII<sup>e</sup> siècle » en raison de l'initiation d'une minorité privilégiée aux « lumières », le dixième seulement de la population habitait les villes et moins de la centième partie allait à l'école. Parallèlement à l'agglomération du prolétariat dans les centres industriels où le capitalisme primitif, par des excès monstrueux, réalisait des profits de 60 pour 100 avec un mauvais outillage en spoliant avidement les travailleurs, parqués dans des casernes ou tassés dans des caves, la masse paysanne accablée de charges sur ses parcelles de plus en plus réduites tomba dans une misère indescriptible. Le tsarisme brisait par la force les grèves à la ville et les révoltes à la campagne. Mais tandis que les intellectuels s'épuisent dans des actes individuels et vont à la défaite, un mouvement nouveau se dessine. De Pétersbourg à Odessa, des cercles ouvriers naissent et avancent leurs revendications politiques de plus en plus conformes au programme du socialisme européen. A mesure que l'antagonisme du capital et du travail dans l'industrie l'emporte sur la lutte des paysans contre les seigneurs, une sélection de prolétaires s'accomplit et les éléments d'un parti nouveau se préparent. Pendant les « années 80 » et suivantes, les signes se multiplient, avant-coureurs de la social-démocratie. Plusieurs populistes d'hier, mûris par les revers, se convertissent au marxisme.

\* \* \*

Le premier et le principal est G. Plekhanov, cet étudiant qui prit part en 1876 à la manifestation de Pétersbourg, devant l'église de Kazan, où deux cent cinquante ouvriers osèrent pour la première fois descendre dans la rue, et qui s'était séparé des *narodovoltsy* pour constituer le groupe éphémère du *Tchorny Perediel*. En 1882, il traduit et préface le *Manifeste communiste*. Dans une lettre à Lavrov, il critique sans ménagement le proudhonisme de Stepniak, un des survivants du populisme terroriste, et se déclare prêt « à faire du *Capital* de Marx un lit de Procuste pour tous les collaborateurs du *Messenger de la Volonté du peuple* ». En 1883, avec Axelrod, Léo Deutsch et Véra Zassoulitch, bakounistes de l'avant-veille,



il crée à Genève peu après la mort de Marx le groupe de la *Libération du travail* qui professe le marxisme. Ses brochures : *Socialisme et lutte politique*, puis *Nos désaccords*, font sensation, le consacrent comme théoricien avant même que sa plume et sa parole de polémiste hors pair fassent de lui la figure centrale de la social-démocratie russe. En 1889, au Congrès socialiste international, il ne craint pas d'affirmer que la révolution vaincra dans son pays par la classe ouvrière ou sera vaincue.

En Russie, les cercles socialistes devenaient plus nombreux, les grèves plus fréquentes. Une grande crise économique dans les « années 80 » attise la lutte de classe ; les ouvriers obtiennent les premières lois refrénant l'exploitation de leur travail. La famine de 1891, suivie d'un puissant élan industriel, accentue le mouvement. Des groupes fusionnent, d'autres constituent des *Unions de combat*. Une nouvelle génération d'intellectuels révolutionnaires se révèle, de fortes têtes apparaissent : à Pétersbourg, ce sont Lénine et Martov ; à Odessa, Riazanov ; à Nicolaïev, Trotski. En 1898, le premier Congrès social-démocrate se tient à Minsk, devancé d'une année par le *Bund* (parti ouvrier socialiste juif), et adopte le texte d'un manifeste rédigé par Pierre Struve. Ses neuf participants sont arrêtés ou contraints de disparaître mais un jalon était planté.

C'est dans un de ces cercles ouvriers guidés par des intellectuels dévoués aux intérêts du peuple que Staline, à Tiflis, venait d'entrer. Quel y fut son rôle, tandis que les principaux protagonistes du Parti se livraient dans l'émigration à leurs premières controverses doctrinales ? Sur cette époque, on a son propre témoignage. Dans un discours prononcé en 1926 devant les ouvriers de Tiflis, il répond aux fonctionnaires serviles qui, déjà, l'encensent pour s'assurer les faveurs du pouvoir :

« ... Je n'ai pas mérité une bonne moitié des éloges que l'on a fait entendre ici à mon adresse. Il paraît que je suis un héros d'Octobre, et le dirigeant du parti communiste de l'Union soviétique, et le chef de l'Internationale Communiste, et un paladin merveilleux et tout ce qu'on voudra. Ce ne sont que des sornettes, camarades, et une exagération absolument inutile.

« Le camarade Arakel (A. Okouachvili) a dit ici qu'il se considérait dans le passé comme un de mes maîtres et moi comme son élève. C'est tout à fait exact, camarades. Effectivement, j'ai été et je reste un des élèves des ouvriers d'avant-garde des ateliers du chemin de fer de Tiflis. »

Même si cette apparente modestie n'était qu'affectation et l'hommage aux cheminots une habile démagogie, le ton n'en reste pas moins digne et il est possible que Staline ait à ce moment parlé selon sa conscience. Poursuivant son discours autobiographique, l'orateur s'exprime en ces termes :

« Permettez-moi de me tourner vers le passé. Je me rappelle l'année 1898, quand pour la première fois les ouvriers des ateliers du chemin de fer m'ont confié un cercle. Il y a vingt-huit ans de cela. Je me rappelle comment, dans le logement du camarade Stouroua, en présence de Sylvestre Djibladzé (il était alors aussi un de mes maîtres), de Zakro Tchodrichvili, de Georges Tehkheidzé, de Mikha Botchorichvili, de Ninoua et d'autres ouvriers avancés de Tiflis, je reçus des leçons de travail pratique. En comparaison avec ces camarades, j'étais alors un blanc-bec.

« Peut-être étais-je alors un peu plus instruit que beaucoup de ces camarades. Mais comme militant pratique, j'étais incontestablement un débutant. Ici, dans l'entourage de ces camarades, j'ai reçu alors mon premier baptême de combat révolutionnaire. Ici, dans l'entourage de ces camarades, je suis devenu alors un apprenti en révolution. Comme vous le voyez, mes premiers maîtres furent les ouvriers de Tiflis. Permettez-moi de leur exprimer maintenant ma sincère reconnaissance de camarade.

« Je me rappelle ensuite les années 1905-1907, quand par la volonté du Parti je fus jeté au travail à Bakou. Deux années de travail révolutionnaire parmi les ouvriers de l'industrie du naphte m'ont trempé comme lutteur pratique et comme un des dirigeants pratiques. Dans la fréquentation d'ouvriers avancés de Bakou comme Vatssek, Saratovetz et d'autres, d'une part, et dans la tempête des conflits les plus profonds entre ouvriers et industriels du naphte, d'autre part, j'ai appris pour la première fois ce que signifie diriger de grandes masses d'ouvriers. Là, à Bakou, j'ai reçu ainsi mon deuxième baptême de combat révolutionnaire. Là, je suis devenu ouvrier en révolution. Permettez-moi d'exprimer maintenant à mes maîtres de Bakou ma sincère reconnaissance de camarade. »

Dans ce langage volontairement rude, aux termes parfois impropres, aux métaphores simplistes et aux répétitions monotones, des caractéristiques de l'homme apparaissent : tour d'esprit clérical traduit dans le style en litanies, la comparaison insistante du « baptême », l'humilité vraie ou feinte du croyant dans une confession publique ; allusion renouvelée à certaine activité « pratique ».



véritable vocation d'un chef qui saura s'imposer sans être écrivain, ni orateur, ni théoricien ; enfin, préoccupation de se mettre au niveau inférieur de l'auditoire sans jamais tenter de l'élever, ni faire effort pour s'élever soi-même. Staline tient aussi à se montrer au passé dans la société exclusive des prolétaires comme il tiendra plus tard à passer pour fils d'ouvrier. La fin du discours surcharge tous les traits du tableau :

« Enfin, je me rappelle l'année 1917, quand par la volonté du Parti, après avoir été de prisons en déportations, je fus jeté à Léninegrad. Là, dans l'entourage des ouvriers russes, le voisinage direct du grand éducateur des prolétaires de tous les pays, le camarade Lénine, dans la tempête des grandes luttes du prolétariat et de la bourgeoisie, pendant la guerre mondiale, j'ai appris pour la première fois à comprendre ce que signifie être un des dirigeants du grand parti de la classe ouvrière. Là, dans l'entourage des ouvriers russes libérateurs des peuples opprimés et tirailleurs de la lutte prolétarienne de tous les pays et de tous les peuples, j'ai reçu mon troisième baptême de combat révolutionnaire. Là, en Russie, sous la direction de Lénine, je suis devenu un des maîtres-ouvriers de la révolution. Permettez-moi d'apporter à mes maîtres russes ma sincère reconnaissance de camarade et d'incliner la tête devant la mémoire de mon maître Lénine.

« De l'appellation d'apprenti (Tiflis), par l'appellation d'ouvrier (Bakou), jusqu'à l'appellation de maître-ouvrier de notre révolution (Léninegrad), — telle est, camarades, l'école de mon apprentissage révolutionnaire. Tel est, camarades, le tableau authentique de ce que j'étais et de ce que je suis devenu, à parler sans exagération, en conscience. »

S'il est vrai qu'on ne peut juger un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, encore moins sur l'opinion qu'il voudrait en donner, la personnalité de l'individu en question révèle néanmoins dans ce cas, à son insu, certains de ses aspects. Dans la mesure où « le style, c'est l'homme », Staline se présente déjà sous un jour assez cru. Quant aux faits susceptibles d'illustrer ou d'éclairer le début de sa carrière politique, ils font presque totalement défaut dans les textes se rapportant à cette période : documents historiques, publications du temps, littérature apologétique ou polémique. Mais il n'est pas tant nécessaire d'expliquer cette lacune apparente que d'en faire état comme explication.

Dès ses premiers pas de social-démocrate, Staline montra les qua-

lités qui devaient attirer sur lui dans la suite l'attention des dirigeants du Parti et lui valoir un avancement ininterrompu. Le dévouement à la cause, le désir de se rendre utile, le don de soi ne le distinguent pas de milliers d'autres révolutionnaires de même trempe ; mais le sens du travail « pratique », la faculté d'agir quand d'autres sont enclins à parler, un sang-froid assez rare et une fermeté exceptionnelle en font un agent d'exécution de premier ordre.

Le côté « pratique » de l'action, c'était la besogne obscure et ingrate, efficace et sans gloire du conspirateur traqué ; c'était l'organisation patiente, méticuleuse, sans cesse contrecarrée ou détruite par la police mais toujours renaissante, de la propagande et de l'agitation par la presse clandestine et les feuilles volantes ; c'était ce que dans tous les partis du monde on appelle couramment « la cuisine », très difficile dans la Russie d'alors. Staline est là dans son élément.

De ses qualités, il a aussi les défauts. Peu doué pour le travail intellectuel, la théorie ou la science, il doit s'absorber dans les mille détails des questions locales, les corvées de la vie souterraine et les risques des interventions au grand jour. Son horizon de provincial reste limité, la fonction d'instrument ne peut élargir ses vues ni favoriser sa maturation. Heureusement, si l'on peut dire, pour Staline comme pour tous les révolutionnaires, la prison devait bientôt lui donner des loisirs forcés, lui permettre de compléter son instruction.

Cependant, certaines faiblesses mêmes le servent dans le milieu et les circonstances d'où il est sorti. Pour se faire entendre de paysans géorgiens et tatars, fussent-ils depuis peu revêtus de la blouse de l'ouvrier, serfs ou fils de serfs récemment affranchis, fermés aux idées générales et tenaillés par la misère, il fallait un langage élémentaire, un peu grossier, faisant appel à l'intérêt le plus direct, approprié à la mentalité régionale, ethnique et sociale. Staline parlait cette langue. Travailleurs des chemins de fer et des manufactures de tabac, cordonniers et manœuvres le comprenaient. Mais aux discussions doctrinales, alors importantes pour l'avenir de la social-démocratie et l'orientation du mouvement révolutionnaire, il ne prit aucune part. Et l'on ne peut trouver sa trace là où il n'a rien laissé.

Au moment dont il s'agit, à l'intersection des deux siècles, le parti de Plekhanov était encore inconsistant, d'une théorie hésitante et de contours mal définis.



Le marxisme frayait sa voie contre l'influence des idéologies antérieures et subissait lui-même des interprétations déformatrices. Marx était lu et très estimé des intellectuels en Russie avant d'y faire des disciples et la *Volonté du peuple* lui avait rendu un hommage public. Le *Capital*, ayant paru en 1872 à Pétersbourg avant toute autre traduction, servit de thème central aux controverses entre les tenants des diverses écoles socialistes. L'opinion de Marx et d'Engels sur la communauté agraire alimenta ensuite un débat permanent. Plekhanov et la *Libération du travail* éditèrent à l'étranger une littérature marxiste qui suscitait en Russie une attention plus vive que partout ailleurs. « On voyait paraître les uns après les autres des ouvrages marxistes, se fonder des revues et des journaux marxistes, tout le monde se convertir en masse au marxisme, flatter les marxistes, faire la cour aux marxistes, les éditeurs s'enthousiasmer du débit extraordinaire des livres marxistes... », a écrit Lénine.

Le « marxisme légal », ainsi nommé parce que la censure n'entendait rien aux études économiques à terminologie savante et les laissait publier sans se douter de leur signification, n'y discernant que la critique du populisme, nourrit quelque temps l'*intelligentsia* avide de connaissances nouvelles et fit bientôt place au marxisme révolutionnaire, celui-ci hors la loi. Côte à côte se développaient en s'ignorant la pensée socialiste moderne et le mouvement ouvrier spontané, en attendant de se joindre.

Lénine appelle « période intra-utérine » du Parti celle qui va de la création du groupe *Libération du travail* à l'avènement de Nicolas II (1894); le programme social-démocrate n'avait alors que quelques adeptes. Puis, jusqu'à 1898, le Parti est dans « l'enfance »; on constate une poussée élémentaire des masses populaires, des grèves multiples; les intellectuels, maintenant, vont aux ouvriers, une génération nouvelle s'instruit dans le marxisme, s'aguerrit dans la lutte; le Parti est fondé (d'après son historien V. Nevski, il pouvait avoir environ 500 membres). A partir de cette date, c'est « l'adolescence » et une crise de croissance se produit; « chez l'adolescent, la voix mue », dit Lénine, et « la voix de la social-démocratie, elle aussi, s'est mise à muer, à sonner faux ».

Les marxistes-légaux avec Pierre Struve, Berdiaïev, Boulgakov, Tougan-Baranovski évoluent dans un sens tantôt libéral et bourgeois, tantôt spiritualiste et religieux. D'autres social-démocrates comme Martynov et Kritchevski renoncent à la politique révolu-

tionnaire et deviennent syndicalistes, ou trade-unionistes, sous le nom d'*économistes*. Les polémiques s'engagent entre porte-parole des divers camps et ne devaient pas se terminer de sitôt. La classe ouvrière, bien entendu, ne pouvait en suivre les arguments ni en comprendre l'enjeu et cherchait par elle-même sa voie. Les marxistes-révolutionnaires n'avaient pas encore trouvé la leur, trop intelligents pour se satisfaire de formules toutes prêtes. Lénine écrit en 1899 : « Nous ne considérons nullement la théorie de Marx comme quelque chose de parfait et d'inattaquable; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a donné seulement les bases de la science que les socialistes doivent nécessairement parfaire dans tous les sens s'ils ne veulent pas rester en retard sur la vie... Les socialistes russes ont particulièrement besoin d'interpréter de façon indépendante la théorie de Marx car elle ne donne que des directives générales... »

Les social-démocrates les plus décidés à l'action méthodique entreprennent alors d'organiser sérieusement leur parti, de lui donner un organe directeur. Lénine et Martov, au retour d'un exil sibérien où ils ont respectivement médité les problèmes de l'heure, partent pour l'étranger à cet effet; en compagnie de Potressov, ils vont s'associer aux « anciens » de la *Libération du travail*. « La lutte révolutionnaire est souvent impossible sans émigration révolutionnaire », pensait Lénine, inspiré par l'exemple d'Herzen et de Bakounine, de Tkatchev et de Lavrov. Avec Plekhanov, Axelrod et Vera Zassoulitch, les trois jeunes fondent à Munich en 1900 l'*Iskra*, journal du Parti ouvrier social-démocrate (l'*Étincelle*). La rédaction, affirmant la continuité de la tradition révolutionnaire russe, plaçait en exergue cette parole des *décembristes* martyrs adressée à Pouchkine : « *De l'étincelle jaillira la flamme.* » La déclaration liminaire et le premier article étaient de Lénine.

La situation du moment ne saurait être mieux esquissée que dans ces lignes du futur chef de la révolution : « Ces dernières années ont été caractérisées par l'étonnante rapidité avec laquelle les idées social-démocrates se propagent dans notre monde intellectuel; à cette tendance de la société pensante répond le mouvement, indépendant par l'origine, du prolétariat industriel qui commence à s'unir et à combattre ses oppresseurs, en montrant une avide aspiration au socialisme. Des cercles d'ouvriers et d'intellectuels social-démocrates surgissent partout, on voit se répandre des feuilles d'agitation en tous lieux, la demande de publications social-démocrates



croît et dépasse de beaucoup l'offre, — et les persécutions renforcées du gouvernement ne peuvent arrêter ce mouvement. Les prisons sont bondées, les lieux de déportation surpeuplés; chaque mois ou presque, on apprend la découverte d'organisations à toutes les extrémités de la Russie, la saisie d'envois clandestins, la confiscation de publications et d'imprimeries, mais le mouvement ne cesse de croître... » Quant à la social-démocratie, Lénine en critiquait la dispersion, l'émiettement en cercles souvent éphémères, sans liaison ni tradition, aux idées confuses et contradictoires.

« Avant de nous unir et afin de nous unir, il faut résolument nous différencier. »

En annonçant sa parution, l'*Iskra* dénonce les social-démocrates purement réformateurs, influencés par le « révisionniste » allemand E. Bernstein. Elle revendique « l'esprit d'une tendance bien déterminée », celle du marxisme révolutionnaire, tout en prévoyant dans ses colonnes « la polémique entre camarades ». Elle entend travailler à un programme commun de tout le Parti, à la création d'un mécanisme de liaison, d'information et de diffusion de la littérature socialiste. A ces fins, elle fait appel non seulement aux ouvriers et aux socialistes, mais à « tous ceux qu'opprime et écrase notre régime politique », à « tous les éléments démocratiques ».

Mais les idées les plus saillantes de l'organe social-démocrate se trouvent, dès le n° 1, dans l'article de fond de Lénine. Sur les conceptions générales du socialisme, l'auteur anonyme ne prétend rien apporter de neuf et son énoncé est conforme au marxisme classique dont Karl Kautsky était l'interprète reconnu depuis la mort d'Engels, — mais avec une intelligence particulièrement claire des circonstances russes. A l'exemple de Plekhanov, il réfute surtout la thèse syndicaliste tendant à cantonner le mouvement ouvrier dans la lutte économique, la condamne comme contraire aux intérêts du prolétariat dans son ensemble. Il préconise la réunion du socialisme et du mouvement ouvrier, insistant sur le caractère national d'une telle nécessité : « Partout, cette réunion a été un produit de l'histoire, s'est opérée par des voies originales selon les conditions de temps et de lieu. » Enfin, il souligne l'urgence d'une organisation politique de combat fortement tenue en mains : « Jamais une classe n'est parvenue au pouvoir sans avoir trouvé en elle des chefs politiques, des hommes d'avant-garde capables d'organiser le mouvement et de le conduire. »

Axelrod, l'éminent tacticien de la première génération social-

démocrate russe dont Plekhanov fut le théoricien, écrivit que cet article avait fait sur lui « l'effet d'un courant vivifiant d'eau fraîche ». Un meneur de grande envergure s'affirmait en la personne du nouveau venu. Parmi les *Iskristes*, de 1900 à 1908, il va prendre un rôle de plus en plus important. « C'est précisément pendant ces brèves années, — dit Trotski, — que Lénine devient Lénine. »

Encore à Pétersbourg, ses compagnons l'ont appelé « le vieux » en raison de son assurance, de son autorité précoce. Ses connaissances déjà considérables sont en progression continue. Tant sur les sujets économiques et historiques de grande portée que sur les questions courantes de politique ou de tactique, il apporte toujours une sérieuse contribution. En outre, il a le don de mettre en relief des lignes directrices sur un fond chargé de faits ou de chiffres, de placer l'accent sur l'essentiel. Son ouvrage sur le *Développement du capitalisme en Russie* montre avec quelle conscience il fouille les statistiques, quel scrupule il les confronte, quelle tension il cherche à en dégager des perspectives d'avenir.

Comme tous les socialistes de son temps, il est avant tout un fervent démocrate. Son socialisme vise à conquérir la démocratie politique pour la compléter par la démocratie économique. « Entre les revendications politiques de la démocratie ouvrière et celles de la démocratie bourgeoise, la différence n'est pas de principe mais de degré », écrira-t-il dans l'*Iskra*. De telles réflexions vont abonder sous sa plume et d'autres encore dans l'esprit de celle-ci : « Sans libertés politiques, toutes les formes de représentation ouvrière resteront pitoyable tromperie, le prolétariat demeurera en prison comme auparavant, privé de l'air, de la lumière et de l'espace indispensables à sa complète émancipation. » A propos de la nationalisation du sol, réclamée par les descendants des populistes, il prédira qu'elle conduirait la pensée « à une absurde expérience de socialisme d'État », en l'absence « d'institutions démocratiques profondément enracinées, pleinement affirmées ».

Vis-à-vis de Plekhanov, il se considère comme un élève, surtout pour les problèmes théoriques et la philosophie, et il consulte avec déférence Axelrod, échange fréquemment des vues avec Martov et Potressov. Mais en même temps, il acquiert le sentiment de sa supériorité dans le commandement et voit approcher à tort ou à raison l'instant de dépasser ses maîtres, il réalise d'avance le destin d'organiser une avant-garde et d'entraîner des foules dans les futurs combats sociaux. Pour lui, le tout est de bientôt se battre



Cela soulève bien des objections, mais Lénine y répond. « Il est beaucoup plus difficile de se saisir d'une dizaine de bonnes têtes que d'une centaine d'imbéciles », réplique-t-il à ceux qui déplorent la facilité de décapiter un mouvement mené par une poignée de professionnels. « La concentration de toutes les fonctions clandestines aux mains du plus petit nombre possible de révolutionnaires professionnels ne signifie nullement que ces derniers « penseront pour tous », que la foule ne participera pas activement au mouvement ». C'est une question de division du travail. Et enfin, catégorique et franc : « *Ce qu'il nous faut, c'est une organisation militaire* ».

\* \* \*

Ainsi, en vue de la révolution prochaine, Lénine prévoyait la formation d'une véritable armée, forte par sa discipline militaire et rompue à la manœuvre. Staline en fut une des premières recrues et on lui reconnut bientôt les qualités du sous-officier. Comme ses compagnons du même bord, il se mêle aux grèves, aux manifestations, distribue des feuilles volantes, répand des brochures rédigées par d'autres. Un démocrate radical, Georges Tseretelli, publiait alors en géorgien à Tiflis une revue d'extrême gauche : *Kvali* (la Trace), avec la collaboration de N. Jordania, Ph. Makharadzé, etc., qui en firent une publication socialiste. De la propagande, le Parti passe à l'agitation c'est-à-dire, suivant Plekhanov, qu'au lieu d'inculquer beaucoup d'idées à peu d'individus, ils répandent moins d'idées pour plus d'individus. Une large action publique se dessine.

Le 1<sup>er</sup> mai 1900, les ouvriers de Tiflis s'assemblent pour la première fois dans la banlieue avec un drapeau rouge portant ces noms : Marx, Engels, Lassalle. Les sanctions prises sous forme de congédiements ont pour effet d'envoyer à la campagne des agitateurs bénévoles qui commencent à convertir les paysans au socialisme. Le 1<sup>er</sup> mai suivant, des ouvriers manifestent à Tiflis dans la rue : charge de Cosaques, morts et blessés. Le Comité social-démocrate est dispersé, les militants poursuivis et Sosso, mis en garde par une perquisition à son domicile, devient illégal, change plusieurs fois de nom. Il sera tantôt David, tantôt Nijeradzé, tantôt Tchijikov, portera longtemps le sobriquet de Koba sous lequel on l'appelle parfois encore. (D'aucuns ont vu dans ce dernier choix un emprunt aux romans du poète géorgien Alexandre Kazbek, dénotant un vif sentiment national, mais cela n'est pas certain car « Koba »



plinaire prise à Tiflis contre lui n'interdisait pas de militer ailleurs, dans l'état primitif de la social-démocratie. Mais, peu disposé à supporter la comparaison avec les dirigeants locaux, N. Tehkheidzé, I. Ramichvili, etc., il crée un cercle à part où nul ne puisse lui porter ombrage. Les souvenirs du typographe S. Todria indiquent C. Kandelaki comme seule individualité marquante de ce groupe. L'arrestation récente des principaux représentants du Parti laissait momentanément le champ libre. Staline en profite pour inciter sous main des ouvriers sans armes à attaquer la prison et l'aventure coûte la vie à plusieurs assaillants. Les travailleurs de Batoum ne devaient pas lui pardonner une aussi vaine effusion de sang.

A la suite de cette bagarre meurtrière, la plupart des militants actifs sont arrêtés, Kandelaki et Staline dans le nombre. Celui-ci passera dix-huit mois en prison. Le colonel de gendarmerie Chabelski transmet le 17 juin 1902 sur le détenu Djougachvili la fiche suivante : « *Taille* : 2 archines, 4 verchoks et demi. *Corpulence* : moyenne. *Age* : vingt-trois ans. *Signes particuliers* : deuxième et troisième doigts du pied gauche accolés. *Aspect extérieur* : ordinaire. *Cheveux* : brun foncé. *Barbe et moustaches* : brunes. *Nez* : droit et long. *Front* : droit mais bas. *Visage* : allongé, basané, grêlé (marqué de variole) ». Le *Grêlé*, ainsi le surnomme la police. D'après certains médecins, le défaut de conformation du pied, ajouté à une demi-impotence du bras gauche non constatée par le gendarme, semble confirmer l'hérédité alcoolique du côté paternel indiquée par diverses personnes.

En publiant ces renseignements, B. Bibineichvili donne aussi (en 1930) un témoignage personnel sur l'attitude extérieure de Staline. C'était, dit-il, un homme calme, inébranlable et surtout « implacable » (le mot revient plusieurs fois), très rigoureux sur le chapitre de la discipline, de la ponctualité. Lors d'une réunion de comité, il infligea une sermonce « implacable » à un camarade en retard et conclut : « Vous ne devez pas nous faire attendre, même si votre mère est mourante. »

Condamné à trois ans d'exil administratif en Sibérie, Staline fut envoyé par étapes au petit village de Novaïa Ouda, province d'Irkoutsk. Tous les révolutionnaires doués de quelque caractère et dévoués à leur cause connaissaient les mêmes alternatives, les mêmes épreuves, le même sort.

Cependant, de la Russie d'Asie où les colonies de déportés se peuplaient sans cesse de nouveaux arrivants, un reflux en sens

inverse restituait à la révolution par mille voies inconnues les individus les plus énergiques. Parmi les évadés, un jeune marxiste se hâta de rallier l'organisation de l'*Iskra* avec laquelle il entra en contact direct à Samara. Après avoir beaucoup appris en prison et pendant sa déportation, Léon Trotski avait déjà fait ses débuts de publiciste et ses convictions socialistes s'étaient clarifiées, précisées, affirmées. A la fin de 1902, il arrive à Londres, frappe à la porte de Lénine ; en cours de route, il avait lié connaissance avec Victor Adler à Vienne, avec Axelrod à Zurich.

L'*Iskra* trouvait en ce partisan de vingt-trois ans un brillant collaborateur et propagandiste, avide de culture, passionné de doctrine, écrivain et orateur qui s'imposa immédiatement à l'émigration. Bientôt, Lénine proposa à la rédaction de l'adopter comme septième membre. « C'est un homme incontestablement doué des plus grandes capacités, convaincu, énergique et qui ira encore de l'avant », avait-il écrit à Plekhanov. Dans sa prescience des désaccords en gestation, il se préoccupait d'avoir une majorité stable de « jeunes » contre les « anciens ». Plekhanov sentit la manœuvre et résista. On préparait alors le deuxième congrès de la social-démocratie et, à l'approche de grands événements appelant une intervention active, les dissensions inavouées s'élaboraient sourdement.

Ce n'étaient encore que différences de tempéraments, divergences de vues dans certaines modalités d'application des principes communs, sur les questions d'organisation ou de tactique. Jusqu'au congrès, rien n'en filtra dans les colonnes du journal. L'*Iskra* s'était d'un coup élevée à un niveau intellectuel supérieur et sa rédaction, au prix d'un travail intense, faisait preuve d'une cohésion rare devant les lecteurs. D'où son prestige et son influence sur les révolutionnaires russes de l'époque. Dans la coulisse, Plekhanov et Lénine discutaient âprement le projet de programme du Parti. Personne encore ne songeait à des oppositions irréductibles.

Mais Lénine, avec son sixième sens qui l'avertissait de l'imminence d'une grande collision politique et sociale, avait hâte d'accélérer la transformation des cercles de la social-démocratie en unités de combat. « *Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous retournerons la Russie* », disait-il, paraphrasant Archimède. Nul n'était obsédé comme lui par la nécessité et l'urgence de cette réalisation pratique et, en son for intérieur, il avait la ferme volonté d'aller aussi loin que possible dans cette direction, sans savoir



exactement jusqu'ou. Sur le plan doctrinal, rien ne le séparait des autres *Iskristes*. Pourtant, sous tous les rapports, son opinion tranchait par la netteté, le ton catégorique, l'esprit combattif.

Il y a encore dans ses premiers écrits plusieurs idées maîtresses qui, sans lui appartenir en propre, décèlent sa lucidité, formulent ses certitudes. Son attention était particulièrement tendue vers la compréhension de la réalité russe : « La misère sans issue, l'ignorance, l'inégalité et l'humiliation dans lesquelles plonge le paysan donnent à tout notre régime un cachet asiatique. » Il considère le tsarisme comme le « rempart le plus puissant de la réaction européenne », pensée empruntée à K. Marx, mais il ajoute : « Et de la réaction asiatique ». Il voit dans la Russie « un État politiquement asservi dans lequel les 999 pour 1 000 de la population sont pervertis à fond par la servilité politique ». Ces appréciations ne sont pas étrangères à sa conception du maniement et de l'organisation des hommes, réaction brutale contre la servilité et la perversion héritées du servage. Les mœurs élaborées par deux siècles et demi d'obéissance passive comptaient pour une grande part dans l'inertie politique. Lénine savait, citant K. Marx encore, que « la tradition de toutes les générations passées pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants ».

L'importance des mœurs dans le développement historique exige ici au moins un rappel de ces lignes de Kropotkine : « ... Il était né toute une série d'habitudes d'esclavage domestique, de mépris extérieur de la personnalité individuelle, de despotisme des pères et d'hypocrite soumission des femmes, des fils et des filles. Au commencement du siècle, le despotisme domestique régnait partout en Europe à un haut degré — comme en témoignent les écrits de Thackeray et de Dickens — mais nulle part autant qu'en Russie. La vie russe entière, dans la famille, les relations entre chefs et subordonnés, officiers et soldats, patrons et employés, en portait l'empreinte. Tout un monde d'habitudes et de façons de penser, de préjugés et de lâcheté morale, de coutumes engendrées par une vie d'oisiveté, s'était formé peu à peu... » Ce que Tourgueniev a appelé *nihilisme*, confondu à tort en Occident avec le terrorisme ou l'anarchisme, et que Mikhaïlovski considérait comme la « maladie infantile » du mouvement révolutionnaire, fut dans les « années 60 » une négation de ces mœurs, réaction rationaliste extrême spécifiquement russe contre les mensonges conventionnels, l'hypocrisie familiale et sociale, la politesse et la mode, les préjugés et la routine,

les dogmes et la religion. Mais le nihilisme théorisé par Pissarev, doctrine du « réaliste pensant » nourri de sciences physiques et naturelles, positiviste et matérialiste, iconoclaste et athée, est resté un pur courant d'individualisme intellectuel, sans rapports avec le peuple.

Lénine attribuait aux ouvriers un poids prépondérant dans la liquidation de ce lourd passé : « Seul, le prolétariat industriel est capable de combattre en masse et sans hésiter l'autocratie ». Mais il n'oubliait pas les revendications paysannes « afin de faire servir à la cause de la démocratie et de la lutte politique pour la liberté les liaisons qu'ont avec les campagnes un grand nombre d'intellectuels et d'ouvriers dévoués à la social-démocratie ». Le paysan, écrivait-il, « souffre autant sinon plus du régime précapitaliste, des survivances féodales, que du capitalisme »; c'est pourquoi il préconisait l'expropriation de la propriété seigneuriale et la nationalisation du sol. En même temps, il ne craint pas de rappeler aux ouvriers qu'ils ont besoin d'intellectuels pour les guider. Comme Blanqui, il assigne un rôle révolutionnaire primordial aux déclassés. « Les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière », répète-t-il à l'adresse des syndicalistes. Il combat l'ignorance pseudo-plébéienne : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », et l'étroitesse nationale : « Notre jeune mouvement ne peut être fécond que s'il s'assimile l'expérience des autres pays ».

Sa conception des rapports entre ouvriers et intellectuels doit retenir l'attention : « L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trad-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons, réclamer du gouvernement telle ou telle loi nécessaire aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle a surgi des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par des représentants instruits des classes possédantes : les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois. De même, en Russie, la doctrine social-démocrate surgit indépendamment de la croissance spontanée du mouvement ouvrier; elle y fut le résultat naturel et fatal du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes. » Certes, les ouvriers peuvent concourir à cette élaboration : « Mais ils n'y participent pas en tant qu'ouvriers,



ils y participent en qualité de Proudhon et de Weitling », donc « dans la mesure où ils parviennent à acquérir la connaissance plus ou moins parfaite de leur époque et à la faire progresser », où ils s'assimilent une culture générale. « Seuls, quelques pitoyables intellectuels pensent qu'aux ouvriers, il suffit de parler de la vie de l'usine et de rabâcher ce qu'ils savent depuis longtemps ». Les marxistes doivent inoculer au peuple le « bacille révolutionnaire ».

Cette idée lui tient à cœur et il y insiste à plusieurs reprises : « Le développement *spontané* du mouvement ouvrier aboutit à le subordonner à l'idéologie bourgeoise ». Pourquoi? « Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, plus achevée sous toutes ses formes... » Par conséquent : « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, de l'extérieur de la lutte économique ». On ne peut la puiser, dit-il, que dans les rapports de *toutes* les classes entre elles et avec l'État. Il cite une page de Kautsky dont les paroles sont « profondément justes et graves ». Ainsi : « Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ». Le prolétariat ne peut créer ni la science économique, ni la technique moderne. « *Le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais la catégorie des intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme...* » Tout cela doit être présent à l'esprit de qui veut juger les disciples de Lénine d'après la pensée de leur maître.

Enfin, le réalisme politique, la souplesse tactique dont ses ennemis mêmes feront plus tard l'éloge sont déjà visibles : « La social-démocratie ne se lie pas les mains, ne se limite pas à un plan ou à une méthode fixée une fois pour toutes; elle admet tous les moyens s'ils correspondent aux forces disponibles du mouvement et permettent d'atteindre au maximum de résultats dans les conditions données. » Il a le souci d'utiliser le mouvement universitaire, alors à l'avant-garde, de l'associer à l'action ouvrière. Il est d'avis de soutenir l'opposition libérale contre l'État réactionnaire, « de pousser en avant toute opposition démocratique », de porter « dans toutes les classes de la population » l'activité de la social-démocratie. Sans se laisser impressionner par le faux purisme syndicaliste, il prévoit des alliances avec les libéraux bourgeois. « Seuls, peuvent redouter des alliances temporaires, même avec des éléments incertains, ceux qui manquent de confiance en eux-mêmes. Aucun parti



m'a conduit à la conviction que nous avons en Lénine un homme extraordinaire. Il n'était pas alors à mes yeux un simple dirigeant du Parti, il était son créateur effectif car lui seul en comprenait la substance interne et les besoins urgents. Quand je le comparais aux autres dirigeants de notre parti, il me semblait toujours que ses compagnons d'armes, — Plekhanov, Martov, Axelrod et autres, — étaient de toute une tête au-dessous de Lénine, qu'en comparaison avec eux Lénine n'était pas simplement un des dirigeants, mais un dirigeant de type supérieur, un aigle des montagnes ne connaissant pas la peur dans la lutte et conduisant hardiment le Parti en avant par les chemins inexplorés du mouvement révolutionnaire russe. Cette impression me pénétra si profondément dans l'âme que j'éprouvai la nécessité d'écrire à ce sujet à l'un de mes proches amis, alors émigré, exigeant de lui une réponse. »

De toute évidence, il s'agit là d'une version forgée après coup pour les besoins d'une certaine cause à élucider. En effet, les travaux de Lénine dans les « années 90 » restaient anonymes ou signés de noms encore inconnus. Dans l'*Iskra*, les articles passaient sans signature ; personne, sauf quelques initiés à Londres et en Suisse, mais personne en Russie en dehors d'amis très proches, et surtout personne au Caucase ne savait exactement la part de Lénine dans la rédaction. Martov était la principale ressource du journal par la fécondité, Plekhanov par l'étendue des connaissances et l'autorité dans l'Internationale. Dans la *Zaria*, sauf une réfutation des critiques opposées à Marx sur la question agraire, Lénine signait d'initiales diverses, les siennes exceptées. Son livre sur le développement capitaliste en Russie, inaccessible à un jeune séminariste ignorant l'économie politique, révélait l'érudition, les facultés critiques et analytiques de l'auteur, non la clairvoyance et l'audace du futur chef. Seul le contact immédiat avec Lénine dans le travail courant laissait deviner sa nature, entrevoir son importance et c'est pourquoi un révolutionnaire déjà expérimenté, Alexéiev, fréquentant Lénine à Londres, pouvait dire à Trotski : « J'estime que pour la révolution, Lénine est plus important que Plekhanov. » Afin d'apprécier, — et avec vingt ans de recul, — la collaboration personnelle de Lénine à la presse social-démocrate anonyme, il a fallu l'édition de ses *Œuvres complètes* et encore a-t-il été impossible à sa femme, à ses sœurs, à ses plus intimes collaborateurs de lui attribuer avec certitude la paternité de certains articles. La clairvoyance dont Staline a pu se targuer en l'occurrence ne doit

donc pas faire illusion mais bien plutôt attirer l'attention sur l'arrière-pensée qui a pu l'inspirer.

« Quelque temps après, — continue Staline, — étant déjà déporté en Sibérie, c'était à la fin de 1903, je reçus une réponse enthousiaste de mon ami et une lettre simple, mais profondément substantielle de Lénine qui avait pris connaissance de ma lettre par mon ami. Le billet de Lénine était relativement court mais donnait une critique hardie, intrépide, de la pratique de notre parti et un exposé remarquablement clair et bref de tout le plan de travail du Parti pour la plus prochaine période. Lénine seul savait écrire sur les choses les plus embrouillées aussi simplement et clairement, brièvement et hardiment, de façon que chaque phrase ne parle pas mais fait balle. Ce billet simple et hardi me fortifia encore plus dans la conviction que nous avons en la personne de Lénine l'aigle des montagnes de notre parti. Je ne puis me pardonner d'avoir livré au feu cette lettre de Lénine, avec beaucoup d'autres lettres, par habitude de vieux conspirateur. » (Traduction littérale, laissant à Staline la responsabilité des métaphores comme de la pensée.)

L'in vraisemblance éclate dans le fait que Staline, selon tous ses biographes attitrés, n'est resté qu'un mois en Sibérie, lors du premier exil ; or, l'échange de correspondance par voie clandestine entre l'Occident et le Baïkal eût exigé bien davantage, à l'époque. De plus, il s'est évadé en cours de route, avant d'arriver à destination, du moins si l'on se fie au dictionnaire de V. Nevski ; il n'a donc pu donner d'adresse ni recevoir de lettre. Quant à la prétendue habitude de vieux conspirateur, elle n'a pas privé l'*Institut Lénine* de milliers de manuscrits, lettres, copies, brouillons, projets, fragments, etc., — héritage sur lequel pèse un contrôle jaloux. De tout cela, il reste que Staline a cru nécessaire de faire remonter ses relations avec Lénine à une date antérieure à la vraie, comme pour parer préventivement une attaque.

Si fastidieux que puisse paraître, hors du milieu restreint des spécialistes, l'examen d'un détail si mince, on ne pouvait l'éviter car il s'agit de ces prétextes qui, à Moscou, servent à motiver les plus âpres querelles intestines. En outre, la disparition non fortuite de données biographiques essentielles sur Staline, l'impossibilité absolue pour les habitants de son pays de porter témoignage et d'établir contradictoirement les faits contraignent de mettre bout à bout des bribes, quitte à les interpréter en connaissance de cause. Il en est de Staline comme d'autres personnages discutés de leurs



contemporains ou mis en question par la postérité : on ne saurait ni le croire sur parole, ni le contredire par système. Le scrupule historique impose seulement de vérifier ses dires et de rechercher, le cas échéant, les motifs de ses altérations.

La social-démocratie n'avait pas d'existence effective en Russie, au moment où Koba vivait ses premiers mois de prison. Sa fondation formelle au petit comité de Minsk, cinq ans auparavant, se réduisit en raison des circonstances à un simulacre, geste de pionniers dont la valeur symbolique ne suppléait pas aux réalités d'un parti. Mais les progrès continus de l'industrie, le développement du prolétariat, la répétition des grèves, la multiplication des cercles rendaient de plus en plus nécessaire une organisation centrale embrassant tous les groupes isolés, coordonnant leurs efforts dispersés, un parti apte à entraîner la multitude, à l'encadrer dans son action instinctive. Cette organisation allait bientôt entrer en scène.

\*  
\* \*

Le véritable congrès constitutif du « Parti social-démocrate ouvrier de Russie », précédé de longs pourparlers préparatoires, s'ouvrit à Bruxelles en juillet 1903 mais, troublé par la police, dut se transporter à Londres. Sur cinquante-huit délégués dont quatorze avec voix consultative, il n'y avait que quatre ouvriers et encore ne les fit-on pas venir sans peine. Le fait est notable car, de l'aveu ultérieur des principaux protagonistes, la pléthore d'intellectuels explique pour une grande part l'épuisante subtilité des discussions interminables de l'émigration socialiste.

Le congrès ne tint pas moins de trente-sept séances, plus d'innombrables conciliabules à côté. L'ordre du jour comportait vingt questions dont plusieurs, comme celle du programme, en impliquaient beaucoup d'autres et exigèrent différents votes, sans compter les scrutins de procédure. De la complexité infinie de ces controverses parfois élevées, de ces classifications souvent éphémères où même les initiés ont peine à s'orienter et qu'une littérature historico-polémique considérable (en quantité) a encore embrouillée et obscurcie de mille variantes, erreurs ou omissions, où manque l'exactitude sténographique, pullulent les sous-entendus, abondent les mobiles inavoués, — il faut tenter de dégager le strict nécessaire à l'intelligence des suites.

Les *Iskristes*, en majorité dans l'assemblée, firent bloc d'abord,

notamment contre le *Bund* qui voulait garder son indépendance dans une organisation fédérative. Mais sur le premier article des statuts, ils se divisèrent en deux fractions presque égales, 28 voix du côté de Martov, 23 pour Lénine. A défaut de définition politique valable, on appelait ceux-ci les « durs », ceux-là les « mous », pour les caractériser d'après leur tempérament. A quelques voix près, la majorité oscilla tantôt à droite, tantôt à gauche. Finalement, quand l'élection des organes directeurs posa les questions de personnes, Lénine, grâce au départ des congressistes les plus modérés, eut le dessus par 19 voix contre 17 et 3 abstentions mais la minorité refusa de s'incliner. Le Parti était virtuellement scindé. Désormais, la social-démocratie comptera deux grandes fractions distinctes, celles des majoritaires (*bolchéviks*), celle des minoritaires (*ménchéviks*), sans parler de ceux qui se tenaient en dehors, comme Riazanov.

Si le rôle de Lénine devait être décisif pour l'issue du congrès et ses lendemains, Plekhanov domina intellectuellement les débats. A la commission du programme, qu'il présida, il « éclairait la nombreuse réunion comme un vivant feu d'artifice de science et d'esprit », — lit-on dans les mémoires de Trotski. « *Le salut de la révolution est la loi suprême* », dit-il en séance plénière, commentant le programme du Parti où figuraient comme revendications essentielles l'Assemblée Constituante élue au suffrage universel, les libertés de conscience, de parole, de presse, de réunion, le droit de grève, l'inviolabilité de la personne. « Si le salut de la révolution exigeait la limitation temporaire de tel ou tel principe démocratique, il serait criminel d'hésiter... L'hypothèse est admissible où nous, social-démocrates, serions contre l'universalité du suffrage... Le prolétariat révolutionnaire pourrait limiter les droits politiques des hautes classes de même que celles-ci ont autrefois limité les siens. » Comme s'il prévoyait le sort de la future Constituante, il déclara : « Si le peuple, dans un élan d'enthousiasme révolutionnaire, élit un très bon parlement, nous devrions essayer d'en faire un *Long Parlement* ; mais si les élections s'avéraient malheureuses, nous aurions à tenter de le dissoudre, non au bout de deux ans, mais si possible de deux semaines. » Ces paroles se gravèrent dans la mémoire de Lénine. Sur la peine de mort, enfin, Plekhanov mit le congrès en garde contre une position trop absolue en évoquant l'éventualité où la révolution aurait à supprimer le Tsar et quelques grands seigneurs...



A l'une des premières séances, Trotsky avait fait dans l'esprit général de l'*Iskra* une intervention très appréciée ; Riazanov l'appelait alors « gourdin de Lénine ». Ensuite, bien que spontanément « dur » par excellence, il inclina de plus en plus vers les « mous ». Une aversion instinctive de Plekhanov à son égard n'y était probablement pas étrangère. Sa fidélité à la rédaction traditionnelle du journal, en particulier à Axelrod et Vera Zassoulitch, l'attachait à la minorité. Mais sans doute sa ligne de conduite s'explique-t-elle aussi par le simple fait qu'un homme politique ne peut être à vingt-quatre ans ce qu'il sera en pleine maturité. Plekhanov avait alors quarante-sept ans, Lénine trente-trois. Le savoir et l'expérience fortifiaient l'ascendant de leur éminente personnalité. Ce n'était pas un faible mérite que leur tenir tête avec une argumentation originale.

Le programme du Parti prévoyait déjà la dictature du prolétariat, ainsi définie : « La révolution sociale a pour condition indispensable la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat d'un pouvoir qui lui permette d'écraser toute résistance des exploités. » Pour Trotsky, cette dictature ne deviendrait possible que si la social-démocratie et la classe ouvrière étaient près de s'identifier : « Elle ne sera pas la prise du pouvoir par des conspirateurs mais le règne politique de la classe ouvrière organisée, formant la majorité de la nation. » Conception évidemment inacceptable pour les « durs »... En prévision d'accords tactiques avec les libéraux, Trotsky était contre Lénine pour la plus large formule, celle de Potressov.

Quand la démarcation se fit entre bolchéviks et menchéviks, Trotsky soutint résolument ceux-ci. L'article 1<sup>er</sup> des statuts proposé par Lénine admettait comme membre du Parti « quiconque professe son programme et soutient le Parti non seulement matériellement mais encore par sa participation personnelle à une de ses organisations ». Martov y opposait un texte identique avec cette nuance : « ... et lui apporte un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations. » L'antagonisme s'affirma sur ces mots. Axelrod se référait à l'exemple de la *Volonté du peuple* pour soutenir que les éléments les plus dévoués devaient s'entourer d'une catégorie de membres moins actifs. Autrement dit, le Parti pouvait considérer comme siens les « sympathisants » non affiliés formellement à l'organisation. « Nous sommes les interprètes conscients d'un processus inconscient », disait Martov pour définir le

Parti. « Plus largement sera répandue l'appellation de membre du Parti, mieux cela vaudra. Nous ne pourrions que nous réjouir si chaque gréviste, chaque manifestant répondant de son action peut se dire membre du Parti. »

Plekhanov prit fait et cause pour Lénine. Je n'avais pas d'idée préconçue, dit-il en substance, mais plus je réfléchis aux paroles prononcées ici, plus ferme est ma conviction que « la vérité est du côté de Lénine ». Il n'y a pas d'obstacle insurmontable à l'entrée au Parti d'un vrai révolutionnaire. « Quant aux messieurs qui ne veulent pas adhérer, nous n'avons pas besoin d'eux ». Seuls les intellectuels hésiteront par individualisme à s'inscrire au Parti mais tant mieux, car ce sont habituellement des opportunistes... Trotsky donna la réplique, dans le sens de Martov : « J'ignorais qu'on pût dresser contre l'opportunisme un exorcisme statutaire... Je suis loin de donner aux statuts une signification mystique. »

En répondant aux contradicteurs, Lénine fit d'abord une constatation rassurante : « Je ne considère nullement notre désaccord comme si essentiel que la vie ou la mort du Parti en dépende. D'un mauvais article de statuts, nous ne mourons pas ». Mais il n'en maintint pas moins fermement son texte. « Trotsky n'a rien compris à la pensée fondamentale de Plekhanov », affirma-t-il, précisant en ces termes : « Ma formule rétrécit-elle ou élargit-elle la notion de membre du Parti? Elle la rétrécit, alors que celle de Martov la rend élastique ». De même, Trotsky « a très mal interprété la pensée fondamentale de mon livre : *Que faire?* en disant que le Parti n'est pas une organisation de conspirateurs... Il a oublié que j'ai proposé toute une série d'organisations de divers types, depuis les plus conspiratives jusqu'aux plus relativement larges et lâches (*löse*) ». La classe ouvrière, ajoutait-il, doit travailler « sous le contrôle et la direction » du Parti et non s'identifier à celui-ci. « *Notre tâche est de grouper un cercle clandestin de dirigeants et de mettre en mouvement la plus grande masse possible.* »

A Axelrod et à Martov, il répond : « Il nous est difficile au plus haut point, presque impossible, de distinguer les bavards de ceux qui travaillent. Sans doute n'y a-t-il pas de pays où ces deux catégories soient aussi mélangées, causent autant de confusion et de préjudice qu'en Russie. Dans la classe ouvrière comme dans l'*intelligentsia*, nous en souffrons cruellement et la formule de Martov légalise le mal ». En conclusion : « Chaque membre du Parti est responsable du Parti, et le Parti responsable de chaque membre. »



Battu par cinq voix, Lénine ne se découragea pas un instant, poursuivit avec ténacité son dessein et réussit enfin à obtenir deux voix de majorité relative pour réduire à trois membres la rédaction de l'*Iskra*. Martov refusa de faire partie avec Plekhanov et Lénine de ce triumvirat, la minorité ne prit pas part à l'élection du Comité central : c'était l'irréparable. Lénine ne voulut pas s'y résigner. Pour lui comme pour tous, la scission était une surprise et un malheur. Mais son intransigeance, intacte sur le fond, ne laissait pas espérer de conciliation. On se mit à parler déjà d'état de siège dans le Parti, d'accaparement de la direction, de dictature. A quoi Lénine répond froidement que ces grands mots ne lui font pas peur : « A l'égard des éléments instables et chancelants, nous avons non seulement le droit, mais le devoir de créer un état de siège. » Aux anciens, stupéfaits et indignés de l'audace du disciple émancipé, Plekhanov disait :

*« C'est de cette pâte que se font les Robespierre. »*

Dans sa prison de Batoum, comment Koba réagit-il à la nouvelle de la rupture de Londres? La note de police plus haut citée d'après la *Zaria Vostoka* le classe parmi les menchéviks de la première heure ; Staline ne l'a pas démentie et Trotski en tire argument contre lui. L'hypothèse paraît d'abord peu vraisemblable car les trois délégués du Caucase au congrès, Topouridzé (de Tiflis), Zourabov (de Batoum), Knouniantz (de Bakou), s'étaient rangés d'emblée du côté bolchéviste. Jordania, menchévik de la première heure, était à Londres avec voix consultative mais resta deux ans à l'étranger. Cependant Koba, esprit lent et prudent, a pu subir l'influence de Kandelaki, son proche compagnon, menchévik de toujours, ou hésiter avant de rejoindre le camp des « durs » auquel son caractère le destinait, — la possibilité n'en est pas exclue. D'ailleurs, l'information manquait aux simples militants. Et peut-être y a-t-il lieu de se demander si l'histoire suspecte de la lettre de Lénine brûlée n'eut pas pour objet de couvrir une difficulté par une fiction invérifiable? En tout état de cause, l'hésitation fut certainement de brève durée.

Les bolchéviks donnent à de tels détails une importance extraordinaire, sans la justifier. En 1903, personne ne se rendait un compte exact de la nature du conflit et Lénine même, en s'évertuant à réunir les fractions séparées, en s'efforçant de les associer dans le travail et dans l'action a suffisamment montré qu'il ne tenait pas la rupture pour définitive, les positions prises pour intangibles. L'évolution du Parti devait, par la suite, reclasser plusieurs fois les



actuel sans parvenir à lui imputer une idée originale, un acte marquant, et l'on essaierait en vain d'en extraire la plus infime caractéristique du personnage. Les chapitres des copieuses *Histoires* du Parti, toutes plus officielles les unes que les autres, ayant trait à cette époque ou à cette région, sont absolument muets à son égard.

Il y avait alors des bolchéviks et des menchéviks, assez comparables aux « Chartistes de la force physique » et aux « Chartistes de la force morale », mais pas encore de bolchévisme ni de menchévisme. Un désaccord même irréductible sur la nomination d'une rédaction ne suffisait pas à établir des doctrines incompatibles. Les principes étaient partagés, le programme venait d'être adopté en commun. Mais l'antagonisme n'allait pas tarder à s'envenimer, les divergences à s'approfondir, les conceptions respectives à se différencier.

Le congrès avait été le point de départ de dissentiments et disputes d'une complication infinie. Pendant plus de quinze années, scissions, jonctions, démissions et combinaisons vont se succéder en s'entre-croisant. Il faudrait un ouvrage spécial pour en relater les péripéties, fût-ce en résumant au maximum. Seuls de véritables experts peuvent se reconnaître parmi tous ces comités, conseils, bureaux de fractions, groupes dissidents, ligues, unions, cooptations, conférences où les minoritaires sont en majorité, congrès où les majoritaires sont en minorité, fractionnements des fractions, bolchéviks de droite, menchéviks de gauche, unitaires, conciliateurs, extrême-droitiers, ultra-gauchistes, appoint ou défection des partis nationaux (polonais, letton, juif), naissance et disparition de journaux de nuances diverses et de titres semblables, pullulement d'innombrables sobriquets. On doit délibérément renoncer à la multiplicité des détails pour ne retenir ici que les grandes lignes.

A première vue, l'émiettement du Parti semblait le vouer à une impuissance définitive. Mais cet émiettement était *effet* avant de devenir *cause* et pouvait prendre fin dans une situation nouvelle. « Un parti s'avère comme un parti victorieux en se divisant et en pouvant supporter la division », écrivait Engels trente ans plus tôt, expliquant pourquoi « la solidarité du prolétariat se réalise partout en groupements de partis différents qui se livrent un combat à vie et à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain pendant les pires persécutions ». Aucune section de l'Internationale socialiste ne livra autant de luttes fratricides que celle de Russie,



sans doute parce que nulle n'était aussi près de passer de la théorie à la pratique.

Cette guerre intestine n'avait pas été entreprise d'un cœur léger et ses champions, mus par une force impersonnelle, furent les premiers à en souffrir. Lénine en particulier était profondément affecté des suites de sa tactique. La fin de son amitié avec Martov lui fut très pénible, les désaccords ultérieurs avec Plekhanov devaient lui causer une véritable douleur. Au témoignage de sa compagne, Kroupskaïa, sa santé s'en trouva même ébranlée. Il se raidit, pourtant, dans sa certitude d'avoir raison et fit face à l'adversaire, en consentant parfois des compromis pour gagner du temps sans renoncer à rien quant au principal. Il connut des heures de découragement et, même, songea à partir pour l'Amérique. Les bolchéviks s'interdisent toute allusion à ce genre d'épisodes comme si Lénine pouvait s'en trouver diminué. Il est superflu de chercher une justification historique à la lassitude individuelle mais si besoin était, deux cas au moins s'offriraient à l'esprit : Marat, en pleine révolution, croyant la partie perdue, quitta la France et une deuxième fois faillit repartir ; Cromwell avait l'intention, dans l'hypothèse où la grande remontrance n'eût pas été votée, d'abandonner l'Angleterre...

Comment la majorité devint minorité et *vice versa*, cela s'explique aisément : les menchéviks étaient les plus nombreux dans l'émigration, les bolchéviks ayant quelques partisans de plus en Russie. Les proportions devaient se modifier par la suite. Lénine eut à vivre des heures difficiles à Genève dans les comités où il resta bientôt seul de son avis. Il avait voulu rétablir l'entente entre les deux fractions ; Plekhanov abondait dans le même sens, Martov aussi et Trotski également. Mais chacun comprenant la paix à sa façon, les tentatives des uns et des autres aboutirent au résultat contraire : excédé, Lénine finit par démissionner de l'*Iskra* qui passa aux mains des menchéviks temporairement renforcés de Plekhanov. « *Robespierre est tombé* », dit celui-ci. « Entre l'ancienne et la nouvelle *Iskra*, il y a un abîme », écrivait Trotski. Plekhanov se sépara des bolchéviks comme Trotski devait s'écarter des menchéviks l'année suivante. C'était déjà l'attitude de Riazanov et d'autres, moins connus, appelés social-démocrates tout court. Plekhanov se considérait comme « au-dessus des fractions », Trotski alors plus modeste « hors des fractions ».

Martov voulait un parti « strictement centralisé » mais non pas

composé de membres « *renonçant volontairement ou non à raisonner* ». Il croyait retrouver en Lénine les idées d'organisation de Lassalle d'où résulterait une dictature occulte des théoriciens. Dans ses brochures, il dénonce l'obéissance mécanique, l'état de siège et la terreur dans le Parti, accuse Lénine de formalisme bureaucratique, d'absolutisme, de jacobinisme, de bonapartisme. Axelrod, dans ses feuilletons de l'*Iskra* et ailleurs, reprenait ces arguments, parlait de centralisme autocratique, imputait à Lénine « l'étouffement systématique de l'initiative individuelle », lui reprochait de transformer les hommes en « rouages et vis » d'une machine. Lénine, se ressaisissant, répondit dans sa brochure : *Un pas en avant, deux en arrière*, où il attaque pour se défendre.

Selon lui, « le bureaucratisme contre le démocratism, c'est le centralisme contre l'autonomisme, c'est le principe d'organisation révolutionnaire par rapport au principe d'organisation opportuniste ». Toutes les accusations des menchéviks couvrent une corruption opportuniste ou anarchiste... Or, dit-il en citant Kautsky, son auteur de prédilection après Marx et Engels : « La démocratie n'est nullement l'absence de pouvoir ; elle n'est pas l'anarchie ; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires tandis que sous les autres formes de pouvoir, les pseudo-serviteurs du peuple sont en réalité ses maîtres ». Jacobinisme ? « Si Axelrod crie contre les Jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé en compagnie des Girondins ? » Et il ne redoute pas l'épithète car il est prêt à lui donner un contenu : « Le Jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat et conscient de ses intérêts de classe ; — c'est le social-démocrate révolutionnaire. »

Cette définition alimentera longtemps les polémiques, débordant le cadre national. Elle a servi notamment de thème à Rosa Luxemburg, une des plus fortes personnalités du socialisme, pour sa réfutation parue dans la nouvelle *Iskra* (n° 69). Tout en inspirant le Parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie (fondé avant celui de Russie), Rosa Luxemburg participait activement au mouvement ouvrier d'Allemagne et de Russie. Par l'importance de ses travaux d'économie politique, de critique historique, de stratégie et de tactique révolutionnaires, par sa fermeté d'âme, son talent d'écrivain, sa valeur de propagandiste, elle pouvait jeter dans la controverse des arguments de poids. Critiquant la formule de Lénine, elle lui reproche une conception du social-démocrate jacobin extérieur à l'organisation du prolétariat alors que « la social-démocratie



est le mouvement même de la classe ouvrière ». Ce n'est pas au moyen d'un statut, si sévère soit-il, que l'opportunisme peut être refoulé : « Rien ne livre aussi facilement et sûrement un mouvement ouvrier encore jeune aux caprices des intellectuels que son emprisonnement dans la cuirasse d'un centralisme bureaucratique ». Kautsky, très intéressé aux problèmes russes, se prononçait dans le même esprit, comme aussi un des plus remarquables écrivains marxistes du moment, Parvus.

Mais les coups les plus violents sinon les plus efficaces seront portés par Trotsky dont la brochure : *Nos tâches politiques* traite Lénine de « chef de l'aile réactionnaire de notre parti » et dénonce la « plate caricature de l'intransigeance tragique du jacobinisme ». Les méthodes léniniennes conduisent à une situation où « l'organisation du Parti se substitue au Parti, le Comité central se substitue à l'organisation et enfin le dictateur se substitue au Comité central ». Elles doivent à la longue imposer aux socialistes la discipline de la caserne, puis le régime de la fabrique : « Le rigorisme en matière d'organisation opposé à notre opportunisme n'est rien d'autre que l'envers de la stupidité politique ». L'ex-« gourdin de Lénine » frappait avec vigueur celui qui l'avait manié naguère.

D'après Trotsky, les questions d'organisation du prolétariat se résolvent spontanément au cours de la lutte politique. Les Jacobins, écrit-il, « étaient des utopistes et nous voulons être seulement l'expression des tendances objectives. Ils étaient idéalistes des pieds à la tête, nous sommes matérialistes de la tête aux pieds. Ils étaient rationalistes, nous sommes dialecticiens... Ils tranchaient les têtes, nous les éclairons par la conscience de classe ». Lénine veut guillotiner au lieu de convaincre : « Par la tactique des jacobins-bolchéviques, tout le mouvement international du prolétariat serait accusé de modérantisme au tribunal révolutionnaire et la tête lénine de Marx tomberait la première sous le couperet de la guillotine ». Trotsky proteste contre l'intimidation en matière de théorie, contre la vérité orthodoxe préconçue : « Celui qui la nie doit être rejeté. Celui qui doute est près de nier. Celui qui questionne est près de douter... » En fait de dictature du prolétariat, « Maximilien Lénine » et les bolchéviques se représentent « une dictature sur le prolétariat ».

La controverse, à laquelle Koba eût été embarrassé de prendre part et dont Lénine assumait la charge à lui seul contre une pléiade de doctrinaires et d'écrivains sérieux, n'a rien perdu de son actualité : les mêmes arguments ont été échangés et développés durant

un quart de siècle et se retrouvent dans les discussions ultérieures, plusieurs controversistes ayant changé de camp. On y constate dès l'origine du bolchévisme une hantise de la grande Révolution française à laquelle se sont constamment référés les bolchéviques, soit pour la prendre en exemple, soit pour en éviter le cours. On y discerne aussi en germe ce qui devait devenir à la fois force et faiblesse du parti de Lénine : la tendance à s'organiser et à agir en armée disciplinée capable d'exécuter avec ensemble un mot d'ordre mais toujours à la merci d'une erreur du chef et au risque d'une passivité intellectuelle contraire à sa mission théorique d'avant-garde exemplaire.

Plekhanov, enfin, prit décidément position contre Lénine. Non pas qu'il eût opté à proprement parler pour les menchéviques constitués en fraction ; le choix ne s'imposait pas en dilemme, les différends restaient confinés entre généraux sans troupes, la scission n'était pas ouvertement consommée bien que les deux principaux groupes, — aux idées distinctives encore imprécises et formés surtout par affinités personnelles, — agissent déjà en toute indépendance. Mais il croyait voir en Lénine un théoricien voué à l'isolement, dangereux par sa compréhension étroite et rigide du marxisme. Au delà de leur accord au récent congrès, il pressent une accentuation extrême du centralisme des bolchéviques, aussi néfaste que l'excès contraire de la part des menchéviques. Après avoir dirigé *l'Iskra* avec Lénine, puis avec Martov, il va publier seul son *Journal d'un social-démocrate* et critiquer vertement les deux fractions rivales, les « frères ennemis ». C'est là qu'il prédit aux bolchéviques leur évolution vers une situation où « à la fin des fins, tout tournera autour d'un seul homme qui, ex providentia, réunira en lui tous les pouvoirs »...

\*  
\*  
\*

Lénine, durement éprouvé par cette séparation qu'il ne croyait pas définitive, reprit courage après s'être assuré de nouveaux appuis. Le plus important était celui d'Alexandre Bogdanov, écrivain et savant, économiste et philosophe de grande culture et de haute conscience, renforcé du concours de ses amis Bazarov, Stepanov, Lounatcharski. Parmi les fidèles demeuraient Léonide Krassine, organisateur de l'action illégale et conspirateur accompli sous le couvert de son métier d'ingénieur, précieux à plus d'un titre mais notamment par ses relations dans la bourgeoisie libérale dont il



tirait des subventions pour le Parti ; Vorovski, Olminski, Litvinov, de moindre envergure mais dévoués auxiliaires. Avec leur aide, Lénine se résout à une lutte de longue haleine, crée le journal Vpériod, fait appel aux modestes militants de Russie contre les brillants leaders de l'émigration, réclame un nouveau congrès. Il avait déjà vu d'anciens marxistes, Pierre Struve en tête, l'auteur du premier manifeste du Parti, se détourner du socialisme ; le Bund, initiateur de la social-démocratie en Russie, se détacher du parti commun ; la rédaction entière de l'Iskra se tourner contre lui. Il se sentait incompris dans l'Internationale. Mais on pouvait, on devait se remettre au travail ; le peuple recélait d'immenses réserves, l'avenir ménageait des possibilités incalculables ; les prodromes d'orage se répétaient en Russie où les prolétaires, sans souci des laboratoires de science sociale, passaient de la résistance à l'offensive et descendaient de plus en plus fréquemment dans la rue.

La grève de Batoum, à laquelle fut mêlé Staline en 1902, et ses suites violentes — manifestations et répressions — avait eu des contre-coups dans plusieurs villes et jusqu'à Nijni au nord. Une forte crise industrielle et commerciale, accompagnée de chômage intense précipitait alors la fermentation révolutionnaire. Chaque action économique prenait un aspect politique, suscitait des revendications républicaines et socialistes. A la fin de l'année une grève sans précédent éclate à Rostov, entraînant la totalité des travailleurs. Dans l'été de 1903, les ouvriers pétroliers de Bakou quittent le travail et leur exemple gagne tout le prolétariat, de Tiflis à Batoum, la grève se généralise à Odessa, à Kiev, dans tout le Midi. Partout, collisions avec les gendarmes, les soldats, les Cosaques. Les associations ouvrières créées par le policier Zoubatov à l'effet de détourner le mouvement de toute opposition au régime échappent aux mauvais bergers (Lénine l'avait prédit, dans Que faire?). Les social-démocrates du rang, malgré les déchirements des milieux dirigeants et sans souci de l'article 1<sup>er</sup> des statuts, commencent à s'introduire dans les conflits sociaux, en saisissent parfois la direction, leur imprimant une certaine orientation politique.

Dans les campagnes, la lueur tragique des incendies volontaires éclairait la détresse des paysans écrasés d'impôts et de redevances, condamnés à une demi-famine permanente et périodiquement décimés par la disette. L'abolition du servage avait été accomplie de façon à maintenir en pratique les affranchis sous la dépendance du seigneur terrien. Une sorte de féodalisme subsistait sous des formes

particulières. Les émeutes du désespoir n'étaient pas rares, sauvagement punies par l'armée. Les peines corporelles existaient encore dans les villages comme dans les casernes. Le niveau de la technique agricole ne laissait pas espérer de meilleures récoltes à moins de restitution aux cultivateurs des terres possédées par les privilégiés. L'indigence de cette masse de consommateurs, leur faible capacité d'achat, limitant étroitement le marché intérieur, entravaient les progrès de l'industrie déjà contenus par de lourdes exigences fiscales.

Ainsi le tsarisme paralysait les forces productives de la nation et, à l'exception de petites castes parasitaires de la Couronne, toutes les classes étaient intéressées à son renversement. L'État, principal entrepreneur capitaliste avec ses banques, ses chemins de fer, son monopole de la vodka (eau-de-vie), avait besoin sans répit de nouveaux emprunts extérieurs, de nouvelles ressources budgétaires. Les intérêts de la dette et les dépenses militaires absorbaient plus de la moitié des revenus du Trésor. L'économie russe tout en contrastes, retardataire dans son ensemble, malgré l'importation d'une technique supérieure pour son industrie récente, plus concentrée qu'en aucun autre pays, ne pouvait plus se développer sans fait nouveau. Ce fut la guerre russo-japonaise.

Dans le passé, l'autocratie avait résolu bien des difficultés par la conquête. Mais après avoir rencontré les Anglais en Asie centrale, elle se heurtait en Extrême-Orient au Japon, d'ailleurs lié par traité avec l'Angleterre. La guerre imposa un court temps d'arrêt au mouvement révolutionnaire mais bientôt mit en évidence la barbarie du régime, son impuissance, sa pourriture. Le défaitisme, apparu déjà lors de la guerre de Crimée, s'affirma cette fois avec une grande ampleur dans la bourgeoisie libérale, les nationalités opprimées, les partis socialistes, et parmi les ouvriers, les paysans. Contre la Russie impériale, subissant défaite sur défaite, le jeune impérialisme japonais prenait presque figure de champion de la civilisation. Cette opinion très répandue en Europe trouva une expression outrée dans l'Internationale sous la plume de l'Anglais H. M. Hyndman qui célébrait la victoire du Japon à l'égal des plus grands faits de l'histoire et comme un pas décisif pour l'avenir du socialisme...

Les désastres de Mandchourie secouèrent la « société » russe, c'est-à-dire la bourgeoisie. Le courant démocratique, enhardi par de puissantes démonstrations ouvrières, tenta de se manifester dans les assemblées de Zemstvos (conseils consultatifs provinciaux), dans



des congrès, des banquets. La puissante critique évangélicatrice de Tolstoï minait le vieux régime despotique. Mais le libéralisme dépourvu en Russie de solide base sociale, représenté surtout par une *intelligentsia* devenue timorée, s'avouait vaincu avant de combattre. Les intellectuels radicaux et les étudiants courageux rallièrent le mouvement ouvrier, force cohérente essentielle avec laquelle le tsarisme eût à compter.

La social-démocratie n'était pas seule à prétendre diriger les éléments populaires. Le « Parti socialiste-révolutionnaire », constitué à l'étranger en 1901, et composé de divers groupes, ligues et unions autonomes, allait tenir son premier congrès. Sa tendance générale était celle de l'ancien populisme révisé par Lavrov et Mikhaïlovski, influencé aussi de socialisme occidental, et sa principale caractéristique la lutte terroriste. En 1902, son *Organisation de combat* avait inauguré une série d'attentats individuels, en principe réprouvés des social-démocrates, mais qui entretenaient pourtant une atmosphère révolutionnaire, exaltaient et stimulaient l'opposition au régime tsarien. Parmi ses figures représentatives, Michel Gotz, Guerchouni, Natanson et des terroristes comme Karpovitch, Balmachev, Sazonov, Kaliaev se montrèrent dignes continuateurs de la tradition ressuscitée des *narodovoltsy*. Les marxistes considéraient comme des libéraux exaspérés, des démocrates armés de bombes, ces socialistes-révolutionnaires dont les plus énergiques devaient évoluer vers des extrêmes opposés, un Savinkov à droite, une Spiridonova à gauche.

En Pologne, à côté d'un parti social-démocrate de lutte de classe grandissait plus rapidement le « Parti socialiste polonais » de lutte nationale, assez parent des socialistes-révolutionnaires par l'idéologie confuse et les méthodes terroristes. Dans les divers pays d'alloènes soumis à l'Empire, des groupements révolutionnaires nationalistes appuyaient le mouvement ouvrier et paysan : *activistes* en Finlande, *socialistes-fédéralistes* en Géorgie, comme ensuite les *dachnaki* en Arménie, les *moussavatistes* en Azerbaïdjan. Le gouvernement japonais, pour affaiblir la Russie à l'arrière des armées en favorisant les troubles intérieurs, proposa de l'argent et des armes à tous les partis subversifs ; seuls acceptèrent les activistes finlandais, les socialistes-fédéralistes géorgiens et la fraction la plus nationaliste du parti socialiste polonais dont le leader, Pilsudski, se rendit même au Japon pour y pactiser avec les ennemis du Russe oppresseur.

En décembre 1904, à Bakou de nouveau, éclate une grève qui rend les social-démocrates maîtres de la situation pendant plusieurs semaines et donne le branle à une recrudescence d'activité ouvrière. En janvier 1905, un incident aux usines Poutilov entraîne une grève de solidarité qui s'étend à tout le prolétariat de la capitale. Là encore, l'association légale de Zoubatov avait dépassé les buts de son fondateur. Le 22 janvier, 200 000 ouvriers suivent le prêtre Gapone pour soumettre au Tsar une supplique contenant leurs revendications. Cette procession loyaliste et pacifique, mitraillée par les soldats, chargée par les Cosaques, finit dans un massacre et tourne à l'émeute. Il y eut des victimes par milliers. Le « dimanche sanglant » de Pétersbourg provoque alors un soulèvement général, une grève grandiose embrassant plus de cent villes. La révolution espérée de plusieurs générations, si souvent prophétisée et à laquelle tant de héros avaient sacrifié leur vie, avait commencé sans attendre le signal des révolutionnaires professionnels.

\* \* \*

La social-démocratie était prise à l'improviste, les savantes considérations de ses docteurs déjouées par la spontanéité de l'explosion populaire. Les militants de Russie, sans distinction de tendance, se jetèrent dans le mouvement livré à lui-même, essayant de l'organiser, de lui inculquer un programme socialiste. Les théoriciens de l'émigration reprirent de plus belle leurs controverses.

Lénine résumait les objectifs du moment en proposant de préparer l'insurrection armée, d'en fixer même la date. On se prépare à l'insurrection, répondait Martov en substance, mais l'insurrection ne se prépare pas. Pour Lénine, la révolution ne pouvait être décidée d'avance mais l'insurrection, oui, « si ceux qui la fixent ont de l'influence sur la masse et savent apprécier le moment avec justesse. » Aux raisonnements abstraits des menchéviki, il oppose un leit-motiv concret : *des armes!* Son journal, *Vpériod*, publie les conseils pratiques de Cluseret, général de la Commune parisienne de 1871, aux insurgés, des instructions techniques sur la construction des barricades. Par ses lectures et des études approfondies, Lénine était quelque peu versé dans la stratégie insurrectionnelle, la tactique des combats de rues. Avant lui déjà, Plekhanov, élevé au collège militaire de Voronège, puis à l'école des junkers de Pétersbourg, avait publié un article sur ce thème. Tous deux étaient redevables



à Marx et surtout à Engels de leurs notions sur la guerre civile. Les menchéviks à leur tour, grâce à la collaboration de Michel Pavlovitch, imprimèrent dans l'*Iskra* des schémas de barricades, de tranchées, avec explications à l'appui. Trotski, laissant là théories et conjectures, avait passé la frontière pour prendre part à l'action.

Alors que les socialistes inconnus se dépensaient sans tergiversations en Russie dans les grèves, les meetings, les démonstrations protestataires, — les états-majors à l'étranger restaient irréconciliables. En avril-mai 1905, les bolchéviks tiennent à Londres un petit congrès des « durs » comptant vingt délégués mandatés, les menchéviks à Genève une conférence. Les deux assemblées se contestent mutuellement, et avec raison, le droit de représenter le Parti. « Il n'y eut pas d'ouvrier au troisième Congrès, en tout cas pas un seul tant soit peu remarquable », dit Kroupskaïa dans ses *Souvenirs sur Lénine*. Krassine y fit une intervention concertée avec Trotski, tant il est vrai que les démarcations étaient encore arbitraires. Staline n'était pas dans la délégation du Caucase qui comprenait Kamenev et Nevski, les Géorgiens Tskhakaïa et Djaparidzé ; s'il avait eu le rôle que lui attribue si tard Enoukidzé, cette absence serait inexplicable. Le Congrès, sous l'influence de Lénine, se prononça pour la grève générale transformée en insurrection armée et l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire démocratique auquel les bolchéviks devaient participer. Il reconnaissait d'une manière implicite le caractère factice ou prématuré de la scission en concluant à la nécessité d'unir les fractions et groupes social-démocrates.

La réunion des tronçons du Parti eût été d'autant plus naturelle que Lénine ne s'était jamais départi de son démocratismes intransigeant. En 1904, il avait écrit : « Nous sommes tenus d'appuyer tout démocrate, même bourgeois, dans la mesure où il se conforme au démocratismes ; nous sommes tenus de démasquer sans pitié tout démocrate, même socialiste-révolutionnaire, dans la mesure où il s'écarte du démocratismes ». On lit dans sa brochure : *Deux tactiques*, datée de 1905 : « Qui veut aller au socialisme par une autre route que la démocratie politique aboutira inmanquablement à des déductions absurdes et réactionnaires, tant économiques que politiques ». La même année, il définira ainsi sa conception : « Chacun est libre d'écrire et de dire ce qui lui convient, sans la moindre restriction... La liberté de parole et de presse doit être complète. »

Les menchéviks n'auraient pu aller plus loin ; mais la divergence des voies et des moyens primait l'accord des principes.

Les réserves d'énergie révolutionnaire longtemps comprimée faisaient irruption en Russie sur tous les points, sans plan ni mots d'ordre : grèves sur grèves dans les villes, émeutes et pillages dans les campagnes, mutineries dans l'armée et dans la flotte, attentats à main armée un peu partout. Contre la réaction et ses ligues patriotiques, ses bandes nationalistes, ses *Cent-Noirs* antisémites fauteurs de pogromes, assassins de femmes et d'enfants, les ouvriers organisent des détachements de protection et de combat. Dans la foule des révolutionnaires sans étiquette, — social-démocrates, socialistes-révolutionnaires, bundistes, anarchistes prêchent d'exemple sans pouvoir coordonner leur activité et s'entraident, en dépit des différences de tactiques, au hasard des rencontres ou par instinct défensif contre l'ennemi commun. Les social-démocrates forment des comités mixtes ou fédératifs sans demander aucune permission à leurs leaders de fraction.

Le gouvernement, impuissant à briser toutes les attaques, à parer tous les coups, concentrait ses forces pour sauvegarder les positions essentielles du régime. L'armée vaincue sur les fronts d'Extrême-Orient était encore bonne à écraser un peuple privé d'armes. La grève s'éteignait dans une série de centres industriels pour se rallumer dans d'autres. Les paysans dispersés sur une étendue sans limites bornaient leur action aux villages. Une sédition militaire où se fit connaître le menchévik Antonov-Ovséïenko, au camp de Nova-Alexandria, fut vite étouffée, comme les mutineries de Sébastopol qu'un chef improvisé, le lieutenant Schmidt, socialiste modéré, paya de sa vie, comme resta isolée en mer Noire la révolte du cuirassé *Potiemkine*, organisée par des menchéviks, comme fut matée ensuite une tentative à Cronstadt. La révolution se laissait battre en détail.

C'est en Pologne au début, au Caucase à la fin, que l'insurrection stimulée par le sentiment national opprimé atteignit son plus haut point. La grève de Varsovie, réplique aux fusillades de janvier à Pétersbourg, coûta près de cent morts sur les barricades, près d'un millier de blessés et de prisonniers. A Lodz, plus tard, les combats de rues laissèrent cinq cents morts sur le pavé. La *bojovka* de Pilsudski (organisation de combat), par escouades de cinq hommes décidés, harcelait policiers et Cosaques, exécutait des coups de main meurtriers.



En Géorgie, la grève générale de réponse au « dimanche sanglant » entraîna toutes les classes de la population, se transforma en insurrection dans les campagnes. Les autorités tsaristes ne se maintinrent que dans les villes de garnison et sur la ligne du chemin de fer. Là, le parti social-démocrate menait le mouvement. Sous la direction de ses comités, les paysans purent créer leurs assemblées locales, confisquer des terres, remplacer les fonctionnaires, organiser une police, armer leur milice : les *Cent-Rouges*. A Tiflis, les ouvriers provoqués par les violences des Cosaques ripostèrent méthodiquement avec des bombes, à l'heure fixée par le Parti. En décembre toute la province de Gourie, la plus révolutionnaire, était au pouvoir du peuple insurgé. La social-démocratie, seule force jouissant de la confiance populaire, réussit à s'interposer entre Arméniens et Tatars fanatiques, excités par les Russes à s'entre-détruire, — et à prévenir un carnage à Tiflis comme le Parti avait enrayé celui de Bakou en février.

Dans ces événements mémorables de la révolution en Transcaucasie, on a toujours peine à trouver trace de Staline. La plupart des ouvrages spéciaux ne le mentionnent pas. Si l'on parvient à relever son nom, c'est dans une énumération où rien ne le distingue des noms voisins ; ainsi dans la monographie de Ph. Makharadzé, pourtant publiée en 1927. De ce livre où l'historien bolchéviste a pu utiliser les matériaux de la revue *Revolioutsis Matiané* de Tiflis (*Annales de la Révolution*) et les archives gouvernementales inédites, il ressort avec évidence que Koba, jusqu'en 1905, était encore à l'arrière-plan. Sa brochure : *Aperçu des divergences dans le Parti*, simple paraphrase en géorgien des formules de Lénine, passa inaperçue et depuis n'a pas été rééditée ce qui, dans un pays où les puissants ont propension à recueillir leurs écrits les plus insignifiants, ne laisse pas douter de l'opinion de l'auteur lui-même.

Les menchéviks, au surplus, faute de contradicteurs de taille, dominaient avec aisance en Géorgie. Makharadzé le constate en termes amers : « Au commencement de 1905, l'organisation social-démocrate unie jusqu'alors se scinda comme en Russie. Cependant, ce n'était encore que demi-mal. Le malheur consista en ce que les organes dirigeants du Parti passèrent entièrement à la position menchéviste. Cette circonstance prédéterminait le passage des masses à la même position. C'est ce qui arriva. » L'attitude pro-léninienne des délégués du Caucase au congrès de 1903 resta donc sans lendemain. Au retour de Jordania, le Parti dans l'ensemble conforma



publique favorisait toutes les initiatives, les échanges de vues hors des petits cercles clandestins traditionnels.

En septembre 1905, une grève d'imprimeurs à Moscou amorce un mouvement de solidarité, le potentiel révolutionnaire se traduit par une nouvelle poussée. La grève gagne les chemins de fer en octobre, s'étend à tout le pays, devient une grève générale comme le monde n'en avait jamais vu. Dans plusieurs villes, le prolétariat élève des barricades, défie la police et l'armée. C'est le point culminant de la révolution. Sous cette pression gigantesque, le Tsar recule enfin et promulgue le manifeste constitutionnel d'Octobre. La prévision de Plekhanov se réalisait, une première victoire sur l'autocratie était remportée par la classe ouvrière.

\* \*

Au cours de la grève d'octobre à Pétersbourg, les menchéviks avaient lancé la proposition de constituer une députation des travailleurs en lutte et invité ceux-ci à élire un délégué par 500 ouvriers. L'idée avait été émise en juin et juillet dans l'*Iskra*, notamment par Dan, de former des « organes représentatifs de self-government révolutionnaire ». Les bolchéviks y étaient hostiles, opposant à ce mot d'ordre de « municipalités révolutionnaires » celui d'un « gouvernement révolutionnaire ». De tels organes locaux, disait Lénine, peuvent être l'*épilogue*, non le *prologue* de l'insurrection. Mais l'initiative des menchéviks donnant satisfaction au besoin latent d'une « large organisation de classe hors parti » (expression de l'*Iskra*), les grévistes s'empressèrent de désigner leurs représentants dont la réunion en conseil devint le *Soviet des députés ouvriers*. Le menchévik Zborovski en fut le premier président. Après lui, Nossar-Khroustalev, socialiste sans-parti rallié dans la suite aux menchéviks, assumait le poste jusqu'à son arrestation. Un bureau de trois membres fut alors nommé, parmi lesquels Trotski. Il y eut des soviets analogues en province, le plus souvent simples comités de grève élargis, mais de moindre importance.

En l'absence de Lénine, toujours dans l'émigration, les cadres bolchéviks ne comprirent pas la signification du phénomène politique accompli sous leurs yeux. Dans leur simplisme, ils ne croyaient qu'à la vertu du Parti, c'est-à-dire d'un étroit groupement hors duquel tout organisme ouvrier leur apparaissait comme une concurrence réactionnaire. De même ils considéraient avec indifférence,

sinon avec dédain, les syndicats professionnels. Ils exigèrent du Soviet de Pétersbourg une adhésion explicite à la social-démocratie, qui l'eût privé de sa raison d'être. Les menchéviks, plus perspicaces sur ce point et plus près du peuple ouvrier, travaillaient avec ardeur dans les soviets comme dans les syndicats, y prenant une incontestable influence. Il fallut le retour de Lénine pour imposer à ses suivants une autre attitude. En polémiquant avec l'*Iskra*, Lénine ne s'était pas interdit de renoncer à sa formule pour saisir une possibilité nouvelle dans la réalité changeante.

Illustration saisissante de la tare originelle du parti bolchéviste : sans Lénine, il n'y avait pas de bolchévisme. Non que sa fraction n'eût jamais attiré d'hommes éminents, mais les Bogdanov, les Krassine devaient à tour de rôle s'en séparer comme auparavant Trotski, puis Plekhanov, lui laissant des comparses incapables de s'orienter seuls dans une situation imprévue. L'isolement de Lénine fait songer, sous bien des rapports, à Washington qui devait aussi compter exclusivement sur soi-même et dont les lieutenants, livrés à leur propre initiative, eussent compromis l'œuvre commune.

Avant de rentrer en Russie, en octobre 1905, Lénine avait écrit à Plekhanov : « Notre révolution balaie avec une rapidité surprenante les divergences tactiques. Voici que se présente un terrain sur lequel l'oubli du passé, l'entente pour une œuvre vivante seront singulièrement facilités... » A Pétersbourg, il fonde avec Bogdanov et Kamenev un nouveau journal, *Novaja Jien*, édité par une actrice, Marie Andréiéva, avec la collaboration d'écrivains en renom, Gorki, Balmont, Léonide Andréiev. Les menchéviks publiaient de leur côté *Natchalo*, où Trotski et Parvus avaient licence de défendre une conception particulière, la « révolution permanente ».

« Nous avons toujours dit que la révolution n'affaiblira pas mais renforcera la bourgeoisie et donnera les conditions indispensables d'une lutte victorieuse pour le socialisme », avait déclaré Lénine au récent congrès de sa fraction. Dans *Deux tactiques*, il s'étend sur la même idée : « Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce à dire ? Que les transformations démocratiques dans le système politique et les mesures économique-sociales devenues indispensables à la Russie ne signifient pas en soi la destruction du capitalisme, l'ébranlement du règne de la bourgeoisie, mais au contraire déblaieront vraiment pour la première fois le terrain à un large et rapide développement européen, et non



asiatique, du capitalisme, rendront possible pour la première fois le règne de la bourgeoisie comme classe ». Tous les social-démocrates s'accordaient sur la définition générale. Mais les désaccords interviennent aussitôt après. Trotski et Parvus jugeaient la classe ouvrière seule capable de prendre et de garder le pouvoir, avec le soutien plus ou moins actif des paysans ; la social-démocratie devait donc prétendre à la succession du tsarisme ; mais en exerçant l'autorité, elle s'engagerait par nécessité dans des réalisations socialistes qu'une révolution internationale pourrait seule consolider ; la révolution devait être par conséquent ininterrompue, permanente, universelle et se maintenir par la dictature du prolétariat.

Pour les menchéviks, au contraire, hantés par le schéma des révolutions occidentales, la bourgeoisie seule pouvait et devait prendre le pouvoir. Si la social-démocratie s'y risquait, elle irait au désastre de la Commune de Paris, la Russie n'étant pas mûre pour une transformation socialiste. Le prolétariat aurait donc à soutenir de l'extérieur le parti de la bourgeoisie avancée, celui des constitutionnels-démocrates ou *cadets*, créé en 1905. Les menchéviks citaient Engels : « Pour le chef d'un parti extrême, le pis est d'être obligé de prendre le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour les mesures que réclame cette domination. »

Selon Lénine, enfin, il s'agissait de renverser non la bourgeoisie, mais l'autocratie, d'établir non la dictature socialiste de la classe ouvrière, mais une « dictature démocratique du prolétariat et des paysans ». Car il y avait en Russie « une énorme population paysanne et petite-bourgeoise capable de soutenir la révolution démocratique mais pas encore la révolution socialiste ». Lénine réprouve « les absurdes conceptions demi-anarchistes sur la réalisation immédiate du programme maximum, sur la conquête du pouvoir pour une transformation socialiste ». Une dictature révolutionnaire ne pourrait durer qu'avec l'appui de l'immense majorité du peuple ; le prolétariat étant minorité en Russie, c'était se payer de phrases, comme Trotski et Parvus, que de prévoir son avènement politique. La perspective s'offrait donc de « fonder une république démocratique comme forme ultime de domination bourgeoise et la plus appropriée à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ». A cette fin, les bolchéviks devraient éventuellement siéger aux côtés des bourgeois libéraux dans un gouvernement provisoire.

Martov se déclarait très proche de ce raisonnement général, dont

il loue le « réalisme » dans son *Histoire*, mais il repoussait par purisme doctrinal l'éventualité d'une participation au pouvoir capitaliste comme compromettante. Ainsi Lénine faisait figure d'opportuniste, Martov d'intransigeant et Trotski d'utopiste d'extrême-gauche... Rosa Luxembourg inclinait vers la thèse de la « révolution permanente » que critiquait, en revanche, Franz Mehring, historien et théoricien du socialisme allemand. Vingt ans plus tard, A. Ioffe, ancien menchévik devenu collaborateur de Lénine, écrivait de son lit de mort à Trotski : « Je vous ai souvent déclaré avoir entendu, de mes propres oreilles, Lénine reconnaître qu'en 1905 ce n'est pas lui, mais vous, qui aviez raison. Devant la mort, on ne ment pas, et je le répète à nouveau maintenant... » L'histoire départagera les survivants d'un débat qui se poursuit encore dans la logomachie à la faveur d'apparences trompeuses.

Le gouvernement de Nicolas II interrompt brutalement, pour un temps, les dissertations et supputations sur les « forces motrices » de la révolution en exerçant son reste de puissance en décembre, alors que le mouvement ouvrier déclinait après une année de guerre civile où la même avant-garde tint toujours le premier rang. A Pétersbourg, le Soviet dont Trotski avait été le porte-parole infatigable fut supprimé après cinquante-deux jours d'existence, ses membres emprisonnés ; avant de disparaître, il avait lancé son *Manifeste financier* répudiant d'avance les emprunts accordés au Tsar « en guerre ouverte contre tout le peuple ». A Moscou, une insurrection où, cette fois, revenaient aux bolchéviks l'initiative, l'organisation et l'audace, où moins de 2 000 ouvriers dont 500 social-démocrates tinrent tête à la garnison renforcée, fut écrasée après neuf jours de combat. Au Caucase, des renforts de toutes armes eurent raison des insurgés, l'artillerie mit fin à la « République de Gourie ». Principales étapes d'une défaite présageant la revanche future : « Sans la répétition générale de 1905, notre victoire de 1917 eût été impossible », a écrit Lénine.

La révolution s'épuisait sans pouvoir porter le coup décisif faute de simultanéité dans l'attaque, de solidarité consciente entre les villes et les campagnes, de coordination des forces élémentaires déchainées, faute d'organisation et de direction. Ses efforts décousus se brisaient contre l'armée en majorité passive ou fidèle au vieux régime. Mais l'absolutisme avait chancelé dans la secousse. Un embryon de constitution, une sorte de parlement étaient conquis. La bourgeoisie avait manifestement révélé son impuissance politique.



Ses intellectuels révolutionnaires s'étaient confondus, au cours de la lutte, dans le prolétariat. Tous les partis socialistes sortaient trempés de la mêlée, grandis par le prestige sinon toujours par le nombre. L'anarchisme n'avait pas résisté à l'épreuve. Enfin, la grève d'octobre laissait un grand exemple, le Soviet de Pétersbourg une leçon inoubliable.

Aucun théoricien n'a prévu les soviets ni leur rôle futur. Les menchéviks peuvent se flatter d'avoir le plus contribué à leur création mais n'en surent pas tirer tout le parti possible. Les bolchéviks eurent peine à s'adapter au fait accompli, sauf Lénine qui, après réflexion, entrevit les éventualités de l'avenir... « Le passage de la direction du soviets de Khroustalev à Trotski sera un immense pas en avant », dit-il sans marchander l'estime à un adversaire qui donnait sa mesure. Les soviets de province, à Moscou, Rostov, Novorossiisk, Bakou, Odessa, etc., se trouvèrent en général sous l'influence des menchéviks. Celui de Novorossiisk mérite une mention spéciale pour s'être mis à la tête d'une république locale éphémère. (Des républiques de ce genre existèrent aussi en Lettonie). Seul, le soviets de Bielostok fut aux mains des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes. Le retour offensif de la réaction balaya tous les soviets mais leur souvenir devait subsister vivace dans la conscience ouvrière.

Durant la révolution de 1905, Lénine se tint dans l'ombre. Il n'était pas l'homme des actions d'éclat mais du travail persévérant et efficace à longue échéance. Au surplus, les bolchéviks en général furent à l'arrière-plan, sauf dans l'ultime épisode de Moscou. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks se montrèrent plus vifs et actifs, plus remuants et entreprenants, peut-être parce que moins encombrés de théorie dogmatique. Plekhanov s'avéra désorienté devant les événements, assimilé par l'Europe occidentale, presque étranger aux luttes pratiques de son parti ; le fait de ne pas même rentrer en Russie et son commentaire après l'insurrection de Moscou : « Il ne fallait pas prendre les armes », témoignent assez d'un détachement de « l'œuvre vivante » à laquelle l'avait convié Lénine. On peut dire, avec Lounatcharski, que de tous les leaders social-démocrates, Trotski « se montra sans conteste, malgré sa jeunesse, le mieux préparé, le plus affranchi d'un certain esprit étroit d'émigration et qui gênait alors même Lénine... Il gagna le plus, au sens « popularité », dans la révolution où ni Lénine, ni Martov, ne gagnèrent rien. Plekhanov, lui, perdit beaucoup... Dès lors,

Trotski fut au premier plan ». En Géorgie, la social-démocratie traditionnelle avait acquis et exercé une autorité unanimement reconnue ; une génération nouvelle, dont I. Tseretelli, s'était révélée, continuatrice du groupe initial de Jordania.

De Staline, il n'y aurait rien à dire s'il n'avait été convoqué, pour la première fois, à une conférence des bolchéviks à Tammerfors. Convoqué, car il ne pouvait être à proprement parler délégué d'une organisation ralliée aux menchéviks. Il fit alors réellement connaissance de Lénine. A défaut de procès-verbaux de la réunion, les mémoires de participants ne lui prêtent aucun rôle, aucune intervention. Dans ses souvenirs sur Lénine, il s'est exprimé à ce sujet en termes assez caractéristiques :

« J'ai rencontré pour la première fois Lénine en décembre 1905 à la conférence des bolchéviks, à Tammerfors, en Finlande. J'espérais voir l'aigle des montagnes de notre parti comme un grand homme, grand non seulement politiquement mais, si l'on veut, physiquement, car Lénine se dessinait dans mon imagination sous l'aspect d'un géant, de belle taille et représentatif. Quelle ne fut pas ma désillusion en voyant l'individu le plus ordinaire, au-dessous de la taille moyenne, ne se distinguant en rien, littéralement en rien, des mortels ordinaires. Il est admis qu'un « grand homme » doit habituellement arriver en retard aux réunions afin que les assistants attendent d'un cœur défaillant son apparition, que des membres de la réunion avertissent avant l'apparition du grand homme : « Chut... silence... il vient ». Cette cérémonie ne me semblait pas superflue car elle en impose, inspire l'estime. Quelle ne fut pas ma désillusion en apprenant que Lénine était venu à la réunion avant les délégués et, oublié quelque part dans un coin, tout simplement tenait conversation, la plus ordinaire des conversations avec les plus ordinaires délégués de la conférence. » Etc., etc.

La suite est du même ton, de même niveau, de même essence. Elle n'apprendrait rien de plus au lecteur. Le fond, bien digne de la forme, se passe de commentaire. Et l'on se demanderait dans quel ordre d'idées Koba a pu se faire apprécier de Lénine si les années consécutives à la révolution de 1905, époque de réaction politique et de retraite socialiste, n'allaient lui permettre, enfin, de montrer ce dont il était capable.



## CHAPITRE IV

### UN RÉVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL

Après la première révolution. — L'unité social-démocrate. — Le congrès de Stockholm. — Nouvelles dissensions entre bolchéviks et menchéviks. — La Douma. — Lénine et le boycottage des élections. — Les *boïéviki*. — Expropriations et attentats. — La petite guerre de partisans. — Le Centre bolchéviste. — Krassine. — L'affaire de Tiflis. — Kamo. — Staline et le terrorisme bolchéviste. — Tsintsadzé. — Pilsudski. — Le congrès de Londres. — Staline à Bakou. — Staline en prison. — Staline à Pétersbourg. — Scission définitive dans la social-démocratie. — Bolchévisme et menchévisme. — Déclin de la révolution. — Tendances, fractions et groupes. — La question d'argent. — Bogdanov. — Le parti bolchéviste. — Staline membre du Comité central. — Lénine et Trotski. — La question nationale. — Staline en Autriche. — Malinovski. — Staline déporté en Sibérie. — Policiers et provocateurs.

La révolution de 1905, dit Trotski, a montré que l'histoire n'avait pas de lois d'exception pour la Russie. Ce pays de développement social très lent et attardé traversait à son tour les étapes franchies par les États capitalistes les plus avancés. La thèse des slavophiles reposant exclusivement sur les particularités nationales semblait condamnée. Mais les analogies qui permettaient aux Russes d'éclairer le présent et en partie l'avenir de leur pays grâce à l'expérience occidentale n'effacent pas les traits distinctifs. Il faut précisément avoir en vue ces éléments dont l'influence a déterminé le cours historique original de la Russie contemporaine.

Nulle part l'État n'était aussi centralisé, ni ne jouait un rôle aussi important dans la transformation économique. « *En Russie, l'État est tout* », écrivit en 1895 Combes de Lestrade, comparant l'organisation du pays « à une vaste usine centralisant dans ses ateliers les activités et les forces de tous les habitants, sans en excepter un seul ».

L'intervention de l'État était attendue comme l'impulsion principale au progrès industriel. « C'est en effet le véritable testament



de Pierre le Grand que de faire de notre pays, riche en terres, en hommes et en céréales, un pays riche également en industries » : ainsi s'exprimait le professeur D. Mendéléiev. Les perspectives d'industrialisation escomptaient toujours l'aide gouvernementale plus que l'initiative privée.

Par ses investissements massifs, la finance étrangère concourait à développer l'industrie la plus concentrée du monde. Outre les milliards prêtés à l'État, 80 pour 100 des capitaux venaient de l'étranger. Les statistiques du temps révèlent déjà une proportion d'usines employant 1 000 travailleurs plus forte qu'aux États-Unis et en Allemagne. De son point de départ très bas, la production augmentait par saccades plus rapides qu'en Amérique, sans pour cela satisfaire les besoins de la consommation. Un parallèle constant s'imposait dès lors « *entre la plus grande République et le plus vaste Empire de l'univers* », expression de C. de Lestrade. A cette concentration industrielle correspond le rassemblement de la classe ouvrière dont la provenance paysanne et la brusque croissance offraient une matière sociale vierge à l'empreinte des théories révolutionnaires.

Ce prolétariat venait de payer d'environ 15 000 morts, 20 000 blessés et 80 000 emprisonnés ses premières conquêtes politiques, la diminution de la journée de travail, l'élévation des salaires, un droit syndical de fait sinon légal. Mais son élite avait surtout pris conscience de sa force et de ses faiblesses, compris l'utilité des partis et des syndicats. Toutes les variétés de socialisme se répandaient dans la population laborieuse ; d'après N. Roubakine, la diffusion des ouvrages à tendances socialistes s'éleva en 1905-1907 à quelque soixante millions d'exemplaires.

La social-démocratie devint un grand parti atteignant en 1906 plus de 150 000 adhérents, dont la moitié dans les groupements nationaux, malgré sa situation demi-illégale. Contre les « généraux » acharnés à se différencier, l'armée ouvrière de la révolution exigeait et imposa l'unité social-démocrate, au moins formelle. Après avoir éludé l'année précédente une entremise d'August Bebel, faite au nom du socialisme allemand et de l'Internationale, en faveur de la fusion des fractions, Lénine dut suivre le courant. De toute évidence, le bolchévisme ne pouvait encore prétendre à une existence indépendante, ni comme idéologie, ni comme parti. Un congrès d'union se tint à Stockholm en 1906 ; les menchéviks, indéniable majorité, prirent la direction officielle du mouvement.

Staline, sous le nom d'Ivanovitch, était dans l'assemblée comme délégué de la province de Tiflis. Par quel subterfuge s'était-il procuré son mandat dans une région pour ainsi dire entièrement aux mains des menchéviks ? En réalité, il ne représentait que l'infime poignée des bolchéviks locaux, trop faibles sous tous les rapports pour tenir tête au socialisme géorgien traditionnel mais assez rusés pour constituer un groupe inconnu et s'en réclamer au congrès, profitant de l'esprit de conciliation du moment. Il fit trois courtes interventions, d'une simplicité primaire, et qu'il n'a jamais osé reproduire : la première, sur la question agraire, réfutée en deux mots par Dan, en faveur du partage des terres comme étant conforme aux vœux des paysans (les bolchéviks préconisaient alors la nationalisation du sol, les menchéviks la municipalisation) ; la deuxième, sur la tactique générale, passée inaperçue et concluant au dilemme : « Ou l'hégémonie du prolétariat, ou l'hégémonie de la démocratie bourgeoise », tout à fait contraire au point de vue bolchéviste ; la troisième, sur le problème du Parlement, contre toute participation aux élections, au moment même où Lénine revisait sa tactique dans le sens opposé.

Rien ne montre mieux l'inexistence d'un bolchévisme plus ou moins conséquent en dehors du cerveau de Lénine. Tout bolchévik livré à lui-même s'écarterait de la « ligne » propre à sa fraction. Mais les trois brefs discours en question, pleins d'assurance, voire de certitude, n'empêchaient pas Staline de voter avec ses amis, sauf sur le dernier point où il s'abstint, car la solidarité liait les hommes par leur tempérament et sous l'ascendant personnel de Lénine plus que par les idées. Il fallut des années d'action commune et bien des crises pour unifier tant soit peu les vues des « jacobins » du prolétariat.

Cependant les fractions survivaient, avec leur discipline particulière et leur presse intermittente, chacune ayant ses divergences intérieures, ses sous-tendances, ses dissidents. En règle générale, la « droite » inclinait à s'adapter au mouvement populaire spontané, la « gauche » à le capter pour le diriger. Tous prévoyaient un regain proche d'offensive ouvrière et paysanne. Les menchéviks furent les premiers à se rendre compte du déclin de la révolution ; en conséquence, ils voulaient donner le pas à l'action légale, soutenir le parti bourgeois le plus avancé, renforcer l'autorité de la Douma. Les bolchéviks, au contraire, attendaient une recrudescence imminente de la révolution, erreur classique de l'optimisme révolution-



naire. Ils escomptaient une grève générale suivie d'insurrection, visant au renversement de l'autocratie, à la convocation d'une Constituante. Les uns et les autres comprenaient la nécessité d'alignances politiques pour un prolétariat encore faible ; mais les menchéviks comptaient avant tout sur la bourgeoisie libérale, les bolchéviks sur les paysans sans terre.

Leurs polémiques se réfèrent souvent à la révolution de 1848 et les positions respectives sont définies par les dates : 1847 ou 1849 ? Autrement dit : veille ou lendemain de révolution ? Les bolchéviks se croyaient à la veille d'une poussée décisive (1847), les menchéviks au lendemain d'une demi-défaite (1849). Ceux-ci avaient hâte de travailler « à l'euro-péenne », ceux-là persistaient dans leur activité spécifiquement russe, c'est-à-dire commandée par les circonstances de temps et de lieu, selon leur interprétation.

Lénine voyait dans la révolution russe « deux guerres sociales distinctes et hétérogènes : l'une, au sein du régime autocrate-féodal actuel, l'autre au sein du futur régime bourgeois-démocratique ». Il fallait, pensait-il, mener de front une triple lutte : théorique, politique, économique. En vue de l'insurrection prochaine, il étudie alors et critique en détail les combats de décembre à Moscou, s'informe de l'utilisation des barricades, du rôle de l'artillerie, des nouveaux engins révélés par la guerre russo-japonaise (comme la grenade à main). Il rappelle le mot de Marx : « L'insurrection est un art », donc un art à apprendre, et il presse les ouvriers de former des groupes de trois, cinq ou dix volontaires, leur donne des instructions, des conseils.

« La bataille est proche », assure-t-il en s'illusionnant sur la proximité de la date. Il souligne la nécessité « de créer une organisation militaire à côté des soviets, pour les défendre, pour organiser l'insurrection sans laquelle resteraient impuissants tous les soviets et tous les élus des masses populaires ». Cette idée se réalisera, mais dix ans plus tard. Inlassable, il tient en haleine ses partisans : « Rappelons-nous que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, dans la mesure du possible, simultanée. Les masses doivent savoir qu'elles se lancent dans une lutte par les armes, sanglante, sans merci. Le mépris de la mort doit les pénétrer et assurer la victoire. Pousser l'offensive avec la plus grande énergie ; pour mot d'ordre, l'attaque, non la défense ; pour objectif, l'extermination implacable de l'ennemi... »

En attendant se posait d'abord la question prosaïque de la parti-

icipation au parlement. Le premier projet de Douma, boycotté par tous les partis révolutionnaires et démocratiques, n'aboutit à rien. Le second, basé sur un suffrage restreint et indirect, à trois degrés, fut mis en application. Les divers partis socialistes boycottèrent les élections, assurant la victoire des cadets (monarchistes constitutionnels). Les menchéviks, disposés à utiliser la campagne électorale, au moins aux deux premiers degrés, à leurs fins d'agitation et de propagande, n'avaient pas résisté au sentiment général, mais leur prépondérance était si forte au Caucase que cinq candidats social-démocrates y furent néanmoins élus. Les Géorgiens menaient déjà une politique autonome. Ainsi Jordania et ses compagnons devinrent le porte-parole de tout le Parti à la première Douma.

Le succès politique de Géorgie fit regretter aux menchéviks leur abstention et ils se mirent à préconiser résolument la participation aux élections. Lénine était d'accord avec eux. A Tammerfors, il n'avait admis le boycottage que sous la pression de la conférence. Staline a rapporté cet épisode dans un de ses discours :

« Les débats s'ouvrirent, les provinciaux menèrent l'attaque, les Sibériens, les Caucasiens, et quel n'est pas notre étonnement quand, à la fin de nos discours, Lénine intervient et déclare qu'il était d'avis de prendre part aux élections mais comprend s'être trompé et se range à l'opinion de la fraction. Nous étions stupéfaits. Cela produisit l'impression d'une décharge électrique. Nous lui fîmes une grandiose ovation. »

Lénine se laissait rarement influencer par ses suiveurs. Le cas pouvait se présenter, pourtant, si les renseignements locaux sur l'état d'esprit du peuple devaient former son jugement, à propos de tactique. En cette occasion comme dans la plupart, il eut à le regretter. « *Ce fut une erreur* », a-t-il écrit quinze ans après. Mais à l'époque, il refusa d'en convenir ; tout en conseillant de changer d'attitude en raison de conditions nouvelles, il justifiait le passé. Staline était parmi ceux qui incitèrent le Parti à commettre cette « erreur ».

Quand la Douma fut dissoute, Lénine sentit la nécessité de réagir avec vigueur contre la tendance au boycottage. A Stockholm, il avait indiqué son opinion en votant une proposition des menchéviks du Caucase de participer aux élections complémentaires, sans hésiter à se séparer de camarades comme Staline obstinés dans « l'erreur ». Sur ce thème, il allait écrire plusieurs articles persuasifs, puis livrer de sévères polémiques pour tenter de convaincre sa fraction, tant



il attachait d'importance à l'action légale, sans renoncer du reste au travail clandestin. Bien au contraire la conspiration, les menées souterraines, le terrorisme, les opérations armées les plus dangereuses prirent alors un développement sans exemple. Sur ce plan nouveau, Staline devait trouver l'emploi de ses dons naturels.

L'énergie révolutionnaire n'avait pas été brisée par la répression. Tandis que le pouvoir fusillait sans rémission les rebelles dans l'armée et dans la flotte, écrasait les émeutes à la campagne par de véritables expéditions punitives, les *droujiny* intrépides — détachements de combat issus des divers partis de révolution — poursuivaient leur action, d'autant plus hardie que le peuple donnait plus de signes de lassitude. De leur mission défensive initiale, les *boïéviki* (militants armés, francs-tireurs) passaient à l'attaque, suivant l'exemple des lanceurs de bombes caucasiens, des *bojowcy* polonais. Attentats meurtriers contre des policiers, des Cosaques, des agents gouvernementaux, expropriations à main armée de fonds publics ou privés commencèrent à se multiplier.

Les « expropriations », saisie par la force de sommes d'argent soit détenues par des banques, bureaux de poste, magasins d'État, soit transportées par trains-courriers ou fourgons, etc., mais à l'occasion aussi appartenant à des particuliers, devinrent une pratique fréquente en 1906 et 1907. Le mot, *ex* par abréviation, passa même dans la langue. En règle générale, de telles opérations n'allaient pas sans fusillade, donc sans victimes de part et d'autre. Mais les révolutionnaires, avec le bénéfice de l'initiative, de la surprise, de leur mobilité extrême, réussissaient le plus souvent à se tirer indemnes de ces agressions, embuscades et coups de main. Les gardiens de caisses, civils ou militaires, pris à l'improviste, succombaient nombreux dans cette guérilla. En revanche, les *boïéviki* prisonniers risquaient la potence pour banditisme.

Les expropriations avaient pour objet essentiel de fournir des ressources aux groupements révolutionnaires. Les petites *ex* servaient surtout à l'entretien des expropriateurs. Mais en se généralisant, le phénomène échappait de plus en plus au contrôle des organisations. Aux équipes volantes de combat se mêlaient des éléments troubles, non désintéressés, indisciplinés, opérant pour leur propre compte. Des signes de dégénérescence, crimes de droit commun, actes de terreur contre l'habitant, se répétèrent au grand discrédit du mouvement. Bandes et bandits, portés à rançonner la population plutôt qu'inquiéter les autorités, jetaient la suspicion sur la

« guerre de partisans ». Il devint difficile de distinguer entre les *ex* de toutes sortes et certaines formes de brigandage. Le parti social-démocrate ne pouvait passer outre à ce danger imprévu.

Au congrès de Stockholm, une résolution fut prise condamnant le vol, l'expropriation des biens particuliers et dépôts bancaires privés, les contributions forcées, la destruction d'édifices publics et de voies ferrées, mais admettant sur l'insistance des bolchéviks les confiscations de fonds du Trésor dans les localités où existerait un pouvoir révolutionnaire et sur son ordre. Car Lénine approuvait les *ex* tout en réprouvant, certes, leur « déviation apache » et pourvu que s'exerçât le contrôle du Parti sans défaillance. Le Congrès avait reconnu « la fatale nécessité d'une lutte active contre la terreur gouvernementale et les violences des *Cent-Noirs* », donc les actes visant à tuer l'ennemi, tout en prescrivant d'éviter « d'attenter à la propriété personnelle des citoyens paisibles ».

Ainsi la social-démocratie empruntait en partie leur tactique aux socialistes-révolutionnaires, lesquels avaient eux-mêmes renoncé à l'appliquer après le rescrit constitutionnel d'Octobre. Le congrès de Londres en 1903 avait pourtant voté une motion d'Axelrod contre les socialistes-révolutionnaires, dénonçant entre autres leurs procédés terroristes comme aventuriers. Deux ans plus tard, Plekhanov proposa de s'associer à leur action, de s'inspirer de leurs méthodes, mais il se heurtait à l'opposition irréductible de Martov. Les menchéviks, soucieux « d'eupéanisme », répugnaient à la violence systématique, aux attentats individuels. La tradition terroriste des *narodovoltsy* et de leurs descendants se prolongea et s'exacerba dans l'aile d'extrême-gauche du parti socialiste-révolutionnaire, dite *maximaliste*, qui devint une ligue indépendante, signalée par des exploits audacieux. Anarchistes et bolchéviks étaient leurs émules.

« ... C'est sous la raison sociale de « l'anarcho-communisme » qu'ont été commis chez des particuliers une grande partie de ces innombrables vols et brigandages qui, dans cette période de dépression, de défensive momentanée de la Révolution, se lèvent comme une vague fangeuse », a écrit Rosa Luxembourg. Assertion erronée car toutes les variétés de révolutionnaires fournirent leur contingent de *boïéviki* et d'expropriateurs. Au Caucase où dominait la social-démocratie, 1 150 actes terroristes ont été commis de 1904 à 1908, statistique publiée par Ph. Makharadzé; les socialistes-fédéralistes et les bolchéviks, peu nombreux mais très actifs, en



eurent leur large part. En Lettonie, le parti social-démocrate organisait méthodiquement des *ex* et délivrait des quittances. En Pologne, le parti socialiste de Pilsudski, rival des social-démocrates, agissait de même.

Les anarchistes avaient quelques groupes et cercles mais seulement dans un petit nombre de localités. « La patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine », dit Rosa Luxembourg en montrant que la révolution russe impliquait « une liquidation historique de l'anarchisme » ; mais sa formule sur l'anarchisme « enseigne idéologique de la canaille » est un excès de polémique sans valeur. Kropotkine, théoricien libertaire de l'expropriation générale de la bourgeoisie, de la mainmise sur les moyens de production par la collectivité (notamment dans ses *Paroles d'un révolté* et la *Conquête du pain*), désavoue les *ex* partielles et individuelles. Par contre, Lénine les admettait à certaines conditions. A Pétersbourg, un groupe anarchiste prêcha bien la terreur et le pillage des boutiques sous le nom « d'action directe » mais les bolchéviks n'avaient besoin d'aucune influence pour opérer à leur gré. Les accusations d'anarcho-blanquisme, expression très impropre venue des menchéviks, ne purent les détourner de leur façon d'agir.

Lénine en convenait, « ces procédés de lutte sociale ont été adoptés de préférence, et même presque exclusivement, par les éléments les plus misérables de la population, va-nu-pieds, *lumpenproletariat*, groupes anarchistes ». Mais cela lui paraissait inévitable dans l'époque donnée. « On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des bas-fonds, des gueux, des ivrognes. C'est vrai. Mais il faut en conclure seulement que ce moyen doit être subordonné à d'autres, employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. »

Le marxisme, écrivait-il en substance, admet les méthodes de lutte les plus variées, ne les *invente* pas mais les *généralise*, donne une expression consciente aux procédés surgis spontanément ; hostile aux recettes de doctrinaires, aux découvertes des « fabricants de systèmes » en chambre, le marxisme ne désavoue aucune forme de lutte et, loin de *faire la leçon* aux masses, *se met à leur école*. Or la guerre de partisans est née spontanément en réplique aux méfaits des *Cent-Noirs*, de l'armée, de la police. Tout ce qui est spontané est nécessaire, aurait pu dire Lénine pour se résumer.

Sous le couvert de cette justification théorique, et en dépit des

décisions prises à Stockholm, les bolchéviks s'efforcèrent à leurs risques et périls de tirer profit des circonstances, de l'initiative belliqueuse des *boïéviki* de leur bord, parfois de complicité avec ceux d'un autre camp. Leur fraction, organisée en pleine indépendance vis-à-vis des instances régulières du Parti, était dirigée secrètement par un *Centre bolchéviste* selon la conception de Lénine sur les révolutionnaires professionnels. Sous la direction occulte de la *troïka* (trio) Lénine-Krassine-Bogdanov, elle cherchait à se procurer le plus possible d'armes et d'argent.

Le « bureau technique » du Comité central à Pétersbourg pouvait fournir 150 bombes par jour ; des soldats, retour de Mandchourie, vendaient leurs fusils aux cheminots. Cela ne suffisait pas. Les besoins matériels étaient immenses pour une organisation de révolutionnaires professionnels qui se préparait à une insurrection prochaine. Les cotisations du Parti ne comptaient guère. Krassine et Gorki étaient les principaux pourvoyeurs de fonds, grâce à leurs relations dans la bourgeoisie libérale, les milieux littéraires et artistiques ; par leur intermédiaire, des capitalistes du textile, entre autres S. Morozov, donnèrent des subsides appréciables. Mais la *profession* de révolutionnaire étendue à un parti, tout au moins à ses cadres, exigeait bien davantage ; les *ex* apportèrent l'aliment principal à la caisse du *Centre bolchéviste*.

Krassine n'était pas seulement « ministre des Finances » de la fraction. C'est lui qui dirigeait la fabrication des explosifs, les achats et transports d'armes, les cours d'instructeurs *bombistes*, qui inspirait et ravitaillait l'équipe de combat du Caucase. Arrêté en Finlande, il échappa de justesse à la pendaison. En Allemagne, plus tard, au service de la firme Siemens-Schuckert comme ingénieur de haute qualification et au service illégal des bolchéviks comme conspirateur non moins qualifié, d'une énergie et d'un sang-froid à toute épreuve, il prit part aux entreprises dites les plus « délicates » pour assurer au Parti les ressources indispensables à l'activité souterraine insurrectionnelle. Bogdanov, l'écrivain, le philosophe, l'économiste, était mêlé de très près aux opérations des *boïéviki* de l'Oural. Lénine menait tout, de haut et de loin.

1906 fut une année mémorable d'*ex* et de terrorisme. A Moscou, un groupe de vingt socialistes-révolutionnaires force une banque (mars), emporte un butin de 875 000 roubles. A Douchet, province de Tiflis, six socialistes-fédéralistes déguisés en soldats saisissent (mars) 315 000 roubles que les bolchéviks confisquent par ruse.



En Pologne, les *bojowcy* de Pilsudski attaquent simultanément dans plusieurs villes les soldats et les policiers, en tuent par dizaines (août) ; la social-démocratie polonaise dut protester contre cet assassinat en série de simples recrues. De concert avec les *maximalistes*, le « bureau technique » bolchéviste de Pétersbourg contribue à faire sauter la villa du ministre Stolypine (août), puis à piller une voiture de la Banque d'État (octobre). Les *maximalistes* avaient fait une *ex* retentissante au détriment d'une société de crédit mutuel, à Pétersbourg, le coup fameux de *Fonarny péréoulouk* dont la presse parla longtemps. Le seul mois d'octobre vit 121 actes terroristes, 47 combats avec la police et 362 expropriations. En quatre mois, 2 118 représentants ou fonctionnaires du régime furent tués ou blessés, après plus de 2 000 en dix-huit mois. Le général-gendarme Spiridovitch signale le pillage de la Banque d'État à Helsingfors comme une « opération avec laquelle ne peut rivaliser que l'expropriation de Tiflis en 1907 ».

Toute la lumière n'est pas faite encore sur les dessous de ces exploits légendaires. Vingt ans plus tard, à la mort de Krassine, un des « anciens » du bolchévisme, l'ingénieur G. Krijanovski, écrira : « Même à présent, l'heure n'est pas venue de déchiffrer complètement le travail souterrain de Léonide Borissovitch... » Mais dans un autre article, après allusion à des typographies clandestines et à des travaux de sape sous la prison de Boutyrki, il parle à mots couverts des liens qui unissaient Krassine, alias Nikititch, au *boïévik* caucasien Kamo, célèbre par « le pillage d'une banque à Tiflis » et certaines « explosions expérimentales de bombes macédoniennes dans les rochers de Finlande ». Un historien communiste moins discret, M. Liadov, inscrit à l'actif de Krassine-Nikititch la création du laboratoire où les bolchéviks préparaient leurs divers explosifs : « Il suffit de dire que l'engin qui fit sauter la villa de Stolypine dans l'île Aptekarski et les bombes lancées *Fonarny péréoulouk* avaient été fabriquées sous la direction de Nikititch... Le même raconte aussi : « Les plans de toutes les expropriations organisées par ce dernier [Kamo] à Kvirilli, à la trésorerie de Douchet, sur la place d'Erivan, furent établis et concertés avec Nikititch ». L'affaire dite de la place d'Erivan ne fait qu'une avec celle de Tiflis dont il est question dans Spiridovitch comme d'un record.

En effet, l'*ex* de Tiflis, la plus « grandiose » selon l'expression consacrée, sorte de chef-d'œuvre du genre, éclipsa toutes les pré-

cédentes par l'ampleur dramatique et la perfection de la réussite. Ce sera le titre principal de Staline à la considération des dirigeants de la fraction. Militant provincial soumis aux directives du triumvirat mystérieux, révolutionnaire professionnel par excellence, incapable encore de s'élever dans la hiérarchie du Parti par la sélection intellectuelle mais prêt à tout pour servir sa cause en jouant un rôle grandissant, Koba avait trouvé des conditions propices à faire valoir la trempe de son acier.

Cependant, devant la dégénérescence évidente des *ex* en banditisme et l'aggravation des abus corrupteurs, un nouveau congrès général de la social-démocratie tenu à Londres en 1907, et où les bolchéviks furent cette fois en majorité, avait condamné catégoriquement comme désorganisatrice et démoralisatrice « toute participation ou aide aux opérations de partisans et aux expropriations », avait ordonné de dissoudre les équipes de combat reliées au Parti. Un grand nombre de bolchéviks, alarmés de la tournure que prenait la petite guerre civile, s'étaient séparés de Lénine en l'occurrence pour soutenir les menchéviks. Staline assista au congrès, avec voix consultative. Mais pour les révolutionnaires professionnels du bolchévisme, la discipline de fraction primait celle du Parti et les ordres de Lénine tenaient lieu de morale politique. Quelques jours après le retour en Russie des congressistes de Londres, l'affaire de Tiflis éclata, c'est le cas de le dire, comme une bombe.

« Tiflis, 26 juin.

« Aujourd'hui, dans le square Erivan, situé au milieu de la ville, et au moment où cette place fourmillait de monde, dix bombes ont été lancées les unes après les autres. Elles ont fait explosion avec une grande force.

« Entre chaque explosion, des coups de fusil et de revolver retentissaient. Les cheminées, les portes et les vitres ont été brisées ou se sont écroulées. La place est couverte de débris. Il y a eu de nombreux tués et blessés. Les autorités ont aussitôt obligé le public à s'éloigner et ont interdit l'accès de la scène de la catastrophe. »

Telle est la dépêche confuse (et fort mal écrite) parue le 27 juin 1907 dans le supplément du *Temps* et complétée le lendemain par ces quelques lignes encore imprécises :



« Le vol était le mobile de l'attentat d'Erivan dont nous avons rendu compte dans le *Petit Temps* d'hier. Les auteurs de l'attentat ont réussi à dérober 341 000 roubles dans une voiture du Trésor. »

Le *Novoïé Vrémia* des jours suivants rapportait l'affaire avec plus de détails mais incertains, mêlés de commentaires indignés contre les « héros de la bombe et du revolver » : huit bombes, suivies de coups de feu répétés, auraient été lancées des toits successivement sur deux « phaétons » escortés de Cosaques et transportant une forte somme à la Banque d'État (341 000 roubles, soit environ 170 000 dollars au pair, plus de 4 250 000 francs); on comptait trois tués et plus de cinquante blessés, soldats ou passants inoffensifs, car l'affluence était grande à 10 h. 45 du matin; il s'ensuivit une panique indescriptible, accentuée par le fracas des glaces de magasins et des vitres d'alentour volant en éclats; la foule se réfugiait dans les boutiques dont on ferma précipitamment les devantures; deux voitures suspectes avaient été remarquées, l'une occupée par deux femmes, l'autre par « un individu habillé en officier »; les agresseurs, peut-être au nombre de cinquante, avaient disparu sans laisser de traces... « Il se passe vraiment le diable sait quoi », gémissait le *Novoïé Vrémia* sur « ce pillage d'une témérité inouïe ». Bientôt, la police communiquait dans tous les pays les lettres et chiffres des billets de 500 roubles « expropriés ».

Effectivement, deux femmes avaient participé au coup, deux camarades du parti social-démocrate : Patsia Goldava et Annette Soulamlidzé. Et le pseudo-officier était bien le chef de l'équipe des *boïéviki* en personne, Ter-Pétrossian dit Kamo, le sous-chef plutôt, car la direction régionale des opérations revenait à Staline, lui-même aux ordres de la *troïka* suprême.

Il faut connaître la vie extraordinaire d'un Kamo pour comprendre quels dévouements inappréciables ont fait la force des bolchéviks tenus en mains par un Lénine. Natif de Gori, comme Staline dont il devint le fidèle auxiliaire et qui lui donna son surnom, fils d'Arméniens, Simon Ter-Petrossian (familièrement, Senko) a pu être comparé par un historien communiste à Rob-Roy, le héros médiéval de Walter Scott, et par un publiciste contre-révolutionnaire à Rocambole.

Avant la révolution, il servait la social-démocratie en assumant les plus rebutantes besognes, les missions les plus difficiles et périlleuses. Arrêté, évadé, insurgé, capturé puis tourmenté par les Co-

saques dont l'un voulait lui trancher le nez, obligé de creuser lui-même sa tombe et deux fois hissé à la potence, emprisonné, libéré par stratagème, traqué sans relâche, il conspire sans trêve et s'engage un des premiers dans la guerre de partisans. En décembre 1906, il participe à la fructueuse expropriation de Kvirilli, organise des *droujiny* de combat, part sur les instances de Lénine pour les Balkans acheter des armes, échoue et, après maintes tribulations, rentre au Caucase où il forme une redoutable équipe de *boïéviki*.

Dans les forêts et dans la montagne se cachaient alors des groupes de « frères des bois » révoltés, sans idées ni principes, dangereux à rencontrer sur la route. L'époque favorisait une reviviscence des vieilles traditions caucasiennes de brigandage. Kamo recrute parmi ces *oullars* et insuffle à ses hommes son esprit révolutionnaire, les dresse, les discipline. Il vit lui-même avec 50 copecs par jour et ne leur donne pas davantage. Pourtant, l'ex de Koutaïs en 1907 rapporte 15 000 roubles... Mais la « technique » est encore médiocre. Kamo, déguisé en officier, se rend en Finlande auprès de Lénine et Krassine, rapporte à Tiflis des armes et des explosifs. « Presque tous les coups de main de notre fameux Kamo... étaient préparés et réalisés sous la direction de Krassine », lit-on dans un recueil dédié à la mémoire de ce dernier; « Le meilleur espion du Tsar aurait eu peine à associer la physionomie de Krassine avec une amitié pour le hardi et fameux révolutionnaire caucasien Kamo. »

A son retour en Géorgie, une tentative est faite pour procurer d'emblée une forte somme au *Centre bolchéviste*. Le coup avorte, Kamo étant grièvement blessé par la déflagration d'une bombe, l'œil gauche quasi perdu. Mais en quelques semaines, l'infatigable lutteur est debout, entreprend une nouvelle expédition qui commence bien et finit mal, par suite de la défaillance d'un complice. « Profondément désolés, les camarades revinrent à Tiflis, — relate la femme de Kamo; — les bombes ne pouvaient servir que deux ou trois jours...; il fallait en faire usage immédiatement ou renoncer pour de longs mois à l'action pratique... Heureusement, le soir même, une communication annonça pour le lendemain le transfert de 250 000 roubles à la Banque d'État... »

Le jour suivant, écrit S. Medvediéva-Ter-Pétrossian dont le récit mérite d'être reproduit, allégé des détails superflus, le caissier K. et le comptable G., accompagnés de deux gardiens et cinq Cosaques, se dirigeaient vers la banque, portant 250 000 roubles (?). « Devant



rivée des soldats, — tel fut le mouvement naturel de Kamo et, se soulevant de son siège, tirant des coups de revolver, proférant des cris et des jurons comme un vrai capitaine, il poussa le cheval vers la rue V... Et là, il se heurta par hasard à Datiko. L'argent fut porté chez Mikha Botcharidzé, d'où, caché dans un divan, on le transporta en lieu absolument sûr, le cabinet du directeur de l'observatoire.

« Quand les soldats eurent cerné la place, ils ne trouvèrent personne. Tous les participants évitèrent heureusement l'arrestation. Seuls, des complices indirects, changeant les billets à l'étranger, furent découverts avec de petites sommes, mais les gouvernements refusèrent de les livrer. »

Cette version, authentifiée par le visa du parti bolchéviste, complète et rectifie la précédente mais pourrait être aussi revue et corrigée. Il en existe une autre d'un participant de l'expropriation, Dzvali, dans un livre de Bibineichvili sur Kamo, avec un rapport de police et la déposition d'un témoin : plusieurs allégations ne concordent pas entre elles et les noms propres ne sont pas toujours identiques. Il est peu vraisemblable qu'une telle machination ait été improvisée en quelques heures et les indications manquent sur le rôle personnel de Staline, comme sur la part de son « collègue » alors nouvellement apparu : Sergo Ordjonikidzé. Faisant allusion à cette célèbre affaire, Trotski admet qu'elle « fait honneur à la fermeté révolutionnaire de Staline » mais, tout en demandant pourquoi le fait est absent des biographies officielles du personnage, il donne lui-même la réponse : Staline aurait montré en la circonstance son peu de sens politique car les *ex*, compatibles avec une offensive de masse, dégénèrent en aventurisme dans une période de recul. Si la critique était fondée, c'est Lénine qu'elle atteindrait, non un sous-ordre. En outre, si les besoins d'argent du Parti ou d'une fraction justifient de pareilles méthodes, les considérations rétrospectives à vingt ans d'intervalle sur le flux et le reflux de la révolution ne sont guère convaincantes.

La fin de l'histoire se trouve dans un article de Martov : *Le Mystérieux inconnu*. Au début de 1908, Kamo arrêté à Berlin sous le nom de Mirski réussit à éviter l'extradition en simulant la démission. En même temps, à Paris, la police arrêtait Litvinov détenteur d'une assez forte quantité de billets de 500 roubles provenant de l'*ex* de Tiflis. Plusieurs autres bolchéviks se firent prendre à



Munich, à Stockholm, à Genève, en essayant de changer de ces billets ; parmi eux, Sémachko et Olga Ravitch.

Les menchéviks exigèrent une enquête impartiale et le Comité central, que dirigeait alors Lénine, en chargea une commission présidée par Tchitchérine. Celui-ci, menant énergiquement l'instruction, établit que Kamo préparait à Berlin le pillage de la banque Mendelssohn dont il devait faire sauter les coffres. De plus, Tchitchérine apprit par la même occasion que les bolchéviks avaient fait une importante commande de papier spécial, propre à la fabrication de billets de banque ; une certaine quantité en était déjà envoyée par le service d'expédition du *Vorwaerts* à Kuokkola (Finlande) où vivaient clandestinement Lénine et Zinoviev. Bien entendu, on ignorait au *Vorwaerts* le contenu des paquets. Le fournisseur du papier reconnu en Krassine son client, d'après des photographies. Lénine mit un terme à ces découvertes en faisant décider par le Comité central de transmettre l'affaire à son « Bureau pour l'étranger ». Mais le Comité de Transcaucasie, ayant mené jusqu'au bout ses investigations pour son propre compte, décida d'exclure du Parti tous les auteurs du coup de Tiflis, y compris Staline. (Aucun nom n'était prononcé en public, pour ne pas donner d'indication à la police ; le même scrupule interdisait de parler ouvertement de la fausse monnaie.)

Kamo eut pour compagnon d'armes un *boïévik* remarquable, Alipi Tsintsadzé (familièrement, Koté). Celui-ci, en prison lors du grand exploit, n'y put prendre part. Mais il en avait bien d'autres à son actif. Ses mémoires sur cette époque ne sont pas sans intérêt :

« Après la défaite de la révolution, une ère de sombre réaction commença au début de 1906. Le camarade Arsène Djordjiachvili reçut mission de tuer le général Griaznov, terrible réactionnaire chargé par le gouvernement d'écraser le mouvement révolutionnaire en Géorgie. L'exécution de l'acte terroriste traînait. Koba-Staline me fit venir et dit : « Si dans la semaine Djordjiachvili ne » met pas à exécution le meurtre de Griaznov, nous t'en chargeons et il te faudra, à cette fin, grouper quelques terroristes sélectionnés. » Mais Djordjiachvili remplit sa mission. »

Ces lignes révèlent assez la nature des occupations de Staline et aident à définir son rôle : il n'opérait pas lui-même, préférant diriger les bras qui frappaient. Tsintsadzé poursuit en ces termes :

« A ce moment, les deux fractions travaillaient dans la même

organisation et se préparaient pour le congrès d'unité de Stockholm. Sauf ceux de Bakou, l'écrasante majorité des délégués de Transcaucasie était formée de menchéviks. Après le congrès, il devint clair que nous, bolchéviks, ne pouvions cohabiter dans une même organisation avec les menchéviks. Je décidai quant à moi de créer un cercle purement bolchéviste pour exproprier des fonds du Trésor. Nos camarades avancés, et particulièrement Koba-Staline, approuvèrent mon initiative. Au milieu de novembre 1906, le cercle d'expropriateurs était organisé et, sur l'embranchement de Tchiatouri, nous tombâmes sur un wagon-poste, primes 21 000 roubles dont 15 000 furent transmis à la fraction des bolchéviks, le reste à notre groupe pour entreprendre une série d'expropriations ultérieures... »

La ligne de conduite de Staline se dessine donc peu à peu : tantôt laisser faire pour exploiter le résultat heureux sans être compromis par un insuccès, tantôt inciter à faire sans s'exposer directement, en principe se tenir dans l'ombre, ne pas prendre formellement de responsabilités, assumer une certaine autorité effective par délégation de pouvoir entre le sommet et la base de l'organisation. Certes, le courage physique ne lui fait pas défaut mais mieux vaut vivre pour la révolution que mourir pour elle.

Quant à Kamo, il n'était pas au bout de ses peines. On doit au moins retracer en quelques lignes son histoire incroyable, non pour l'intérêt romanesque mais comme intimement associée à la carrière politique de Staline. De plus, cette vie d'insurgé illustre le caractère très spécifique de l'action révolutionnaire en Russie : aucun autre parti de l'Internationale socialiste n'aurait pu présenter un type de révolté de cette espèce. Tout parallèle entre ce révolutionnaire professionnel de l'école léninienne et n'importe quel social-démocrate européen, travailliste anglo-saxon ou syndicaliste de pays latin suffit à mettre en violent contraste les milieux sociaux et les situations historiques. Certes, il s'agit d'un Arménien de Géorgie, mais on a vu des hommes de même sorte à Pétersbourg et à Moscou, en Pologne et dans l'Oural.

Réfugié à Berlin, puis dénoncé par un des principaux militants bolchévistes, Jitomirski, agent de l'*Okhrana*, Kamo est arrêté à la suite d'une perquisition ; la police découvre chez lui des explosifs et un appareil électrique « identifié comme étant une machine infernale ». Incarcéré à Alt Moabit, ne parlant pas l'allemand et faisant semblant de mal comprendre le russe, défendu avec zèle



et, en septembre 1912, c'est le coup manqué de la route de Kodjor. Batchoua Koupriachvili et Koté Tsintsadzé, excellents tireurs, couvrent la retraite en abattant sept Cosaques, mais en vain : les *boïéviki* sont pris. Emprisonné une fois de plus à la forteresse de Metekh, Kamo est frappé de quatre condamnations à mort.

Tsintsadzé, son voisin de cellule, réussit à lui faire passer un billet dans une lampe et reçoit cette réponse : « Ai deviné, trouvé la lettre, résigné à la mort, suis absolument calme. Sur ma tombe devrait avoir déjà poussé une herbe de trois saïènes. On ne peut pas toujours éviter la mort. Il faut bien mourir un jour. Mais je tenterai encore ma chance. Essaie n'importe quoi pour fuir. Peut-être encore une fois ferons-nous la nique à nos ennemis. Je suis chargé de fers. Fais ce que tu veux. Je suis prêt à tout. » Le plan est irréalisable, Kamo est perdu. Mais le procureur se prend de sympathie pour l'étonnant condamné, fait traîner en longueur les formalités et gagne du temps jusqu'au tricentenaire de la dynastie des Romanov. Manifeste impérial, commutation des peines de mort en vingt ans de bagne... Un régime pénitentiaire horrible tue lentement le martyr des finances du bolchévisme. En 1917, la révolution le sauve, le ressuscite, le rend à une activité nouvelle...

On imagine mal un tel homme dans notre Occident industriel et l'on aura peine à le prendre pour un contemporain. L'allusion du vieux bolchévik Lépéchiniski à un héros médiéval n'est pas fortuite. Le peuple russe, écrivait A. Leroy-Beaulieu, « a eu beau être visité par Diderot, il a beau posséder la bibliothèque de Voltaire, il en est encore à l'âge théologique... Pour la grande masse de la nation, le moyen âge dure toujours. » L'inaltérable ferveur d'un Kamo, son élan de sacrifice, sa résignation dans la souffrance et devant la mort procèdent d'un mysticisme évidemment anachronique par rapport au rationalisme de pays plus évolués, quelque opinion qu'on en ait. Rien de « marxiste » n'entre dans les mobiles de cette ardeur inextinguible. ?

Une mentalité religieuse caractérise aussi le petit groupe bolchéviste de Tiflis dont Kamo était l'âme, à dessein séparé du Parti pour la forme après le congrès de Stockholm qui interdit les expropriations. Des socialistes russes le font encore revivre dans son cadre et son atmosphère, en évoquant leurs souvenirs. Dans la ville en état de siège, aux rues sillonnées jour et nuit de patrouilles, sous la menace continuelle des perquisitions et des raids de police, les ?



sept camarades vivaient en communauté, comme un « noyau » à part, mais gardaient les relations personnelles avec la social-démocratie. Leur logis ouvert à tout venant, dans une maison géorgienne typique où portes et fenêtres donnent sur un long balcon commun, comprenait deux pièces au mobilier primitif, les hommes occupant la plus grande, les deux femmes la petite. Ils avaient une instruction socialiste très rudimentaire, plusieurs ne lisaient que rarement, mais leur dévouement à la cause était sans bornes. Lénine, incarnation du Parti à leurs yeux, leur inspirait un véritable culte et ils brûlaient du désir de se signaler par quelque service éclatant. D'une grande bonté dans les rapports de camaraderie, ils pouvaient devenir féroces quand ils croyaient en jeu l'intérêt du Parti. Une vie matérielle misérable minait leur corps : ceux qui ont survécu à la répression moururent de tuberculose.

Les critères moraux d'autres milieux ou d'autres temps ne sont pas toujours valables pour apprécier terroristes et expropriateurs, dont les méthodes ne pourraient s'implanter dans un État moderne. Le chèque barré, le virement bancaire, en se généralisant, et les instruments de coercition d'un gouvernement fort, en se perfectionnant, éliminent pour une grande part le sanglant pittoresque du *modus operandi* des pays agraires. La barbarie du tsarisme engendrait la cruauté des oppositions. Sous le despotisme russo-asiatique, la lueur des explosions annonce l'embrasement révolutionnaire inéluctable. Un roman de Léonide Andréiev, *Sachka Jégouliov*, reflète la sympathie de la société cultivée envers les *boïéviki* vengeurs. La violence répondait à la violence, la fin espérée de tout un peuple semblait justifier tous les moyens. On s'explique mal le soin de Staline à effacer tout signe de ses responsabilités dans les *ex*, à moins d'en trouver la raison dans un tardif scrupule d'avoir sacrifié la vie des camarades en se tenant à distance. Pilsudski ne rougit pas de son rôle à la tête de la *bojowka* polonaise, lui qui trempa directement dans le terrorisme l'arme au poing.

« L'organisation de combat » du parti socialiste polonais exécuta une centaine d'*ex*, petites et grandes ; Rogow, Mazowieck, Bezdany rappellent les coups les plus importants. Le dernier seul fut réalisé avec le concours personnel de Pilsudski, la règle de la *bojowka* imposant à chaque membre au moins un acte à main armée. L'affaire eut lieu dans la nuit du 27 septembre 1908, sur la ligne Pétersbourg-Varsovie, à la petite station de Bezdany où l'équipe des *bojowcy* coupa les fils du téléphone et du télégraphe, s'empara



teur, et pour cause. Staline ne prétendait pas alors à la moindre place de théoricien ni d'écrivain. Ses visées plus modestes l'incitaient seulement à prendre en mains le groupe bolchéviste de Bakou, hors de Géorgie où il sentait ne pouvoir gagner un pouce de terrain. De plus, l'exclusion du Parti était inévitable à Tiflis, après un aussi retentissant défi à une décision de congrès ; la prudence conseillait de prendre les devants, de changer de champ d'action. Bakou s'offrait comme le plus voisin, avec des perspectives chaque jour étendues.

La cité noire du pétrole, ancienne ville perso-tatare, croissait « à l'américaine », de 14 000 habitants en 1865 à 112 000 au recensement de 1897 (de nos jours, environ 450 000). Par une curieuse juxtaposition, elle avait conservé ses mosquées et ses minarets, son vaste bazar oriental, son labyrinthe de ruelles sordides où s'entassait la population musulmane, son temple des « adorateurs du feu » gardé par un Guèbre... Les puits de naphte, qui produisaient 340 000 pouds en 1862, en donnaient déjà 636 000 000 en 1902 et attiraient un prolétariat misérable et illettré, mélange de Turcs, de Persans, d'Arméniens, de Russes, sur lequel les deux groupes social-démocrates antagonistes se disputaient l'influence.

Après le départ de Krassine, puis de Knouniantz qui allait passer aux menchéviks, les militants les plus en vue de la fraction léniniste étaient S. Chaoumian et P. Djaparidzé. Ce dernier (à ne pas confondre avec son homonyme prénommé Artchil, député à la Douma) se consacrait à l'action syndicale. Staline, en rivalité avec Chaoumian pour la prééminence dans le Parti, entreprit de l'évincer. Bientôt, les deux hommes furent à couteaux tirés. « Entre eux commença une longue lutte, poussée si loin que les ouvriers de Bakou en vinrent à soupçonner Djougachvili d'avoir dénoncé Chaoumian à la police et voulurent le déférer à un tribunal du Parti ; l'arrestation le sauva, puis l'exil en Sibérie » : cet épisode connu d'anciens militants et relaté dans l'article de *Brzolis Khma* déjà cité n'a jamais été éclairci. Un doute subsiste sur la chronologie. Mais qu'une arrestation de Chaoumian ait été expliquée dans les sphères du Parti par une dénonciation anonyme, et celle-ci attribuée à Staline, c'est un fait.

Il n'y a pas de preuves pour le justifier, de telles preuves n'existent pour ainsi dire jamais. Mais a-t-on assez de présomptions pour étayer le terrible soupçon ? A cet égard, une conviction se dégagera peut-être de l'accumulation des indices. Ce qui est sûr, et significatif,



c'est que les propres camarades de Staline l'ont cru capable de livrer un frère d'armes pour se débarrasser d'un concurrent. Pour la deuxième fois, il est accusé d'intrigues et d'avidité de pouvoir et l'accusation ne vient pas de l'ennemi, elle s'élève des rangs mêmes de son parti, de sa fraction. Méritée ou non, la réputation s'établit.

A cette époque aussi se rapporte un ordre de pratiques très spéciales dont on ne parle qu'à mots couverts parmi les bolchéviks, sans trop préciser : les manœuvres d'extorsion de fonds (*vymogatelstvo*) par divers modes de pression sur les industriels du naphte, toujours afin d'alimenter la caisse de l'organisation. Il serait prématuré de vouloir tirer au clair certains récits colportés par ceux qui ont fréquenté Staline à Bakou, entre autres relatifs à l'écoulement de la fausse monnaie dite de Sakvarelidzé : les noter même sans prononcer de noms serait déceler les sources et mettre en question la liberté des indiscrets. Le silence imposé aux anciens compagnons de travail, de prison ou d'exil de Staline est d'ailleurs assez éloquent, dans un pays où l'on publie sans retenue les mémoires les plus fastidieux.

Les textes mêmes de Koba sont systématiquement supprimés. Trotski l'a constaté : « Pour toute la période de réaction 1907-1911, nous ne trouvons pas un document — article, lettre, résolution — où Staline ait formulé son jugement sur la situation et les perspectives. Il est impossible qu'il n'existe pas de tels documents. Il est impossible qu'ils ne se soient pas conservés, fût-ce aux archives du Département de la police. Pourquoi ne les public-t-on pas? »

Mais un témoignage du plus vif intérêt a pu être produit à l'étranger sur le Staline d'alors par un socialiste-révolutionnaire, Verechtchak, qui a présidé le Soviet des Soldats de la garnison à Tiflis. Quelle en est la valeur? Simon Verechtchak jouit d'une parfaite réputation morale dans les divers milieux révolutionnaires ; les bolchéviks eux-mêmes lui ont donné un poids incontestable en reproduisant, mais à leur façon, ses souvenirs dans la *Pravda*, organe officiel du Parti. Sous le titre : *Certifié conforme!* et, fait exceptionnel, en deux circonstances, les 7 février 1928 et 20 décembre 1929, ce journal publiait un « feuilleton » de Demian Biedny, proche ami de Staline, où des extraits de Verechtchak alternent avec un commentaire rimé de l'écrivain bolchéviste. *Certifié conforme*, dit la *Pravda*, pour souligner et confirmer les passages qui lui paraissent

de nature à fortifier le prestige de son maître. Mais la simple confrontation des textes révèle un découpage habile et trompeur, donnant du témoignage en question une idée inexacte. Il suffit de se reporter à la source pour rétablir la vérité et faire plus intime connaissance avec le Staline original.

Celui-ci avait été arrêté en mars 1908, après Chaoumian, puis incarcéré à la prison de Baïlov, avant d'être exilé pour deux ans sous surveillance dans la province de Vologda, au nord de Moscou. Il passa huit mois dans cette prison où Verechtchak le vit de près. La prison est un lieu particulièrement favorable pour observer et apprécier les individus, sous bien des rapports. Dans celle de Bakou, destinée à 400 détenus mais alors peuplée de plus de 1 500, les « politiques » avaient leur coopérative et un *doyen* assisté d'une commission paritaire d'admission où bolchéviks, menchéviks et socialistes-révolutionnaires étaient représentés, et dont Verechtchak faisait partie. En cette qualité, il put recueillir sur Staline des éléments de biographie qui donnent à tout le moins un reflet de l'opinion ambiante. La discrimination est facile entre les données de fait et les commentaires.

D'après Verechtchak, le jeune Djougachvili avait été exclu du séminaire comme membre et meneur d'un cercle socialiste clandestin : « Ses camarades de cercle racontent que bientôt après son exclusion, ils furent presque tous exclus à leur tour. Au bout de quelque temps, on apprit que les exclusions résultaient d'une dénonciation faite par Staline au recteur. Dans ses explications avec les camarades, il ne nia pas le procédé, le justifia en disant que les exclus, perdant leur droit à la prêtrise, deviendraient de bons révolutionnaires. » Le parallèle s'impose entre les deux dénonciations, car Verechtchak ignore l'affaire Chaoumian dont il ne souffle mot. S'il s'agit d'une coïncidence d'erreurs, elle est troublante.

Emprisonné, Staline est admis sans difficulté à la coopérative des politiques. La prison, dit Verechtchak, « était une école révolutionnaire de propagande et de combat. Parmi les dirigeants des réunions et des cercles se montra Koba, comme marxiste ». Le nouveau venu était sobre de paroles, peu communicatif. « Alors que les politiques s'efforçaient de ne pas fréquenter les criminels de droit commun et mettaient spécialement en garde les jeunes, on pouvait toujours voir Koba dans la société des assassins, des maîtres-chanteurs, des pillards... Lui en imposaient toujours les gens d'une réelle « affaire ». La politique, il la considérait comme une « affaire »,



qu'il faut savoir « faire » et « parfaire ». Pour compagnons de cellule, il avait les faux-monnayeurs de l'affaire des billets de 500 roubles, Sakvarelidzé et son frère Nico, alors bolchévik. »

Le narrateur présente Staline comme un amateur de controverses dûment organisées : « La question agraire notamment suscitait de chaudes discussions, allant parfois jusqu'aux coups. Je n'oublierai jamais un « débat agraire » de Koba où son camarade Sergo Ordjonikidzé... flanqua en conclusion un coup de poing au visage du co-rapporteur, le socialiste-révolutionnaire Pila Kartsevadzé, ce qui lui valut d'être durement rossé par les socialistes-révolutionnaires. »

« L'extérieur de Koba et sa grossièreté polémique rendaient ses interventions pénibles. Ses discours étaient dépourvus d'esprit et d'une forme sèche. Ce qui étonnait toujours, c'était sa mémoire mécanisée... » Il était toujours prêt à citer Marx, ce qui impressionnait les jeunes et les ignorants. A l'échelle de la Transcaucasie, il semblait une sorte de Lénine local... « Son manque exceptionnel de principes et sa ruse pratique en firent un tacticien dirigeant ». Il haïssait les menchéviks auxquels il n'était pas capable de répondre : « *Contre eux, tous les moyens sont bons* », disait-il.

« Alors que toute la prison se ressentait nerveusement d'une exécution capitale nocturne, Koba dormait ou récitait tranquillement de l'esperanto, langue future de l'Internationale, croyait-il. Quant à la solidarité entre prisonniers, il ne proposa jamais de mesures de protestation mais jamais ne s'éleva contre les mesures les plus extrêmes, voire absurdes... Il n'était pas instigateur mais soutenait toujours activement les instigateurs. Cela en faisait un bon camarade aux yeux des prisonniers ». Un jour (Verechtchak se trompe ici certainement sur la date), le quartier politique fut roué de coups par une compagnie de soldats : « Koba marcha sous les coups de crosse sans baisser la tête, un livre dans les mains ». C'est cette phrase qui a valu au récit les honneurs de la *Pravda*.

Autre trait, « expliquant peut-être en partie pourquoi Staline resta longtemps inconnu : sa capacité de pousser en cachette les autres à agir tout en se tenant soi-même de côté ». Confirmation remarquable de sa conduite dans les expropriations. Une fois, un jeune Géorgien fut cruellement assommé dans un couloir de la prison, par suite d'une rumeur l'accusant de provocation ; on emporta le corps ensanglanté sur un brancard ; après quoi il s'avéra qu'on ne savait rien, ni de la victime, ni de l'accusation : « Longtemps après, il devint clair que la rumeur était partie de Koba ». Comment ne pas

penser aux deux précédentes dénonciations anonymes, en présence de la troisième ?

Une autre fois, dans l'escalier du quartier politique, l'ex-bolchévik Mitka G... tua d'un coup de couteau un jeune ouvrier, le tenant pour espion mais sans le connaître. Or l'exécution d'un traître ou d'un mouchard n'a jamais été admise dans les milieux révolutionnaires sur l'initiative individuelle ; une responsabilité collective est de rigueur. L'affaire resta longtemps obscure : « Enfin, Mitka laissa échapper qu'il croyait avoir été induit en erreur. *L'instigation venait de Koba* ». Quatrième fait du même ordre, ne laissant pas révoquer en doute les remarques suivantes de Verechtchak, confirmées d'ailleurs par d'autres constatations :

« Cette aptitude à frapper secrètement par les mains d'autrui tout en passant inaperçu fit de Koba un combineur astucieux qui ne répugnait à aucun moyen et esquivait toute reddition de comptes, toute responsabilité. Cette nature de Staline apparaît dans le caractère de toutes ses « affaires ». Dans l'organisation des faux-monnayeurs écoulant les billets de 500 roubles, dans les retentissants pillages de caisses du Trésor, la main de Koba se faisait sentir : mais jamais il ne fut impliqué dans les poursuites, bien que faux-monnayeurs et expropriateurs fussent emprisonnés avec lui. Par surcroît, il vitupérait de la plus insolente manière les socialistes-révolutionnaires pour leur action terroriste et expropriatrice. »

Telles sont les données subjectives essentielles que la *Pravda* eut l'imprudence de « certifier conformes » sous la chirurgie de sa censure, tout en remerciant l'auteur d'avoir « tracé malgré lui le vivant portrait, cependant encore faible, d'un vrai bolchévik ». Loin de contredire aux observations déjà faites, elles les complètent et les renforcent. De l'ensemble se dégagent assez de caractéristiques : une « volonté de puissance » disproportionnée à la volonté de connaissance, réduisant presque l'acception nietzschéenne au terme ultime de la série des besoins, le « pratique » sans l'analytique ni le synthétique ni l'esthétique, et servant le révolutionnarisme instinctif d'un individu qui n'a pas trouvé place dans son milieu (l'esprit de révolte n'exprimant pas toujours un concept d'humanité supérieur ni d'organisation rationnelle de la société) ; un réalisme étroit mais efficace à la mesure d'un horizon restreint, allant de pair avec le manque de sens théorique et d'idées générales, — héritage peut-être de mentalité paysanne ; une formation religieuse recouverte d'une contrefaçon de marxisme en formules élémentaires



appries par cœur comme les versets du catéchisme ; une dextérité orientale dans l'intrigue, l'absence de scrupules, l'insensibilité dans les rapports personnels, le mépris des hommes et de la vie humaine. Koba, révolutionnaire de plus en plus professionnel, se sent dur et froid comme l'acier dont il va faire son nom définitif.

En juillet 1909, il s'échappe de Solvytchegodsk, province de Vologda, son domicile forcé, et se cache à Pétersbourg chez l'intendant du régiment des cavaliers-gardes, Savtchenko. La fuite était facile aux exilés de cette catégorie, astreints seulement au séjour obligatoire dans une localité fixée et au contrôle administratif périodique. Un mois après, il retourne à Bakou, reprend sa vie de termites politique jusqu'en mars 1910 où il est arrêté de nouveau et, après quelques mois de prison, renvoyé à Solvytchegodsk pour cinq ans. Là, dans cette région forestière peu habitée mais où les exilés sont nombreux, « il participe à la création d'une organisation social-démocrate, fait des conférences, travaille à la formation de propagandistes », à en croire l'ouvrage de V. Nevski. En fait, on ne sait rien de son existence en exil et le résumé vague du dictionnaire ne supplée pas aux sources directes. Un dossier de police ayant figuré dans une exposition à Veliki-Oustioug note à son avantage, sous la rubrique *conduite* : « grossier, insolent, irrespectueux envers les autorités ».

La période de son activité au Caucase est terminée ; l'exclusion du Parti le refoulait de Géorgie comme militant et le sol devenait brûlant à Bakou. Que restait-il après lui dans cette ville ? « Une citadelle du bolchévisme », répond sa biographie officielle. Contre-vérité flagrante car la pseudo-citadelle disparut rapidement dans une fusion avec les menchéviks. Il fallut une autre révolution pour reconstituer à Bakou un groupe bolchéviste.

Au printemps de 1911, Koba s'enfuit de nouveau, se rend à Pétersbourg, vit sous le nom d'Ivanov, passe les nuits chez son compatriote Todria mais, le 10 septembre de la même année, il est arrêté à l'hôtel, subit plusieurs semaines de prison, est exilé pour la troisième fois et pour trois ans à Solvytchegodsk. Peu de temps après, il s'échappe encore ; à la fin de 1911, il retourne dans la capitale. Les biographies officielles ne concordent pas dans le détail mais ni les erreurs, ni les contradictions, ne valent d'être relevées ou rectifiées. Il faut remarquer simplement la légèreté relative des condamnations et le laisser-aller dans la surveillance, signifiant que la police ne tenait pas encore Staline pour une personnalité très inquié-

tante. Les révolutionnaires dits « dangereux » étaient plus durement frappés et mieux gardés.

En février 1912, une décision prise à l'étranger en petit comité fait Koba membre du Comité central du Parti. Par quel paradoxe un exclu pouvait-il accéder si brusquement à l'instance supérieure de l'organisation ? C'est qu'à ce moment, il n'y avait plus un parti social-démocrate, mais deux. Les appréhensions de Trotski se vérifiaient, une nouvelle scission sépare désormais et oppose violemment les « frères ennemis » dépourvus de toute fraternité. Lénine a rassemblé ses révolutionnaires professionnels et choisi parmi eux les plus sûrs, les plus fermes pour constituer son « cercle de dirigeants clandestins ». Staline répond à ses exigences. Les deux partis n'ont pas encore de frontières définitives et bien des social-démocrates passeront de l'un à l'autre mais bolchévisme et menchévisme se cristallisent en corps de doctrines inconciliables.

\* \* \*

Au lendemain du congrès de Londres, la *Douma rouge* avait été dissoute, la Constitution bafouée, les députés de la fraction social-démocrate emprisonnés et déportés, Tseretelli en tête. On peut considérer ce « coup d'État » de juin 1907 comme indiquant la fin de la phase révolutionnaire. Aucune protestation n'y répond dans le pays. Lénine, naguère tenace à maintenir le soulèvement armé à l'ordre du jour, n'espère plus voir s'unir à bref délai les trois courants distincts des ouvriers, des paysans, des soldats, en insurrection victorieuse et se rend à l'évidence : la réaction est générale et profonde, se généralise et s'approfondit. Les masses populaires, reconnaît-il, sont apeurées, apathiques. Tous les partis socialistes s'épuisent, désorganisés, désemparés. La répression précipite le déclin du mouvement ouvrier : journaux supprimés, imprimeries fermées, syndicats professionnels interdits, persécutés. La social-démocratie n'est pas la moins atteinte : « On peut hardiment déclarer qu'en cette période pénible, le Parti comme « tout » n'existait plus », avoue Zinoviev.

L'ancien régime jouit alors d'un répit que la situation internationale favorise. Dans le jeu des alliances européennes, la Russie impériale représente un élément appréciable et d'ailleurs surévalué, malgré la guerre malheureuse d'Extrême-Orient. Les avances financières du capital français, sourd aux avertissements du Soviet de



Pétersbourg et du Manifeste démocratique de Vyborg, contribuent sensiblement à la consolidation de l'autocratie. Tout en multipliant les potences, le premier ministre Stolypine prépare sa réforme agraire tendant à faciliter l'accession à la petite propriété rurale, en vue de désarmer la révolte paysanne toujours latente. « Bonapartisme agraire », dit Lénine. Après deux années de famine, la récolte de 1907 et les deux moissons exceptionnelles suivantes donnent une forte impulsion à l'agriculture, en pleine crise industrielle.

La révolution battue ne s'avoue pas vaincue mais résiste seulement dans son élite consciente. Les organisations socialistes de toutes nuances perdent leurs effectifs en moins de temps qu'il n'en a fallu pour les enrôler. Reflux, découragement, décadence, débandade, tels sont les termes qui reviennent à chaque page dans ce chapitre d'histoire sociale. L'indifférence en matière politique, une renaissance de mysticisme religieux, l'érotisme en littérature, le scepticisme et le pessimisme, phénomènes expressifs du désarroi consécutif à la défaite, à l'abandon de grands espoirs, créent une atmosphère défavorable à la social-démocratie. Outre la déperdition de ses forces physiques, le Parti entre dans une ère de démoralisation où se désagrègent les cadres, où se disloque le noyau fondamental.

7/ Avec ses révolutionnaires professionnels, Lénine avait entrepris une sélection virile, non un choix intellectuel. Cela lui permit de constituer une armature hiérarchisée et disciplinée, d'utiliser à ses propres fins des énergies comme les équipes de combat que les menchéviks laissaient perdre, de réunir en conférence à Helsingfors ses techniciens et spécialistes militaires, embryon de garde rouge. Mais un tel « actif », efficace dans une certaine mesure comme instrument aux mains d'un chef éprouvé, devenait plutôt un passif en intervenant sur un plan où l'intelligence politique et le sens historique sont nécessaires. Tant que le « meilleur homme » ne s'était pas définitivement imposé à ses subordonnés pour manier l'instrument au mieux des intérêts en cause, il lui fallait consacrer ses efforts à s'assurer une autorité reconnue, puis lutter sans cesse afin de la conserver. Sans lui, la phalange était un corps sans tête. Livrée aux lieutenants, elle pouvait aller au pire.

Peu de temps après Londres, Lénine se trouve en opposition avec toute sa fraction et son succès d'un jour au récent congrès s'avère illusoire. Le Parti tient à Vyborg en juillet 1907 une confé-

rence où de nouveau se pose la question des élections, cette fois à un parlement d'où la représentation des travailleurs sera presque évincée par le dispositif de la loi remaniée. Les bolchéviks se prononcent pour le boycottage, sauf Lénine qui vote avec les menchéviks pour la participation électorale, seul de sa fraction dit Kamenev, en tout cas presque seul. Staline, *boycottiste* convaincu, n'était pas présent mais Zinoviev et Kamenev sont là pour l'intransigeance pseudo-révolutionnaire en paroles au lendemain d'une révolution manquée. Le plus grave pour Lénine sera d'entrer en conflit avec ses plus proches collaborateurs, Bogdanov et Krasine, membres du *Centre bolchéviste secret* appelé aussi « petite trinité ». C'est le point de départ d'une âpre lutte intestine entre bolchéviks.

La *Douma noire*, la troisième, ne compta que quinze social-démocrates, la plupart menchévistes. Encore une fois, les Géorgiens avaient dépassé tous les espoirs et leurs députés, Tehkheidzé, Guéguétchkori, devenaient les interprètes les plus en vue du socialisme en Russie. Ce que fut cette Douma, la phrase célèbre du ministre Kokovtsev le laisse comprendre : « Grâce à Dieu, nous n'avons pas encore de parlement ». Mais ce n'était pas une raison, disait Lénine, pour ne pas tenter d'y pénétrer. Les *boycottistes* se muèrent alors en *ultimatistes*, partisans d'envoyer aux députés social-démocrates un ultimatum pour imposer les directives du Comité central, et en *otzovistes*, partisans de leur rappel. Aux prises avec cette gauche de la gauche, Lénine dut manœuvrer et louvoyer avant de se décider à un antagonisme déclaré. Par deux fois, note Martov dans son *Histoire*, en 1907 et en 1908, il s'associa aux *ultimatistes*. Ensuite, il se reprit, refusa même de les reconnaître comme « nuance légale du marxisme ». Il les appelait « menchéviks à rebours », cependant que ceux-ci l'accusaient de menchévisme tout court et le traitaient en transfuge.

Du côté menchéviste, la situation n'était pas meilleure. La majorité, avec Potressov et Larine, voulait « liquider » le Parti tel que les circonstances antérieures à la révolution l'avaient forgé, en finir avec l'action illégale, fonder un parti neuf adapté aux conditions nouvelles, le maintenir à tout prix dans la légalité. C'était la droite de la droite. Martov et Dan, entraînés d'abord par ce courant, cherchaient à mettre en avant l'action légale sans condamner d'une manière catégorique le travail illégal destiné, pensaient-ils, à disparaître de mort naturelle. Plekhanov représentait une troisième



/ tendance du menchévisme, nettement favorable au maintien du parti clandestin, et la plus voisine de Lénine.

Celui-ci, logique avec lui-même, entendait combiner le légal et l'illégal en donnant le pas au second. La gauche, inspirée par Bogdanov, réclamait le retour à la conspiration d'autrefois et l'abandon des syndicats comme la renonciation au parlement. Trotski, à la tête d'un groupe intermédiaire, se disait « ni bolchévik, ni menchévik, mais social-démocrate révolutionnaire » et prétendait concilier les inconciliables. Bientôt Lénine eut encore à faire face à une droite dans sa propre fraction, les unitaires ou conciliateurs, favorables à n'importe quel compromis avec les menchéviks, et inspirés par Noguine, Rykov, Sokolnikov. Si l'on ajoute à toutes ces fractions et tendances les groupes nationaux (Polonais, Lettons, Bundistes), en faisant même abstraction des nuances et des complications secondaires, on aura une faible idée du tableau offert par les « sommets » d'un parti qui se proclamait, en théorie, le guide naturel du prolétariat. Et l'on comprendra pourquoi un Riazanov restait à l'écart, préférant s'adonner à l'édition des œuvres posthumes de Marx et Engels.

Il faut renoncer à suivre ces fragments de social-démocratie dans leurs marches et démarches, conférences générales et réunions fractionnelles, combinaisons savantes et considérations transcendantes, — thème ardu pour spécialistes. L'essentiel est d'observer ceux des protagonistes qui ont agi sur les événements d'où Koba l'inconnu est sorti en Staline inattendu, et de savoir à quels effets ont abouti leurs accords et désaccords. Pour le même motif on s'abstiendra de retenir les menues péripéties qui ont engendré les journaux et revues en compétition. De tout cet enchevêtrement, rien de précieux ne subsiste pour les générations futures...

En 1908, Lénine avait invité Trotski à collaborer au *Prolétaire*, organe bolchéviste, et essayé un refus. Dans une lettre à Gorki, il interprète cette attitude comme de la « pose ». Les polémiques successives lui donnèrent d'autres occasions de prononcer à l'adresse du même les qualificatifs de « poseur » et de « phraseur » par lesquels s'exprime sa réprobation de l'emphase et des beaux gestes, si contraires à sa propre sobriété. Trotski se croyait plus utile hors des fractions et, en attendant d'intervenir pour les rassembler, faisait cavalier seul dans sa *Pravda*. A la fin de l'année, une conférence du Parti condamne à la fois la droite et la gauche, sous l'influence de Lénine, résolu à « liquider les liquidateurs » et à combattre

ses anciens disciples devenus « liquidateurs de gauche ». Un conciliabule de bolchéviks en 1909 confirme cette tactique de « lutte sur deux fronts ». En outre, alors que la gauche exigeait la perpétuation des méthodes conspiratives et terroristes, Lénine fait désavouer « le combattisme, dégénéré en aventurisme », dissoudre les derniers détachements de combat et exclure les expropriateurs attardés. (Quand il jugeait périmées une tactique ou des formes d'action de l'avant-veille, il n'hésitait pas à trancher dans le vif après avoir essayé de convaincre ceux qui ne marchaient pas assez vite ; il en oubliait parfois ses responsabilités récentes). Cela ne l'empêcha pas, comme on sait, d'envoyer Kamo en 1912 au Caucase, risquer sa vie sur la route de Kodjor...

C'était la rupture avec la gauche. Lénine perdait non seulement Bogdanov et Krassine mais Bazarov, l'économiste, Pokrovski, l'historien, Gorki, le grand écrivain, et de moindres auxiliaires comme Alexinski, Liadov, Menjinski, Lounatcharski, Manouïlski. Mais il n'était pas homme à reculer devant une amputation exigée par l'incompatibilité irréductible des conceptions. Selon son expression, il fallait faire preuve « de fermeté pour lutter non seulement dans les jours de fête révolutionnaires mais aussi dans les jours de semaine contre-révolutionnaires ». Il reproche aux gauchistes de « répéter un mot d'ordre arraché à l'ensemble des conditions qui lui donnèrent naissance et assurèrent son succès, pour l'appliquer à des conditions essentiellement différentes ». Pendant la révolution, dit-il, nous avons appris à « parler français », il s'agit maintenant d'apprendre à « parler allemand », c'est-à-dire faire suivre l'héroïque période révolutionnaire d'un patient travail d'organisation approprié à la situation nouvelle.

Il restait impénitent jacobin du prolétariat, admirant sans réserve « la grande Révolution française qui montre sa vitalité et la force de son influence sur l'humanité par la haine farouche qu'elle provoque encore de nos jours », hanté par « les traditions nationales de 1793 en France, peut-être à jamais le *modèle* de certaines méthodes révolutionnaires ». Mais l'heure des procédés jacobins n'avait pas sonné en Russie. En attendant, après avoir « parlé français » et tout en conseillant de « parler allemand », il ne cesse de *parler russe*, de sonder les possibilités, de peser l'opportunité, de supputer les chances pour maintenir le Parti en bonne voie, sans verser dans le romantisme insurrectionnel tardif ou prématuré ni dans les illusions constitutionnelles et parlementaires.



Parler russe, toujours, même en empruntant à la théorie et à la pratique des autres mouvements révolutionnaires, là réside le secret de sa supériorité sur ses adversaires. Élève de Marx sans dogmatisme, avide de science et de connaissance, constamment attentif aux enseignements de la vie, capable de reconnaître sincèrement ses erreurs, de les réparer, de les surmonter, par conséquent de s'élever au-dessus de soi-même, doué d'un tempérament de chef et d'un sens très sûr du réel et du concret, il est par surcroît un type national intuitif. Alors que Trotski, Axelrod, Martov, Dan, impressionnés par la croissance continue du socialisme et la puissance numérique des syndicats en Allemagne préconisent « d'européaniser » la social-démocratie russe, d'en changer radicalement la mentalité, Lénine qui a dit naguère aux menchéviks férus de parlementarisme *de ne pas copier les modèles allemands* répond que le caractère de toute social-démocratie est déterminé par les conditions économiques et politiques du pays donné. Nul ne respectait mieux les formes originales de chaque parti ouvrier et il ne souhaite modeler le mouvement révolutionnaire en Russie sur aucun autre, quitte à l'instruire à l'école de tous. Il prit part aux congrès socialistes internationaux de Stuttgart en 1907 et de Copenhague en 1910 mais s'abstint de faire la leçon à quiconque, réservant ses critiques aux « girondins » de son parti.

Selon la topographie politique conventionnelle, Trotski se tenait au « centre », d'où il réprouvait les extrêmes de droite et de gauche, position à première vue semblable à celle de Lénine, en réalité fort différente. Ce dernier s'opposait aux deux ailes sans redouter de les détacher du Parti tandis que le premier rêvait d'accorder toutes les tendances en attaquant principalement les bolchéviks comme le plus sérieux obstacle à l'unité. Trotski dénonçait, de Lénine, « l'esprit sectaire, l'individualisme d'intellectuel, le fétichisme idéologique ». D'après lui, le bolchévisme et le menchévisme n'ont pas poussé de racines profondes et rivalisent « pour l'influence sur un prolétariat politiquement non mûr ». Il ne voit en Russie que des « social-démocrates sans social-démocratie ». Martov comparait les léninistes à la secte socialiste américaine de Daniel de Leon et considérait « l'expérience russe » comme une « victoire de l'inculture blanquiste et anarchiste sur la culture marxiste » ; il rendait responsables les bolchéviks du fait que « la social-démocratie russe a trop parlé à la russe », pas assez « à l'européenne ».

A quoi Lénine réplique : « Certes, le prolétariat russe est beaucoup

moins mûr politiquement que celui d'Occident. Mais de toutes les classes de la société russe, c'est le prolétariat qui a fait preuve, en 1905-1907, du plus de maturité politique ». Il tient tête à ses deux contradicteurs en développant la thèse suivante : « Martov et Trotski confondent des périodes historiques différentes en opposant la Russie, qui accomplit sa révolution bourgeoise, à l'Europe qui a depuis longtemps terminé les siennes. » Mais il s'en prend surtout à Trotski dont il condamne, pour résumer ses propres termes, les phrases sonores et vides à la Tartarin de Tarascon, la diplomatie de coterie, le pire esprit d'entremetteuse, et auquel il reproche de vouloir étouffer les désaccords au lieu d'en rechercher les causes, de suivre le principe « vivre et laisser vivre ». Au congrès international de Copenhague, avec le concours de Plekhanov toujours malveillant envers Trotski, il tenta de le faire blâmer par la délégation russe comme coupable d'avoir vivement critiqué dans le *Vorwaerts* (août 1910) menchéviks et bolchéviks, ceux-ci pour leurs expropriations ; mais Riazanov et Lounatcharski s'interposèrent efficacement.

Ainsi s'envenimaient les rapports entre les plus fortes personnalités du Parti, en dépit de leur commune opinion moyenne sur les écarts de gauche et de droite. En janvier 1910, le Comité central s'assembla pour une suprême tentative de désarmement intérieur. Huit fractions étaient représentées, sans parler des sous-tendances. Les principales réalisèrent un compromis pour répudier les fautes des liquidateurs des deux sortes, réorganiser le centre dirigeant et la presse. Le Comité central devait être transféré en Russie, avec un bureau à l'étranger, et la *Pravda* de Trotski devenait son organe officiel. Après quoi, les décisions furent violées une fois de plus par toutes les fractions qui reprirent leur liberté de s'entre-déchirer. État de choses inexplicable si l'on s'en tient aux arguments échangés en public mais très compréhensible à qui s'informe des vraies raisons, cachées au Parti. On les trouve notamment dans une brochure de l'époque, *Sauveurs ou destructeurs?* où Martov récapitule une longue suite de griefs contre les bolchéviks et expose les faits trop longtemps réservés à quelques initiés.

Les opinions de Martov sont discutables et ont été assez discutées mais jamais sa véracité n'est mise en doute, fût-ce par ses plus passionnés adversaires. Kroupskaïa atteste, dans ses *Souvenirs*, la grande estime que Lénine ne cessa de lui porter, même au cours des luttes fractionnelles les plus féroces. « Martov était un homme d'une sensibilité extrême et qui, grâce à sa finesse de sentiments, savait com-



prendre les idées de Lénine et les développer avec un grand talent », écrit-elle, et Lénine, « chaque fois que Martov rectifiait tant soit peu sa ligne de conduite, renouait avec lui les relations ». Pendant la guerre de 1914, Lénine dit en public que le *Goloss*, où écrivait Martov, « est le meilleur journal socialiste d'Europe » et exprima souvent le désir de s'entendre avec son vieux camarade de Pétersbourg. Trotski le caractérise comme « une des plus tragiques figures du mouvement révolutionnaire », écrivain doué, politique inventif, esprit pénétrant, mais de pensée insuffisamment mâle, de clairvoyance sans volonté. Quoi qu'il en fût, la sincérité et la valeur de son témoignage sont au-dessus de toute contestation. A d'autres sources, d'ailleurs, on peut puiser des détails et des précisions confirmant ses dires.

La brochure rapporte les incidents évoqués dans le secret du Comité central et qui rendaient impossible un minimum d'harmonie. A l'origine se trouvait « l'anarcho-blanquisme » des léninistes, « produit original des conditions contradictoires de développement du mouvement ouvrier russe » et dont Martov ne nie pas les effets heureux dans la guerre civile comme stimulant d'énergie révolutionnaire. Mais les infractions aux résolutions de congrès sur l'action terroriste eurent ensuite de funestes conséquences. Les expropriations tournaient au banditisme et compromettaient le Parti, en y introduisant des germes de déchéance et de décomposition. Les fonds pillés ne servaient pas qu'à l'armement mais en grande partie aux intérêts d'une fraction et parfois à des fins personnelles. Les comités pro-bolchévistes de Russie, habitués à vivre de subsides répartis par leurs dirigeants, disparaissaient avec la raréfaction des ressources. Le Centre bolchéviste exerçait une véritable dictature occulte, grâce à ses ramifications factices et à ses moyens matériels, derrière le Comité central pourtant en majorité avec Lénine. Autour de celui-ci s'était constitué « un ordre de Jésuites à l'intérieur du Parti », professant l'immoralisme cynique de Netchaïev. La question d'argent faisait des ravages. Le Centre bolchéviste en vint à... « exproprier le Comité central » d'une énorme somme destinée au Parti. Une série de scandales absorbait la direction. Un legs important, disputé entre les deux fractions après la mort du donateur, fit l'objet d'un chantage exercé sur le détenteur des fonds par un bolchévik, surnommé Victor. La répartition de l'héritage entre des parents et le Parti donna lieu à de nouvelles menaces du même Victor, acharné à extorquer aux héritiers leur part. Il fallut saisir de l'affaire



pro-menchéviki d'une intervention énergique de *boïéviki* caucasiens, à défaut du versement intégral. Plainte au Comité central, interposition de Martov, arbitrage, contestations... On peut abrégé. La dernière tranche du magot, confiée à Kautsky, Clara Zetkin et Franz Mehring jusqu'à décision finale, revint aux bolchéviks, toujours supérieurs à leurs rivaux en ce genre de choses.

Il n'y a pas que la question d'argent dans ces histoires scabreuses. D'après le social-démocrate Voltinski, et de seconde main, Lénine aurait justifié comme suit l'utilisation de ce Victor : « Il a ceci de bon que rien ne l'arrête... Auriez-vous pu, pour la question d'argent, vous faire entretenir par une riche bourgeoise? Non? A moi aussi, c'eût été au-dessus de mes forces. Victor, lui, a accepté. Cet homme est irremplaçable. » Ces paroles ne sont pas contresignées mais n'en restent pas moins plausibles. Dans un article sur les élections, Lénine avait écrit, paraphrasant Tchernychevski : « Quiconque a peur de se salir les mains ne doit pas faire de politique... Les naïfs aux mains blanches ne font que nuire en politique... » Cependant, son amoralisme politique se subordonnait toujours à une morale sociale supérieure, exprimée plus tard dans sa formule : « La moralité, c'est ce qui sert à détruire l'ancienne société des exploités ». Il n'admettait pas n'importe quel acte sous n'importe quel prétexte : « Il suffirait donc d'invoquer en faveur d'une saleté à laquelle on participe un but excellent ou un bon point de départ pour régler la question? » Son critère était l'*efficiency* conforme aux intérêts généraux du prolétariat et au progrès de la révolution socialiste. Jamais il ne perd de vue ses principes et quand il rompt avec Bogdanov, c'est que les désaccords philosophiques lui semblent plus importants que l'utilité pratique du travail en commun. Mais n'étant pas infail-  
lible, et seul de son cercle à allier l'envergure historique aux expédients passagers, il offrait un exemple pernicieux à de médiocres imitateurs. D'où la réprobation des Trotski et des Martov et les allusions fréquentes à Netchaïev, précurseur des expropriations, compagnon de Bakounine dont il semble que le fameux *Catéchisme* ait servi aux bolchéviks de manuel d'immoralité pseudo-révolutionnaire.

\* \* \*

Parallèlement aux invisibles dissensions de la coulisse, les incompatibilités idéologiques se manifestaient au grand jour. La gauche dirigée par Bogdanov avait son journal *Vpériod*, soutenu par un

groupe autonome qui cultivait l'espérance de créer un art, une science, une philosophie du prolétariat. Il en sortit même un projet de « religion sans Dieu » que Lénine entreprit de combattre au nom du matérialisme, à la suite de Plekhanov. Celui-ci retrouva, en cette occasion, sa plume célèbre en Russie de théoricien polémiste pour réfuter « l'empirio-criticisme » de Bogdanov. Peu versé dans les questions philosophiques, Lénine se mit avec ardeur à l'étude, délaissant même son journal, pour motiver sérieusement sa critique ; cette conscience scrupuleuse dans le travail intellectuel, un des traits essentiels de sa nature, le différenciait avantageusement de son entourage. Bogdanov et Gorki avaient fondé une école de socialisme pour ouvriers russes à Capri, puis à Bologne. Lénine en créa une à Longjumeau, près de Paris, dont un élève a fait carrière : Sergo Ordjonikidzé.

Malgré de profondes divergences tactiques, et après avoir jugé Plekhanov « au-dessous de tout comme leader politique », Lénine tenta de s'entendre avec son ancien maître qui répondit : « Je pense moi aussi que le seul moyen de mettre fin à la crise actuelle de notre parti est un rapprochement entre les marxistes-menchéviki et les marxistes-bolchéviks », — tout en ajournant une entrevue. Plekhanov voyait clair dans ses intentions dont il disait : « Lénine veut l'union du Parti mais il la comprend comme l'homme comprend l'union avec un morceau de pain : il l'avale. » Trotski avait aussi sa manière à lui d'envisager l'unité, en s'alliant avec la droite et la gauche pour amener les bolchéviks à composition. Rosa Luxembourgeois préconisait une conférence générale réunie à l'appel des deux fractions principales.

En Russie, les militants et surtout les ouvriers ne comprenaient guère ces considérations d'états-majors. Une lettre de Staline, en 1911, interprète leur sentiment avec bon sens : « Nous avons entendu parler de la tempête dans un verre d'eau à l'étranger : les blocs Lénine-Plekhanov d'une part, Trotski-Martov-Bogdanov d'autre part. Autant que je sache, les ouvriers sont favorables au premier. Mais en général, ils commencent à regarder vers l'étranger avec dédain : qu'ils en fassent à leur tête et quant à nous, quiconque prend à cœur les intérêts du mouvement accomplit son travail, le reste s'arrangera. C'est à mon avis pour le mieux. » Telle était bien l'opinion du bolchévik moyen, las des cheveux coupés en quatre. Trotski essaie en vain, après coup, de définir cet état d'esprit comme de « l'indifférence théorique », de la « myopie de pra-



ticien ». On peut, certes, opposer ces lignes de Staline à d'autres affirmations du même, mais prendre les misères politiques de l'émigration pour de respectables controverses ou exiger du *rank and file* une contribution à l'examen de « l'empirionisme » serait une gageure.

D'après des biographies de Noguine, celui-ci serait allé dès 1910 à Bakou proposer à Koba d'entrer au Comité central réorganisé ; rien n'indique ce qu'il en advint. Il était évidemment impossible à un exclu de devenir membre du Comité central avant de redevenir membre régulier du Parti, du moins aussi longtemps que l'unité de façade subsistait.

Précisément, cette apparence trompeuse allait disparaître. La vie commune devenait intolérable, les fractions se paralysant l'une l'autre. Or, la situation en Russie évoluait rapidement. Des signes d'effervescence apparaissent, comme les démonstrations d'étudiants lors des funérailles de Tolstoï en 1910. La torpeur se dissipe, la crise industrielle a pris fin et le renouveau dans la production stimule l'activité de la classe ouvrière. Des possibilités nouvelles d'action socialiste se présentent. Trotski, très en avance, avait écrit quelques mois plus tôt : « Dès aujourd'hui, à travers les noires nuées de réaction qui nous couvrent, nous entrevoyons le reflet victorieux d'un nouvel Octobre ». Lénine, sensible aux pulsations politiques de la Russie, écrivait à son tour : « Le peuple russe s'éveille à une lutte nouvelle, va au-devant d'une autre révolution ». L'un et l'autre prennent séparément l'initiative de convoquer une conférence social-démocrate. Celle de Lénine se tient à Prague en janvier 1912, brusque les événements, s'attribue les pouvoirs d'un congrès, nomme un Comité central : le parti bolchéviste était enfin constitué.

Ce nouveau Comité central « usurpateur » avait sept membres, parmi lesquels Ordjonikidzé, et s'augmenta aussitôt de deux membres supplémentaires par cooptation. Staline était l'un des deux. Les menchéviks avaient exclu ce révolutionnaire professionnel, les bolchéviks le font monter en grade. Inconnu du parti dont il était l'instrument, il en devient un chef par la seule volonté des autres chefs. Jamais il n'a été élu : depuis les comités locaux et provinciaux du Caucase jusqu'au comité supérieur « panrusse », il s'élève avec patience et par degrés dans la hiérarchie sans avoir besoin de la confiance de la masse ni songer à lui rendre de comptes. Il relève exclusivement du « cercle clandestin de dirigeants » qui l'impose

aux dirigés. Le Parti l'ignorait avant sa nomination et l'ignorera longtemps encore. Lénine essaie, par une note de la rédaction, d'attirer l'attention sur « la correspondance de Koba » dans son *Social-Démocrate* mais à peine si quelques dizaines d'exemplaires pénètrent en Russie. Contrairement à un Trotski formé en pleine indépendance, mûri dans la dispute et dans la lutte avec Plekhanov, Lénine, Martov, et aux côtés de représentants du socialisme international, — Staline est un produit du Parti, grandi sous sa tutelle, mais du Parti réduit à une certaine fraction, elle-même incarnée dans sa direction.

Le Comité central, destiné à siéger à l'étranger, désigna sur le champ un « bureau exécutif » pour la Russie ; Koba et Sergo, compagnons des opérations expropriatrices, en faisaient partie, « aux appointements de 50 roubles par mois » dit un rapport de police. Ils se montraient aptes, en effet, à exécuter les ordres que Lénine — pratiquement Comité central à lui seul — était qualifié pour donner. Staline écrivait parfois dans la *Zvezda*, de Pétersbourg, et apporta un concours obscur à la création de la *Pravda* quand se précisa en 1912 l'opportunité d'un journal bolchéviste légal. Le réveil entrevu par Lénine devenait évident après le massacre des grévistes de la Léna, qui suscita des protestations, des grèves de solidarité. Le 1<sup>er</sup> mai suivant fut marqué d'une grande manifestation. La nouvelle *Pravda* venait au bon moment. Soutenue par des cotisations ouvrières, elle répondait à un besoin réel de journal socialiste quotidien ; son existence était mieux assurée par d'humbles sacrifices volontaires que celle des précédentes entreprises basées sur le fruit des expropriations ou les cadeaux de capitalistes.

Il n'est pas inutile de l'observer, les *Histoires* du parti bolchéviste de Zinoviev, de Nevski, de Chélavine, de Iaroslavski, de Boubnov ne mentionnent même pas Staline à propos de la *Zvezda* et de la *Pravda*. Un livre spécial d'Olminski sur ces deux organes ne lui accorde pas la moindre part dans leur fondation et leur direction ; on y trouve sa trace une seule fois, avec une note indiquant sa collaboration intermittente. Le rôle capital que lui attribue le biographe officiel, son propre secrétaire écrivant sous sa dictée, est donc de pure fantaisie. Lors du dixième anniversaire de la *Pravda*, sur une quarantaine d'articles commémoratifs de ses rédacteurs et de divers militants, deux ou trois seulement nomment Staline sans dire à son sujet rien qu'on puisse retenir. Chargé de besognes subalternes, incapable d'écrire de façon attrayante, il a pu se rendre



utile en s'occupant de la diffusion du journal. « Rédaction », pour les bolchéviks, a d'ailleurs toujours eu un sens plus administratif que littéraire : un bon « rédacteur », selon leur conception, est celui qui veille à l'exécution stricte des instructions du « cercle clandestin de dirigeants ». Staline se cachait à Pétersbourg chez le député Polétaïev, dont les souvenirs ne présentent rien de notable. En avril de la même année, il est arrêté, condamné à trois ans de Sibérie, envoyé dans la région de Narym, province de Tomsk, d'où il s'évade en septembre.

Pendant ce temps, plusieurs fractions social-démocrates hostiles aux bolchéviks, répondant à l'appel de Trotski, avaient tenu en août 1912 une conférence dite « unitaire » à Vienne. Le « bloc d'août », négatif et disparate, n'était pas viable et resta sans lendemain. Mais il eut pour effet d'aigrir à l'extrême les relations entre Lénine et Trotski. Leurs polémiques les plus virulentes sont de cette période. Elles n'enrichissent pas le fonds intellectuel du bolchévisme mais les passer tout à fait sous silence serait supprimer un élément de compréhension des crises ultérieures du Parti.

Lénine dénonce, de Trotski, la politique réclamista, l'absence de principes, l'aventurisme... (Ce sont ses expressions textuelles). « Les gens de l'espèce de Trotski, avec leurs phrases ampoulées sur la social-démocratie russe, sont la plaie de notre époque »... « Trotski plagie aujourd'hui l'idéologie d'une fraction, demain celle d'une autre et ainsi se déclare au-dessus des fractions »... « On ne peut discuter avec Trotski sur le fond car il n'a aucune conception. On peut et on doit discuter avec les droitiers et les gauchistes convaincus mais pas avec un homme qui joue à voiler les fautes des uns et des autres ; on le démasque comme un diplomate du plus bas aloi »... « Trotski n'a jamais eu aucune physionomie politique ; il va et vient des libéraux aux marxistes, avec des lambeaux de phrases sonores arrachés à droite et à gauche »... « Tout ce qui brille n'est pas or. Il y a beaucoup de clinquant et de bruit dans les phrases de Trotski mais point de contenu... », etc.

Les appréciations de Trotski n'étaient pas moins sévères pour Lénine, « exploitateur professionnel de tout ce qu'il y a de retardataire dans le mouvement ouvrier russe » et passé maître en « misérable querelle ». Dans la lettre à Tchkeïdzé où l'on peut lire ces mots, Trotski prévoit la « destruction des bases mêmes du léninisme, incompatible avec l'organisation des ouvriers en parti politique mais florissant sur le fumier des fractions », après avoir constaté que « tout

l'édifice du léninisme est actuellement fondé sur des mensonges et des falsifications et porte en soi le germe empoisonné de sa propre décomposition ».

Cet échange de vérités partielles allait de pair avec des professions de tolérance mutuelle dont l'accent de sincérité n'a d'égal que l' inanité absolue. « *Un parti peut contenir toute une gamme de nuances dont les extrêmes peuvent être même absolument contraires* », dit Lénine en se séparant de Bogdanov dont il ne voulait plus dans sa fraction mais qu'il ne songea pas à refouler du Parti. Il transposait ainsi pour le mouvement socialiste ses convictions démocratiques, résumées par lui en axiome lapidaire : « *Hors de la démocratie, point de socialisme* ». Et Trotski devait écrire, après la scission définitive : « Dans une large communauté marxiste embrassant des dizaines de milliers d'ouvriers, il ne peut pas ne pas exister de divergences ni de désaccords. Tout membre de cette communauté idéologique a non seulement le droit mais l'obligation de défendre son point de vue sur la base du programme commun. Mais en s'y conformant, nul ne doit oublier qu'il s'agit de différends dans des rangs fraternels... Discipline et cohésion combattive sont inconcevables sans une atmosphère d'estime et de confiance mutuelles et celui qui attente à ces principes moraux, quelles que soient ses intentions, sape l'existence même de la social-démocratie. » Quant à passer de la théorie à la pratique, nul n'en prenait le chemin.

Les tentatives d'unification générale étaient vaines. Trotski s'en rendit compte et partit pour les Balkans, correspondant de guerre d'un grand journal libéral de Kiev. Là, il s'initia aux questions militaires, non sans profit pour l'avenir, et se lia d'une étroite amitié avec Christian Racovski, leader du socialisme en Roumanie et l'une des plus séduisantes figures du socialisme international. Lénine, pressentant l'approche d'une secousse révolutionnaire en Russie, quitta Paris pour Cracovie, d'où les communications par la frontière autrichienne sont plus faciles et plus rapides. Évadé de Sibérie, Staline l'y rejoignit en décembre 1912 : les bolchéviks allaient tenir une réunion de leur Comité central.

Sur le bref séjour de Koba dans la région de Narym, on ne saurait rien, n'était l'opportuniste Verechtchak qui le rencontra au village de Kolpachovo. Parmi les déportés se trouvaient alors Sverdlov, Lachévitch, Ivan Smirnov. Les évasions se succédèrent et Koba partit à son tour par le bateau « presque ouvertement, par la province de Tobolsk ». Il eut là-bas pour camarade un socialiste-révo-



lutionnaire, Sourine, plus tard démasqué comme provocateur. Dans un journal de Shanghai, le chanteur Karganov, autre socialiste-révolutionnaire, a publié des souvenirs de Sibérie où Staline apparaît en défenseur d'un voleur antipathique, en antisémite, en ami du commissaire de police local; cette dernière collusion lui aurait valu d'être traduit devant un tribunal de déportés. L'article, erroné au moins quant à la chronologie, confirme les renseignements déjà recueillis sur les inclinations personnelles de Staline et ajoute peu.

Après la session du Comité central, Koba passe quelques semaines à Cracovie et à Vienne en 1913. Lénine, préoccupé de former ses collaborateurs et de les spécialiser, lui donne les éléments d'une étude sur *La question nationale et la social-démocratie*, le guide dans son travail que publie la revue *Prosviétchénie* (l'Instruction). C'est le premier article signé Staline. Devenu homme politique à l'échelle de la Russie, Koba prend un nom à désinence russe et y exprime avec une satisfaction secrète sa qualité maîtresse, la dureté de l'acier. Rupert avait appelé « côtes de fer » les hommes de Cromwell. Augustin Robespierre signalait à son frère Maximilien, en la personne du jeune Bonaparte, un « soldat de fer ». Staline n'attendit personne pour faire sonner le métal dans son nom de guerre.

Lénine le jugeait indiqué pour traiter de la *question nationale* comme originaire d'un pays où Géorgiens, Arméniens, Tatares et Russes devaient coexister en paix. « Nous avons auprès de nous installé un merveilleux Géorgien qui écrit pour *Prosviétchénie* un grand article contenant tous les matériaux autrichiens et autres », communiquait-il à Gorki. Staline ne connaissait aucune langue étrangère (même ses études d'esperanto étant restées infructueuses) et les dits « matériaux autrichiens », sauf peut-être le livre d'Otto Bauer traduit en russe, lui venaient évidemment de Lénine, ainsi que les idées directrices. Son article représente l'effort d'un élève appliqué, méritoire pour un homme de sa formation, mais passa inaperçu : encore en 1923, M. Saveliev n'y prête aucune attention dans l'article rétrospectif qu'il consacre à *Prosviétchénie*.

La question nationale, c'est-à-dire celle des rapports entre petits peuples assujettis et grandes puissances dominatrices, était au premier plan de l'actualité en Russie où la lutte révolutionnaire se compliquait des revendications d'indépendance ou d'autonomie des allogènes. L'Internationale n'avait pas d'opinion une et ferme sur ce chapitre. L'existence même de partis socialistes nationaux let-

ton, polonais, etc., alors qu'un seul parti groupait toutes les nationalités au Caucase, montre la complexité du problème en Russie. Les marxistes autrichiens, directement intéressés, se bornaient à préconiser *l'autonomie nationale culturelle* dans les limites territoriales établies, toutes classes confondues, sans faire obligation aux travailleurs de s'organiser comme tels sans distinction de nationalité. Lénine soutenait à la fois le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation, et le devoir des travailleurs de toutes nationalités de s'organiser en groupement unique, syndical ou politique, dans chaque pays. C'est cette thèse qu'il avait donné à développer à Staline. Rosa Luxembourg l'estimait contraire à l'internationalisme ouvrier et considérait la Pologne comme trop soudée par l'économie à la Russie pour s'en détacher.

De retour à Pétersbourg, Staline, chargé de « diriger » la petite fraction des bolchéviks à la Douma, plus exactement de lui transmettre les instructions de Lénine, se cache chez le député Badaïev et chez l'ouvrier Allilouïev. La quatrième Douma, élue en 1912, comptait treize social-démocrates dont six bolchéviks, mais ceux-ci représentaient la majorité des voix ouvrières. L'identité de programme des deux tendances n'empêcha pas leur scission, voulue par Lénine... et aussi par d'autres, comme on l'apprendra un jour. (La conférence de Prague avait adopté trois revendications essentielles : république démocratique, journée de huit heures, confiscation de la grande propriété foncière, — tout comme les menchéviks). Tchkhéidzé et Tchkhénkeli, les Géorgiens, étaient les orateurs écoutés du socialisme au parlement. Les députés bolchévistes, incapables de se conduire eux-mêmes ni de formuler la doctrine de leur parti, lisaient à la tribune les déclarations rédigées par Lénine à Cracovie... Staline, de sa forte poigne, devait les maintenir « dans la ligne » tracée par le chef. Lénine pensait pour tous.

Le rôle imparti à Staline fut de très courte durée. En février 1913, par conséquent au bout de quelques jours, la police y met terme en arrêtant, au cours d'une « soirée littéraire », le mentor par délégation. Après deux ou trois mois de prison, il est déporté dans la région de Touroukhansk, au delà du cercle polaire, ancien lieu d'exil de Martov. Cette fois, la peine est sérieuse : Staline ne s'évadera plus. Son rang dans le Parti lui vaut une surveillance proportionnée. Il avait été dénoncé par le « leader » bolchéviste à la Douma, principal lecteur public des discours parlementaires de Lénine soumis



avant lecture au Département de la police, par l'ouvrier Malinovski, membre du Comité central et agent de l'*Okhrana*.

La police politique ne se contentait pas d'entretenir dans les organisations révolutionnaires des indicateurs et des provocateurs. Elle manœuvrait de diverses façons les partis, les groupes et les hommes, contrecarrant leurs plans au besoin en attisant les désaccords théoriques. La rupture de Plekhanov avec la *Volonté du peuple* avait été favorisée par l'agent secret Degalev envoyé auprès de Tikhomirov pour l'inciter à l'intransigeance. Le pope Gapone, héros du « dimanche sanglant » de 1905, devint instrument de l'*Okhrana* et fut exécuté par ordre du parti socialiste-révolutionnaire. L'*organisation de combat* de ce parti, aux mains du provocateur Azev, servit les desseins policiers et gouvernementaux tout en préparant des attentats contre ministres et grands-ducs, contre le Tsar en personne. Stolypine fut tué par un terroriste policier. Les bolchéviks étaient eux-mêmes infestés d'espions, du haut en bas du Parti; Malinovski, Jitomirski, Romanov, Lobov, Tchernomazov, les plus connus, remplissaient des fonctions de « militants responsables ». Au petit congrès bolchéviste secret de Prague, sur vingt-huit délégués présents, il se trouva au moins quatre provocateurs identifiés dans la suite. Les circulaires et rapports de police constituent, par leur minutie, leur richesse d'information, une remarquable documentation à laquelle nul historien ne manque de recourir. En particulier, la configuration mouvante des fractions de la social-démocratie est enregistrée en tableaux d'une exactitude photographique. Les mouchards étaient renseignés de première main.

Le groupe social-démocrate à la Douma n'avait pas été scindé par la seule volonté de Lénine. Le général P. Zavarzine écrit dans ses *Souvenirs d'un chef de l'Okhrana* : « Malinovski continua sa collaboration secrète sous le directeur du Département de la police S. P. Biéletzki, qui lui conseilla de provoquer une scission parmi les social-démocrates siégeant à la Douma, afin de réduire, lors des votations, l'importance de cette fraction qui comptait treize membres. Malinovski suivit ce conseil et obtint le résultat voulu, sans éveiller le moindre soupçon chez ses camarades... Mais une suspicion de plus en plus précise finit par se former dans l'esprit de bolchéviks comme A. Troïanovski et chez les menchéviks qui exigèrent une enquête sur le président de la fraction bolchéviste parlementaire. Lénine riposta en couvrant Malinovski et en sommant Martov de répéter ses « calomnies » en Suisse pour

y rendre des comptes « au tribunal de la libre république helvétique ».

Lénine accordait à Malinovski une confiance illimitée. En juillet 1913, au village de Poronino (Galicie) où il avait loué une maison de campagne, se tint un conciliabule entre cinq membres du Comité central : Lénine, Kroupskaïa, Zinoviev, Kamenev, Malinovski. Ce dernier était donc au courant de tout. En raison d'arrestations récentes de bolchéviks dirigeants, une réunion « étroite » de trois membres ayant pleins pouvoirs fut chargée de désigner, dans le plus grand secret, les hommes de confiance. Kroupskaïa et Kamenev se retirèrent, Malinovski restant dans le trio suprême. Parmi les décisions prises, l'une avait trait à l'évasion projetée de Sverdlov et de Staline, tous deux déportés près de Touroukhansk. L'*Okhrana*, avisée aussitôt par Malinovski, prit bien entendu ses mesures pour l'empêcher. En septembre-octobre, une nouvelle conférence réunit près de Poronino dix-huit délégués et quatre invités : deux rapports retrouvés au ministère de l'Intérieur en font le compte-rendu détaillé. Malinovski, toujours présent, fut nommé suppléant de Lénine au Bureau Socialiste International. Il n'eut pas l'occasion de remplir sa mission.

En juillet 1914, le Bureau Socialiste International, pour mettre fin au fractionnement infini de la social-démocratie russe, convoque toutes les fractions à Bruxelles. Plekhanov, Rosa Luxembourg, Axelrod, Martov, Trotski, Tchekhenkeli, Alexinski, Zourabov, Lapinski, etc., participent à la séance, que Lénine évite mais où il *fait lire*, à son habitude, par Inessa Armand un long mémoire exigeant la reconnaissance du parti bolchéviste comme section authentique de l'Internationale. Vandervelde et Kautsky ont peine à calmer l'indignation des Russes présents et Plekhanov s'oublie jusqu'à traiter Lénine de voleur acharné à conserver la caisse, ce qui oblige le président à lui retirer la parole (du moins lit-on cela dans une note de l'*Okhrana*, mais c'est bien le ton de ces disputes). Si Malinovski n'avait été retenu en Autriche pour se disculper des premiers soupçons — dont Lénine tint à le laver une fois de plus en 1917 — il eût donné lecture du document bolchéviste après en avoir envoyé copie à Pétersbourg.

A l'unanimité, moins l'abstention de la déléguée léniniste et du Letton, la conférence de Bruxelles invita tous les social-démocrates de Russie à surmonter leurs divisions, à réaliser l'unité. Cela ne faisait pas l'affaire de l'*Okhrana*. Une circulaire du Département



de la police transmet bientôt des instructions enjoignant « à tous les collaborateurs secrets participant aux divers conseils du Parti de défendre instamment, avec fermeté et persévérance, l'idée de l'impossibilité absolue de toute fusion des divers courants et particulièrement de toute union des bolchéviks avec les menchéviks ». Lénine, pour des raisons que la raison de l'*Okhrana* ne pouvait comprendre, était d'une opinion apparemment analogue. Mais il ne désespérait pas d'atteindre à une unité relative par ses propres moyens, en rassemblant sous son autorité les forces dispersées.

... Staline, silencieux et sombre, relégué au hameau perdu de Koureïka, chassait le renard dans la *taïga* sibérienne et le canard sauvage dans la *toundra* monotone.



rant toute la période des hostilités, il ne cessera de développer ces thèses qui le différencient à jamais de tous les autres socialistes. Mais il n'en persiste pas moins à s'affirmer démocrate irréductible : « Le socialisme est impossible sans démocratie, en deux sens ; 1<sup>o</sup> le prolétariat ne peut accomplir de révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie ; 2<sup>o</sup> le socialisme victorieux ne peut maintenir sa victoire et conduire l'humanité à l'extinction de l'État sans réaliser pleinement la démocratie. »

Entre les deux extrêmes, défensisme et défaitisme, les opinions intermédiaires étaient nombreuses. Trotski et Martov, avec la plupart des personnalités marquantes de l'internationalisme révolutionnaire, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Racovski, Riazanov, etc., se prononçaient contre la défense nationale mais pour une paix sans vainqueurs ni vaincus et n'entendaient pas rompre avec les socialistes comme Kautsky, restés fidèles aux principes communs tout en composant avec les partisans de « l'union sacrée ». Trotski soutenait la revendication de paix sans contributions ni annexions, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et traçait la perspective des États-Unis d'Europe. Lénine attaqua sans ménagement ces « centristes » de nuances diverses, les harcelant de critiques et de sommations ; il leur reprochait l'hésitation, l'équivoque, l'éclectisme, la compromission, en ménageant lui-même par tactique Rosa Luxembourg et en glorifiant le courage exemplaire de Liebknecht. Son intransigeance était sévère surtout pour Trotski, cependant proche voisin politique, mais précisément en raison de ce voisinage.

Quant à Staline, on ignore ce qu'il a pu penser au cours de ces années dans son exil. Privé d'instructions de Lénine, partageait-il les idées de son chef ? La place vide dans sa biographie, l'absence de toute documentation à ce sujet, la disparition de tout vestige de correspondance ou de travail intellectuel sont assez significatives. Sous ce rapport, et du point de vue bolchéviste dont Staline se réclame, Trotski est fondé à lui demander des comptes : « Il est impossible qu'en quatre années, Staline n'ait rien écrit sur les problèmes essentiels de la guerre, de l'Internationale, de la révolution. ... S'il s'était trouvé ne fût-ce qu'une ligne où Staline aurait formulé l'idée du défaitisme ou proclamé la nécessité d'une nouvelle Internationale, cette ligne eût été depuis longtemps imprimée, photographiée, traduite en toutes langues et enrichie de commentaires savants d'Académies et d'Instituts. Mais cette ligne est introuvable. »



Staline a non seulement supprimé ses textes de l'époque mais veillé à ne pas être mis en cause par d'autres. Dans la volumineuse collection de *Katorga i Ssylka*, revue des anciens prisonniers et déportés politiques (*Forteresse et Déportation*), où les survivants de la répression tsarienne ont licence d'épancher leurs moindres souvenirs, surtout s'ils peuvent évoquer un personnage en vedette, Staline est inexistant. Les autres publications historiques, pleines de documents et de mémoires, ne le mentionnent pas davantage. Cas unique en Russie, insolite, et qui autorise aux déductions les plus défavorables.

A défaut de caractéristiques politiques, un témoignage réticent subsiste sur le Staline de Sibérie comme individu : celui de son camarade d'exil Sverdlov, un des principaux bolchéviks non-émigrés. D'après les lettres de ce dernier publiées avant la rigoureuse censure personnelle de Staline, les rapports devinrent vite difficiles entre les deux déportés de Koureïka. Ils habitaient la même maisonnette et faisaient ensemble leurs randonnées de chasse. Sverdlov apprécia d'abord Staline comme « un bon compagnon mais trop individualiste dans sa conduite quotidienne ». Bientôt, « nous nous connaissons trop », écrit-il ; « dans les conditions de l'exil et de la prison, l'homme se montre à nu et s'avoue dans sa mesquinerie »... Ils finirent par se séparer, leurs rencontres devinrent de plus en plus rares. Sverdlov se fit transférer dans un autre lieu de la région ; sans expliciter concrètement de griefs contre Staline, sa correspondance laisse comprendre l'impossibilité de vivre avec celui-ci.

Staline en vint à s'isoler, ne fréquentant guère, à de longs intervalles, que Spandarian, un bolchévik arménien qui n'a pas publié de mémoires. Un de ses actuels subordonnés, Choumiatski, ex-déporté de la même colonie, le présente comme un défaitiste de la première heure et décrit dans une brochure sur Touroukhansk ce chasseur et pêcheur solitaire équipé d'un attirail varié de filets, éperviers, fusils, trappes, pièges, paniers... « Il coupait du bois, cuisait ses aliments et trouvait le temps de travailler à ses manuscrits ». Seraient-ce les écrits dont Trotski réclame la révélation avec tant d'insistance ? Mais Sverdlov dit ne pas même savoir si Staline a eu la moindre activité intellectuelle en exil.

Une lettre où Lénine, en novembre 1915, demande comment s'appelle exactement Koba montre que si le véritable nom de Staline était oublié, sa rude personnalité ne l'était pas. Peut-être la question posée indique-t-elle un projet d'évasion. Mais une surveil-



En même temps, les scandales de la Cour et la politique aveugle de la camarilla régnante ébranlent les derniers soutiens du régime. Des souverains dégénérés, entourés d'aventuriers, de charlatans, de détraqués, dominés par un pseudo-moine ivrogne et lubrique, décourageaient leurs plus fidèles serviteurs. En dépit des avis les moins suspects et des signes les plus alarmants, Nicolas II couvrait les agissements insensés de ses ministres choisis contre le gré d'une Douma pourtant réactionnaire. En vain les partis de droite dénonçaient-ils par loyalisme les « forces occultes », la vénalité et la trahison dans les sphères dirigeantes. Même des membres de la famille impériale durent se résoudre à prendre part aux complots de palais visant à déposer le monarque pour sauver la monarchie. Grands-ducs et généraux ourdissaient des coups d'État. L'assassinat de Raspoutine ne fut qu'une sinistre opération auxiliaire. Les intrigues du clan germanophile de l'aristocratie en faveur d'une paix séparée avec l'Allemagne pressaient la bourgeoisie nationaliste de réaliser son dessein préventif, l'abdication du Tsar et l'instauration d'une Régence.

Mais la catastrophe allait surprendre « l'opposition de Sa Majesté » dans ses interminables préparatifs. Au début de 1917, le froid et la faim portent le mécontentement populaire à son comble, brusquent les événements. Le pain manque à Pétrograd en février. Les travailleurs font grèves sur grèves, les femmes du peuple stimulent les démonstrations de rues, l'armée hésite à obéir aux ordres de répression, puis se joint résolument au mouvement protestataire, comme à Paris les gardes françaises en 1789 : l'insurrection était en marche. Irrésistible, elle balaie « en cent heures » l'absolutisme que personne, pour ainsi dire, ne défend. La Douma servile, débordée, est contrainte de former un gouvernement provisoire. Le même jour s'improvise dans la capitale le Soviet des ouvriers bientôt élargi aux soldats. Deux autorités rivales se dressent simultanément sur les ruines de l'ancien régime, écroulé presque sans lutte sous une poussée de toute la population. Le soulèvement n'avait pas coûté quinze cents victimes, en y comprenant les blessés. La province unanime suivit la capitale.

A propos de la Commune de 1871, Benoît Malon a remarqué : « Jamais révolution n'avait plus surpris les révolutionnaires ». Cette fois encore, et comme en 1905, la révolution commençait sans l'initiative des révolutionnaires professionnels. Aucun parti socialiste n'avait entraîné ni guidé la masse en révolte. Nul chef, pour

indiquer la voie. Les personnalités parlementaires, de Rodzianko à Tchkeïdzé, en passant par Goutchkov, Milioukov et Kérenski, subirent diversement le fait accompli. Le prolétariat de Pétrograd livré à lui-même sut réaliser d'instinct la condition primordiale du succès en fraternisant avec les paysans-soldats. Spontanément, il avait pris d'assaut les bureaux de police et forcé les portes des prisons. Son élite, aguerrie par les combats de 1905, mûrie dans l'action quotidienne, quelque peu instruite à l'école du socialisme ne pouvait cependant pas s'orienter seule dans le chaos du moment. Privée de ses leaders reconnus, émigrés ou déportés, elle abandonna le pouvoir nominal aux classes privilégiées, aux partisans de la monarchie constitutionnelle préoccupés de maintenir la dynastie pour mieux sauvegarder leurs privilèges. Kérenski, nouvel adhérent du parti socialiste-révolutionnaire, représentant typique de la confusion sentimentale d'une période passagère, fut « l'otage de la démocratie » au gouvernement provisoire dont le monarchiste Milioukov était l'incarnation réelle. Le Soviet de Pétrograd n'osa pas affirmer sa prééminence ni même exiger la proclamation de la République. Mais cet effacement volontaire ne le privait pas de l'hégémonie effective que lui assurait, à son corps défendant, la confiance des ouvriers armés et surtout des soldats : le *Prikaz n° 1* avait mis la force militaire à sa disposition. La *dyarchie*, singulière combinaison de deux pouvoirs, devint aussitôt un sourd antagonisme de forces inconciliables.

La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, comme disait Lénine, s'accomplit par un enchaînement logique de circonstances, non sous l'influence d'une propagande. Les appels des bolchéviks n'atteignaient ni le peuple russe, ni aucun autre. Le défaitisme, largement répandu pendant la guerre de Crimée et plus encore au cours de la campagne de Mandchourie, trouvait moins d'écho direct cette fois dans le peuple et dans l'armée où il existait à l'état vague et latent. Secondé par sa femme, Kroupskaïa, et par Zinoviev, son adjudant, Lénine inspirait en Suisse un groupe intransigeant isolé, sans rayonnement. Aux conférences socialistes internationales de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916) réunies par les partis socialistes suisse et italien, il constituait une petite fraction d'intellectuels dite « de gauche », adversaire de tout pacifisme, de toute conciliation avec l'Internationale officielle. Aucune organisation ouvrière n'appuyait son effort, ignoré d'ailleurs hors d'un cercle très étroit de révolutionnaires internationaux. Seul, il



répudiait le nom de social-démocrate pour y substituer celui de communiste. Seul, il voulait créer sans retard la troisième Internationale. Seul, conformément à la parole de Clausewitz sur la guerre, « continuation de la politique par d'autres moyens », que confirme la notion marxiste de la force « accoucheuse des sociétés en travail », il envisageait la guerre civile comme un inéluctable prolongement de la politique des classes en compétition. Mais ses espérances faiblissaient et un mois avant la révolution de Février, il conclut avec tristesse un discours à Zurich : « Nous, les vieux, ne vivrons peut-être pas jusqu'aux batailles décisives de la révolution à venir »...

Par correspondance, il avait ressaisi le groupe docile des bolchéviks à la Douma, dont les cinq députés furent emprisonnés et déportés. En sa personne, le Comité central du Parti n'avait plus qu'un représentant unique en liberté, à moins de compter aussi Zinoviev. Sur sept membres du Comité bolchéviste de Pétrograd, on démasqua plus tard trois policiers, qui rendaient tout travail inopérant. (Le provocateur Malinovski était alors en Allemagne dans un camp de prisonniers où il conférençait sur le programme socialiste d'Erfurt). De rares exemplaires des écrits de Lénine et de Zinoviev, publiés par la suite sous le titre : *Contre le courant*, filtraient à travers la Scandinavie. Coupés de leur maître, les disciples étaient de nouveau désarmés. Aussi se distinguèrent-ils peu des autres social-démocrates dans l'allégresse des premières journées révolutionnaires. La *Pravda* de Pétrograd, rédigée par de modestes militants, Molotov et Chliapnikov, eut peine à motiver une ligne de conduite particulière tout en s'évertuant à imprimer au journal une allure de gauche au moyen des vieilles formules du Lénine de 1905. Le *Social-Démocrate*, à Irkoutsk, publiait des articles d'Ordjonikidzé, d'Iaroslavski, de Pétrovski dont le bolchévisme ressemblait à s'y méprendre au menchévisme. En province, de nombreux groupes social-démocrates unissaient les deux anciennes fractions.

La révolution prit au dépourvu les révolutionnaires qui en préoyaient depuis longtemps l'imminence, comme la guerre surprit les socialistes qui l'avaient d'avance annoncée et dénoncée. Lénine retrouva rapidement ses esprits. Au début, il télégraphie de Zurich à ses amis pour mettre en avant le modeste mot d'ordre : élections immédiates à la municipalité de Pétrograd. Son programme tient en trois revendications fondamentales : *république démocratique,*

*journee de huit heures, confiscation des terres seigneuriales,* — et c'était le programme même des menchéviks. Ainsi confirme-t-il ses paroles de 1914 : « *Nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, républicaine, démocratique, indépendante et libre qui, dans les relations avec ses voisins, applique le principe humain de l'égalité, non le principe féodal du privilège.* » Mais bientôt il adjure ses partisans de refuser confiance au Gouvernement provisoire, de s'opposer à la politique de soutien suivie par les dirigeants du Soviet pétersbourgeois. Ses *Lettres de loin*, envoyées de Suisse, sur la « première étape de la première révolution » issue de la guerre, parlent du Soviet comme d'un « embryon de gouvernement ouvrier » et concluent à la nécessité de conquérir « la république démocratique » pour aller « au socialisme ».

Trotsky entrevoyait à peu près de la même façon le développement de la situation. Opposé au défaitisme qu'il appelait un nationalisme à rebours, au mot d'ordre de guerre civile auquel il préférait celui de paix, et à la scission à outrance pratiquée par les bolchéviks, il rejoint pourtant dans ses prévisions les perspectives encore imprécises de Lénine. Ayant rompu avec Martov, trop hésitant à ses yeux, il avait publié à Paris sous divers titres un journal internationaliste en butte à la censure et qui lui valut d'être expulsé de France, après avoir été condamné en Allemagne pour une brochure révolutionnaire et avant d'être chassé d'Espagne où la vindicte policière le poursuivait. Bien des bolchéviks ne voyaient pas de différence entre son attitude et celle de Lénine : « *Le Social-Démocrate* édité par Lénine et Zinoviev en Suisse, le *Goloss* de Paris supprimé par la police française et devenu *Nache Slovo*, dirigé par Trotsky, seront pour l'historien futur de la troisième Internationale les fragments essentiels dont a été forgée l'idéologie révolutionnaire du prolétariat international », écrit par exemple le bolchévik de gauche Manouïlski avec six ans de recul. Émigré en Amérique, Trotsky collabore au *Novy Mir*, de New York, aux côtés d'un jeune bolchévik encore inconnu, N. Boukharine, et d'une transfuge du menchévisme, Alexandra Kollontaï, depuis peu ralliée à Lénine. Pour lui aussi, les événements de Russie n'étaient qu'une étape vers la révolution socialiste, un prélude à la révolution sociale en Europe.

Les bolchéviks de Russie n'avaient pas de vues si hardies. A la remorque des événements, ils participaient aux illusions collectives de la foule grisée d'une victoire facile. De Perm, Lénine reçut en Suisse ce télégramme : « Salut fraternel, partons aujourd'hui pour



Pétrograd. *Kamenev, Mouranov, Staline.* » Les déportés libérés étaient en route. Lénine ignorait que Kamenev avait peu auparavant signé un autre télégramme, au nom d'un meeting populaire tenu en Sibérie, félicitant le grand-duc Michel Romanov de sa renonciation au trône jusqu'à décision de la future Constituante... Arrivés dans la capitale, Mouranov, Kamenev et Staline, les trois premiers « chefs » rendus à la fraction des bolchéviks, prirent de leur propre autorité la direction de la *Pravda*. Staline, délégué par le Comité central de son parti, c'est-à-dire par lui-même et quelques proches camarades, entra au Comité Exécutif du Soviet sans être élu ni des ouvriers, ni des soldats. L'histoire le tirait de la vie souterraine pour lui offrir l'occasion de déployer son activité au grand jour.

\* \* \*

« La guerre, incontestablement, a joué un rôle énorme dans le développement de notre révolution. Elle a désorganisé matériellement l'absolutisme ; elle a disloqué l'armée ; elle a donné de l'audace à la masse des habitants. *Mais heureusement, elle n'a pas créé la révolution et c'est une chance parce que la révolution née de la guerre est impuissante* : elle est le produit de circonstances extraordinaires, repose sur une force extérieure et en définitive se montre incapable de conserver les positions conquises. » Ces lignes de Trotski, dans son ouvrage : *Notre Révolution*, ont trait à la révolution de 1905 et à la guerre russo-japonaise.

Loin d'attribuer à son parti des mérites illusoire, Lénine aussi reconnut dans la guerre en cours l'explication déterminante des bouleversements de 1917 mais sans pour cela conclure à l'impuissance de la révolution : « *L'incendie de la révolution s'est propagé uniquement à cause de l'ignorance et des souffrances terribles de la Russie, à cause de toutes les conditions créées par la guerre* », dit-il, ajoutant une autre fois : « Notre révolution est engendrée par la guerre ; sans la guerre, nous verrions l'union de tous les capitalistes dans la lutte contre nous. » Plus tard, il précisa sa pensée en soulignant l'indifférence de la majorité de la population à l'égard de la région frontière, l'absence de sentiment national : « *Il était facile de commencer la révolution dans un pays pareil. C'était plus aisé que de soulever une plume. Mais il serait vain d'espérer entreprendre sans efforts ni préparatifs une révolution dans un pays où le capitalisme est en plein épanouissement.* »



Soukhanov et Steklov formaient l'aile gauche à côté de bolchéviks peu connus, avant l'introduction de Kamenev et Staline.

Dans ses *Notes sur la Révolution*, par trop prolixes mais sincères et vivantes, mises à contribution par tous les historiens qui ont traité cette époque, Soukhanov traduit en ces termes l'impression faite par Staline :

« Parmi les bolchéviks, à part Kamenev, apparut alors au Comité Exécutif Staline. C'est une des figures centrales du parti bolchéviste et, par conséquent, une des quelques unités tenant jusqu'à présent encore dans ses mains le sort de la révolution et de l'État. Pourquoi en est-il ainsi, je ne me charge pas de le dire : l'influence dans les sphères supérieures, éloignées du peuple, irresponsables, étrangères à la publicité, est chose si bizarre ! Mais en tout cas, pour ce qui est du rôle de Staline, il y a de quoi être perplexé. Le parti bolchéviste, malgré le bas niveau de son « corps d'officiers », sa masse ignorante et occasionnelle, a une série de personnalités importantes dignes d'être des chefs, dans son « généralat ». Staline, pendant sa modeste activité au Comité Exécutif, produisit, et pas seulement sur moi, l'impression d'une tache grise, vivotant parfois d'une manière terne et effacée. Somme toute, on ne peut dire de lui rien de plus. »

En effet, du rôle de Staline au Comité Exécutif, on n'a encore rien pu tirer des comptes rendus ni des archives. En revanche, on sait dans quel sens il s'exerça à la tête du Parti, tant par les articles de la *Pravda* que par les livres de Chliapnikov, militant bolchéviste devenu mémorialiste.

Ayant brutalement évincé la direction du journal sans tenir aucun compte de l'organisation ni des cadres, en sa seule qualité de membre du Comité central déjà obtenue par simple cooptation, Staline imprima l'orientation dite défensiste conditionnelle à l'organe officiel du Parti. Selon cette conception, le Gouvernement provisoire aurait l'appui des bolchéviks dans la mesure où sa politique correspondrait aux vues du Soviet menchéviste-socialiste-révolutionnaire. Kamenev servait de théoricien à cette volte-face, Mouranev la couvrait de son titre de député persécuté et Staline détenait le commandement *de facto*. Ce coup d'État minuscule, illustrant à merveille les procédés des révolutionnaires professionnels vis-à-vis du Parti soumis à la volonté d'un dirigeant clandestin, inconnu de tous et que personne n'avait élu, souleva une grande indignation parmi les subordonnés où le pli d'obéissance passive n'était pas encore pris. Chliapnikov en décrit ainsi les premières répercussions :

« Le 15 mars, jour de la sortie du premier numéro de la *Pravda* « réformée », fut un jour de jubilation pour les défensistes. Tout le Palais de Tauride, depuis les hommes du Comité de la Douma jusqu'au Comité exécutif, cœur de la démocratie révolutionnaire, était plein d'une seule nouvelle : la victoire des bolchéviks modérés, raisonnables, sur les extrémistes. Au Comité exécutif même, on nous accueillit avec des sourires venimeux. Ce fut la première et l'unique fois où la *Pravda* suscita l'approbation des défensistes de la pire espèce.

« Dans les usines, ce numéro de la *Pravda* provoqua la stupéfaction parmi les adhérents de notre parti et les sympathisants, et la satisfaction sarcastique de nos ennemis. Au Comité de Pétrograd, au Bureau du Comité central et à la rédaction de la *Pravda*, on reçut nombre de questions : que se passe-t-il, pourquoi notre journal délaissé-t-il la ligne bolchéviste pour suivre la voie défensiste ? Mais le Comité de Pétrograd se trouvait pris à l'improviste comme toute l'organisation par ce coup d'État et à ce sujet était profondément révolté, accusait le Bureau du Comité central. L'indignation dans les quartiers ouvriers fut considérable et quand les prolétaires apprirent que trois anciens dirigeants de la *Pravda* arrivés de Sibérie s'étaient emparés du journal, ils exigèrent leur exclusion du Parti. »

C'était notamment le quartier de Vyborg, le plus « rouge » de la capitale, qui proposait d'exclure Staline et ses deux associés. Après de violents débats, tous trois furent désavoués et réprouvés par l'instance supérieure du Parti, l'ancienne rédaction rétablie dans ses droits avec adjonction des nouveaux venus. Le parti bolchéviste n'était pas encore modelé sur le type militaire et l'opinion du rang pouvait s'y faire entendre. Averti par son début malheureux dans la haute politique, Staline estima prudent de lâcher un instant Kamenev, auteur du principal article incriminé, pour prendre par opportunité une position légèrement plus à gauche, cependant assez proche encore du menchévisme. La formation d'une petite tendance plus franchement à droite permit de le classer « centriste ». A vrai dire, il était un conciliateur caractérisé, en opposition au bolchévisme, avant le retour de Lénine.

A en croire son recueil : *Sur les chemins d'Octobre*, Staline n'aurait écrit que trois articles jusqu'à cette date. Le premier, sur les Soviets, conclut à la nécessité d'une « république démocratique pour tous les citoyens de la Russie » (sans distinction de classes). Le second, sur la guerre, prévoit une « pression sur le gouvernement provi-



soire » pour l'ouverture de pourparlers de paix (conception des menchéviks). Le troisième, sur les conditions de la victoire révolutionnaire, en énumère trois : formation d'un Soviet panrusse comme futur organe du pouvoir, armement des ouvriers, convocation rapide de la Constituante. Un quatrième article, contre le fédéralisme, paru au lendemain de l'arrivée de Lénine, reflète au sujet des nationalités les hésitations et contradictions du bolchévisme, nettement hostile à la fédération peu avant de l'imposer comme solution indispensable.

En fait, Staline était solidaire de tout ce qui engageait la responsabilité politique du Parti, tant de l'article-programme de la *Pravda* répudiant le défaitisme que de l'attitude de la fraction bolchéviste au Soviet, fondue dans l'unanimité à l'occasion de votes essentiels où ses principes lui ordonnaient de prendre ses distances. Parmi les souvenirs publiés l'année suivante dans le journal *Borba*, de Tiflis, Zourabov note qu'il transmet à Lénine vers la mi-mars un télégramme où Kamenev et Staline signalaient le faible tirage de la *Pravda*, le peu d'influence des bolchéviks sur la classe ouvrière de Pétrograd, enfin l'inopportunité des directives trop radicales et intransigeantes reçues de Suisse alors que la situation en Russie exigeait la modération et la prudence. Les représentants bolchévistes avaient même approuvé, lors d'une conférence soviétique, au début d'avril, une résolution défendue par Dan, théoricien du menchévisme rentré de Sibérie. « Ne pas contrecarrer le gouvernement provisoire », telle était leur ligne de conduite. En province, des comités social-démocrates unifiés réconciliaient les « frères ennemis » dans la confusion générale.

Cependant, Lénine s'exaspérait du trouble de sa fraction aussi mal dirigée. Après ses *Lettres de loin*, il écrit d'un ton menaçant : « Notre parti se déshonorerait à jamais, se suiciderait politiquement s'il consentait à une telle duperie... Plutôt même la scission immédiate avec qui que ce soit dans le Parti que de concéder au social-patriotisme... » Il rappelle au sentiment du devoir Kamenev, son camarade le plus proche et le plus représentatif de l'état d'esprit qu'il condamne, pour mettre en garde tous les conciliateurs, dont Staline. Enfin, à bout de patience, il parvient à rentrer en Russie en passant avec un groupe d'émigrés à travers l'Allemagne, d'où la légende du « wagon plombé ».

L'idée ne vint pas de Lénine mais de Martov. Devant le refus opposé par les gouvernements de Paris et de Londres au rapatriement

des exilés politiques, la seule issue était d'emprunter la voie allemande et scandinave. Les socialistes suisses négocièrent la traversée comme un échange de prisonniers civils et tous les révolutionnaires russes proscrits purent en profiter, y compris les patriotes. L'exemple de Lénine fut suivi de bien des adversaires. A Pétersbourg, le journal de Milioukov dit alors avec courtoisie : « Un chef socialiste aussi universellement connu que Lénine doit entrer dans l'arène et nous ne pouvons que saluer son arrivée en Russie, quelle que soit notre opinion sur ses doctrines politiques. »

Lénine, survenu en pleine conférence bolchéviste, trouva son parti en grand désarroi. Il était « plus à gauche que notre gauche », écrit Chliapnikov. Seul à concevoir l'approfondissement prochain de la révolution russe par la dictature du prolétariat, en corrélation avec la révolution européenne, il lui fallait regagner à ses idées ses propres élèves avant d'en convaincre le peuple (Zinoviev même tendait à rejoindre Kamenev et Staline au noyau des « vieux bolchéviks » hostiles à la tactique intransigeante). Il attaqua sans délai la position des dirigeants intérimaires du Parti et publia, sous sa seule signature, les « thèses d'Avril » devenues fameuses en Russie, point de départ d'une action nouvelle du bolchévisme.

Ces thèses affirment l'impossibilité d'une paix démocratique sans le renversement préalable du capitalisme, proposent de développer la fraternisation des soldats sur le front, définissent le moment présent comme une transition vers la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres, préconisent la future République des Soviets, la suppression de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme professionnel, la nationalisation du sol, le contrôle ouvrier de la production, la fusion des banques en une seule surveillée par l'État. Au Parti, elles conseillent de réviser son programme, de changer de nom, de fonder la nouvelle Internationale. Lénine les soutint à la conférence de fraction siégeant lors de son arrivée.

A cette même assemblée, Staline avait auparavant défendu un point de vue contraire. Il croyait discerner une sorte de division du travail entre le gouvernement provisoire et le Soviet : « Le pouvoir est partagé entre deux organes dont aucun n'en a la totalité... Le Soviet des députés ouvriers et soldats mobilise les forces, contrôle, le gouvernement provisoire tout en s'obstinant, en s'égarant, prend le rôle de consolideur des conquêtes du peuple déjà réalisées en fait. Cette situation a des côtés négatifs mais aussi des côtés positifs : il ne nous est pas avantageux maintenant de forcer les



événements, d'accélérer le processus de détachement des couches bourgeoises qui doivent inéluctablement dans la suite se séparer de nous »... Comme les menchéviks, il suggérait de soutenir le gouvernement provisoire « dans la mesure où il consolide l'avance de la révolution ». Krestinski pouvait constater : « Il n'y a pas de désaccord pratique entre Staline et Voïtinski » ; ce dernier allait se rallier aux menchéviks.

La conférence eut à discuter une proposition de Tseretelli en faveur de l'unité social-démocrate. Staline approuva : « Nous devons accepter. Il est indispensable de préciser nos propositions quant à la ligne de l'unité. L'unité est possible sur la ligne de Zimmerwald-Kienthal ». Aux timides objections de Molotov, il répliqua : « On n'a pas à devancer ni à prévenir les désaccords. *Sans désaccords, il n'y a pas de vie dans le Parti.* A l'intérieur du Parti, nous surmonterons les petits désaccords ». Lénine surgit à temps pour briser ces projets, déclarant tout net :

« Même nos bolchéviks font montre de crédulité envers le gouvernement. Ce n'est explicable que par les fumées de la révolution. Ce serait la perte du socialisme. Vous avez confiance, camarades, dans le gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne faisons pas route ensemble. Je resterai plutôt en minorité. Un Liebknecht vaut plus de cent dix défenseurs du type de Steklov et de Tchkeïdzé. Si vous sympathisez avec Liebknecht et tendez ne fût-ce qu'un doigt aux défenseurs, vous trahirez le socialisme international ».

Lénine ne refusait pas seulement toute entente avec les menchéviks, il heurta de front l'auditoire en proposant de prendre le nom de *parti communiste*. Il faut, dit-il, « changer de linge, ôter la chemise sale pour en mettre une propre ». Dans son imagination, le socialisme était d'ores et déjà scindé partout, la « gauche de Zimmerwald » existait dans tous les pays. Et, coupant court aux cérémonies dont on l'entourait, aux congratulations et aux discours : « Assez de saluts, de motions, il est temps de se mettre à l'œuvre, de passer aux affaires sérieuses ».

Après quoi, il exposa de nouveau ses vues devant une réunion commune des bolchéviks et des menchéviks, où les rires dominèrent les huées, où le mépris l'emporta sur l'indignation, où l'opinion moyenne le jugea plus ridicule que dangereux. Les uns croyaient à du délire, d'autres se réjouissaient de voir le bolchévisme discrédité par son chef. L'ancien bolchévik Goldenberg s'écria : « La place de Bakounine est longtemps restée vide dans la révolution russe.

La voici occupée par Lénine... Nous venons d'entendre la négation de la doctrine social-démocrate et du marxisme scientifique. Lénine leader de notre parti socialiste est mort. Un nouveau Lénine est né, un Lénine anarchiste ».

Tandis que Staline se tenait coi, Kamenev essaya de réfuter au nom des « vieux bolchéviks » les « thèses d'Avril », inacceptables comme escomptant la transformation prochaine de la révolution bourgeoise en révolution socialiste et contraires aux mots d'ordre classiques du bolchévisme. Lénine répond en montrant les particularités imprévues de la situation, surtout la dualité de pouvoirs en Russie et la conjoncture internationale, en conseillant de réviser les vieilles formules. « Nous ne sommes pas des blanquistes, partisans de la prise du pouvoir par une minorité » ; il s'agit donc de lutter pour la prépondérance dans les soviets, de travailler à conquérir la majorité laborieuse.

En vain Kalinine, autre porte-parole de la tendance Kamenev-Staline, disait-il peu de temps après : « J'appartiens aux vieux bolchéviks-léninistes et j'estime que le vieux léninisme ne s'est nullement montré inapplicable à la situation originale où nous sommes. Je m'étonne que Lénine dénonce les vieux bolchéviks comme une entrave au moment actuel ». Lénine n'hésita pas à maltraiter « ... ces vieux bolchéviks qui, plus d'une fois déjà, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant sottement une formule apprise par cœur au lieu d'étudier l'originalité d'une situation vivante et nouvelle ».

Cette formule, en l'occurrence, était la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », longtemps opposée par les bolchéviks à la « révolution permanente » et au « gouvernement ouvrier » de Trotski, Parvus et Rosa Luxembourg. Sans la renier après coup, Lénine croyait l'heure venue de la dépasser : « Les idées et mots d'ordre des bolchéviks ont été dans l'ensemble entièrement confirmés par l'histoire mais, dans la réalité concrète, les choses se sont passées autrement que nous ne pouvions (et que personne ne pouvait) l'attendre ».

L'occasion lui semblait bonne de donner aux « vieux bolchéviks » figés une leçon de marxisme appliqué : « Le marxiste doit tenir compte de la réalité vivante, des faits précis de l'actualité, et non se cramponner à la théorie d'hier capable tout au plus, comme toute théorie, d'indiquer l'essentiel et le général, d'approximer seulement la complexité du réel ». Il ajoutait : « Le marxiste, pour juger la situa-



tion, doit partir non pas d'une possibilité mais de la réalité. »

Les soviets étant l'organisation de la majorité du peuple, Lénine se prononce « contre tout *jeu* à la saisie du pouvoir par un gouvernement ouvrier, contre toute aventure blanquiste » et pour déterminer une « intervention *consciente* de cette majorité » dans le sens de la dictature du prolétariat à venir, du pouvoir des soviets.

En deux semaines, un revirement radical s'accomplit, tant le schéma général de Lénine répondait à l'évolution rapide de la situation. Les résolutions votées partout en réunions publiques contre le Gouvernement provisoire, réclamant la paix et la terre, attestaient la puissance du courant populaire opposé aux demi-mesures, tergiversations, subtilités théoriques du socialisme temporisateur. L'ambiance faisait une pression efficace sur le Parti. De plus, les « vieux bolchéviks » étaient débordés par les adhérents de fraîche date : l'organisation atteint 80 000 membres lors de sa conférence des premiers jours de mai. Lénine avait repris en mains ses hommes, imposé ses thèses, refoulé la droite. Kamenev, Kalinine, Rykov, Tomski perdaient leur temps à défendre le « vieux bolchévisme ». Kalinine demanda en vain l'union avec les menchéviks. Mais Lénine était encore seul, exactement seul, à recommander la rupture avec tout courant socialiste indécis, même internationaliste comme la majorité « de Zimmerwald ».

Staline s'était empressé de se soumettre. A la conférence de mai, il fit un rapport conforme aux idées de Lénine sur la question nationale, sa spécialité, et dont le point central formulait la reconnaissance du droit des nationalités à se séparer de l'État dominant ; il eut affaire à une opposition de gauche, inspirée de Rosa Luxembourg et représentée par Dzerjinski, Piatakov, Boukharine qui appréhendaient de voir le Parti favoriser le chauvinisme régional et encourager les tendances séparatistes réactionnaires. Ses écrits et discours à partir de cette date paraphrasent strictement les directives officielles. Il se borne à suivre Lénine, avec force répétitions. On ne peut rien en tirer pour caractériser sa personnalité future.

Sept ans plus tard, préfaçant le recueil : *Sur les chemins d'Octobre*, Staline crut nécessaire de s'expliquer rétrospectivement sur son association politique avec Kamenev, le moins bolchévik des bolchéviks et qui, avant le télégramme au grand-duc Michel, avait déjà répudié le léninisme au procès des députés bolchévistes à la Douma d'Empire.

Les trois premiers articles, écrit-il avec précaution, « reflètent certaines hésitations dans la majorité de notre parti, sur les questions de la paix et du pouvoir des soviets, qui se sont produites comme on sait en mars-avril 1917. C'était une période de brusque rupture avec les vieilles positions. L'ancienne plate-forme de renversement direct du gouvernement ne répondait déjà plus à la réalité... Il fallait une nouvelle orientation du Parti. Rien d'étonnant si les bolchéviks, dispersés par le tsarisme dans les prisons et la déportation, et tout récemment autorisés à se mettre en route de tous les points de la Russie pour élaborer une nouvelle plate-forme, n'ont pu d'un coup se débrouiller dans la nouvelle situation. Rien d'étonnant si, en cherchant une nouvelle orientation, le Parti s'est arrêté à mi-chemin dans les questions de la paix et du pouvoir des soviets. Il a fallu les célèbres « thèses d'Avril » de Lénine pour que le Parti puisse d'un élan prendre une nouvelle voie... Cette position erronée, je l'ai partagée avec la majorité du Parti et m'en suis séparé à la fin d'avril en me joignant aux thèses de Lénine... »

Confirmation répétée d'une observation capitale pour l'intelligence du cours de la révolution : le bolchévisme n'existait que par Lénine.

\* \*

Le Gouvernement provisoire, en état de crise permanente, impuissant à dénouer les contradictions où se débattait la révolution de Février, voire même à en affaiblir l'acuité, épuisait un à un les expédients susceptibles de prolonger sa vie factice. Ni la présidence de Kérenski après celle du prince Lvov, ni les démissions successives de ministres après le retentissant départ de Milioukov, ni le Directoire pseudo-dictatorial après la coalition libérale-socialiste ne résolvaient le problème du pouvoir. C'étaient autant d'étapes dans l'usure, le discrédit, avant l'effondrement.

Tous les phénomènes visibles de décadence économique constatés sous l'ancien régime subsistaient en s'accroissant vers une catastrophe : raréfaction des denrées, avilissement de la monnaie, hausse des prix, paralysie des transports, fermeture des usines, — avec leurs conséquences sociales : misère croissante, insécurité, grèves et troubles. Dans l'armée décomposée, le nombre des désertions va doubler avant octobre. Le renvoi de la question agraire à une Constituante indéfiniment ajournée laisse de vastes étendues non ensemencées, menace précise de famine. Les soldats du front crai-



gnant un partage des terres en leur absence retournent en masse au village sans permission. Les paysans commencent à piller les propriétés, à s'emparer du bétail. Partout se multiplient les symptômes alarmants.

La bourgeoisie, pourtant, persistait dans sa politique sans issue. Les desseins avoués de Milioukov quant à l'annexion de Constantinople et de l'Arménie, au démembrement de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, — dans un pays dont l'armée en débandade avait déjà peine à accepter la défensive et dont le peuple était dépourvu d'ambitions conquérantes comme de sentiment patriotique, — donnent la mesure de la maturité de cette classe dirigeante, d'autant plus faible en Russie que le capital étranger y était relativement fort.

A sa remorque, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks faisaient tout pour perdre la confiance du prolétariat et de l'armée, forcés agissantes de la révolution, et pour décevoir les campagnes. Leur participation au pouvoir qui perpétuait l'état de choses unanimement exécré, leurs compromissions avec les responsables immédiats du chaos laissaient au parti bolchéviste comme un monopole l'expression des aspirations de la multitude impatiente.

Le parti socialiste-révolutionnaire, de moins en moins socialiste et révolutionnaire, de plus en plus phraseur et stérile, devenait un « zéro grandiose », disait-on par allusion à l'ampleur de ses effectifs éphémères ; une gauche énergique se détachait sur son flanc pour agir à l'exemple des bolchéviks afin « d'approfondir » la révolution. La social-démocratie traditionnelle, imbuée de civilisation occidentale, cherchait un équilibre introuvable par des méthodes parlementaires inactuelles et déplacées ; à sa gauche, le groupe des menchéviks-internationalistes avec Martov se mit à traiter sévèrement la majorité et ses stratèges, Dan et Tseretelli. Les bolchéviks, plus homogènes et disciplinés, dressés à l'action collective, menés par un chef réaliste, à la fois souple et ferme, prompt à la manœuvre et irréductible sur les principes, ne tardèrent pas à tirer profit d'une situation exceptionnellement favorable et des fautes incessantes de leurs rivaux.

Sous le mot d'ordre simple et persuasif : « Tout le pouvoir aux Soviets ! », leitmotiv pénétrant comme une vrille, ils gagnaient de jour en jour la sympathie des pauvres, de ceux que Kérénski éperdu appelait à la grande indignation de Martov « populace » et « soldatesque », ouvriers de fabriques, marins de Cronstadt, tirailleurs

lettons et mitrailleurs finlandais. En mai, constate Soukhanov, le tiers du prolétariat de Pétrograd leur était acquis. Leur progression s'affirmait ininterrompue. Au premier congrès des Soviets, en juin, ils eurent seulement 105 délégués contre 285 socialistes-révolutionnaires et 248 menchéviks : la province retardait sur la capitale. Mais au Soviet de Pétrograd, leur fraction se renforçait à chaque élection partielle. Les soviets d'arrondissements, à commencer par celui de Vyborg, tombent l'un après l'autre entre leurs mains. Des corps de troupes entiers, les usines principales — dont Poutilov, avec 40 000 travailleurs — répondent à leur appel.

Par le retour de Trotski et le concours de l'organisation social-démocrate dite « inter-arrondissements », groupant des menchéviks et des bolchéviks dissidents, ils avaient reçu un puissant renfort. Ayant eu plus de difficultés que Lénine à rentrer en Russie, arrêté en mer par les Anglais, interné près d'Halifax, libéré à la demande du Soviet de Pétrograd, Trotski n'arriva qu'en mai. La révolution trouvait en lui son tribun. Il espérait encore l'union des fractions social-démocrates mais changea d'avis sur place ; entre bolchéviks et menchéviks, la distance était désormais infranchissable, malgré la communauté de programme théorique. D'autre part, sa conception de la « révolution permanente » et la nouvelle stratégie de Lénine convergeaient. Après avoir craint l'esprit sectaire de la fraction soumise au « régime d'Iliitch », il crut constater une *débolchévisation du bolchévisme*. Les anciens différends semblaient aplanis, l'identité de vues complète sur les objectifs immédiats. Le groupe « inter-arrondissements » se confondit avec les bolchéviks dans l'action avant de se fondre en juillet 1917 dans leur parti. Outre Trotski, il s'y trouvait d'ex-menchéviks comme Ioffe, Ouritski, Volodarski, Karakhan, d'anciens bolchéviks de gauche exclus comme Lounatcharski et Manouïlski. D'autres menchéviks de la veille, Alexandra Kollontaï, Larine, Antonov, ralliaient le bolchévisme, exemple suivi plus tard par Tchitchérine, Steklov et d'autres. Le « hors fraction » Riazanov avait fait de même.

D'emblée, le nom de Trotski fut accolé à celui de Lénine, dans la presse et dans l'opinion politique en Russie et au dehors. Tous deux personnifiaient devant le monde le mouvement ascendant de la révolution plébéienne en marche. Lénine, s'exposant peu aux regards, maniait avec sûreté le levier du Parti, utilisait au mieux l'équipe des révolutionnaires professionnels, tout en élaborant la justification doctrinale de ses plans tactiques. Trotski, toujours aux assem-



blées, aux meetings ou dans la rue, écrivain et orateur inlassable, galvanisait les foules et recrutait des légions pour la lutte finale. « Lénine et Trotski », cette raison sociale se gravait dans la mémoire et dans l'histoire. On finit même par écrire « Lénine-Trotski ».

Les deux adversaires d'hier se comprenaient mieux au grand jour de la guerre civile que dans les clairs-obscur de l'émigration et se complétaient efficacement. « Dans la façon dont Trotski parlait de Lénine, on sentait l'attachement du disciple. A ce moment, Lénine comptait trente années d'action militante au service du prolétariat, et Trotski vingt années. Les traces des désaccords de la période d'avant-guerre avaient complètement disparu. Entre la tactique de Lénine et celle de Trotski, il n'y avait pas de différence. Ce rapprochement, déjà esquissé pendant la guerre, s'était nettement précisé dès le retour de Léon Davidovitch en Russie. Aussitôt après ses premiers discours, nous tous, vieux léninistes, avons senti qu'il était nôtre ». Ces lignes sont de Raskolnikov, bolchévik de la « vieille garde ».

Lénine appréciait pleinement son émule : « Personne ne songerait à discuter une candidature comme celle de L. D. Trotski », écrit-il à propos des listes bolchévistes de candidats à la Constituante. Et une autre fois, sur la conciliation des divers partis socialistes : « Trotski a dit depuis longtemps que l'union est impossible. Trotski l'a compris et, depuis, il n'y eut pas de meilleur bolchévik ». Dans son entourage, ce sentiment désintéressé n'était probablement pas partagé de ceux qui se sentaient éclipsés par le nouveau venu, entre autres de Staline. Les bolchéviks formaient une confrérie très fermée quant au noyau dirigeant et l'ascension de Trotski à leur « sommet » était sans exemple. Peut-être le germe de certaines rivalités personnelles date-t-il de ce moment. Mais l'atmosphère de la lutte collective pour le pouvoir n'en permettait pas la croissance.

En faisant sien la formule politique et tactique de dictature du prolétariat à brève échéance, Lénine la motivait par l'imminence de la révolution sociale dans les pays avancés d'Europe. Dans son esprit, la révolution russe était inséparable de l'avènement du socialisme européen. La victoire de la social-démocratie, avait-il écrit dès 1905, « nous donnera la possibilité de soulever l'Europe, et le prolétariat socialiste occidental, rejetant le joug de la bourgeoisie, nous aidera à son tour à accomplir la révolution socialiste ». La guerre mondiale tout récemment alimentée par l'intervention des États-Unis le confirmait dans son opinion sur la proximité d'une

guerre civile universelle, dont l'épisode russe ne serait que l'étape inaugurale.

Kautsky, dans une étude sur *Les Slaves et la Révolution*, publiée par l'*Iskra* en 1902, discerna le déplacement de l'épicentre révolutionnaire de l'Occident à l'Orient, et prédit la mission d'avant-garde des Slaves mais longtemps après Herzen, après Bakounine et les populistes : « La Russie qui a reçu tant d'initiative révolutionnaire de l'Occident est peut-être prête maintenant à lui servir de source d'énergie révolutionnaire » ; la révolution russe assainirait l'air vicié où végétait le mouvement ouvrier européen rongé de parlementarisme. Après 1905, le même auteur annonça comme conséquence de la guerre russo-japonaise une ère de révolutions en Asie et dans le monde musulman ; la prévision se vérifia deux ans plus tard en Turquie, puis l'année suivante en Perse, enfin deux ans après en Chine. Et les signes d'effervescence ne manquèrent pas aux Indes et dans l'Afrique du Nord. Par contre, Lénine attendait de la guerre la révolution en Europe, sans laquelle une tentative socialiste ne serait pas viable en Russie.

Avec l'optimisme organique de tous les précurseurs, il avait toujours surestimé la capacité révolutionnaire du prolétariat occidental, tout en mésestimant les ressources et facultés de résistance du capitalisme. En 1914, ses illusions sur le socialisme allemand étaient si fortes qu'il refusa de croire au vote des crédits de guerre par les social-démocrates du Reichstag et considéra le numéro du *Vorwaerts* contenant la nouvelle comme un faux, avant de se rendre à l'évidence. Sa réaction fut d'autant plus absolue dans le sens opposé, unique même dans l'Internationale, contre les vieux partis socialistes adaptés à la légalité bourgeoise ; mais il concluait tant à l'inévitabilité qu'à la nécessité de nouveaux partis ouvriers, d'une nouvelle Internationale communiste, destinés à mettre fin à la guerre par le renversement du capitalisme. Sans nul doute sa tactique en Russie n'eût-elle pas été aussi radicale s'il avait compté avec moins de certitude sur la rescousse révolutionnaire européenne.

Son cri de guerre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » ne traduit pas l'ambition hâtive de saisir les organes de l'État qu'il entend détruire et remplacer, car le socialisme réformateur dominait alors les soviets. Mais il regarde au delà, pressentant la montée de ses forces à la faveur d'une faillite des « Louis Blanc » du lieu et du moment. De plus, il ne perd pas de vue le danger latent dans l'énorme masse paysanne capable de soutenir la plus extrême réaction :



« Attendons-nous à l'éventualité où la paysannerie pourrait s'unir à la bourgeoisie », dit-il, envisageant le pire. Par ses paysans, « la Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe ». Aussi préconise-t-il, d'ailleurs sans résultat, des soviets distincts de paysans pauvres, destinés à contre-balancer la petite et moyenne propriété agraire. Loin de vouloir forcer l'histoire, il conseille aux soviets de ne « décréter aucune réforme qui ne soit absolument mûre à la fois dans la réalité économique et dans la conscience de l'écrasante majorité du peuple ».

Il ne s'exagérait pas la maturité du prolétariat russe, numériquement faible, « moins conscient, moins organisé, moins préparé que celui des autres pays ». En maintes occasions, il répète sur divers tons : « Le socialisme ne peut vaincre immédiatement ni directement en Russie ». Il prescrit sans cesse à son parti d'expliquer patiemment aux masses ignorantes leur intérêt. Mais en même temps, attentif à la température de l'opinion mouvante, il prend garde de se laisser dépasser ou déborder par les courants élémentaires : « Le pays est mille fois plus à gauche que Tchernov et Tseretelli et cent fois plus à gauche que nous ». Convaincu de la nécessité d'une dictature, d'un pouvoir appuyé non sur la loi mais sur la force, il avait déjà frappé de stupeur le Congrès des Soviets en se déclarant prêt avec son parti à assumer sans partage tout le pouvoir, tandis que les autres socialistes reculaient devant les responsabilités. Dans sa pensée, les soviets représentaient confusément les intérêts du peuple ouvrier et paysan mais sa fraction seule en était l'expression consciente et conséquente.

Après les « journées de Juillet », descente spontanée du prolétariat et de la garnison de Pétrograd dans la rue, en riposte à l'offensive désastreuse de Galicie voulue par les Alliés mais décidée par Kérénski avec l'approbation de la majorité du Soviet, il révisé brusquement sa tactique, change de mot d'ordre. Les bolchéviks n'avaient pas fomenté la « sortie » mais, devant l'inévitable, s'étaient décidés à l'encadrer. Une dure répression s'ensuivit dont ils payèrent les frais. L'action décisive s'avérait prématurée, son objectif — « Tout le pouvoir aux Soviets ! » — encore inaccessible. La réaction criait à l'émeute. Les locaux du parti de la révolution permanente furent mis à sac, Trotski, Kamenev, Kollontaï et d'autres emprisonnés, Lénine et Zinoviev contraints de se cacher. De prétendues révélations fabriquées pour présenter les leaders du bolchévisme comme des agents soudoyés de l'Allemagne jetaient sur eux la

suspicion, malgré leur fausseté visible. Les jours sombres étaient venus.

Toute une littérature d'apparence imposante tend à montrer le mouvement d'un peuple de cent cinquante millions d'âmes à la merci de vénalités individuelles et de quelques misérables marks. Abstraction faite de l'incorruptibilité du principal personnage en cause, établie par sa vie entière, les « preuves » en question s'annulent d'elles-mêmes. Aucune distribution de subsides n'a jamais nécessité un tel luxe de documentation inutile, d'existence inconcevable hormis comme démonstration de choses inexistantes. Au reste, Kérénski n'osa pas faire cas de ces « pièces à conviction » dont les archives du Reich, ouvertes par la révolution allemande, ne présentent nulle trace. Par surcroît de réfutation, T. G. Masaryk en a fait justice dans ses mémoires : « Je ne sais combien les Américains, les Anglais et les Français ont payé ces documents mais à tout connaisseur de ces questions, leur contenu même révélait avec évidence que nos amis avaient acheté des faux. Il y en eut une preuve *ad oculos* : ces documents que l'on disait provenir de pays différents avaient été écrits sur la même machine ». Ainsi, la machine démontre aussi la machination.

Dans sa retraite, Lénine méditait les leçons de l'échec et en déduisait que la devise « Tout le pouvoir aux Soviets ! » avait cessé d'être vraie. Désormais, il faut revendiquer la dictature du prolétariat exercée par le parti bolchéviste. L'évolution pacifique de la révolution devient impossible, par la faute des « Louis Blanc » et des « Cavaignac », un mot d'ordre belliqueux s'impose, annonciateur d'une lutte sans merci. Toujours tranchant, il affirme : « Ne pas le comprendre, c'est ne rien comprendre aux problèmes essentiels du moment ».

Précisément, le Parti ne le comprenait pas et l'avenir justifia le maintien de la vieille formule populaire. Dans ce cas, l'inertie conservatrice avait raison contre la mobilité d'esprit du chef, qui n'eut pas le loisir de faire prévaloir sa thèse au delà du cercle dirigeant du Parti. Les événements se précipitaient à un rythme accéléré en bouleversant les données du raisonnement. En août, le coup de force avorté de Kornilov marque un tournant inespéré : les bolchéviks honnis et persécutés sont appelés à l'aide contre le général factieux, espoir de la contre-révolution. Ils ont l'intelligence tactique d'accepter une coalition socialiste pour défendre la révolution menacée, récupèrent ainsi des armes et le droit de tenir

*Donc Kamenev  
entraînait  
avec Trotski  
un autre mépris.*



la rue. Le danger passé, Kérenski amoindri davantage par son rôle suspect dans l'aventure et son impuissance manifeste, — ses alliés socialistes conciliateurs perdent du terrain à vue d'œil. En revanche, les faubourgs, les casernes et les équipages de la flotte stimulés par l'alerte vont aux bolchéviks avertisseurs. Un à un, les emprisonnés de Juillet sont rendus à la liberté. Un nouveau flux de révolution s'élève des profondeurs de la capitale.

Pour ce qui est du prestige personnel, Trotski entre tous sortait grandi de ces circonstances. On rapportait la scène poignante de son intervention dans la foule en fureur, pour sauver Tchernov d'un lynchage. Contrastant avec l'attitude équivoque du bolchévik de gauche Lounatcharski, dont la presse commentait l'évolution opportune, il s'était solidarisé sans détours avec les vaincus du jour : « Je partage la position de principe de Lénine, de Zinoviev, de Kamenev. Je l'ai soutenue dans le *Vpériod* et de façon générale dans tous mes discours publics ». Devant le juge d'instruction, il eut, au témoignage de ses co-inculpés, une conduite « héroïque ». En l'absence de Lénine, les bolchéviks le regardèrent comme leur plus éminent porte-parole avant même son inscription formelle au Parti.

Enclin à prêter à l'ennemi son propre esprit de décision, son sens inné de l'acte efficace, Lénine avait dit en juillet : « Maintenant, ils vont nous fusiller tous. C'est le bon moment pour eux ». De même, en arrivant en Russie, il s'était attendu à l'arrestation. La tournure des choses le rassura vite. Après l'affaire Kornilov, il constate : « Nous nous sommes extraordinairement rapprochés du pouvoir, mais de biais... » Et il reprend, à titre de compromis, l'ancien mot d'ordre qu'il s'était trop pressé de répudier : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » — dernière chance, dit-il, d'assurer le progrès pacifique de la révolution. « Formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks, responsable devant les Soviets », — telle en était la signification.

Quant à Staline, il est encore très difficile de lui accorder quelque place dans cette période en respectant les proportions. Rien ne le met en relief, ni dans ses écrits, ni dans ses faits et gestes. Calculé ou non, cet effacement est peut-être sa caractéristique. Il assume une besogne administrative au quartier général du Parti et rédactionnelle dans ses journaux, se garde de rien dire ou faire qui puisse l'engager à fond. Demian Biedny relate avec admiration cet exemple de ses mérites : à la veille de la manifestation de Juillet, des matelots

de Cronstadt téléphonent à la *Pravda* pour savoir s'ils doivent défiler avec leurs fusils ; Staline répond : « Les fusils?... C'est à vous de voir, camarades... Nous autres, écrivassiers, traînons toujours notre arme, le crayon... Quant à vous, avec vos armes, c'est à vous de voir... » Selon Trotski, il se tenait prudemment à l'écart, attendant l'occasion de montrer sa sagesse. En tout cas, il comptait parmi les principaux militants mais dans l'ombre des coulisses où, à défaut d'originalité, il se rendait utile par sa persévérance.

Sans Lénine, et sans les idéologues attitrés du Parti, le Congrès social-démocrate bolchéviste semi-clandestin réuni en juillet-août sous la direction ferme et discrète de Sverdlov fut une assemblée d'enregistrement et d'expédition des affaires courantes. Le travail était mâché par les hommes du Comité central, l'orientation déterminée strictement par les lettres et articles de Lénine. Les délégués se sentaient exécutants plutôt que dirigeants. A cette échelle réduite, Staline tint un des premiers rôles, comme rapporteur du centre directeur. Docile aux instructions de Lénine, il recommanda de renoncer au mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Dans la résolution votée, il fit introduire une phrase très significative du désarroi passager de l'état-major bolchéviste : « Les Soviets arrivent au terme d'une agonie tourmentée, se décomposent pour n'avoir pas pris à temps tout le pouvoir entre leurs mains. » Lourde erreur, pensaient beaucoup d'hommes du rang, mais dont la responsabilité initiale incombait à Lénine, et excluant l'éventualité de la bolchévisation des Soviets. Plus tard, Staline s'est flatté indûment d'avoir résisté au changement formulé par lui-même dans le texte en question, assez vague, d'ailleurs, pour permettre diverses interprétations : « Pleine liquidation de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire », cela ne tenait pas lieu de directive pratique et n'indiquait aucune voie précise d'accès au pouvoir.

A la fin du sixième Congrès, un bref échange d'observations eut lieu sans passion entre Staline et Préobrajenski sur les derniers mots de la résolution. Les classes révolutionnaires, était-il écrit, devaient prendre le pouvoir pour aller, « en union avec le prolétariat révolutionnaire des pays avancés, à la paix et à la reconstruction socialiste de la société ». Préobrajenski suggérait une autre rédaction : « ... à la paix et, lors de la révolution prolétarienne en Occident, au socialisme ». Staline s'y opposa en déclarant : « *Le cas n'est pas exclu où la Russie serait précisément le pays frayant la voie au socia-*



lisme ». Désaccord d'apparence insignifiante mais gros de conséquences futures.

Pour la première fois, Staline fut confirmé dans ses fonctions de membre du Comité central par un congrès (après l'avoir été à la précédente conférence de mai). Il bénéficiait de la situation acquise par cooptation dans la phase mystérieuse de son activité. Personne ne songeait à mettre en question le fait accompli ni à contester la validité du choix antérieur de Lénine. Le Parti rassemble alors plus de 175 000 membres mais ses cadres et son noyau stable sont assez hiérarchisés pour assurer la continuité de direction et d'organisation. Cependant, Trotski absent fut élu au Comité central avec plus de voix que Staline, illustration du caractère exceptionnel de son adoption.

La biographie officielle n'impute rien de saillant à Staline entre février et octobre, lui fait honneur seulement de son « accord complet » avec Lénine. Comme en font foi les textes cités, l'accord commença par une divergence profonde et continua sous forme de soumission passive. Dans ses mémoires, Trotski caractérise en ces termes la contribution personnelle de Staline à la politique du Parti pendant la révolution : « Il n'y a pas un article de ce temps où Staline ait tenté d'apprécier sa politique de la veille et de s'ouvrir la voie vers la position léniniste. Il se tut, simplement. Il était trop compromis par sa direction néfaste durant le premier mois de la révolution. Il préféra se retirer dans l'ombre. Nulle part il n'intervint pour défendre les vues de Lénine. Il éluda et attendit. Dans les mois les plus importants, ceux de préparation théorique et politique du soulèvement, Staline, politiquement, n'existait pas. »

La constatation est assez exacte si l'on entend par politique les idées générales, les conceptions d'ensemble relevant de la doctrine et du programme, les plans à longue portée. Mais dans le sens plus étroit et au niveau inférieur de la petite politique journalière, Staline était un des premiers agents d'exécution des desseins de Lénine. En cette qualité, et dans les limites de ses aptitudes, il savait rendre au Parti d'incontestables services. Le tout était de l'utiliser à bon escient et Lénine, sous ce rapport, paraissait se tirer assez bien d'affaire.

\*  
\*  
\*

« Malgré leurs grandes erreurs et leurs fréquentes absurdités, les Soviétiques ont été les moules primitifs, politiques et sociaux, dans

lesquels le torrent de lave révolutionnaire a pu rouler pour s'y refroidir ». Kérenski, auteur de ces lignes condescendantes, rassurait l'ambassadeur d'Angleterre en disant que les soviets « mourront de leur mort naturelle ». C'était à peu près le point de vue de Staline sur « l'agonie tourmentée » des soviets. Les *Izvestia* du premier Comité exécutif écrivaient aussi : « Le rôle des soviets touche à sa fin ». Les faits infligèrent à tous ces prophètes un démenti frappant, à première vue : au lieu de disparaître, les soviets se bolchévisaient.

En septembre, celui de Pétrograd passe en majorité aux vaincus de juillet, acclame Trotski à sa présidence. Ceux de Moscou, de Kiev, des villes principales suivent la même courbe. Aux élections municipales, la progression bolchéviste est parallèle, et plus forte encore dans les comités de l'armée et de la marine. Les léninistes gagnent les syndicats ouvriers, les comités d'usines. Leur parti avait organisé les premiers détachements de gardes rouges. Dans ce pays en dissolution, la seule force réelle et agissante, volontaire et disciplinée, était à la disposition de Lénine.

Il n'était pas homme à ne point s'en servir, ni à laisser passer l'heure propice. Sa vie entière n'avait été qu'une laborieuse et minutieuse préparation au choc décisif. Et il voit venir cette heure attendue, de sa cachette où il étudie les nouvelles, scrute les possibilités, suppute les chances et les risques. L'organisation bolchéviste, son œuvre, produit de vingt ans de travail et de lutte, a absorbé l'élite virile du mouvement ouvrier révolutionnaire. Autour de lui se groupent tous ceux qui prennent le socialisme au sérieux comme nécessité actuelle et brûlent de passer de la théorie à la pratique. Les socialistes-révolutionnaires de gauche l'appuient de leurs éléments combattifs de plus en plus nombreux. Les menchéviks-internationalistes, par la voix de Martov, lui rendent justice et ne désespèrent pas d'une union à venir. Les adversaires accumulent les folies, favorisent son jeu. Indubitablement, le dénouement est proche.

Pourvu que le Parti, instrument de ses projets, soit au moment suprême à la hauteur de l'action, la révolution franchirait l'étape ultime. « Contre-révolution ou jacobinisme », Lénine définit ainsi l'alternative. La conquête du pouvoir est dans la perspective immédiate. Pour quel but? Afin de réaliser une « république entièrement démocratique ». La démocratie intégrale, telle est la pièce essentielle du programme.

Les soviets, dit Lénine, sont « un type supérieur de démocratie ».



Il ne s'agit pas d'une abstraction : « Le pouvoir aux Soviets, voilà le seul moyen d'assurer l'évolution graduelle, pacifique, indolore des événements, de faire aller cette évolution de pair avec le développement de la conscience, de l'esprit de décision et de l'expérience de la majorité des masses populaires ».

Il insiste en particulier sur le caractère pacifique de cette conception : « ... Le développement pacifique de la révolution serait possible et probable si tout le pouvoir était remis aux Soviets. La lutte des partis pour le pouvoir peut se développer pacifiquement au sein des Soviets à condition que ces derniers renoncent à donner des entorses aux principes démocratiques, comme par exemple d'octroyer aux soldats un représentant pour 500 et aux ouvriers un pour 1 000. Dans une république démocratique ces accrocs aux principes ne sauraient être tolérés ».

Son idée revient sans cesse dans ses écrits de l'époque, avec des variantes confirmatives : « Si les Soviets prenaient le pouvoir, ils pourraient maintenant encore — et c'est probablement la dernière chance — assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique par le peuple de ses députés, la concurrence pacifique des partis au sein des Soviets, l'expérimentation du programme des différents partis, le passage du pouvoir d'un parti à un autre ».

Quant aux mesures à prendre par les Soviets souverains pour rétablir la démocratie véritable, elles se résument dans la suppression de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme. Invariablement, et plutôt cent fois qu'une, Lénine réitère cette promesse précise et catégorique : supprimer la police, l'armée et les fonctionnaires de métier, abolir les privilèges distinctifs. La milice, armement général du peuple, avec cadres élus à tous les grades, devra remplacer à la fois l'ancienne police et l'ancienne armée. Les fonctions d'État seront assumées par des citoyens désignés à l'élection, révocables en tout temps et dont le traitement n'excédera pas le salaire ouvrier. « Ces mesures démocratiques, simples et allant de soi, en solidarissant les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, serviront en même temps de passerelle entre le capitalisme et le socialisme ». L'exemple à suivre, à cet égard, est celui de la Commune parisienne de 1871.

Telles sont les propositions exposées par lui dans la presse bolchéviste et plus fortement motivées dans son ouvrage : *L'État et la Révolution*, écrit dans les retraites successives où il se cache en travaillant avec une ardeur et un sang-froid extraordinaires. Simulta-

nément, il analyse la situation économique et politique dans une brochure : *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, où il préconise le contrôle ouvrier de la production, la nationalisation des banques et des trusts, l'obligation du travail... On peut y lire, entre autres, cet avertissement : « La guerre est inflexible, elle pose la question en termes inexorables : périr ou rattraper et dépasser les pays avancés, même sur le terrain économique. C'est chose possible, car nous bénéficions de l'expérience de nombre de pays évolués et des résultats de leur technique et de leur culture générale... Périr ou aller de l'avant à toute vapeur, la question est ainsi posée par l'histoire ». Le jour où il termine cette étude, il adresse au Comité central du Parti une lettre commençant par ces mots : « *Ayant obtenu la majorité dans les Soviets de députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolchéviks peuvent et doivent prendre le pouvoir* ».

Selon ses prévisions, « les bolchéviks formeront un gouvernement que personne ne pourra renverser ». Il faut faire vite car le bruit court de l'abandon prochain de Pétrograd aux Allemands et il est question aussi de paix séparée entre l'Angleterre et les Empires centraux. (Les rumeurs de panique ne manquaient pas alors). Ne pas attendre la Constituante car, « par la reddition de Pétrograd, Kérenski et C<sup>ie</sup> auront toujours la possibilité de faire échouer l'Assemblée. Seul, notre parti, une fois au pouvoir, pourra assurer la convocation d'une Constituante ». Enfin, se pénétrer des paroles de Marx : « L'insurrection est un art... »

Cette lettre est derechef suivie d'une autre où Lénine explique pourquoi et comment l'insurrection est un art, en s'appuyant sur les enseignements de Marx et d'Engels, et applique sa méthode à la situation donnée. Il y dit notamment : « ... Seule, notre victoire insurrectionnelle fera échouer les manigances de paix séparée », et, en prévision du pire : « Si notre offre de paix (générale) était repoussée et si nous n'obtenions pas même un armistice, nous deviendrions des partisans acharnés de la défense nationale ». Suivent des conseils pratiques pour la création d'un quartier général de l'insurrection, la répartition des forces, l'occupation des points stratégiques, les opérations préliminaires indispensables. C'était le moment ou jamais de mettre à contribution, aux fins de la guerre civile, la science militaire puisée à l'étude des « maîtres de la guerre », de Clausewitz tout récemment, et dans l'expérience des combats de 1905.

Comment le Parti répondait-il aux espoirs et aux appels de Lé-



nine? Les procès-verbaux du Comité central montrent combien les dirigeants en liberté étaient loin de penser de leur propre initiative aux éventualités indiquées avec tant de certitude. A la réception de messages si pressants, les uns sont convaincus par le raisonnement, d'autres suivent par fidélité, d'autres restent dans l'expectative, d'autres enfin réagissent négativement. Staline était de ceux qui se réservaient, tout en suivant le courant. Trotski, d'accord avec Lénine sur le sens de la marche, se préoccupait de donner à l'insurrection une couverture légale par la coïncidence du soulèvement avec le deuxième Congrès des Soviets, acquis d'avance aux bolchéviks. Zinoviev et Kamenev, avec l'approbation tacite de certains, jugeaient dangereux et prématuré de s'emparer du pouvoir, craignant l'isolement du Parti et les lendemains d'une aventure.

En revanche, Lénine reflétait à coup sûr le sentiment de la masse révoltée, surtout des soldats pressés de sortir du cauchemar de la guerre. Des délégations du front réclament alors chaque jour à Pétrograd l'intervention salvatrice du Soviet, somment les bolchéviks d'agir énergiquement pour la paix et la solution de la question agraire. L'écho des troubles de la campagne répand partout l'alarme : confiscations de récoltes, mainmise sur des terres, résistance armée aux répressions de Kérenski dénotent l'épuisement de la patience paysanne.

En septembre, le parti bolchéviste atteint 240 000 membres. Sa droite, aux contours imprécis et d'importance variable, inclinait encore au rôle d'une opposition parlementaire dans les institutions représentatives de la République, enfin proclamée. Elle fit décider la participation à la Conférence démocratique, de composition arbitraire, réunie en attendant la Constituante par le gouvernement à titre d'assemblée provisoire d'où sortit le pré-Parlement. Trotski, soutenu par Staline, proposa de boycotter ce dernier mais se trouva en minorité. Une fois de plus, la pression de Lénine fut nécessaire pour remettre le Parti dans la voie de l'insurrection.

« Nous nous sommes tous trompés », écrit Lénine dans son article : *Les erreurs de notre parti* ; « il fallait boycotter la Conférence démocratique » ; maintenant, « il faut boycotter le pré-Parlement ». Il félicite Trotski et l'encourage, exige un congrès extraordinaire du Parti si besoin est pour revenir sur la décision « honteuse » des « milieux dirigeants ». Le Comité central se soumet, la fraction quitte le pré-Parlement après lecture par Trotski d'une déclaration mena-

çante. Le conflit violent n'était plus qu'une question d'heures.

« *La crise est mûre* », démontre Lénine dans un nouvel article affirmant que « la fin de septembre a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de la révolution russe et, très probablement, de la révolution mondiale ». Il croit percevoir « les indices irrécusables d'un grand revirement, les signes du prélude de la révolution mondiale » en Italie et en Allemagne : « *Le doute n'est plus permis, nous sommes à la veille de la révolution prolétarienne mondiale* ». A nous, dit-il, de commencer, à la faveur des avantages, des libertés, des moyens dont nous disposons en Russie. L'effondrement des socialistes réformistes et les progrès vertigineux des bolchéviks, prouvés par toutes les élections, ne permettent plus d'hésiter : « Avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, nous avons actuellement la majorité dans les Soviets, dans l'armée, dans le pays ».

Or, il y a au Comité central du Parti une tendance « qui veut attendre le Congrès des Soviets et se prononce contre la prise immédiate du pouvoir » : elle doit être vaincue, « *sinon les bolchéviks se déshonorent à jamais et disparaissent comme parti* ». L'allusion à Trotski est claire. Attendre ledit congrès serait « idiotie » ou « trahison ». Il faut frapper à l'improviste à Pétrograd, à Moscou et dans la flotte de la Baltique... Tarder, c'est tout perdre... Et pour secouer ses hommes de confiance trop passifs, Lénine donne sa démission du Comité central. Car il se sait indispensable.

Il ne se borne pas à pousser à l'action, il discute et persuade par la valeur de ses arguments. Sa brochure : *Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir?* entraîne bien des hésitants. Il y réfute un à un les préjugés de l'opinion courante selon laquelle, si les bolchéviks prenaient le pouvoir, ils seraient incapables de le garder. En feignant de riposter aux ennemis, il entreprend surtout de convaincre des partisans irrésolus. C'est là qu'il emprunte à saint Paul la parole comminatoire : *Qui ne travaille pas ne mange pas*, et oppose avec assurance aux sophismes des timorés : si 130 000 propriétaires fonciers ont pu gouverner la Russie dans l'intérêt des riches, 240 000 bolchéviks pourront l'administrer dans l'intérêt des pauvres. Certes, d'immenses difficultés sont en perspective mais « on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ». Les bolchéviks vaincront car ils incarnent l'idée de justice des travailleurs et « les idées deviennent des forces quand elles s'emparent des masses ».

Le Comité central se rendait à ces raisons mais avec un retard et une lenteur exaspérantes pour Lénine, hanté par la possibilité



de tout perdre en laissant passer l'heure. « *L'attente devient positivement un crime* », dit une nouvelle lettre aux organes directeurs du Parti. « Temporiser est un crime, attendre le congrès des Soviets un formalisme enfantin, absurde et déshonorant, c'est *trahir* la révolution... Il faut faire l'insurrection sur-le-champ... La victoire est certaine à Moscou, où personne ne peut nous combattre. A Pétrograd, on peut patienter. Le gouvernement est impuissant, sa situation sans issue : il se rendra... La victoire est assurée et il y a neuf chances sur dix de l'obtenir sans effusion de sang... Attendre est un crime envers la révolution ».

Le lendemain, Lénine envoie ses *Conseils d'un absent* pour rappeler encore une fois que la prise du pouvoir implique l'insurrection armée et remettre en mémoire les notions marxistes de l'art insurrectionnel. Conclusion : « Le triomphe de la révolution russe et de la révolution mondiale en même temps dépend de deux ou trois jours de lutte ».

Une autre lettre, le même jour, aux bolchéviks de la Conférence régionale des Soviets du Nord, presse de prendre l'offensive : « *L'heure est si grave que la temporisation, en vérité, est semblable à la mort* ». Car les mutineries de la flotte allemande après bien des symptômes annoncent la révolution mondiale. A trois reprises, il répète : « *La temporisation, c'est la mort* ».

Le 23 octobre, rentré clandestinement à Pétrograd, il participe à la séance du Comité central qui décide enfin l'insurrection. Les motifs de la résolution prise invoquaient en premier lieu « la croissance de la révolution socialiste mondiale », la « menace de paix entre les impérialistes », la « décision indubitable de la bourgeoisie russe et de Kérenski et C<sup>ie</sup> de livrer Pétrograd aux Allemands ». Il est important de le constater, l'acte historique se fondait d'abord sur trois suppositions erronées. Mais la juste appréciation de la situation intérieure en Russie suffisait à garantir le succès.

Seuls, Kamenev et Zinoviev avaient ouvertement résisté à l'impulsion donnée par Lénine, bien que leurs inquiétudes fussent partagées de plusieurs autres. Ils ne croyaient pas la « révolution prolétarienne internationale » si proche ni si mûre, refusaient de compromettre tout l'avenir sur la seule carte de l'insurrection. Dans l'appréhension d'une « défaite certaine », ils vont même jusqu'à rompre la discipline, à désavouer, dans le journal de Gorki hostile au bolchévisme, la direction de leur parti. Kamenev souligne la gravité du désaccord en démissionnant du Comité

central. En pleine préparation à l'attaque, la défection de deux des principaux « vieux bolchéviks » était de mauvais augure.

Lénine, pourtant, ne jugeait pas la perte irréparable. C'est à des disciples de cette espèce qu'il faisait allusion en citant le mot amer de Marx : « *J'ai semé des dragons et récolté des puces*. » Mais après avoir patiemment réfuté leur thèse, il les dénonce sans rémission comme « traîtres » dès qu'il apprend leur opposition publique, invite le Parti à exclure ces « déserteurs », ces « jaunes » dont il flétrit « l'infamie sans bornes » en termes définitifs. Staline, mal inspiré, essaie d'atténuer ce coup par une note de la rédaction dans l'organe central du Parti : « L'âpreté du ton de l'article de Lénine ne change rien au fait que nous restons tous d'accord sur l'essentiel... » Sous la réprobation générale, il est contraint de démissionner de la rédaction, sachant d'ailleurs que les difficultés sans nombre du moment commandaient de refuser sa démission.

Ce n'était pas le pire sujet d'alarme pour Lénine. Le Congrès des Soviets, plusieurs fois reculé avant d'être fixé au 7 novembre, approchait et le Comité central semblait attendre cette date pour donner le signal d'insurrection. Trotski tenait à lier les deux événements, Lénine avait hâte de créer le fait accompli, d'exécuter l'opération technique, quitte à la faire sanctionner par l'opération politique. Kérenski ne pouvait-il pas prendre les devants et, au moyen de quelques régiments sûrs, contrecarrer tous les plans ? Mais rien de tel ne se produisit ; une accumulation sans précédent de circonstances favorables facilitait la victoire de la nouvelle révolution.

Tout a concouru, selon l'expression de John Reed, à verser « de l'huile sur le feu bolchéviste ». Devant les besoins collectifs les plus aigus, le pouvoir oscillait sans fin entre des solutions moyennes et une répression inefficace, collectionnait les mécomptes en additionnant les fautes. La seule espérance des masses populaires déçues se traduisait dans les notes claires du programme de Lénine.

Le gouvernement, incapable de faire un pas vers la paix, responsable du massacre inutile de Galicie, était devenu objet de haine pour les soldats. Les bolchéviks, tout en propageant la fraternisation dans les tranchées, proposaient d'offrir sans délai à tous les belligérants « une paix démocratique », sans annexions ni indemnités. « *En cas de refus, nous ferions la guerre révolutionnaire* », disait Lénine, et Trotski tenait le même langage.

Le gouvernement, obstiné à renvoyer aux calendes l'apaisement



de la *faim de terre*, enlisé dans des statistiques, des études, des commissions, des projets, avait perdu toute autorité sur les campagnes. Les bolchéviks proposaient la remise immédiate du sol aux soviets paysans, à charge d'en disposer selon les conditions locales. Expropriation gigantesque à laquelle se sentait intéressé chaque travailleur de la terre.

Le gouvernement refusait de satisfaire les revendications de plus en plus impératives des nationalités opprimées par le tsarisme, entraînait en conflit déclaré avec la Finlande et l'Ukraine. Les bolchéviks proposaient de rendre la liberté totale de disposer d'eux-mêmes aux peuples à émanciper.

Le gouvernement paraissait complice de la tentative contre-révolutionnaire de Kornilov et, par sa conduite suspecte dans l'affaire, se mit à dos les chefs militaires sans se concilier personne, perdit l'appui des forces de droite tout en continuant de perdre la confiance des forces de gauche. Les bolchéviks avaient prévu le retour offensif de la réaction et contribué au premier rang à le briser. Le gouvernement ajournait la Constituante en donnant l'impression de la redouter. Les bolchéviks en exigeaient la convocation sans retard. Le gouvernement sabotait visiblement la réunion du prochain Congrès des Soviets. Les bolchéviks passaient outre.

Comme pour mettre le comble à son impopularité, le gouvernement rétablit la peine de mort dans l'armée, laissa croire au prochain transfert de la capitale à Moscou, révéla son intention d'envoyer au front les deux tiers de la garnison de Pétrograd. Les bolchéviks, exploitant habilement une triple occasion d'accabler l'adversaire, s'engageaient à supprimer la peine de mort, à maintenir la capitale à Pétrograd, à y conserver la garnison révolutionnaire. Les projets gouvernementaux se réduisaient à des menaces vaines, encourageaient et renforçaient l'opposition. A la fin d'octobre, le parti bolchéviste a environ 400 000 membres...

La logique des faits agit dans le même sens, l'écroulement économique imposant aux soviets locaux de s'immiscer dans tous les domaines de la vie publique, de se transformer en organes de direction, surtout en matière de ravitaillement par des taxations et des réquisitions. Le soviet menchéviste de Tiflis, par exemple, présidé par Jordania, se comportait comme un gouvernement régional et de moindres municipalités révolutionnaires improvisaient à leur façon dans leur ressort. La socialisation de certaines entreprises semblait la seule réponse possible aux arrêts partiels de production

voulus par les patrons de combat, aux grèves surnoises d'ingénieurs provoquant des paralysies industrielles. Les soviets de Kalouga, de Tachkent, de Kazan, de Cronstadt et autres lieux allaient même devancer le deuxième congrès soviétique pour trancher la question du pouvoir.

Le conflit relatif à la garnison de Pétrograd servit de prétexte et d'amorce à la première phase du coup d'État. Le Soviet nomma le 26 octobre un Comité révolutionnaire militaire et mit les mouvements de troupes sous son contrôle. Trotski, président des deux organes à la fois, tenait donc en mains tous les leviers de manœuvre. De son côté, le Comité central bolchéviste avait formé un « Bureau politique » de sept membres avec mission de diriger le Parti sans formalités ; Lénine et Trotski en étaient les têtes, Zinoviev, Kame-nev, Staline, Sokolnikov et Boubnov les bras. De plus, un « Centre militaire » de cinq membres : Sverdlov, Staline, Boubnov, Ouirtsiki et Dzerjinski, fut introduit dans le Comité révolutionnaire militaire présidé par Trotski. Celui-ci disposait ainsi d'un véritable état-major insurrectionnel.

Le résultat final dépendait de l'armée, dont l'état d'esprit ne faisait plus aucun doute. Au début d'octobre, l'officier Doubassov avait déclaré au Soviet : « Les soldats ne réclament en ce moment ni la liberté, ni la terre. *Ils ne veulent que la fin de la guerre*. Et quoi que vous disiez ici, ils ne se battront plus ». Dans les derniers jours du mois, une série de délégués du front déclarent au Comité Exécutif soviétique : « Il est impossible de continuer la guerre dans la situation actuelle... Le front vit dans l'attente fiévreuse de la paix. Beaucoup d'unités réclament n'importe quelle paix, même séparée » ; l'un d'eux ajoute : « Si c'est une paix infâme, donnez-nous la paix infâme ». Au début de novembre, le général Verkhovski, ministre de la Guerre, déclare dans une séance secrète des commissions du pré-Parlement : « Aucune persuasion n'a prise sur des gens qui ne comprennent pas pourquoi ils doivent affronter la mort et les privations... Désagrégation générale... Situation sans issue... On compte au moins 2 000 000 de déserteurs... L'armée ne peut plus être nourrie... Elle ne peut être suffisamment vêtue ni chaussée... Il n'y a plus de commandement... Le bolchévisme continue à dissoudre nos forces armées... *Ces données objectives nous forcent à reconnaître, franchement et ouvertement, que nous ne pouvons plus faire la guerre* ». L'insurrection pouvait compter sur la sympathie des millions de soldats.



Le Comité révolutionnaire militaire prenait ses dispositions au vu et au su de tous. « Au centre de ce travail de mobilisation se tenait le Soviet de Pétrograd qui avait démonstrativement élu président Trotski, le tribun le plus brillant du soulèvement prolétarien », écrit Boukharine.

A la Conférence régionale des Soviets du Nord, Trotski avait fait voter cette résolution : « *Le pays veut vivre, le gouvernement doit disparaître. Les Soviets n'ont pas seulement le droit, ils ont la force. Le temps des paroles est passé. L'heure est venue où une action décisive et unanime de tous les Soviets peut sauver le pays et la révolution et résoudre la question du pouvoir central* ». Au Soviet de Pétrograd, Trotski, présent partout, proclame : « On nous dit que nous préparons un état-major pour la saisie du pouvoir. Nous n'en faisons pas mystère ». Mais en même temps, il ne néglige rien pour donner le change, endormir la vigilance de l'ennemi. Interpellé au Soviet sur les agissements des bolchéviks, il répond avec adresse : « Nous ne cachons rien. Je déclare au nom du Soviet : nous n'avons ordonné aucune action armée. Mais si le cours des événements forçait le Soviet à commander l'action, les ouvriers et les soldats marcheraient comme un seul homme ». Cependant que des représentants du Parti négocient un compromis avec les autres socialistes, pour gagner du temps.

Kérenski laissa faire ou réagit sans vigueur. « Toute la Russie est avec nous. Rien à craindre », — dit-il trois jours avant le coup d'État. Cependant, durant les derniers mois, les partis moyens s'étaient usés, au profit des extrêmes de droite et de gauche. La réaction franche se découvre déjà dans le sud, commence à utiliser les Cosaques, à dissoudre des soviets. Les cadets rassemblent le gros des forces actives de conservation sociale ; parmi eux, les uns pratiquent la tactique du pire, espérant avoir aisément raison des bolchéviks après la chute de Kérenski, les autres préfèrent « l'ordre » allemand au « désordre » russe. Les socialistes-révolutionnaires ne sont plus un parti mais une inconsciente cohue bavarde, en perpétuel désarroi. Leur gauche, définitivement détachée, sert d'appoint au bolchévisme. Les menchéviks se déconsidèrent en se prononçant pour la paix en principe, pour la guerre en fait : « Cette politique ne fut comprise ni en Europe par les Alliés, ni en Russie même », avoue Voitinski. L'initiative de Martov soutenue par les menchéviks de Géorgie, tendant à constituer un « gouvernement socialiste homogène » depuis les populistes jusques et y compris les bolchéviks,

vint trop tard et ne correspondait plus aux tendances des groupements à associer.

« *Nous étions indubitablement faibles* », écrit Trotski, quant à la technique et à l'organisation. Mais les bolchéviks trouvaient devant eux plus faible encore, et le courant les portait. D'après le même auteur, particulièrement qualifié, « *l'issue de l'insurrection du 7 novembre était déjà prédéterminée au moins aux trois quarts quand nous nous opposâmes à l'éloignement de la garnison de Pétrograd.* » Lénine, tenu de se cacher, ne pouvait s'en rendre compte, c'est pourquoi il conseilla de commencer à Moscou et s'impatientait tant du retard ; cette explication de Trotski n'est pas probante : en réalité, Lénine voulait prévenir toute mesure défensive du pouvoir, mettre le Congrès des Soviets devant le fait accompli, non d'un projet à débattre. « Depuis que, sur l'ordre du Comité révolutionnaire militaire, les bataillons s'étaient refusés à sortir de la ville, nous avions dans la capitale une insurrection victorieuse à peine voilée... L'insurrection du 7 novembre n'eut qu'un caractère complémentaire », affirme Trotski.

Toujours est-il que ce n'était pas l'avis de Lénine, comme le montre encore une dernière lettre au Comité central, document unique où l'intelligence et la volonté du chef hurlent littéralement l'ordre d'attaquer, à la veille du Congrès des Soviets : « Il est d'une évidence éclatante que maintenant, en vérité, *tout retard de l'insurrection équivaut à la mort...* Je m'emploie de toutes mes forces à convaincre les camarades que *tout tient à un cheveu*, que les questions posées ne se résolvent point par des conférences ou des congrès (même de Soviets) !... *Il faut à tout prix, ce soir, cette nuit, arrêter le gouvernement, désarmer les junkers, les battre s'ils résistent... Attendre n'est plus possible ! Nous risquons de tout perdre !...* Qui doit prendre le pouvoir ? Peu importe en ce moment : que le Comité révolutionnaire militaire le prenne, ou toute autre institution... L'affaire doit être absolument décidée ce soir ou cette nuit. L'histoire ne pardonnera pas l'hésitation aux révolutionnaires qui peuvent vaincre (et vaincront certainement) aujourd'hui, mais risqueraient de perdre beaucoup demain, de tout perdre... *La prise du pouvoir est affaire d'insurrection ; son but politique apparaîtra, une fois le pouvoir conquis. Il serait néfaste ou formaliste d'attendre le vote douteux du 7 novembre. Le peuple a le droit et le devoir de trancher ces questions par la force, non par des votes...* Les révolutionnaires qui laisseraient échapper le moment... commettraient le plus grand



des crimes. Le gouvernement chancelle. Il faut l'achever à tout prix. La temporisation dans l'action, c'est la mort. »

*Maintenant ou jamais*, dit Lénine. Enfin, le Comité révolutionnaire militaire agit sans plus différer, passe des préparatifs à la réalisation. « Les points les plus importants de la ville furent occupés par nous pendant cette nuit décisive presque sans combat, sans résistance, sans victime », écrit Trotski. Les prévisions de Lénine se vérifiaient, il n'y eut pas d'effusion de sang à Pétrograd ; mais contrairement à son calcul, la lutte fut sanglante à Moscou. Dans l'ensemble, l'insurrection ne rencontra pas de sérieux obstacles. Elle eut lieu, comme l'a constaté Trotski, à date fixe. Sur la question litigieuse de l'heure reculée jusqu'au Congrès des Soviets, Lénine dit après coup à ses camarades du Comité central : « *Oui, vous avez eu raison* », — ce que Staline devait raconter trois ans après, dans un discours commémoratif. Le régime d'hier représenté par la figure épisodique de Kérénski tomba presque aussi facilement que celui d'avant-hier, incarné dans le personnage héréditaire du Tsar, et pour des raisons analogues, sinon identiques. « La guerre a donné le pouvoir au prolétariat, — observe Gorki après Lénine, — a donné, car personne ne dira que c'est le prolétariat lui-même qui, par sa propre force, a pris en mains le pouvoir... »

Il fallut pourtant, dans une situation extraordinaire, un parti capable d'en profiter, des hommes capables de le diriger. Au témoignage de Staline, entre mille : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction immédiate de Trotski, président du Soviet de Pétrograd. On peut dire avec certitude qu'en ce qui concerne le rapide passage de la garnison du côté du Soviet et l'habile organisation du travail du Comité révolutionnaire militaire, le Parti en est avant tout et surtout redevable au camarade Trotski. » Quant au rôle de Lénine, il brille assez de sa propre lumière.

Le 7 novembre, écrit Boukharine exalté, « Trotski, tribun splendide et courageux du soulèvement, apôtre infatigable et ardent de la révolution, déclara au nom du Comité révolutionnaire militaire au Soviet de Pétrograd, sous le tonnerre d'applaudissements des assistants, que le gouvernement provisoire n'existait plus. Et comme preuve vivante de ce fait parut à la tribune, salué d'une formidable ovation, Lénine, que la nouvelle révolution libérait du mystère dont il avait dû s'entourer. » En quelque six mois, la révolution russe avait engendré la République et en moins de neuf mois

la dictature des bolchéviks. La Révolution française mit plus de trois ans à instaurer la République et la dictature des jacobins.

\*  
\*  
\*

Les révolutionnaires professionnels, cette fois, avaient leur part dans la réussite ; sans eux, Lénine n'eût pas mené à bien l'entreprise, ne l'eût même pas conçue. S'il a fallu pour l'avènement du bolchévisme un concours exclusif de conjonctures propices, une politique de suicide des classes possédantes et l'aberration tenace des socialistes de conciliation sociale, — l'intervention d'un parti relativement conscient du but immédiat à atteindre ne fut pas moins nécessaire. Le parti bolchéviste eut sur tous les autres cet avantage de viser résolument au pouvoir et de tout mettre en œuvre pour y parvenir. Et parmi ces révolutionnaires professionnels, armature du Parti, Staline était sans conteste une sorte de prototype. Avant d'avoir rien fait qui le distinguât comme personnalité politique, il se vit placé aux postes de commande du nouvel État, par la seule vertu de sa fidélité au groupe victorieux et grâce aux qualités du soldat, — suffisantes pour la première tâche à remplir.

Dans la littérature historique ou documentaire déjà considérable sur la révolution d'Octobre, il est très rare de trouver le nom de Staline. La plupart des ouvrages ne le mentionnent jamais. Dans les recueils des procès-verbaux du Parti seulement, il est inscrit à son rang comme membre des comités dont il a fait partie pour le travail politico-administratif quotidien. De ces comités, « *seuls, Lénine et Trotski étaient pour l'insurrection* », a écrit John Reed ; assertion à ne pas prendre à la lettre mais exprimant néanmoins une certaine vérité profonde. Jamais Lénine n'eût préfacé avec une telle chaleur et sans réserve le livre de l'écrivain communiste américain, comme « tableau exact et extraordinairement vivant », s'il y avait relevé une dépréciation du Parti auquel les révolutionnaires professionnels comme Staline entendent s'identifier.

« Les hommes font leur propre histoire, mais pas au gré de leur initiative ni en des circonstances librement choisies » : la pensée de Marx, dont le bolchévisme revendique l'exclusivité, synthétise ainsi les données objectives et subjectives du fait historique. Vus sous cet angle, Lénine et Trotski émergent inégalement de la masse croissante de leur parti, au point de la dominer. Entre eux et elle, les révolutionnaires professionnels sont des agents



de transmission qui communiquent l'impulsion et l'orientation voulues par le « cercle clandestin de dirigeants ». A la date d'Octobre, Staline n'est pas encore quelqu'un mais il est déjà quelque chose ; si l'on ignore son nom, on subit son poids, incorporé à l'autorité collective du Parti. Avec l'expérience sans précédent qui commence, les révolutionnaires professionnels vont passer par la véritable épreuve, celle de l'édification d'un État socialiste, étape transitoire vers une société sans classes.

Parmi eux, ni Staline, ni aucun autre n'entrevoit alors les perspectives du plus proche avenir. Pour des socialistes, il va sans dire que la conquête du pouvoir n'est pas une fin en soi mais l'indispensable moyen de réaliser un programme. A cet égard, le Parti n'avait pas la moindre idée nette ; il devait s'en remettre entièrement à ses dirigeants dont les vues étaient très incertaines.

Après avoir tablé sur la « révolution mondiale » et tout en escomptant à brève échéance, Lénine dut rectifier sa conception par scrupule théorique en collaborant à la révision du programme social-démocrate, quelques jours avant le coup d'État. Réfutant comme une fanfaronnade la proposition de Boukharine de supprimer le « programme minimum », il écrivait : « Nous ne savons pas quand, après notre victoire, surviendra la révolution en Occident. Il n'est pas impossible que nous entrions dans des périodes de réaction... Nous n'en savons rien et n'en pouvons rien savoir ». Sur ce point, Zinoviev et Kamenev n'eurent pas tort de mettre en garde contre l'illusion d'une révolution internationale imminente. Et Riazanov avait raison de dire, si John Reed rapporte exactement ses paroles : « Les travailleurs d'Europe ne bougeront pas ».

Mais dans cette éventualité même, Lénine ne renonçait pas au pouvoir ; le tout était de s'y maintenir en prenant des mesures de transition conduisant au socialisme. « La victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays », dit-il trois mois après Octobre, mais il espère prochain le renfort extérieur. Évoquant le mot de Marx et d'Engels : « Le Français commencera, l'Allemand achèvera », il exprime sa certitude avec une variante : « Le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais achèveront et le socialisme vaincra... » Un mois plus tard, tout en affirmant encore : « Notre salut, dans toutes les difficultés, c'est la révolution pan-européenne », il en vient à déclarer : « La révolution ne se produira pas aussi vite que nous l'attendions. L'histoire l'a prouvé. Il faut savoir l'admettre comme un fait ».

Au moins ne se méprenait-il pas quant aux raisons pour lesquelles « le Russe a commencé ». Dans un discours au Soviet de Moscou, il dira en avril 1918 : « C'est le fait d'être un pays arriéré qui nous a permis d'être en avance et nous devons périr si nous ne tenons pas jusqu'au moment où notre révolution recevra une aide efficace des révoltés de tous les pays ». Ce n'est pas, de sa part, une assertion fortuite : « Nous sommes un détachement révolutionnaire de la classe ouvrière lancé en avant, non parce que meilleurs que les autres ouvriers, non parce que le prolétariat russe est supérieur à la classe ouvrière des autres pays, mais uniquement parce que nous étions un des pays les plus arriérés du monde ». Il insiste quelques mois après, dans une lettre aux ouvriers américains : « Les circonstances ont mis en avant notre détachement, le détachement russe du prolétariat socialiste, en raison non de nos mérites mais de l'état tout particulièrement arriéré de la Russie ».

Le rapprochement s'impose avec l'opinion de Plekhanov, homme politique fini dès avant la révolution mais encore intellectuellement vigoureux, répondant à ses amis enclins à considérer le régime soviétique comme un court épisode : « La force des bolchéviks est dans la fatigue, dans l'ignorance de notre peuple et aussi dans nos conditions économiques arriérées. Le bolchévisme durera plusieurs années et notre peuple ne deviendra conscient qu'après cette dure leçon de choses. Ce sera alors la fin du bolchévisme. Mais c'est encore loin ».

Trotsky restait d'accord avec lui-même, avec sa théorie de la « révolution permanente », en proclamant au lendemain de l'insurrection, devant le Congrès des Soviets : « Où la révolution russe déterminera un mouvement révolutionnaire en Europe, ou les puissances européennes écraseront la révolution russe ». Tout le Comité central partageait cet avis : « Sans révolution socialiste en Occident, notre république socialiste est menacée de périr », dit un de ses membres au début de 1918, pour résumer l'opinion commune. A quoi Staline répliqua : « Nous aussi, nous misons sur la révolution, mais vous comptez avec des semaines et nous avec des mois ». Personne ne comptait avec des années.

Mais la vaine attente de la révolution socialiste occidentale comportait des erreurs tactiques de plus en plus dangereuses pour le bolchévisme. Et Lénine, le premier, à défaut de pronostic valable sur la date, tenta d'expliquer le « retard » des autres pays. « Passer avec une telle aisance d'une victoire à l'autre, — dit-il en parlant



de la révolution russe, — fut facile uniquement parce que la constellation internationale actuelle nous a protégés momentanément contre l'impérialisme ». Ailleurs, et dans d'autres conditions, il en ira autrement : « Il est bien plus difficile de commencer en Europe; chez nous, il était infiniment plus facile de commencer mais il sera beaucoup moins aisé de continuer. En Europe, c'est le contraire : une fois la révolution commencée, il sera bien plus facile de la pousser en avant... »

Et, rappelant au sentiment des réalités les bolchéviks de gauche obstinés dans leur mystique, il ajoute : « Oui, nous verrons la révolution mondiale, mais en attendant, ce n'est qu'un conte très attrayant, un conte très joli. Je comprends bien que les enfants aiment les jolis contes mais je demande : un révolutionnaire sérieux peut-il croire à des contes? »

## CHAPITRE VI

### LA GUERRE CIVILE

Lendemain de victoire. — Dissentiments chez les bolchéviks. — Lénine au travail. — La liberté de la presse. — Gorki contre Lénine. — Le Conseil des Commissaires du peuple. — Staline, commissaire aux Nationalités. — Le droit des peuples, théorie et pratique. — Évolution de Lénine. — Avertissements de Rosa Luxembourg. — En Géorgie. — Contradictions insolubles. — La question agraire. — Avis de Rosa Luxembourg. — Variations de Lénine. — La dictature du prolétariat. — Guerre et paix. — Brest-Litovsk. — Désaccords entre bolchéviks. — Lénine et la paix à tout prix. — Attitude de Trotski. — La fraction de gauche. — Crise aiguë dans le Parti. — Septième congrès. — Le Parti communiste. — Trotski, commissaire à la Guerre. — La Tchéka. — Staline au front. — L'armée rouge. — Séditions, émeutes et rébellions. — L'opposition militaire. — Tsaritsyne. — La Terreur. — Staline contre Trotski. — Armistice et révolutions. — La guerre civile russo-russe. — Staline chef militaire. — L'Internationale Communiste. — Huitième congrès du Parti. — Staline, commissaire à l'Inspection. — Les collaborateurs de Lénine.

Le bolchévisme héritait d'une situation grosse de catastrophes : la disette, la réduction des emblavures, le délabrement de l'industrie et des transports, la chute du papier-monnaie avec hausse correspondante du coût des marchandises, la spéculation et l'agio-tage à outrance, la démobilisation spontanée en étaient les aspects principaux. Conditions peu favorables à « l'expérience sans précédent » annoncée par Trotski dans l'exaltation de la victoire révolutionnaire d'Octobre.

Aucune solution magique n'y pouvait remédier. L'ère de violences et de douleurs ouverte par la guerre de 1914 entraînait seulement dans une phase nouvelle. L'histoire démontrait une fois de plus l'impossibilité d'une transformation sociale pacifique. La résistance des classes possédantes à l'intérieur et l'hostilité du monde capitaliste à l'extérieur dissipaient l'espoir de faire l'économie d'une guerre civile en règle. Et les lois cruelles de l'état de siège allaient sup-



planter les clauses prometteuses du programme de Lénine. Il fallait vaincre avant de convaincre, frapper d'abord, ensuite persuader.

Les bolchéviks avaient promis la Constituante sans délai; ils durent l'ajourner, puis la dissoudre. Ils protestaient contre la peine de mort dans l'armée; ils la rétablirent après l'avoir supprimée, puis la décrétèrent pour les civils comme pour les militaires. Ils s'opposaient violemment au transfert de la capitale à Moscou; ils le réalisèrent. Ils reconnaissaient aux nationalités le droit à l'indépendance; ils les incitèrent à se séparer de plein gré pour les soumettre ensuite de vive force. Ils dénonçaient avec véhémence toute paix séparée; ils furent contraints de la signer. Ils s'étaient engagés à mener plutôt une guerre révolutionnaire; ils ne purent tenir parole. Ils voulaient la paix « démocratique »; ils subirent une paix « honteuse ». Ils promettaient la terre aux paysans; ce fut pour en confisquer les produits. Quant à l'abolition de la police, de l'armée permanente et du fonctionnarisme, on la renvoya *sine die*; les institutions condamnées par Lénine devaient survivre sous d'autres noms : Commission extraordinaire (Tchéka), armée rouge, bureaucratie soviétique.

Autrement dit, le programme bolchéviste s'avéra inapplicable au moment de passer de la théorie à la pratique, si sincères qu'en fussent les promoteurs. La seule chose réalisable et accomplie, la prise du pouvoir, tenait à un enchaînement de circonstances unique : « *Si nous n'avions pas pris le pouvoir en Octobre, jamais nous ne l'aurions eu* », reconnaît Trotski. Selon le mot de Lénine, tout avait été suspendu « à un cheveu ».

Détournés par la guerre civile de leur ligne de conduite préétablie, les bolchéviks ne purent davantage et pour la même raison se conformer à leur plan de socialisation par étapes, en commençant avec le contrôle ouvrier de la production. Les nécessités vitales immédiates qui pressaient de sacrifier momentanément les principes, avec l'arrière-pensée de réserver l'avenir, poussaient aussi aux improvisations extrêmes dans le champ économique. La prescience de Jaurès a justifié d'avance ce radicalisme inéluctable : « Le jour où des événements imprévus, une commotion historique analogue à celle de 1871 porterait les prolétaires socialistes au pouvoir, ils seraient obligés d'accomplir ou d'essayer tout au moins une révolution sociale par la transformation du système de propriété. Ils auraient beau se dire que peut-être l'ensemble de la classe paysanne n'est pas préparée, que peut-être même dans la classe ouvrière il



Les réactionnaires avérés s'étaient abstenus de prêter main-forte au Gouvernement provisoire, — le Grand Quartier Général demeurant en expectative et les Cosaques ayant déclaré leur neutralité dans la capitale, — mais se réservaient d'agir pour leur propre compte. Des troupes en nombre inconnu commandées par le général Krasnov marchaient sur Pétrograd, suscitant l'alarme des uns, l'espérance des autres. Une grève générale des fonctionnaires et employés d'État paralysait l'administration publique, les ministères et les banques. Le syndicat des cheminots et celui des postes et télégraphes exigeaient un gouvernement de coalition socialiste sous la menace de priver de transports et de communications le nouveau pouvoir, le Conseil des Commissaires du peuple.

A cet instant critique, Lénine vit surgir encore une fois contre lui dans son propre parti une opposition de « vieux bolchéviks », partisans eux aussi d'un « *gouvernement socialiste de tous les partis soviétiques* » et d'un accord entre bolchéviks, menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche. Dix jours après le coup d'État, en pleines négociations sur le partage du pouvoir, onze Commissaires du peuple sur quinze disaient en démissionnant : « Hors de cette voie, il n'en reste qu'une : la conservation d'un gouvernement purement bolchéviste *par les moyens de la terreur politique* ». Rykov, Noguine, Milioutine, Chliapnikov et leurs collègues ajoutaient : « Cette politique écarte les organisations des masses prolétariennes de la direction de la vie politique, *conduit à l'établissement d'un régime irresponsable, à la perte de la révolution et du pays* ».

Kamenev, Zinoviev, Rykov, Noguine et Milioutine démissionnèrent du Comité central du Parti en accusant son groupe dirigeant, c'est-à-dire Lénine et Trotski appuyés sur Sverdlov, Dzerjinski, Staline et Boukharine, de « *vouloir à tout prix un gouvernement purement bolchéviste sans compter les victimes en ouvriers et en soldats que cela pourrait coûter* ». Par leur geste, ils espéraient faire cesser au plus vite « *l'effusion de sang entre les différents partis de la démocratie* ». Le bolchévik de gauche Lounatcharski les avait devancés en démissionnant du Conseil des Commissaires à la fausse nouvelle du bombardement d'une église à Moscou... Chliapnikov donna sa signature sans démissionner. Riazanov se trouvait parmi les protestataires mais lui n'était pas un bolchévik invétéré et se sentait lié au syndicat des cheminots dont il fut un des fondateurs. A Gatchina, le Commissaire du peuple Dybenko concluait avec les Co-

saques de Krasnov un compromis admettant d'écarter provisoirement Lénine et Trotski du gouvernement et même des assemblées populaires.

Il est vrai, la signature d'un bolchévik n'engageait déjà plus personne à rien. La ruse de guerre prenait le pas sur la loyauté politique. Lénine et Trotski songeaient surtout à gagner du temps, car c'était tout gagner.

Pour ce but, ils acceptaient d'envoyer des délégués aux conférences conciliatrices réunies par les cheminots et ne refusaient pas de constituer un gouvernement de coalition, sans cesser toutefois d'opposer des conditions de principe irréductibles aux conditions politiques et personnelles des socialistes, pour traîner les tractations en longueur en attendant de pouvoir parler sur un autre ton et rejeter sur les rivaux la responsabilité d'une rupture inévitable. L'aveuglement de ces derniers facilita pleinement le jeu bolchéviste. De part et d'autre, l'intransigeance était égale ; les vainqueurs voulaient la sanction de leurs décrets fondamentaux sur la paix et sur la terre, et la souveraineté du nouveau Comité Exécutif des Soviets, instrument de leur parti ; les vaincus prétendaient notamment décapiter la révolution en frappant d'exclusive Lénine et Trotski. Ceux-ci connaissaient de longue date leurs adversaires bavards et surent manœuvrer supérieurement.

Toujours optimistes à l'excès quant aux perspectives révolutionnaires internationales, ils n'étaient pas dupes d'apparences en Russie et, à cette heure décisive, envisageaient froidement l'état des choses : apathie profonde de la population des villes, attestée par les dernières élections municipales où l'absentéisme atteignit parfois plus des deux tiers du corps électoral ; vague d'anarchie dans les campagnes, illustrée de troubles sanglants, de pillages, lynchages et pogromes ; masse paysanne douteuse mais neutralisée en province par les distributions de terres et sur le front par la promesse de paix ; nationalismes de Finlande et d'Ukraine, des pays de la Baltique et du Caucase satisfaits par le droit de séparation ; soviets citadins bolchévisés mais de moins en moins élus par la majorité ouvrière ; syndicats professionnels faibles et de formation trop récente pour assumer un rôle indépendant ; adversaires socialistes, libéraux, réactionnaires divisés et désorientés, incapables d'action à brève échéance. La partie se livrait donc entre des forces restreintes. Soldats et marins étaient maîtres de la situation.

Trotski ne se gênait pas pour parler ouvertement du soldat



« aux mains de qui se trouve le pouvoir ». Le coup d'État avait été un acte essentiellement militaire, réalisé sous la direction d'un comité militaire, contre un gouvernement sans défense militaire : « *Les habitants dormaient paisiblement et ne savaient pas qu'un pouvoir succédait à un autre* », dit encore Trotski. L'ancienne police dissoute, la nouvelle n'existait pas encore pour contrecarrer la conjuration. Les assaillants n'étaient guère plus combattifs que les assaillis : ils mirent une journée à prendre le Palais d'Hiver, vulnérable en quelques minutes. Deux ou trois coups de canon à blanc tirés d'un croiseur avaient semé l'épouvante dans le camp démocrate. A Moscou, c'est l'indécision de l'action bolchéviste qui prolongea inutilement la lutte. Ailleurs, en province, un télégramme suffit à assurer le changement de régime. La « bataille » sous Pétrograd entre Rouges et Blancs, la « prise » de Tsarskoïé-Sélo, excellents thèmes à communiqués grandiloquents, se réduisaient en réalité aux proportions d'une molle escarmouche suivie d'occupation de village évacué...

Lénine n'avait donc pas tort de dire : « *Il était facile de commencer la révolution dans un pays pareil. C'était plus aisé que de soulever une plume* ». Afin de continuer, il s'agissait tout d'abord d'obtenir un répit pour créer l'appareil de coercition dont le précédent gouvernement fut dépourvu ; la garde rouge et les marins en tinrent lieu, avant l'organisation de la Tcheka, police révolutionnaire. Ensuite, « *le primitif instinct moutonnier des Russes* », comme dit Engels, favoriserait fatalement les plus forts. De concurrence pacifique des partis dans les Soviets (Lénine *dixit* naguère), il n'était plus question. Les bolchéviks entendaient conserver coûte que coûte le pouvoir, au besoin par les moyens employés à le conquérir. Le parallèle de Lénine entre les 130 000 seigneurs terriens d'hier et les 240 000 bolchéviks d'aujourd'hui, devenus 400 000, se vérifiait au delà de toute prévision ; dans l'un et l'autre cas, malgré les différences de classes, la domination politique d'une minorité infime implique certaines conséquences analogues.

Les pourparlers de conciliation donnèrent le temps de parer aux difficultés les plus pressantes et de forger un embryon de mécanisme gouvernemental. Parmi les négociateurs, du côté bolchéviste, Kamenev et Riazanov croyaient sincèrement à la nécessité d'un compromis. Au contraire, Lénine et Trotski prévoyaient l'échec de toute collaboration de cet ordre, mais sans dédaigner une alliance temporaire au moins avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Staline prit part à ces manœuvres diplomatiques en homme de

confiance du « cercle clandestin de dirigeants », avec la consigne de ruser dans la forme sans rien concéder sur le fond : astuce et fermeté, ses caractéristiques principales, firent de lui l'agent efficace d'une telle besogne. Lénine savait utiliser au mieux les qualités et les défauts de son personnel.

Le Comité central bolchéviste se déclarait alors prêt à former sous conditions « une coalition dans le cadre des Soviets » non seulement avec les divers socialistes de gauche mais avec ceux de droite. Avant de constituer le Conseil des Commissaires, il avait d'ailleurs invité en vain trois socialistes-révolutionnaires de gauche à y entrer. Les exigences des modérés rendirent l'accord impossible tout en donnant le beau rôle aux bolchéviks, lesquels gagnèrent ainsi le concours appréciable des socialistes-révolutionnaires de gauche à leur gouvernement.

Lénine, déjà maître dans l'art de « négocier en combattant », fortifiait partout ses positions à la faveur de la trêve. Il avait mené de haut les premières opérations militaires en se servant de Trotski et de Staline comme lieutenants, Trotski à l'avant, Staline à l'arrière, chacun à sa place selon ses meilleures facultés, Trotski à l'avant pour son magnétisme d'entraîneur d'hommes, son viril esprit d'initiative, son courage communicatif, Staline à l'arrière pour sa valeur d'organisateur ponctuel, appliqué, rigoureux, d'exécutant énergique et sûr. Simultanément, il faisait face aux « déserteurs » de son vieux groupe de révolutionnaires professionnels, les Zinoviev, les Kamenev, les Rykov ; par de virulentes philippiques, il dressa contre eux l'opinion du Parti, les réduisit au silence, puis à la soumission. Pressé d'amorcer les préliminaires de l'armistice avec l'Allemagne, il renversait l'obstacle du Grand Quartier Général pour ainsi dire par radio, en faisant appel aux troupes par-dessus la tête des officiers ; là encore, Staline l'assista dans cette action, en pratique menée à bien par Krylenko. Enfin, passant outre aux hésitations et aux scrupules démocratiques dans les rangs bolchévistes, il abordait résolument une condition primordiale de toute dictature, la restriction de la liberté de la presse. Personne n'osait alors en prévoir la suppression totale.

Aussitôt après le coup d'État, il n'était question que d'abolir « le monopole de la bourgeoisie sur la presse », expression assez paradoxale à lire dans des journaux bolchévistes à grand tirage. « Tout groupe de citoyens doit pouvoir disposer des imprimeries et du papier », déclarait Trotski. De son côté, Lénine affirma : « Main-



tenant que l'insurrection est terminée, nous n'avons nullement l'intention de supprimer les journaux des autres partis socialistes, sauf dans le cas d'excitation au soulèvement armé ou à la sédition. »

Un décret sur la presse, rédigé par Lénine, assurait expressément : « Aussitôt consolidé l'ordre nouveau, toute pression administrative sur la presse prendra fin ; une liberté complète de la presse sera établie dans le cadre de la responsabilité légale, selon la réglementation la plus large et la plus avancée... » En attendant, les atteintes aux principes démocratiques dont Lénine et Trotski se réclamaient encore ne furent pas admises sans protestation dans le camp même du bolchévisme, encore appelé social-démocrate. Mais pour les imposer, il y avait un argument sans réplique, la garde rouge et les marins.

Toute la presse non bolchéviste vitupérait et flétrissait les « usurpateurs ». Seuls, les journaux de droite avaient été suspendus mais les autres se sentaient touchés par le coup porté au droit d'imprimer. Les articles de Gorki, bolchévik de gauche de l'avant-veille, donnent une idée du diapason général et résument bien l'opinion moyenne de l'intelligentsia révolutionnaire et socialiste : « Lénine, Trotski et leurs adeptes sont déjà intoxiqués par le poison du pouvoir comme le prouve leur attitude honteuse vis-à-vis de la liberté de la parole, de l'individu et de cet ensemble de droits pour le triomphe desquels a lutté la démocratie ». Dans cette *Novaja Jien* où il avait pris la défense de Lénine traqué après les journées tragiques de juillet, Gorki traitait les bolchéviks de « fanatiques aveugles, aventuriers sans conscience » et le bolchévisme de « calamité nationale ».

Il dénonçait « la vanité des promesses de Lénine..., l'étendue de sa folie..., son anarchisme à la Netchaïev et à la Bakounine », et son gouvernement comme une « autocratie de sauvages ». Aux premières mesures dictatoriales, il s'indigne avec passion : « Lénine et ses acolytes se croient permis tous les crimes ». Et il interroge : « Dans sa conduite à l'égard de la liberté de la parole, en quoi Lénine se distingue-t-il de Stolypine, de Plehve et autres caricatures humaines ? Le pouvoir de Lénine ne traîne-t-il pas en prison tous ceux qui ne pensent pas comme lui, ainsi que le faisait le pouvoir des Romanov ? »

Familier de Lénine, il l'apprécie en ces termes : « Lénine n'est pas un thaumaturge tout-puissant mais un prestidigitateur cynique qui n'a cure ni de l'honneur, ni de la vie du prolétariat ». Lénine, ajoute-t-il, a toutes les qualités d'un chef, « notamment l'amoralité indispensable à ce rôle et le mépris du barine pour la vie des masses

populaires ». Les léninistes ne valent pas mieux car, pour eux, « la classe ouvrière est comme le minerai pour le métallurgiste ». La comparaison avec Netchaïev lui tient à cœur : « Vladimir Lénine introduit en Russie le régime socialiste selon la méthode de Netchaïev, à toute vapeur à travers la boue. Lénine, Trotski et tous les autres qui vont avec eux à la ruine dans la fondrière de la réalité sont évidemment persuadés avec Netchaïev que c'est par le droit au déshonneur qu'on peut le mieux entraîner avec soi un Russe... » Il assimile volontiers le bolchévisme au tsarisme : « En menaçant de la famine et du massacre tous ceux qui n'approuvent pas le despotisme de Lénine-Trotski, ces chefs justifient le despotisme du pouvoir contre lequel ont si longtemps lutté les meilleures forces du pays ».

En réponse aux reproches de certains partisans du nouveau régime, Gorki réplique : « La *Novaja Jien* a affirmé et continuera d'affirmer que n'existent pas dans notre pays les conditions requises pour l'introduction du socialisme et que le gouvernement de Smolny traite l'ouvrier russe comme un fagot de bois : il allume le fagot pour voir si, au foyer russe, pourra s'enflammer la révolution européenne. » Sans se laisser intimider, il met en garde les travailleurs en écrivant à plusieurs reprises sous des formes diverses : « On est en train de faire sur le prolétariat russe une expérience qu'il paiera de son sang, de sa vie et, ce qui est pis, d'une désillusion durable envers l'idéal socialiste ».

Un autre ancien bolchévik de gauche, Bazarov, collaborateur de Gorki, disait de Lénine dans le même journal : « C'est un maniaque incurable qui signe des décrets en qualité de chef du gouvernement russe, au lieu de suivre un traitement hydrothérapique sous la surveillance d'un aliéniste expérimenté... » Sur ce ton et dans cet esprit s'exprimaient tous les représentants du socialisme traditionnel en Russie et ailleurs, et parmi eux bien des anciens compagnons d'armes de Lénine.

Celui-ci signalait effectivement force décrets qui restaient lettre morte. Il a dit lui-même plus tard : « Pendant toute une période, les décrets furent une des formes de notre propagande ». D'après Trotski, il s'efforçait de répondre par ces décrets à toutes les nécessités de la vie économique, politique, administrative et culturelle : « Il n'était pas guidé par la passion de la réglementation bureaucratique mais par la propension à développer le programme du Parti dans la langue du pouvoir ». Cependant, à son insu, ledit programme



se vidait chaque jour de son contenu socialiste initial pour tendre à un but exclusif : maintenir le parti bolchéviste au pouvoir.

\*  
\*  
\*

Le Conseil des Commissaires du peuple était, dans l'esprit de ses créateurs et dans la lettre formelle de l'acte constitutif adopté au Congrès des Soviets, un gouvernement provisoire jusqu'à l'Assemblée Constituante, — résolution solennelle oubliée, après et avant tant d'autres. Lénine le considérait comme nécessairement subordonné *ipso facto* au parti souverain, donc au Comité central bolchéviste. Aussi jugea-t-il superflu d'y entrer. Ce n'était nullement modestie de sa part mais souci de la division du travail. Il proposa de nommer Trotski à la présidence du Conseil, comme l'individu le plus capable de donner vie aux décisions de principe du Parti, et n'accepta finalement lui-même ce poste que sous la pression unanime du Comité central.

Aucun des dirigeants ne concevait le rôle des divers organes de la dictature révolutionnaire, dans cette période de confusion extrême, de tâtonnements et d'improvisations. Il n'existait pour s'y référer ni précédent historique, ni recette scientifique, et l'exemple de la Commune de 1871 si souvent évoqué n'offrait que de vagues indications générales. Ainsi, ni Lénine, ni Trotski ne croyaient à l'utilité d'un commissariat des Affaires Étrangères. Les départements ministériels furent confiés à des administrateurs ou supposés tels, non à des hommes représentatifs ou à des têtes politiques. Cela explique en partie comment la majorité des Commissaires se trouva opposée à Lénine et à Trotski dès les premiers jours, sur la question capitale du partage du pouvoir. Mais que cette opposition n'ait pas eu d'influence sur la marche des événements et que Lénine ait pu aisément passer outre, cela suffit à montrer où était le véritable pouvoir. En préconisant un « gouvernement bolchéviste homogène », après avoir par tactique laissé parlementer une semaine, Lénine intimidait les partisans d'une entente avec les socialistes de droite par ces paroles significatives : « Si la scission se produit, tant pis... Nous, nous irons aux marins ».

Peu à peu, le Comité central du Parti et le Conseil des Commissaires en vinrent à faire double emploi, et le second finit par servir d'instrument au premier. Seule, la présence de socialistes-révolutionnaires de gauche au dit Conseil imposait un respect apparent

des formes constitutionnelles temporaires. Mais pendant quelques mois, avec Lénine et Trotski comme principaux membres, le Conseil des Commissaires eut figure de gouvernement. Au cours de la guerre civile, la même poignée d'hommes, débordée par le chaos et submergée de besogne, devait assumer toutes les responsabilités, diriger toutes les institutions, — et les distinctions juridiques n'eussent pas été de saison. Le pouvoir effectif se concentra en fait dans un petit groupe directeur du Comité central, autour de Lénine. Pour trancher les questions urgentes, un Bureau politique de quatre membres fut nommé « mais avec obligation de consulter tous les membres du Comité central présents au moment donné à Smolny », quatuor composé de Lénine, Trotski, Sverdlov et Staline, et plusieurs fois modifié par les péripéties des luttes « russo-russes ».

Dans la répartition du travail gouvernemental, les « Affaires de Nationalités » étaient attribuées à Staline. Celui-ci, par là même, prenait aussi la direction du journal *Jien Natsionalnosti*, organe de ce Commissariat (la *Vie des Nationalités*). Son collaborateur Pestkovski a raconté comment, cherchant à se mettre au service du pouvoir soviétique à ses débuts, il fit connaissance avec Staline :

— « Camarade Staline, dis-je, vous êtes Commissaire du peuple aux Affaires de Nationalités? — Oui. — Et avez-vous un Commissariat? — Non. — Alors, je vais vous en « faire » un. — Bon! que vous faut-il pour cela? — Pour l'instant, seulement un mandat indiquant « d'accorder concours ». — Bien! »

Le dialogue reflète exactement l'état des services gouvernementaux à l'époque et l'une des qualités maîtresses de Staline, sa sobriété verbale, si remarquable dans un pays de discoureurs et surtout au plus fort de la fièvre oratoire collective. Pestkovski poursuit son récit en décrivant l'organisation première du Commissariat; dans une pièce de l'Institut Smolny déjà occupée, une petite table, deux chaises et une feuille de papier fixée au mur avec l'inscription : Commissariat du peuple aux Affaires de Nationalités, constituèrent l'installation. « Staline consentit, jeta un coup d'œil sur le Commissariat, émit un son indistinct exprimant soit l'approbation, soit le mécontentement et retourna au cabinet de Lénine ». La remarque est très juste sur l'aptitude de Staline à dissimuler son opinion.

Le caractère sommaire du Commissariat des Nationalités ne correspondait pas seulement à l'aspect général des institutions nouvelles en camp volant : le rôle même du Commissaire n'exigeait guère davantage. Pour l'essentiel, l'activité de Staline était absorbée dans



le travail invisible du Comité central. Sur le plan « ministériel », il représentait le gouvernement ou se faisait représenter auprès d'assemblées, congrès, comités populaires des allogènes. Son Commissariat en recevait et leur adressait des messages, accueillait des délégations de Lettons et d'Ukrainiens, de Juifs et de Tatares, de Lapons et de Bachkirs, classait revendications et doléances qui se perdaient dans le torrent des doléances et revendications du temps.

Au congrès social-démocrate de Finlande, en novembre 1917, Staline lance au nom du Conseil des Commissaires un appel à l'action décisive pour la prise du pouvoir par les ouvriers à Helsingfors, promettant l'aide fraternelle du prolétariat russe; deux mois après, le conseil était suivi mais, faute de recevoir l'aide promise, la révolution finlandaise fut noyée dans le sang, le mouvement ouvrier écrasé par la terreur blanche. La signature de Staline accompagne celle de Lénine sous la *Déclaration des Droits des peuples de Russie*, préconisant « l'union volontaire et honnête » et « la confiance complète et réciproque », puis au bas du manifeste *Aux travailleurs musulmans de Russie et d'Orient*, répudiant les visées impérialistes de la Russie sur la Perse et la Turquie, — documents ayant alors une valeur d'agitation et de propagande, et aujourd'hui un intérêt rétrospectif quant à l'évolution du bolchévisme de la théorie à la pratique.

En cette matière, la doctrine de Lénine dont Staline fut le praticien était hésitante, confuse et surtout contradictoire. Contre les social-démocrates autrichiens défenseurs de « l'autonomie nationale culturelle » dans le cadre des États existants et contre les social-démocrates de gauche de son parti, en Russie et en Pologne, indifférents aux particularismes nationaux, Lénine avait soutenu la vieille formule démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme si, pour un marxiste, cela ne signifiait pas le droit des classes dominantes à disposer des classes dominées et parfois le droit d'un pays à mettre en cause le sort du pays voisin.

En 1913, dans une lettre à S. Chaoumian, il répudie le fédéralisme en ces termes : « Nous sommes pour le centralisme démocratique, sans conditions. Nous sommes contre la fédération. Nous sommes pour les Jacobins contre les Girondins... Nous sommes en principe contre la fédération, — elle affaiblit les liens économiques, elle ne convient pas comme type d'État... En général, nous sommes contre la séparation mais pour le droit à la séparation, en raison du nationalisme réactionnaire grand-russien... » Mais en 1917, dans l'État

et la Révolution, se référant à Marx et Engels, il admet la nécessité de la fédération à titre d'exception ou de transition vers la *République une et indivisible*. Il prêche à la fois la séparation comme un droit et la fédération comme un devoir. L'année suivante, il ne craint pas de déclarer, contrairement à ses affirmations antérieures : « Les intérêts du socialisme sont bien supérieurs au droit des nations à disposer d'elles-mêmes... » Staline s'est borné à le suivre avec docilité dans ces variations.

Après avoir, adversaires de la fédération, créé une république fédérative, les bolchéviks comprirent l'impossibilité de la maintenir sans piétiner les nationalismes réactionnaires qu'ils avaient eux-mêmes stimulés. La bourgeoisie de Finlande et d'Ukraine, d'autres pays limitrophes ensuite, faisait appel à l'impérialisme allemand contre le mouvement révolutionnaire, et la Russie soviétique dut répondre par l'intervention armée. Il en fut du droit des nationalités comme des autres points du programme de Lénine : à bréf délai, la pratique n'eut rien de commun avec la théorie. Et Staline, théoricien du droit des peuples à l'indépendance, se fit praticien du droit de l'État soviétique à s'imposer par les armes aux peuples récalcitrants.

Rosa Luxembourg avait signalé l'impasse où la politique bolchéviste se fourvoyait. Le mot d'ordre de Lénine, dit-elle, est en contradiction grossière avec le centralisme démocratique proclamé par ailleurs et avec le mépris glacial affiché vis-à-vis des autres libertés démocratiques. Cette « phraséologie creuse » tend en réalité au morcellement de la Russie sans profit pour le socialisme. Au contraire, elle amène de l'eau au moulin de la contre-révolution. En supprimant le droit de réunion, la liberté de la presse, le suffrage universel, les bolchéviks refusent au peuple russe ce droit de « libre disposition » prôné pour les autres nations. Ils ont du même coup livré les masses à la démagogie réactionnaire « et mis ainsi aux mains de leurs propres ennemis le poignard que ceux-ci devaient plonger au cœur de la Révolution russe ». Leur formule nationaliste, utopie ou mystification, sert la domination bourgeoise car, sous le capitalisme, chaque classe cherche à « disposer d'elle-même » à sa façon et la bourgeoisie a mille moyens d'influencer un vote populaire, pour les raisons qui rendent impossible d'établir jamais le socialisme par voie de plébiscite. Et Rosa Luxembourg de conclure : « Les conséquences tragiques de cette phraséologie introduite dans la Révolution russe et aux épines de laquelle les bolchéviks devaient s'empêtrer et

Nationalisme  
Frap



s'écorcher jusqu'au sang doivent servir au prolétariat international d'exemple avertisseur. »

Ni Lénine, ni Trotski n'ont tenté de réfuter ce raisonnement d'une révolutionnaire de leur bord et dont la personnalité compte, de leur avis même, parmi les plus éminentes du marxisme dans ce siècle. A plus forte raison Staline ne s'y est-il pas essayé, bien que la question nationale fût son thème « littéraire » principal à cette date et tint une place importante dans sa vie de militant. Le recueil de ses écrits sur le sujet devrait être analysé si l'on y pouvait trouver autre chose que la paraphrase des considérations de Lénine, où les vues doctrinales s'adaptent à la préoccupation tactique de disloquer l'Empire et de trouver des alliés d'un jour aux classes révolutionnaires, — et si les faits n'avaient ultérieurement annulé les paroles.

Certains indices montrent pourtant que Staline, livré à lui-même, eût incliné à la position dite « gauchiste » de Boukharine et de Piatakov, taxée parfois d'impérialisme moscovite par les léninistes comme déniait aux allogènes le droit à la sécession. On le remarqua notamment lors de l'élaboration de la Constitution de la République des Soviets et dans certains débats de congrès. Mais ces complications ne méritent guère une étude détaillée car Lénine avait toujours le dernier mot et, dans ses deux attitudes, Staline n'apportait rien d'original ; sa politique effective donnera l'occasion de le juger à l'œuvre.

Un autre chapitre des souvenirs de Pestkovski, huit ans après le premier, présente Staline dans ses fonctions de Commissaire aux Nationalités. Ce fragment contraste avec le précédent par son caractère tendancieux intéressé, comme toute une littérature de commande au service des luttes intestines. On y voit Staline dans un rôle d'éducateur amène et tolérant envers ses contradicteurs du « collège » du Commissariat affligés de ce « gauchisme » que Lénine appelait une *maladie infantile* du communisme. Quand d'interminables discussions avaient épuisé sa patience, Staline disparaissait en disant : « Je sors pour une minute », et ne revenait pas ; le collègue n'avait plus qu'à lever la séance. Trait bien typique, dans la manière orientale d'éviter une décision franche. Staline passait la majeure partie de son temps aux côtés de Lénine, à Smolny, puis au Kremlin, mais les affaires de nationalités n'étaient pas les plus absorbantes. Lénine devait résoudre d'innombrables problèmes et avait besoin d'hommes diligents pour exécuter ses ordres ; Staline fut un de ses collaborateurs immédiats les plus précieux à cet égard.



et naturellement pressés de regagner leurs foyers. Mais la garnison de Tiflis, peu combattive, se laissa enlever l'arsenal et désarmer par quelques centaines d'ouvriers socialistes décidés qui formèrent une « garde populaire » comme les ouvriers bolchévistes avaient organisé une garde rouge en Russie. L'une et l'autre garde remplirent respectivement leur mission : maintenir l'ordre au profit du parti dominant, à des fins contraires mais par des moyens identiques.

Les menchéviks géorgiens, maîtres incontestés du pays, considéraient leur parti comme une simple section régionale de l'organisation social-démocrate panrusse. A Pétrograd, où Tchekheidzé et Tseretelli furent leurs plus notoires représentants au premier Soviet et au Gouvernement provisoire, ils tenaient ferme pour une République russe *une et indivisible*, même contre les revendications les plus légitimes de la Finlande. Après la révolution d'Octobre, bien que dépourvus de « tendance centrifuge » et hostiles au point de vue de Lénine sur les nationalités, ils se replièrent au delà du Caucase pour entrer dans une éphémère fédération groupant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Alors que les tenants russes du séparatisme se faisaient « rassembleurs de terres » par nécessité révolutionnaire, les défenseurs géorgiens de la plus grande Russie devenaient séparatistes pour sauvegarder leur démocratie. Comme Lénine mais en direction inverse, Tseretelli se sentait obligé d'agir contrairement à son programme par la logique inexorable de la lutte politique et de la guerre sociale.

« *C'est par haine du bolchévisme que la Transcaucasie s'est rendue indépendante de la Russie* », a reconnu le socialiste Albert Thomas. Mais la cause immédiate de la balkanisation du Caucase, puis des troubles incessants et des guerres qui devaient aboutir à la négation du pseudo principe des nationalités est moins importante que les causes lointaines. Elisée Reclus les indiquait déjà dans la sérénité de son ouvrage monumental : « *La situation géographique de la Géorgie ne permettait guère aux populations de maintenir leur indépendance et de former une seule nation bien limitée.* » Le pétrole de Bakou a renforcé depuis l'explication du géographe par l'argument géologique et le mobile économique. Ni la neutralité, ni l'indépendance n'étaient possibles dans l'ère de l'impérialisme.

Pont de l'Europe vers l'Asie, comme la définit Jordania, la Transcaucasie ne pouvait disposer d'elle-même sans le secours d'un des géants impérialistes dont les intérêts sont là en jeu. La question nationale, d'actualité toujours brûlante et sanglante dans ces con-

trées, ne faisait que multiplier les prétextes d'intervention extérieure. Les Arméniens, par peur des Turcs, appelaient les Russes ; les Tatares musulmans, par crainte des Russes, appelaient les Turcs ; les Géorgiens, par peur des Turcs et des Russes, appelèrent les Allemands, puis les Anglais. Par surcroît, Arméniens, Tatares et Géorgiens, en compétition territoriale, se battaient entre eux. A leurs frontières, les Russes étaient de deux espèces, les Rouges et les Blancs. A l'intérieur, le bolchévisme progressait et minait des États fragiles. Des insurrections paysannes se succédaient malgré une répression implacable. Les missions militaires et civiles étrangères attisaient les conflits tout en contrecarrant mutuellement leurs intrigues. La solution bolchéviste théorique de la question nationale ne pouvait donc rien résoudre et posait à son tour une question insoluble : le droit de qui à disposer de quoi ? « *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes équivaut-il au droit de porter impunément préjudice à ses voisins ?* » Cette question de Trotski aux menchéviks géorgiens était aussi une réplique involontaire à Lénine.

\* \*

La quadrature du cercle national restait intacte à moins de démentir la théorie par la pratique. De même, la question agraire fut tranchée au moyen d'un expédient tactique ajournant les difficultés au lieu de les vaincre. Le décret sur la terre abolissait la grande propriété foncière en principe sans fonder l'exploitation collective en fait. La culture individuelle donnait au paysan un droit de jouissance sur le sol, un usufruit perpétuel équivalant à la propriété.

Rosa Luxembourg avait dit de la solution léniniste du problème des nationalités : « *C'était une analogie avec la politique des bolchéviks à l'égard des paysans, dont on prétendait satisfaire l'appétit de terre par le mot d'ordre de prise de possession directe des domaines aristocratiques et obtenir ainsi l'attachement au drapeau de la Révolution...* Par malheur, dans les deux cas, le calcul a été absolument faux. » Comme le démembrement territorial de l'État, le morcellement du sol allait à l'encontre d'une tendance naturelle à la centralisation économique. Ni Staline, ni aucun bolchévik de second plan ne prévoyaient, en suivant aveuglément Lénine et Trotski, les lendemains périlleux de cette stratégie de grande enver-



La prise immédiate de la terre par les paysans n'a rien de commun avec le socialisme, — écrit en substance Rosa Luxembourg : « Non seulement ce n'est pas une mesure socialiste mais elle coupe le chemin qui y mène. » Il a été ainsi établi non une propriété sociale, mais une nouvelle propriété individuelle techniquement arriérée par l'émiettement de la grande propriété relativement avancée. L'arbitraire de la répartition des parcelles accentue l'inégalité au lieu de tendre à la supprimer. Les paysans riches, les *koulaks*, grâce à leur suprématie effective au village, sont les principaux profiteurs de la révolution agraire. Le socialisme aura donc une nouvelle et puissante catégorie d'ennemis dans les campagnes. La socialisation future de la terre, par conséquent de la production en général, exigera dans l'avenir une lutte aiguë entre le prolétariat des villes et la masse paysanne... Le cours des événements devait confirmer cette analyse et, dix ans plus tard, justifier la prévision finale.

Lénine ne contestait pas le caractère d'opportunité, sinon d'opportunisme, de sa politique agraire. Il avait changé plusieurs fois de tactique à cet égard. Avant 1905, son programme était le plus modeste parmi tous ceux du socialisme russe. La première révolution lui fit comprendre son erreur : « Ayant exactement déterminé le sens du mouvement, nous nous étions trompés sur le degré de développement », dit-il. A ce moment, il préconise la confiscation des grands domaines au profit des petits paysans. Dans sa brochure : *Aux paysans pauvres*, il écrit : « Les social-démocrates veulent déposséder seulement les gros propriétaires, seulement ceux qui vivent du travail d'autrui. Ils ne déposséderont jamais les petits et moyens paysans. » Mais ensuite, il se rallie à la nationalisation du sol, c'est-à-dire à l'expropriation générale sans excepter les petites parcelles. Et enfin, en 1917, il s'empare du programme des socialistes-révolutionnaires, ses adversaires traditionnels, qu'il traduit en acte par son fameux décret : c'était la confiscation de la grande propriété foncière, mise à la disposition des comités agraires locaux et des soviets paysans régionaux ; la solution définitive revenait à la Constituante ; le « cahier paysan » des socialistes-révolutionnaires, résumé des revendications des campagnes, servait en attendant « comme instruction ».

A ceux qui lui reprochaient sa volte-face, Lénine dit de ce cahier : « Peu importe qui l'a rédigé ? Étant un gouvernement démocratique, nous ne pouvons éluder la décision des masses, même si elle ne concorde pas avec notre opinion. » Il reconnaîtra franchement quelques

jours après : « Nous ne réalisons pas le programme bolchéviste, notre politique agraire est puisée dans les cahiers des paysans. » Cet abandon du programme, il l'expliquera trois ans plus tard ainsi : « Lors de la révolution d'Octobre, nous avons conclu avec la classe paysanne petite-bourgeoise une alliance politique sinon formelle, du moins très sérieuse et réussie, en acceptant en bloc, sans un seul changement, le programme agraire des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire en concluant un compromis afin de prouver aux paysans que nous ne voulions nullement leur imposer un régime mais au contraire nous entendre avec eux. » Au vrai, il s'était borné à reconnaître un fait acquis, car les paysans se partageaient la terre sans consulter personne.

Malgré ses intentions de « ... labourer le terrain de telle manière qu'aucune bourgeoisie ne puisse plus repousser à sa surface », il avait créé les conditions d'une renaissance capitaliste en Russie, dans l'attente d'une révolution européenne qui surmonterait toutes les contradictions de ce pays arriéré. Il en convint après coup : « Les paysans ont incontestablement gagné plus à la révolution que la classe ouvrière... Cela prouve, certes, que notre révolution fut, jusqu'à un certain point, une révolution bourgeoise. » Mais en 1917, il subordonnait à la prise du pouvoir toutes les considérations de principe et cela exigeait d'acheter la sympathie ou la neutralité des campagnes. Selon la métaphore saisissante de Trotski : « Le jeune prolétariat de Russie n'a pu accomplir son œuvre actuelle qu'en entraînant avec lui la lourde masse paysanne, comme on arrache une motte de terre avec les racines ».

Lénine avait évidemment la tête pleine d'arrière-pensées en décrétant ses premières mesures gouvernementales. Sans illusions quant à la possibilité de réaliser le socialisme dans la voie où les circonstances l'engageaient, il comptait en sortir à la faveur des progrès de la révolution socialiste en Occident. Il a répété maintes fois que l'extension de la révolution internationale ferait de la Russie un pays soviétiste arriéré. Et il se proposait de tenir, de durer tant bien que mal jusqu'à l'écroulement pour lui certain et prochain du capitalisme en Europe. Cette conviction le guidait dans tous les actes contraires à son programme ; là où d'aucuns virent une évolution hâtive ou un reniement cynique, il crut rester fidèle à ses buts en changeant provisoirement de moyens. Dans son esprit, la tactique était variable à l'infini et ce « doctrinaire » souvent taxé de dogmatisme citait volontiers une parole du *Faust* de Goethe : « La



théorie est grise, mon ami, mais l'arbre de la vie est éternellement vert ».

La plus violente surprise réservée à ses adversaires et à beaucoup de ses partisans fut sa politique intérieure. Pour lui, la dictature n'était pas un vain mot et il entendait l'exercer par son parti comme mandataire des classes pauvres qui avaient suivi ses mots d'ordre, la prolonger même au delà du moment où cette confiance le soutiendrait. « La dictature du prolétariat présume la violence contre les exploités », disait-il, mais se refusant à la limiter par aucune loi, il en vint très vite à la tourner contre toute opposition, fût-elle pacifique ou légale, contre tout parti non-bolchéviste, fût-il ouvrier ou paysan, voire contre les social-démocrates dont le programme était encore commun aux deux fractions antagonistes. Après avoir demandé aux socialistes au pouvoir la liberté au nom de leurs principes, il la leur refusait au nom de sa tactique. La dissolution de la Constituante « fut en quelque sorte le point tournant » de cette politique, a constaté Rosa Luxembourg, inquiète des destins d'une révolution qu'elle a glorifiée sans toutefois perdre l'esprit critique.

Sous Kérénski, la Constituante constamment ajournée devenait un mythe et les bolchéviks en réclamaient la convocation avec fureur. A première vue, leur revendication entre en contradiction flagrante avec celle du pouvoir aux Soviets. Lénine n'a jamais élucidé la question mais envisageait, semble-t-il, un « type d'État combiné » harmonisant la Constituante et les Soviets, le pouvoir national et le pouvoir municipal. Zinoviev et Kamenev ont pu faire état de quelques mots dans ce sens. Au lendemain d'Octobre, la fidélité à la Constituante restait immuable. Les principaux décrets soviétiques avaient un caractère provisoire jusqu'à ratification par l'Assemblée. Lénine déclara : « Nous soumettrons toutes les propositions de paix à la décision de la Constituante ». Trotski écrivit : « Le pays ne peut être sauvé que par une Assemblée Constituante représentant les classes laborieuses exploitées ». De telles affirmations abondent.

Les élections donnèrent un résultat inattendu à Pétrograd : près de la moitié des voix aux prétendus « usurpateurs ». Les bolchéviks eurent un moment l'espoir chimérique d'un succès analogue en province ; l'appui des socialistes-révolutionnaires de gauche, représentés au Conseil des Commissaires, et des rigneurs contre les cadets eussent garanti la majorité au régime soviétique. Mais les nouvelles successives dissipèrent l'illusion : les paysans votaient par tradition

pour les socialistes-révolutionnaires sans distinguer la gauche de la droite. Lénine vit le danger et voulut préventivement y parer par un nouvel ajournement et une modification du statut électoral. Le Comité central était d'un autre avis. Boukharine parlait d'amputer la future Assemblée de sa droite et de réunir le reste en Convention. Staline insistait sur l'urgence d'achever les cadets déjà mis hors la loi par décret. Dans le trouble et l'incertitude des sphères dirigeantes, l'idée de dissoudre la Constituante faisait son chemin.

Les bolchéviks obtenaient au total un quart des suffrages mais en revanche la majorité dans les deux capitales ensemble, dans les villes industrielles, dans l'armée sur les fronts principaux et dans la flotte. Comme l'a démontré Lénine, la répartition des forces assurait leur prépondérance sur les points décisifs. Les socialistes-révolutionnaires, avec plus de la moitié des voix mais disséminées dans les campagnes, demeuraient impuissants contre le pouvoir réel. Les cadets devenaient par le nombre le deuxième parti des villes. Les menchéviks payaient d'un désastre leurs inconséquences et leurs compromissions, sauf au Caucase où la social-démocratie géorgienne conservait sa position inexpugnable.

La Constituante rêvée de plusieurs générations de révolutionnaires se dispersa au premier jour, à la première sommation d'un marin, sans oser contredire à la politique du gouvernement des Soviets sur la paix et la terre. Le décret de dissolution, de la main de Lénine, ne fut pris que le lendemain. Les objections de la droite bolchéviste n'eurent pas d'écho et le troisième Congrès des Soviets sanctionna automatiquement l'opération. La Russie restait indifférente, sauf exceptions peu nombreuses et surtout peu combattives dans les milieux socialistes et libéraux. Le parlementarisme imité de l'exemple occidental ne trouvait pas à s'acclimater dans cet immense pays retardataire où la minorité active s'imposait sans parlement à une majorité passive incapable d'imposer son parlement, et dans des conditions historiques où la démocratie, en sa relativité, n'existait plus nulle part. La bourgeoisie avait éloigné l'Assemblée alors que les bolchéviks l'exigeaient et se mit à la revendiquer quand ceux-ci la supprimèrent. Renversement des rôles qui souligne l'anachronisme d'une institution héritée de la tradition révolutionnaire bourgeoise du dehors et désarmée devant le fait accompli d'un nouveau système représentatif spécifiquement russe au dedans.

Les champions de la Constituante attendaient le salut d'un écroulement spontané du bolchévisme, d'un sursaut naturel de dignité



populaire, d'un remède inconnu à naître de l'excès du mal, et pour la plupart d'un secours extérieur. Gorki remarquait avec raison : « Même maintenant qu'il est en fait le maître de sa vie, le peuple continue d'attendre un *barine*; pour certains, ce *barine*, c'est le prolétariat européen; pour d'autres, c'est l'Allemand, créateur d'une discipline de fer, d'autres encore croient que c'est le Japon qui les sauvera; mais personne n'a confiance en ses propres forces. » Les bolchéviks avaient la supériorité de compter d'abord sur eux-mêmes, en attendant la révolution mondiale.

Après coup, Trotsky condamna la Constituante comme « reflet attardé d'une époque dépassée par la révolution ». Les élections auraient suivi de trop près l'insurrection, les campagnes étaient mal informées du changement survenu dans les villes, le lourd mécanisme démocratique ne traduisait pas l'évolution rapide de la situation politique dans un pays si vaste et mal organisé. A quoi Rosa Luxembourg répliqua au nom même des principes du bolchévisme : il fallait donc casser la Constituante surannée pour convoquer à sa place une assemblée sortie de la Russie renouvelée. Selon Trotsky, dit-elle, « le corps élu démocratique serait toujours l'image de la masse à la date des élections tout comme, d'après Herschell, le ciel étoilé nous représente les corps célestes non tels qu'ils sont quand nous les regardons mais tels qu'ils étaient au moment où ils envoyaient d'une distance incommensurable leurs rayons sur la terre... » Cette négation de tout lien vivant entre élus et électeurs est contredite par l'expérience historique montrant que « l'onde vivante de l'opinion populaire baigne constamment les corps représentatifs, les pénètre, les dirige ». La critique amie devait rester sans réponse; le désaccord implique, au delà du sujet controversé, l'opposition irréductible de deux conceptions de la dictature révolutionnaire.

En vérité Lénine et Trotsky, également sincères en invoquant la Constituante, puis en la dénonçant, n'avaient pas prévu à quelles réalités correspondraient leurs formules abstraites et, révisant celles-ci au contact de celles-là, trouvaient dans la complexité des faits de quoi justifier au jour le jour les solutions les moins préméditées. En l'occurrence, l'anticipation de Plekhanov au congrès social-démocrate de 1903, légitimant un futur attentat au suffrage universel, ne leur revint sans doute à l'esprit que sous l'empire d'une urgente nécessité de guerre civile. De même, la conclusion de la paix fut à son tour réalisée tout autrement que leurs intentions

ne la laissaient prévoir. Comme l'a dit J. de Maistre : « La révolution mène les hommes plus que les hommes ne la mènent ».

\*\*\*

Lénine avait posé maintes fois le dilemme : paix démocratique honnête ou guerre révolutionnaire. Les bolchéviks, unanimes dans la conviction d'avoir une patrie à défendre en régime socialiste, entendaient par une telle paix la fin des hostilités sans annexions ni indemnités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'impérialisme allemand, en vertu de ce droit formel, prétendait soutenir la contre-révolution en Finlande, en Pologne, en Ukraine. Les thèses de Lénine et de son disciple Staline sur les nationalités pouvaient servir en sens contradictoires selon la force mise en œuvre pour les interpréter. Le refus des Alliés de se prêter à l'armistice, préliminaire d'une paix sans vainqueurs ni vaincus, acculait la Russie soit à la guerre révolutionnaire sans espoir, soit à la paix séparée honnie du bolchévisme intransigeant.

L'impossibilité d'accorder la révolution et l'impérialisme fut évidente aux premières rencontres de Brest-Litovsk. Dans l'espérance tenace d'une révolution socialiste imminente en Occident, et avant tout en Allemagne, les bolchéviks voulaient gagner du temps, multipliaient les appels au prolétariat international, les manifestes par radio, d'ailleurs interceptés et partout censurés. L'ultimatum allemand coupa court aux manœuvres : il fallait capituler pour obtenir un répit ou s'exposer à l'invasion avec la certitude d'une débâcle.

Le premier, Lénine comprit cette option de vie ou de mort. Il avait déjà mis l'opinion en garde contre l'optimisme irraisonné, au lendemain du coup d'État : « Notre parti n'a jamais promis de donner la paix immédiate. Il a dit qu'il ferait immédiatement une proposition de paix et publierait les traités secrets. C'est fait, la lutte pour la paix commence ». A l'approche du péril, il n'hésite pas à heurter de front le romantisme belliqueux du Parti et préconise résolument l'acceptation d'une « paix infâme »; car, explique-t-il, la république socialiste a besoin d'une trêve et la révolution peut tarder en Allemagne.

Mais ses propres paroles sur la guerre révolutionnaire n'étaient pas oubliées du Parti, enclin à passer aux actes. Une fois de plus, Lénine se trouva en minorité. Contre lui se dressaient les communistes de gauche, prêts à rompre les pourparlers et à périr dans une

*Habit  
ann.*

*oui, mais  
indépendant  
en Russie  
à 1919*

*oui, mais  
indépendant  
en France  
à 1919-  
19*

*en 1919  
les, de  
avec le  
réfugiés  
à la fin*



lutte à outrance plutôt que de composer avec l'ennemi ; parmi eux, les militants les plus énergiques, ou les mieux doués, Boukharine, Piatakov, Préobrajenski, Radek, Ioffe, Krestinski, Dzerjinski, Pokrovski, Ossinski, Sapronov, Kollontaï et bien d'autres, soutenus dans les soviets par l'active fraction des socialistes-révolutionnaires de gauche. Sans s'en rendre compte, les néo-jacobins tombaient dans la politique de guerre des girondins, dénoncée par Marat, puis par Robespierre. Au Comité central du Parti, Lénine ne pouvait compter avec certitude que sur Sverdlov, Staline, Sokolnikov et Smilga, pour ne pas nommer Zinoviev et Kamenev, plutôt compromettants comme « déserteurs d'Octobre ». Trotski, sans s'identifier à la gauche, prit une position intermédiaire dite centriste consistant à ne pas faire de guerre sans signer la paix et, pour l'heure, à traîner les négociations de Brest en longueur, — dans l'intention de démontrer avec éclat l'incompatibilité des deux politiques aux prises et de favoriser l'effervescence révolutionnaire dans les Empires centraux.

Staline suivait prudemment Lénine. Mais comment ? A en croire Trotski, il n'avait aucune idée arrêtée, temporisait, louvoyait, combinait, allait de Lénine à Trotski pour se ménager l'un et l'autre dans l'indécision du résultat définitif : « Staline ne fit aucune intervention. Personne ne s'intéressait particulièrement à ses contradictions. Indubitablement, mon principal souci : rendre le plus possible, sur la question de la paix, notre conduite compréhensible au prolétariat mondial, était pour Staline affaire secondaire. Il s'intéressait à la paix dans un seul pays comme plus tard au socialisme dans un seul pays. Au vote décisif, il se joignit à Lénine. »

Si Staline n'intervenait pas en public, il prenait part aux délibérations secrètes du Comité central du Parti, déjà gouvernement effectif de la République. Les procès-verbaux de ce « cercle clandestin de dirigeants » le montrent beaucoup plus décidé que Trotski le prétend, sans pour cela l'élever au niveau des mobiles de Lénine. La première fois où il prend la parole à ce propos, la secrétaire de séance, Hélène Stassova, résume ainsi son intervention :

« Le camarade Staline estime qu'en adoptant le mot d'ordre de guerre révolutionnaire, nous faisons le jeu de l'impérialisme. La position du camarade Trotski n'est pas une position. Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits, il y a seulement un potentiel et nous ne pouvons compter avec un potentiel. Si les Allemands commencent l'offensive, cela renforcera

chez nous la contre-révolution. L'Allemagne peut attaquer, car elle a ses troupes korniloviennes, la Garde. En Octobre, nous parlions de guerre sainte parce qu'on nous disait que le seul mot de paix soulèverait la révolution en Occident. Mais cela ne s'est pas justifié. L'introduction par nous de réformes socialistes remuera l'Occident mais pour cela, il nous faut du temps. En adoptant la politique du camarade Trotski, nous créons les pires conditions pour le mouvement en Occident, et c'est pourquoi il [Staline] propose d'adopter les propositions du camarade Lénine. »

Ainsi Staline aboutit à la conclusion de Lénine mais en se plaçant sur le terrain national, alors que Lénine la motivait précisément par ce « potentiel » révolutionnaire international. En Occident, la révolution n'a pas encore commencé, dit Lénine en réponse à Staline ; « cependant, si pour cette raison nous changions de tactique, nous serions des traîtres au socialisme international ». Il ne propose de signer la paix que dans la conviction de la voir annuler par la « révolution socialiste générale ». Staline, au contraire, ne concevait un mouvement révolutionnaire en Occident que sous l'influence de réformes socialistes futures en Russie.

Le compromis de Trotski, « cesser la guerre, ne pas signer la paix, démobiliser l'armée », fut admis au Comité central par 9 voix contre 7, — solution d'attente offrant au moins l'avantage de préserver le Parti d'une scission mortelle. Staline le reconnut à la séance suivante : « L'issue à une situation pénible nous a été donnée par le point de vue moyen, la position de Trotski ». Il s'agit de cette même position dont Staline avait dit tout récemment qu'elle n'en était pas une.

Lénine eut alors une activité opiniâtre et habile pour user ses contradicteurs. Les oppositions intestines atteignaient une acuité exceptionnelle. Plus de deux cents soviets consultés se prononçaient pour la rupture des pourparlers de Brest et seulement deux soviets importants pour la paix. La fraction de gauche se subdivisa en plusieurs nuances. Par sept voix contre six, au Comité central, la majorité approuva encore une fois Trotski pour refuser la reprise des négociations. Mais le jour même, une autre séance fut convoquée en hâte, à la nouvelle de l'offensive allemande. La Rada de Kiev pactisait avec les Empires centraux, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le nationalisme ukrainien se faisait fourrier de l'invasion. Au nord Dvinsk était pris, Pétrograd menacé, l'ancienne armée russe s'avérait incapable de combattre, l'armée rouge



n'existait pas encore... La thèse de Lénine se confirmait d'heure en heure.

Il ne restait plus une faute à commettre et Trotski oscillait en commençant à pencher vers Lénine. Staline trancha : « Il faut parler nettement, sur le fond, les Allemands attaquent, nous sommes sans forces, il est temps de dire carrément qu'il faut renouer les pourparlers ». Lénine, plus sûr de lui que jamais, réitéra son argumentation en courtes phrases lapidaires : « On ne plaisante pas avec la guerre. Nous perdons des wagons et empirons nos transports. On ne peut plus attendre car la situation est nette. Le peuple ne comprendra pas : si c'est la guerre, alors il ne fallait pas démobiliser. Les Allemands vont maintenant prendre tout. Le jeu est entré dans une telle impasse que le krach de la révolution est inévitable si l'on persiste dans une politique moyenne ». Trotski faiblissait tout en insistant pour poser d'abord aux Empires centraux une question préalable sur leurs exigences. Réplique de Staline : « Cinq minutes de feu roulant et il ne nous restera pas un seul soldat sur le front. Il faut en finir avec cette confusion. Je ne suis pas d'accord avec Trotski : une telle question ne peut être posée qu'en littérature. Maintenant, il faut tout peser et dire que nous sommes pour la reprise des pourparlers de paix ». Au vote, Lénine l'emporta enfin par sept voix contre cinq et une abstention. Trotski, non convaincu, s'était néanmoins rallié à Lénine pour lui donner une voix de majorité, craignant un déchirement irrémédiable.

La crise interne du Parti était au plus haut point, la discorde au paroxysme. Trotski démissionna du Conseil des Commissaires, Lénine menaçait de démissionner du Comité central. « Nous transformons le Parti en un tas de fumier ! » s'écria Boukharine en sanglotant dans les bras de Trotski. La gauche entreprit de publier ses organes opposés à la presse officielle. Elle traitait Lénine de « phraseur de l'opportunisme », coupable des « mêmes fautes que Kautsky » et dénonçait « l'erreur profonde qui conduit à la faillite de la révolution russe et internationale ». Pour Boukharine, le pouvoir soviétique était devenu « purement formel ». A la séance suivante du Comité central, Staline tenta de concilier les extrêmes : « On peut ne pas signer mais commencer les pourparlers ». Lénine ne voulut rien concéder : « Staline a tort de dire qu'on peut ne pas signer. Il faut souscrire aux conditions posées. Si vous ne signez pas, vous signerez la condamnation à mort du pouvoir soviétique dans trois semaines. Ces conditions ne touchent pas au pouvoir des Soviets.

Je n'ai pas la moindre ombre d'hésitation. Je ne pose pas un ultimatum pour le retirer. Je ne veux plus de phrases révolutionnaires. La révolution allemande n'est pas mûre. Cela exigera des mois. Il faut accepter les conditions ». Par sept voix contre quatre et quatre abstentions dont celle de Trotski, Lénine obtint une majorité relative pour subir les conditions impérialistes. A l'unanimité, le Comité central décidait la préparation d'une guerre révolutionnaire future.

Quatre membres de la gauche, dont Boukharine et Boubnov, démissionnèrent sur-le-champ de tous leurs « postes responsables ». Avec l'assentiment de Lénine, ils se réservaient de faire de l'agitation dans les rangs du Parti contre la résolution du Comité central. La scission semblait inéluctable. Six Commissaires du peuple, dont Piatakov et Ouritski, donnaient leur démission à l'exemple de Trotski. Visiblement inquiet du manque de personnel dirigeant, Staline faisait des efforts méritoires de conciliation, sur un ton de camaraderie inhabituel de sa part. Trotski, encore en désaccord avec Lénine, s'employait surtout à sauvegarder l'unité. Le septième Congrès bolchéviste étant appelé à se prononcer sur la ratification de la « paix honteuse », les instances soviétiques ne pourraient ensuite que se conformer à la position du parti souverain.

Ce congrès de fortune se tint en mars dans l'atmosphère dramatique des premiers grondements de la guerre civile, avec seulement 29 délégués porteurs de mandats. Staline n'y participa point. Il n'était pas l'homme de la tribune et se montrait rarement au grand jour des assemblées. Sans jamais paraître au premier plan ni inscrire son nom dans les fastes de la Révolution, serviteur effacé mais efficient des directives de Lénine, il se rendait utile comme administrateur à poigne d'une organisation qui cumule déjà en fait, sinon en droit, toutes les prérogatives politiques dans l'État. Sverdlov évalue alors approximativement à 300 000 le nombre des membres du Parti ; le quart aurait donc été perdu en moins de six mois, sous la hantise d'un effondrement prochain du nouveau régime.

La majorité du Congrès se rangea sous la direction de Lénine, répudiant même rétrospectivement la formule : *ni paix, ni guerre*, et peu soucieuse de rendre justice au rôle de Trotski à Brest, à son interposition désintéressée entre les fractions rivales au Comité central. Trotski ulcéré démissionna de toutes ses charges et fonctions dans le Parti et les Soviets. Lénine avait durement critiqué ses « phrases révolutionnaires » qui aggravaient en le voilant le risque



énorme couru par la Révolution. Riazanov, bien que communiste de droite, sortit du Parti, exemple bientôt suivi de Kollontai. La tendance de gauche en déclin prolongeait son opposition acharnée. Mais la guerre civile allait vite rassembler tous les révolutionnaires pour la défense de « la patrie socialiste en danger ». Avant de se séparer, le Congrès décida de modifier le vieux programme social-démocrate et, obéissant enfin au désir instant de Lénine, d'adopter désormais le nom de *communiste*.

Lénine avait repris l'ascendant que nul n'osa plus à l'avenir lui disputer. Incarnation de l'intelligence politique et tactique du bolchévisme renforcée d'une volonté inflexible tendue sans relâche vers un but exclusif, il s'impose définitivement par le simple « bon sens » dont la plupart de ses compagnons et suiveurs se révélaient dépourvus dans les grandes épreuves. Pour avoir tracé sa ligne de conduite d'une logique élémentaire : *ne pas se battre si l'on est vaincu d'avance*, il va passer pour un génie dans le parti qui lui doit tout, origine, organisation, doctrine et programme, stratégie et tactique, théorie et pratique, conquête et conservation du pouvoir, — et qui faillit tout perdre en perdant confiance en son inspirateur. En réalité, sa supériorité distinctive tient, outre l'ensemble des qualités personnelles, à la faculté essentielle de discerner « sous la paille des mots, le grain des choses ». A cet égard il se montre véritablement digne du seul éloge qu'il souhaitât mériter, celui d'être un marxiste. Et sous ce même rapport, la faiblesse politique de Trotski est évidente, en dépit des dons extérieurs prestigieux. L'épisode de Brest mit en pleine lumière l'idéalisme de l'un, le réalisme de l'autre.

En la circonstance, jugeant inadmissible de jouer sur la carte unique d'une révolution prochaine en Allemagne le sort de la révolution commencée en Russie, Lénine voulait, selon l'expression de Radek, *céder de l'espace pour gagner du temps*. Quand on lui remémora ses propres paroles sur la guerre révolutionnaire, il répondit : « Nous parlions de la nécessité de préparer et de mener la guerre révolutionnaire... Mais nous n'avons jamais pris l'engagement de nous lancer dans une guerre révolutionnaire sans nous rendre compte des possibilités et chances de succès ». La révolution socialiste mûrit dans tous les pays mais viendra « à la fin des fins, et non au commencement des commencements ». Il faut savoir reculer. Celui qui ne s'adapte pas à la pire situation « n'est qu'un bavard, pas un révolutionnaire ». Les communistes de gauche prennent le point de vue du gentilhomme et moi celui du paysan ». Il en

sera du traité de Brest comme de la paix de Tilsit : « La paix n'est qu'un moyen de reconstituer ses forces... La paix est une trêve entre les guerres, la guerre un moyen d'obtenir une paix meilleure ». Et qu'on ne puisse pas dire un jour cette vérité amère : « La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a perdu la révolution ».

Si Trotski ne parvint pas à éveiller la conscience populaire des pays belligérants, le duel pathétique de Brest ne fut cependant pas sans effet sur l'opinion universelle. Il en reste la preuve dans un message où le président Wilson rendait hommage aux bolchéviks : « Les représentants de la Russie ont insisté fort justement, fort sagement et dans le véritable esprit de la démocratie moderne pour que les conférences eussent lieu toutes portes ouvertes et non à huis clos... Le peuple russe... ne veut céder ni en principe, ni en fait. Sa conception de ce qu'il est juste, humain et honorable pour lui d'accepter a été formulée avec une franchise, une largeur de vues, une générosité d'esprit, une sympathie universelle qui doivent provoquer l'admiration de tout ami de l'humanité ». Un autre homme d'État, T. G. Masaryk, a fait justice des accusations vulgaires portées contre les bolchéviks : « Ils étaient dans une situation sans issue ; que devaient-ils, que pouvaient-ils faire ? Toutes les négociations de Brest-Litowsk, la manière dont les Allemands extorquèrent par force la paix... prouvent que les bolchéviks ne signèrent pas de leur plein gré. En signant, ils ne firent que suivre les traces de leurs prédécesseurs du régime tsariste. Milioukov aussi, je l'ai dit, avait été prêt à négocier la paix avec les Allemands et Terechtchenko la négocia avec l'Autriche »...

A peine obtenu le répit sur la nouvelle frontière occidentale, le gouvernement communiste eut à faire face aux dangers multiples et sans cesse accrus de l'intérieur. Un nouveau « Temps des troubles » s'ouvrait pour la Russie. Au cours de l'année 1918, la situation prend-tournure sinistre dans le pays à feu et à sang.

\*  
\*  
\*

Tandis que les Allemands occupaient, outre la Finlande et la Pologne, — l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie en débordant sur le territoire russe, puis l'Ukraine et la Crimée, enfin la Géorgie où le pouvoir menchéviste le savait appelés pour faire pièce aux Turcs envahisseurs, — la guerre civile s'allume partout dans toutes ses



formes. Au sabotage des services publics, à la grève des fonctionnaires et des techniciens s'ajoutent complots, mutineries, trahisons.

Après les soulèvements vaincus de Kalédine sur le Don, de Doutov dans l'Oural, la « Vendée cosaque » s'insurge en permanence. Au nord, la contre-révolution finlandaise appuyée de troupes allemandes menace Péetrograd. Bientôt des forces anglaises et françaises occuperont Arkhangelsk et la côte de Mourmansk. Sur la Volga moyenne, des détachements de prisonniers de guerre tchécoslovaques en voie de rapatriement entrent en rébellion armée. Sur la basse Volga, les Cosaques de Krasnov approchent de Tsaritsyne. Dans le Kouban s'assemblent les premiers volontaires de la future armée de Dénikine. Au sud de la Caspienne, des Blancs mêlés d'officiers anglais venus de Perse visent la Commune de Bakou, aux mains des Rouges. Du côté roumain, la Bessarabie est envahie. En Extrême-Orient, les Japonais débarquent à Vladivostok et, sans l'opposition des États-Unis, eussent avancé le long du Transsibérien, rétabli « l'ordre » dans la Russie d'Asie ravagée de bandes, sillonnée de « grandes compagnies », de « colonnes infernales ». Enfin, après le blocus, on s'attend à l'intervention militaire des Alliés dont les agents, les missions, les ambassades, les faux consulats fomentent et soudoient des séditions, des attentats.

Dans les campagnes opéraient des groupes de partisans de toutes couleurs, signalés par les coups de main et les coups de force. Les paysans cachent le blé, refusent une monnaie sans valeur, reviennent au troc. L'inflation atteint alors des chiffres astronomiques. Les soviets locaux à bout d'expédients lèvent des contributions extraordinaires, décrètent des réquisitions, des confiscations arbitraires. Dans les villes affamées, la production industrielle tombe à près de zéro, le commerce agonise, la disette impose un rationnement de jour en jour plus rigoureux. Contrairement à leurs projets de « contrôle ouvrier » des entreprises, les communistes en décident graduellement la nationalisation, parfois à leur corps défendant, pour les maintenir en marche, tantôt à la demande des ouvriers, tantôt à la requête des patrons. Les menchéviks suscitent des grèves, les socialistes-révolutionnaires ressuscitent le terrorisme, les anarchistes forment leur *garde noire* infestée de Blancs, la contre-révolution s'organise en armant ses « ligues » libératrices et patriotiques. Dans cet indescriptible chaos, « l'édification socialiste » espérée des bolchéviks passe à l'arrière-plan sous la pression des exigences de la défense révolutionnaire.

En vain Lénine a-t-il esquissé en avril 1918 un programme constructif des « tâches actuelles du pouvoir des Soviets », soulignant comme nécessités primordiales la restauration économique par le calcul et le contrôle sévères de la production et de la répartition, l'organisation du travail positif et créateur par la direction unipersonnelle dans l'industrie, l'emploi de spécialistes largement rétribués, l'adaptation du système Taylor, le salaire aux pièces, l'émulation et la contrainte additionnées, — tout en dénonçant l'opposition des « hystériques de gauche », ces « communistes de malheur ». La répression est plus urgente encore que l'administration. Trotski, maintenant commissaire à la Guerre, avait résumé la même thèse dans sa formule : « Le travail, la discipline et l'ordre sauveront la République des Soviets. » Mais il fallut avant tout écraser l'adversaire implacable pour n'être pas exterminé soi-même, les événements vont le prouver. Jaurès n'avait pas été mauvais prophète en écrivant à la fin du siècle dernier : « Dans l'état présent de l'Europe et selon la marche visible des événements, il n'est plus permis d'espérer, sans aveuglement, et d'annoncer, sans trahison, l'installation pacifique du socialisme chez les nations d'avant-garde. Le peuple qui, le premier, entrera dans le socialisme, verra d'emblée se ruer contre lui tous les pouvoirs réactionnaires affolés. Il serait perdu s'il n'était pas prêt lui-même à saisir le fer, à répondre aux obus par les obus, pour donner le temps à la classe ouvrière des autres pays de s'organiser et de se soulever à son tour. »

En mai, sont suspendus les derniers journaux hostiles qui appellent de leurs vœux l'intervention étrangère armée ; ce sera la fin de la presse d'opinion à bref délai. En juin, sont exclus des Soviets les partis « antisoviétiques » ; ce sera bientôt le début du monopole communiste en matière politique. Volodarski est assassiné à Péetrograd par des socialistes-révolutionnaires de droite. La Tcheka prend des otages ; elle réprime encore sans excès alors que les Blancs, par leurs fusillades et pendaisons en masse, sèment une haine inexpiable et se préparent de dures représailles. A peine si la terreur rouge répond à la terreur blanche. Mais dans les villages commence une lutte sans merci, des expéditions ouvrières y vont arracher le blé aux *koulaks*, en réalité à tous les paysans producteurs, et provoquent une chouannerie sanglante. Il fallait à tout prix ravitailler les centres industriels. Des « comités de pauvreté paysanne » se forment sur l'initiative de Lénine pour briser la résistance des détenteurs de céréales, réquisitionner du bétail,



confisquer les excédents. Nécessité n'a point de loi. Il ne s'agit plus « d'expérience socialiste » mais de réduire la famine.

A la tête d'un détachement de soldats rouges muni de deux autos blindées, Staline part pour Tsaritsyne, où commande Vorchilov, diriger les opérations d'approvisionnement dans le sud ; les « affaires de nationalités » pouvaient attendre et, désormais, attendront longtemps. La plupart des militants énergiques sont alors mobilisés pour le « front alimentaire » quand ils ne deviennent pas commissaires aux armées. D'ailleurs tous les fronts imaginables finiront par se confondre et, supprimant la division du travail, imposeront le cumul des fonctions et des responsabilités. Dzerjinski, Piatakov, Smilga, Sokolnikov, Chliapnikov, Vorochilov sont entrés dans les cadres de l'armée, les uns nommés commissaires, les autres improvisés généraux. Staline à son tour commence « par hasard » sa carrière militaire ; il avait trouvé Tsaritsyne dans un désordre inextricable qui lui rendait la tâche impossible à moins d'influer sur le commandement, en l'espèce le quartier général de la X<sup>e</sup> armée.

On ne voit pas trace de Staline dans les publications militaires ni les mémoires ou études historiques sur la grande guerre « russo-russe ». Pendant dix ans, aucun auteur communiste ne lui accorde le moindre rôle digne d'être enregistré. Si le nom de Trotski est pour le monde entier, amis ou ennemis, associé aux victoires de la Révolution, c'est en 1929 seulement que la part de Staline a été découverte. Il a fallu de violentes rivalités intestines pour que Vorochilov s'avisât soudain de « combler cette lacune » et Trotski d'apporter à son tardif témoignage les corrections documentaires indispensables. La réputation de Staline homme de guerre n'en sort pas grandie mais ses capacités d'organisateur, son penchant à la dictature, sa faculté d'intrigue s'y placent en évidence, avec les origines d'un antagonisme personnel qui devait sensiblement peser sur les proches destins de la République.

L'histoire de l'armée rouge se confond avec la vie de Trotski comme celle du parti bolchéviste avec Lénine. En ces deux hommes, la Révolution avait trouvé les valeurs complémentaires auxquelles, aux heures les plus critiques, elle a dû son salut, soit dit sans faire abstraction des données objectives ni déprécier l'héroïsme anonyme du Parti et de l'élite virile du peuple ouvrier et paysan. Car selon l'expression de Marx et Engels qui ne s'exagèrent pas l'importance des individus dans l'histoire : « Pour réaliser les

idées, il faut des hommes qui mettent en jeu une force pratique. » Trotski reconnaissait la supériorité et la primauté de Lénine, lequel en retour apprécie Trotski à sa taille. Gorki a rapporté d'une conversation intime ces paroles de Lénine sur Trotski : « Qu'on me montre un autre homme capable d'organiser en un an une armée presque exemplaire et de conquérir au surplus la sympathie des spécialistes militaires ? Cet homme, nous l'avons. Nous avons tout. Et il y aura des miracles. » Cela n'empêchait pas toujours les divergences de vues, pour les raisons très simples qui faisaient dire autrefois à Bonaparte, avec une nuance de paradoxe : « *Plutôt un mauvais général que deux bons.* » Mais dans ces années terribles, l'accord profond et l'estime réciproque des deux principaux chefs, renforcés d'un Sverdlov pour l'administration publique, d'un Dzerjinski pour la sûreté générale, d'un Racovski pour la guerre et la diplomatie en Ukraine et de bien d'autres chefs de caractère et de talent, cette cohésion donnait à la tête de la Révolution une autorité qu'on dirait sans exemple n'était, *mutatis mutandis*, le souvenir de Robespierre et Saint-Just. Autres temps, autres hommes, autres circonstances, étapes historiques et sociales différentes mais analogies suffisantes pour justifier sur ce point et pour un instant le parallèle.

Staline n'est pas alors un personnage marquant mais, encore inconnu du pays et peu connu du Parti, il compte cependant parmi ces révolutionnaires endurcis toujours prêts aux besognes les plus inattendues. En théorie sous les ordres de Trotski, celui-ci commissaire à la Guerre et président du Conseil révolutionnaire de Guerre à la fois, il communique néanmoins directement avec Lénine en sa qualité de membre du Comité central du Parti, organisme extra-constitutionnel déjà superposé à tout autre. Au surplus, le Conseil des Commissaires va cesser d'exister comme apparence de gouvernement quand les socialistes-révolutionnaires de gauche rompent leur alliance avec les bolchéviks dont ils combattent vivement la politique paysanne et la tactique de paix.

Au début de juillet 1918, ces « hystériques de gauche » prennent l'offensive contre le parti communiste pendant le cinquième Congrès des Soviets, tentent de rallumer la guerre avec l'Allemagne en assassinant l'ambassadeur Mirbach et de renverser le Conseil des Commissaires en bombardant le Kremlin. L'émeute étouffée en vingt-quatre heures, c'est le commencement de la fin pour les socialistes-révolutionnaires de gauche : plusieurs sont passés par les armes,



d'autres emprisonnés, leur parti mis en pièces. (Les anarchistes, déjà malmenés en avril, subiront bientôt un sort identique). Désormais, les communistes seront seuls au Conseil des Commissaires, presque seuls à l'Exécutif des Soviets. Le Comité central bolchéviste n'aura même plus de précautions formelles à prendre pour exercer la dictature, par son Bureau politique. A la même date, et à l'instigation d'agents diplomatiques français, des socialistes-révolutionnaires d'extrême-droite et des Blancs menés par Savinkov provoquent avec le soulèvement d'Iaroslavl le premier grand massacre de population civile et la destruction d'une des plus belles cités de l'ancienne Russie. L'épisode rappelle assez celui de Lyon en 1793. Le terrorisme engendrait la terreur.

C'est dans cette tragique ambiance que le Congrès des Soviets, interrompu par les bombes et le canon, vote sur la proposition de Sverdlov la Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets, codification idéalisée de l'ordre existant, précédée d'une Déclaration des Droits du peuple travailleur. Dans cette charte solennelle, il n'est pas question de dictature d'un seul parti, de monopole communiste du pouvoir. Mais la force des choses concentrait ainsi de fait la puissance publique entre les mains du parti conquérant, à titre transitoire.

Pendant ce temps, les nouvelles du front n'étaient pas rassurantes. Sur la Volga, le commandant en chef Mouraviev trahit, puis se suicide. Sous Tsaritsyne, où Vorochilov est très inférieur à sa tâche, les Cosaques percent la ligne des Rouges. L'armée des Soviets, répartie sur une longue distance, mal nourrie, mal équipée, mal encadrée, recule de toutes parts. Le parti communiste mobilise tous ses hommes valides, rassemble ses dernières ressources. Staline se hâte vers le front.

Quelques minutes avant de partir, il écrit à Lénine : « Je harcèle et injurie tous ceux qu'il faut, j'espère un prochain redressement. Soyez persuadé que nous n'épargnerons personne, ni moi-même ni les autres, et enverrons enfin du blé. Si nos spécialistes militaires (des savetiers !) ne dormaient et ne flânaient pas, la ligne n'aurait pas été rompue ; et si la ligne est rétablie, ce ne sera pas grâce aux militaires mais malgré eux. »

Aux inquiétudes de Lénine sur les socialistes-révolutionnaires de gauche à Tsaritsyne, où les anarchistes avaient déjà tenté une insurrection en mai, Staline répond : « Quant aux hystériques, soyez persuadés que notre main ne tremblera pas ; avec les ennemis,

nous agirons en ennemis. » Et en effet, une constatation va s'imposer une fois pour toutes pendant cette période : la main de Staline ne tremble pas.

Une phrase significative de son court billet a trait aux « spécialistes », c'est-à-dire aux militaires professionnels. Staline ne leur reconnaît aucune valeur. Son aversion à leur égard s'exprime encore dans un télégramme où il dit : « Nos spécialistes sont psychologiquement inaptes à une guerre décisive avec la contre-révolution ». Toute une fraction du Parti partage alors ce préjugé. « L'opposition militaire », recrutée surtout parmi les communistes de gauche, préconise par système la petite guerre de francs-tireurs, l'indépendance des détachements de partisans, la nomination des chefs à l'élection, le fédéralisme et l'improvisation en matière militaire. Tandis que les restes de l'opposition de gauche taxent Lénine de myopie, d'opportunisme et de complaisance envers le capitalisme pour avoir introduit des spécialistes dans l'industrie, l'opposition militaire reproche à Trotski ses méthodes de centralisme, de stricte discipline et l'emploi des spécialistes dans l'armée. Autour de Vorochilov se groupe un noyau de cette opposition, à Tsaritsyne. Staline l'encourage en sourdine.

Or, si Trotski a pu faire passer l'armée rouge du volontariat à la conscription, élever ses effectifs de cent mille soldats à un, puis deux et trois millions, encadrer seize armées sur un front de 8 000 kilomètres, c'est en réalisant à l'instar de Dubois-Crancé l'amalgame des éléments sains de l'ancienne armée avec la nouvelle, en utilisant les militaires de métier sous la surveillance de commissaires, en abolissant l'éligibilité des chefs et les conseils de soldats, en instituant une rigoureuse discipline sous un commandement unique. La résistance de Tsaritsyne aux ordres du Conseil révolutionnaire de Guerre ne donnait que des défaites. Comme l'explique Trotski dans ses mémoires, les sous-officiers et les partisans de l'opposition ne pouvaient se passer de spécialistes mais, par hostilité au principe, en prenaient de médiocres.

Sans être un communiste de gauche, Staline soutint cette opposition d'un nouveau genre. Le plus clair de son travail était dirigé contre Trotski, affirme celui-ci. Pour quelles raisons ? Trotski ne le dit pas. Peut-être Staline avait-il pris ombrage de la popularité d'un ex-adversaire, étranger à ce cercle clandestin de révolutionnaires professionnels qui considéraient la direction de la révolution comme leur domaine réservé. Pour Staline et ses pareils, Trotski



était sinon un intrus, du moins un rallié, et si personne ne contestait plus à Lénine la première place, les plus forts caractères devaient fatalement se heurter auprès du maître pour l'influence prépondérante. Staline et Trotski, si dissemblables d'origine, de formation, d'esprit et de culture, avaient précisément de commun et d'inconciliable le tempérament autoritaire.

Au témoignage de Vorochilov qui s'accuse inconsciemment lui-même, le quartier général de la X<sup>e</sup> armée présentait un lamentable tableau de confusion et d'impuissance à l'arrivée de Staline. La présence de ce dernier se fit bientôt sentir, à l'arrière comme à l'avant. Staline « développe une énergie colossale », épure les services de ravitaillement, l'administration, l'état-major. Le ton de ses lettres à Lénine montre quelle volonté l'anime : « Je rectifierai ces manquements locaux et bien d'autres, je prends et prendrai une série de mesures jusqu'à la destitution des gradés et commandants qui perdent la cause, et en dépit des difficultés de forme que je briserai s'il le faut. J'en assume naturellement toute la responsabilité devant toutes les institutions supérieures. »

C'est dans la ville surtout que l'action de Staline produisait ses effets. Il y organise une Tchéka locale et entame une répression inexorable. Vorochilov cite avec satisfaction et confirme le récit d'un Blanc, le transfuge Nossovitch, qui a écrit de Staline : « Il faut lui rendre cette justice que son énergie peut être enviée de tout vieil administrateur et que ses capacités d'adaptation à l'œuvre et aux circonstances pourraient en instruire beaucoup d'autres. » L'atmosphère de Tsaritsyne se charge, « la Tchéka travaille à plein rendement », on découvre chaque jour des complots, « toutes les prisons de la ville regorgent »... Un ingénieur et ses deux fils, venus de Moscou, sont arrêtés pour conspiration : « La décision de Staline fut courte : *Fusiller*. L'ingénieur Alexéiev, ses deux fils, et avec eux un nombre considérable d'officiers, les uns appartenant à l'organisation, les autres seulement soupçonnés, furent saisis par la Tchéka et immédiatement fusillés, sans jugement. » La main de Staline ne tremble pas.

Aucune documentation ne révèle le nombre des suppliciés sous ce proconsulat. La même initiative et la même fermeté se manifestaient d'ailleurs partout à la même heure. Dans ce mois de juillet 1918 où les Soviets paraissent n'avoir pas plus de quelques jours à vivre, les communistes de l'Oural dirigés par Bieloborodov exécutent l'Empereur déchu et sa famille, à l'approche des Tchecoslovaques

victorieux. Un communiste de gauche, l'ouvrier Miasnikov, supprime pareillement le grand-duc Michel. En août, après la perte de Simbirsk et de Kazan, Trotski part en personne pour la Volga où se décide le sort de la révolution et forme son « train » légendaire dans lequel, pendant plus de deux ans, il accourra d'un front à l'autre sur les points les plus menacés.

A la fin du même mois, la guerre civile entre dans sa phase la plus aiguë. Coup sur coup, un attentat met la vie de Lénine en danger, Ouritski est assassiné à Pétrograd : une organisation secrète de socialistes contre-révolutionnaires était à l'ouvrage. Trotski, au cours d'un voyage à Moscou, évite par hasard les balles et les bombes des terroristes. Cette fois, la Tchéka riposte d'une manière foudroyante. La terreur rouge est ouvertement mise à l'ordre du jour, la loi martiale en vigueur : cinq cents contre-révolutionnaires ou soi-disant tels sont exécutés à Pétrograd, autant à Cronstadt, une centaine peut-être à Moscou, un nombre incertain en province. La révolution russe avait ses massacres de Septembre. Les atrocités des uns commencent à répondre aux atrocités des autres. La presse publie des listes d'otages, annonce des arrestations en masse. Nulle statistique ne chiffre exactement le nombre des victimes. Toute trace de démocratie disparaît dans le feu de la répression. On fusille au front des communistes pris de panique. Quelques jours après, la V<sup>e</sup> armée d'Ivan Smirnov reprend Kazan, Toukhatchevski rentre à Simbirsk avec la I<sup>re</sup> armée, les partisans rouges de l'Oural commandés par l'ouvrier Blücher font leur jonction sous Perm avec la III<sup>e</sup> armée après 1 500 kilomètres de marche et cinquante jours de combats meurtriers.

Trotski n'avait pas que les soucis de la lutte sur le front de Kazan. Tsaritsyne l'inquiétait fort par son opposition de parti pris à l'état-major, son indiscipline flagrante, ses procédés de sourde obstruction aux plans du haut commandement. Vorochilov avoue, en continuant de citer Nossovitch, le rôle pernicieux de Staline :

« Une particularité caractéristique fut la façon dont Staline traitait les instructions télégraphiques du centre. Quand Trotski, inquiet de la destruction des directions régionales établies par lui avec tant de peine, envoya une dépêche prescrivant de laisser l'état-major et les commissaires dans les conditions antérieures et de leur donner la possibilité de travailler, Staline écrivit sur ce télégramme l'annotation catégorique et significative : « *A ne pas prendre en considération...* » Toute la direction de l'artillerie et une



partie de l'état-major restèrent sur un chaland à Tsaritsyne. »

Lénine ne pouvait connaître ce détail effectivement significatif mais se préoccupait aussi du conflit. Connaissant un peu Staline, il devait soupçonner sa conduite suspecte mais cherchait à atténuer les frottements pour tirer parti de tout son monde. Au début d'octobre, Trotski lui télégraphie :

« J'insiste catégoriquement pour le rappel de Staline. Sur le front de Tsaritsyne, cela ne va pas, en dépit d'une surabondance de forces. Vorochilov peut commander un régiment mais pas une armée de 50 000 hommes. Néanmoins, je le laisserai commander la X<sup>e</sup> armée de Tsaritsyne à condition qu'il se subordonne au commandant de l'armée du sud, Sytine. Jusqu'à ce jour, Tsaritsyne n'a même pas envoyé à Kozlov de rapports d'opérations. J'ai exigé la présentation de résumés des reconnaissances et des opérations deux fois par jour. Si demain cela n'est pas exécuté, je déférerai Vorochilov et Minine au tribunal et le ferai savoir par un ordre à l'armée. Tant que Staline et Minine restent à Tsaritsyne, leurs droits, conformément au statut du Conseil révolutionnaire de Guerre, se limitent à ceux de membres du Conseil révolutionnaire de Guerre de la X<sup>e</sup> armée. Un court délai nous sépare de l'offensive avant les boues d'automne, où les routes ici ne sont plus praticables aux fantassins ni aux cavaliers. Sans coordination avec Tsaritsyne, aucune action sérieuse n'est possible. Il n'y a pas de temps à perdre en pourparlers diplomatiques. Tsaritsyne doit se soumettre ou se démettre. Nous avons une colossale supériorité de forces mais une anarchie complète au sommet. On peut en venir à bout en vingt-quatre heures à condition d'avoir votre appui ferme et décidé. En tout cas, c'est l'unique voie que je puisse envisager. »

Le lendemain, Trotski communique par fil direct à Lénine : « J'ai reçu le télégramme suivant : « Il faut suspendre l'exécution » de l'ordre de combat de Staline n° 18. J'ai donné toutes indications au commandant du front sud Sytine. Les agissements de » Staline détruisent tous mes plans... VATZETIS, Commandant » en chef. DANICHEVSKI, membre du Conseil révolutionnaire de » Guerre. »

Staline fut aussitôt rappelé à Moscou. Par ménagement, Lénine envoya Sverdlov le chercher en train spécial et Trotski, allant vers Tsaritsyne, le croisa en route. Une conversation eut lieu entre Trotski et Staline : « Est-il vrai que vous vouliez les chasser tous ? » questionna celui-ci d'une voix résignée, en parlant de l'opposition

de Tsaritsyne. La résignation n'était qu'apparente. Staline couvait un ressentiment et méditait une revanche.

A Tsaritsyne, où Trotski mit Vorochilov en demeure de s'expliquer, ce singulier militaire reconnu ne vouloir se conformer qu'aux directives qu'il croyait justes. Sur quoi Trotski lui signifia d'obéir sans conditions aux ordres supérieurs, sous peine d'être expédié à Moscou sous escorte et mis en jugement. Vorochilov dut s'incliner mais Trotski avait un ennemi personnel de plus. Quand le commissaire à la Guerre eut le dos tourné, l'opposition de Tsaritsyne s'obstina, soutenue dans la coulisse par Staline. C'est du moins la version de Trotski, dans ce qui précède comme dans ce qui suit, mais avec pièces irrécusables à l'appui, et que personne n'a jamais pu mettre en doute.

Il fallut rappeler aussi Vorochilov à la suite d'une nouvelle dépêche de Trotski à Lénine : « Impossible laisser Vorochilov plus longtemps alors que toutes tentatives de compromis réduites à néant par lui. Il faut à Tsaritsyne nouveau Conseil révolutionnaire de Guerre avec nouveau Commandant, en envoyant Vorochilov en Ukraine. » C'était encore un coup indirect à Staline. Alors seulement, sous l'impulsion de Trotski, fut stimulée la capacité défensive et offensive de la X<sup>e</sup> armée. Chliapnikov entra au nouveau Conseil révolutionnaire de Guerre sur ce front.

Mais en Ukraine aussi, Vorochilov continua sa précédente besogne, toujours avec l'appui confidentiel de Staline. Ce qui obligeait Trotski de télégraphier à Sverdlov : « Je le déclare de la façon la plus catégorique, la ligne de conduite de Tsaritsyne, qui a abouti à la désagrégation complète de cette armée, ne peut être tolérée en Ukraine... Parmi les Ukrainiens, c'est le plein désordre, la lutte entre cliques par manque de dirigeants responsables et ayant de l'autorité... La ligne de conduite de Staline, Vorochilov et Roukhimovitch signifie la perte de toute l'affaire. » Staline intriguait dans l'ombre mais Trotski discernait son jeu équivoque.

A Lénine et Sverdlov qui s'efforcent encore d'arranger les choses, car les chefs sont rares, Trotski répond : « Il faut évidemment un compromis mais pas un compromis pourri... J'estime que la protection de Staline couvrant la tendance de Tsaritsyne est la plaie la plus dangereuse, pire que toute trahison ou félonie de spécialistes militaires... Encore une fois, lisez attentivement le rapport d'Okoulov sur l'armée de Tsaritsyne démoralisée par Vorochilov avec l'aide de Staline. » La perspective d'une intervention mili-



taire anglo-française en Ukraine ne permettait pas à Trotski de tergiverser; pourtant il n'insiste point pour une sanction d'urgence.

Après plusieurs mois de temporisation, Lénine télégraphie enfin à Vorochilov : « Il faut à tout prix cesser immédiatement de discourir, consacrer toute l'activité à la situation militaire, désigner absolument des gens pour répondre de l'exécution précise d'un travail déterminé. La discipline doit être militaire... » Il l'invite à mettre fin « au chaos, aux palabres et aux disputes de prééminence ». Le même jour, il réunit le Bureau politique du Comité central qui donne raison à Trotski, somme Vorochilov de remplir ses obligations, « sans quoi Trotski vous convoquera après-demain à Izioum et disposera plus en détail »... Le lendemain, le Comité central charge Racovski et Trotski de prendre d'énergiques mesures pour faire restituer par Vorochilov le matériel de guerre que celui-ci s'est indûment permis d'accaparer. Lénine écrit à Trotski par fil direct : « Dybenko et Vorochilov dilapident le matériel de guerre. Chaos complet, aucune aide sérieuse au bassin du Donetz. » A force de ténacité, Trotski finit par faire échec à l'influence de Staline et liquider le « tsaritsynisme ».

Mais à quel prix? Dans ses mémoires, contribution jusqu'à présent essentielle à la biographie de Staline en plus de la sienne propre, Trotski reconnaît avoir heurté et meurtri bien des gens au cours de la rude période de son commandement suprême : « Dans la grande lutte que nous menions, l'enjeu était trop important pour me permettre de prendre garde autour de moi. » Que l'intérêt supérieur de la cause commune l'inspirât, cela ne laisse aucun doute. Mais il devait retrouver sur son chemin, aux heures pénibles des dissensions intestines, tous les mécontents et les offensés. Quand Lénine avait blessé des camarades en polémisant sans mesurer les coups, il s'efforçait toujours de panser les plaies après avoir obtenu l'avantage et de se concilier les vaincus. Trotski ne se donnait pas cette peine, accumulant avec dédain les inimitiés. Pour un politique, c'était un point faible.

Staline, raconte-t-il, « rassemblait soigneusement les gens aux cors écrasés. Il avait pour cela assez de temps et d'intérêt personnel », allusion à une réputation de paresse orientale que Boukharine confirmait, disant : « La première qualité de Staline est la fainéantise. La deuxième est une envie irréductible envers de plus capables que lui. Il a creusé même sous Lénine des galeries de sape et de

mine. » Alors déjà, dit Trotski en parlant des récriminations qui affluaient chez Lénine à chaque insuccès sur le front, « Staline dirigeait ces machinations dans la coulisse ». L'adjoint du commissaire à la Guerre, Sklianski, hautement apprécié de Lénine et que Trotski compare à Carnot pour ses facultés d'organisateur, était en butte aux attaques sournoises de Staline. Celui-ci se constituait une clientèle d'intrigants déçus et d'ambitieux cherchant carrière. Trotski rapporte encore une histoire caractéristique dévoilée par Menjinski : à la connaissance de ce dernier, Staline essaya de suggérer à Lénine que Trotski ourdissait une cabale contre lui. Devant une invention de cette nature, comment ne pas se souvenir des anciennes accusations de Tiflis, des anciens soupçons de Bakou, de tant d'indices répétés? Et Trotski de conclure ce passage de *Ma vie* par ces mots : « Staline semait évidemment de mauvaises graines. De quelle manière systématique il s'en était occupé, — même presque exclusivement, — cela ne me devint clair que bien plus tard. Car Staline n'a jamais accompli de travail sérieux. »

En s'exprimant ainsi, avec ses exagérations de polémiste, Trotski a sans doute en vue le travail intellectuel et la politique de grande envergure. Car Staline n'était pas seulement paresseux et maître fourbe, comme le jugeaient Boukharine et bien d'autres ; ses défauts s'alliaient à des aptitudes compensatrices, à la mesure d'un horizon borné. Son énergie brutale dans la répression policière et sa ruse calculée dans les relations personnelles, au service d'un certain flair pour la politique au jour le jour, lui valaient dans le cadre étroit du Parti une place de plus en plus importante à l'ombre des hommes indispensables. Ces qualités mineures devaient contribuer à son élévation dans une phase propice et sur un terrain favorable.

Une lettre de Lénine à Trotski montre bien comment Staline réussissait à circonvenir les gens tout en évitant de donner prise aux attaques. Après son rappel de Tsaritsyne, Staline feint de vouloir une entente, de conseiller à Vorochilov la soumission, de désirer faire ses preuves dans un nouveau secteur. Lénine écrit, en effet : « Staline voudrait beaucoup travailler sur le front sud... Staline espère prouver par son travail la justesse de ses vues... En vous communiquant, Léon Davidovitch, toutes ces déclarations de Staline, je vous prie d'y réfléchir et de dire, d'abord si vous acceptez de vous expliquer personnellement avec Staline, et dans ce cas il consentirait à venir, et ensuite si vous estimez possible, à des conditions concrètes définies, d'écarter les précédents frottements et



d'arranger le travail en commun, ce que désire Staline. En ce qui me concerne, je considère indispensable d'appliquer tous les efforts à un tel arrangement avec Staline. » Sur la réponse affirmative de Trotski, moins intransigeant par les actes que dans l'amertume des souvenirs, Staline fut nommé au Conseil révolutionnaire de Guerre du front sud. Il y poursuivit sans succès ses manigances mais en se tenant prudemment sur ses gardes.

\* \* \*

Le déplacement de Staline coïncidait avec de grands événements historiques. Lors du premier anniversaire de la révolution d'Octobre, la carte militaire et politique d'Europe avait bien changé : désastres des Empires centraux sur les fronts d'Occident et des Balkans, mutineries dans la flotte allemande, révolutions en Bulgarie, en Autriche-Hongrie, en Allemagne, armistice et pourparlers de paix générale. Le traité de Brest était annulé. L'intervention économique et militaire des États-Unis avait permis aux Alliés de tenir « le dernier quart d'heure ». De plus, dans les armées austro-allemandes, la soi-disant « contagion bolchéviste », favorisée à l'arrière par l'ambassadeur des Soviets à Berlin, Ioffe, avait précipité la fin.

Ce n'était pas encore la révolution socialiste mondiale escomptée de Lénine mais celui-ci croyait y voir la dernière étape vers un « Octobre » reproduit à l'échelle des deux continents. Le « retard » dans la réalisation de ses prévisions l'avait rendu circonspect sans toutefois lui ôter l'espoir d'une conflagration sociale universelle. « Le prolétariat mondial est avec nous et marche à notre suite », disait-il au moindre signe de révolte dans un des pays belligérants. « Cette guerre n'a d'autre issue qu'une révolution », répète-t-il une autre fois, précisant plus tard : « Seuls, les ouvriers et les paysans de tous les pays feront la paix ». Les prodromes de la révolution allemande l'incitent à déclarer : « La crise en Allemagne ne fait que commencer. Elle finira inévitablement par la prise du pouvoir par le prolétariat ». Le schéma de la révolution russe l'obsède au point de s'imposer à son esprit comme l'unique perspective immédiate ouverte au monde entier. « L'histoire mondiale, ces derniers jours, accélère son cours de plus en plus vers la révolution ouvrière mondiale... »

En même temps, il ne laisse pas d'être inquiet de la victoire des

Alliés, menace imprécise d'intervention armée en faveur des Blancs dans la guerre civile de Russie : « Jamais nous n'avons été plus près d'une révolution prolétarienne mondiale, jamais aussi nous n'avons été en aussi grand danger ». Mais les raisons d'espérer sont plus fortes que les appréhensions. Au sixième Congrès des Soviets, en novembre 1918, il affirme : « Toute une série de pays sont envahis par l'incendie de la révolution ouvrière. Nos prévisions s'accomplissent, tous nos sacrifices sont justifiés ».

Trotski s'exprimait dans le même sens : « L'histoire se déroule peut-être contre notre gré mais en suivant la courbe que nous avons tracée... La fin sera celle que nous avons prévue : la chute des dieux du capitalisme et de l'impérialisme... La Russie des Soviets n'est que l'avant-garde de la révolution allemande et européenne... Staline ne se permettait pas alors de donner une opinion en public sur de tels sujets. Les communistes de gauche se rétractaient ou se taisaient, devant les résultats tangibles de la tactique de Lénine.

Pour l'avenir de l'humanité, les dirigeants de la Russie révolutionnaire tenaient la révolution en Allemagne pour plus importante que la leur. Au nom des intérêts du socialisme, ils se disaient prêts à sacrifier à la révolution du pays le plus avancé celle du pays le plus arriéré. En théorie, Lénine estimait « tout à fait obligatoire de risquer une défaite et la perte même du pouvoir des Soviets », si besoin était, pour sauver la révolution allemande. En pratique, une pareille éventualité ne se présenta pas. L'Allemagne n'accomplit qu'une révolution politique de surface et la République des Soviets n'eut pas trop de tous ses moyens pour se sauver elle-même.

Car la guerre civile prenait plus d'ampleur avec la fin de la guerre des nations. Grâce au retrait des armées allemandes, les Rouges s'empresent d'occuper les provinces baltiques et lithuaniennes, converties aussitôt en petits États soviétiques. En Ukraine, où une quinzaine de gouvernements se succéderont en moins de quatre années, ils disputent le terrain aux troupes réactionnaires de l'hetman Skoropadski, aux insurgés nationalistes de Petlioura, aux paysans anarchistes de Makhno, aux bandes de partisans de toutes nuances, aux *haidamaks* des grandes routes et des petits chemins. A l'est, ils pénètrent dans l'Oural après avoir délogé de Samara le Comité de la Constituante, puis d'Oufa le Directoire des socialistes contre-révolutionnaires, mais reflueront devant l'armée blanche de Koltchak aux ordres du gouvernement dictatorial d'Omsk protégé des Alliés.

!!!  
That's  
the first  
of Lenin's  
strategy.  
Lenin will  
not see it  
as a  
new  
vision.  
Trotsky will  
immerse  
himself in it.



En Sibérie, leurs groupes isolés de partisans combattent désespérément les généraux et les atamans qui exercent une tyrannie effrénée sur des zones d'influence immenses.

Par décret de l'Exécutif des Soviets, la République avait été proclamée camp retranché. Pour unifier la direction des fournitures à l'armée rouge, il fut créé en novembre un Conseil de la Défense ouvrière et paysanne présidé par Lénine, avec son inévitable Bureau présidé par Trotski. Les diverses institutions d'État et du Parti répondant mal aux exigences de la situation, on tâchait d'y remédier par des organismes supplémentaires. En fait, les mêmes hommes se retrouvaient à toutes les instances supérieures et le Bureau politique du Comité central bolchéviste concentrait de plus en plus les responsabilités de la dictature. Staline figurait parmi les six membres du nouveau Conseil, preuve que Lénine et Trotski faisaient fond sur son énergie pour l'administration militaire, sinon sur sa puissance de travail.

Le dernier jour de l'année, Lénine télégraphie à Trotski : « De sous Perm, il y a une série de communications du Parti sur l'état catastrophique de l'armée et l'ivrognerie. Je vous les transmets. On vous demande d'arriver là-bas. J'ai pensé envoyer Staline, craignant que Smilga ne soit trop doux envers X... qui, dit-on, boit aussi et n'est pas en mesure de rétablir l'ordre. Télégraphiez votre opinion. » En effet, la III<sup>e</sup> armée en déroute avait évacué Perm et risquait de découvrir Viatka. Trotski répond en confirmant les informations et appréciations de Lénine et conclut : « D'accord pour l'envoi de Staline avec les pouvoirs du Parti et du Conseil révolutionnaire de Guerre ». Peut-être n'était-il pas fâché de se défaire de Staline en l'affectant dans une région nord ? Mais à coup sûr, là où un contrôleur ferme était nécessaire, on pouvait déléguer Staline. Le Comité central, c'est-à-dire son tout-puissant Bureau politique, désigna Dzerjinski et Staline pour enquêter sur la capitulation de Perm et les défaites du front oriental, les chargeant de « rétablir au plus tôt le travail du Parti et des Soviets dans le rayon des III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> armées ».

Il s'agissait donc d'un voyage d'inspection au front de Viatka avec mission de réorganisation politique et administrative à l'arrière. « Le travail du Parti et des Soviets », en d'autres termes le fonctionnement des institutions officielles, devait être « rétabli » par les deux envoyés extraordinaires. Cela montre à quel point déjà l'État soviétique était séparé du peuple et comment l'initiative

dite supérieure se substituait à la conscience « d'en bas ». Les thèses de Lénine sur l'État sans fonctionnaires, sans police ni armée professionnelles étaient bien oubliées. Mais une situation exceptionnelle semblait légitimer toutes les mesures d'exception.

En reproduisant la dépêche de Lénine sur la défaite de Perm, Vorochilov a cru nécessaire de la falsifier par la suppression des mots soulignés : « Je vous les transmets. On vous demande d'arriver là-bas... Télégraphiez votre opinion. » L'intention de dissimuler tant l'appel à Trotski dans les passes difficiles que l'accord entre Lénine et Trotski à l'époque est évidente. Vorochilov pousse la complaisance jusqu'à imputer au voyage de Dzerjinski et Staline à Viatka la prise d'Ouralsk... à près de 1 000 kilomètres plus au sud. Les rapports écrits de Staline et Dzerjinski n'autorisent aucune supposition de ce genre. Ils se bornent à demander trois régiments de renfort pour remonter le moral de la III<sup>e</sup> armée.

D'après Vorochilov, qui ne cite sur ce point aucun texte, Staline aurait aussi dénoncé « le procédé criminel inadmissible du Conseil révolutionnaire de Guerre dans la direction du front », allusion obscure mais directe aux capacités de Trotski. Si l'assertion est exacte, elle souligne le peu d'intérêt accordé par Lénine aux dénonciations de Staline dont il ne tint pas le moindre compte : Trotski resta au poste suprême durant toute la guerre civile et au delà.

Le dernier rapport de Staline indique en bref le principal objet de son activité : « La Tcheka régionale a été épurée et complétée par d'autres militants du Parti... » Comme à Tsaritsyne, la coercition policière tenait une place essentielle dans ses préoccupations. Visiblement, son expérience le convainquait de la possibilité pour un pouvoir faible de se maintenir par la force, par la destruction physique de l'adversaire et l'intimidation des hésitants. L'étroite collaboration de Staline avec Dzerjinski, président de la Tcheka, n'était pas fortuite. Leur mission à Viatka paraît avoir duré deux ou trois semaines.

Staline ne se signalera au front de nouveau que cinq mois plus tard, occupé dans l'intervalle à des travaux administratifs. Il ne comptait et ne se comptait pas lui-même au nombre des idéologues du Parti mais se jugeait non moins utile, selon sa propre expression, comme « praticien ». Sa collaboration à la presse fut insignifiante, et nulle sa contribution à l'élaboration de la politique communiste, dans cette période où a été fondée la troisième Internationale. Ne s'intéressant guère aux questions théoriques ni aux problèmes

Par 2.  
Tait un  
à base  
mal Pao  
Lain  
le n'is  
proude  
tuba  
passe  
une



internationaux, il n'eut aucun rôle dans la première session de l'organisation nouvelle.

Le désastre de la Ligne Spartacus en Allemagne, puis l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxembourg en janvier 1919 avaient assombri les perspectives révolutionnaires. Mais Lénine ne renonçait ni à ses espérances, ni à ses projets, et la création d'une Internationale communiste lui tenait à cœur. Personne dans son parti ne fit d'objection quand il proposa de convoquer à Moscou la conférence à laquelle, hormis les bolchéviks des diverses nationalités de l'ancienne Russie, ne prit part qu'un seul mandataire régulier d'un parti, celui du communisme allemand. Les autres participants recrutés parmi des réfugiés, des déracinés, des proscrits ne représentaient encore qu'eux-mêmes. Le délégué de Spartacus apportait l'opinion posthume de Rosa Luxembourg, nettement hostile à la formation prématurée d'une nouvelle Internationale. C'était également l'avis impératif du Comité central de son parti. Après bien des hésitations, Lénine passa outre : par sa volonté, l'Internationale Communiste était née. Il ne s'embarrassait pas d'un début aussi modeste. La fortune politique de son propre groupe initial dont il avait été le seul membre pleinement conscient lui semblait promettre la victoire future de l'embryon communiste sur le plan mondial. Quelques jours après la conférence transformée en congrès, la proclamation de la République des Soviets en Hongrie, puis en Bavière, où n'existaient même pas de partis communistes, le fortifia dans ses illusions.

Mais la paix n'était pas encore acquise dans le cadre intérieur. Au contraire, la guerre civile devait s'intensifier durant l'année 1919, avec l'avance concentrique des armées de Koltchak et de Dénikine vers Moscou, la marche de Ioudénitch sur Pétrograd. La République des Soviets, coupée de ses régions productrices, fut un moment réduite — selon l'expression courante — à peu près au territoire de l'ancien grand-duché de Moscovie. Il fallut une levée en masse et la tension surhumaine des ressorts physiques et moraux du Parti pour lui rendre l'essentiel des frontières de l'Empire.

Pendant la menace mortelle d'une intervention militaire sérieuse des Alliés se dissipait. Lénine déclara sur ce chapitre : « Si nous avons pu exister un an après la révolution d'Octobre, nous le devons au fait que l'impérialisme international était divisé en deux groupes de fauves... Aucun de ces groupes ne pouvait envoyer contre nous des forces tant soit peu considérables ». Et

plus tard : « Ils auraient pu nous écraser en quelques semaines ». Réagissant contre les vantardises de son milieu, il dira une autre fois encore : « Il aurait suffi de quelques centaines de mille entre ces millions d'hommes... pour que l'Entente nous écrasât par la force militaire ». En effet l'immixtion étrangère demeura velléitaire et incohérente, limitée à des débarquements sans portée. L'Anabase tchécoslovaque, faute d'effectifs suffisants et d'artillerie, ne fut pas une expédition mais une retraite en bon ordre. Les intentions belliqueuses de Clemenceau se heurtaient à l'opposition du président Wilson et de Lloyd George ; le projet avorté de conférence des divers gouvernements russes à Prinkipo traduit les contradictions de ce moment trouble. En outre, la lassitude de la guerre dans l'armée et la marine, manifestée notamment sur des navires français en mer Noire, déconseillait une descente.

La guerre civile resta bien « russo-russe » et les simulacres d'intervention armée ne servirent qu'à faire le jeu des Rouges mis en posture classique de « rassembleurs de terres », qu'à stimuler en leur faveur le peu de patriotisme russe existant. Ce que Marx avait écrit de la Révolution de 1848 : « Il ne se produisit aucune de ces grandes complications étrangères qui auraient pu exciter l'énergie, précipiter le cours de la révolution, aiguillonner le gouvernement provisoire ou le jeter par-dessus bord », explique en quoi la Révolution russe a finalement bénéficié des dangers de l'extérieur. Les Alliés l'ont compris un peu tard. Les menchéviks se rendirent les premiers à l'évidence, les socialistes-révolutionnaires ensuite, les uns et les autres répudiant toute solidarité avec l'intervention étrangère. Seuls, les social-démocrates de Géorgie, désavoués par ceux de Russie, persistèrent à spéculer sur le concours armé des Alliés. Et Lénine put constater : « Dans tous les pays, l'intelligentsia bourgeoise, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks — cette race existe malheureusement partout — ont condamné l'intervention dans les affaires de la Russie. »

Au huitième Congrès du Parti communiste, unique organisation politique du pays désormais, l'opposition militaire fut désarmée sans appel, après des délibérations secrètes dont le procès-verbal n'a jamais été publié. Staline n'osa pas ouvertement la défendre et, à son habitude, s'abstint de paraître à la tribune. Mais il réussit à entrer dans la commission de rédaction sur ce point de l'ordre du jour comme représentant de la majorité, c'est-à-dire en simulant une autre opinion que la sienne véritable. Son habileté spéci-



fique se montre dans cette sorte de tactique. En l'absence de Trotski retenu au front, les thèses de celui-ci sur l'armée, rapportées par Sokolnikov, furent votées à l'unanimité, sous l'égide de Lénine.

L'adoption du nouveau programme donna lieu à une controverse académique entre Lénine et Boukharine sur l'impérialisme et à une nouvelle discussion de la question nationale, mais sans arguments nouveaux. Contre Lénine et Riazanov, tenants du « droit des peuples » à disposer d'eux-mêmes, Boukharine et Piatakov soutenaient exclusivement le « droit des classes travailleuses ». D'après le compte rendu des débats, Staline était de cette tendance dite de gauche, mais se garda prudemment d'intervenir en public, sachant les inconvénients d'un désaccord avoué avec Lénine. Une fois de plus, ce dernier eut gain de cause pour affirmer en principe un droit de *self-determination* piétiné par les bolchéviks en fait.

Le Congrès décida un revirement radical à l'égard des classes paysannes, dépouillées et persécutées par tous les protagonistes de la guerre civile, excédées des pillages de la « commissarocratie ». Pour que Lénine, cité par Sosnovski, parlât de « *cesser les abominations et la politique de bachi-bouzouks* » envers les paysans moyens, il fallait que les Rouges eussent passé toute mesure. Une série d'abus criants des autorités soviétiques villageoises furent dénoncés et condamnés. La campagne réduisait les ensemencements, cachait ses maigres réserves et commençait à se révolter. Il fallait la ménager, lui consentir des concessions pour ranimer la production agricole. Rappelant la parole d'Engels : « *Peut-être ne sera-t-il pas nécessaire d'écraser par la force même les gros paysans* », Lénine déclara : « *Nous n'admettons aucune violence envers le paysan moyen. Même à l'égard de la riche paysannerie, nous ne disons pas aussi résolument que pour la bourgeoisie : expropriation absolue...* » Les comités de paysans pauvres avaient vécu. Décisions apaisantes sur le papier mais d'une application problématique.

Déjà la dégénérescence rapide du Parti et des Soviets en système bureaucratique parasitaire, en « *hiérarchie de fonctionnaires à l'ancienne manière* » fut critiquée par Ossinski et Saprionov. Au mépris de la Constitution promulguée l'année précédente, le Comité central communiste supplantait à la fois le Conseil des Commissaires et le Bureau de l'Exécutif des Soviets. Et ce même Comité central, par surcroît, « en tant que collège, n'existait plus effectivement ». Ses réunions devenaient de plus en plus rares. « *Un seul homme tenait tous les fils* », Lénine pour la politique, Sverdlov pour l'administra-

tion. Contrairement aux idées léninistes affichées avant Octobre, les fonctionnaires n'étaient pas élus, ni responsables devant le peuple, et formaient une catégorie sociale privilégiée. Les comités locaux du Parti se substituaient d'autorité aux comités exécutifs dans les Soviets, les organes militaires ou policiers ne respectaient aucune institution légale. Ossinski proposa en vain de fondre le Conseil des Commissaires et le Bureau de l'Exécutif des Soviets, d'y faire entrer les principaux membres du Comité central communiste pour assurer l'unité et la continuité de direction, de réorganiser rationnellement « l'appareil » administratif. La résolution prise promit des réformes que la guerre civile et l'inculture publique ne permettaient pas de réaliser.

L'élection du nouveau Comité central fit ressortir six noms sur toutes les listes, ceux de Lénine, Zinoviev, Trotski, Kamenev, Boukharine et Staline. Ces six hommes constituaient bien le cercle clandestin dirigeant du Parti et de l'État, n'ayant en vérité de comptes à rendre à personne. Sverdlov était mort du typhus, perte irréparable pour le régime dont il fut le grand organisateur. Zinoviev et Kamenev faisaient oublier peu à peu leur appellation de « déserteurs d'Octobre », à force de soumission envers Lénine qui avait besoin d'agents dociles pour ses besognes secondaires. Boukharine passait pour théoricien de valeur et on l'aimait comme camarade, relativement franc et sensible. Staline, toujours ignoré du Parti et du pays, cultivait patiemment les relations personnelles dans la « couche supérieure » des fonctionnaires : la disparition de Sverdlov, son ancien compagnon de déportation, laissait une place à prendre... Lénine et Trotski étaient indiscutables et indiscutés.

Au cours du Congrès, Zinoviev souleva un tonnerre d'acclamations en lisant la dépêche annonciatrice de la République des Soviets proclamée en Hongrie, ajoutant de son propre cru : « *Espérons qu'à Paris, la radio sera bientôt aux mains des ouvriers insurgés.* » Le même affirmera peu après, dans un manifeste de l'Internationale Communiste à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai : « *Il ne se passera pas une année que toute l'Europe n'appartienne aux Soviets.* » Le langage de Lénine à la même époque n'était guère différent : « Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée mais dans le pays le plus civilisé d'Europe, l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste, l'Angleterre. » Même en Amérique, « le plus puissant et le plus jeune des pays capitalistes, les sympathies des masses ouvrières sont acquises aux Soviets. » Lénine



voyait partout des soviets, leur assimilait les éphémères *Shop Stewards Committees* anglais, les moindres comités de grève ailleurs, sans crainte d'annoncer prématurément : « *Les Soviets sont vainqueurs dans le monde entier* ». Pressé de généraliser des phénomènes passagers, il basait son schéma général sur des vérités partielles et des incertitudes, parfois sur des erreurs : « ...Personne ne pourra payer ces dettes inouïes ni remédier à cette ruine désespérée ; en France, la production du blé a baissé de plus de moitié, la famine frappe à la porte, les forces productives sont détruites »... Il en déduisit avec optimisme : « *Nous sommes sûrs qu'il n'y aura plus que six mois vraiment durs* ». L'épisode hongrois lui fait déclarer : « La bourgeoisie elle-même a reconnu qu'aucun autre pouvoir ne peut exister que celui des Soviets », et de ce changement pacifique de régime, il augure plein d'espoir : « *Les autres pays parviendront au pouvoir soviétique par une autre voie, une voie plus humaine* ».

L'heure la plus critique n'avait pas encore sonné pour la Révolution russe, livrée à ses seules ressources en attendant la réalisation de ces rêves grandioses. Elle était proche avec l'offensive presque simultanée de Koltchak à l'est, de Dénikine au sud, de Ioudénitch au nord.

Koltchak fut repoussé le premier et sa retraite même suscita des dissentiments parmi les communistes. Fallait-il le poursuivre dans les profondeurs de la Sibérie ou prélever sur le front oriental des renforts pour enrayer l'avance inquiétante de Dénikine au sud ? Trotski penchait pour la seconde éventualité, à tort comme il en convint plus tard. Staline saisit ce prétexte pour assouvir sa rancune ; il avait plus d'une fois envoyé à Lénine des dénonciations visant Trotski, mais en pure perte ; au début de juin 1919, Staline accuse de nouveau d'impéritie le commandement du front sud avec l'arrière-pensée d'atteindre Trotski et insiste pour des sanctions, en termes apparemment ambigus mais clairs aux initiés : « Toute la question maintenant est de savoir si le Comité central aura le courage de tirer les déductions nécessaires. Aura-t-il assez de caractère, de ténacité ? » Sans être au courant de cette correspondance, Trotski sentit l'intrigue et offrit sa démission.

L'incident n'eut pas de suites immédiates. Mais il a gardé le double intérêt de souligner, et l'attitude du Comité central envers Trotski, et la façon d'agir de Staline. En effet, le Comité central répondit en confirmant tous les pouvoirs de Trotski, l'assurant de sa volonté de tout faire pour lui faciliter la tâche sur le front sud,

« *le plus difficile, le plus dangereux, le plus important à l'heure actuelle, et choisi par Trotski lui-même* », de lui accorder tous les moyens d'action possibles et, s'il le désirait, de s'efforcer de hâter la réunion d'un congrès du Parti, étant « *fermement persuadé que la démission de Trotski en ce moment est absolument impossible et serait le plus grand mal pour la République* ». Cette résolution porte la signature... de Staline.

Une nouvelle divergence de vues se produisit au sujet des opérations contre Dénikine. En substance, le plan de Trotski prévoyait l'offensive à travers les régions ouvrières de Kharkov et du Donetz, socialement favorables aux Rouges, et le plan de l'état-major de ce front, soutenu par Staline, consistait à franchir des régions paysannes cosaques, socialement favorables aux Blancs. Le Comité central approuva d'abord le second mais les événements donnaient raison à Trotski. En attaquant mal à propos les Cosaques, l'armée rouge les solidarisaient avec Dénikine, renforçait l'ennemi, s'usait en piétinant. Cependant que les Blancs avançaient en Grande Russie, prenaient Koursk, puis Orel et marchaient sur Toula, principal arsenal de la République et situé à 220 kilomètres de Moscou. La faute de l'état-major, du Comité central et de Staline — donc de Lénine en dernier ressort — coûta cher en victimes et en matériel. De plus, elle eut pour conséquence une situation alarmante dans le sud au moment où le plus grand danger se dessinait au nord.

La VII<sup>e</sup> armée des Rouges, anémiée par de nombreuses déflections et démoralisée par une longue inaction, lâchait pied devant Pétrograd. Staline avait passé trois semaines sur ce front, en juin-juillet, lors de la reddition du fort de Krasnaïa Gorka repris en quatre jours sans difficulté. Toute l'affaire se résumait alors en une trahison vite réprimée. Sur ce point, Vorochilov attribue à Staline « un immense travail créateur » et la liquidation « d'une situation dangereuse sous Pétrograd la Rouge ». En fait, nulle publication du temps ni des dix années consécutives, ni aucun ouvrage rétrospectif n'en témoignent et, bien au contraire, la position de l'ancienne capitale alla s'aggravant jusqu'en octobre où Lénine la jugeait perdue, se résignant à évacuer la place.

L'abandon de Pétrograd eût été plus qu'un désastre partiel. Trotski, accouru à Moscou, s'y opposa énergiquement, soutenu par Krestinski, Zinoviev et, cette fois, par Staline. Il entendait défendre la ville coûte que coûte, même à toute extrémité dans des combats de rues. Lénine se rendit à ses arguments, le plan de Trotski fut



adopté et le commissaire à la Guerre rejoignit le front nord-ouest.

Si jamais situation fut retournée sous l'impulsion d'un homme, c'est dans ce cas surprenant, comme les deux camps l'attestent. Pétrograd était en état de panique, sa chute annoncée dans toute l'Europe, les Blancs pour ainsi dire aux portes. Trotski devint l'âme de la résistance. Il réveillait par son attitude la confiance de la population découragée, ravivant jour et nuit l'initiative et la volonté des défenseurs, galvanisant l'opinion ouvrière ralliée autour du seul parti de la Révolution. On le vit même à cheval sous la mitraille pour ramener en première ligne des fuyards. En quinze jours, mais au prix de grands sacrifices, l'armée de Ioudénitch vaincue fut mise définitivement hors de combat.

« Sauver la rouge Pétrograd, c'était rendre au prolétariat mondial, par suite à l'Internationale Communiste, un service inappréciable. La première place dans cette lutte vous appartient, bien entendu, cher camarade Trotski »... Ainsi s'exprima Zinoviev avec emphase, dans un message de l'Exécutif de la nouvelle Internationale. C'était le ton général des motions de reconnaissance, des hommages unanimes qui saluaient Trotski. En l'occurrence, Lénine avait failli commettre une erreur irréparable en systématisant à l'excès la tactique de retraite employée à bon escient l'année précédente. Sa collaboration avec Trotski compensa les inconvénients d'une autorité personnelle démesurée. Heureusement pour le régime, son fondateur ne prétendait pas à l'omniscience ni à l'omnipotence et s'efforçait de réaliser une direction collective.

Le Bureau politique décerna à Trotski l'ordre du Drapeau Rouge. Le rétablissement des décorations dans l'armée, si contraire à l'idéologie communiste, avait paru explicable à la rigueur comme stimulant temporaire pour les soldats, la plupart paysans arriérés ; mais on en étendait, on en consolidait déjà l'usage en décorant les chefs. A l'origine, il ne fut pas question d'instaurer un ordre civil ; mais le premier pas devait entraîner le second, puis le troisième. Trotski n'eut pas la rectitude de principe ni le sens politique de circonscrire le mal en prêchant d'exemple. Ainsi, la reviviscence rapide des mœurs du passé démentait chaque jour davantage les apparences écarlates de la révolution.

Par la même occasion, Kamenev proposa de décorer aussi Staline, à la grande surprise de Kalinine, le successeur nominal de Sverdlov, qui demanda : « Pourquoi Staline, je ne puis le comprendre ? » La réponse de Boukharine à cette interrogation est assez

instructive : « C'est Iliitch qui a imaginé cela : Staline ne peut vivre sans avoir ce qu'a un autre. Il ne le pardonnerait jamais »... Lénine avait donc perçu la jalousie de Staline et cherchait à éviter tout ce qui pouvait exciter son animosité contre Trotski. A la cérémonie des récompenses, Staline eut d'ailleurs la sagesse de ne pas se montrer et personne ne comprit sa nomination honorifique.

La République des Soviets célébrait son deuxième anniversaire. Contre toute attente, elle avait vécu et pouvait durer, — mais en reniant son programme. Cependant le péril était encore permanent, le front sud trop près de Moscou. Il fallut en venir au projet de Trotski, repris tardivement par Staline à son propre compte. Dans une lettre pleine d'insinuations dont Vorochilov a soin de ne pas indiquer la date, Staline préconisa un nouveau plan, conforme à celui de Trotski, en menaçant à son tour de démissionner : « ...Sans cela mon travail au front sud serait absurde, criminel, inutile, ce qui me donne le droit, ou plutôt le devoir d'aller n'importe où, fût-ce au diable, mais de ne pas rester au front sud ». Une réplique sévère du Bureau politique le rappela à l'ordre : « *Le Bureau politique estime absolument inadmissible la ponctuation de vos exigences par des ultimatums et des démissions* ». De tels déboires attisaient sa haine refoulée, dont Trotski sous-estimait la virulence et l'efficacité.

L'historiographe militaire de Staline, son proche collaborateur et subordonné Vorochilov, affirme après dix ans de réflexion que Staline obtint, avant de partir pour le front sud, une décision prescrivant à Trotski de ne point se mêler aux affaires de son secteur. Selon cette assertion, le commissaire à la Guerre, président du Conseil révolutionnaire de Guerre, membre du Comité central et du Bureau politique, aurait pu rester étranger au front principal. Pour le prouver, il était facile à ceux qui disposent des archives d'en extraire la pièce correspondante. Vorochilov s'en garde avec précaution et s'abstient de toute référence. En revanche, on ne trouve au tome II, livre I<sup>er</sup>, du recueil intitulé : *Comment s'est armée la Révolution*, pas moins de quatre-vingts documents relatifs à l'activité de Trotski au front sud. Tout n'est pas limpide dans les écrits ultérieurs de ce dernier traitant de son conflit avec Staline, mais la documentation est évidemment irréfutable : Vorochilov ne s'est pas hasardé à la contredire. Au surplus, de cette littérature historico-polémique, les enseignements se dégagent sans nécessiter plus de détails.



Au début de l'année suivante, après la défaite de Dénikine, Staline nommé au front du Caucase esquiva la mission, prétextant les interprétations malveillantes que provoqueraient ses fréquents déplacements. Il répond à Lénine qui commande l'envoi de deux divisions au Caucase : « Je ne comprends pas pourquoi le souci du front du Caucase devrait reposer avant tout sur moi. Selon la règle, le souci de renforcer le front du Caucase revient au Conseil révolutionnaire de Guerre de la République dont les membres, à ma connaissance, sont en parfaite santé, et non à Staline qui est sans cela surchargé de travail. » A ce télégramme discourtois, Lénine insiste sur un ton de réprobation contenue : « C'est à vous d'accélérer l'envoi des renforts du front sud-ouest au front du Caucase. Il faut en général aider de toutes les manières et non controverser sur des attributions de compétences... » L'échange de répliques caractérise bien les deux hommes.

On retrouve Staline militaire au cours de la campagne de 1920 contre la Pologne. Pendant l'été, l'ancien chef des *bojowcy* expropriateurs, Pilsudski, contraignant les Rouges épuisés à une nouvelle guerre, avait poussé l'armée polonaise en Ukraine jusqu'à Kiev. Par une ironie du hasard, dans l'état-major des troupes russes en retraite se trouvait Staline, l'autre virtuose des expropriations de *boïéviki*. Les revers suscitérent un sursaut d'énergie combattive en Russie et l'armée rouge du sud-ouest ayant reçu des renforts se ressaisit, les Polonais durent rendre Kiev, puis reculer plus vite qu'ils n'avaient avancé, sur plus de six cents kilomètres en cinq semaines. De ce revirement surgit un des plus vifs désaccords stratégiques et politiques du temps, entre dirigeants communistes. Lénine fut  
qui lui  
Radek  
voulait ? Trotsky se prononça résolument pour la conclusion de la paix, Radek de même. Mais la majorité, avec Lénine et Staline, voulut exploiter à fond le succès, développer l'offensive, prendre Varsovie et y réaliser à sa façon le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en « aidant » les communistes polonais à établir une République des Soviets.

C'était tomber à son tour dans l'erreur belliqueuse *girondine* des communistes de gauche et oublier les lucides paroles de Robespierre : « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés. » C'était resserrer l'unité nationale polonaise sous la pression de

l'ennemi extérieur au lieu de stimuler la lutte des classes. Le Comité central avait donné raison à Lénine mais les faits lui donnèrent tort. L'avance des Rouges allait tourner à l'aventure et s'achever en lourde défaite.

Une des causes de la catastrophe, explique Trotski, fut la conduite du quartier général du front sud, dont Staline était le principal personnage politique. Il n'est pas indispensable d'en exposer les péripéties par le menu pour le démontrer. Alors que le groupe d'armées commandé par Smilga et Toukhatchevski au nord avait dangereusement aminci son front en direction de Varsovie par sa marche trop rapide, Staline prétendait mener sur Lvov l'armée du sud, au contraire des instructions qui lui prescrivaient de soulager le groupe nord en attaquant de flanc les Polonais. Pour inscrire à son actif la prise d'une grande ville, Staline compromit la manœuvre essentielle : « C'est seulement sur des ordres et des sommations répétées que le commandement du sud-ouest changea d'orientation. Mais quelques jours de retard avaient joué un rôle fatal ». Vorochilov passe discrètement sur ce fait d'armes.

Lénine ne fut pas le dernier à comprendre la signification de son échec. Il y fit allusion sans réticence en bien des occasions. Entre autres supériorités intellectuelles sur son entourage, il avait celle de reconnaître ses erreurs et de s'instruire à leur école. « Nous nous sommes trompés », cette phrase est fréquente dans ses écrits et ses discours. Sur son faux calcul de Varsovie, Clara Zetkin a noté dans ses *Souvenirs sur Lénine* parmi les confidences de son interlocuteur : « Radek avait prédit ce qui arriverait... Je me suis fâché sérieusement, l'ai traité de défaitiste. Mais pour l'essentiel, c'est lui qui voyait clair. Il connaît mieux que nous la situation hors de Russie et notamment en Occident... » Il ne marchandait pas davantage l'éloge à Trotski, en la circonstance. Mieux que quiconque, il ressentait la pénurie d'hommes de valeur dans son parti et rendait justice aux plus capables. « De bons cadres sont précisément l'élément qui fait défaut dans toute révolution », écrivait déjà Engels à Marx, un demi-siècle plus tôt. Lénine en savait quelque chose par expérience.

Mais sa clairvoyance relative, bien souvent montrée trop tard devant un fait accompli, n'atténua en rien ses responsabilités propres dans les désastres subis de son vivant par le communisme en action, sur le plan international. Après la Finlande, après la Bavière, où les bolchéviks avaient poussé à la révolution sans



pouvoir lui porter secours, il y eut l'écrasement lamentable du régime soviétique éphémère de Hongrie, suivi d'une longue période de réaction politique et sociale dans toute l'Europe centrale. « Les nouvelles que nous venons de recevoir des Soviets hongrois nous comblent de joie et de bonheur. Deux mois à peine se sont écoulés depuis que le pouvoir soviétique existe en Hongrie mais il semble que le prolétariat hongrois nous ait surpassé... Ainsi s'exprimait Lénine dans un message envoyé à Budapest par avion, quelques semaines avant la chute de la République hongroise des Conseils. Il est douteux que de tels extraits de ses œuvres figurent dans une future anthologie léninienne.

Staline prit part enfin auprès de Frounzé aux opérations contre la dernière grande armée blanche, levée dans le sud par Wrangel, mais ce fut de courte durée : la maladie interrompait sa carrière militaire. Vorochilov ne lui attribue aucun exploit ni mérite particulier sur ce front. Eut-il quelque responsabilité dans le cruel massacre de prisonniers désarmés ordonné par Bela Kun en Crimée après la victoire définitive des Rouges? Il n'est pas permis de le supposer, dans l'imprécision des dates de sa présence.

Avec cette ultime bataille qui coûta aux révolutionnaires comme aux Blancs une véritable hécatombe, la guerre civile touchait à son terme, après deux années de luttes comparables seulement, dans les temps modernes, à la guerre de Sécession par l'ampleur des forces en jeu et l'acharnement du combat. Moins longue en Russie qu'en Amérique, elle y fut plus intense de par la technique de l'armement et plus meurtrière par les proportions territoriales du champ d'action. Elle devait encore durer près d'une année avant la dispersion des restes de troupes insurgées en Ukraine, en Sibérie, au Turkestan, et l'achèvement de la conquête du Caucase. Cependant, l'année 1920 ouvre pour la République des Soviets une phase nouvelle, celle du travail pacifique.

\*  
\*  
\*

Staline sortait mûri et trempé de ces épreuves sanglantes. A défaut de notoriété, il avait acquis aux côtés de Lénine un certain métier gouvernemental, quelque science politique empirique et de la confiance en soi. Au front, il dut s'habituer à faire bon marché de la vie et de la souffrance humaines. Et ce « dur » entre les durs s'était encore endurci à l'arrière dans la répression.

Autour de lui, de grands vides : Sverdlov, le maître organisateur de la dictature; Ouritski, Volodarski, Tchoudnovski et combien d'autres, disparus; ses compagnons et rivaux du pays natal, S. Chaoumian qu'on appelait « le Lénine du Caucase » et A. Djaparidzé, exécutés par les Anglais parmi les vingt-six commissaires fusillés après la chute de la Commune de Bakou. Les cadres décimés du bolchévisme ont désormais un monde nouveau à créer. Aux survivants audacieux, des possibilités infinies semblent offertes. Quelles ambitions naissent alors dans l'esprit de Staline?

Qu'il se sentît méconnu et injustement confiné dans l'obscurité de l'histoire, on le comprend à la lecture de ses quelques lignes dédiées plus tard à la mémoire de Sverdlov : « Il est des gens, chefs du prolétariat, au sujet desquels on ne fait pas de bruit dans les journaux, peut-être parce qu'eux-mêmes ne font pas volontiers de bruit à leur propre sujet, mais qui sont néanmoins le suc vital et les dirigeants authentiques du mouvement révolutionnaire ». C'est à coup sûr de lui-même qu'il parle en style maladroit, pour honorer Sverdlov.

Il exprimait là sans doute une vieille amertume, mêlée à une idée juste : en Russie soviétique comme ailleurs, les hommes de plume et de tribune accaparaient l'attention publique sans la mériter toujours. Le plus souvent silencieux aux grandes réunions et inaperçu dans la presse, Staline restait ignoré hors des milieux restreints de la politique officielle, bien qu'il participât au pouvoir effectif dans le huis clos du Bureau politique et du Comité central. Mais non résigné à cet effacement et sans se douter encore des chances que l'avenir lui réserve, il attend et prépare son heure avec la patience et la prudence typiques du paysan.

Pendant les journées révolutionnaires de 1917, Lénine demandait à Trotski en prévision d'un attentat : « Si les Blancs nous tuent, vous et moi, croyez-vous que Sverdlov et Boukharine se tireront d'affaire? » Il ne pense point à Staline comme successeur éventuel, ni a fortiori aux « déserteurs d'Octobre ». Très attentif à la qualité des hommes, il ne peut se méprendre sur le niveau intellectuel et moral de ses partisans ou disciples, lui fussent-ils très proches. Il dit à Trotski que Zinoviev est courageux une fois passé le danger, opinion confirmée par ce mot de Sverdlov : « Zinoviev, c'est la panique ». De certains bolchéviks de gauche, il avait écrit : « Lounatcharski, Manouïlski et C<sup>ie</sup> sont des têtes sans cervelle ». Son jugement n'est pas plus flatteur pour nombre de ses élèves. Par







presse d'opposition brimée paraissait, malgré la répression, avec de fréquents travestissements de titres. Le parti communiste n'imposait encore qu'une dictature relative, ses comités et ses fractions se partageant l'autorité dans les limites de leur ressort et sous un régime intérieur de démocratie tolérant les confrontations d'idées. Cet état de choses changea avec l'explosion du terrorisme et le contre-coup de la terreur.

Lénine n'était pas pris au dépourvu. Sur ce point, on ne peut dire qu'il ait varié car, dès 1901, il écrit dans l'*Iskra* : « En principe, nous n'avons jamais renié, nous ne pouvons renier la terreur. C'est un acte de guerre... indispensable à certain moment du combat », mais en convenant que cet acte passer « ne se suffit pas à lui-même ». Jamais il n'a envisagé la terreur comme méthode constante de sa « dictature démocratique ». Les événements furent d'abord plus forts que lui et, ensuite, il trouva expédient de prolonger l'usage de moyens suggérés par d'exceptionnelles circonstances. Dans ses paroles, le mot « fusiller » revient alors comme un leitmotiv sinistre, souvent d'ailleurs simple menace, mais qui donne quelque idée de la violence des actes, d'après le diapason du langage, — signe évident de faiblesse.

Dans la mesure où ils théorisent la terreur, Lénine et Trotski entrent en contradiction avec la pensée marxiste dont ils se croient les fidèles interprètes. Ils n'ont su que répondre quand on leur opposait Engels pour qui la terreur est « la domination de gens eux-mêmes terrorisés », faite de « cruautés inutiles commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes ». Opinion nullement fortuite confirmée par Marx qui louait la Commune de Paris d'être « restée pure de toutes ces violences dont usaient les révolutions et surtout les contre-révolutions des classes supérieures ». Engels avait écrit vingt-cinq ans auparavant : « La révolution diminuera en effusion de sang, en vengeance et en fureur dans la proportion exacte où le prolétariat s'enrichira d'éléments socialistes et communistes ». Vue sous cet angle, la révolution russe a montré une singulière pauvreté en socialisme et en communisme.

Blancs et Rouges se sont réciproquement attribué l'origine des forfaits de la guerre civile et se sont accusés alternativement des pires exactions et vexations. De part et d'autre abondent la documentation suspecte et les témoignages délirants. Mais en attendant une mise au point future, la dose de vérité y est assez large pour rendre inutile l'examen minutieux de tous les réquisitoires et la

contestation de tel ou tel détail : à certain degré de l'horreur, les variantes importent peu. On en sait l'essentiel avant que toutes les archives ne livrent leurs secrets et que ne déposent librement tous les témoins. Otages fusillés, prisonniers exterminés, innocents massacrés, villages incendiés, viols, pillages et saccages, représailles, pendaisons et tortures, tout cela est trop vrai en général pour mériter d'être réfuté en particulier.

L'histoire prouve assez que ces abominations n'ont rien de spécifiquement russe. Elles ont été constatées dans toutes les guerres, dans bien des révolutions. Jaurès l'a justement indiqué : « Les révolutions sont la forme barbare du progrès. Si noble, si féconde, si nécessaire que soit une révolution, elle appartient toujours à l'époque inférieure et demi-bestiale de l'humanité. » Et Lénine ne souscrivait-il pas à ces mots en conseillant de « ne pas reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie » ? Et Trotski, en parlant de la révolution « avec son héroïsme et ses cruautés, sa lutte pour l'individu et son mépris de l'individu » ?

A la décharge des bolchéviks, il est juste de citer d'autres réflexions lues dans l'*Histoire socialiste de la Révolution française* : « Quand un grand pays révolutionnaire lutte à la fois contre les factions intérieures armées et contre le monde, quand la moindre hésitation ou la moindre faute peuvent compromettre pour des siècles peut-être le destin de l'ordre nouveau, ceux qui dirigent cette entreprise immense n'ont pas le temps de rallier les dissidents, de convaincre leurs adversaires. Ils ne peuvent faire une large part à l'esprit de dispute ou à l'esprit de combinaison. Il faut qu'ils combattent, il faut qu'ils agissent, et pour garder intacte toute leur force d'action, pour ne pas la dissiper, ils demandent à la mort de faire autour d'eux l'unanimité immédiate dont ils ont besoin ».

Rien de spécifiquement russe ni rien surtout d'une « expérience socialiste » dans le déchaînement de sauvagerie déterminée par des siècles de despotisme, d'arbitraire et d'ignorance, dans le réveil de brutalité ancestrale suscité par la guerre des principales nations dites civilisées. Mais phénomènes conformes à l'état arriéré de la Russie, dont Gorki a écrit dans sa *Révolte des Esclaves* : « Un peuple élevé à une école rappelant avec vulgarité les tourments de l'enfer, éduqué à coups de poings, de verges et de nagaïkas, ne peut avoir le cœur tendre. Un peuple que les policiers ont piétiné sera capable à son tour de marcher sur le corps des autres. Dans un pays où l'iniquité régna si longtemps, il est difficile au peuple de réaliser



du jour au lendemain la puissance du droit. On ne peut exiger d'être juste de celui qui n'a pas connu la justice ».

Le bolchévisme ne pouvait se soustraire à la psychose collective du meurtre systématisé. Au sortir de la guerre civile, il en était imprégné pour longtemps. Ses principes, ses pratiques, ses institutions, ses mœurs avaient dévié sous le poids des calamités vécues. Ce fut bien moins sa faute que son malheur. La disparité est frappante entre le bolchévisme devenu conservateur et le bolchévisme conquérant. Mais en passant du « communisme de guerre » au communisme de paix, son élite devait à sa doctrine, à sa culture, à son passé socialiste et à son présent révolutionnaire de s'engager dans la « voie plus humaine » dont a parlé Lénine. Y renoncer en adoptant la dictature par opposition à la démocratie au lieu de s'élever à leur synthèse, c'était compromettre à jamais l'avenir et vouer la plus hardie des tentatives à un avortement. Mais à condition de s'orienter dans le sens de leur programme, les bolchéviks eussent pu avec l'aide des travailleurs des autres pays faire une réalité de cette République Socialiste Fédérative des Soviets qui n'était encore ni république, ni socialisme, ni fédération, et rendre vie à ces soviets qui avaient virtuellement cessé d'exister. Leur impuissance à accorder le verbe et l'action, la théorie et la pratique, serait l'illustration d'une vue prophétique de Rosa Luxembourg : « En Russie, le problème pouvait être posé; il ne pouvait pas être résolu. »

## CHAPITRE VII

### LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS

Évolution du bolchévisme. — Lénine et la dictature. — L'oligarchie dirigeante. — La peine de mort. — Militarisation du régime. — Les armées du travail. — Extinction des Soviets. — Contradictions de Lénine. — Le Politbureau du Parti. — Le secrétariat du Comité central. — Neuvième congrès du Parti. — L'opposition démocratique. — Discussion sur les syndicats. — Lénine contre Trotski. — L'opposition ouvrière. — Dixième Congrès du Parti. — Cronstadt. — La nouvelle politique économique. — Thermidor. — Staline, secrétaire du Parti. — La réalité soviétique. — L'Appareil. — Antagonismes personnels. — Onzième Congrès du Parti. — Éloge de Staline par Lénine. — Maladie de Lénine. — Staline à l'ouvrage. — La bureaucratie. — Projets réformateurs de Lénine. — La politique des nationalités. — Staline et la Géorgie. — Lénine contre Staline. — Ultimes conseils de Lénine. — Le Testament. — La question du Plan économique. — Rupture entre Lénine et Staline. — État de la République des Soviets.

A la fin de la guerre civile, que reste-t-il du bolchévisme d'antan? Une doctrine évoluée dont le vieux vocabulaire correspond à des réalités nouvelles. Un parti aguerri, aux cadres sélectionnés dans l'épreuve et hiérarchisés par l'expérience, mais graduellement déboulchévisé dans ses effectifs en nombre accru à l'excès par l'aimantation du pouvoir (313 000 membres représentés en 1919 au huitième Congrès, et 611 000 en mars de l'année suivante).

Si les bolchéviks sont vainqueurs, l'essentiel du bolchévisme traditionnel a vécu. Il n'en subsiste en 1920 que la conception militaire d'organisation des révolutionnaires professionnels. Certes, la phalange initiale décimée ne renonce à rien, croyant demeurer fidèle à ses origines et à ses fins nonobstant les expédients circonstanciels. Mais il suffit de peu d'années pour démontrer l'impossibilité de remonter le cours de cette évolution.

Abandonnées une à une, les thèses fondamentales du Lénine d'Octobre sur la démocratie soviétiste, la suppression des privilèges, l'égalité des salaires et des traitements, l'abolition de la



police, de l'armée et de la bureaucratie de métier, l'usufruit de la terre aux paysans, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ébranlées peu à peu, les convictions des léninistes sur l'actualité d'une révolution socialiste mondiale, la mystique de la fin imminente du monde capitaliste, la croyance messianique en la contagion universelle de l'exemple russe. Le doute commence à pénétrer l'esprit des dirigeants et gagne la mentalité passive des dirigés. Quant à la masse apolitique, accablée de privations et de misères, elle ne pense qu'à vivre au jour le jour, fuyant les villes affamées et disputant âprement son pain noir aux autorités dans les campagnes.

« La dictature du prolétariat signifie que jamais encore, le prolétariat des capitales et des centres industriels ne s'est trouvé dans une situation aussi terrible que maintenant », déclarait crûment Lénine ; « le prolétariat ouvrier, réalisant sa dictature, supporte les souffrances sans égales de la famine ». Il ajoute : « A Moscou, la famine est atroce ». Et plus tard, insistant sur la même vérité : « La dictature du prolétariat a valu à la classe dirigeante, au prolétariat, des sacrifices, des souffrances et une misère sans précédent dans l'histoire »... Encore en 1921 : « La situation de la classe ouvrière est très dure. Elle souffre affreusement ». Et un an après : « Le peuple juge essentiel de porter remède à la misère atroce, à la famine ». Une sincérité relative était alors de rigueur dans les paroles gouvernementales.

Dans ces conditions critiques, les nécessités alimentaires et défensives avaient primé toute autre, au mépris de la doctrine et du programme. « Nous avons commis bien des fautes mais il nous fallait agir au plus vite, organiser à tout prix le ravitaillement de notre armée... » ; en parlant ainsi, Lénine veut à la fois expliquer les écarts de sa politique et mettre en garde ses partisans contre leur répétition systématisée. Mais il fait allusion aux improvisations économiques plutôt qu'aux mesures dictatoriales prises d'abord contre les adversaires, puis étendues à toutes les catégories de mécontents, fussent-ils ouvriers ou paysans, révolutionnaires ou socialistes. En reconnaissant publiquement ses erreurs, il n'y englobe pas l'abandon de la démocratie soviétique au cours de la période terroriste. Sur ce point, la pratique a démenti la théorie sans faire rétracter le théoricien.

Selon lui, la dictature s'exerçait « par le prolétariat organisé dans ses soviets que dirige le parti communiste bolchéviste ». En pratique, rien ni personne ne pouvait plus contrecarrer ni mitiger

ce monopole temporaire de direction équivalant désormais comme par vitesse acquise à l'exclusivité bolchéviste définitive du pouvoir.

Les partis concurrents sont hors la loi, en violation de la Constitution, et les derniers social-démocrates naguère invités à siéger à l'Exécutif des Soviets vont prendre le chemin de l'exil. Pourtant, Martov et ses compagnons représentaient une « opposition loyale » qui avait rallié la révolution d'Octobre « historiquement nécessaire », renoncé à la Constituante et même mobilisé ses membres pour défendre la République en danger. « Nous vous légaliserons mais nous garderons le pouvoir pour nous seuls », dit Lénine qui garda en effet le pouvoir mais sans légaliser ses pacifiques contradicteurs. Les socialistes-révolutionnaires de gauche comme les anarchistes étaient assimilés à la contre-révolution. Ce fut ensuite le sort des syndicalistes, des sionistes, des plus inoffensifs tolstoïens.

La liberté de la presse, le droit de réunion n'existent plus qu'à l'état de souvenir. Le décret de Lénine promettant une « liberté complète de la presse » n'a pas d'autre valeur que celle d'une pièce de musée. Non seulement les soviets, mais les syndicats ouvriers et les comités d'usines se transforment en instruments dociles du parti gouvernant. Toujours d'après Lénine, « toutes les institutions dirigeantes de la grande majorité des syndicats... sont composées de communistes et ne font qu'appliquer les directives du Parti » ; et ce parti est mené sans partage « par un Comité central de dix-neuf membres, le travail permanent à Moscou étant assuré par deux comités plus restreints encore, l'Orgbureau (Bureau d'organisation) et le Politbureau (Bureau politique) élus en séance plénière au nombre de cinq membres par bureau : on aboutit donc à une véritable « oligarchie ». Lénine ne craint pas ce dernier terme en dépit du sens péjoratif courant et il précise avec franchise : « Aucune question tant soit peu sérieuse... n'est résolue par aucune institution de notre République sans directive du Comité central de notre parti », c'est-à-dire par l'un des deux tout-puissants Bureaux, par cette « véritable oligarchie ».

Écrites en 1921, ses paroles traduisent une profonde évolution des communistes, décidés à maintenir en temps de paix le système et les moyens dits « provisoires » suggérés par la guerre civile et la guerre étrangère. Apologiste du terrorisme d'exception, Trotsky avait annoncé : « Plus nous irons, plus la tâche sera facile, plus libre







Et si on pose la question, et si on lui dit qu'il faut lui faire  
les camarades de l'Internationale pour lui faire la révolution  
etc, etc, etc, de la même manière la même.

le l'oubli ?  
le la fin.  
L'ici on  
on se trompe  
comme le  
Proudhon,  
le l'opinion  
le l'oubli  
comme l'acte  
Proudhon, le  
comme l'acte  
on s'agit  
l'oubli  
comme, l'acte  
L'oubli  
comme l'acte  
L'oubli.

armées du travail avaient « démontré leur vitalité », que « cette expérience presque scientifique nous trace brillamment la route ». Il repousse l'argument menchéviste en affirmant : « La militarisation du travail est un procédé à la Araktchéiev lorsqu'elle se heurte à l'opposition des travailleurs. Elle est un procédé de dictature socialiste par la volonté des travailleurs eux-mêmes. » C'était identifier sans preuves l'initiative d'une « oligarchie » à la volonté des travailleurs et s'exposer au démenti du résultat final. Mêmes moyens, autres buts, ainsi se résume la démonstration de Trotski. En réponse à l'argument de l'antiquité égyptienne, il pose la question, pensant du même coup la résoudre : « Qui détient le pouvoir? La classe ouvrière ou la noblesse, les Pharaons ou les moujiks?... » Mais cette simplification du problème ne simplifie pas automatiquement la solution et il a fallu dissoudre les armées du travail après en avoir constaté la faillite. Staline fut président du Conseil de l'armée du travail d'Ukraine mais, en cette qualité, n'a laissé ni trace, ni souvenir.

« Qui détient le pouvoir? » Nul n'aurait pu répondre à Trotski avec certitude dans cette époque transitoire de subversion économique et de déclasserement social. Le Politbureau l'exerçait sans contester derrière la façade du Conseil des Commissaires et de l'Exécutif des Soviets, au nom d'une certaine conception de l'intérêt de la majorité laborieuse et du progrès historique ; mais dans quelle mesure en était-il l'interprète clairvoyant et jusqu'à quel point pouvait-il compter sur le tacite consentement populaire, à défaut d'une approbation consciente? Pour en avoir quelque idée, il manquait l'expression, si imparfaite fût-elle, de la volonté ou du sentiment de ces ouvriers et de ces paysans dont le bolchévisme revendiquait la représentation exclusive.

Lénine avait écrit avant Octobre : « La lutte des partis pour le pouvoir peut se développer pacifiquement au sein des Soviets à condition que ces derniers renoncent à donner des entorses aux principes démocratiques, comme par exemple d'octroyer aux soldats un représentant pour 500 et aux ouvriers un pour 1 000. Dans une république démocratique, ces accrocs aux principes ne sauraient être tolérés ». Maintenant, il théorise ouvertement les « accrocs » et les « entorses », mais à sa façon : « La voix d'un seul ouvrier vaut plusieurs voix de paysans ». Les contradictions se multiplient : « Nous n'admettons ni liberté, ni égalité, ni démocratie ouvrière si elles s'opposent aux intérêts de la libération du travail... » Et qui

serait juge de cette opposition? Le parti unique, c'est-à-dire ses fonctionnaires, de la base au sommet, ses comités superposés, ses militants responsables constituant ce que les Anglo-Saxons nomment « la machine » et les Allemands « l'appareil », et en dernier ressort le Comité central, ses deux Bureaux, bref une « oligarchie » souveraine formée par cooptation.

Depuis la terreur, les soviets auparavant élus des travailleurs, puis de leur minorité la plus active, étaient désignés directement ou indirectement par les comités du Parti, sauf dans les villages sans influence et dépourvus de communistes. Mais les libertés locales n'excédaient pas la limite des petites affaires municipales. Aux instances supérieures de l'administration publique, la prépondérance du Parti résultait de l'emprise mécanique de « l'appareil » sur tous les rouages de l'État. Les congrès de Soviets devenaient des réunions strictement réglementées de fonctionnaires salariés, astreints à obéir aux instructions dictées d'en haut et à voter des résolutions en automates à l'unanimité. Cette métamorphose du régime s'est accomplie peu à peu à l'insu de ses bénéficiaires, sans calcul prémédité ni plan préconçu, par le triple effet de l'inculture générale, de l'apathie des masses épuisées et de l'effort des bolchéviks pour maîtriser le chaos.

Lénine ne fut pas longtemps sans s'en apercevoir mais il n'imaginait pas d'autre ressource pour prévenir la contre-révolution en Russie, dans l'attente d'une extension de la révolution en Europe. Son leitmotiv connu : « Nous n'atteindrons la victoire finale qu'avec tous les ouvriers réunis des autres pays », se retrouve dans ses principaux discours et rapports. « Le prolétariat russe ne peut, par ses seules forces, réaliser la révolution socialiste », avait-il écrit en 1917 dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses. « La victoire complète de la révolution socialiste est impossible dans un seul pays ; elle exige pour le moins un concours actif de plusieurs pays avancés, au nombre desquels ne se trouve point la Russie », dit-il au Congrès des Soviets en 1919. « Il va de soi que seulement le prolétariat de tous les pays avancés pris ensemble peut remporter la victoire finale », répète-t-il en 1919. « On ne peut achever victorieusement la révolution en se bornant à la seule Russie, sans l'étendre à d'autres pays », rappelle-t-il en 1920. « La révolution éclatera dans les autres pays... ou bien nous périrons », dira-t-il en 1921 pour résumer la pensée des bolchéviks en Octobre, sans en rabattre. « Nous avons toujours propagé et répété cette vérité



élémentaire du marxisme que, pour la victoire du socialisme, les efforts conjugués des ouvriers de plusieurs pays avancés sont nécessaires », écrivait-il en 1922. C'était aussi l'opinion constante de Trotski. *L'A B C du Communisme*, de Boukharine et Préobrajenski, manuel répandu par millions d'exemplaires, affirmait de même : « La révolution communiste ne peut vaincre que comme révolution mondiale... » L'isolement de la République des Soviets justifiait, pour Lénine, tous les moyens de coercition susceptibles de sauvegarder la « dictature d'un seul parti ».

Cela ne l'empêchera pas de prétendre : « Nous sommes... pour un État prolétarien s'appuyant sur le prolétariat et dont les organes soient élus par le prolétariat. Notre État accorde au prolétariat tous les privilèges politiques et attire à lui les paysans par l'intermédiaire du prolétariat. » Malgré ces assertions confuses et contradictoires, la Constitution devenait un idéal dont s'éloignait de plus en plus la réalité au lieu de tendre à s'en approcher. Et comment des privilèges soi-disant « accordés » aux prolétaires par eux-mêmes, par leur propre État — à l'encontre des principes communistes visant par définition à l'abolition de tous les privilèges — eussent-ils pu ne pas être fictifs dans la « situation terrible », les « souffrances sans égales de la famine », la « misère sans précédent dans l'histoire » infligées à ce prolétariat, de l'aveu réitéré de Lénine par ailleurs ?

Entre autres raisons, cette dernière tournure des choses lui avait fait constater : « Les paysans ont incontestablement gagné plus à la révolution que la classe ouvrière... Cela prouve, certes, que notre révolution fut, jusqu'à un certain point, une révolution bourgeoise. » En 1906, n'avait-il pas approuvé chaleureusement Kautsky d'avoir démontré que la révolution russe ne serait ni bourgeoise, ni socialiste ? Ni bourgeoise « car la bourgeoisie n'appartient pas aux forces motrices du mouvement révolutionnaire actuel dans ce pays », ni socialiste car la révolution « ne saurait en aucune manière [souligné par Lénine] amener le prolétariat à exercer seul l'hégémonie ou la dictature ». L'unique social-démocrate russe qui annonçât alors la révolution socialiste et la dictature du prolétariat prochaines fut Trotski, violemment combattu par Lénine et les léninistes. Maintenant, Lénine n'admet plus de contestation quand il parle presque à la fois de révolution bourgeoise et d'État prolétarien, des paysans économiquement avantagés et des privilèges politiques du prolétariat. Brochant sur le tout, il définit l'œuvre

de la dictature révolutionnaire comme une « édification du socialisme »...

Singulier renversement des rôles : avant la révolution, les socialistes-révolutionnaires continuateurs de la tradition populiste attribuaient à la future révolution un caractère socialiste, tandis que les social-démocrates de droite et de gauche (Trotski excepté) se préparaient à une révolution bourgeoise ; pendant et après la révolution, les uns et les autres firent le contraire de ce qu'ils avaient promis, sauf les menchéviks qui sur ce point ne se sont pas démentis mais se perdront en abdiquant devant la bourgeoisie libérale. Tchernov et les socialistes-révolutionnaires défendirent le capitalisme, Lénine et les bolchéviks entreprirent contre leur doctrine d'imposer le socialisme par la force.

Ces derniers savaient pourtant que le peuple, dans sa très grande majorité, les avait suivis en Octobre pour la paix et la terre, non pour l'intégralité de leur programme doctrinal. Ils ne pouvaient rien répondre à Rosa Luxembourg quand elle écrivait : « Le socialisme, de par sa nature, ne peut être octroyé, ne peut être établi par oukaze », et leurs inconséquences allaient illustrer sa clairvoyante observation : « La plus grande valeur et les plus sublimes sacrifices du prolétariat dans un seul pays se prennent inévitablement dans un tourbillon de contradictions et d'erreurs. »

Tout en justifiant la « dictature d'un seul parti », et en fin de compte d'une « oligarchie », au nom du socialisme qu'il tentait d'instaurer dans un pays dont il n'ignorait pas l'immaturité, Lénine répliqua aux blâmes de Kautsky : « Le pouvoir soviétiste est mille fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises ». Il se base sur le texte de la Constitution réservant aux exploités, sur le papier, les libertés refusées aux exploités et aux parasites. Mais outre que la lettre constitutionnelle restait lettre morte, Rosa Luxembourg avait réfuté par avance le sophisme en montrant que le droit de suffrage destiné aux seuls travailleurs n'aurait de sens que dans une société capable d'assurer du travail utile à tous ses membres, « une vie convenable, digne de la civilisation ». Elle constatait l'impossibilité où se trouvait la Russie soviétique de satisfaire à cet égard les besoins primaires de la population laborieuse, ainsi privée de tout droit, et concluait sur un axiome du marxisme : « C'est la mission historique du prolétariat, quand il arrive au pouvoir, de créer à la place de la démocratie bourgeoise une démocratie socialiste, et non de détruire toute démocratie. »



Mais pour mieux comprendre Lénine, acculé aux expédients par la nécessité pour les bolchéviks de durer comme État, et voué aux contradictions par les cruels paradoxes de la situation d'une avant-garde révolutionnaire isolée au pouvoir dans un milieu arriéré, on doit compter avec son désintéressement absolu au service du socialisme et sa franchise inflexible devant le peuple travailleur dont il avait embrassé la cause. Loin d'idéaliser ses propres actes ou ceux de ses auxiliaires qu'il couvre de son prestige, il regarde courageusement en face la réalité la plus pénible et nomme les faits par leur nom, échec un échec, recul un recul, compromis un compromis, erreur une erreur. Si la politique du Parti implique de la démagogie, c'est à son corps défendant, et il réagit sans cesse contre la satisfaction de soi-même, stimule autour de lui une auto-critique saine et honnête en prêchant d'exemple. Lui qui se trompe moins que quiconque parmi ses compagnons d'armes, il est toujours prêt à dire avant tout autre : « *Nous nous sommes trompés* ». Et sous ce rapport, il faut encore citer au moins ses paroles du début de la révolution soviétique : « *Nous ne faisons que commencer notre tâche en Russie et pour l'instant nous la commençons mal* », et ses conseils aux ouvriers d'Europe auxquels il eût voulu suggérer de penser : « *Ce que les Russes font mal, nous le ferons mieux* ». Ce n'était pas la première fois qu'il adressait à ses partisans d'amères vérités et ce ne sera pas la dernière.

\* \*

Le Politbureau, organe suprême de la dictature et dont la Russie ne soupçonnait pas l'existence, longtemps ignorée même du *rank and file* communiste, fut à l'origine un directoire insurrecteur secret, nommé par le Comité central sur l'initiative de Dzerjinski, quelques jours avant le coup d'État, au nombre de sept membres : Lénine, Trotski, Staline, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov et Boubnov. Les statuts du Parti ne l'avaient pas prévu mais l'expérience le rendait indispensable. La difficulté de réunir d'urgence en séance plénière le Comité central dispersé avait déjà fait naître auparavant un « Comité central étroit » de onze membres qui répartissait entre eux les affaires courantes.

La prise du pouvoir restituera au Comité central ses attributions accrues mais la suite des événements et les exigences d'une action intense et multiple imposeront à bref délai la création d'un nouveau

Bureau politique, cette fois de quatre personnes (tchetviorka), Lénine, Trotski, Sverdlov et Staline, tenu de consulter avant décision tout membre du Comité central présent à Smolny. Pendant la guerre civile, Trotski et Staline étant le plus souvent au front comme la plupart de leurs collègues, Lénine et Sverdlov feront office de Politbureau ou de Comité central à eux seuls, secondés par Krestinski et parfois par Kamenev, Boukharine, Préobrajenski ou Sérébriakov. Dans les circonstances importantes, l'un ou l'autre organisme était spécialement convoqué. Aucune compétition de prérogatives : il s'agissait de faire vite et au mieux, d'abrégier les palabres et d'économiser les forces tout en partageant les responsabilités.

Après du Politbureau, le secrétariat du Comité central, d'abord assumé par une collaboratrice énergique, Hélène Stassova, sans que cette tâche modeste correspondit à un rang hiérarchique, fut ensuite confié à une équipe de cinq militants sous la direction effective de Sverdlov. Celui-ci disparu, on ne trouvera pas de remplaçant de son envergure. Kalinine lui succéda en titre comme président de l'Exécutif des Soviets cependant que Staline, petit à petit, devait absorber les fonctions administratives du défunt au Comité central. Stassova continuait d'exercer le rôle de secrétaire mais avec un autoritarisme de plus en plus excessif qui la fera bientôt mettre à l'écart.

Avec la croissance numérique du Parti et le resserrement de la dictature, il fallut renforcer la direction permanente et préciser la division du travail. Porté à cinq membres, Lénine, Trotski, Staline, Zinoviev et Kamenev, le Politbureau se déchargea de la besogne courante sur l'Orgbureau, de nombre égal, créé en 1919, les deux Bureaux disposant d'un secrétariat exécutif confié à Krestinski, Préobrajenski et Sérébriakov. C'est ce que l'on appelait le « sommet » de l'appareil.

Ainsi organisé, le Comité central proprement dit siégeait au complet à de longs intervalles et ne pouvait qu'entériner les comptes rendus et propositions de ses dirigeants et fonctionnaires. En réalité, le Politbureau s'érigera graduellement en pouvoir quasi absolu, atténué seulement dans la mesure décroissante où survivait quelque opinion publique circonscrite aux rangs du Parti mais renseignée, façonnée, orientée par la presse monopolisée. Le Conseil des Commissaires, l'Exécutif des Soviets, le Conseil du Travail et de la Défense, le Conseil économique supérieur, le Conseil révolutionnaire



de Guerre, la Tchéka, tous les organismes directeurs de l'État lui étaient soumis en fait, sinon en droit soviétique, le Parti constituant l'armature principale de la bureaucratie sous laquelle des « sympathisants » et des « sans-parti » garniront les cadres subalternes.

Seul de la *piatiorka* du Politbureau, Trotski a publié des mémoires éclairant un peu les relations personnelles de ses membres : « Quand je me séparais de Lénine, je le disais à voix haute, et si je le jugeais nécessaire, j'en appelais au Parti. » Mais quant à Staline, Zinoviev et Kamenev, « dans les cas de désaccord avec Lénine, sans comparaison plus fréquents, ils se taisaient d'habitude ou, comme Staline, boudaient et se cachaient quelques jours à la campagne près de Moscou. » Trotski affirme que les divergences étaient exceptionnelles entre Lénine et lui ; ils se comprenaient à mi-mot et abou-tissaient sans se concerter aux mêmes conclusions, écrit-il avant de poursuivre : « Combien de fois Staline, Zinoviev ou Kamenev n'ont-ils pas été en désaccord avec moi, puis se sont tus dès que s'avérait la solidarité entre Lénine et moi ! On peut apprécier comme on voudra la propension des « disciples » à renoncer à leur opinion pour celle de Lénine. Mais cela n'impliquait aucune garantie qu'ils sachent arriver sans Lénine aux décisions de Lénine. »

La question se pose de la valeur du témoignage, Trotski étant mis nécessairement à large contribution dans toute étude sur les individus et les choses de ce temps. Outre l'irrécusable partie documentaire, on doit évidemment lui accorder créance pour bon nombre de faits notoires ou vérifiables en Russie et dans le mouvement révolutionnaire international. Il est certain aussi, pour qui connaît tant soit peu l'homme et son caractère, que les paroles rapportées de mémoire n'ont pas été inventées et peuvent être tenues pour véridiques, abstraction faite de l'exactitude de forme. Mais il faut consulter avec précaution les passages ayant trait aux dissensions intestines où Trotski, quelquefois sans s'en douter, modifie les proportions à son avantage et altère la vérité en manquant, par exemple, à la chronologie. Sa tournure d'esprit volontaire l'induit à faire peser sur ses souvenirs un schéma déformateur auquel tout se ramène, d'une façon plus ou moins arbitraire. Bien que sûr de sa mémoire des idées, il paraît frappé d'amnésie quand sont en cause ses erreurs et contradictions manifestes, ou ses antagonismes avec Lénine dont il est enclin en son for intérieur à réduire l'importance. De même, il ne retient des individus

mis en avant que les défauts et les torts s'ils ont rompu avec lui, que les qualités et les services rendus dans les cas très rares où ils lui sont restés fidèles ; il est plus impartial s'ils ont disparu trop tôt pour avoir eu l'occasion de le désavouer. Sur Staline, il est malveillant par mépris naturel ce qui n'exclut pas la véracité mais oblige à ne faire d'emprunts qu'avec une prudence extrême.

Trotski admet que ses rapports avec Lénine se soient assombris à l'occasion d'une « discussion sur les syndicats », en 1920. « Staline et Zinoviev obtinrent pour ainsi dire la possibilité légale de transférer leur lutte contre moi de la coulisse à la scène. Ils essayèrent de toutes leurs forces d'exploiter la situation. » Il est établi que Staline nourrissait contre le plus brillant des leaders de la révolution une inimitié jalouse et tenace, conséquence des heurts de la guerre civile. Mais des mobiles de Zinoviev, on ne sait rien, même après lecture de Trotski. Celui-ci s'abstient d'expliquer l'hostilité dont les proches auxiliaires de Lénine font preuve à son endroit, à chaque tournant propice. Selon toute vraisemblance, les vieilles rivalités de l'émigration reprenaient le dessus, une fois le danger contre-révolutionnaire direct écarté. Et Trotski, assez hautain et distant, imbu de sa supériorité, ne savait pas les faire oublier.

La discussion sur les syndicats surprit le Parti dans une ignorance complète des dissentiments du « sommet ». Ajoutée à la fatigue des années de guerre sociale, la « discipline de fer » en vigueur avait pour conséquence une certaine torpeur intellectuelle et politique, secouée seulement à l'occasion des assemblées délibératives annuelles. Cette fois, la rupture du silence dans les rangs provoqua un sursaut violent.

En 1920, au neuvième Congrès, une opposition s'était dessinée contre les agissements dictatoriaux du Comité central, attaquant assez vertement la dégénérescence bureaucratique de « l'oligarchie ». D'après Iouréniev, les hauts fonctionnaires du Parti étouffaient le droit de critique en se défaisant des protestataires par des procédés équivalant à l'exil administratif : « *L'un est envoyé à Christiania, l'autre dans l'Oural, le troisième en Sibérie.* » Maximovski dénonça l'arbitraire de la bureaucratie dirigeante et avertit : « *On dit que le poisson commence à pourrir par la tête. Le Parti à son sommet commence à subir l'influence du centralisme bureaucratique.* » A en croire Sapronev, porte-parole le plus en vue de cette tendance, on ne faisait aucun cas des décisions du Congrès des Soviets ; des commissaires se permettaient d'arrêter illégalement « des comités



*exécutifs provinciaux entiers* ». Le même déclarait à la tribune : « On a beau parler de droit électoral, de dictature du prolétariat, de tendance du Comité central à la dictature du Parti, en fait cela conduit à la dictature du fonctionnarisme du Parti. » Et il demandait à Lénine : « *Croyez-vous que le salut de la révolution soit dans l'obéissance mécanique?* » D'après l'ouvrier Loutovinov, « le Comité central et en particulier son Orgbureau s'est transformé, d'organe supérieur dirigeant, en organe exécutif des affaires les plus minuscules et insignifiantes », s'immisce arbitrairement dans les moindres détails, nomme aux fonctions les plus infimes, etc. Iakovlev témoigna : « *L'Ukraine est devenue un lieu d'exil. On y déporte les camarades indésirables pour une raison quelconque à Moscou...* »

L'opposition se plaçait sur un terrain solide en se réclamant du *centralisme démocratique*, conforme à la tradition doctrinale du Parti. Mais elle se déconsidérait par un formalisme d'allure parlementaire et l'inconsistance de sa revendication principale : la direction collective ou « collégiale » des entreprises, contraire aux leçons d'une expérience coûteuse qui incitait Lénine à rétablir la direction technique individuelle. Le Comité central fut unanime à la mettre en échec au Congrès.

A la fin de la même année, devant les difficultés inextricables de la production, des échanges et du ravitaillement, Trotsky posa dans son ampleur la question du rôle des syndicats ouvriers dans la vie économique. Il avait sauvé provisoirement les transports en y adaptant, par un labeur auquel Lénine et tout le Parti rendaient justice, les rudes méthodes de l'armée. Et s'inspirant de ces premiers résultats, il crut opportun de généraliser le système par l'incorporation des syndicats à l'État pour en faire des institutions gouvernementales de gestion industrielle. Cette conception d'une « démocratie de producteurs » impliquait pour les salariés l'obligation syndicale et pour les syndicats l'assujettissement organique à la direction politique et économique de l'État, au parti communiste. Selon la thèse de Trotsky, les syndicats n'auraient pas de raison d'être dans un État ouvrier, sinon la participation à la production.

Lénine ne l'entendait pas ainsi. Les méthodes du commissaire à la Guerre avaient déjà suscité un âpre conflit dans le syndicat des transports et risquaient d'anéantir l'ensemble de l'organisation syndicale par abus d'autoritarisme. Les essais de militarisation du travail étaient concluants par les mécomptes. L'heure avait

sonné d'alléger la pression exercée sur la classe ouvrière, et non de l'appesantir davantage. L'étatisation des syndicats serait donc prématurée. Ralliant ses collaborateurs habituels ou repentis, Staline, Zinoviev, Kamenev, Kalinine et des leaders syndicaux comme Tomski et Roudzoutak, Lénine fit obstacle aux projets de Trotsky.

L'État dont parle Trotsky est une abstraction, dit-il dans le débat engagé : « *Notre État n'est pas ouvrier, mais ouvrier et paysan* », et de plus « *avec de nombreuses déformations bureaucratiques* ». Les syndicats ont donc à défendre les intérêts ouvriers contre un tel État : « *Voilà la triste réalité...* » La démocratie de la production est une idée inconsistante, une déviation d'esprit syndicaliste : « *La production est nécessaire toujours, la démocratie quelquefois seulement...* » Et ayant fait allusion aux « centaines de milliers d'erreurs » des communistes, il répète à son habitude : « *Nous avons fait beaucoup d'erreurs, cela n'est pas douteux. La majeure partie peut-être de nos décrets a besoin d'être changée. J'en tombe absolument d'accord...* » Mais ce n'était pas une raison, à son avis, pour verser dans l'erreur infiniment plus grave de Trotsky.

Celui-ci eut l'appui de Dzerjinski, Racovski, Boukharine, Sokolnikov, Piatakov, Andréiev et des trois secrétaires du Parti, Krestinski, Préobrajenski et Sérébriakov. Un moment, Lénine fut encore en minorité d'une voix au Comité central. Une fois de plus, il lui faudra manœuvrer, temporiser, user ses contradicteurs qui ne se laisseront pas diviser. En s'exposant personnellement le moins possible, il employait à cette fin tous les moyens efficaces, entre autres la démagogie de Zinoviev et l'astuce de Staline. La discussion en prit vite un tour virulent pour dégénérer bientôt en polémique envenimée. Trotsky jouissait d'un grand prestige sur les larges auditoires mais Staline et Zinoviev le contrebat- taient aisément dans les couloirs sous l'égide de Lénine, auprès des militants devenus fonctionnaires, en prodiguant les promesses ou en exploitant les ressentiments et les rancunes, résidus de la guerre civile.

Le Parti devait se déterminer plutôt par l'intuition et les sympathies personnelles que sur des notions précises. Les deux « plates-formes » offertes aux réunions contradictoires ne se différencient pas de façon frappante et abondent en formules semblables, en affirmations démocratiques gratuites, en phraséologie savante et obscure. De part et d'autre, il n'est question que du grand rôle historique des syndicats. Mais le temps était-il venu de les étatiser?



Le dernier congrès du Parti l'avait décidé et Trotski put s'en prévaloir. Lénine ne le contestait pas tout en adjurant de ne pas trop se presser d'appliquer la décision. Trotski constatait que l'étatisation était *de facto* en voie d'accomplissement. Zinoviev en acceptait le principe, ne discutant que les modalités. Les syndicats sont une école de communisme, expliquera Lénine, mais Trotski ne disait pas le contraire... Cette controverse byzantine, dans laquelle Lénine vit « un luxe inadmissible » et une menace de scission, dura plusieurs mois, attisant les passions et parfois les haines. « *Le Parti est malade. Le Parti tremble de fièvre* », — s'inquiétait Lénine.

Le dixième Congrès était appelé à départager les groupes antagonistes. Mais il s'en forma plus de deux, à la faveur de la querelle des puissants. A Moscou, on comptera jusqu'à huit tendances. L'opposition presque classique du Centralisme démocratique, représentée notamment par Boubnov, Bogouslavski, Ossinski et Sapronov, estimait que les deux fractions principales traduisaient deux nuances « *d'un seul et même groupe d'anciens militarisateurs de l'économie* » ; elle ne proposait pour son compte que des mesures pratiques de réorganisation des centres directeurs économiques et syndicaux. L'Opposition ouvrière, avec Chliapnikov, Alexandra Kollontaï, Loutovinov, etc., préconisait de confier aux syndicats non seulement la gestion, mais la direction de toute la production, et de « *syndicaliser* » l'État. Riazanov, presque seul de son opinion, refusait aux syndicats aucun rôle dans la vie économique, leur attribuant exclusivement la défense des intérêts corporatifs. Noguine prévoyait la disparition des syndicats par leur fusion dans l'administration économique de l'État. Mais les thèses respectives de Lénine et de Trotski captaient l'attention.

La part visible de Staline dans cette crise se réduit à un seul article, intitulé : *Nos désaccords*, où il paraphrase dans sa manière simple, d'une pédagogie élémentaire, avec force répétitions, les arguments de Lénine contre l'application d'une contrainte bureaucratique-militaire dans les syndicats.

Après avoir noté, lui aussi : « Nos désaccords ne sont pas des désaccords de principe », Staline s'exprime comme suit : « Il existe deux méthodes : la méthode de contrainte (méthode militaire) et la méthode de persuasion (méthode syndicale). La première méthode est loin d'exclure les éléments de persuasion, mais les éléments de persuasion sont ici soumis aux exigences de la méthode de contrainte et constituent pour elle un moyen de secours. La deuxième

méthode à son tour n'exclut pas les éléments de contrainte, mais les éléments de contrainte sont ici soumis aux exigences de la méthode de persuasion et constituent pour elle un moyen de secours. Confondre ces deux méthodes est aussi inadmissible qu'il est inadmissible de mettre dans le même sac l'armée et la classe ouvrière. » L'échantillon de style est très caractéristique de tous les écrits de la même plume.

L'armée, continue en substance Staline, se compose surtout de paysans ; c'est pourquoi il faut y employer la méthode de contrainte, car les paysans n'iront pas sans cela se battre pour le socialisme. Tandis que les ouvriers, « milieu social homogène » (?), s'organisent volontairement en syndicats et sont « le sel de l'État soviétique ». Plus loin, quelques lignes résumant l'argumentation : « L'erreur du camarade Trotski consiste en ce qu'il sous-estime la différence entre l'armée et la classe ouvrière, met sur le même plan les organisations militaires et les syndicats, tente sans doute par inertie de transférer les méthodes militaires de l'armée dans les syndicats, dans la classe ouvrière. » L'article reproche à Trotski de « continuer à mener la vieille ligne semi-bureaucratique, semi-militaire » et conclut, d'un ton calme et posé qui ne donne aucune idée de l'animosité du conflit, à la nécessité de « méthodes normales de démocratie prolétarienne dans les syndicats » et au recours à des « méthodes de persuasion ».

En mars 1921, le dixième Congrès mettra fin à l'interminable débat en approuvant Lénine par 336 voix contre 50 à Trotski et 18 à l'*Opposition ouvrière*. La résolution prise fut d'ailleurs révisée l'année suivante et les protagonistes s'accordent depuis à reconnaître que la fiévreuse discussion... ne traita pas du véritable problème en jeu. Tant d'assurance péremptoire des uns, de certitude catégorique des autres, dépensées inconsidérément, donc, au grand dommage de l'œuvre commune.

Comment Trotski et ses amis ont-ils pu commettre la faute tactique de provoquer une bataille rangée perdue d'avance ? Dans les circonstances d'alors, lutter pour la suprématie dans le Parti, c'était poser inconsciemment la question du pouvoir. Lénine critiqua moins, dans leur initiative, le fond des thèses défendues que le procédé de créer des fractions communistes adverses, avec un risque de rupture à certaine échéance. Le rassemblement de personnalités de valeur autour de Trotski l'alarmait comme symptôme d'un danger futur et l'incitait à prendre plus fortement en



main la direction du Parti, à se servir pour cela des hommes les plus dociles. Au lieu de rassurer, Trotski avait réveillé la méfiance d'anciens adversaires qui en retour entreprenaient de l'isoler. Ses partisans, sauf quatre, seront éliminés du Comité central — porté à vingt-cinq membres et quinze suppléants — et parmi eux sacrifiés les secrétaires trop indépendants, Krestinski, Préobrajenski, Sérébriakov. Un militant d'une obéissance de tout repos leur succédera, Molotov, assisté de deux adjoints. Staline était membre de l'Orgbureau en même temps que du Politbureau et préparait son avenir en silence.

Le congrès délibéra dans une atmosphère d'alerte et de demi-panique : la session coïncidait avec une explosion de mécontentement populaire. Les ouvriers de Pétrograd donnaient des signes de révolte, les marins de Cronstadt menaçaient de passer aux actes, l'armée rouge irritée exhalait son impatience, les paysans se soulevaient décidément dans plusieurs provinces, en particulier celle de Tambov. Il ne s'agissait donc pas d'une « crise de croissance » des syndicats mais bien d'une crise profonde de la révolution. Il n'était plus question des « petits défauts du mécanisme » signalés chaque jour dans la presse officielle mais du vice fondamental de toute la machine soviétique. Le pain, le combustible, les denrées les plus nécessaires manquaient dans les villes et à la campagne. La production, les transports, les échanges étaient paralysés. En vain, la dictature bolchéviste croyait-elle répondre à tout par des réquisitions et des répressions. A moins d'un revirement brusque, la République des Soviets allait à la catastrophe.

Le Parti n'avait rien prévu. Mais aux premières lueurs d'émeute, Lénine comprit d'emblée l'aberration de sa politique. Et pendant que le Congrès mobilisait ses membres pour étouffer la rébellion, sachant que l'armée n'était pas sûre, le chef élaborait une « nouvelle politique économique », substituant l'impôt en nature aux réquisitions de vive force et rétablissant dans certaines limites la liberté du commerce intérieur. Cent quarante congressistes se mettaient en route pour Cronstadt, point le plus critique par sa proximité de Pétrograd et les possibilités de secours extérieurs, et Trotski dirigeait la sanglante opération. Le nombre des délégués ainsi mobilisés séance tenante atteindra trois cents. Avant même le vote sur les syndicats, les délégations des régions paysannes se hâtaient de partir : « Le Congrès fond et se réduit », disait le président, Kamenev. Dans l'inattention générale, à l'exception de

quelques spécialistes, Staline fera encore une fois son exposé habituel de la question nationale, « hors du temps et de l'espace », remarquait Zatonski. L'opposition du *Centralisme démocratique* renouça à maintenir son point de vue. L'Opposition ouvrière, maltraitée et condamnée pour hérésie « syndicaliste », persista seule dans sa résistance impuissante à la majorité. La cohésion du Parti se resserrait devant le péril. Le Congrès tourna court, dominé par le canon de Cronstadt.

\* \*

La situation économique ne cessait d'empirer, depuis le début de la révolution. Contrairement à leur programme, les bolchéviques avaient entrepris sans transition d'introduire le socialisme, voire le communisme, dans un pays dont ils étaient les premiers à reconnaître l'impréparation, — après épuisement des stocks dans les villes dépeuplées et consommation des réserves au village. A la fois sous la pression des nécessités aiguës de guerre civile et par entraînement mystico-romantique dans la filiation de l'anarchie, ils brisaient toute entreprise capitaliste privée sans être capables d'y substituer l'initiative populaire et confisquaient tout produit du travail individuel avant d'avoir créé la production collective.

« Privilégiés », les ouvriers et les soldats vivaient à peine d'une ration misérable tandis que les paysans, en grand nombre affamés et à l'unanimité exaspérés, se défendaient par la dissimulation des denrées, la grève des semailles et parfois l'obstruction à main armée. Les « abominations de bachi-bouzouks » dont Lénine avait parlé devant un congrès communiste restaient d'une cuisante actualité. Les résolutions officielles promettant de ménager les ruraux n'allaient pas au delà de phrases vaines, comme tant de décrets, de lois, d'instructions, de circulaires, comme la Constitution elle-même. La récolte de 1920 ne pouvait être que désastreuse.

Avec une industrie produisant moins des 20 pour 100 d'avant-guerre, des finances anéanties par l'émission illimitée de papier-monnaie, un commerce intérieur réduit au troc illicite et clandestin, le commerce extérieur abaissé aux environs de zéro, — l'économie soviétique était évidemment dans l'impasse.

Après coup, Lénine appellera tout cela du « communisme de guerre » pour résumer d'une courte formule sa justification rétrospective en arguant d'une circonstance extraordinaire. Mais par une contradiction de plus, il avouera aussi la responsabilité des



communistes dans cette politique de spoliation aveugle et cruelle : « Nous avons commis bien des erreurs et le plus grand crime serait de ne pas comprendre que nous avons dépassé la mesure. » Reconnaissant la défaite subie dans ce domaine : « Nous avons éprouvé une défaite sur le front économique, une défaite très lourde... », — il en précisera nettement le sens : « Notre tentative de passer immédiatement au communisme nous a valu une défaite plus sérieuse que toutes les défaites à nous infligées par Koltchak, Dénikine et Pilsudski... » Insistant sur les erreurs de la veille, il confirmera son aveu en ces termes : « Nous avons cru possible pour la plupart... de passer directement à l'édification du socialisme ». En réalité, il prononçait tantôt des paroles de propagande ou d'encouragement pour prévenir les défaillances, tantôt de critique et de vérité pour réagir contre les illusions ou l'optimisme de commande.

Le « communisme de guerre » fut certainement une tentative d'abord peu consciente, puis volontaire et intransigeante, de brûler les étapes afin d'établir le socialisme « d'assaut ». Les théoriciens attirés d'un parti qui se réclamait du marxisme en avaient oublié les postulats économiques les moins contestables dans la griserie des succès politiques. Leur conviction de réaliser en 1920 la suppression de l'argent suffirait à le prouver. Trotski écrivait alors dans un manifeste : « Le salaire en monnaie tend de plus en plus à être remplacé par le paiement en nature, l'émission continue de papier-monnaie et la chute rapide de sa valeur ne font que consacrer la disparition du vieux système financier et commercial. » A la fin de l'année, la presse communiste annonçait la gratuité des aliments pour les ouvriers et les employés comme « un pas de plus vers l'abolition d'une des survivances capitalistes subsistant sous le régime soviétique, le système monétaire », comme la fin du « fétichisme de l'argent », la gratuité étant déjà résolue pour les services publics, les transports, le logement, l'éclairage, les spectacles. (*L'A B C du Communisme* prévoit pourtant l'usage de la monnaie dans une société socialiste, avant le communisme). Moins d'un an plus tard, Lénine conseillera de garder précieusement l'or en Russie en attendant de faire construire sur les places publiques, dit-il avec une métaphore peut-être inspirée de Thomas Morus, « quand nous aurons vaincu dans le monde entier », des vespasiennes en or...

Ni la socialisation des banques et des capitaux, ni la nationalisation de l'industrie, ni la collectivisation de l'agriculture ne répon-

daient aux projets des vainqueurs d'Octobre. En réponse aux imputations de la presse bourgeoise confondant nationalisation et confiscation, avant le coup d'État, Lénine a protesté de ses véritables intentions, sans équivoque : les bolchéviks au pouvoir nationaliseraient les banques « sans enlever un sou à aucun propriétaire », car ils entendent par nationalisation simplement un contrôle effectif. De même, la syndicalisation industrielle, ou constitution obligatoire en cartels, « ne changerait rien par rapport à la propriété et n'ôterait pas un sou à aucun propriétaire ». Lénine répète plusieurs fois « pas un sou ». Quant à l'hypothèse d'une expropriation des paysans, c'était encore une invention malveillante, « car même en cas de révolution socialiste véritable, les socialistes ne voudront et ne pourront exproprier les petits paysans ». Toutes ces promesses aboutiront à la socialisation intégrale des banques, de l'industrie et de la production agricole. L'élan de la révolution assaillie accomplissait, en plus de « l'expropriation des expropriateurs » préméditée de longue date, l'expropriation des expropriés.

La mainmise complète de l'État sur les usines et les fabriques n'entraîna pas plus dans le programme du bolchévisme que dans celui du socialisme occidental. Faisant front à « l'infantilisme de gauche » en 1918, c'est-à-dire aux utopistes partisans d'une socialisation à outrance immédiate, Lénine écrivait : « Nous avons déjà confisqué, nationalisé, cassé et démoli plus que nous ne pouvons recenser... » Mais l'hostilité des patrons et des techniciens, l'échec irrémédiable du contrôle ouvrier, l'incapacité technique et directoriale des syndicats, le traité de Brest avec ses clauses protectrices des biens allemands, le pillage et les abandons d'entreprises consécutifs aux troubles, — tout poussait à la solution la plus radicale. (Le monopole d'État sur le commerce des céréales fut adopté sous Kérénski dans des conditions analogues, par impossibilité d'agir autrement). Cependant, au lieu de saisir la première occasion de démobiliser l'industrie comme l'armée, les bolchéviks finirent par idéaliser un pis-aller et sous prétexte de « piller ce qui a été pillé », vivront en pillant même ce que personne n'avait pillé. Ce reniement de leurs principes aggravé d'une méconnaissance de leur propre science sociale conduisit aux terribles mécomptes dont l'insurrection de Cronstadt fut l'épisode culminant.

Le mouvement de revendication des ouvriers et des marins, d'aspect absolument pacifique à l'origine, correspondait à l'agitation du prolétariat de Pétrograd excédé de privations, de décep-



tions et des brutalités de la « commissarocratie ». A la fin de février 1921, les grèves se multiplient dans la capitale du Nord et des meetings de travailleurs réclament du pain et des libertés, la réforme des soviets et le rétablissement du commerce. Les socialistes de diverses nuances en profitent pour influencer cette action spontanée dans un sens conforme à leurs vues. Les autorités communistes répondent par des arrestations, la fermeture des usines en effervescence, la répression des manifestations. Zinoviev, président du Soviet de Pétrograd, ne savait recourir qu'à des mesures de police.

Mais le froid et la faim, la crise du charbon et la réduction des rations — dues en partie à l'atrophie des chemins de fer — stimulaient la population. Les équipages de la flotte et la garnison de Cronstadt tiennent alors une assemblée imposante à laquelle prend part Kalinine en personne, reçu avec tous les honneurs, musique et drapeaux. Il en sort une résolution exigeant, dans l'esprit de la Constitution soviétique et du programme d'Octobre des bolchéviks, des élections libres aux soviets; la liberté de parole et de presse pour les ouvriers et les paysans, les socialistes de gauche, les anarchistes, les syndicats; la libération des prisonniers politiques ouvriers et paysans; l'abolition des privilèges du parti communiste; l'égalité des rations des travailleurs; le droit des paysans et des artisans non-exploiteurs à disposer du produit de leur travail. Une députation envoyée à Pétrograd est emprisonnée. Zinoviev n'avait pas d'autre argument.

Sur ce, un comité révolutionnaire provisoire est élu à Cronstadt, où la grande majorité des communistes se rallie au mouvement. Tout se borne à des proclamations mais cela suffit pour alarmer Zinoviev, qui communique à Moscou une sorte de panique. Le Conseil du Travail et de la Défense riposte par un ordre décrétant l'état de siège et dénonçant la contre-révolution, les socialistes-révolutionnaires, les Gardes-Blancs, les Cent-Noirs, l'espionnage français, les généraux russes... Au lieu de l'apaisement, c'était la lutte. L'effusion de sang devenait inévitable. Après une sommation sans résultat, Trotski ordonnera de bombarder ceux qu'il appelait naguère « l'orgueil de la révolution ».

Si les matelots et les ouvriers de Cronstadt avaient ourdi un complot ou dressé un plan, ils eussent attendu le dégel qui rendrait leur forteresse imprenable et mettrait Pétrograd sous le tir de la flotte. Mais ils espéraient gain de cause par la seule puissance de leur droit et grâce à la solidarité de la Russie laborieuse. Fils de

paysans malheureux et dépouillés pour la plupart, ils se savaient les interprètes des doléances populaires. Leur candeur politique reste hors de doute comme leur fidélité à la révolution. Mais le lourd « appareil » du parti bolchéviste n'était déjà plus sensible à la pureté des meilleures intentions. Attaqués sur la glace par les *coursanti* (élèves-officiers sélectionnés), les mutins se défendirent, devenant insurgés malgré eux. L'armée rouge lancée contre les forts refusa de marcher. Il fallut l'épurer, l'encadrer et la travailler spécialement, au moyen des renforts communistes arrivés du dixième Congrès. Par une sinistre ironie de l'histoire, la Commune de Cronstadt périt le 18 mars, cinquantième anniversaire de la Commune de Paris.

On ne se glorifie pas de certaines victoires. Trotski a consacré tout juste deux lignes de ses mémoires à l'affaire de Cronstadt. C'est pour y reconnaître un « *dernier avertissement* » signifié à son parti. Sans attacher par ailleurs trop d'importance aux diatribes grossières des bolchéviks acharnés à discréditer les vaincus, il est probable que la contre-révolution ait cherché à s'infiltrer dans le soulèvement pour tenter de l'orienter à son profit. Mais à qui en incomberait la principale responsabilité? Trotski l'a suffisamment indiqué, le jour où il écrivait : « Le régime de la *ration de famine* était lié à des troubles croissants qui ont amené en fin de compte l'insurrection de Cronstadt. » Et la *ration de famine* fut une conséquence du soi-disant communisme de guerre, tardivement abandonné de Lénine après le « *dernier avertissement* ».

Mais la légitimité des revendications des rebelles trouvait une consécration implicite dans le « tournant » opéré sous l'impulsion de Lénine au dixième Congrès, l'adoption d'une « nouvelle politique économique » — la *nep* — qui devait corriger l'utopisme des pratiques en faillite. La fin du rationnement et des confiscations arbitraires, la faculté pour les petits producteurs de vendre leurs marchandises, la réouverture des marchés, en un mot la restauration d'un capitalisme limité et contrôlé donnaient satisfaction aux besoins essentiels du peuple exténué. S'il est vrai que ses aspirations ou velléités politiques étaient toujours aussi brutalement brimées, la détente économique semblait un premier pas vers des temps meilleurs.

Accueillie avec soulagement dans le pays, la *nep* ne fut pas admise sans stupeur par le Parti. Les militants désemparés obéirent mais ne comprenaient pas. Riazanov eut presque seul le courage



de s'élever contre la procédure insolite de Lénine, imposant une brusque volte-face sans consultations préalables ni licence de délibérer. L'Opposition ouvrière lui fit écho mais n'avait rien de sérieux à objecter au fait accompli. La gravité de la situation primait les formalités : « Si nous n'avions pas transformé notre politique économique, nous n'aurions pas duré quelques mois de plus », dira Lénine au prochain congrès.

Le Parti suivit par docilité, et plutôt à contre-cœur, avant de s'émerveiller une fois de plus de la clairvoyance de son guide. Mais Lénine, en l'occurrence, retardait sur les événements et n'avait nullement le mérite d'un pionnier. Deux ans auparavant, Trotski n'avait-il pas invité le Comité central, par l'intermédiaire de Staline, à enrayer les abus qui accablaient les paysans moyens de la Volga et à punir les fonctionnaires soviétiques coupables? L'année suivante, ne proposa-t-il pas de remplacer les réquisitions par un impôt progressif en nature et d'instituer un échange équitable d'objets manufacturés contre les denrées agricoles, pour remédier à la décadence de l'économie rurale? Lénine crut le réfuter en le traitant sévèrement de *free trader* (libre-échangiste) et le Comité central en repoussant son projet par onze voix contre quatre. A son habitude, Staline figurait parmi les suiveurs de la majorité. Deux mois avant Cronstadt, le menchévik Daline défendait au Congrès des Soviets l'impôt en nature et le droit des paysans à disposer de l'excédent. Lénine s'était donc laissé devancer et rien ne révèle ici le « génie » que ses disciples ont célébré, et dont il avait réellement fait preuve en Octobre, — mais une souple intelligence prompte à se ressaisir après un égarement passager.

Avec la *nep*, Lénine cède du terrain économique pour conserver à son parti tous les privilèges politiques. Il revient dans une certaine mesure à son vrai programme et applique aux rapports de classes à l'intérieur la tactique de compromis couronnée de succès à l'extérieur dans les relations avec les nations capitalistes. Sur ce dernier chapitre, ses idées étaient très nettes. Au lendemain de la grande guerre, il fit envoyer par Tchitchérine une note aux Alliés pour offrir de reconnaître les emprunts et les dettes, consentir des concessions économiques et même des cessions territoriales. En 1921, il conseillait aux communistes allemands de subir le traité de Versailles comme les bolchéviks avaient accepté la paix de Brest. Sa certitude d'une révolution mondiale inéluctable concilie la rigidité doctrinale avec les artifices de la retraite et les transac-

tions du compromis. Il se conforme d'instinct aux préceptes de Napoléon sur la guerre « dont l'art ne consiste qu'à gagner du temps lorsqu'on a des forces inférieures » et qui considérait les principes « comme des axes auxquels se rapporte une courbe ».

La complexité des problèmes à résoudre au dedans ne se prêtait pas aux solutions relativement simples des relations au dehors. Aussi Lénine s'estimait-il fondé à manœuvrer en louvoyant, à contourner les obstacles, à monter ou à descendre « en zigzags ». Il a souligné plus d'une fois qu'on ne connaît point de livres enseignant à conduire une révolution à bonne fin et que, Marx n'ayant pas dissipé d'avance tous les doutes, il faut apprendre à se tirer d'affaire sans son secours posthume... La *nep* n'était pas une conception achevée d'un coup mais un changement d'orientation, suivi de tâtonnements et de découvertes, d'une série de décrets successivement rectifiés ou complétés. Restitution conditionnelle d'habitations et affermage de petites ou moyennes entreprises aux anciens propriétaires, location de fabriques, concessions aux étrangers, rétablissement du salariat, réhabilitation de l'argent, restauration du commerce privé, suppression des services gratuits... Personne ne savait précisément jusque où il faudrait reculer. « Nous avons été vaincus dans notre tentative de réaliser le socialisme d'assaut », expliquera Lénine pour conforter le moral ébranlé du Parti, mais « la défaite n'est pas le plus grand danger, c'est la crainte de reconnaître sa défaite ». Après six mois, il annoncera encore un « recul supplémentaire » et au bout d'un an seulement, la fin de « la retraite ».

Ses nombreuses définitions de la *nep*, à la fois diffuses et fragmentaires, mettent en relief tantôt tel trait, tantôt tel autre, selon l'opportunité. L'une des moins insuffisantes est celle où il affirme la nécessité « d'abandonner la construction immédiate du socialisme pour se replier dans bien des domaines économiques vers le capitalisme d'Etat ». Sur le thème du capitalisme d'Etat, il se rapporte à une brochure de 1918 où il a écrit : « Si la révolution tarde en Allemagne, nous devons nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, l'imiter de toutes nos forces, ne pas craindre les procédés dictatoriaux pour accélérer cette assimilation de la civilisation occidentale par la Russie barbare, ne pas reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie. » Prescription qui devait entre toutes se graver dans l'esprit de ses héritiers et plus particulièrement de Staline.



Son argumentation générale, si importante pour l'évolution ultérieure du régime, se laisse mal résumer en paroles textuelles mais quelques lignes directrices, prélevées sur divers écrits, rapports, discours et commentaires, en donneront une idée d'ensemble.

On y remarque dès l'abord une révision de ses vues quant à la proximité de la révolution internationale : « Compter sur la révolution mondiale ne veut pas dire y compter pour une date précise... Son développement, toujours plus rapide [?], peut amener la révolution au printemps mais cela peut aussi ne pas arriver ». En 1919, il pensait encore que « la décomposition de l'impérialisme allemand conduit l'Allemagne non seulement à la république mais à la révolution socialiste ». En 1920, il avançait avec certitude : « Le jour n'est pas éloigné où nous marcherons la main dans la main avec le gouvernement des Soviets d'Allemagne ». En 1921, il trahit son embarras en phrases contradictoires : « La révolution internationale grandit... Mais nous serions simplement des fous de supposer qu'une aide nous viendra à bref délai sous forme d'une révolution prolétarienne durable... »

Sur le capitalisme d'État, qu'il considère comme « un grand pas en avant » pour la Russie soviétique, Lénine écrit : « C'est un capitalisme que nous pouvons et devons admettre car il est indispensable aux masses paysannes... » Il rappelle à ceux qui l'ont oubliée la doctrine commune : « Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au régime féodal, à la petite production ». Les concessions, « relations d'alliance ou de mariage économique avec le capitalisme », s'imposent au plus arriéré des grands pays d'Europe : « Les concessions sont peut-être la forme la plus simple, la plus nette, la plus exactement délimitée revêtue par le capitalisme d'État à l'intérieur du système soviétiste ». La coopération aussi est « une espèce de capitalisme d'État, mais moins simple, moins nettement délimitée, plus complexe ». Les illusions à cet égard doivent disparaître : « Droits et libertés pour la coopération, dans l'état actuel de la Russie, cela signifie droits et libertés pour le capitalisme. Se voiler la face pour ne pas voir cette vérité d'évidence serait sottise ou crime... »

Enfin il insiste sans répit sur l'alliance économique avec les paysans, indispensable après l'alliance militaire ; pour la réaliser, le seul moyen est d'accorder la liberté de l'échange : « La liberté de l'échange, c'est la liberté du commerce ; la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme ». Et l'interdiction de cette liberté

« serait une sottise et un vrai suicide ». Car l'entente avec les paysans « peut seule préserver la révolution socialiste en Russie, sauf révolution dans les autres pays ». Il faut prouver à la classe paysanne que les communistes « vont effectivement au secours du petit paysan ruiné, dénué de tout, agonisant de faim, dans sa situation atroce actuelle. Ou nous lui prouverons cela, ou bien il nous enverra à tous les diables... Tel est le sens de la nouvelle politique économique ».

Mais sur la signification historique de la nep saluée par leurs adversaires comme une répétition russe de Thermidor, les bolchéviques ne sont pas près de fixer leur opinion. Ils l'interprètent comme un Thermidor spécifique, réalisé à temps par eux-mêmes, et salutaire à la révolution. Lénine n'a rien trouvé à redire aux réflexions suivantes de Trotski, datées de 1922 : « Les menchéviques du monde entier se sont mis à parler du Thermidor de la révolution russe. *Mais ce n'est pas eux, c'est nous-mêmes qui avons établi ce diagnostic.* Et ce qui est encore plus important, le parti communiste a fait aux aspirations thermidoriennes, aux tendances de la petite bourgeoisie, les concessions nécessaires à la conservation du pouvoir par le prolétariat sans briser le système ni lâcher le gouvernail. » Tchitchérine expliquait dans une interview en 1921 : « Notre politique extérieure n'est que l'expression de cette nep qui est vraiment un Thermidor prolétarien » ; il n'eût pas tenu ce langage sans instructions précises du Politbureau, donc de Lénine et de Trotski. Plus tard le spectre de Thermidor sera évoqué dans de nouvelles circonstances avec moins de sérénité, au paroxysme des luttes intestines.

La tentation est fréquente de chercher dans d'autres révolutions des précédents pour mieux comprendre les étapes d'un grand bouleversement politique et social. Des parallèles s'offrent entre maintes situations, bien qu'il n'en existe guère d'exactly semblables, voire entre certains personnages. On découvre de réelles ressemblances entre Nicolas Romanov, Louis Capet et Charles Stuart comme entre Alexandra Féodorovna, Marie-Antoinette et Henriette de France. On peut utilement comparer, à condition de ne pas assimiler, Lénine à Robespierre et à Cromwell, en tant que figures centrales de leur révolution. Diverses raisons suggèrent parfois un rapprochement avec Washington, et plus souvent encore avec des personnages de l'histoire de Russie. Mais les hommes qui « vivent dans l'avenir » s'identifient déjà moins que les ombres du passé. Le Soviet de Pétrograd joue à certaine heure un rôle assez



analogue à la première Commune de Paris ; le parti bolchéviste, au club des Jacobins. Ni l'un ni l'autre, pourtant, n'auront le sort de leurs devanciers. La guerre civile de toutes les Russies rappelle à plus d'un titre celles de l'Amérique du Nord. Gironde social-démocrate et Vendée cosaque ne sont pas des expressions arbitraires. La destruction des Niveleurs et celle des Enragés trouvent quelque correspondance dans la République des Soviets. Toute révolution a ses Indulgents et ses Exagérés. La terreur, « dictature de détresse » disait le fils de Carnot, n'a pas été une nouveauté russe. Il ne manque pas d'autres exemples. Mais toute confrontation du même ordre n'a de valeur que dans la mesure où ressortent les différences, véritables caractéristiques des phénomènes individuels ou collectifs dignes d'intérêt. Sous la communauté des apparences, l'histoire ne se répète pas toujours, elle continue. Les analogies les plus frappantes ne permettent jamais d'apprécier, encore moins de prévoir les événements, si l'on fait abstraction du milieu économique et des conditions historiques donnés. A cet égard, les distinctions de contenu social importent plus que les similitudes de surface. Aussi les annonceurs trop pressés de Thermidor, à plus forte raison de Brumaire, ont-ils eu de nos jours tout loisir de méditer l'originalité du cours de la révolution russe après l'avoir méconnue.

Lénine était plus sage quand il envisageait le dilemme des libéraux ralliés au nouveau régime, et ainsi correctement posé : la *nep*, évolution ou tactique ? A cette « vérité de classe d'un ennemi de classe », il répond loyalement : « Une évolution telle que la prévoit Oustrialov est possible. L'histoire connaît toutes sortes de métamorphoses... Ce sont les masses gigantesques qui décident les issues historiques. » Et dans l'attente des grandes conflagrations destinées à mettre en branle ces multitudes, la sélection des communistes et la qualité de leur travail dans le présent peuvent garantir — croit-il — contre une dégénérescence de la tactique temporaire en évolution irrémédiable et préparer un avenir qui tranchera en faveur de la perspective révolutionnaire. La *nep*, dit Lénine, est décidée « sérieusement et pour longtemps ». C'est pourquoi le choix des hommes devient la tâche primordiale : « Il ne faut pas avoir peur de reconnaître que 99 fois sur 100, les communistes responsables ne sont pas à leur place, ne savent pas travailler et ont besoin maintenant de s'instruire ». Chacun à sa place... Précisément, pour Staline, l'occasion approchait de prendre la sienne.

\*  
\*  
\*

Les conflits personnels entre révolutionnaires ont souvent précipité le déclin de leur mouvement, déterminé par des causes plus profondes. Sous ce rapport, la révolution russe a semblé faire exception, du vivant de Lénine : la solidarité foncière des dirigeants ne se laissait entamer ni par les discordes, ni par les revers. Le fait nouveau, c'était l'organisation des initiateurs et moniteurs de cette révolution en parti cohérent et discipliné, dont l'unité sera l'élément essentiel de stabilité du régime.

Mais derrière une façade rassurante, des rivalités minaient obscurément « l'appareil ». La discussion sur les syndicats avait montré l'acuité de ces antagonismes, auxquels la *nep* ne mit pas terme. Pour Trotski, il ne restait rien de son désaccord avec Lénine, lui-même soucieux de faciliter la collaboration entre adversaires d'hier. Pour l'entourage de Lénine, cela n'allait pas de soi : même isolé au Politbureau et presque seul de son bord au Comité central, Trotski apparaissait redoutable à la confrérie des « vieux bolchéviks » qui entendait le confiner dans des domaines restreints et amoindrir son influence en dispersant ses partisans, afin de se réserver la haute main sur les leviers de commande du Parti et de l'État. Zinoviev, Kamenev et Staline travaillaient à ce dessein en secret. Et pour mieux le réaliser, ils visaient un instrument efficace dans le secrétariat du Comité central, poste réputé technique et exécutif mais d'importance croissante par ses attributions dans la répartition du personnel politique.

En 1922 ils arriveront à leurs fins : après le onzième Congrès du Parti, Staline devint secrétaire général, succédant à Molotov rétrogradé au rang d'adjoint. L'opération passa presque inaperçue, tant les fonctions avaient toujours paru modestes. Personne n'y fit objection, sauf Lénine prétend Trotski dont la mémoire est ici défaillante au moins sur la date, qu'il avance d'un an, et dont le témoignage semble démenti par les éloges que prononça Lénine en séance du congrès à l'adresse de Staline. Il est vrai que les contradictions vont abonder sans discontinuer dans les actes et les paroles des leaders du bolchévisme. « *Ce cuisinier ne préparera que des mets pimentés* », dit Lénine du nouveau secrétaire, mais sans doute plus tard, et entre amis.

A cette époque, Staline n'était encore connu que d'un cercle

1 /  
Pis Paa.  
va se  
haut, etc  
Toulou  
le P... .



peu nombreux de militants et de fonctionnaires ; mais ceux qui eurent affaire à lui dans l'activité quotidienne s'inquiétaient de sa présence au « sommet ». La phrase de Krestinski : « C'est un vilain individu, avec ses yeux jaunes », traduit une antipathie partagée. Peut-être Lénine sous-estimait-il le rôle éventuel d'un fonctionnaire subordonné au Politbureau, en ne s'opposant pas expressément à la nomination de Staline. Quoi qu'il en fût, son abstention laissait le champ libre au petit clan qui occupait auprès de lui les points stratégiques du pouvoir. Ainsi s'accomplit sans bruit un fait essentiel de la révolution, et sans que les promoteurs en soupçonnassent la portée ou en prévissent les conséquences.

A l'apogée de son influence, Lénine exerçait sur ses collaborateurs une sorte de magistrature arbitrale tout en assumant la responsabilité majeure de la direction dans l'État soviétique et l'action révolutionnaire internationale. Le hardi redressement de la *nep* confirmait dans les sphères communistes sa réputation d'infailibilité relative, après l'heureux bilan de la tactique de Brest. Grâce à lui, la République des Soviets allait commémorer en sécurité son cinquième anniversaire. On ne se hasardait plus à le critiquer en public, bien qu'il ne se départît point de sa modestie habituelle. Son accent parfois impératif dans certaines polémiques traduit, non la certitude d'un pontife, mais le sentiment d'une supériorité politique éprouvée sur ses contradicteurs. En censurant ses propres fautes, il ne perdait pas de vue celles d'autrui. Il eût pu faire sien le mot connu : « Je me juge bien peu quand je me regarde... mais je me considère beaucoup si je me compare. » D'où le contraste entre sa prudente réserve intellectuelle devant de grands problèmes à résoudre et son assurance dans la controverse. Par nécessité pédagogique, il y mêle encore des paroles lapidaires, soit de simplification schématique, soit de stimulation tonique à l'intention de l'auditoire à éduquer. Mais cela n'exclut pas une bienveillance constante envers ses compagnons moins doués qu'il s'efforce de tenir en haleine et d'associer à l'œuvre collective selon leurs capacités. A son ascendant spirituel sur le Parti, il joignait une sollicitude prévenante vis-à-vis de tous et de chacun, ménageant les forces, veillant à l'entente, encourageant les uns ou les autres de ses conseils ou de son appui. Lui, se dépensait sans compter.

En Staline, écrit Trotski, Lénine apprécia d'abord « les qualités de fermeté et d'un esprit pratique consistant aux trois quarts de

ruse ». Mais dans la suite, il dut constater « l'ignorance, l'extrême étroitesse d'horizon politique, l'exceptionnelle grossièreté morale et l'indélicatesse de Staline ». Le mémorialiste rapporte que Lénine recourait de préférence à Staline, Zinoviev et Kamenev pour l'expédition des affaires courantes et des menues besognes, sur ses instructions ou sous son contrôle ; au Comité central comme ailleurs, il avait besoin d'auxiliaires dociles, du type de Rykov et Tsiouroupa dont il fit ses suppléants avec Kamenev au Conseil des Commissaires quand la fatigue l'obligea de restreindre son labeur. A cette esquisse exacte mais trop sommaire, il faut ajouter quelques traits indispensables à l'intelligence d'une situation déjà grosse de crise.

Tout le système gouvernemental repose alors sur la personnalité de Lénine dont l'envergure crée, avec l'enchaînement des circonstances historiques, un état de choses singulièrement différent de l'ordre soviétique constitutionnel.

Les institutions politiques, économiques et administratives se trouvent assujetties à autant d'organes strictement communistes parallèles, aux divers degrés de l'organisation. Le Parti se superpose donc à l'État, comme sur une pyramide un couvercle de même forme. Au sommet, le Politbureau concentre tous les pouvoirs, délégués de haut en bas aux instances inférieures dans les limites de leur ressort. Comme président du Conseil des Commissaires, Lénine ne fait que convertir en mesures pratiques les décisions prises au Politbureau sous sa direction, et distribuer la besogne entre les départements ministériels. Il finit par s'affranchir de cette fastidieuse occupation et, de son côté, Trotski cessa de perdre son temps au Conseil, transformé en commission exécutive de hauts fonctionnaires. Un « Petit Conseil » y fut adjoint, pour la rédaction des lois. Le Comité Exécutif des Soviets, dépouillé des prérogatives définies dans la Constitution, sert de parlement-croupion, assemblée intermittente de fonctionnaires moyens commis au vote automatique des projets de lois présentés par son Bureau permanent, avec faculté de dissertar sur d'insignifiants détails. Aux ordres du Politbureau, il y a encore le Conseil du Travail et de la Défense, de compétence indéfinissable, et d'autant plus enclin à empiéter sur tout ; le Conseil économique supérieur, préposé à la production et aux échanges, mais absorbé par l'industrie ; la Commission du Plan, chargée de recenser les ressources et de dresser projets et devis. Tous ces organismes, ajoutés aux commissariats des Finances,



des Transports, de l'Agriculture, du Commerce extérieur, de l'Inspection ouvrière et paysanne, aux Soviets des deux capitales, aux Comités centraux des coopératives et des syndicats, etc., en compétition incessante d'autorité bureaucratique à défaut d'initiative, se contrecarrent à l'envi réciproquement. Et Lénine n'exagérait pas en disant : « Nous avons un chaos d'instances de toutes sortes. »

Dans ce chaos, lui seul est assez écouté pour départager les bureaux concurrents et faire prévaloir une notion lucide d'intérêt général. Mais son rôle implique la multiplication de l'effort par l'emploi de sous-ordres servant d'instruments et de moins en moins capables de penser sans directives du maître. Staline au secrétariat du Parti, — Zinoviev au Soviet de Pétrograd, — Kamenev au Soviet de Moscou, — Boukharine à la direction de la presse, — Kalinine à l'Exécutif des Soviets, — Kamenev au Conseil du Travail et de la Défense, — Rykov au Conseil économique supérieur, plus tard au Conseil des Commissaires, — Zinoviev, Radek et Boukharine à l'Exécutif de l'Internationale Communiste, — cette répartition de pièces sur l'échiquier n'était pas inefficace mais avec un Lénine pour en disposer. Livrés à eux-mêmes, comme en plusieurs circonstances antérieures plutôt malheureuses pour leur réputation communiste, que vaudraient les épigones ?

Deux des principaux départements d'État avaient acquis une espèce d'autonomie, par la confiance que Lénine accordait à leur chef respectif : la police et l'armée.

Les pouvoirs de la Tchéka, théoriquement réduits en 1920, puis en 1922 avec la réorganisation de la « Commission extraordinaire » en « Direction politique d'État » (*sic*) ou Guépéou, n'étaient pas illimités en principe. Le Collège présidé par Dzerjinski devait soumettre ses « propositions » au commissariat de la Justice. En fait, un fonctionnaire de ce Commissariat s'ajoutait par ses fonctions spéciales au dit Collège, sur lequel le Politbureau exerçait seul une surveillance illusoire en y mandatant un de ses membres, quitte à se saisir de temps en temps des cas exceptionnels. Ainsi Staline continuera-t-il, en qualité de représentant du Politbureau à la Guépéou, son activité policière commencée pendant la guerre civile. Il va de soi que ni Lénine, ni ses collaborateurs directs ne pouvaient vérifier les assertions de Dzerjinski ou de Staline, sauf rares exceptions, alors que le Collège avait latitude de *faire l'opinion* du Politbureau en matière de répression. Comme toutes

les polices politiques, la Guépéou tendait à se montrer indispensable en amplifiant les périls à combattre, supposés ou réels. Plusieurs fois, Dzerjinski aura recours au moyen classique pour obtenir sanction de ses rigueurs : la démission, motivée par l'impossibilité de répondre de l'ordre public et de la sécurité du régime, faute de droits suffisants. En fin de compte, la Guépéou recouvrera peu à peu la toute-puissance de la Tchéka, contrairement aux intentions premières du Parti et à l'esprit de la réforme de 1922, et prendra de monstrueuses proportions dans cette République des Soviets que Lénine avait prématurément définie comme « nouveau type d'État, sans bureaucratie, sans police, sans armée permanente ».

Trotsky tenait une place à part. Au Politbureau, son accord avec Lénine avait force de décision. En ces deux têtes, le Parti se sentait incarné par sélection naturelle. Leurs noms semblaient inséparables pour l'opinion populaire, leurs personnes associées en permanence aux suprêmes responsabilités. Contrastant avec le « chaos » bureaucratique dont parlait Lénine, le commissariat de la Guerre passait pour une institution exemplaire, à laquelle s'adressait le Politbureau en maintes circonstances étrangères aux choses militaires. Trotsky avait su former un personnel adapté à ses méthodes rationnelles de travail, ordonnées, ponctuelles, efficaces, et s'en servir pour mener à bien les missions les plus variées. On faisait appel à lui partout où le désordre et l'incurie exigeaient une intervention salutaire (comme au commissariat de l'Instruction publique, discrédité par Lounatcharski), dans l'espoir de résultats analogues à ceux qu'il avait atteints pour les services de la Guerre, l'industrie de l'Oural, les transports. Outre sa valeur d'homme d'État et ses talents d'organisateur, on honorait sa fertilité intellectuelle, sa contribution active à la presse et au mouvement des idées. Dans les congrès de la troisième Internationale, il dominait sans effort. Et cependant, ce multiple prestige ne correspondait pas à une égale autorité dans l'élément principal du nouvel État, — l'appareil de la dictature.

Cet appareil, de plus en plus différencié du Parti comme le Parti était de plus en plus isolé politiquement dans l'État, représentait l'ensemble des rouages moteurs de l'énorme machine bureaucratique-soviétique constituée sur les ruines de l'ancienne administration impériale, produit de conditions sociales inchangées. Un quart de siècle de progression industrielle, encore dérisoire malgré l'outillage moderne des grandes entreprises du capital étranger, et



laissant la Russie très en retard sur les autres pays civilisés, n'avait pas formé de bourgeoisie ni de prolétariat capables de contrebalancer « la demi-sauvagerie et la plus réelle sauvagerie » que Lénine indiquait comme principal obstacle sur la voie du socialisme. L'intelligentsia décadente et présomptueuse balayée par la révolution, émigrée en foule ou dispersée à l'intérieur, la classe ouvrière plusieurs fois décimée dans la guerre civile, en partie refoulée à la campagne par la famine, en partie absorbée dans les cadres de la nouvelle bureaucratie. — il restera cet immense peuple rural que Gorki avait caractérisé comme « un grand corps flasque, sans aucune éducation politique, presque inaccessible à l'influence des idées susceptibles d'ennoblir les actes de la volonté » et « abruti par les conditions de sa vie, patient d'une façon quasi révoltante, rusé à sa manière ». A moins d'énergiques méthodes démocratiques régénérant cette masse humaine et favorisant le développement de ses élites, le nouveau régime serait condamné, de l'avis des révolutionnaires sincères et clairvoyants, à évoluer dans la tradition bureaucratique et policière de l'ancien, jusqu'à l'équivalent d'une révolution supplémentaire. Il dépendait du Parti, c'est-à-dire maintenant de son appareil, d'imprimer à ce « grand corps » inerte l'orientation et l'impulsion dans le sens du progrès démocratique inscrit à son programme. Mais la démocratie promise par le bolchévisme primitif s'éteignait dans le parti privilégié comme dans le pays affaibli. L'appareil vivait déjà son existence propre, avec ses intérêts distincts des aspirations du peuple dont il se prétendait l'unique expression, et l'opposition inavouée qu'y rencontrait Trotski n'avait rien de fortuit. Si l'antagonisme n'était pas ouvertement déclaré, Trotski le devait surtout à Lénine.

Dans quelle mesure les incompatibilités individuelles pesaient-elles sur les relations au « sommet » de l'appareil? A l'élogieuse appréciation de Lénine sur Trotski rapportée par Gorki, celui-ci a cru devoir ajouter — mais six années plus tard — quelques mots prononcés aussi par Lénine : « Et cependant, il n'est pas nôtre. Avec nous, mais pas nôtre. Ambitieux. Et il y a en lui quelque chose de mauvais, du Lassalle... » Si Gorki n'a pas forgé cette adjonction suspecte, la date suffit à en réduire la signification. Mais au surplus, il est évident que Trotski n'était pas « nôtre » pour de « vieux bolchéviks » comme Gorki en ce sens qu'il ne se classait nullement dans une coterie satisfaite. Et dans le même sens, les manipulateurs directs de l'appareil, Zinoviev, Kamenev et surtout Sta-

line se sentaient mal à l'aise devant un homme fermé à leurs préoccupations intimes parfois vulgaires.

Dans un parti sain et normal dont la pratique eût répondu aux théories démocratiques, les questions de préséance à la direction n'eussent pas pris de proportions alarmantes. Mais le parti bolchéviste évolué se développait au physique en se transformant davantage au moral et au politique. S'arrogeant le monopole de la conscience révolutionnaire, il déniait toute liberté aux travailleurs prétendus inconscients, c'est-à-dire à l'ensemble de la population laborieuse non enrôlée dans ses cadres, et s'interdisait par suite d'en accorder la moindre à ses propres membres de crainte qu'ils ne devinssent, sous la pression populaire, les interprètes de tous les mécontentements. Plus augmentait le nombre de ses adhérents après la victoire et plus se resserrait le cercle des privilégiés jouissant de droits civiques, jusqu'à former une sorte de hiérarchie franc-maçonnique où se réalisait la vieille prédiction de Trotski : « L'organisation du Parti se substitue au Parti, le Comité central se substitue à l'organisation et enfin le dictateur se substitue au Comité central. » Il n'existait pas encore de dictateur unique parce que Lénine se refusait à une dictature personnelle et partageait le pouvoir au Politbureau. Mais l'équilibre de « l'oligarchie » serait-il stable sans le fondateur?

Lors du onzième Congrès communiste, le Parti compte environ 515 000 membres, au lieu de 730 000 au précédent. Une épuration en avait éliminé près de 150 000 pour divers motifs : corruption, chantage, arrivisme, ivrognerie, chauvinisme, antisémitisme, abus de confiance. Un grand nombre de militants démissionnaient, par dégoût de l'obéissance passive imposée aux communistes du rang. La plupart des nouveaux étaient mus par des mobiles étroitement intéressés. Sur le régime intérieur du Parti, des protestations se firent entendre une fois encore à ce congrès, qui repoussa à une voix de majorité une proposition d'exclure l'*Opposition ouvrière*, dernière manifestation d'indépendance vis-à-vis des fonctionnaires dirigeants, à la faveur du silence de Lénine.

« Le parlement anglais peut tout, excepté changer un homme en femme. Notre Comité central est bien plus puissant : il a déjà changé plus d'un homme très révolutionnaire en bonne femme et le nombre de ces bonnes femmes se multiplie incroyablement », dit Riazanov en reprochant à « l'oligarchie » de violer les règles les plus élémentaires de la démocratie. Stoukov critiqua le « pri-



vilège original » grâce auquel Lénine seul pouvait tout se permettre : « Il faut donner à d'autres camarades la possibilité de parler librement dans le Parti sans les menacer de damnation pour avoir dit aujourd'hui ce que Lénine disait hier. » Chliapnikov se défendit en citant Frounzé qui « m'a promis de me convaincre avec une mitrailleuse », façon de parler, certes, mais significative. V. Kossior commenta la déperdition des effectifs : « Beaucoup d'ouvriers quittent le Parti... Cela s'explique par le régime de la poigne, qui n'a rien de commun avec la véritable discipline et que l'on cultive chez nous. Notre parti charge du bois, balaye les rues et se borne à voter mais ne décide aucune question. Le prolétaire tant soit peu sain qui tombe dans cette atmosphère n'y peut résister. »

Mais la plus dure observation formulée contre l'omnipotence du Politbureau le fut involontairement par Lénine, à l'aide du prosaïque exemple d'un achat de conserves alimentaires propre à révéler la pusillanimité, la routine, la peur des responsabilités de la haute bureaucratie soviétique : « Comment se fait-il que dans la capitale de la République des Soviets, il ait fallu deux enquêtes, l'intervention de Kamenev et de Krassine et un ordre du Politbureau pour acheter des conserves ? » A cette interrogation, Lénine lui-même répond par des généralités sur le manque de culture des communistes, la nécessité de sévir contre les incapables, etc., mais passe à côté de la cause du mal : le régime soviétique sans démocratie. Il persiste à justifier en termes vagues les pouvoirs exorbitants du Politbureau : « Certes, toutes les graves questions d'État doivent venir devant le Politbureau », en oubliant que l'inaltérabilité civique, l'absence de garanties de sécurité légale pour la majorité des citoyens, font de chaque histoire de conserves une affaire d'État, — conséquence de l'évitement des responsabilités, rejetées de bas en haut sur les supérieurs jusqu'au Politbureau, seul assuré d'impunité. Il donne d'excellents conseils platoniques : « Il faut maintenant savoir aborder l'affaire la plus simple dans un esprit civilisé », mais en fermant les yeux devant une raison essentielle de recul de la civilisation, la suppression de toutes les libertés. Il résout la difficulté par une métaphore servant plutôt d'échappatoire : « Notre appareil est peut-être mauvais mais on dit que la première machine à vapeur inventée était mauvaise aussi... Ce n'est pas cela qui importait : l'invention était acquise... La machine de notre État peut être exécrable mais elle existe, la plus grande invention est faite, l'État prolétarien est créé... »

La confusion des pouvoirs entre le Parti et l'État, impliquant un cumul excessif des fonctions, soulevait de fortes critiques et le cas de Staline servit à Préobrajenski d'illustration : « Prenons par exemple le camarade Staline, membre du Politbureau et en même temps Commissaire du peuple dans deux Commissariats. Est-il concevable qu'un individu soit en mesure de répondre du travail de deux Commissariats et en outre du Politbureau, de l'Orgbureau et d'une dizaine de commissions du Comité central ? » A quoi Lénine répliquera qu'en général « il n'y a pas d'hommes », et en particulier sur Staline, personnage muet au Congrès : « Il nous faut quelqu'un auquel tout représentant d'une nationalité puisse s'adresser et raconter de quoi il s'agit. Où le trouver ? Je crois que Préobrajenski ne pourrait en nommer un autre que Staline. De même au sujet de l'Inspection ouvrière et paysanne. L'œuvre est gigantesque. Mais pour savoir s'y prendre dans le contrôle, il faut qu'à la tête se trouve un homme ayant de l'autorité, sans quoi nous nous salirons et sombrerons dans de petites intrigues. » Ces propos précèdent de quelques jours la nomination de Staline au poste de secrétaire du Parti. Si donc Lénine avait alors déjà de Staline l'opinion péjorative que Trotski lui impute, il savait bien la dissimuler.

Selon toute vraisemblance, la vérité est que Lénine a changé d'avis à l'expérience, sur ce point comme sur tant d'autres. Il ne pesait pas toujours ses paroles, ni ne leur accordait assez d'importance pour se gêner de les contredire, quand besoin était. Sa probité intellectuelle lui permettait aussi de réviser sans honte ses jugements erronés. Après le Congrès, les rapports entre Lénine et Staline iront s'altérant comme auparavant entre Staline et Trotski. Bientôt, le commissariat des Nationalités sera supprimé. L'Inspection ouvrière et paysanne subira un réquisitoire de Lénine accablant pour le Commissaire. Et comme secrétaire du Comité central, Staline connaîtra avant longtemps un discrédit irrémédiable aux yeux de Lénine.

Mais dans l'intervalle, un événement inattendu se produisit, bouleversant les données personnelles du problème de la dictature. Au début de mai 1922, Lénine succombait sous la tâche, le cerveau de la révolution donnait des signes de paralysie. Ce ne fut qu'une première attaque d'artério-sclérose, mais d'un mal définitif. Le Parti ne pouvait se plier à l'idée de perdre Lénine, espoir rraisonné que partagea Trotski. D'aucuns voyaient plus clair,



peu embarrassés de sentimentalisme, et calculaient de sang-froid les répercussions de cette perte inévitable à quelque échéance : c'étaient les trois membres du Politbureau qui se sentaient, ensemble ou séparément, inférieurs au quatrième.

\* \* \*

Staline avait commencé, au secrétariat du Parti, un travail invisible et sans précédent : un à un, il plaçait, déplaçait et remplaçait les fonctionnaires de l'appareil, selon des considérations mystérieuses dont il était seul dépositaire.

Il n'y fallait que des prétextes, et encore n'était-ce pas toujours indispensable. En règle générale, la discipline suffisait à motiver les nominations et les mutations. De la période héroïque, il restait aux bolchéviks des rangs inférieurs et intermédiaires les mœurs égalitaires, le salaire maximum, l'esprit de mobilisation, le dévouement obligatoire. Mais dans un pays si vaste, aux communications si rares, à la vie provinciale si morne, la disgrâce ou l'avancement tiennent à quelques kilomètres. Le transfert d'une institution à une autre peut comporter aussi des avantages d'ordre moral ou matériel. Enfin, à tel ou tel degré de la hiérarchie, la fonction implique plus ou moins de satisfactions présentes ou de promesses d'avenir. « N'importe qui étant bon à n'importe quoi, on peut n'importe quand le placer n'importe où » : cet axiome ironique d'un écrivain politique français trouvait une application remarquable en Russie soviétique. Lénine disait bien, au dernier congrès communiste : « Le nœud de la situation, c'est la sélection des hommes », mais sans trop préciser les critères... Staline avait ses raisons.

Il ne les a jamais formulées d'une manière explicite mais on peut les déduire d'un ensemble de faits dont il n'est pas personnellement responsable.

La pensée maîtresse de son parti se cristallisait en opinion simpliste et plutôt mystique selon laquelle les intérêts de l'humanité seraient représentés exclusivement par un prolétariat idéal, le prolétariat par un parti prédestiné, ce parti par un Comité central transcendant, le Comité central par son Politbureau. En sa personne de secrétaire, Staline pouvait donc se considérer comme le pivot du système soviétique, modèle russe en réduction de la future république socialiste universelle, le Parti étant identifié à l'État et

la dictature immanente incarnée dans une « oligarchie » inamovible, recrutée par cooptation.

Cette superposition d'abstractions où le dernier terme seul traduit une réalité tangible, le pouvoir incommensurable du Politbureau sur cent trente millions d'individus, n'avait plus que la terminologie de commune avec le marxisme dont les bolchéviks invoquaient rituellement le patronage. « *Nous avons pris en Europe occidentale la doctrine marxiste toute prête* », dit Lénine, et une telle conception « prise » à l'extérieur — synthèse de philosophie allemande, d'économie politique anglaise et de socialisme français — n'était pas assimilable en une génération à un peuple arriéré, fût-ce à son « avant-garde ».

Comme la plupart des bolchéviks moyens dont il est le type représentatif, Staline ne connaissait guère Marx qu'à travers Lénine et empruntait la lettre formelle du marxisme sans en pénétrer l'esprit vivant. Ayant admis comme un dogme une fois pour toutes le mélange de vérités conditionnelles et d'erreurs vérifiées composant le bolchévisme, version russe approximative du marxisme, il mit sa volonté inflexible au service de cette croyance en s'incorporant à l'appareil au point qu'on ne pourra longtemps distinguer entre Staline instrument de l'appareil et l'appareil instrument de Staline.

L'obéissance passive qu'il exigeait de ses subordonnés innombrables et qu'il obtiendra par tous les moyens n'était pas de son invention. Il ne faisait qu'accentuer à l'excès la notion militaire de discipline héritée du « communisme de guerre » et théorisée par Lénine et Trotski en rupture avec leurs principes. « *Le remède inventé par Lénine et Trotski, la suppression de la démocratie en général, est pire encore que le mal qu'il est censé guérir* », a écrit dès 1918 Rosa Luxembourg qui prédit aussi : « *Si l'on étouffe la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes.* » Cela se confirmait également pour le Parti, réduit en quelques années à un état léthargique. L'évolution du bolchévisme sous ce rapport mérite d'être mise en lumière aux deux extrémités de la courbe.

En 1917, à l'Exécutif des Soviets, le bolchévik Tchoudnovski « se permit », suivant son expression, de critiquer Lénine, Staline et Krylenko pour leurs « manque de tact et légèreté sans pareils » dans l'appel aux soldats enjoignant de traiter avec l'ennemi. Lénine répondit textuellement : « Il ne peut être question de « permis »



y compris les syndiqués, les communistes. Dans le Parti, une seule vérité aura cours désormais, celle du Politbureau, orthodoxie dont Trotski avait dit autrefois : « Celui qui la nie doit être rejeté. Celui qui doute est près de nier. Celui qui questionne est près de douter... » Mais Trotski ne pensait plus à ses polémiques de jeunesse et Staline ne concevait pas de salut hors l'idéologie officielle et changeante de son parti, fixée sans appel de temps à autre par les dirigeants attitrés.

Le recours à la « poigne de fer » n'était pas pour déplaire à Staline, spontanément porté vers ce moyen de gouvernement. Lénine n'avait pas prévu tous les effets de la méthode appliquée à outrance et sans ses instructions. A son retour direct aux affaires après plusieurs mois de maladie et de convalescence, il parut entrevoir le danger : ses élèves abusaient de la dictature et s'en servaient sans discernement.

De plus, Lénine constatait avec inquiétude le développement néfaste du corps bureaucratique, dont l'appareil du Parti forme l'épine dorsale. Contre cette dégénérescence des communistes en bureaucrates irresponsables et autoritaires, il avait déjà cru prendre une mesure efficace en créant pour les surveiller la Commission de contrôle, indépendante du Comité central et du commissariat de l'Inspection. Maintenant, il songe à une commission spéciale de « lutte contre le bureaucratisme », dont Trotski et lui doivent diriger l'activité pour épurer et regrouper les cadres du Parti. Enfin, préoccupé de laisser plus d'initiative et de liberté aux Commissaires du peuple, il veut faire de Trotski son adjoint et successeur éventuel au Conseil des Commissaires, en remaniant à cette fin le haut personnel dirigeant.

Dans cette série de réformes au « sommet », la conscience politique des communistes n'entre pas en ligne de compte et le système du Comité central bolchéviste « au-dessus de tout » demeure intact, avec son Politbureau, son Orgbureau et son Secrétariat. Il n'est question ni de rendre vie au Parti, ni de restituer leurs droits aux travailleurs, tenus de rester soumis aux Bureaux dirigeants comme la plèbe à Rome sous les pontifes et les augures.

A l'expérience, Trotski apparaissait à Lénine comme le plus sûr de ses continuateurs, le plus apte à gouverner l'État dans l'esprit du socialisme. Il fallait seulement l'amalgamer au petit cercle supérieur des léninistes traditionnels, mais là commençait la difficulté. De l'avis unanime, Trotski était l'homme le plus éminent

*sur rien  
Réforme  
à son his  
No p. amil  
fin jua  
en stat.  
L.*



du Comité central, tant par les facultés intellectuelles que par la force de caractère. Cela n'en faisait pourtant pas le remplaçant naturel de Lénine : il lui manquait surtout un certain sens politique faute de quoi nul ne peut prétendre à la direction d'un parti. Son passé ne l'avait-il pas montré incapable de rassembler un groupe cohérent ni de trouver place dans aucune fraction de la social-démocratie? Même dans le parti communiste, sa personnalité semblait autonome. Pendant la révolution, il put donner sa mesure aux côtés de Lénine. Mais que ferait-il avec le Politbureau sans Lénine et saurait-il s'associer à ces léninistes qui ne se sentaient pas trop de six pour lui faire contrepoids? Car à Staline, Zinoviev et Kamenev, triumvirat clandestin du Politbureau, s'ajoutaient les suppléants, Boukharine, Kalinine et Molotov. Avec sa connaissance des hommes et sa pénétration psychologique, Lénine ne tarda pas à comprendre que l'obstacle à cette collaboration future aurait nom Staline.

Staline, le plus obscur des dirigeants mais le seul qui égalât Trotski par la vigueur du tempérament et la « volonté de puissance ». Il surpassait sans peine ses collègues sur le plan de la politique vulgaire par sa dextérité dans l'intrigue, par la souplesse manœuvrière et l'emploi des petits moyens. Trop prudent pour s'aventurer dans une controverse doctrinale, il trouvait une revanche dans son domaine préféré du « travail pratique » où chaque occasion lui était bonne de résister en secret soit à Lénine, soit à Trotski, et de faire prévaloir sa volonté sur des détails. A propos de la question nationale, son thème de prédilection, il pensa pouvoir enfin se soustraire à la tutelle de Lénine et c'est alors que l'incompatibilité d'esprit s'accusa décidément entre le théoricien reconnu et le praticien méconnu.

Une correspondance confidentielle de septembre 1922 en indique l'origine. La révision de la Constitution était à l'étude, en vue de transformer la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie en *Union des Républiques Socialistes Soviétiques*, où les diverses nationalités entreraient à égalité de droits. Sur le papier, l'hégémonie russe serait ainsi supprimée. Moscou deviendrait le siège de deux Comités Exécutifs des Soviets, celui de la République de Russie et celui de l'Union des Républiques fédérées. Staline voulait faire décider par le Politbureau l'adhésion pure et simple des pays soviétisés à l'État fédératif existant, donc exiger d'eux la renonciation à leur indépendance formelle au profit de la Grande

Russie. Il opposait au projet en discussion des critiques, d'ailleurs correctes dans la forme : « La coexistence de deux Comités Exécutifs centraux à Moscou, dont l'un sera sans doute la *Chambre haute* et l'autre la *Chambre basse*, engendrera des froissements et des conflits. » (Si singulier que cela paraisse, il prenait encore au sérieux les fictions constitutionnelles, à moins qu'il ne fit semblant). Piqué au vif par une allusion de Lénine à sa hâte excessive, il lui retourne assez lourdement l'expression tout en lui reprochant un « libéralisme national » dangereux ; selon Staline, c'était attribuer trop d'importance aux nationalités secondaires et encourager le nationalisme des allogènes que d'admettre les vues « libérales » de Lénine. Celui-ci commençait à discerner chez Staline, par contre, un certain chauvinisme panslave des Russes de fraîche date. Tant de thèses, de dissertations, de résolutions élaborées en commun, pour aboutir à une divergence irréductible au contact de la réalité.

Parmi les contradictions du bolchévisme, il n'en est pas de plus violente qu'entre la théorie et la pratique en matière de politique « nationale » et il appartenait à Staline de la souligner avec sa brutalité caractéristique.

Au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la cruelle nécessité avait substitué le droit des bolchéviks à disposer des petits peuples voisins acculés au dilemme : impérialisme ou révolution. Ce que l'armée rouge ne put faire en Finlande et en Pologne, elle le fit en Ukraine, puis au Caucase, par des procédés analogues à ceux des États-Unis dans l'annexion du Texas. L'espoir des socialistes géorgiens de créer une Suisse nouvelle entre l'Europe et l'Asie n'était qu'un rêve, dans les circonstances données. Aux élections à la Constituante, en Géorgie, les menchéviks avaient obtenu 640 000 voix, les bolchéviks 24 000... Malgré cette imposante démonstration d'un sentiment populaire à peu près librement exprimé, l'armée rouge eut le dernier mot, trois ans plus tard en « aidant » les 24 000 à disposer des 640 000, par les armes. Tout le reste n'était que littérature.

Il serait même exagéré de dire que les bolchéviks de Russie aient « aidé » ceux de Géorgie car, de leur propre aveu, ils ont dû faire violence à la petite minorité communiste géorgienne comme à toute la population. Dans un document intitulé : *Matériaux du compte rendu politique du Comité central du Parti communiste géorgien*, destiné au troisième Congrès de ce parti, le secrétaire du dit Comité central écrit en toutes lettres : « Notre révolution géorgienne a



commencé en 1921 par la conquête de la Géorgie au moyen des baïonnettes de l'armée rouge... La soviétisation de la Géorgie s'est présentée sous les espèces d'une occupation par les troupes russes... Les menchéviks, pendant près de deux ans, ont puisé leur force principale dans le sentiment national humilié non seulement des possédants mais encore des larges masses laborieuses de Géorgie ». Le signataire de ce remarquable document, V. Lominadzé, constate ensuite que le parti menchéviste local, avec ses 80 000 membres, a longtemps conservé son influence intacte sous la domination bolchéviste russe, et il critique le parti communiste géorgien suspect de patriotisme : « En 1921, le Parti est resté presque passif pendant l'offensive de l'armée rouge en Géorgie. Cela démontre que dans le passé aussi, les bolchéviks géorgiens ont fait montre des plus graves déviations à l'égard du bolchévisme éprouvé et vraiment léniniste ». Les derniers mots recèlent un irréductible conflit entre communistes de Moscou et de Tiflis.

« La stabilité relative du régime menchéviste était due à l'impuissance politique des masses paysannes éparses », a écrit Trotski, mais cela s'appliquerait à plus forte raison au régime bolchéviste dans toutes les Russies. En 1920, une délégation socialiste européenne visitait la Géorgie et à son retour, E. Vandervelde évoquait les cortèges enthousiastes de paysans gagnés au socialisme : « Certain jour, à Gori, lorsque tout un village venait à notre rencontre, portant les bannières rouges de l'Internationale... » Gori, pays natal de Staline. Quelques mois plus tard, des délégués communistes étrangers assisteront dans le même cadre à des scènes semblables mais verront les drapeaux rouges honorer une Internationale nouvelle.

Le cours des événements confirmait donc les prévisions de Rosa Luxembourg et dissipait le sophisme du droit abstrait de *self-determination*. A l'épreuve des faits, les bolchéviks piétinaient leurs principes en envahissant la Géorgie, comme les menchéviks démentirent leur programme en la séparant de la République des Soviets, eux qui avaient conscience, suivant les paroles de Tseretelli « de la communauté d'intérêts qui liait tous ces peuples », au temps de l'autocratie.

Les appréhensions de Lénine ne seront pas motivées seulement par le chauvinisme russe verbal de Staline, mais bientôt par les agissements de celui-ci, de plus en plus abusifs. Après la soviétisation militaire du Caucase, la bureaucratie et la police des vain-

queurs marchaient sur les traces de l'armée. Et comme en Russie et en Ukraine, la « poigne de fer » s'abattit pesamment sur les communistes, sur les ouvriers et les paysans pauvres, après avoir frappé les opposants socialistes de toutes nuances. Staline s'était rendu sur les lieux en 1921 pour organiser l'administration à sa manière.

Le *Sotsialistitcheski Vestnik* de Berlin rapportait sur ce voyage, en substance : Staline est arrivé à Tiflis, muni de larges pouvoirs, a révoqué Makharadzé pour insuffisance de fermeté, l'a remplacé par Boudou Mdivani, et de même Tsintsadzé, remplacé par Atabekov. (Le premier était président du Conseil des Commissaires ; le second, président de la Tcheka). Makharadzé aurait refusé d'emprisonner des socialistes estimés comme Djibladzé, et Staline l'a grossièrement traité. Tout cela au nom du Comité central communiste de Géorgie, à la vérité de sa propre initiative. Ayant convoqué une assemblée ouvrière, Staline y a prononcé un discours-programme, accueilli avec une froideur hostile, et la réunion a été suivie d'arrestations...

Les Commissaires du peuple des petites « républiques-sœurs » sont déjà congédiés sans égards par le secrétaire général du Parti, mais cela ne fait que commencer. A ce moment, Lénine couvre tout, souvent sans savoir la vérité. C'est pourquoi Staline peut agir à Tiflis en véritable dictateur, au nom du Secrétariat, donc du Politbureau, donc du Comité central, donc du Parti... Moins d'un an plus tard, il entrera en conflit déclaré avec Mdivani, son camarade d'enfance, comme naguère avec Makharadzé, le plus marquant des bolchéviks géorgiens, avec Tsintsadzé, le fameux *boïévik*, compagnon d'embuscades et d'expropriations de Kamo. Il s'en prendra aussi à S. Kavtaradzé (commissaire aux Affaires étrangères), à B. Kirkvélia (commissaire de l'Intérieur), à A. Svanidzé (commissaire aux Finances), à L. Doumbadzé (président du Soviet de Tiflis), à Todria, à Torochélidzé, à Okoudjava, à toute la « vieille garde » bolchéviste géorgienne qu'il accuse de déviation nationaliste, à tous les cadres du Parti qu'il entreprend de nettoyer par des sanctions, des révocations, des mesures d'exil à l'intérieur de la Russie. En fait, le Comité central communiste de Tiflis, quasi unanime, s'efforçait de sauvegarder l'indépendance nominale de la Géorgie soviétique, — désirant une union directe avec les autres Républiques, non une adhésion au second degré par l'intermédiaire de la Fédération de Transcaucasie que prévoyait Staline dans son projet cons-



titutionnel entaché de nationalisme grand-russien. Mais aux communistes de Géorgie en butte à l'arbitraire de Staline, il reste une ressource, première et dernière, seule et unique : en appeler de Lénine mal informé à Lénine mieux informé... Cinq ans après la révolution d'Octobre, le droit des peuples de l'ancien Empire se réduit à un vague espoir dans l'intervention providentielle d'un homme. Encore ne s'agit-il que du droit des communistes, et des communistes de première classe.

Mais il faut constater, à cette date, le progrès réalisé en un certain sens : les peuples soviétiques de Russie et d'Asie, d'Ukraine et du Caucase, étaient sur pied d'égalité dans une identique privation de libertés. Par un phénomène inverse de la Révolution française, le nombre de « citoyens passifs » avait augmenté incessamment jusqu'à limiter la catégorie des réels « citoyens actifs » à l'équivalent des *upper ten thousand*, mais à un niveau économique inférieur, la masse nivelée par en bas subissant la loi non écrite d'un nouveau genre de patriciat subdivisé en plusieurs rangs sous le Politbureau et son Secrétariat. Suprême correctif à tous les excès : la sagesse aléatoire de Lénine.

\* \* \*

« *Nous vivons dans une mer d'illégalité* » : telle fut une des premières observations de Lénine convalescent, dans une lettre au Politbureau adressée à Staline. Il avait alors recouvré la parole, sinon l'usage de toutes ses facultés, et repris quelque activité intellectuelle circonscrite par les médecins. Durant l'été de 1922, des environs de Moscou, il suit les affaires principales, donne des conseils, dicte des notes. Ce n'était plus le Lénine infatigable et encyclopédique d'autrefois, mais sa lucidité semblait intacte sur les problèmes controversés.

En septembre, il discute avec Staline la question nationale et s'informe auprès de Mdivani de l'état des choses en Géorgie. Il étudie, se concerta avec les uns et les autres, se prépare à un débat en règle. En octobre, il reprend sa place au Politbureau et constate l'empirement des maux qu'il signalait avant sa maladie : de tous côtés l'incurie, le parasitisme, l'impuissance de l'appareil.

Il avait déjà vertement dénoncé l'ignorance des communistes fonctionnarisés, leurs vantardises (*com-vantardises*) et leurs mensonges (*com-mensonges*) : « Nous entendons tous les jours, moi

surtout de par mes fonctions, tant de mensonges communistes doucereux, tant de *com-mensonges*, qu'on en a mal au cœur, atrocement parfois ». Le mot bizarre de *com-vantardise* plusieurs fois répété fit fortune, tant il répondait à un besoin. « Le noyau communiste gouvernant manque de culture générale. Si nous prenons Moscou avec ses 4 700 communistes responsables et toute la machine bureaucratique, qui des deux mène l'autre? Je doute fort que ce soient les communistes. En vérité, ils ne mènent pas, ils sont menés ». Pourtant, la culture de la bourgeoisie, en Russie, « était insignifiante, misérable, mais elle valait toujours plus que celle de nos communistes responsables ».

Maintenant se multiplient les indices de dégénérescence non seulement de l'appareil, mais du « sommet ». Aux décorations militaires, on avait ajouté l'ordre du « Drapeau rouge du Travail », imitation pseudo-révolutionnaire des honneurs de la société condamnée. En l'absence de Lénine, et à la surprise générale, Staline suscite le changement d'appellation de Tsaritsyne en *Stalinegrad*. Ce n'est pas en vain que le secrétaire du Parti a placé, déplacé et remplacé tant de militants. Il existera aussi bientôt un *Zinovievsk* au lieu d'*Elisavetgrad*... Les mêmes personnages feront attribuer leur nom à des écoles, des usines, des bateaux. Il se trouvait assez de fonctionnaires disposés à donner des gages de complaisance aux puissants. Par contagion, d'aucuns montreront leur zèle en se trompant d'adresse et ainsi Gatchina devint Trotsk. Fait significatif, personne n'osa glorifier Lénine de la sorte ; il ne l'eût pas toléré. A Pétrograd, les Editions d'État avaient imprimé une brochure de *Zinoviev* avec le profil de l'auteur en vignette de consul romain... On pourrait noter beaucoup d'autres signes analogues. Lénine eut la faiblesse de laisser faire. Trotski n'eut pas l'esprit politique de réagir. Riazanov seul protesta, sans écho. Les jacobins décadents du prolétariat méconnaissaient le conseil d'un grand jacobin de la bourgeoisie, Anacharsis Cloots : se guérir des individus. Jadis, Barras fit donner son nom à un navire lancé à Toulon, mais c'était sous le Directoire.

En novembre, la même année, Lénine intervient par correspondance contre une décision récente du Comité central sur le monopole d'État du commerce extérieur, monopole établissant un protectionnisme socialiste à l'abri duquel l'industrie nationalisée commençait de se relever. Krassine, commissaire au Commerce extérieur, définissait avec perspicacité l'un des avantages du système :



« Les intérêts des pays capitalistes — et des capitalistes pris séparément dans chaque pays — sont contradictoires et grâce à l'unité, à la concentration de notre système commercial, il ne sera pas difficile de manœuvrer de manière à intéresser à nos affaires tel groupe ou telle firme capitalistes avec lesquels un accord provisoire est possible dans certaines conditions. » Cependant, Staline et ses collègues à courte vue prirent une résolution allant à l'encontre du monopole, sous l'influence de Sokolnikov et en l'absence de Lénine et de Trotski. Privé de ses conseillers incontestés, le Comité central se montrait incapable de faire un pas important sans s'égarer. Il fallut la pression ultérieure de Lénine, de Trotski, de Krassine pour l'amener à se dédire.

Au quatrième Congrès de l'Internationale Communiste, en novembre 1922, les deux leaders de la révolution se partagent le rapport sur le thème principal : *Cinq années de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale*. Comme aux congrès précédents, ils donnent à la jeune organisation internationale le meilleur de leur pensée mûrie dans les épreuves, rectifiée par les dures leçons de l'histoire. Lénine rappelle une fois de plus : « *Nous avons commis une énorme quantité de sottises et en commettrons encore* », expliquant cela par l'inculture et l'isolement de la Russie, et la mauvaise qualité de l'appareil : « *Au sommet, nous avons je ne sais combien, je crois une dizaine de milliers des nôtres ; à la base, des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires du Tsar.* » Dans sa conclusion, il insiste fortement sur la nécessité de l'étude : « *Nous devons d'abord apprendre à lire et à écrire et à comprendre ce que nous avons lu* ». Apprendre : il réitère de diverses façons cette recommandation qui sera son leitmotiv jusqu'à la mort.

En novembre encore, il prononce devant le Soviet de Moscou un dernier discours. C'est pour souligner cet aspect de la *nep* : « Donner aux capitalistes des avantages qui obligent n'importe quel État à conclure un arrangement avec nous ». C'est pour conseiller aux communistes d'apprendre à calculer et à commercer. C'est pour condamner l'appareil et en préconiser la refonte : « Le vieil appareil subsiste et notre tâche aujourd'hui est de le reconstruire autrement ». Plus que jamais, conclut-il, la *nep* est notre mot d'ordre essentiel et « la Russie de la *nep* deviendra la Russie socialiste ».

En décembre, il dicte lettre sur lettre sur le monopole du commerce extérieur et confie à Trotski le soin de défendre aux assem-

blées communistes leur conception commune. Simultanément, il se préoccupe avec anxiété de la question nationale, qui prend un tour de gravité inattendu dans le conflit provoqué par Staline en Géorgie, et du problème de l'appareil à renouveler, à réorganiser. Dans son esprit, la personnalité de Staline se précise comme l'incarnation des déviations dont le développement menacerait l'avenir de la Révolution. Le devoir le plus urgent lui paraît être de prévenir une scission du Parti dont il pressent la cause et pour cela de conserver au Comité central la stabilité du groupe dirigeant. Le 25 décembre, il écrit à ce sujet, en pesant chaque mot avec des précautions infinies, une note confidentielle destinée au prochain congrès du Parti, où il craint de ne pouvoir participer :

« Je crois que l'essentiel, dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que Staline et Trotski. Les rapports entre eux constituent, à mon avis, une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée et à l'évitement de laquelle doit servir, entre autres, l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à cinquante et cent personnes.

« Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade Trotski, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du commissariat du peuple aux Voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il a trop d'assurance et il est entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

« Ces deux qualités des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission ; si notre Parti ne prend pas des mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément. »

Ainsi, Lénine croit obvier aux conséquences funestes d'un antagonisme déclaré entre Staline et Trotski par le seul renforcement numérique du Comité central. Au dernier congrès du Parti, le onzième, ce Comité avait été porté à 27 membres et 19 suppléants. La Commission de contrôle avait 5 membres et 2 adjoints. Cela ne suffisait donc pas comme contrepoids aux « deux chefs les plus marquants », dont l'un était isolé dans l'appareil, l'autre ignoré



hors de l'appareil. Mais plus le Comité central augmente en nombre, moins il conserve d'influence. Ses dimensions accrues le contraignent de déléguer ses pouvoirs au Politbureau, lequel dispose de tous les moyens pour constituer à son profit une clientèle dans l'acception antique du terme. Lénine ne s'en rendait pas compte, avec l'optique spéciale acquise en observant « d'en haut » les phénomènes politiques ; il ne concevait plus que des réformes au « sommet ».

La note en question — longtemps tenue secrète mais peu à peu révélée par bribes dans les « sphères supérieures » sous la désignation habituelle de *Testament* avant d'être divulguée à l'étranger — caractérise encore sommairement quatre personnalités.

« L'épisode d'Octobre de Zinoviev et Kamenev n'a évidemment pas été fortuit », dit Lénine en conseillant de ne plus le leur reprocher, de même qu'à Trotsky son « non-bolchévisme » d'autrefois. Sur Boukharine, il formule une opinion contradictoire, « le plus précieux et le plus fort théoricien », mais « ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois jamais compris la dialectique) ». Enfin, Piatakou s'impose par la volonté et les capacités mais incline trop « au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse ». Administratif ayant ici le sens de bureaucratique, tant pour Piatakou que pour Trotsky.

Dans ce singulier document, Lénine dose prudemment les appréciations et s'exprime en nuances subtiles. Ses intentions sont pourtant assez claires. Il veut inciter ses proches collaborateurs à quelque modestie en leur indiquant leurs faiblesses, éviter qu'ils ne perpétuent les vieux griefs du passé ; en même temps, il distingue Trotsky entre tous comme le plus capable ; à propos de Staline, il se borne à mettre en garde contre la tendance du secrétaire du Parti à abuser du pouvoir. Mais peu après, il éprouve le besoin d'accentuer son avertissement, de lui donner forme catégorique. Le 4 janvier 1923, il ajoute quelques lignes, cette fois dépourvues de diplomatie :

« Staline est trop brutal (groub) et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue

du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante mais je pense que pour se préserver de la scission, et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance décisive. »

Entre le 25 décembre et le 4 janvier, des renseignements nouveaux sur l'affaire de Géorgie avaient indigné Lénine et avivé son regret de s'être laissé longtemps tromper par Staline, de n'avoir pas attaqué plus énergiquement et activement le secrétaire trop « brutal ». Celui-ci s'était servi de Dzerjinski et d'Ordjonikidzé pour soutenir au Caucase sa politique d'oppression que Lénine considérait comme déshonorante pour le régime. Ordjonikidzé ayant poussé l'inconscience jusqu'à se livrer à des actes de violence sur un camarade géorgien, Lénine, outré, voulait le faire exclure du Parti, tout en rendant Staline responsable de son sous-ordre.

Le 30 décembre, il écrit dans une de ses notes confidentielles : « ...Qu'Ordjonikidzé ait pu exploser au point de recourir à la force physique, ce que m'a communiqué Dzerjinski, cela permet de se représenter dans quel marécage nous sommes tombés ». Il définit l'appareil d'État russe comme « emprunté au tsarisme et seulement à peine frotté au monde soviétique ». C'est un « mécanisme bourgeois tsarien ». Dans ces conditions, la liberté des nationalités de « sortir de l'Union », prévue dans la Constitution, sera un « chiffon de papier, impuissant à défendre les allogènes de Russie contre l'invasion de ces vrais Russes, chauvins grands-russiens, lâches et tortionnaires par essence comme l'est le typique bureaucrate russe ». Avons-nous pris, demande-t-il, les mesures nécessaires pour protéger les allogènes persécutés par les Dierjimordes (tyrans et brutes)? Poser la question, c'était y répondre. Et après ces allusions transparentes à Staline, il le met nommément en cause : « Ici ont joué un rôle fatal la hâte et l'entraînement bureaucratique de Staline, de même que son irritation contre le fameux « social-chauvinisme » : l'emportement en général joue le pire rôle en politique ». Il accuse Dzerjinski et Staline, tous deux Russes d'adoption, de nationalisme « vrai-russe », observant que les allogènes russifiés sont pires que les Russes d'origine quand ils s'en assimilent la mentalité chauvine.

Le lendemain, Lénine donne une suite à sa note de la veille. Il y insiste sur la nécessité de distinguer entre le nationalisme



intolérable du pays oppresseur et le nationalisme excusable du pays opprimé : « Qui n'a pas compris cela ne comprend décidément rien à l'attitude du prolétariat dans la question nationale ». Après ce coup droit à Staline, il explique l'urgence de donner aux allogènes non seulement l'égalité formelle, mais des compensations pour les outrages subis au cours des siècles. « Le Géorgien qui néglige ce côté de l'affaire et accuse les autres de « social-chauvinisme » (alors que lui-même est non seulement un véritable social-chauvin, mais un goujat brutal au service d'une grande puissance), ce Géorgien, au fond, attende aux intérêts de la solidarité de classe prolétarienne... » Ainsi sont définitivement jugés par leur maître Staline et Ordjonikidzé.

Ce même jour, 31 décembre, Lénine écrit une troisième note pour tirer les conclusions pratiques des considérations générales qui précèdent. Entre autres, « il faut punir Ordjonikidzé d'une façon exemplaire » et réviser « l'énorme quantité de jugements injustes et de parti-pris » de Dzerjinski. (Les communistes géorgiens les plus sérieux, les plus estimés, tous membres du Comité central du Parti ou du Conseil des Commissaires avaient été destitués, déplacés, bannis). Enfin, « rendre Staline et Dzerjinski politiquement responsables de cette campagne nationaliste grand-russienne ».

Lénine ne s'en tient pas là. Il dicte encore un article sur la question nationale, contre la politique de Staline. « Cette question le tourmentait beaucoup, et il se préparait à intervenir à ce sujet au congrès du Parti », écrit sa secrétaire à Kamenev : « Peu de temps avant sa dernière rechute, il m'informa qu'il publierait cet article, mais plus tard. Après cela, il tomba malade sans avoir donné l'ordre définitif. » L'article fut communiqué à Trotski, sur qui comptait Lénine pour défendre au Congrès leur point de vue commun.

Entre temps, le « chaos d'instances de toutes sortes » et ses effets désastreux sur la vie économique inquiètent au plus haut point Lénine, qui écrit au Politbureau pour soutenir une idée mise en avant par Trotski. Celui-ci attribuait le désordre et le gaspillage au défaut de plan. Dès 1920, généralisant son expérience des Transports, il avait préconisé le plan économique unifié, pour accorder, contrôler et stimuler l'action des divers organes qualifiés. Il eût voulu réunir les commissariats économiques et assurer l'unité de direction par le Conseil du Travail et de la Défense, — le Conseil économique supérieur étant devenu en pratique un commissariat de l'industrie. Mais ce projet impliquait aussi l'utilisation des

armées du travail dont l'échec se répercuta sur la notion même du plan général. Le Gosplan, Commission du Plan d'État créée pour coordonner les plans partiels, était sans autorité. Trotski proposait d'en élargir la compétence et renforcer les pouvoirs, d'en faire un état-major économique subordonné au Conseil du Travail et de la Défense. Le plan d'électrification établi à la fin de la guerre civile ne répondait qu'aux premiers besoins dans un domaine restreint. Le Gosplan dresserait méthodiquement et tiendrait à jour le plan d'orientation de la production, de la répartition, des échanges. Maintenant, Lénine approuve « l'idée saine » de Trotski, sous certaines réserves de détail, lui qui disait au début de la révolution : « Il n'y a pas et ne peut exister de plan concret pour organiser la vie économique. Personne ne saurait le donner. Seules, les masses en sont capables, grâce à leur expérience... » Il reste à réaliser ce projet envers et contre les institutions concurrentes.

Lénine se sait alors assez malade pour envisager l'avenir de la révolution sans lui mais n'a pas encore assez conscience de la gravité de son cas pour employer ses dernières forces en conséquence. Il espère prendre une part directe au douzième Congrès du Parti et faire lui-même adopter les mesures salutaires qu'il médite. Visiblement, sa pensée gravite autour d'un axe principal, la réforme de l'appareil bureaucratique de l'État, et s'arrête avec insistance sur deux ou trois questions dont le Parti ne sent pas suffisamment l'importance : culture générale, rapports entre nationalités, coopération.

Il publie des *Feuillets de Journal* sur la stagnation de l'instruction publique, c'est-à-dire de l'ignorance, dans la République des Soviets, où il réprovoque les phrases vaines sur la « culture prolétarienne » et presse de travailler à gagner d'abord « le niveau ordinaire d'un État civilisé d'Europe occidentale ». Le 25 janvier 1923, la *Pravda* donne son article : Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne. Staline n'y est pas nommé, car les bolchéviks évitent de traiter en public leurs affaires de famille, mais les critiques dirigées contre l'Inspection l'atteignent et le déconsidèrent devant les initiés. Il s'agit toujours d'assainir l'appareil d'État, « survivance de l'ancien au plus haut degré » et « seulement à peine repeint à la surface ». Lénine propose d'élire 75-100 nouveaux membres à la Commission de contrôle qui se joindra au Comité central en conférences périodiques du Parti et fusionnera avec l'Inspection réorganisée. Inconsciemment, il accélérât dans



cette voie l'évolution vers une complète confusion des pouvoirs, l'annulation de tout contrôle effectif et l'omnipotence autocratique du Politbureau.

En février, il met les points sur les i dans un article intitulé : *Plutôt moins, mais mieux*, accablant pour Staline : « Les choses sont chez nous *si tristes*, pour ne pas dire *si répugnantes*, avec l'appareil d'État », que tout est à réorganiser de fond en comble. C'est surtout la culture élémentaire qui fait défaut à la Russie : « Pour renouveler notre appareil d'État, il nous faut à tout prix s'assigner la tâche : premièrement, d'apprendre, deuxièmement, d'apprendre, troisièmement, d'apprendre... » L'Inspection doit devenir instrument de rénovation. Mais dans quelle situation Staline a-t-il laissé son Commissariat? « *Parlons net. L'Inspection n'a pas actuellement la moindre autorité. Tout le monde sait qu'il n'y a pas de pire institution que notre Inspection...* Je demande à n'importe quel dirigeant actuel de l'Inspection ou à quiconque a contact avec elle de me dire en conscience quel besoin a-t-on d'un Commissariat pareil? » Suit un plan de réorganisation minutieux, sur une perspective de plusieurs années de travail.

Discrédité au double titre de commissaire aux Nationalités et à l'Inspection, Staline ne se savait pas encore directement menacé dans sa position de secrétaire du Parti. Mais d'instinct, il esquisse une résistance. Sous son inspiration, le Politbureau s'oppose non seulement au projet de Lénine, mais à la publication du dernier article. L'appareil a compris le sens d'une allusion à la bureaucratie du Parti et se défend. Lénine s'impatiente, Kroupskaïa téléphone, Trotski intervient. Un certain Kouibychev, collaborateur de Staline, suggère d'imprimer l'article dans un numéro unique de la *Pravda*, pour calmer « le vieux »... Enfin, le Politbureau cède et l'article paraît normalement, le 4 mars.

Le lendemain, Lénine s'adresse à Trotski : « Je vous prie instamment de vous charger de l'affaire géorgienne au congrès du Parti. Cette affaire est en butte actuellement aux « persécutions » de Staline et de Dzerjinski et je ne puis me fier à leur impartialité. Bien au contraire. Si vous acceptiez de prendre sur vous la défense, je pourrais être tranquille. » Le jour suivant, il écrit à Mdivani, Makharadzé et autres : « De toute mon âme, je suis votre affaire. Révolté de la brutalité d'Ordjonikidzé et de la connivence de Staline et de Dzerjinski, je vous prépare des notes et un discours. »

De nouvelles machinations de Staline en Géorgie l'avaient décidé à en finir : « *Vladimir Iliitch prépare une bombe contre Staline au congrès* », disait sa secrétaire, en cette même journée du 6 mars, répétant une expression de Lénine. Se sentant plus mal, il communique à Trotski les matériaux de sa « bombe », article et notes sur la question nationale. Trotski voulait en informer Kamenev : « En aucun cas ! — lui fit dire Lénine. — Pourquoi? — *Kamenev montrera immédiatement le tout à Staline, et Staline conclura un compromis pourri, puis trompera.* » Mais quelques minutes après, ayant déjà peine à s'exprimer, Lénine craint de ne rien pouvoir entreprendre et se ravise : il envoie à Kamenev copie de sa lettre à Mdivani. « Vladimir Iliitch va plus mal et se hâte de faire tout ce qu'il peut », explique la secrétaire. Le malade tendait toute sa volonté dans un suprême effort cérébral mais la sclérose des artères gagnait de vitesse. Une entrevue a lieu entre Trotski et Kamenev. Celui-ci revenait de chez Lénine, où Kroupskaïa lui avait dit : « *Vladimir vient de dicter à la sténographe une lettre à Staline pour rompre avec lui toute relation.* » C'était la dernière lettre de Lénine.

\*  
\*  
\*

A l'heure où s'obscurcit la conscience de son fondateur, et à la veille du douzième Congrès communiste, la République des Soviets affirmée est reconnue *de facto* par six États, *de jure* par douze. Elle a pris au rang des « puissances » une place implicitement consacrée l'année précédente à la Conférence diplomatique de Gênes, puis renoué des transactions commerciales avec l'extérieur, conclu des traités, envoyé des missions et des ambassadeurs. Elle a même pu contracter un semblant d'alliance avec la Turquie, une entente avec l'Allemagne. Grâce à l'antagonisme entre les États-Unis et le Japon, les territoires perdus en Asie lui sont restitués, jusqu'au Pacifique. Aucun danger immédiat ni direct ne la menace plus aux frontières. L'armée rouge passe au pied de paix.

A l'intérieur, les dernières bandes insoumises liquidées en Ukraine et dans le proche Orient, l'ordre soviétique s'établit partout, consolidé. Deux années de *nep* raniment déjà les forces productives, malgré la grande famine de 1921 qui a dépassé en horreur la même calamité de 1891 et cruellement frappé de quinze à vingt-cinq millions d'humains, pour moitié des enfants, au point de provoquer des cas d'anthropophagie. La population saignée par la guerre,



entreprises de « type socialiste », on leur impute environ 2 pour 100 des terres cultivées, octroyées à quelque 4 000 *sovkhoz* (domaines soviétiques, fermes d'État) et 13 000 *colkhoz* (collectivités de travail : artels, coopératives, communautés agricoles).

Dans les villes, où les usines, les fabriques, les ateliers n'emploient que la moitié environ de l'effectif ouvrier d'avant la guerre, le salaire moyen a baissé de 32 roubles mensuels pour 1913 à 7 roubles en 1922, puis remonté à 16 roubles en 1923. Mais les travailleurs, divisés en dix-sept catégories selon leur qualification, ont pour la plupart des salaires inférieurs à la moyenne. Chômage intense, impossible à recenser, aggravé par un déclassement massif de la petite bourgeoisie et l'afflux de surpopulation rurale. Les secours aux sans-travail sont pour ainsi dire inexistantes.

L'industrie comme les transports produit à perte, avec des prix de revient exorbitants. Cependant que le consommateur paye les objets manufacturés, de première nécessité et de dernière qualité, trois fois plus cher qu'autrefois. La pénurie de marchandises engendre une spéculation incoercible à laquelle participent même la coopération et les magasins d'État. Le *nepman* âpre et retors apparaît, incarnation d'une nouvelle classe mercantile en formation dans l'insécurité, les risques et les périls. Le commerce de détail est vite accaparé en majeure partie par l'initiative privée.

Mais l'État, maître de toute l'industrie lourde, des transports, du commerce extérieur et du commerce de gros n'a pas à redouter cette résurrection limitée du capitalisme. Le monopole du pouvoir politique aux mains du parti communiste permet de régler la législation et la fiscalité à l'avantage de l'économie socialisée, dans la compétition ouverte par la *nep*. Les concessions accordées au capital étranger sont rares et peuvent rester minimes. Lénine ne se trompait pas quand il justifiait la retraite « chose difficile, surtout pour des révolutionnaires habitués à aller de l'avant », en disant : « Après avoir conquis un terrain si vaste, nous avons de la place pour reculer sans perdre l'essentiel. »

La révolution d'Octobre n'avait pas seulement détruit les survivances matérielles du moyen âge, du servage et de la féodalité, comme l'indiquait modestement Lénine en 1921. Il en restait un immense héritage positif pour créer la république la plus démocratique de l'histoire et réaliser les prémices d'un régime socialiste. Les contradictions internes du monde ennemi donneront à la Russie soviétique beaucoup plus qu'un répit : de larges possibilités de



profiter de la division internationale du travail et de sauvegarder son indépendance subversive en exploitant les rivalités inhérentes à une société basée sur la concurrence. L'avenir dépendrait donc pour une grande part des héritiers, de l'aptitude de leur parti conquérant à devenir parti constructeur et à associer dans leur grande tentative, selon le vœu de Lénine, « la population laborieuse tout entière ».

L'action clandestine pré-révolutionnaire et la guerre civile furent pour les bolchéviks une mauvaise école préparatoire à l'œuvre en perspective. Les anciens conspirateurs, agitateurs et destructeurs devront se faire techniciens universels d'un nouvel ordre économique et social dans un pays inculte que Boukharine compare à un « gigantesque laboratoire » mais où il faut improviser un personnel de bonne volonté en même temps que des instruments de fortune, tout en entreprenant les expériences. Lénine n'avait pas légué par surcroît de recettes infaillibles mais des idées et des conseils dont ses disciples abandonnés à leurs propres moyens pourraient utilement s'inspirer.

« Ne craignons pas surtout de nous critiquer constamment, de corriger nos erreurs et de les avouer en toute franchise » ; cette sincérité publique envers soi-même et vis-à-vis du peuple ouvrier et paysan aurait dû lui survivre comme un enseignement cardinal de sa théorie et de sa pratique. « Nous n'avons pas peur de nos fautes. Les hommes ne sont pas devenus des saints parce que la révolution a commencé », a-t-il écrit dans sa *Lettre aux ouvriers américains*. Ce n'était pas artifice de style. Souvent il a cité une phrase de Marx sur « le rôle que joue la bêtise dans les révolutions », ne connaissant d'autre antidote à ce poison que l'auto-critique dont il donne l'exemple pour combattre le *com-mensonge*, la *com-vantardise*, et pour dépasser le stade coûteux de l'apprentissage : « Nous ne craignons pas d'avouer et d'étudier nos fautes pour mieux les réparer ».

Autant que quiconque, il mesure l'écart entre ses projets et la réalisation : « Jusqu'à présent, nous rédigeons des programmes et faisons des promesses. On ne pouvait commencer la révolution mondiale sans programmes ni promesses. L'essentiel, c'est de considérer avec sang-froid où et quand les fautes ont été commises et de savoir tout recommencer ». Il ne confesse pas ses erreurs pour les cultiver, ni pour s'en laver les mains : « Certes, nous avons commis des erreurs et subi des échecs et même beaucoup. Mais pouvait-on, sans erreurs et sans échecs, réaliser dans l'histoire

un nouveau type d'État? Nous ne cesserons de corriger nos erreurs et de poursuivre une meilleure application des principes soviétistes ». Il ajoutera : « Et en nous efforçant de nous corriger nous-mêmes ».

Cependant, un phénomène d'importance primordiale semblait échapper au regard de Lénine, la transformation organique du parti sur lequel se fondaient ses espérances et son optimisme, et qu'il croyait « la véritable avant-garde de la classe d'avant-garde ».

Au début de 1923, ce parti compte 485 000 membres, dont la quasi totalité peuple les bureaux de l'État. Une épuration permanente en élimine les éléments indignes. « Aucun mouvement populaire profond et puissant de l'histoire ne s'est produit sans un tribut de boue, sans aventuriers ni scélérats, sans fanfarons ni braillards », avait dit Lénine, avant de constater avec la *nep* : « Un parti gouvernant attire inévitablement des arrivistes et des chevaliers d'industrie qui mériteraient d'être fusillés ». Mais l'épuration atteint aussi les fortes têtes, les indociles, réfractaires à l'obéissance passive peu à peu substituée à la discipline librement consentie. Soumis à une subordination hiérarchique encore accentuée par la force d'inertie et la détresse économique, le Parti perd l'habitude de penser par lui-même et d'agir de plein gré. Les méthodes de direction du Politbureau et d'administration du Secrétariat alourdissent la torpeur consécutive aux grandes tensions guerrières ou révolutionnaires. Comme dans la France de 1793 où sections et districts s'étaient bureaucratisés par la rétribution des fonctions et la lassitude des sectionnaires, les militants moyens du bolchévisme s'asservissent à l'État soviétique pour faire carrière. En ce temps de chômage et de privations, la carte d'adhérent au Parti équivalait à une assurance sociale. L'ancienne sélection par le dévouement et les capacités laisse place à l'avancement au zèle intéressé.

Dans cette nouvelle caste nantie de menus privilèges, il y a des subdivisions : à la base, une plèbe mobilisable à merci assume les besognes ingrates ; au sommet, à l'aristocratie des fonctionnaires dits « responsables » échoient les travaux intellectuels et les petits avantages du pouvoir ; pour les catégories intermédiaires, le souci dominant est d'éviter la disgrâce, de gravir un échelon. En plus des droits civiques réservés aux seuls communistes enregistrés, ceux-ci bénéficient maintenant d'une sécurité relative et ont accès plus facile au dix-septième rang de salaire, logis mieux assuré, avenir moins incertain.



« Il ne faut pas se le dissimuler, beaucoup de militants sont mortellement fatigués. On les astreint aux *Samedis* deux ou quatre fois par mois, à des heures supplémentaires ; on exige d'eux une extrême tension d'esprit ; leur famille vit dans des conditions pénibles ; le Parti et le hasard les transfèrent aujourd'hui ici, demain là-bas ; il en résulte forcément une usure physiologique » : ces paroles de Zinoviev déjà vraies en 1920 ne le sont pas moins en 1923, mais pour un nombre décroissant de communistes « inférieurs ». En faveur des autres, les compensations s'accumulent avec la stabilisation du régime, peu importantes en soi mais précieuses par contraste avec le dénuement d'alentour. Les *Samedis* en question ont disparu : la « grande initiative » saluée par Lénine, le travail volontaire du samedi, vite dégénéré en obligation imposée par contrainte, s'était avérée illusoire. Le même Zinoviev proclamait en répétant Lénine, dans le même discours : « *Avant tout, grande liberté de critique à l'intérieur du Parti. Nous l'avons toujours affirmée en théorie, il faut à présent la mettre en pratique.* » Mais à chaque conférence, à chaque congrès, les mêmes phrases servaient à calmer le même mécontentement, sans lendemain réalisateurs.

Les restes de la « liberté de critique » d'autrefois sont dévolus aux *upper ten thousand*, au nouveau patriciat soviétique. « Avec quel bagage humain le parti communiste est-il entré dans la révolution ? » demandait le menchévik Daline, exilé : « Pas plus de cinq à dix mille, dont un tiers d'intellectuels. Voilà le capital fondamental qui a donné ensuite un si riche dividende. » Ces dix mille constituent la couche supérieure de la société encore amorphe qui s'élabore dans la souffrance. En eux, les prodromes de décadence n'ont pas obnubilé la mentalité révolutionnaire et une élite garde intact l'esprit du bolchévisme traditionnel, en communion d'idées avec quelques milliers de communistes sans grade, obscurs travailleurs disséminés dans l'anonymat du labeur quotidien. Combien seront-ils pour persévérer dans la voie initiale ? On ne le saura qu'à l'épreuve.

Le Parti présente alors l'aspect d'un assemblage complexe qui échappe aux définitions sommaires, et où se mêlent formes anciennes et linéaments nouveaux, où se contrecarrent des habitudes et des innovations. Les échanges de vues se font de plus en plus rares entre les divers étages de l'organisation. Au sommet, quelques hommes légifèrent et l'appareil exécute à sa façon. Les instances régulières servent de courroies de transmission. Toute initiative,

toute impulsion part d'en haut. Les institutions officielles, hier assemblées consultatives, se ravalent au niveau de chambres d'enregistrement. Des statuts du Parti, on fait le même cas que de la Constitution. Bien des décisions de congrès restent sur le papier, surtout si elles tendent à restaurer des libertés. Les comités de toutes sortes pullulent, ramifications du Parti dans les villes et dans les bourgs, les cantons, les districts, les provinces, les pays fédérés. Ces comités s'additionnent, se juxtaposent, se superposent en un immense engrenage qui fait mouvoir lentement la pesante machine étatique. Les organes exécutifs des Soviets, échafaudés sur un modèle analogue mais plus compliqué encore, sont aux ordres des organes parallèles du Parti. Le plus souvent, ils se confondent par le noyau dirigeant. Dans les entreprises de travail, les établissements d'État, les lieux d'habitation, les centres d'enseignement, les syndicats professionnels, les coopératives de consommation, l'armée, la milice, la police, — les communistes sont groupés en cellules et en fractions qui exercent l'autorité par délégation. L'Union de la Jeunesse communiste, *Comsomol*, avec ses 400 000 membres, introduit partout ses propres « alvéoles ». Là où le personnel bolchéviste ne suffit pas, des « sympathisants » tiennent lieu d'auxiliaires. Et ce réseau extraordinaire s'étend irrésistiblement. Système administratif et gouvernemental imprévu, issu de conjonctures imprévisibles, mais assez explicable par cette observation de Gorki : « *Nous vivons dans l'épaisseur d'une masse de millions d'êtres politiquement incultes et sans aucune éducation sociale.* »

« Le Parti s'efforcera de diriger l'activité des Soviets mais non de les remplacer » : vaine résolution prise en 1919 et inappliquée, comme tant d'autres, confirmée plusieurs fois depuis sans pour cela devenir plus applicable. De même les décisions adoptées au dernier Congrès, sous l'inspiration de Lénine, de rendre une certaine indépendance aux Commissaires du peuple, de réduire l'appareil d'État au strict minimum. Le Parti avait mené la révolution, gagné la guerre civile, maîtrisé l'anarchie, forgé le mécanisme du pouvoir, insufflé vie à une économie embryonnaire. Son élan devait le porter au delà des objectifs préalablement assignés. Il fallait du temps pour l'adapter à des conditions nouvelles. Six mois après Cronstadt, la Russie ne subissait-elle pas les ravages d'une terrible famine que l'année suivante ne pouvait d'un coup réparer ? En 1923 seulement, la *nep* crée les circonstances propices à la « normalisa-



tion » constitutionnelle. Mais Lénine n'est plus là pour diriger l'opération sous-entendue dans ses écrits ultimes. D'aucuns espèrent le voir encore une fois surmonter la déchéance physique. En attendant, c'est au Politbureau à mettre en vigueur la démocratie populaire formulée dans la doctrine, dans le programme du bolchévisme.

Or si le Parti est « *tout à fait à part et au-dessus de tout* », d'après l'énorme aveu inconscient de Boukharine, le Politbureau à son tour, vis-à-vis du Parti, s'est mis aussi « *tout à fait à part et au-dessus de tout* ». L'intérêt de la cause, les aspirations du peuple, le progrès de la révolution lui deviennent autant d'abstractions étrangères à la réalité. Par son isolement, il perd l'intelligence de la situation et la faculté de l'interpréter selon ses principes. Son opinion se fait sur des rapports de bureaucrates ou des dossiers de police. Déjà en 1922, quand Lénine et Trotski dictaient la sanction à donner au procès théâtral du parti socialiste-révolutionnaire, ils ne savaient des actes terroristes à condamner que la version « tchékiste » entachée de partialité. Dans l'Internationale Communiste, des aventures sanglantes étaient et seront fomentées à l'insu du Comité Exécutif régulier. Pour une affaire de Géorgie où il s'en fallut de peu que Staline ne trompât jusqu'au bout le Comité central, combien d'autres, instruites et tranchées sur les dires de fonctionnaires à récuser? Lénine hors de jeu, et même si ses suprêmes conseils sont écoutés, si Staline est écarté du Secrétariat et le Comité central porté à cent membres comme le suggère le *Testament* inconnu, rien ne sera foncièrement changé à moins de rendre la parole au Parti, aux syndicats, aux soviets. Mais personne au « sommet » ne semble alors y penser et les voix d'en bas sont étouffées.

Dès le début de la révolution, Gorki avait fait une constatation opportune : « Le vieil ordre de choses est matériellement détruit mais vit toujours moralement parmi nous et en nous. L'hydre aux cent têtes de l'ignorance, de la barbarie, de la bêtise, de la lâcheté, de la goujaterie n'est pas tuée... » Avec la *nep*, l'avertissement restait de toute actualité. Certes, les idéologues du bolchévisme ne prétendaient pas anéantir en cinq ans les vestiges spirituels du passé, l'atavisme séculaire d'oppression et de servitude. Acculés d'abord par des circonstances exceptionnelles à des mesures d'exception, ils se proposaient seulement d'agir dans le sens de leur but final et, pour cela, d'har-



## CHAPITRE VIII

### L'HÉRITAGE

La *troïka*. — Trotski sur l'expectative. — L'Union des Républiques soviétiques. — Douzième congrès du Parti. — La crise économique et les « ciseaux ». — Trotski et les paysans. — Tendances et groupements dans le Parti. — Les fractions clandestines. — La dictature du triumvirat. — Grèves et démonstrations ouvrières. — Trotski contre la *troïka*. — Les Quarante-Six. — Staline et la révolution en Allemagne. — Le triumvirat et la démocratie. — Le *Cours nouveau*. — Staline contre Trotski. — Défaite de l'opposition. — Responsabilités de Trotski. — Mort de Lénine. — Le léninisme, religion d'État. — Bolchévisme et léninisme. — Treizième congrès du Parti. — La bolchévisation de l'Internationale Communiste. — La chasse aux trotskistes. — Staline prophète. — L'insurrection de Géorgie. — Aveux de Staline. — Tchéka et Guépéou. — Suicides. — Nouveau conflit dans le Parti. — Défaite de Trotski. — Rupture du triumvirat. — L'opposition de Léninegrad. — La dictature du secrétariat. — Face aux campagnes. — « Enrichissez-vous ». — La gauche et la droite. — Staline théoricien. — Le socialisme dans un seul pays. — Quatorzième congrès du Parti. — Staline et la statistique. — Défaite de la nouvelle opposition. — Staline, secrétaire inamovible.

Dans la seconde phase de la maladie de Lénine, en 1923, la mésintelligence ne cessa de s'aggraver au Politbureau. Staline, Zinoviev et Kamenev coalisés en triumvirat prépondérant — la *troïka* — organisaient une fraction occulte pour tenir tête à Trotski, amoindrir son influence, l'isoler dans l'appareil. Devant l'hypothèse d'une disparition définitive de leur maître, ils escomptent déjà la vacance du pouvoir et agissent en conséquence. Pour eux, la succession est virtuellement ouverte. Trotski aurait pu aisément contrecarrer leurs projets et couper court aux intrigues en rendant publiques les questions litigieuses. Mais il hésitait à rien entreprendre, dans son incertitude quant à la santé de Lénine, expliquera-t-il, mais plutôt craignant une fâcheuse interprétation de son rôle éventuel, un parallèle vulgaire avec l'apparence d'un précédent historique... L'obsession de la Révolution française n'inspirait pas



toujours au mieux les révolutionnaires de Russie : Lénine avait taxé Kérenski de bonapartisme, Martov en accusa Lénine, et Trotski temporisait pour éviter la même comparaison.

Le Parti ne savait rien de ces sourdes discordes et Trotski le laissa longtemps dans l'ignorance. C'était faire inconsciemment le jeu de la *troïka*, seule intéressée au mystère. Les notes de Lénine sur la question nationale restaient confidentielles, réservées à de rares initiés. Le *Testament* n'était encore connu que de Kroupskaïa. Personne ne pouvait soupçonner une rupture entre Lénine et Staline. Cette dernière péripétie avait eu pour motif immédiat l'indélicatesse de Staline envers Kroupskaïa qui, en informant objectivement son mari, gênait les opérations personnelles du secrétaire général. Mais pour que Lénine saisît un tel prétexte, il fallait que son opinion fût faite sans rémission sur Staline. Celui-ci se tira d'affaire en envoyant à Kroupskaïa, sur l'invitation de Trotski, une lettre d'excuses dont Lénine ne pouvait déjà plus prendre connaissance. Par une sorte de complicité tacite et naturelle, tous les protagonistes se sentaient tenus de taire la vérité sur leurs dissensions intestines, de nature à déconsidérer le Parti. A la faveur de ce silence unanime, Staline put tranquillement manœuvrer.

Au Congrès des Soviets, en décembre 1922, il avait fait son rapport à l'appui d'une union plus étroite des Républiques fédérées, résolue sur un simulacre d'initiative des pseudo-délégations de Transcaucasie. La mise en scène comportait une session du premier Congrès de l'Union Soviétique pour sanctionner le « traité » conclu entre principales nationalités, et consacrant la centralisation politique et économique du régime tout en proclamant le droit théorique de libre disposition des contractants, avec leurs libertés administratives et culturelles. En réalité, tout était réglé, prescrit, ordonné par le Politbureau ; ni les peuples, ni les partis ne furent le moins consultés ; les « délégués » tenaient leur mandat de comités régionaux nommés d'en haut par d'autres comités, ceux de Moscou. Quant au traité d'union, comme l'avait prévu Lénine, ce ne sera qu'un « chiffon de papier » ajouté aux archives constitutionnelles, tant il est vrai que les thèses bolchévistes en matière nationale ne trouvaient pas à se concrétiser dans les conditions données, sous une dictature terroriste indéfiniment prolongée.

Staline se réservait de justifier au douzième Congrès du Parti sa politique caucasienne. Il le fit avec une habileté incontestable.

Trotski crut politique de lui faciliter la tâche en amendant la résolution à prendre, concertée d'avance. Pour la première fois, le Parti délibérait sans la participation directe ou indirecte de son fondateur. Kroupskaïa s'abstint de transmettre aux congressistes le *Testament* que Lénine leur destinait sous la modeste appellation de « notes » (*zapiski*) ; elle espérait encore la guérison du malade, son retour au travail gouvernemental. L'article-programme sur la question nationale ne fut pas divulgué davantage et les notes sur le même sujet, communiquées en commission, n'eurent qu'une diffusion restreinte et illégale parmi des fonctionnaires blasés. A la tribune, Staline intervint comme rapporteur au nom du Politbureau et du Comité central solidaires. Il dénonça le nationalisme des Géorgiens hostiles à la Fédération transcaucasienne en aversion pour les Arméniens et les Tatares, déviation caractérisée par un décret de Mdivani expulsant de Tiflis les habitants de date récente. Ainsi renseigné, le Congrès ne pouvait qu'approuver la « ligne générale » suivie en Géorgie par le secrétariat du Parti, quitte à réprouver discrètement les excès d'Ordjonikidzé et consorts. Les délégués étaient d'ailleurs choisis par l'appareil et dûment préparés à voter avec ensemble les propositions des organes dirigeants. L'accord au Politbureau entraînait l'unanimité automatique du Congrès, mené et dominé par un « présidium » comme le Parti par son Comité central, et toujours sous le même triumvirat.

Mais en 1923, la question nationale passe à l'arrière-plan avec la gravité de la situation économique. Le pays traversait crise sur crise : raréfaction de marchandises, mévente des produits industriels, pénurie de matières premières, retards prolongés dans le paiement des salaires, chômage en croissance, dépréciation de la monnaie, avilissement des prix agricoles, paralysie commerciale, etc. Sous l'impulsion donnée par la *nep*, l'industrie retardait sur l'agriculture, la production d'Etat sur l'économie individuelle et familiale. Les ressources manquaient pour subventionner l'industrie à la mesure de ses besoins, reconstituer son fonds de roulement, élargir sa base. L'emprunt était impossible à l'extérieur et de rendement insignifiant à l'intérieur. Les concessions ne comptaient guère, l'exportation reprenait à peine. Le Parti cherchait péniblement sa voie. Dans le trouble des choses et le désarroi des hommes, Trotski seul exprimait des idées assez nettes. Aussi le Politbureau l'avait-il chargé de présenter au Congrès un compte



rendu officiel sur l'industrie, Staline ayant même fait semblant de vouloir lui confier le rapport de politique générale, auparavant dévolu à Lénine.

Trotsky discernait la cause principale de cette crise permanente de l'économie soviétique dans l'écart entre les prix des produits industriels et ceux des denrées agricoles : « Le paysan paye aujourd'hui en blé ses articles manufacturés, son charbon, son pétrole, etc., 2,75 fois plus cher qu'en 1913. » Sur un graphique, la disproportion se traduit par un angle aigu, figurant les branches d'une paire de ciseaux. Que le phénomène s'accroisse ou persiste et les ciseaux couperaient tout lien d'échange entre la ville et la campagne. Par cette métaphore, Trotsky signalait clairement le danger et soulignait l'urgence d'un ajustement des prix.

La hausse sur les céréales dépendait avant tout de l'exportation ; la baisse sur les objets fabriqués, d'une utilisation plus rationnelle de l'outillage, des moyens matériels et du personnel. Il fallait donc réduire les frais généraux, suspendre l'exploitation des entreprises par trop parasitaires, concentrer l'industrie dispersée, supprimer les gaspillages, établir des calculs rigoureux et une comptabilité stricte, besogne immense en perspective et prosaïque pour des révolutionnaires teintés de romantisme. « A parler doucement, c'est un chaos absolu », dit Noguine en dépeignant l'activité des institutions économiques, et Trotsky de confirmer : « Il y a des données de l'Inspection montrant que 80 pour 100 environ de nos calculs sont arbitraires ». Selon lui, les autres 20 pour 100 ne valaient pas mieux. A titre d'exemple, tel trust d'État accusait un bénéfice de 4 trillions de roubles-papier alors que l'Inspection prouvait une perte réelle de 750 000 roubles-or, et le cas n'était pas exceptionnel. Pour instaurer un ordre économique nouveau conforme au programme communiste, développer la production et en assainir la gestion, Trotsky perséverait à préconiser l'élaboration et l'application d'un plan général sous la direction d'un « grand état-major » compétent, en l'espèce le Conseil du Travail et de la Défense assisté du Gosplan. Il rappelait simplement une vérité primaire du socialisme dont une des notions essentielles implique la substitution d'un plan de production, de répartition et d'échange à la liberté du marché, aux luttes de la concurrence, au dérèglement de l'offre et de la demande. Mais pour n'être pas neuve, et en dépit des approbations de principe, son idée n'était pas acceptée sans scepticisme par la bureaucratie qui feignait d'y applaudir tout en

opposant sa mauvaise volonté aux réalisations pratiques ; on l'interprétait comme recelant l'intention ténébreuse d'aboutir à faire de Trotsky un dictateur aux affaires économiques, à la tête de tous les Commissariats qualifiés.

Où prendre les nouvelles ressources indispensables à l'industrie ? D'aucuns croyaient en trouver dans une augmentation de l'impôt agraire ; à les écouter, deux années de *nep* dont une de famine auraient suffisamment accru la capacité fiscale des paysans. Réfutant ce point de vue « gauchiste », Trotsky recommanda de ne pas dépasser la limite « pour que l'économie paysanne puisse s'élever, que le paysan devienne plus riche dans l'avenir ». La nécessité d'un enrichissement des cultivateurs n'était nullement de sa part une parole fortuite car dès avant le congrès, il avait déclaré à la conférence communiste d'Ukraine : « Les camarades qui, comme Larine, soutiennent que nous demandons trop peu aux masses paysannes se trompent certainement. Nous ne devons exiger du paysan rien de plus que ce qu'il peut réellement donner. *Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année.* Il comprendra cette formule, à mettre pour cela même à la base de notre politique intérieure, elle est profondément différente du communisme de guerre. Nous demandions alors au paysan tout l'excédent de son nécessaire ; or, sans excédent, une entreprise périclite et tombe. Nous lui disons aujourd'hui : l'excédent est indispensable au relèvement de ton entreprise, garde-le. Car sans relèvement de l'agriculture, nous n'aurons pas d'industrie. »

En conclusion, Trotsky proposait de simplifier l'impôt, de le rendre intelligible au moujik et facile à verser, d'établir l'équivalent en argent de l'impôt en nature pour améliorer le sort des paysans. Et il en fut ainsi décidé, au congrès de Moscou comme à la conférence de Kharkov.

Un membre du Politbureau ne prenait d'ailleurs aucune initiative de ce genre sans l'assentiment préalable de ses collègues. Leur concert intime assurait un minimum d'unité sinon de pensée, au moins d'action. La notion bolchéviste de discipline, renforcée par les méthodes d'administration et d'organisation de « l'oligarchie » dirigeante, impliquera désormais l'unanimité obligatoire aux assemblées délibératives, après débat parfois passionné mais toujours réticent. En plus du souci de ne pas fournir d'arguments à l'ennemi aux écoutes, le bolchévik de rang moyen avait à supputer les désagréments probables d'une franchise trop crue. Quel mili-



tant de Moscou, de Pétrograd ou de Kiev se serait exposé d'un cœur léger au transfert à Arkhangelsk, Irkoutsk ou Vladivostok, véritable « exil à l'intérieur » dans la coutume tsarienne, fût-il motivé par les nécessités du service? Après tant de sacrifices, l'héroïsme n'est plus de saison et les inadaptes irréductibles, perdus dans la masse apathique, retournent aux vieux procédés de propagande souterraine. Devant le congrès du Parti, Ossinski peut encore mettre en doute l'infaillibilité de Lénine; pour la même réflexion, hors du congrès, un simple mortel eût été suspecté de contre-révolution.

Si Kossior se permit une allusion à l'attitude du triumvirat envers Trotski, ce n'était possible qu'en vase clos et non sans risque. Toutes les décisions du douzième Congrès furent donc acceptées sans opposition conséquente.

Pourtant la discussion révélait bien des désaccords. Une tribune libre de la *Pravda*, survivance intermittente de démocratie réservée aux privilégiés du Parti, avait permis la confrontation d'opinions très variées après les articles de Lénine sur l'Inspection. Au Congrès, les solutions controversées firent l'objet de débats courtois et prudents mais entre délégués n'ayant que voix consultative et dont nul discours ne pouvait modifier aucun vote.

Krassine et Ossinski critiquaient les suggestions de Lénine, le premier en réagissant contre « l'hypertrophie de contrôle » des organes d'inspection du Parti ou de l'État, le second en combattant la confusion des pouvoirs entre l'État et le Parti. « Notre faiblesse est dans l'incapacité d'organiser la production, et non dans l'insuffisance du contrôle », soutient Krassine : « Maximum de production et minimum de contrôle, voilà le but vers lequel nous devons tendre ». Contrairement à Lénine qui conseillait de réunir l'Inspection soviétique et la Commission de contrôle communiste, Ossinski entend séparer les fonctions du Parti de celles de l'État et réformer les divers organes supérieurs en compétition constante de prérogatives et d'attributions. Son idée saine de mettre de l'ordre dans le « chaos d'instances de toutes sortes » dénoncé par Lénine se complique cependant d'un formalisme juridique qui en compromet la portée. D'autre part, il juge excessive l'importance accordée aux « spécialistes bourgeois » alors que Krassine la trouve insuffisante. Ce dernier considère aussi comme inéluctables de plus larges concessions au capital étranger pour accroître les investissements dans l'industrie. L'opposition se manifestait par des personnalités isolées, cette fois, plutôt qu'en groupes ou fractions. On ne voyait

ni gauche, ni droite, n'en déplût à Larine, ex-menchévik improvisé « gauchiste » et défenseur intempestif de la classe ouvrière contre un « marais de droite » hypothétique ou tendance pro-pay-sanne indéfinissable. Larine préconisait d'augmenter les salaires et d'entretenir les entreprises déficitaires aux frais des campagnes. Pour le réfuter, le *presidium* fit appel à Préobrajenski, porte-parole reconnu de la gauche traditionnelle. Un optimisme de commande animait ce congrès, malgré le sentiment d'incertitude causé par l'absence de Lénine et quelque malaise subtil dû à la « question Trotski » en suspens.

Dans l'esprit des dernières suggestions publiques de l'absent, le Comité central fut porté à 40 membres et la Commission de contrôle à 50. Les organismes centraux se réuniraient dorénavant en sessions plénières communes. Lénine n'avait pas prévu et personne ne pensait que ce serait les déposséder ainsi de leur rôle statutaire respectif, une direction aux cent têtes ne pouvant siéger que rarement, pour prendre acte des faits accomplis et investir de pleins pouvoirs les deux Bureaux suprêmes, maintenant de sept membres chacun, avec quatre suppléants. En pratique, la *troïka* entourée de partisans éprouvés restait maîtresse de sa position acquise. Staline, confirmé dans ses fonctions, sortait indemne d'un congrès où Lénine s'était proposé de l'évincer du Secrétariat. Kroupskaïa n'avait mis personne au courant et Trotski, sur l'expectative, laissa faire sans rien dire qui éclaircît l'atmosphère ni préparât l'avenir.

\* \*

L'unanimité n'était qu'apparence, à la base du Parti comme au sommet. Il existait plusieurs oppositions clandestines persécutées par l'appareil et traquées par la Guépéou. Des feuilles volantes anonymes circulaient sous le manteau. Communistes exclus pour désobéissance et militants complices, provisoirement impunis grâce à leur obscurité, répondaient par des procédés conspiratifs aux méthodes policières de gouvernement, déjà en usage dans l'unique organisation politique légale après avoir servi à supprimer tout parti concurrent.

La *troïka* n'avait pas eu de peine à se défaire des premiers gêneurs en les envoyant loin de Moscou, en mission, au nom des intérêts supérieurs du communisme : si le Parti incarne à jamais l'esprit de la révolution, si le Comité central est la représentation exclusive



et permanente du Parti et si le Politbureau a seul qualité pour interpréter sans appel l'opinion du Comité central, un bolchévik digne de ce nom ne peut rien objecter quand il reçoit du Secrétariat son ordre de route, avec une nomination. A cet égard, les principales personnalités à déplacer devaient l'exemple de « discipline » et s'y résignaient d'autant mieux que l'Union Soviétique, en nouant des relations diplomatiques avec divers États d'Europe et d'Asie, disposait d'ambassades à pourvoir. Sous cette forme, l'exil est supportable, souvent même attrayant et parfois corrupteur. Ainsi Krestinski, Ossinski, Iouréniev, Loutovinov, Kollontaï, Racovski et d'autres s'en iront à l'étranger, où Krassine et Ioffe les ont précédés pour des raisons valables. Les opposants moins en vue seront expédiés sans cérémonie vers la Sibérie, la Mongolie, l'Extrême-Orient.

Isoler Trotski pour le réduire à l'impuissance, tel était le projet inavoué de Staline et de ses partenaires. Après l'envoi de Krestinski à Berlin, la « mutation » de Racovski prétextée par le besoin d'un ambassadeur d'envergure à Londres tendait à priver Trotski de son meilleur soutien, à le séparer de son plus proche ami, le président du Conseil des Commissaires d'Ukraine, coupable aussi de désapprouver la politique nationale de Staline. Cela ne se fit pas sans un bouleversement complet du personnel gouvernemental, à Kharkov et à Kiev. Tous les secrétaires de comités communistes provinciaux ukrainiens, pour avoir réclamé le maintien de Racovski à son poste dans l'intérêt de la cause commune, furent dispersés aux quatre points cardinaux.

Quant aux résistances esquissées dans la classe ouvrière contre la politique officielle par des militants moins notoires, la *troïka* ne reculait devant aucun moyen de coercition pour les briser.

De l'ancienne Opposition ouvrière dissoute, il ne subsiste plus que des groupes confidentiels sans influence. Mais une fraction plus active, la Vérité ouvrière, se manifeste depuis la fin de 1922 en lançant des proclamations. Elle y attaque comme « nouvelle bourgeoisie » les hauts et moyens fonctionnaires du Parti, des syndicats et de l'État, dénonce leurs privilèges politiques et matériels, dénie à un régime « d'arbitraire et d'exploitation » le caractère d'une dictature du prolétariat. « *L'abîme entre le Parti et la classe ouvrière ne cesse de s'approfondir* », lit-on dans ses appels. Les travailleurs, livrés à une « exploitation implacable », parqués dans des « logements affreux », sont par surcroît « privés sous menace

de répression et de chômage de toute possibilité de disposer de leurs voix ». Le Code du Travail n'a pas plus de valeur effective que tant d'autres chartes illusoires. « *La classe-dictateur est dépourvue en fait des droits politiques les plus élémentaires* ». Cette fraction dissidente revendiquait la liberté de presse et d'association pour « les éléments révolutionnaires du prolétariat ».

En 1923, une autre opposition organisée en secret, le Groupe ouvrier, exprimant des doléances analogues, prend la défense des prolétaires « absolument sans droits », traite l'institution syndicale « d'instrument aveugle aux mains des fonctionnaires », « d'appendice bureaucratique du Politbureau », et accuse le Parti d'avoir établi « *non la dictature du prolétariat mais la dictature d'un triumvirat* ». Ce groupe se mêlait aux grèves, de plus en plus fréquentes, dans l'intention de leur donner un sens démocratique-révolutionnaire, réclamait la liberté de presse illimitée et préparait une grève générale de protestation contre les abus du pouvoir.

Outre ces deux cercles communistes clandestins de faible importance numérique, il s'en créait un peu partout de moindres, ignorés les uns des autres. Tous ces réfractaires répandaient les mêmes vérités en se contredisant dans les considérations doctrinales, maladroites et confuses, où le bolchévisme est mitigé de libéralisme ou d'anarchisme. Ils manquaient complètement de cerveaux politiques capables de les guider dans une situation inextricable. Mais leur signification révélatrice était d'autant moins douteuse qu'une profonde effervescence remuait la classe ouvrière. Il fallait que le Parti fût devenu bien étranger à son origine pour ne pas s'en apercevoir.

Dans le courant de la même année, en particulier à partir de juillet, des grèves d'ampleur croissante éclatent, découvrant la réalité trop longtemps méconnue au Kremlin : un prolétariat en lutte pour son morceau de pain, dressé inconsciemment contre la « dictature du triumvirat ». Il ne suffisait pas de voter dans les congrès thèses sur thèses d'allure pédantesque, mais inopérantes et au surplus vite oubliées, pour compenser les privations intolérables infligées aux travailleurs. Les crises sévissaient sans discontinuer dans l'économie soviétique et les salaires de famine, payés avec de longs retards en monnaie avilie, ne couvraient plus les besoins élémentaires des salariés. Chômage en extension, production en baisse, prix des marchandises toujours en hausse et inaccessibles à la population laborieuse, — tout attestait l'aveuglement des



gouvernants et justifiait l'exaspération des gouvernés. Les décisions salutaires du dernier congrès communiste sur le plan économique, la concentration industrielle, la rationalisation technique et administrative n'étaient pas plus appliquées que tant d'autres résolutions, lois et décrets vraiment inapplicables, — et toutes les plaies du régime ne cesseront d'empirer jusqu'en septembre 1923, où les démonstrations ouvrières atteignent une puissance qui accule enfin le Politbureau aux réformes les plus urgentes.

Prendre des sanctions contre les soi-disant fauteurs de troubles, adhérents de la *Vérité ouvrière* et du *Groupe ouvrier*, arrêter les meneurs et exclure du Parti les suiveurs, priver tous ces dévoyés de travail et de moyens d'existence n'était pas difficile. Mais après cela, il s'agissait de remédier aux causes pour éviter la répétition des effets.

Quoique associés aux mesures de rigueur adoptées contre leurs camarades, Trotski au Politbureau et ses quelques partisans au Comité central ne se sentaient plus, toutefois, pleinement solidaires de cette politique presque exclusivement répressive. Une commission d'enquête présidée par Dzerjinski exigeait des communistes la dénonciation immédiate soit à la Commission de contrôle, soit à la Guépéou, des groupes illégaux dissimulés dans le Parti. Une autre commission spéciale du Comité central, placée au-dessus des organes économiques normaux et commissariats d'État réguliers, prenait des dispositions extraordinaires pour enrayer la crise, en atténuer l'acuité, rapprocher quelque peu les branches des « ciseaux ». Sans illusion sur l'efficacité de ces divers expédients, Trotski se résolut à sortir de sa réserve.

Le 8 octobre 1923, dans une lettre au Comité central et à la Commission de contrôle, il résume ses griefs accumulés, ses critiques habituelles et sa propre justification.

En substance, il y rejette sur le Politbureau la responsabilité des « symptômes alarmants » qui ont secoué la torpeur du Parti. Les meilleurs militants, écrit-il, se sont émus naguère des procédés employés pour composer le douzième Congrès, après lequel tout est allé de mal en pis. (Allusion très nette à Staline, à ses savantes combinaisons de maniement des fonctionnaires aux ordres et de remaniement des indociles). Le régime intérieur malsain du Parti et le mécontentement des ouvriers et des paysans, provoqué par les fautes commises dans la politique économique, sont deux causes essentielles des nouvelles difficultés à vaincre. La liaison

(*smytchka*) entre la ville et la campagne, recommandée toujours par Lénine, devient un mot d'ordre abstrait, au lieu d'une tâche pratique visant à diminuer le coût de la production d'État. Loin de prendre une importance accrue, le Gosplan a été délaissé et les principaux problèmes économiques sont tranchés au Politbureau sans étude préalable ni méthode de travail. Ainsi « le chaos vient d'en haut ». L'écart entre les prix industriels et les prix agricoles tend à liquider la *nep* car le paysan ne peut plus acheter quand il constate qu'un poud de blé vaut deux boîtes d'allumettes. L'industrie est grevée de charges financières improductives, comme par exemple les annonces inutiles imposées par les comités locaux du Parti pour combler le déficit de leurs publications. Ajouté au fardeau de l'impôt, le prix exorbitant des produits manufacturés suscite chez les paysans une irritation qui gagne les ouvriers, puis les rangs inférieurs du Parti; d'où la naissance ou l'animation des groupes d'opposition.

Précisant ses accusations, Trotski met Staline en cause sans prononcer son nom : depuis le douzième Congrès, le Secrétariat procède à des nominations aux postes économiques, non d'après le critère de la compétence, mais selon l'empressement des bénéficiaires à le servir. Le secrétaire général désigne lui-même les secrétaires de comités provinciaux qui, à leur tour, choisissent les secrétaires de comités subalternes et ainsi de suite, jusqu'à la cellule de base. Il se forme donc une hiérarchie de secrétaires, un appareil de secrétaires, une psychologie de secrétaires. Il n'y a plus d'élections. La démocratie ouvrière dont on parle dans la littérature officielle n'est qu'une fiction, la dictature de la bureaucratie en est plus éloignée que ne l'était le « communisme de guerre ». Aux pires heures de la guerre civile, le Parti pouvait discuter ouvertement des intérêts de la révolution; à présent, tout échange de vues est impossible. Une large catégorie de communistes ne se donne plus la peine de penser, la masse ne connaît les décisions que par des décrets et le mécontentement inexprimé tourne en abcès internes, sous forme de fractions clandestines.

Le Politbureau, poursuit Trotski, en est venu à envisager l'équilibre du budget par le rétablissement de la *vodka* en monopole d'État (eau-de-vie de grains, interdite sous le tsarisme en 1914). La légalisation de l'alcool et de l'alcoolisme présenterait, entre autres, le danger de rendre le budget indépendant des progrès de l'économie nationale comme la hiérarchie des secrétaires devient indépen-



dante du Parti. L'interdiction de discuter même ce projet de malheur est un signe menaçant, corroboré par la révocation d'un rédacteur de la *Pravda* pour le seul crime d'avoir demandé le libre examen du projet.

Dans un autre ordre d'idées, le Politbureau a entrepris d'introduire Staline au Conseil révolutionnaire de Guerre, à des fins étrangères aux considérations militaires. Vorochilov et Lachévitch y ont déjà pris place pour des raisons avouées dans ces paroles de Kouïbychev, adressées à Trotski : « Nous estimons indispensable de vous combattre mais ne pouvons vous traiter ouvertement en ennemi ; c'est pourquoi nous sommes contraints de recourir à de telles méthodes. » Des procédés identiques avaient été employés contre Racovski en Ukraine.

En conclusion, Trotski réclame la fin du régime bureaucratique des secrétaires, la restauration de la « démocratie du Parti » dans les limites propres à prévenir une dégénérescence irrémédiable. Pendant un an et demi, dit-il, je me suis abstenu sans résultat de transporter hors du Comité central la lutte qui s'y livre : « J'estime maintenant non seulement de mon droit, mais de mon devoir, de dire ce qui est à tout membre du Parti suffisamment préparé, mûr, conscient, et par conséquent susceptible d'aider le Parti à sortir de l'impasse sans convulsions ni secousses. »

A ce réquisitoire, le Politbureau se sentit obligé de donner la réplique. Dans un document secret comme le précédent, il impute à Trotski le mobile de prétendre à la « dictature économique et militaire », lui reproche d'avoir décliné une offre de Lénine de devenir son suppléant au Conseil des Commissaires, de ne plus paraître aux séances de cet organisme ni au Conseil du Travail et de la Défense, de ne jamais prendre d'initiative dans le domaine économique, financier ou budgétaire, de se conduire en suivant la formule « tout ou rien » et de se refuser à travailler pour l'économie, quitte à critiquer par système le Comité central. Eludant les arguments de son contradicteur, le Politbureau rappelle d'anciens désaccords entre Lénine et Trotski, puis accuse celui-ci d'imprudence constante en politique extérieure, d'actes inconsidérés risquant de précipiter un conflit armé tantôt avec la Pologne, tantôt avec l'Angleterre...

Le 24 octobre, Trotski envoie sa contre-réponse. Il évoque les dissentiments surgis au cours d'une année entre Lénine et ceux qui veulent en exploiter le nom prestigieux, notamment à propos

du monopole du commerce extérieur, de la question nationale, de l'Inspection ouvrière et paysanne. Il souligne son entente avec Lénine tant sur ces divers points que sur la question primordiale du plan économique. Se référant à « l'appréciation écrasante » de Lénine sur l'Inspection, autrement dit sur Staline, après l'affaire de Géorgie non moins fâcheuse pour le secrétaire général, il dévoile l'hostilité du Politbureau à la publication et à la teneur du dernier article de Lénine. Le même Kouïbychev qui voulait tirer un exemple unique de la *Pravda* contenant cet article, pour tromper Lénine tout en cachant ses idées au pays, a été mis à la tête de la Commission de contrôle détournée de sa mission, soumise au Secrétariat, à la haute bureaucratie qu'elle devait surveiller...

Le Parti ne savait rien et, dans la suite, ne saura jamais grand'chose de cette controverse épistolaire dont le style prudent cache mal une violence froide, difficilement contenue. De part et d'autre, on ne tenait guère à dissiper les illusions du peuple sur les hommes au pouvoir.

Entre temps, le Comité central reçoit le 15 octobre une lettre signée de quarante-six personnalités connues qui s'expriment dans le sens de Trotski, quelques-unes avec des réserves de détail. La plupart sont d'anciens communistes de gauche mêlés aux représentants de l'opposition dite du *Centralisme démocratique* : Piatakov, Préobrajenski, Sérébriakov, I. Smirnov, Antonov, Ossinski, Boubnov, Sapronov, V. Smirnov, Bogouslavski, Stoukov, Iakovleva, V. Kossior, Rafaïl, Maximovski, et d'autres militants en vue : Biéloborodov, Alski, Mouralov, Rosengoltz, Sosnovski, Voronski, Eugénie Bosch, Drobnis, Eltsine, etc. Racovski et Krestinski, en mission à l'étranger, n'avaient pu signer. Radek se prononça pour l'entente indispensable avec Trotski, dans une lettre à part.

Les quarante-six demandent la convocation d'une conférence spéciale pour prendre les mesures commandées par les circonstances, en attendant un congrès. Radek, au contraire, adjure de résoudre le différend au sein du Politbureau ; partant pour l'Allemagne où la situation économique et politique présageait un ébranlement révolutionnaire prochain, — en conséquence de l'occupation de la Ruhr par l'armée française, de la « résistance passive » allemande et d'une catastrophe monétaire, — il invoque la gravité des événements à l'appui de son opinion.

Mais les perspectives de révolution en Allemagne, escomptées des communistes de tous les pays, créent un nouveau motif de dis-



corde entre bolchéviks. Le parti communiste allemand, subordonné comme toutes les sections communistes nationales au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en principe, devait suivre en pratique les instructions du Politbureau russe qui exerçait l'influence prépondérante à l'Exécutif international et disposait seul des ressources de tout ordre nécessaires au mouvement révolutionnaire. Or, les avis se contredisent au Politbureau. Zinoviev, président de l'Exécutif de l'Internationale, désarmé en l'absence de Lénine, hésite et louvoie, consulte Radek réputé expert, cherche une moyenne entre l'action prématurée et l'attente stérile. Trotski, partisan d'une tactique offensive, conseille de préparer l'insurrection, même d'en fixer la date. Staline, au contraire, pour ses premiers pas dans la politique mondiale, se montre très circonspect. En août, il avait écrit à Zinoviev et Boukharine :

« Les communistes doivent-ils s'efforcer, au stade actuel, de s'emparer du pouvoir sans les social-démocrates, sont-ils déjà mûrs pour cela, tel est à mon avis la question. En prenant le pouvoir, nous avons en Russie comme réserves : a, la paix ; b, la terre aux paysans ; c, l'appui de l'immense majorité de la classe ouvrière ; d, la sympathie des paysans. Les communistes allemands n'ont actuellement rien de tel. Certes, ils ont le voisinage d'un pays soviétique, ce que nous n'avons pas, mais que pouvons-nous leur donner dans le moment présent ? Si maintenant en Allemagne le pouvoir tombe, pour ainsi dire, et que les communistes s'en saisissent, ils s'écrouleront avec fracas. Ceci dans le meilleur des cas. Et au pire, on les mettra en pièces... Certes, les fascistes ne s'endorment pas mais il nous est avantageux qu'ils attaquent les premiers : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes... En outre, selon toutes les données, les fascistes sont faibles en Allemagne. A mon avis, il faut retenir les Allemands et non les stimuler. »

Sur ces entrefaites, la tournure aiguë des conjonctures infirme le point de vue de Staline, les informations secrètes reçues de Berlin convainquent le Politbureau de l'imminence d'une révolution sociale. A la fin de septembre, on hâte les préparatifs en prévision du « nouvel Octobre ». Les communistes allemands demandent à Moscou un chef et le désignent : c'est Trotski. Consternation et dépit de Zinoviev, qui pose et oppose sa candidature. Le Politbureau refuse l'un et l'autre, désigne Radek et Piatakov qui partent à la mi-octobre, en pleine crise interne du bolchévisme.

L'heure n'était pas aux luttes de tendances, ajournées d'un commun accord pour concentrer l'attention sur la nouvelle révolution en marche. Trêve de courte durée qui prit fin avec les espérances déçues de victoire communiste en Allemagne. Le 7 novembre, à l'occasion du sixième anniversaire de la République des Soviets, la Pravda publie un article de Zinoviev qui, au nom des dirigeants et sous la pression de Trotski et des quarante-six, annonce la « démocratie ouvrière » dans le Parti et ouvre une discussion publique. Les communistes avaient la parole.

Après une si longue période de silence, le Parti éprouvait le besoin de s'exprimer mais n'osait, par peur des représailles. La « démocratie ouvrière » dont parle Zinoviev, prescrite dans ses statuts et son programme, dans les décisions de tous ses congrès, notamment du dixième, n'est depuis longtemps que phraséologie trompeuse. Rien ne permet de croire à un changement réel. Hors les rangs communistes, personne ne s'intéresse à une démocratie réservée aux privilégiés, en minorité infime. A cette époque, le Parti ne compte que 351 000 membres, tous fonctionnaires à l'exception de 54 000 ouvriers d'ailleurs favorisés au travail. (De plus, 93 000 stagiaires et, à côté, les Jeunesses communistes). La discussion commença sans entrain. On eut du mal à surmonter l'inertie et la méfiance, à obtenir les premiers articles dont le sens tenait dans la formule : « Mieux vaut tard que jamais. » Des interventions de Préobrajenski et Sapronov donnèrent enfin le branle aux polémiques ; une opposition de gauche aux contours vagues se dessinait contre la « dictature du triumvirat ».

Parallèlement, le Politbureau délibère pour réaliser une entente à la direction et, le 5 décembre, adopte une résolution accordant satisfaction à Trotski, sur le papier. Par ce document, il confirme l'excellence de la nep en même temps que les conclusions de Trotski au douzième Congrès sur « le Gosplan, état-major de l'État socialiste », la concentration de l'industrie, la rationalisation générale. Il condamne « l'extrême inégalité matérielle » des communistes, « le luxe » des uns, « l'étroitesse bureaucratique » des autres, « la démoralisation » des militants embourgeoisés, « la bureaucratisation » de l'appareil du Parti. Il promet aux communistes la démocratie, le droit de critique, la liberté d'examen, l'électivité de leurs fonctionnaires, représentants et comités. En deux mots, c'est le « cours nouveau » exigé par Trotski et les quarante-six dans l'intention de l'imprimer successivement à leur parti, aux syndicats,



aux Soviëts, donc à l'avantage de toute la population laborieuse.

Il était temps encore d'orienter la révolution vers une démocratie soviétique, relative, certes, mais authentique. Si la déviation bureaucratique-militaire du régime, produit de guerre civile acharnée dans un immense pays inculte, avait duré au delà de ses conditions originelles, nulle force humaine, à vrai dire, n'eût été capable de l'arrêter net. Les circonstances de temps historique et de milieu social atténuent sans conteste la responsabilité des individus à cet égard. Cependant, trois ans de paix avec l'extérieur, deux ans de détente à l'intérieur permettaient d'aborder une étape nouvelle. L'opposition démocratique le comprenait et y tendait avec ardeur. La *troïka* faisait mine de comprendre, avec des restrictions mentales bientôt explicites. La majorité mal informée approuvait à la fois l'une et l'autre sans discerner exactement les divergences. Mais à coup sûr, la conscience et l'énergie collectives du Parti pouvaient seules réaliser le *cours nouveau*; une poignée d'hommes de bonne volonté serait impuissante contre le conservatisme naturel à l'appareil. A défaut de cet effort unanime, les traits spécifiques de la vieille Russie devaient s'imposer tôt ou tard sous des aspects rajeunis, de par la logique de tout système autocratique implanté sur le même terrain sauvage.

De toute évidence, le *cours nouveau* ne serait pas l'œuvre d'un jour. Il s'agissait de préparer le Parti à reprendre en mains son propre sort avec l'avenir de la révolution, de l'engager dans la voie d'une transformation profonde dont les autres institutions soviétiques subiraient l'effet. Les initiateurs avaient à remplir, sous ce rapport, un rôle capital, à se faire les agents d'exécution vigilants et actifs de la résolution prometteuse du Politbureau, à rééduquer dans le travail quotidien les membres engourdis de l'organisme bureaucraté. Mais au lieu de l'entendre ainsi, la nouvelle opposition crut opportun d'exiger d'emblée du Parti la rénovation radicale de son armature, l'élection ou la réélection immédiates de tous ses fonctionnaires. Craignant qu'il en soit de la démocratie entrevue comme des déceptions antérieures, elle voulait la garantie d'une immolation de l'appareil.

Par cette maladresse tactique initiale, l'opposition guidée par Préobrajenski et Sapronov était battue d'avance. L'appareil menacé en bloc se sentit en état de légitime défense et riposta sans épargner rien ni personne. Après un calme plat, la discussion

prit une allure orageuse, embrasant les 30 000 « cellules », les innombrables « rayons », les multiples comités, les instances variées du Parti. La *Pravda* publia jusqu'à trente colonnes par jour d'un choix arbitraire d'articles, de motions, de comptes rendus, pour déformer les vues de la gauche, en dénaturer les desseins et répandre à son propos des informations inexactes ou tendancieuses sans lui permettre de démentir, de réfuter, de s'expliquer. Lutte inégale entre les détenteurs de la machine à faire l'opinion et quelques militants désarmés, et dont l'issue n'était pas douteuse. A l'instant où semblent prévaloir leurs idées, les « oppositionnaires » impatients se vouent au sort de leurs devanciers par manque de tact politique et incapacité manœuvrière.

Trotski, malade depuis le début de novembre, ne prenait pas directement part aux débats. A l'exception d'un petit nombre d'initiés, on le tient encore pour solidaire du Politbureau, du Comité central. Après un article très prudent : *Idées sur le Parti*, à l'occasion d'un anniversaire, il se borne à publier une étude : *Sur le fonctionnarisme dans l'armée et ailleurs*, puis une autre : *Sur la liaison entre la ville et la campagne*, dans l'esprit de ses interventions précédentes au Comité central mais dont les sous-entendus sont intelligibles au grand public. Soudain, il juge nécessaire de se prononcer plus franchement et, sans se départir d'une réserve toute diplomatique ni approuver carrément l'opposition, écrit le 8 décembre une lettre à l'assemblée des militants de Moscou, reproduite deux jours plus tard dans la *Pravda*.

Sous le titre : *Cours nouveau*, il y commente la résolution adoptée sous son inspiration le 5 décembre, en précisant ses vues sur le danger bureaucratique et l'éventualité d'une dégénérescence de la « vieille garde » du bolchévisme. Contre ceux qui espèrent « enterrer » une fois de plus la démocratie ouvrière, il préconise le remplacement des « bureaucrates momifiés » et convie la jeune génération à s'affranchir de l'obéissance passive, de la servilité, de l'arri-visme : « Le *cours nouveau* doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne désormais n'osera plus terroriser le Parti. »

C'est alors un « tournant » brusque dans la discussion. L'attention se dirige vers Trotski dont l'attitude apparaît différente de l'opinion communément admise : malgré les précautions de style, sa lettre confirme la thèse des mécontents. La *troïka* prend peur devant ce concours implicite apporté à l'opposition de gauche et,



l'interprétant comme une menace à son endroit, saisit l'occasion de discréditer le principal adversaire. Staline donne le signal inattendu des attaques personnelles contre Trotski. Celui-ci obtenait précisément ce qu'il eût voulu éviter à tout prix : une lutte déclarée autour de l'héritage de Lénine.

\*  
\* \*

Au cours des controverses publiques, Staline avait fait le 2 décembre un rapport devant « l'assemblée élargie du comité de rayon, des organisateurs de groupes, des membres du club de discussion et des bureaux des cellules du rayon de Krasnaïa Presnia » (petits fonctionnaires du Parti ou candidats à des fonctions permanentes) dans sa manière déjà caractérisée d'instituteur primaire, à la portée d'un auditoire infantile. Pour plus de clarté et de simplicité, et aussi afin de ne rien omettre, il procède posément par énumération des idées ou des arguments empruntés à droite et à gauche, sans craindre les répétitions les plus fastidieuses ni les truismes les moins contestables. En l'occurrence, il dénombre cinq causes des « défauts de la vie intérieure du Parti » et les énonce une à une : première cause, deuxième cause, etc., jusqu'à la cinquième. Puis c'est la série des remèdes, au nombre de huit, qu'il déroule sans se presser : premièrement, deuxièmement, etc., jusqu'au huitième. A son ordinaire, il a soin de se placer à égale distance entre les extrêmes et récite avec application sa leçon bien apprise, que des subordonnés devront répéter à leur tour devant les inférieurs. A la fin, il se montre courtois, déférent même, vis-à-vis de Trotski dont le nom a été prononcé dans la presse par un contradicteur. Son rapport n'est qu'une paraphrase anticipée des idées générales de la résolution du Politbureau, votée trois jours plus tard.

Mais après la lettre de Trotski, le ton change. Le 15 décembre, la *Pravda* publie un article de Staline où les leaders de la gauche sont pris à partie, en termes d'ailleurs obscurs, plutôt sous forme d'insinuations : « Du côté de l'opposition, nous voyons des camarades comme Biéloborodov, dont le *démocratisme* reste jusqu'à présent inoubliable parmi les ouvriers de Rostov ; Rosengoltz, dont le *démocratisme* a mis longtemps en émoi le bassin du Donetz ; Alski, dont le *démocratisme* est partout connu, etc. » Il y accuse, somme toute, les nouveaux champions de la démocratie ouvrière de n'être pas plus démocrates que lui dans leur activité courante. Quant à Trotski, il en évoque le passé non-orthodoxe, avec des

sous-entendus à prétentions ironiques. Rappel insolite, qui n'offrait guère d'intérêt en soi et ne semble pas, *a posteriori*, particulièrement agressif. Mais dans l'atmosphère de l'époque, c'est pour l'appareil l'indication d'une cible et l'autorisation de frapper. Désormais, Trotski ne sera plus intangible à l'égal de Lénine et les fonctionnaires soucieux de leur avancement sauront ce qui leur reste à faire. Dans la coulisse, on pourra plus à l'aise dénigrer sous main le grand chef d'hier et chuchoter les allusions au bonapartisme.

La *troïka* ne se sent pas encore de force à affronter Trotski à visage découvert. Elle s'élargit en *semiorka*, comité secret de sept membres, pour mener ses opérations, en s'adjoignant Kalinine, Tomski et Rykov, du Politbureau, plus Kouïbychev. Elle a ses agents, ses émissaires, ses auxiliaires, son chiffre pour la correspondance, sa propre discipline de fraction. Elle dispose des ressources considérables de l'Etat, de tous les moyens de persuasion, de pression, d'intimidation et de corruption. Dépourvue des supériorités intellectuelles de ses adversaires, elle a en compensation sa longue expérience des luttes intestines et ne s'embarrasse d'aucun scrupule pour atteindre ses fins. Staline tient les fils de la conspiration.

Contre une coterie aussi redoutable, décidée à se maintenir en place coûte que coûte, l'opposition représente une tendance indécise, sans cohésion ni esprit de suite. Bien loin de constituer une « fraction » comme on l'en accusait injustement, elle se manifeste en ordre dispersé, souvent au hasard des occasions et des péripéties, incapable de se tracer une ligne de conduite conséquente. Réduits à l'initiative individuelle, ses porte-parole se contrediront entre eux et parfois se désavoueront sans y prendre garde. Au lieu de s'en tenir à la démocratie d'actualité, revendication conforme à la fois aux aspirations des travailleurs et aux principes du communisme, seul mot d'ordre susceptible de tenir alors en éveil la conscience critique du Parti, Piatakov, Préobrajenski et I. Smirnov s'avisent de faire diversion en traitant des problèmes les plus ardu de la finance et de l'industrie. Ossinski défend sur le même terrain d'autres conceptions. Radek se livre pour son propre compte à des improvisations plus ou moins habiles de journalisme verbal. Sapronov et ses compagnons du *Centralisme démocratique* bataillent de leur côté avec ardeur et sans calcul. Chliapnikov réapparaît, en désaccord avec tous, au nom de l'ancienne *Opposition ouvrière*.



Quant à Trotski, alité, il a commis la faute irréparable de s'exposer aux coups sans être à même de les rendre et, par sa position ambiguë, de subir tous les inconvénients du combat sans pouvoir en espérer le moindre avantage pour la cause à défendre.

Avec de tels adversaires, la *troïka* remporte une victoire trop facile. Elle sait acheter les moins fermes, comme Boubnov, et punir les plus maladroits, comme Antonov, en nommant l'un au poste de l'autre, à la tête du département d'éducation politique de l'armée. D'aucuns seront neutralisés par un jeu adroit de nominations et de sanctions, voire de promesses et de menaces. Le reste est submergé sous le loyalisme moutonnier de la bureaucratie intéressée. Dans le réseau complexe des réunions de « bureaux de cellules », des « comités élargis de rayons », des « conférences de militants responsables », etc., la prédominance des fonctionnaires assujettis au Secrétariat est automatique. L'opinion ouvrière, déjà faussée dans les votes à mains levées par le danger du chômage suspendu sur les opposants, ne filtre guère à travers les six degrés d'organisation du Parti : cellule, rayon, localité, province, république, Union soviétique, étagés sous le Comité central, septième échelon du système...

En définitive, il n'importait à la *troïka* que de diminuer celui qui la dépassait de plusieurs têtes par le prestige, de le déconsidérer assez pour atténuer en apparence une disproportion flagrante entre les membres du Politbureau. Pour cela, il suffisait d'un prétexte et Trotski l'avait offert comme exprès avec sa lettre réticente sur le *Cours nouveau*, qui en dit trop ou pas assez. Trop, pour un dirigeant co-responsable du régime et solidaire par son vote d'une résolution officielle toute récente ; pas assez, pour un opposant décidé à rétablir des vérités méconnues et à ranimer un mouvement assoupi. Trop, pour désarmer les maîtres ; pas assez, pour armer les sujets.

La polémique de Staline fit cependant très pénible impression dans l'opinion publique soviétiste. Aucun révolutionnaire sérieux n'admettait la suspicion jetée sur la plus éminente personnalité de la révolution, en l'absence de Lénine. La *troïka* sentit passer le vent d'une réprobation générale et, prompte à la manœuvre, se hâta d'apaiser l'inquiétude.

Le 18 décembre, la *Pravda* publiait une décision rassurante du Politbureau, justifiant brièvement Staline et affirmant sans ambages : « ...Le Politbureau signale comme inventions malveillantes



le Parti de ses cadres et de sa direction sans parvenir à les désolidariser en fait. L'État bureaucratique et le Parti bureaucratisé étant confondus et le monopole communiste du pouvoir proclamé inviolable, la réforme du régime n'était possible que dans le lent processus de l'évolution ou par les procédés rapides de la révolution : l'opposition ne sut opter ni pour ceci, ni pour cela. Seule à observer la fiction constitutionnelle du Parti ouvertement bafouée par la majorité, elle voulait faire vite sans coup de force, c'est-à-dire en respectant les formes sous lesquelles on devait l'écraser.

Trotsky, principal responsable, ne pouvait ignorer de quoi ses adversaires alertés seraient capables. Il avait eu affaire à eux en pareille circonstance quand Lénine était là pour s'interposer et empêcher le pire. Il connaissait Staline par expérience depuis la guerre civile, puis dans un contact personnel constant au Politbureau, et de plus longue date les deux autres tiers de la *troïka* mêlés aux aigres disputes de l'émigration. Avant la guerre de 1914, il discernait fort bien chez les bolchéviks des « côtés négatifs » ainsi définis par lui : « Formalisme idéologique, rigorisme de procureur, méfiance policière envers l'évolution historique, égoïsme et conservatisme de groupement », — défauts hypertrophiés après la conquête du pouvoir et la transformation du Parti en armature de l'État. Il savait qu'avec l'effacement de Lénine, le bolchévisme perdrait sa plus haute faculté d'auto-critique, source de pensée vivifiante qui atténuait et compensait en une certaine mesure les tares originelles.

Or, à l'heure qu'il a cru décisive, il agit pour redresser le Parti sans tenir compte de l'état des choses et de l'état d'esprit des hommes, comme si ce parti répondait strictement à sa définition principielle et statutaire, et ses dirigeants au *fair play* implicite. Il renouvelle en l'aggravant son erreur tactique de la discussion syndicale de 1921 par une façon maladroite de poser indirectement la question du pouvoir avant toute possibilité de la résoudre, stimulant l'hostilité de ses rivaux sans rien avoir à y gagner. Après s'être prêté à la mise en scène de l'unanimité au « sommet », puis aux plus rudes moyens de l'imposer dans les rangs, il donne tout à coup l'impression de la rompre et n'est pas même en mesure d'entreprendre la lutte. On ne sache pas qu'il se soit opposé naguère à l'arrestation arbitraire de Bogdanov (resté hors du Parti depuis sa rupture avec Lénine et consacré depuis à des travaux scientifiques), emprisonné après les grèves de 1923 sur un simple soupçon de connivence avec la



*Vérité ouvrière.* Quoi qu'il en fût, il s'est associé à la répression brutale des menées de cette fraction dissidente et du *Groupe ouvrier*. Maintenant, il repousse les méthodes de police et réclame l'assainissement du Parti par la démocratie. Ayant obtenu satisfaction au Politbureau, du moins en théorie, il semble passer à l'offensive contre ses collègues, peut-être pour ne pas laisser livrée à elle-même l'opposition qu'il a inspirée et n'a su ni retenir, ni guider. Mais si sa lettre publique donne des arguments à ses partisans, elle fournit aussi à la *troïka* des armes contre lui et surtout un excellent prétexte. L'inévitable riposte le met en posture d'accusé. Au nom de l'intérêt du Parti, il décline de répondre à la campagne de diffamation fomentée par Staline. Mais il écrit pendant trois articles pour préciser le sens de son intervention et, à la veille de la conférence de janvier, rassemble le tout en brochure sous le titre : *Cours nouveau*, avec quelques chapitres additionnels. De cette manière irrésolue, il perd même le bénéfice du silence et, par l'élévation des idées, la subtilité des allusions, la discrétion de la polémique, se fait entendre seulement d'une élite dont le poids est insignifiant dans la balance bureaucratique ; au surplus, la brochure tirée à petit nombre sera vite introuvable, par les soins de Staline. Après quoi, sur le conseil du médecin, il part pour le Caucase...

Sur cette ligne de conduite déconcertante, il a lui-même produit dans ses mémoires un témoignage précieux tiré du journal manuscrit de N. Sédova, sa femme. Trotski, écrit-elle, « était seul, malade et luttait contre tous. Du fait de sa maladie, les séances se tenaient dans notre logis ; j'étais dans la chambre voisine et entendais ses interventions. Il parlait de tout son être, perdant, semblait-il, à chaque discours, une partie de ses forces, tant il s'y livrait « avec son sang ». Et en retour, j'entendais de froides réponses indifférentes. Tout était décidé d'avance. Pourquoi se seraient-ils émus ? Après chaque séance de cette sorte, Léon Davidovitch faisait de la température, il sortait du cabinet trempé jusqu'aux os... »

Ainsi Trotski s'épuise en excès d'éloquence devant un auditoire de six personnes dont il ne peut espérer qu'une animosité implacable. Pendant ce temps, on le discrédite activement dans la sphère du Parti. Rien ne saurait mieux montrer que l'intelligence, la culture, le talent multiple, la puissance du tempérament, la dignité de caractère ne font pas encore un grand politique. Si exceptionnellement doué fût-il, le Trotski de la révolution d'Octobre et de

la guerre civile n'avait donné sa pleine mesure d'homme d'action qu'au contact d'un Lénine.

Staline, « pourvu de toute l'astuce qui manque à Trotski », note Max Eastman, — l'écrivain communiste américain, historiographe scrupuleux de cette crise, — entre alors dans la phase décisive de sa terne carrière. Capter l'héritage d'Octobre n'exige pas les qualités qui furent nécessaires à Lénine et Trotski pour le constituer. La question ne se pose nullement de prendre la place d'un homme irremplaçable car l'éminence de Lénine tient à son cerveau, non à ses titres. Il ne s'agit que d'avoir au Politbureau le dernier mot pour disposer du Comité central, lequel peut composer à son gré les congrès du Parti. Staline y parviendra sans peine en groupant contre Trotski une sorte de syndicat des « vieux bolchéviks » moyens dont il s'efforce d'exprimer l'opinion moyenne, dont il affecte de se faire le fidèle instrument. Le Politbureau siège d'habitude une fois par semaine et laisse au Secrétariat, d'une activité quotidienne, une certaine marge d'initiative et d'interprétation. Pour l'instant, Staline n'en demande pas davantage.

A la Conférence de janvier 1924, où l'opposition n'eut pas la sagesse élémentaire de s'abstenir de paraître et se vit restreinte à trois délégués ayant voix délibérative, Staline joue un des premiers rôles. Dans son rapport sur la « construction du Parti », il reproche à Trotski absent « six fautes sérieuses » et les détaille avec de longs commentaires. « Première faute » : publier sa lettre sur le *cours nouveau* après l'adoption de la résolution officielle. « Deuxième faute » : prendre une position équivoque. « Troisième faute » : opposer au Parti son appareil. « Quatrième faute » : dresser contre les vieux cadres la jeune génération et les soupçonner de dégénérescence. « Cinquième faute » : apprécier la jeunesse des écoles comme « le plus sûr baromètre » du Parti. « Sixième faute » : vouloir la liberté de groupement à l'intérieur du Parti. Aux opposants qui ont invoqué une décision explicite du dixième Congrès pour la démocratie, il réplique en citant un « point secret » de cette décision prévoyant l'exclusion des indisciplinés dans certains cas d'insoumission.

Toutefois, il observe des égards envers « le camarade Trotski, que je ne mettrai certes pas une seule minute sur le même plan que les menchéviks », mais sans cesser de le décrier. Dans son discours de conclusion, il affirme : « Nous avons pris toutes les mesures pour assurer un travail amical avec Trotski, bien que je doive dire que cette affaire soit loin d'être des plus faciles. »



siers des religions fétichistes, modernisés par les procédés de la réclame la plus triviale. La presse entreprend de susciter une mystique factice, d'élaborer un culte de circonstance pour y soumettre la foule ignorante qu'elle aurait pour mission d'éclairer. Embaumé comme un pharaon, le corps du grand révolutionnaire matérialiste sert à d'interminables cérémonies spectaculaires, exposé en permanence à la curiosité publique éveillée, attisée, alimentée par tous les moyens, captée et canalisée en défilé quasi perpétuel. Un sanctuaire consacré, devant le mur du Kremlin, l'outrage inconscient des léninistes à la mémoire de Lénine. On y attire les curieux, on y mène les travailleurs en service commandé, on y traînera les enfants, en attendant la procession infinie des paysans superstitieux mêlés de touristes incrédules...

La tombe de Karl Marx, au cimetière de Highgate, consiste en une simple pierre. La dépouille d'Engels fut incinérée, l'urne contenant ses cendres jetée dans la mer du Nord. Mais au xx<sup>e</sup> siècle, dans le seul pays dont le régime se réclamât du *Manifeste communiste*, un cadavre illustre sera exhibé en grande pompe dans un monument sépulcral inspiré du mausolée de Tamerlan. Contraste significatif et pas seulement dans les aspects extérieurs, car à la conservation balsamique des restes de Lénine correspond dans l'Internationale Communiste la momification de l'œuvre de son fondateur, le figement de sa pensée incomprise de ceux qui s'en prétendaient héritiers naturels et détenteurs patentés sans être capables même de comprendre la parole antique : « Les grands hommes ont l'univers entier pour tombeau. »

Ce n'était pas assez que Lénine eût été un héros, un surhomme, un génie ; les triumvirs de la *troïka* en font une espèce de dieu dont ils aspirent à passer pour les prophètes. En le divinisant, ils préparent leur propre béatification future. A les en croire, Lénine a tout su, tout vu, tout prévu, tout dit, tout prédit. Son portrait en pied ou en buste, de face et de profil, modelé en statuette, frappé en médailles, coulé en insignes, tissé en mouchoirs, imprimé, gravé, embouti, brodé, reproduit à millions d'exemplaires, supprime les icônes dans une concurrence d'orthodoxies rivales. La même effigie revient en obsession sur les murs, dans les gares, aux devantures d'épicerie et se multiplie sur la vaisselle, les cendriers, les paquets de cigarettes, les moindres objets usuels. Une imagerie pieuse inesthétique illustre en noir et en couleurs une indigeste littérature ampoulée qui déborde en prose et en vers. Les *Isvestia* publient



La valeur intellectuelle d'un pareil langage dispense de rapporter les propos analogues tenus sur un même diapason par de moindres personnages. Sous la Révolution française, après l'assassinat de Marat, la chronique enregistra aussi nombre d'extravagances. Il y eut un pétitionnaire, à la barre de la Convention, pour proposer : « Que le corps de Marat soit embaumé et porté dans tous les départements... Que toute la terre voie les restes de ce grand homme ! » ; un orateur aux Cordeliers pour entamer un cantique : « Cœur de Jésus, cœur de Marat ! » ; des apologistes pour attribuer un peu partout le nom de l'*Ami du peuple*, appeler par exemple Montmartre Mont-Marat. Mais c'était la traduction naïve d'une explosion spontanée d'émotion populaire, non le calcul cynique des dirigeants, — outre que les sans-culottes ne prétendaient pas au matérialisme historique ni ne citaient le *Capital*. Et il se trouva en même temps un Robespierre pour regretter qu'on s'occupât « d'hyperboles outrées, de figures ridicules et vides de sens, au lieu de songer aux remèdes exigés par la situation du pays » et s'opposer à la panthéonisation de Marat, lequel avait d'ailleurs protesté d'avance « contre ce sanglant affront » et pris la précaution d'écrire : « J'aimerais cent fois mieux ne jamais mourir que d'avoir à redouter un aussi cruel outrage ». Il y eut un David pour déclarer à la Convention : « Sa sépulture aura la simplicité convenable à un républicain incorruptible, mort dans une honorable indigence » ; un Hébert pour dire aux Jacobins : « Il est des hommes qui voudraient faire croire que nous voulons substituer un culte à un autre. Ils font des processions et des cérémonies religieuses pour Marat comme on en faisait pour les saints. Déjà nous avons empêché cette profanation, continuons une surveillance rigoureuse... »

En Russie soviétique, *Kroupskaïa* seule eut assez de conscience et de vraie fidélité à l'esprit de Lénine pour inciter à plus de retenue les sectateurs de la foi léniniste : « ... Ne laissez pas votre tristesse au sujet d'Iliitch s'exprimer en vénération extérieure de sa personnalité. Ne lui élevez pas de monuments, de palais à son nom, n'organisez pas de cérémonies pompeuses à sa mémoire, etc. De son vivant, il accordait si peu d'intérêt à tout cela, qui lui pesait. Rappelez-vous combien il y a encore de misère et de désordre dans notre pays. Si vous voulez honorer le nom de Vladimir Iliitch, créez des crèches, des jardins d'enfants, des maisons, des écoles, des bibliothèques, des ambulances, des hôpitaux, des asiles, etc., et surtout réalisez dans la vie ses enseignements. » Mais cette voix digne et

timide n'était pas écoutée, dans le tumulte de l'adoration officielle. Le Congrès des Soviets décida d'ériger six monuments, pour commencer... Riazanov, naguère ironique envers « ceux qui maintenant veulent transformer la Place Rouge de Moscou en un cimetière, avec des monuments funéraires par-dessus le marché », n'aurait pu désormais se permettre sans risque une telle allusion. La *Société des vieux bolchéviks* exprima plus tard sa réprobation des funérailles à grand orchestre et des simagrées idolâtres, réclamant pour les morts cette égalité que la société refuse aux vivants, mais... excepté dans des cas comme celui de Lénine, admettant ainsi les dérogations opportunes. Trotski s'éleva, lit-on dans ses souvenirs, contre l'érection du scandaleux mausolée, mais pas en public, et personne alors n'en a rien su.

Sans s'en douter, Lénine avait présagé son propre destin en écrivant, des grands révolutionnaires persécutés de leur vivant : « ...Après leur mort, on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une auréole de gloire pour la consolation et la duperie des classes opprimées, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit. » Il ne fallut pas longtemps à ses héritiers pour tomber à leur tour sous le coup de cette appréciation clairvoyante. Et ce n'est pas en vain qu'ils ressentirent le besoin d'un nouveau terme pour désigner le système de croyance alors substitué au bolchévisme traditionnel déjà décadent.

A cette date, le léninisme fut proclamé idéologie légale exclusive de l'État soviétique. On appelait auparavant léninistes les partisans de Lénine, lequel professait strictement le marxisme en théorie et n'eût pas toléré dans son parti d'autre doctrine, — ce que d'ailleurs Marx a réprouvé d'avance en disant qu'il n'était pas marxiste. Désormais, le léninisme sera la rigoureuse observance rétrospective et formelle de l'œuvre léninienne imprimée, valable ou caduque, obscure ou contradictoire, Bible nouvelle découpée en versets comme s'il s'y trouvait autant de réponses définitives à toutes les questions posées par l'histoire.

Selon la conception de Staline, les communistes du monde entier, dans le présent et dans l'avenir, n'ont plus qu'à répéter d'immuables sentences axiomatiques apprises par cœur (plus ou moins correctement interprétées par des exégètes attitrés) pour s'épargner la peine de penser, d'étudier, de comprendre et se garder de toute



« déviation ». Le plus innocent propos, le moindre mot fortuit échappé au grand homme devint parole d'Évangile, à citer en exergue. Un Institut spécial de léninologie reçut mission de déchiffrer les plus insignifiants bouts de papier griffonnés par Lénine, et que celui-ci eût jetés au feu, de recueillir et scruter ses miettes les plus infimes. D'instinct, les léninistes cultivaient la lettre pour mieux étouffer l'esprit.

Combien de fois Lénine n'avait-il pas déclaré : « Nous nous sommes trompés », et reconnu ses fautes, afin de refouler la *com-vantardise* et tenir en honneur la saine critique de soi-même, au moins dans les rangs du Parti? Au dernier congrès communiste, Ossinski put observer sans faire crier au sacrilège qu'il arrivait à Lénine de s'abuser, — réflexion indiquant déjà l'opportunité d'une réaction contre le psittacisme stérile. « Nous ne voulons pas exclure la possibilité d'une erreur de Lénine » (*sic*), avait dit aussi Zinoviev dans son rapport du mois précédent. On forgea pourtant le mythe de l'infaillibilité léninienne, moins pour révéler Lénine que pour couvrir *a priori* la politique hasardeuse de ses successeurs. Avec une citation, rarement topique ou pertinente, Staline et l'appareil auront réponse à tout. Argument décisif en réserve, pour les mécréants et les incrédules : la Guépéou.

Entre l'ancien bolchévisme et le nouveau léninisme, il n'y eut pas solution de continuité, à proprement parler. La mort de Lénine précipita une évolution antérieure, achevant de mûrir les phénomènes apparus en germe pendant la guerre civile. Dans la technique et l'organisation du Parti, bien des particularités russes tendaient depuis longtemps à l'emporter sur les notions empruntées au socialisme occidental. Dans les mœurs, le passé moscovite devenait présent soviétique, parfois sous des aspects invraisemblables. Six années de révolution n'avaient inculqué à la société bouleversée ni respect de la personne humaine, ni sentiment de la responsabilité individuelle, ni conscience des droits et des devoirs du citoyen. Au contraire, bien des bolchéviks frottés de mentalité européenne avant Octobre se trouveront « russifiés » après Cronstadt, imprégnés de psychologie spécifique au pays où sévissaient naguère, selon le raccourci de Gorki, « l'arbitraire absolu, l'asservissement de l'homme, le mensonge cynique, la cruauté bestiale ». Une sociologie rudimentaire et mal digérée, peu à peu réduite à des schèmes simplistes, ne résistait pas aux habitudes invétérées d'un milieu en retard de plus d'un siècle sur l'évolution du monde civilisé, et où

quelque progrès industriel accéléré, par endroits, contrastait avec des survivances médiévales.

Encore du vivant de Lénine, le mélange d'une contrefaçon de marxisme avec l'originalité locale avait donné maints produits bizarres : ainsi l'espèce d'alchimie sociale suivant laquelle le Parti croyait élever son niveau en dosant des pourcentages d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels ; ainsi le préjugé léniniste d'un péché originel de nouveau genre, imputant à crime aux individus le hasard de leur naissance non-plébéienne ; ainsi la façon de conduire les travailleurs en « démonstrations » publiques sans daigner leur en révéler le motif, de les traiter en troupeaux encadrés de surveillants sous menace de sanctions en cas d'évasion, et de leur dicter régulièrement, en guise de « mots d'ordre » d'actualité, des formules stéréotypées d'acclamation ou de vitupération tout au long d'une colonne de journal. Autant d'exemples permettant de discerner l'ignorance paysanne tenace sous la lourde phraséologie à prétention détiniste.

Le bolchévisme, simplification russe du marxisme appropriée à un vaste pays rural aux classes bien tranchées, répondait aux nécessités de temps et de lieu pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Après la victoire d'Octobre, Lénine dut l'expurger graduellement de son programme initial, sous la pression des circonstances, et en abandonner à titre provisoire plus précisément l'idéologie démocratique empruntée à Marx. Un schématisme outrancier, tenant surtout à l'étroitesse et à l'inculture des disciples, en fit une déformation souvent caricaturale. Le léninisme représentera une version encore étriquée du bolchévisme post-révolutionnaire appauvri, une nouvelle phase de recul sur le marxisme authentique dont il retient la « paille des mots » en perdant le « grain des choses », pour devenir enfin une théologie complexe avec sa dogmatique, sa mystique et sa scolastique.

Staline s'en institua le premier auteur classique, avec sa brochure : *Fondements du léninisme*, recueil de conférences lues aux « étudiants rouges » de l'Université communiste Sverdlov, au début d'avril 1924. Dans cette laborieuse compilation où des phrases démarquées alternent avec les citations, on cherche en vain la pensée critique de Lénine. Tout ce qui est vivant, relatif, conditionnel et dialectique dans l'œuvre mise à contribution devient passif, absolu, affirmatif, impératif et catégorique dans ce manuel à usage de catéchisme, d'ailleurs parsemé de contresens. Sous une autre signa-



ture, le morne opuscule eût passé inaperçu parmi beaucoup d'autres. Mais en tant que secrétaire du Parti, Staline avait pouvoir d'en rendre la lecture obligatoire aux prosélytes, soumis à des épurations périodiques et tenus de suivre des cours élémentaires de doctrine pour y apprendre par cœur des aphorismes intangibles. Plus de deux cent mille ouvriers, illettrés politiques en grande majorité, ayant été admis en bloc dans les rangs communistes pour en « améliorer la composition sociale », à la faveur du deuil populaire, les leçons de Staline devaient servir à leur éducation. « Alliance de l'envolée révolutionnaire russe avec l'esprit pratique américain », — tel est selon la conclusion du professeur de léninisme le « style de travail » de Lénine et qui doit former le « type achevé » du léniniste.

Dans son chapitre final, Staline ne peut se retenir de porter un coup à Trotski, auquel il a déjà fait une allusion désobligeante sous le prétexte caduc de la « révolution permanente ». C'est pour tourner en dérision les projets de Trotski sur le Plan d'État : « Qui ne connaît la maladie de la construction « révolutionnaire » et de la plano-création « révolutionnaire » dont la source est une foi dans la force des décrets capables de tout organiser et de tout arranger? » Peut-être avait-il oublié la lettre où Lénine approuve « l'idée saine » de Trotski sur le Gosplan, peut-être feignait-il de l'ignorer pour les besoins de sa polémique sous-entendue. Quoi qu'il en soit, une hostilité vigilante envers Trotski perce entre les lignes, décelant l'intention de ne pas désarmer.

\* \*

A son retour du Caucase, Trotski n'avait rien perdu de son prestige, hors du Parti. Au contraire, le conflit entre dirigeants lui vaut plutôt un surcroît de considération où entrent des sentiments très divers. Attente d'une indéfinissable détente, aspirations vers plus de bien-être, désirs de changement, besoins de liberté, — tout se condense en un vague espoir dont il devient malgré soi l'incarnation. Des vivats l'accueillent aux réunions, sans confusion possible avec les ovations de commande réservées aux « officiels ». La jeunesse d'avant-garde, comme imperméable aux chicanes des puissants, salue en lui simplement *the best man*, en dépit des brouillards artificiels suscités pour donner le change.

Mais dans les milieux du Parti, la *troïka* ne s'était pas privée

d'approfondir en son absence les travaux de mine sous sa position et de poursuivre le dénigrement de l'inexistant « trotskisme ». Une publication nouvelle, le *Bolchévik*, éditée spécialement pour combattre Trotski et ses partisans sous des dehors prétendus scientifiques, en d'énormes articles compacts, s'assignait de préserver « la pureté des principes du léninisme », évidemment menacée par tout cerveau pensant, et proclamait dans un premier éditorial batailleur : « Nous étions, sommes et serons de pierre dure. » D'officieuses consignes chuchotées du haut en bas de la hiérarchie des secrétaires suggéraient les façons de faire du zèle aux dépens de l'opposition. Supprimer le nom de Trotski du « *praesidium* d'honneur » d'un meeting, ôter son portrait d'un bureau d'administration, dénoncer à tout propos ses « erreurs » ou « déviations petites-bourgeoises », cela pouvait consolider une situation ou favoriser une carrière. Être suspect de soi-disant trotskisme, c'était s'exposer à perdre tout moyen d'existence, emploi, logis, pain quotidien, dans une époque de chômage intense et de crise aiguë de l'habitation, dans un État où le salarié est plus qu'ailleurs à la merci du pouvoir sous tous les rapports.

Après la mort de Lénine, la sélection à rebours entreprise dans l'appareil par Staline depuis son avènement au Secrétariat prend un tour plus brutal. Les « quarante-six » : réduits au silence par des mesures administratives, en partie dispersés, en partie intimidés, soumis ou ralliés grâce au jeu sans réplique des nominations. Les toutes récentes résolutions sur la démocratie ouvrière : autant de « chiffons de papier » bons pour la poussière des dossiers. Le *cours nouveau* promis : chimère dangereuse, bientôt crime de lèse-bolchévisme. Au Conseil révolutionnaire de Guerre, où ont pris place Unchlikht et Frounzé après Vorochilov, Lachévitch et autres, Staline en personne prépare au vu et au su de tous l'éviction de Trotski. Ce dernier laisse toujours faire sans même tenter de se défendre pour sauvegarder un principe, sans couvrir ses collaborateurs ni essayer de poser clairement les questions devant l'opinion. Son adjoint dans l'armée, Sklianski, relevé inopinément de fonctions, est remplacé par Frounzé. Au nom de la discipline du Parti, Trotski se tait et Piatakov, principal représentant de l'opposition à ses côtés, se fait instrument docile des manœuvres de Staline.

Le treizième Congrès du Parti devait réaliser pleinement l'idéal de la *troïka*, « l'unanimité cent pour cent », du moins en apparence, d'une organisation dite sans rire « monolithique ». Trotski lui-même



n'était pas délégué. Avec quelques autres non-conformistes, il eut seulement voix consultative comme membre d'un organisme central. Cela ne le décida pourtant pas à se tenir à l'écart de ces machinations. Dès la séance d'ouverture, l'assemblée se transporta... au mausolée de Lénine, pour contempler le cadavre après une parade de jeunes « pionniers » (enfants de patronages communistes) astreints à jurer fidélité au « testament de Lénine ». Les adresses de salutations, échanges de congratulations, remises de drapeaux et cadeaux par de pseudo-délégations ouvrières, déjà de tradition, prirent une importance démesurée, ne contribuant pas peu à priver le Congrès de tout caractère délibératif. A la fin, un « ouvrier sans-parti », envoyé de la « fabrique Trotski » comme par hasard, vint adjurer de « protéger la vieille garde du bolchévisme »... Bien que nul spectateur ne fût dupe de tels procédés, l'esprit de corps du Parti interdisait de plaisanter la mise en scène, et l'opposition même respectait les nouveaux rites consacrés pour la première fois avec tant d'ampleur. Quatre mois plus tôt, Riazanov avait pu risquer devant la conférence précédente une allusion aux « *vieux bolchéviks appelés par Lénine vieux imbéciles* » ; c'en est fini dorénavant de semblables irrévérences. Pour combattre sans danger une absurde proposition de transférer de Londres à Moscou les ossements de Karl Marx, le vieux frondeur jugea prudent de faire des allusions flatteuses à Staline.

Tout l'intérêt se concentrait sur Trotski, plus inquiétant par le mutisme que dans ses paroles. Allait-il paraître à la tribune? Intervenir devant cet auditoire aux ordres, ce ne serait pas seulement perdre du temps mais reconnaître la validité d'un simulacre de débat, sanctionner une immense imposture bureaucratique. Après de longues hésitations, Trotski eut la faiblesse de céder aux instances de ses amis maladroits et de s'aventurer dans le guet-apens.

« Accueilli par une tempête d'applaudissements », dit la presse officielle, il tint un langage défensif d'une extrême circonspection, en se retranchant derrière la belle et dérisoire « résolution du 5 décembre », puis en invoquant des textes de ses adversaires pour corroborer les siens. En particulier, Boukharine avait exposé la situation intérieure du Parti en termes exactement conformes aux faits, sans se douter de l'importance des aveux : « ... Dans la plupart des cas, les élections sont devenues de pures formalités ; non seulement les votes se font sans discussion préalable, mais sur la seule question : *Qui est contre?* Et comme on se met dans un mauvais cas

en se prononçant *contre* les autorités, l'affaire est réglée ». Tout le témoignage de Boukharine illustrait l'accusation courante de *dictature sur le Parti*, suite à la dictature sur le prolétariat. L'ayant largement cité, Trotski dut se référer ensuite à Kamenev pour justifier son opinion sur le Plan d'État : « Nous pouvons faire quantité de fautes si nous ne nous fixons pas le but de coordonner par un plan toute notre économie nationale ». Ainsi, grâce à cette figure de rhétorique, la *troïka* était-elle réfutée par un de ses membres, plus spécialement Staline par Kamenev, et Trotski maintenait-il intégralement ses vues avec force précautions de forme.

Mais pour faire passer un discours sans reniement dans cette atmosphère de défiance, il fallait en contre-partie des gages de loyalisme. Trotski crut les donner de deux façons. D'abord en célébrant l'excellence de la démocratie soviétique, à propos de la « levée de Lénine », affiliation récente de 240 000 ouvriers au Parti. Cette levée, à son avis, « rapproche notre parti d'un parti élu ». Or, ne venait-il pas d'établir, texte de Boukharine en mains, l'inanité des élections même dans ce parti privilégié, à plus forte raison alentour? Et pouvait-il ignorer les vrais mobiles de cet élan collectif sous le régime dont il commençait à connaître de près les désavantages? Loin de se déterminer par affinités électives, les nouveaux adhérents allaient « au Parti » par légitime défense, par souci bien naturel de s'assurer du travail, quelque semblant de droits civiques, divers avantages moraux et matériels. Ils n'étaient pas libres de choisir, ni de se comporter autrement. Loin de représenter la fleur de la classe ouvrière, et pour la plupart analphabètes à tous égards, ils n'annonçaient aucune perspective de régénération du Parti en dégénérescence. Leur conversion de fraîche date ne les autorisait guère à la critique, encore moins à l'opposition. Éduqués à coups de mots d'ordre par la hiérarchie des secrétaires intéressée à leur soumission, et dans le pire esprit du léninisme religieux, ces néo-bolchéviks de 1924 ne pouvaient avoir rien de commun avec les idées de Marx ni même avec celles de Lénine. Au reste, « communiste » signifie alors en Russie non plus *adepte du communisme*, mais *membre du Parti*, du parti au pouvoir, du seul parti légal. C'est pourquoi la poussée miraculeuse ne se produisit que sur décision d'ouvrir les portes de ce parti exclusif, pour les refermer sur le nombre voulu de recrues. Staline avait compté devant le Congrès, dans son rapport sur l'organisation, 70 pour 100 d'illettrés politiques dans certaines provinces, 57 pour 100 en moyenne générale, et la « levée



de Lénine » était d'un niveau encore très inférieur. (Quelques jours plus tard, il avouera 60 pour 100 d'illettrés politiques *avant* la levée de Lénine, et 80 pour 100 *après*). Trotski donna pourtant dans l'aberration du Parti « tout à fait à part et au-dessus de tout », au point d'interpréter à contresens le phénomène du dernier recrutement, souscrivant ainsi d'avance aux décisions les plus réactionnaires du « parti élu », instrument de la dictature du triumvirat.

A cela, il ajoute un acte de foi qui parachève sa rétractation implicite de toute notion critique d'un parti : « Personne d'entre nous ne veut ni ne peut avoir raison contre son parti. En définitive, le Parti a toujours raison... On ne peut avoir raison qu'avec et par le Parti car l'histoire n'a pas créé d'autres voies pour réaliser sa raison. Les Anglais ont un dicton historique : *Right or wrong, my country*, — qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays. Nous sommes bien plus fondés historiquement à dire : qu'il ait tort ou raison en certaines questions partielles concrètes, sur certains points, c'est mon parti... Et si le Parti prend une décision que tel ou tel d'entre nous estime injuste, celui-ci dira : juste ou injuste, c'est mon parti, et je supporterai les conséquences de sa décision jusqu'au bout. » Ce raisonnement abstrait revient à donner carte blanche à Staline, maître du Parti par l'Appareil, maître de l'État par le Parti.

Une douzaine environ d'orateurs dûment stylés entreprirent de réfuter Trotski, l'accusant avec monotonie de parlementarisme et de diplomatie, lui reprochant de n'avoir pas dit tout et bien d'autres choses encore. Les 1 164 délégués se fussent peut-être succédé à la tribune pour réciter la même leçon si Kroupskaïa n'eût interrompu la ritournelle. Sans s'accorder avec l'opposition, elle réprouvait les attaques déloyales de la *troïka*, redoutant pour la révolution les conséquences d'une guerre au couteau entre communistes. Aussitôt après la mort de Lénine, elle avait écrit à Trotski pour l'assurer des meilleurs sentiments de « Vladimir Iliitch » et de sa propre affection. Elle intervint au Congrès dans le sens de la majorité mais pour mieux faire comprendre que la comédie avait trop duré. De mauvaise grâce, Staline et Zinoviev se décidèrent à y mettre un terme, non sans déplorer le « socialisme chrétien » de la veuve de Lénine.

Dans son discours de conclusion, Staline réitère tout ce qui a été dit au cours de la discussion épuisée. Il compte quatre « questions » sur lesquelles l'opposition a eu tort, plus trois « erreurs de principe » de Trotski. Au passage, il rétorque aisément la thèse de l'infailibilité finale du Parti : « Le Parti, dit le camarade Trotski, ne se

trompe pas. C'est faux. Le Parti se trompe souvent. Iliitch nous a appris à enseigner au Parti à se diriger d'après ses propres fautes ». Ce qui lui sert d'argumentation tient en quelques lignes : « Notre Parti est devenu l'organe élu de la classe ouvrière. Montrez-moi un autre parti semblable. Vous n'en montrerez pas car il n'en existe pas au monde. Mais il est étrange que même un parti si puissant ne plaise pas aux oppositionnaires. Où trouveront-ils un meilleur parti sur terre? Je crains qu'en le cherchant, ils ne soient obligés de déménager dans la planète Mars. » Tout le contexte a autant de valeur démonstrative. Aussi est-on souvent tenté de s'excuser en citant un tel auteur, dont les œuvres proposent toujours l'inverse de l'embarras du choix. Sachant que dans son parti le vote ne dépend plus des idées exprimées, Staline ne cherche ni à prouver ni à convaincre, il affirme. Et sous chaque affirmation se fait sentir la menace.

Conformément aux minutieuses dispositions du Secrétariat, le Congrès manifesta ce que Zinoviev appelait « cent pour cent d'unité bolchéviste ». Le système bureaucratique de Staline approchait la perfection. Il ne restait qu'à prévoir et interdire les... malentendus comme cette tempête d'applaudissements importune à l'apparition de Trotski, d'ailleurs sans répercussion possible sur la marche des événements. Le nouveau Comité central eut 87 membres, suppléants compris, et la Commission de contrôle plus de 150. Mais au lieu d'élargir « l'oligarchie » dirigeante, selon le calcul erroné de Lénine, cet accroissement numérique réduisait encore le rôle des deux comités, au profit de leurs bureaux restreints, et en dernier ressort du secrétaire général.

Staline sortait d'une nouvelle épreuve à son grand avantage. Par une décision du précédent Comité central prise à l'instigation de la *troïka*, il avait réussi à éviter la lecture du *Testament* de Lénine au Congrès, en dépit de l'insistance tardive de Kroupskaïa. On en donna seulement connaissance à certains délégués choisis, rassemblés séparément, avec commentaires « explicatifs » pour en affaiblir la portée : le « vieux » était malade, peu au courant, mal informé par son entourage... A la première séance du nouveau Comité central, Staline offrit sa démission, bien entendu refusée dans ces conditions ; la plupart des membres lui devaient leurs fonctions ou craignaient de les perdre en s'attirant son hostilité. En outre, toute opposition eût été vaine dans l'immédiat et payée de représailles ; Trotski pas plus qu'un autre n'osa troubler l'unanimité.

Il restait à obtenir dans l'Internationale Communiste les « cent



pour cent d'unité bolchéviste » à l'ordre du jour. L'Exécutif international, en majorité, se fût prononcé dans l'esprit de l'opposition si la question avait été posée, on le sait d'après l'opinion individuelle de ses membres. En principe, sa décision primait toute divergence de section nationale ou de fraction. En fait, la troisième Internationale créée par le parti bolchéviste lui demeurait subordonnée. Outre une dépendance spirituelle relative et matérielle presque absolue, sa formation récente sur la seule initiative de Lénine ne lui permettait pas de se soustraire avant maturité à la tutelle de Moscou. Zinoviev se garda de consulter l'Exécutif, dénué d'aucun moyen de s'imposer. Le cinquième Congrès mondial du communisme étant prévu pour juin 1924, il suffirait de le « préparer » selon les règles et pratiques en vigueur dans l'Union Soviétique pour façonner une organisation universelle à l'image de la section mère. La préparation se fit en moins d'un semestre sous la direction de Zinoviev, parallèlement aux opérations de même nature menées par Staline dans toutes les Russies, au nom de la « bolchévisation ».

A de rares exceptions près, les partis communistes d'Europe, d'Amérique et d'Asie avaient besoin des subsides de l'Exécutif, c'est-à-dire du parti bolchéviste. Conditionner cette forme de solidarité, c'était exercer une pression irrésistible. Dans les sections plus indépendantes où se dessinait quelque résistance, il ne manquerait pas d'occasions de rétablir l'ordre, fût-ce par des procédures chirurgicales. Faute de bons ou mauvais prétextes, on saurait en imaginer. L'Internationale ignorait tout des réalités soviétiques et Trotski ne se croyait ni en droit, ni en mesure de l'éclairer. Cependant que les émissaires de Zinoviev colportaient des propos perfides sur le « nouveau Danton », voire sur le « futur Bonaparte ». On parlait même de complot parmi les *coursants* du Kremlin. Une crise profonde en Allemagne, consécutive à l'avortement de la révolution, et une dépression générale connexe favorisaient les plans de la *troïka*. Rompus aux querelles intestines et aux manigances fractionnelles par leur vieille expérience, experts à manier l'argent des subventions bourgeoises libérales et des fructueuses expropriations avant de disposer d'un budget d'État, habitués enfin à traiter les militants en mercenaires et à exploiter la crédulité humaine, les inventeurs du léninisme eurent tôt fait d'arriver à leurs fins : duper des naïfs, neutraliser des hésitants, fanatiser des médiocres, corrompre des politiciens, isoler les hommes les plus probes et conscients.

Le « congrès de bolchévisation » enregistra les résultats escomptés,

permettant de transposer les méthodes léninistes à l'échelle internationale, de généraliser à tout le mouvement révolutionnaire la sélection à rebours commencée dans l'Union par Staline. A la mode soviétique, des cérémonies, parades et solennités sans fin furent mises en œuvre pour édifier les sceptiques et affermir le moral des délégations. Au lendemain d'un pompeux meeting d'ouverture au Grand Théâtre, le congrès s'en alla musique en tête et au pas cadencé tenir séance Place Rouge autour du mausolée de Lénine, y « entendre et discuter » en plein air le « rapport sur le premier point de l'ordre du jour » devant des centaines de milliers d'ouvriers également pourvus d'orchestres, et après l'inévitable procession inspiratrice devant le cadavre. Le tout d'une spontanéité magique et, par surcroît, à l'heure où les usines sont d'habitude en pleine activité. Les « sans-parti » d'usage et autres sempiternels figurants, déjà vus à tous les congrès moscovites de la même période, vinrent réciter leurs compliments et distribuer quantité de bannières au cours de la session pour stimuler la ferveur des assistants. Un courant de fanatisme à haute tension interdisait de faire entendre sur la « question russe » la moindre parole de sang-froid et de raison.

Cette fois, Trotski fut assez avisé pour ne pas répondre aux provocations. Il avait enfin compris. Mais pour comble de logique, l'assemblée qui venait de le désavouer lui demanda de rédiger son manifeste terminal... Ce devait être le dernier des grands messages annuels dont Trotski était l'auteur depuis la fondation de la nouvelle Internationale. Un an auparavant, Clara Zetkin écrivait sur Lénine et Trotski : « ... Le congrès a payé son tribut de reconnaissance et d'admiration à l'œuvre personnelle, impérissable, de ces deux illustres chefs de la révolution russe et du prolétariat mondial ». Et déjà, personne n'osait plus songer à pareil hommage, hormis la foule dont les « *Hourrah pour Trotski* » sont encore notés à cette date dans la presse communiste.

Staline participait pour la première fois aux assises de l'Internationale, invisible et présent. Soit ignorance des langues étrangères, soit impréparation aux questions extérieures, soit pour les deux motifs et par prudence naturelle, il ne se montra pas à la tribune. On l'entendit seulement à la « commission polonaise » où le russe était parlé de la délégation directement intéressée. De son intervention en petit comité, il faut retenir la justification rétrospective des attaques déloyales dirigées contre Trotski et l'opposition durant



le récent conflit : « *Premièrement*, l'histoire ne connaît pas de luttes sans victimes. *Deuxièmement*, on ne peut vaincre l'opposition sans ébranler l'autorité de ses chefs ; sinon, il faudrait renoncer à combattre. *Troisièmement*, une victoire complète sur l'opposition est l'unique garantie contre la scission ». Pour lui, donc, il importe moins de réfuter un contradicteur que de le discréditer. Ce ne sont pas les idées qui valent mais les individus. La critique est un attentat contre la sûreté du pouvoir absolu ; il s'agit de l'étouffer pour prévenir toute fissure éventuelle du parti de la dictature.

\* \*

Et en effet, la chasse aux hérétiques reprend de plus belle, après les congrès de « bolchévisation » de 1924. Exploitant l'attitude d'obéissance et d'expectative prescrite aux opposants de tous les pays par la tactique de Trotski, la fraction dirigeante ampute l'Internationale à loisir et en détail. A Paris et à Berlin d'abord, et de New York à Shanghai après, tous les communistes obstinés à ne pas confondre discipline et servilité, tous les hommes capables et coupables de quelque pensée indépendante ou originale seront désormais traités en suspects, dénoncés comme opportunistes, assimilés aux contre-révolutionnaires, écartés enfin un à un, puis en série et par groupes. Une suite continue d'exclusions et de scissions élimine ainsi à tour de rôle, selon diverses modalités, les initiateurs du mouvement communiste contemporain dans les deux mondes.

On ne tarda pas à voir combien Rosa Luxembourg avait eu raison contre Lénine en jugeant prématuré de fonder la nouvelle Internationale, décidément impuissante à vivre par ses propres moyens et à survivre à son inspirateur. Les partis communistes se transformaient en ramifications de l'État soviétique, sous une autocratie commune, avec les mêmes déformations générales et des tares identiques. Décidée à priver Trotski de tout appui extérieur, la *troïka* eût au besoin sacrifié l'organisation entière, devenue parasite et sans avenir ; mais elle put se contenter d'en abandonner les principes tout en conservant l'instrument.

Dans l'Union Soviétique, c'était assez de ne point renier Trotski pour être mis à l'index, écarté de tout poste politique, souvent privé de travail et de ressources. Mais vexations et persécutions n'empêchaient pas de croître la popularité de l'homme d'Octobre et de la guerre civile, du moins dans la petite portion active de la population

des villes et surtout parmi la jeunesse révolutionnaire. On eut beau mettre en circulation toute une littérature spéciale, où des scribes à la tâche essaient de ranimer d'anciennes controverses éteintes pour surprendre la bonne foi du lecteur en accablant Trotski sous des citations de Lénine, nul ne se souciait de méchantes brochures distribuées à foison et en pure perte. Ni l'*Histoire d'une déviation*, de S. Kanatchikov, suivie de succédanées encore plus insignifiantes, ni les articles d'une nombreuse domesticité de plume au service de la *troïka* ne contre-balançaient les discours et rapports de Trotski sur les principaux thèmes de l'actualité : hégémonie des États-Unis d'Amérique, décadence de l'Angleterre, crise de la révolution en Allemagne, problèmes multiples de l'Orient. Les cercles d'études du Parti n'avaient d'autre aliment nouveau que ces larges dissertations panoramiques attestant une richesse intellectuelle supérieure au produit de toutes les têtes réunies du Comité central « léniniste ». On faisait queue pour les entendre et l'on en cherchait avec avidité les sténogrammes dans la presse.

Cela n'allait pas sans exaspérer les héritiers inquiets de Lénine, attentifs à guetter la moindre maladresse de leur adversaire. Mais Trotski sut se garder dans ses conférences d'offrir l'occasion de nouvelles discordes, évitant les questions épineuses et les froissements personnels. Il parlait de tout, sauf du présent de la Russie soviétique. Cependant, sa verve incoercible de polémiste trouve dans certains écrits à s'exercer en allusions où la dérision subtile et l'ironie implicite, trop fines pour le public mal averti, suffisent à exciter l'animadversion des personnages en cause. Son recueil de notes biographiques : *Sur Lénine*, laisse filtrer des arrière-pensées d'où l'on peut comprendre que la paix rétablie dans le Parti n'est qu'une trêve, impression confirmée par les comptes rendus acrimonieux. Pour les initiés, l'opposition battue ne s'avoue pas vaincue et attend une revanche dont elle n'a d'ailleurs aucune idée précise ; elle semble espérer du Parti un retour de conscience et d'opinion, oubliant que ce parti bureaucraté, maintenant lesté de 240 000 néophytes arriérés, ne répond plus en rien à sa conception idéale.

En septembre, Staline contribue à la « campagne littéraire » (*sic*) contre Trotski par un long article : *Sur la situation internationale*, malgré son incompetence notoire, — premier essai sur le thème. Réfutant une thèse de Trotski et de Radek sur le « temps d'arrêt » de la révolution, il y affirme avec assurance : « Les ouvriers vont à la révolution et veulent avoir des chefs révolutionnaires ». La preuve



en est dans « la victoire décisive de l'aile révolutionnaire des partis communistes en Allemagne, en France, en Russie, l'activité croissante de l'aile gauche du mouvement ouvrier anglais... » Le pacifisme des gouvernements démocratiques en Europe « doit conduire non à l'affermissement mais à l'affaiblissement du pouvoir bourgeois, non à l'ajournement de la révolution pour un délai indéfini mais à son accélération ». Les pacifistes et les démocrates « poursuivent un seul but : tromper les masses par des phrases sonores sur la paix pour préparer une nouvelle guerre ». Quant à la social-démocratie, elle est objectivement « l'aile modérée du fascisme ». Les mêmes découvertes émaillent la prose de Zinoviev à la même époque, nuancées de jactance supplémentaire.

Ainsi, encore en 1924, aveugle à l'évidence et sourd aux leçons de plusieurs années de démenti permanent infligé aux vaticinations hâtives du bolchévisme, Staline annonce toujours la révolution prochaine en Europe et confond l'aurore avec le crépuscule. Son léninisme revient à répéter hors de propos ce que Lénine a pu dire de plus ou moins exact en d'autres circonstances où l'erreur n'était pas sans excuse. Rien ne l'oblige à repenser ses études ni à les approfondir car il est interdit, en fait sinon en droit soviétique, de mettre en doute ses assertions, évidemment concertées dans la *semiorka*. Derrière lui, Kamenev, Kalinine et d'autres après Zinoviev les reprennent aussitôt pour compte en les délayant à leur façon, disposés à écrire tout le contraire au premier signal.

Mais quatre mois plus tard, le 27 janvier 1925, avec cette exceptionnelle faculté de contradiction que les bolchéviks tiennent pour de la politique transcendantale, Staline conviendra bon dernier de la stabilisation relative du capitalisme et du reflux de la vague révolutionnaire. Et à la fin de mars, même année, il se réfute lui-même sans cesser de se prétendre infaillible : « Le capital a réussi à se remettre des ébranlements d'après-guerre » ; la conjoncture internationale exprime « le succès de l'œuvre de reconstruction du capital » ; enfin, « on ne peut douter qu'en Europe centrale, en Allemagne, la période de montée révolutionnaire soit close... » A son exemple, le chœur des léninistes se rétracte comme un seul homme, tout en soutenant n'avoir jamais varié. Dans la suite, les représentants de la prétendue « aile révolutionnaire » dont Staline faisait si grand cas, les soi-disant « chefs révolutionnaires » de 1924 en Allemagne, en France et partout seront presque tous expulsés de l'Internationale pour indignité, opportunisme ou trahison.

Entre temps, des signes alarmants de nouvelle crise se multiplient dans la « patrie soviétique ». Absorbés par leurs controverses pédantes et oiseuses, les dictateurs ont perdu de vue la situation économique du pays et la condition des classes laborieuses. Un optimisme de façade et de propagande couvrant mal une politique à la petite semaine ne pouvait aider à résoudre les problèmes difficiles posés à la révolution.

La stagnation de l'industrie au-dessous du piètre niveau d'avant-guerre privait l'État de ressources matérielles, les ouvriers du nécessaire vital, les paysans d'objets manufacturés. La réforme monétaire de 1924, substitution du tchervonetz-or au rouble déprécié, se réalise aux frais des prolétaires. Des salaires de demi-famine sont souvent payés avec plusieurs mois de retard, parfois en marchandises invendables, parfois en bons sur des coopératives à peu près vides. La *troïka* ne trouve d'autre expédient d'urgence que le rétablissement de l'alcool d'État, décidé au Comité central contre l'avis de Trotski et de Kroupskaïa, celle-ci invoquant en vain l'opinion de Lénine sur le poison national. Pour combler tous les déficits, on ne sait que pressurer davantage les travailleurs des villes et les pauvres des campagnes.

Les salaires déjà misérables sont réduits par divers moyens détournés : retenues obligatoires sous prétexte de cotisations et souscriptions « volontaires », extension du travail aux pièces, abaissement des taux de rétribution avec augmentation des normes de productivité grâce à un système compliqué de coefficients et de catégories. Outre une répression policière de plus en plus serrée, la peur du chômage imposait silence à la classe ouvrière dépourvue de tout organe de *self-défence*, les syndicats professionnels servant d'annexes à l'État bureaucratique. Staline l'avait avoué en 1923, les effectifs syndicaux passés de 6 000 000 de membres à 4 800 000, « chiffre moindre, mais plus sérieux », étaient « enflés naguère par des adhésions à peu près fictives » ; or, l'aveu restait valable et actuel, la fiction persistait avec la croissance numérique apparente des syndicats, résultat d'un enregistrement forcé. En 1924, Staline rectifia encore la statistique, ramenant à 4 300 000 le chiffre dit « plus sérieux » de l'année précédente sans lui conférer de poids réel. On verra même les syndicats progresser sur le papier de 5 000 000 de « membres » en 1924 à plus de 10 000 000 en quelques années et le nombre des syndiqués dépasser à certain moment celui des syndiquables ; en réalité, les syndicats comme les soviets avaient cessé



Celle de Cronstadt, pas moins. De deux choses l'une : ou nous renoncrons à l'optimisme et aux procédés bureaucratiques et nous laisserons critiquer par les ouvriers et les paysans sans-parti qui souffrent de nos fautes, ou le mécontentement s'accumulera et nous aurons une critique par voie d'insurrection... »

On a peine à croire que le même homme ait pu tenir ce langage après avoir ordonné sans regret tant d'actes contraires. Mais l'habitude était déjà prise au Kremlin de parler d'une façon en théorie et d'agir en pratique autrement. Avec un vocabulaire nouveau et malgré la différence d'étapes historiques, les bolchéviks abâtardis renouent à leur insu la tradition de la Russie des Tsars quant aux procédés de gouvernement. « La terrible hypocrisie russe n'est pas le fait des hommes », a remarqué Michelet, pour qui « l'insoluble problème de l'Empire » consiste à maintenir sous des lois communes les peuples les plus disparates par le degré de civilisation. Abstraction faite de verbalisme sans rapport avec la réalité, toute la science politique de Staline se ramène à imiter ses prédécesseurs en absolutisme pour conserver le pouvoir, en combinant la ruse et la violence, avec des alternatives de rigueurs et de concessions selon l'opportunité. Ni le Parti privilégié, ni l'opposition représentée par Trotski n'ont songé à s'en plaindre tant que les coups ne les atteignaient pas directement. Mais une fois mise en marche et bien mise au point, la machine dictatoriale de la nouvelle « oligarchie » ne devait s'arrêter devant rien, mue par sa propre logique dans un milieu social où le pli de servitude multiséculaire équivalait pour longtemps à une seconde nature.

A la lumière sinistre de l'alerte de Géorgie, les méthodes de Staline se précisent assez distinctement : sous sa direction, le rôle de la police s'élargit sans discontinuer. Si la Tcheka subsiste en nom uniquement au Caucase toujours en état de siège, la Guépéou n'a pas moins de prérogatives dans le reste de l'Union. Déjà plus nombreuse, active et puissante que l'Okhrana, elle sert au Politbureau de recours essentiel pour trancher toutes les questions. Et ce n'est pas coïncidence fortuite si la refonte du Conseil économique supérieur en 1924 commence par la nomination de Dzerjinski au sommet et se poursuit avec l'introduction d'anciens « tchékistes » à la tête des principaux départements. Au Conseil révolutionnaire de Guerre, Unchlikht, autre membre du collège de la Guépéou, surveille le personnel militaire soupçonné de « trotskisme » et prépare des coupes sombres. Pour Staline, gouverner, c'est punir et terro-

riser. A la présidence du Conseil des Commissaires, après la mort de Lénine, on a bien désigné un simple Rykov, mais cela tient au peu d'influence reconnue à cette ombre de ministère ; le véritable pouvoir est ailleurs.

Dans le Parti, l'ingérence policière se faisait sentir de plus en plus obsédante, créant une pénible atmosphère de défiance, d'espionnage et de délation. Sous l'impulsion de la Commission de contrôle centrale, dirigée par Koufbychev et devenue en quelque sorte filiale spécialisée de la Guépéou, les innombrables commissions de contrôle locales renforcées de commissions d'épuration temporaires plus nombreuses encore dépitent les déviations et traquent toutes les variétés de récalcitrants. Les amis, collaborateurs ou partisans de Trotski, voire parfois supposés tels, particulièrement visés, sont éliminés peu à peu des universités, des institutions politiques, des cadres de l'armée. Cela permet de favoriser l'ascension hiérarchique des zéloteurs du Politbureau. Les inconscients de la « levée de Lénine » seront là pour combler les vides à la base. Même de fidèles exécutants des caprices du Secrétariat ne se sentent plus en sécurité ; comme dans la Compagnie de Jésus, il ne suffit pas d'obéir à la volonté des supérieurs, il faut aller au-devant de leur désir : un secrétaire du Comité de Moscou, bureaucrate éprouvé, rendu responsable d'une ovation faite à Trotski, est expédié au Turkestan où l'on a licence de méditer au calme sur l'art de distribuer les billets d'entrée pour composer à souhait un auditoire.

Au cours de cette « première année sans Lénine », le recul de l'esprit d'Octobre se traduit en symptômes inquiétants pour la gauche communiste tenue en suspicion. L'apathie, la lassitude, la peur généralisée témoignent d'une transformation avancée des révolutionnaires professionnels en fonctionnaires de métier. Un égoïsme d'insurmontable désarroi dans l'angoisse du lendemain réduit sensiblement la phalange des non-conformistes du léninisme. Le souci individuel de se tirer d'affaire pour ne pas perdre le minimum de bien-être relatif réservé aux privilégiés du travail l'emporte le plus souvent sur les convictions intimes. Il y a encore des exceptions. Certains militants, incapables de transiger avec leur conscience, sont acculés au découragement, parfois au désespoir. Une série de suicides jalonne cette dépression morale sans exemple ; parmi les désespérés, pour la plupart obscurs, ressortent les noms d'Eugénie Bosch, héroïne de la révolution en Ukraine ; de Loutovinov, leader de l'Opposition ouvrière, retour de « mission » d'exil à Berlin ; de



Glazman, secrétaire de Trotski, exclu du Parti sans raison. En haut lieu, tout en alléguant comme excuse le déséquilibre nerveux des victimes, on dut se résoudre à infirmer nombre d'exclusions scandaleuses pour enrayer l'épidémie. Car dans la majorité des cas, le suicide résultait de mesures dites d'épuration.

« En Russie, la parole souveraine, lorsqu'elle réprovoque un homme, équivaut aujourd'hui à l'excommunication papale du moyen âge » : l'observation de Custine dans ses remarquables lettres sur *La Russie en 1839* reste juste après bientôt un siècle. Hors du Parti, point de salut : axiome tacite du dogme léniniste décelant une singulière lenteur d'évolution des mœurs à travers trois révolutions dans ce pays où, suivant le même auteur clairvoyant, « les distances, l'isolement, les marais, les bois et les hivers tiennent lieu de conscience aux hommes qui commandent et de patience à ceux qui obéissent. » Les causes profondes du despotisme, encore intactes sous le voile soviétique, engendrent les conséquences d'autrefois sous des formes peu renouvelées.

Apprenant la mort dramatique de son proche collaborateur, Trotski écrit pour la *Pravda* un article nécrologique. On en refuse l'insertion. Un membre du Politbureau et du Conseil des Commissaires, c'est-à-dire à la fois du vrai et du faux gouvernement, ne pouvait plus saluer la mémoire d'un camarade disparu, pour peu que l'appareil en prît ombrage. Staline tissait sa trame avec persévérance, épiait les gestes et les réflexes de son adversaire. Le cercle des hostilités se resserre peu à peu autour de Trotski. Selon toute vraisemblance, la *troïka* se tient prête à rentrer en campagne au premier prétexte afin d'ébranler la popularité dont elle s'effraie. Trotski est assez informé de tant de manigances et conciliabules préparatoires pour rester sur ses gardes. Et néanmoins, dans des conditions inespérées de ses détracteurs, il a l'imprudence de leur offrir l'occasion attendue.

En octobre 1924, il publie sans consulter personne deux volumes sous le titre : *1917*, recueil de ses écrits de la grande année révolutionnaire, avec une étude sur *Les leçons d'Octobre* en guise d'introduction. Il y établit un parallèle entre la victoire bolchéviste de 1917 en Russie et la défaite communiste de 1923 en Allemagne déjà précédée d'un désastre révolutionnaire en Bulgarie, pour en dégager l'explication historique et l'enseignement stratégique. Sa démonstration marque surtout la nécessité de ne jamais laisser passer le moment propice à l'insurrection, sous peine d'attendre longtemps

une autre situation favorable, et souligne la valeur instructive de l'expérience russe pour le mouvement communiste international. Après avoir esquissé son interprétation personnelle des faits d'Octobre, il termine sur une évocation péjorative du passé de Zinoviev et de Kamenev en définissant la « bolchévisation » comme une éducation et une sélection des meneurs qui les préserve de « flancher » à l'heure décisive. Le nom de Staline ne figure pas dans ce texte mais les références à la position « défensiste » de la *Pravda* en 1917, avant l'arrivée de Lénine à Pétrograd, désignent sans équivoque le secrétaire général.

Trotski ne fait là que systématiser en les groupant des considérations éparées dans ses essais, articles et discours antérieurs. Mais en la circonstance et sous une forme lapidaire, c'est comme à plaisir donner motif au conflit dont l'issue dépend exclusivement de l'appareil. C'est aussi réaliser contre soi l'union des hommes que le simple bon sens commandait de laisser se diviser. (En juin 1924, Staline avait donné à Kamenev une leçon de léninisme élémentaire, dans un discours aux secrétaires de districts, et s'était permis des allusions désobligeantes à Zinoviev, — indications très nettes d'un conflit futur). De plus, Trotski est malade à nouveau, abattu par la fièvre, impuissant à combattre. Encore une fois, il s'expose en vain aux coups sans pouvoir les rendre. La *troïka* en fureur ne s'embarrasse pas de scrupules à cet égard ; au contraire, exploitant même la défaillance physique de Trotski, elle riposte aux *Leçons d'Octobre* par une déclaration de guerre au trotskisme, idéologie pernicieuse que nul n'a connue du temps de Lénine mais brusquement révélée aux profanes. Dans la *Pravda*, un feuilleton anonyme : *Comment il ne faut pas écrire l'histoire de la Révolution d'Octobre*, ouvre une singulière « discussion » où chacun peut intervenir contre Trotski astreint au silence, une « discussion » unilatérale. Le léninisme est en danger... Des assemblées de fonctionnaires, de secrétaires, de militants sont convoquées pour entendre d'amples « rapports » sur le nouveau malheur qui menace la révolution. Les *Œuvres complètes* de Lénine, découpées en petits morceaux, permettent de démontrer tout et au besoin le contraire. Trotski est mis en accusation au tribunal de l'opinion soviétique abasourdie. Un spectre hante la Russie et l'Internationale Communiste, le spectre du trotskisme...

En réplique aux soixante pages de Trotski, d'ailleurs introuvables en librairie car le tirage en a été restreint sur les prescriptions



astucieuses du Secrétariat, d'interminables diatribes submergent le Parti et le pays. La note de l'indignation et les idées directrices sont données par Staline, Zinoviev et Kamenev, suivis d'autres membres du Politbureau et du Comité central, puis de moindres personnages. Dans cette ambiance d'excitation surchauffée, Kroupskaïa elle-même se sent tenue d'apporter sa contribution à la polémique, il est vrai avec courtoisie et modération. Parmi les plus acharnés à dénigrer, on remarque ceux qui ont à faire absoudre une ancienne apologie du chef de l'armée rouge, Iaroslavski, Lounatcharski, Manouïlski, Raskolnikov, Goussiev. Tous les léninistes professionnels plus ou moins capables de tenir une plume s'évertuent à dresser le catalogue des erreurs de Trotski, présentes et passées, à réfuter son « semi-menchévisme », à dénoncer son « indiscipline » et son « pessimisme ». Des milliers de résolutions adoptées « spontanément » de la Mer Blanche à la Mer Noire par des gens qui n'ont pas lu un mot du texte incriminé, et pour cause, exigent des sanctions sévères. Comme au temps de Custine, « l'immense étendue du territoire n'empêche pas que tout s'exécute d'un bout de la Russie à l'autre avec une ponctualité, avec un accord magiques. » La presse reproduit à pleines colonnes les harangues diffamatoires prononcées à toutes les tribunes, éditées ensuite en brochures et distribuées à millions d'exemplaires. (Les fonds manquent aux écoles, aux orphelinats, aux hôpitaux, le papier fait défaut pour les livres scolaires, mais ni les fonds ni le papier ne seront épargnés dans l'entreprise). On tire plusieurs moutures de chaque réquisitoire. Les rotatives tournent jour et nuit contre le trotskisme.

Il s'agissait avant tout de dissimuler sous des fictions les mobiles de la discorde, le véritable enjeu en compétition. D'où l'invention d'un schisme imaginaire à opposer au léninisme irréal. Qui oserait ensuite parler de rivalités de clans ou d'individus? En intitulant ses réfutations : *Trotskisme ou Léninisme* (Staline), *Léninisme ou Trotskisme* (Kamenev), *Bolchévisme ou Trotskisme* (Zinoviev), la *troïka* posait l'éternelle antinomie du Bien et du Mal, tout en étalant la variété de sa pensée collective et sa fertilité d'imagination.

Les épigones de Lénine avaient assez de dextérité dans la politique inférieure pour savoir attribuer au seul Trotski l'origine du conflit; Rykov déclarait en leur nom : « Une nouvelle discussion est à l'ordre du jour du Parti. De nouveau, elle se rattache au camarade Trotski. C'est la quatrième fois depuis Octobre. » Quant au fond, le thème principal de l'*Introduction* fut rarement effleuré. Taire ce que Trotski

a écrit, lui imputer ce qu'il ne dit pas, rappeler les zizanies antérieures à la guerre, rendre vie à de vieilles histoires oubliées, exhumer des polémiques épistolaires inactuelles, — telle était la besogne essentielle des maîtres de l'heure. Zinoviev dut l'avouer ultérieurement : « C'était la lutte pour le pouvoir. Tout l'art consistait à relier les anciens désaccords aux questions nouvelles. »

Le Parti n'entendit pas sans stupeur accuser Trotski de « déviation de droite » comme théoricien de la révolution permanente... Staline et ses auxiliaires assuraient que cette « erreur » capitale implique trop tôt la « dictature du prolétariat » et correspond par conséquent à une « sous-estimation de la paysannerie ». Cette trouvaille inattendue, répétée jusqu'à satiété, devient tout à coup la pièce maîtresse du procès. Sur un signe de Staline, des milliers de philistins conjuguent le verbe sous-estimer. On taxe aussi le réprouvé d'individualisme et d'anti-bolchévisme, après l'avoir blâmé de déprécier le Parti par prétérition. Trotski ne connaît ni ne comprend, n'a jamais connu ni compris le parti bolchéviste, affirment sur tous les tons les défenseurs de l'appareil, parmi lesquels Iaroslavski avait constaté un an auparavant : « Trotski a marqué *on ne peut mieux* le rôle du parti communiste dans la classe ouvrière. » Staline, qui couve un ressentiment opiniâtre depuis Tsaritsyne, entreprend avec la collaboration spéciale de Goussiev une révision des mérites militaires de Trotski.

A ce débordement d'insinuations, de reproches et d'insolences, personne ne répond. La « discussion » se livre avec la participation exclusive de la coterie au pouvoir, dans la consternation muette du *rank and file* communiste, la curiosité malsaine du public avide de scandale, la satisfaction des contre-révolutionnaires. L'opposition prise au dépourvu et violemment provoquée ne peut que s'abstenir et laisser passer l'orage. Trotski l'a mise inconsidérément, par son initiative impolitique, en posture intenable. Ses partisans les moins fermes saisissent l'occasion d'abandonner une cause perdue et d'abjurer leurs « erreurs »... Car au vu et au su de tous les ambitieux vulgaires, il y a des primes à l'apostasie et à l'ingratitude.

« Les *Leçons d'Octobre* ne furent qu'un prétexte », a reconnu encore Zinoviev. Mais ce prétexte, Trotski l'avait donné sans utilité aucune, en amorçant la querelle avec une thèse d'état-major très discutabile pour ses amis comme par ses rivaux et sans intérêt pour le peuple misérable. Par sa propre faute renouvelée, il allait à l'ostracisme et familiarisait l'opinion avec sa disgrâce. Déjà cou-



rait le bruit de son arrestation, accrédité même dans le Parti. Son livre passait pour confisqué, interdit, et l'on en copiait secrètement l'*Introduction* condamnée. Il fallut démentir les rumeurs de panique : « Aucun membre du Comité central n'a soulevé ni ne soulèvera la question de répressions quelconques contre Trotski. Des mesures de répression, l'exclusion, etc., ne faciliteraient pas une clarification », dit Kamenev à Moscou, d'accord avec Zinoviev qui tenait un langage analogue à Léninegrad. Et Staline de confirmer : « Quant aux répressions, j'en suis l'adversaire déclaré. Il nous faut maintenant non des répressions mais une lutte idéologique développée contre le trotskisme ressuscité... »

Mais pour paraître controuvées en apparence, les suppositions de la foule n'étaient pas moins fondées. Des accusations retentissantes de « semi-menchévisme », parfois de menchévisme tout court au hasard des improvisations, ne pouvaient signifier que l'éviction du Parti à brève échéance, puis les sanctions policières appliquées à tous les dissidents, fussent-ils socialistes ou communistes. Et en effet, deux membres de la *troïka* sur trois proposaient en secret de mettre Trotski hors du Parti, c'est-à-dire hors la loi. Zinoviev et Kamenev ne reculaient pas davantage devant l'éventualité d'une incarcération immédiate de leur contempteur. Ils eussent probablement atteint leur objectif sans le *veto* de Staline. Trotski défait et réduit au silence, ses adversaires perdaient la principale raison de leur alliance : la peur d'être expropriés du patrimoine hérité de Lénine.

La fièvre artificielle et superficielle de 1924 tomba en janvier 1925 à la session commune du Comité central et de la Commission de contrôle. Comme à l'ordinaire, tout était résolu d'avance. Destitué de ses fonctions au Conseil révolutionnaire de Guerre, sous l'apparence d'une démission, Trotski restait membre du Politbureau, malgré un « avertissement catégorique » calculé pour ternir son lustre. « Je cédaï sans combattre mon poste militaire, même avec soulagement », écrit-il. La décision adoptée sur son cas se termine sur des dispositions très expressives d'un aspect du léninisme, tant au fond que dans la forme, d'une grossière duplicité russo-asiatique à terminologie soi-disant marxiste :

« 4. Considérer la discussion comme terminée.

« 5. Continuer et développer le travail du Parti pour expliquer de bas en haut le caractère anti-bolchéviste du trotskisme, depuis 1903 jusqu'aux *Leçons d'Octobre*, et charger le Politbureau de munir

tous les organes de propagande (écoles du Parti et autres) des éclaircissements nécessaires à ce sujet, insérer dans les programmes d'instruction politique des explications sur le caractère petit-bourgeois du trotskisme, etc.

« 6. A côté de la propagande explicative dans le Parti, la Jeunesse communiste, etc., une large explication populaire des déviations du trotskisme est indispensable à la masse des ouvriers et des paysans, etc. »

Ainsi, le dénigrement de Trotski est inscrit à l'ordre du jour en permanence à l'instant même où les dirigeants font mine d'en proclamer la suspension. Toute objection ou contradiction, suspectée de trotskisme par ceux qui ont le monopole de la parole, encourt désormais les plus rigoureuses mesures du Parti. Comme la Russie d'autrefois vue par Custine, l'Union Soviétique devient « un pays où le gouvernement parle comme il veut, parce que lui seul a le droit de parler ». Dans les bureaux, les clubs, les magasins, partout, l'appareil mène la chasse aux portraits de Trotski. Les fonctionnaires les plus adroits à faire carrière, ou les mieux informés, affichent leur zèle en placardant l'effigie de Staline. Réduite aux conversations clandestines, l'opposition ne peut répandre qu'en cachette et à peu de copies dactylographiées les écrits de Lénine tenus sous le boisseau : lettres sur la « désertion » de Zinoviev et Kamenev en Octobre, notes sur la question nationale, enfin et surtout le *Testament* inédit. La diffusion de cette littérature subversive, entravée et réprimée par la Guépéou, coûte à ceux qui se laissent prendre l'exclusion du Parti, c'est-à-dire la privation de salaire et de logis. Dénonciations et reniements déciment les rangs de la gauche démoralisée. Bien des jeunes montrent l'exemple tantôt de la pusillanimité, tantôt de l'arrivisme... Trotski avait fondé sur eux ses espoirs.

« Le Parti était condamné au mutisme. Un régime s'instituait de pure dictature de l'appareil sur le Parti. Autrement dit : le Parti cessa d'être un parti » ; à cette observation rétrospective de Trotski, il convient d'ajouter que l'ex-parti communiste, ci-devant social-démocrate, sort profondément désuni de la « discussion », très affaibli au moral et politiquement déconsidéré. Nul n'accorde plus créance aux affirmations fallacieuses des prêtres du culte léniniste dont le vocabulaire — république, démocratie, élection, parti, syndicat, soviets, discussion — ne correspond à rien de conforme aux notions admises. Sous l'unité « monolithique » de surface, on peut discerner



un antagonisme irréductible, virtualité de scission. L'année 1924 commencée avec la mort de Lénine, achevée sur la chute de Trotski, annonce des déchirements irréparables. Déjà se répandaient à Moscou les nouvelles chuchotées dans la coulisse autour du Comité central : la *troïka* disloquée, Zinoviev et Kamenev en lutte contre Staline.

\*  
\*

Le conflit des triumvirs, né d'un désaccord sur la conduite à tenir vis-à-vis de Trotski, tourna vite en compétition de préséance et ne fit que s'envenimer au cours de 1925.

Staline interprétait évidemment contre les Enragés du léninisme l'opinion moyenne de la haute bureaucratie en s'opposant à des représailles par trop abusives. A sa manière lourde et brutale, et dans les limites de l'étage supérieur du Parti, il veut sans doute imiter Lénine, si habile à se concilier des contradicteurs malheureux après les avoir mis à mal. Préoccupé d'abaisser Trotski tout en ménageant la transition nécessaire et en réservant l'éventualité d'une collaboration au pouvoir, il a dosé prudemment le pour et le contre dans son discours de novembre 1924 sur les *Leçons d'Octobre* :

« Je suis loin de nier l'importance incontestable du rôle de Trotski dans l'insurrection. Mais je dois dire qu'il n'y joua et n'y put jouer de rôle spécial ; comme président du Soviet de Pétrograd, il ne fit qu'exécuter la volonté des instances compétentes du Parti qui dirigeaient chacun de ses pas. » Et plus loin : « Trotski, homme relativement nouveau pour notre parti dans la période d'Octobre, n'a joué ni ne pouvait jouer de rôle spécial, ni dans le Parti, ni dans l'insurrection. Comme tous les militants responsables, il était seulement l'exécutant des volontés du Comité central et de ses organes. »

C'est pourtant Staline qui avait écrit de sang-froid, en 1918 : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction immédiate de Trotski... On peut dire avec certitude qu'en ce qui concerne le rapide passage de la garnison du côté du Soviet et l'habile organisation du travail du Comité révolutionnaire militaire, le Parti en est avant tout et surtout redevable au camarade Trotski. » Mais les égards pour la vérité comme le respect de soi-même sont « préjugés petits-bourgeois » aux yeux des léninistes dégénérés. Et la confrontation des textes

eût été punie comme attentat de lèse-révolution ; personne n'osa s'y aventurer.

Staline rendait ensuite aux qualités combattives de Trotski un hommage de sa façon : « Oui, c'est vrai, le camarade Trotski s'est effectivement bien battu en Octobre. Mais dans la période d'Octobre, non seulement Trotski s'est bien battu, même des gens comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, marchant alors coude à coude avec les bolchéviks, ne se sont pas mal battus », etc. Enfin, sur le chef de l'armée rouge : « Je suis loin de nier le rôle important du camarade Trotski dans la guerre civile. Mais je dois déclarer catégoriquement que l'insigne honneur d'être l'organisateur de nos victoires n'appartient pas à des particuliers mais à la grande collectivité des ouvriers avancés de notre pays, le parti communiste de Russie. » Il fait valoir à ce propos une version inattendue selon laquelle Koltchak et Dénikine auraient été mis en déroute « en dépit des plans du camarade Trotski » et défie de le contester, grâce au privilège qui l'autorise à dire n'importe quoi, à l'abri de la Guépéou.

Cependant, il a sur ses condisciples en bolchévisme la supériorité de connaître en son for intérieur sa propre insuffisance, modestie muette qui n'est pas incompatible avec la confiance en soi dont il fait preuve dans ses fonctions bureaucratique-dictatoriales. Il estime encore à une certaine valeur l'apport d'idées, les talents et l'activité de celui qu'il dénigre. Pourquoi lui serait-il impossible de capter cette force dont Lénine sut trouver l'emploi au mieux des intérêts du Parti ? Toutes les dissensions intestines soulignaient l'incapacité de Trotski à former un groupe qui puisse prétendre à supplanter la direction en exercice. Le secrétaire général prend conscience de sa force au centre de l'appareil à mesure que la lui révèlent l'impatience et l'impuissance de ses adversaires. Sentiment de sécurité confirmé en Staline par son empirisme naturel, une propension à vivre au jour le jour en laissant vivre ou végéter ceux dont il peut exploiter les services.

A l'inverse, Zinoviev et Kamenev ont assez de facultés généralisatrices superficielles pour craindre les lendemains de leur succès trop facile. En se déclarant hostiles aux « répressions », ils cherchent à donner le change sur leurs projets réels. Inférieurs à Staline sous bien des rapports quant au caractère et au tempérament, mais nantis de quelque culture occidentale et instruits à l'ombre de Lénine, ils sont trop avisés pour se satisfaire du résultat obtenu



« vieux bolchéviks » était à jamais rompue et une lutte sans merci amorcée pour l'héritage de Lénine.

En fait, une fois de plus, Staline conserve l'avantage. Sur ses instructions, les attaques contre Trotski sont alors sensiblement atténuées. Lui-même prêche d'exemple en découvrant soudain que le trotskisme, dénoncé la veille comme forme de menchévisme, est en réalité « l'aile droite du communisme ». Maître de la situation à Moscou, il freine la bolchévisation à outrance entreprise par Zinoviev dans l'Internationale et contrarie les opérations chirurgicales en perspective. Dans une interview avec l'écrivain communiste allemand Wilhelm Herzog, en février, véritable désaveu implicite de la démagogie prétendue « gauchiste » de Zinoviev, il prodigue les conseils de prudence et de sagesse, contrastant avec les pratiques en usage dans l'Union, et se fait le protecteur d'une opposition dite « de droite » menacée d'exclusion en Allemagne sous la prévention de trotskisme. Par cette immixtion inopinée dans le domaine de Zinoviev, il donne à ce dernier un avertissement discret. Trois semaines plus tard, il écrira au porte-parole de la « gauche » communiste à Berlin pour le rassurer en prônant les chefs « de type nouveau » dont il aspire à être le modèle. Dans sa lettre confidentielle, il se réfère à l'histoire du parti bolchéviste : « Chez nous, en Russie, il y a toujours eu ce processus de dépérissement des *vieux chefs*, en général littérateurs » ; et de nommer Lounatcharski, Bogdanov, Krassine parmi les représentants de la décrépitude, en songeant à d'autres. Il condamne sur le papier la politique qui « crée au sein du Parti un régime d'intimidation, un régime de peur, un régime qui ne développe ni l'auto-critique, ni l'initiative », comme s'il était vraiment étranger à de telles mœurs, et formule sur les « chefs » une opinion digne d'être notée : « Il est mauvais que l'on craigne les chefs du Parti sans les respecter. Les chefs d'un parti ne peuvent réellement être des chefs que *si non seulement on les craint* mais aussi les respecte et qu'on reconnaisse leur autorité. »

Simultanément, il réprime les excès de la polémique prolongée au delà de l'assemblée de janvier : un des co-directeurs du *Bolchévik*, Vardine, ex-menchévnik repent, est congédié pour anti-trotskisme exagéré, puis expédié sans cérémonie au Caucase. Le coup vise indirectement Zinoviev qui poursuit en secret son obstruction. Dans la *Pravda*, Raskolnikov dénonce d'un ton insolite la brochure d'un certain Zaloutski sur Trotski comme susceptible



de « donner des nausées ». Zinoviev en était l'inspirateur. Par personnes interposées, le dictateur de Léninegrad accuse déjà Staline d'opportunisme et de « semi-trotskisme » ; à son instigation, les comités dirigeants de la capitale du Nord exigent de Moscou une politique plus intransigeante. Il préparait aussi une nouvelle publication, le *Léviniste*, en concurrence au *Bolchévik* entaché de trotskisme... Le Politbureau l'interdit. Une inimitié encore invisible au public dresse ainsi peu à peu contre la bureaucratie omnipotente une fraction d'elle-même au nom de « l'unité monolithique ».

Avec la fermeté qui le caractérise, Staline fait front à la surenchère. Il tient bien en mains l'instrument que ses associés d'hier veulent à présent lui arracher, le Secrétariat, graduellement transformé d'instance exécutive en organe effectif du pouvoir. Dans les cercles du Parti en contact avec la direction, on ne parle plus de « dictature du triumvirat » mais de « dictature du secrétariat » : la dictature du prolétariat est depuis longtemps hors de question. Le Politbureau devient un comité consultatif où domine une sorte de *camarilla* constituée autour de Staline ; c'est pourquoi la présence de Trotski n'y paraît pas en contradiction absolue avec l'orientation officielle. Sur sept membres sans compter les suppléants, et Trotski mis à part, Boukharine, Rykov et Tomski assurent à Staline une majorité automatique de quatre voix contre Zinoviev et Kamenev. En l'absence de Trotski ou de tout autre, trois suppléants sur quatre lui sont acquis : Kalinine, Molotov et Dzerjinski ; le quatrième, Sokolnikov, ami de Kamenev, ne présente donc aucun danger. Cette répartition des forces garantit la stabilité gouvernementale jusqu'au prochain congrès du Parti où l'appareil, stylé au préalable, rétablira sans difficulté le « monolithisme cent pour cent ». Fait sans précédent : le congrès annuel, ponctuellement réuni même au plus fort de la guerre civile, est ajourné de mars à septembre, puis à décembre, la nécessité d'une parodie de consultation du Parti se faisant de moins en moins sentir. En attendant, Staline n'a pas besoin de beaucoup d'imagination pour contrecarrer les agissements de ses nouveaux adversaires : comme il avait procédé naguère avec leur complicité afin d'isoler Trotski, il place, déplace et remplace des fonctionnaires. Tel un joueur seul devant un échiquier gigantesque, il dispose à son gré tous les pions, sans contre-partie. Cette fois ce sont les partisans de Zinoviev et Kamenev qui pâtissent, Safarov, Zorine, Kharitonov, Kvirine et *tutti quanti*, après Vardine. Sous le Secrétariat suprême, les principaux comités

régionaux seront bientôt pourvus de secrétaires à toute épreuve : Ouglanov à Moscou, Kaganovitch en Ukraine, d'autres subalternes dans l'Oural, à Ivanovo-Vosnessensk. Le comité du Caucase est entièrement aux ordres, depuis les incidents qui ont tant indigné Lénine. Toutes les positions stratégiques essentielles sont ainsi occupées à loisir par la fraction de Staline, sauf Léninegrad avec Zinoviev flanqué de ses créatures bureaucratiques mais impuisant contre l'ensemble de l'appareil.

En avril 1925, une conférence du Parti a voté à l'unanimité les diverses résolutions dictées par le Politbureau, en dernier ressort par Staline. Elle confirme et accentue la politique de conciliation adoptée envers les paysans depuis l'insurrection de Géorgie et proclamée dans un mot d'ordre mille fois répété : « Face aux campagnes ». Réduction et simplification de l'impôt agraire, remembrement et location des terres, rétablissement du salariat, concessions diverses aux cultivateurs de toutes catégories, extension des libertés commerciales, mesures pour « encourager et garantir le processus d'une accumulation saine » dans l'économie rurale, tout doit concourir à la prospérité dans l'agriculture. Une fois de plus, on répudie les « abominations de bachi-bouzouks » flétries six ans plus tôt par Lénine. C'est un « cours nouveau à la campagne », dira Staline dans ses *Réponses aux Questions* posées par les étudiants de l'Université Sverdlov. Aucune divergence de vues ne paraît troubler le concert des dirigeants. Les fractions s'observent et patientent. Si des préparatifs dérobés ou silencieux sont tramés de part et d'autre, le Parti n'en peut rien soupçonner.

Dans un long rapport prononcé en mai, Staline souligne fortement les traits principaux de cette nouvelle politique paysanne, sans craindre de donner des arguments à l'ennemi : « Le parti qui cache la vérité au peuple, le parti qui a peur de la lumière et de la critique n'est pas un parti mais une clique d'imposteurs vouée à la perdition ». Il faut, dit-il dans un jargon de plus en plus confus, « suivre la ligne de liquidation des vieilles méthodes administratives et directoriales, la ligne d'animation des soviets, la ligne de transformation des soviets en véritables organes élus, la ligne d'implantation à la campagne des bases de la démocratie soviétique ». Il faut « que les communistes à la campagne renoncent aux formes monstrueuses d'administration ». Il faut enfin, au total, rompre avec les multiples errements de la veille et travailler désormais avec plus de sérieux et de compétence... Autant d'affirmations pla-



toniques pour le futur, autant d'aveux révélateurs sur un passé récent et sur le présent immédiat.

Selon Boukharine, théoricien attitré de la fraction dont Staline se dit le praticien, il s'agit en vérité d'étendre la *nep* à la campagne où l'on n'a jamais su l'appliquer. « Aux paysans, à tous les paysans, il faut dire : *enrichissez-vous*, développez votre économie et ne craignez pas d'être spoliés », s'écrie l'ancien leader du communisme de gauche, soucieux de stimuler « la croissance des entreprises des paysans aisés et des koulaks ». Ce n'est là qu'une expression frappante de l'état d'esprit commun à tout le Comité central. Tchitchérine avait déclaré en 1924, non sans instructions d'en haut, sous forme d'interview à l'intention des concessionnaires étrangers : « *Enrichissez-vous!* disons-nous avec les paroles de Guizot. *Enrichissez-vous!* car ainsi nous nous enrichissons nous-mêmes ». A partir de 1925, on ne parle plus de lutte de classes villageoise que pour interdire de l'attiser; quant aux koulaks malfaisants, on leur substitue l'appellation moins péjorative de « paysans aisés » dans le vocabulaire courant. Zinoviev et Kamenev ne se différencient pas de Staline et de Boukharine, de Molotov et de Kalinine à cet égard. Et loin de « sous-estimer la paysannerie », Trotski avait devancé de deux ans ses collègues en disant du paysan en général : « *Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année* », et en conseillant de ne pas augmenter les charges fiscales « *pour que l'économie paysanne puisse s'élever, que le paysan devienne plus riche dans l'avenir* ». Encore en septembre 1925, Trotski propose d'élargir « le cadre des rapports capitalistes-marchands à la campagne » et de renforcer « l'économie capitaliste *farmer* » afin de favoriser le progrès des forces productives « fût-ce à l'aide des méthodes capitalistes ». Fin novembre, à Kislovodsk, on l'entendra déclarer : « Il n'y a rien de directement menaçant dans le processus économique à la campagne », et réprover la « *dékoulakisation du koulak* ». Le mot fameux de Guizot adopté par Boukharine après Tchitchérine reflétait donc, en l'exagérant, une évolution collective dans le sens d'un retour au programme d'Octobre, altéré par le « communisme de guerre ».

Staline va plus loin encore. Disposé à « changer de fond en comble notre attitude envers les paysans », il envisage comme inéluctable la restauration de la petite propriété agraire et par conséquent la dénationalisation du sol. Pour préparer l'opinion, il convoque les journalistes soviétiques et se fait poser la question : « Ne serait-il

pas nécessaire, dans l'intérêt de l'agriculture, de garantir pour dix ans à tout paysan le lot de terre qu'il cultive? » Question à laquelle il répond : « *Même pour quarante ans* ». Sur sa suggestion, le commissaire à l'Agriculture en Géorgie rédige dans cet esprit un projet de loi en règle. L'insurrection paysanne de l'année précédente n'avait donc pas été vaine. Cependant Zinoviev et Kamenev, résolus à prendre une position dite de gauche contre la fraction adverse coupable de « semi-trotskisme », réagissent au Politbureau et Staline juge prudent de reculer, dément ses propos déjà imprimés depuis plusieurs mois, renonce à son idée. L'affaire passe inaperçue hors des milieux qui suivent de près les fluctuations de la « haute politique ».

Mais avec le discours imprudent de Boukharine, publié dans la presse, Zinoviev et ses partisans tiennent l'excellent prétexte de constater un flagrant délit de débilite doctrinale. La déviation « koulakophile » est indéniable et il n'en fallait pas tant pour donner une motivation décente aux rivalités personnelles. De plus, Boukharine a des disciples assez outrecuidants, jeunes « professeurs rouges » dont les écrits paraphrasent le maître en le compromettant davantage. Occasion propice de dénoncer l'hérésie... Le conflit qui couve sous la cendre de l'optimisme officiel se ranime dans une controverse de coulisses, Zinoviev ayant incité Kroupskaïa à écrire un article contre Boukharine pour atteindre Staline à travers son conseiller. Oserait-on imposer silence à la veuve de Lénine? Averti à temps, Boukharine réfute la réfutation; cela permet de refuser l'imprimatur aux deux textes en simulant l'impartialité. Staline a paré le coup avec adresse. Prévoyant un incident au prochain congrès, il prend les devants et suggère la rétractation de la formule intempestive. Boukharine s'exécute et reconnaît son erreur, quitte à la justifier plus tard.

De cette passe d'armes, le public n'a rien saisi car le peu qui ait été ouvertement exprimé se perd dans d'insipides et amphigouriques exercices que peu de gens ont le courage de lire et dont les arrière-pensées restent impénétrables aux simples mortels. On ne comprend pas mieux en septembre le long article sibyllin de Zinoviev : *Philosophie de l'époque*, au titre ambitieux mais au contenu décevant, aux sous-entendus imperceptibles. Trois mois après seulement, et grâce à une violente dispute au grand jour, le Parti saura que Staline n'a consenti à l'insertion qu'en exigeant des modifications sensibles. Tout cela d'autant plus obscur que les divers auteurs



citent à satiété Lénine, se réclament inlassablement du léninisme et, pour n'en pas perdre l'habitude, font de temps à autre les mêmes allusions monocordes au fantôme du trotskisme.

Cependant Staline ne borne plus ses prétentions au rôle effacé de « praticien ». Sa victoire sur Trotski et la certitude arithmétique de tenir Zinoviev en échec lui ont ouvert des horizons nouveaux. Il aspire maintenant à la succession spirituelle de Lénine dont il a pu accaparer l'héritage temporel. Même dégénérée, la tradition du bolchévisme veut un chef capable de théoriser la pratique, sinon de mettre en œuvre la théorie. Staline s'applique à passer pour théoricien. Hors de portée comme secrétaire général dont les actes sont assurés de la sanction mécanique du Politbureau, il découvre son point faible en se hasardant à ratiociner sur la doctrine. C'est là que Zinoviev le croit vulnérable et entreprend de le frapper.

Polémisant contre Trotski et prenant le contre-pied de l'idée de « révolution permanente », Staline ne pouvait plus contenir son inclination naturelle vers un socialisme national, refoulée du vivant de Lénine mais qui perce déjà en 1917 sous sa réplique à Préobrajenski : « La possibilité n'est pas exclue où la Russie serait précisément le pays frayant la voie au socialisme ». Dans son étude de 1924 : *Octobre et la théorie de la révolution permanente*, Staline écrit : « La victoire du socialisme est possible même dans un pays relativement peu développé au point de vue capitaliste », et s'érige en défenseur de « la théorie léniniste de la révolution et de la victoire du socialisme dans un seul pays ». Après la conférence de 1925, il dit dans son compte-rendu : « Pouvons-nous construire le socialisme avec nos propres forces?... Le léninisme répond à cette question par l'affirmative ». En réalité, pour un communiste de sa formation, c'était rompre avec l'internationalisme intrinsèque de Lénine et renier tout le marxisme.

Sans remonter à Marx et Engels dont la thèse, valable ou non, ne laisse place à aucune exégèse quant au caractère international de la révolution socialiste, il suffit de se reporter aux principaux écrits ou discours de Lénine pour constater une antilogie insoluble avec le léninisme de Staline.

Dès 1906, Lénine prévoyait comme « unique garantie contre une restauration, la révolution socialiste en Occident », précisant que « la révolution russe peut vaincre par ses propres forces mais en aucun cas ne pourrait maintenir et consolider de ses propres mains ses conquêtes ». Dans la suite, il a sans cesse affirmé comme « vérité

élémentaire du marxisme » l'impossibilité d'établir le socialisme dans un seul pays, jusqu'à son dernier article, *Plutôt moins, mais mieux*, où il reconnaît en 1923 : « Nous ne sommes pas assez civilisés pour passer directement au socialisme, tout en ayant pour cela les prémices politiques ». Sa stratégie et sa tactique sont invariablement appuyées de considérations sur la révolution mondiale, aux étapes décisives de son action. Le retard économique et intellectuel de la République des Soviets n'est pas l'unique argument. En 1918, Lénine déclarait le socialisme inconcevable dans un seul pays, « même beaucoup moins arriéré que la Russie », et, toujours escomptant l'aide extérieure, supputait en termes prudents les délais nécessaires : « Il est fort douteux que la prochaine génération... puisse réaliser le socialisme dans tous les domaines ». L'année suivante, il dira : « ...Nous ne pouvons introduire actuellement chez nous l'ordre socialiste; Dieu veuille qu'il soit instauré par nos enfants, peut-être même par nos petits-enfants ». Sur ce chapitre, son opinion est constante et incontestable.

Mais en fouillant bien ses *Œuvres complètes*, on peut trouver quelques phrases plus ou moins explicites et susceptibles après coup d'interprétation forcée. Il lui est arrivé d'improviser des formules sommaires, utiles au moment donné à ses fins de persuasion, sans prétendre y condenser toute sa doctrine, parfois des définitions où les mots ont une acception restreinte ou relative, selon le thème en discussion, parfois des paroles d'encouragement à l'intention d'auditeurs déprimés. Comme Napoléon attribue le succès militaire tantôt à l'artillerie, tantôt à la baïonnette, tantôt aux subsistances, tantôt au moral, tantôt à la bonne administration, tantôt à la mobilité de l'armée, tantôt au général en chef, tantôt à la santé des troupes, tantôt à la discipline, Lénine met l'accent sur ce qui importe à son argumentation, à l'heure où il s'exprime. Accorder à ses locutions de circonstance un sens absolu serait mutiler ou étriquer sa pensée, souvent la comprendre de travers. C'est pourtant ce que fait Staline à propos du socialisme « dans un seul pays », question aussi mal posée que mal résolue.

Avant la révolution, en 1915, Lénine a énoncé en dix lignes l'hypothèse pure d'une victoire du socialisme « d'abord dans quelques pays capitalistes, ou même dans un seul », mais en un schéma très conditionnel et sans viser la Russie. Staline prend à la lettre cette hypothèse pour la transformer en dogme. Il la cite et la récite, entourée de quelques bribes prélevées sur l'imposante texture



nesses communistes » semées d'allusions transparentes à leur attitude critique, Zinoviev et Kamenev votent contre et se mettent en position de minorité intransigeante. C'est le point de départ d'une discussion publique dont l'issue ne fait aucun doute.

Dans un discours visant la nouvelle opposition, Boukharine taxe ses contradicteurs de pessimisme, de défaitisme, d'antiléonisme pour avoir défini l'industrie soviétique étatisée comme une forme de capitalisme d'État, donc un système d'exploitation du travail, et les accuse de « verser de l'eau au moulin du menchévisme ». Kamenev se défend par des extraits de Lénine rigoureusement conformes à ses vues et cite un texte de Boukharine où celui-ci convient en 1925 de son désaccord persistant avec Lénine sur deux questions, « la culture prolétarienne et le capitalisme d'État ». Molotov riposte au moyen d'autres citations des *Œuvres complètes* lui permettant de flétrir sans rime ni raison « toute incrédulité liquidatrice, tout état d'esprit défaitiste ». Sur le même diapason, une adresse de l'assemblée de Kharkov blâme « la mentalité de panique de certains camarades ». Ayant attribué au Comité central une « sous-estimation du koulak », l'opposition est en retour confondue sous l'accusation de « surestimer » ce danger et de « sous-estimer » le paysan moyen... De plus, en qualité de président du Conseil du Travail et de la Défense, Kamenev se voit imputer la responsabilité de tous les mécomptes économiques du moment : évaluation erronée de la récolte, hausse des céréales, baisse du tchervonetz. Vainement se justifie-t-il en s'abritant derrière l'approbation régulière du Politbureau, — les procédés naguère utilisés contre le trotskisme sont appliqués à son léninisme. Par surcroît, il prête à réfutation trop facile avec l'initiative malheureuse de proposer la participation ouvrière aux bénéfices dans un pays... où l'industrie travaille à perte. On crie à la démagogie, non sans motif, et pas seulement à ce sujet car « certains camarades de Léninegrad » ont suggéré d'accroître la force numérique du Parti de plusieurs millions d'unités en un an, pour y porter à 90 pour 100 la proportion des prolétaires. Les thèmes les plus disparates sont ainsi mêlés par pur arbitraire dans une confusion inextricable, bien propre à égarer l'opinion au profit de la fraction dominante et à faciliter la besogne spécifique de l'appareil.

Conformément aux prévisions, et à l'exemple de Trotski en 1924, Kamenev se trouva isolé à Moscou, tout membre du Comité central et du Politbureau, président du Conseil du Travail et vice-président

du Conseil des Commissaires, président du Soviet de Moscou et directeur de l'Institut Lénine qu'il fût, pour ne mentionner que ses principaux titres. Seule Kroupskaïa prendra la parole en sa faveur, sans la moindre chance de déplacer une voix. Ralliée trop tard à une opposition avérée, et à la moins respectable, elle avait laissé passer l'heure d'une intervention utile ; Staline ne se privait pas de la diffamer sous main, ne craignant plus les révélations désagréables. La hiérarchie zélée des secrétaires se chargera du reste, experte à faire le vide autour des personnalités encombrantes.

Parmi les impostures notoires dont fourmille la polémique de ce temps, l'une est particulièrement digne d'attention pour l'intelligence des faits ultérieurs. Kamenev basait son exposé quant au « danger koulak » sur les chiffres de la *Direction centrale de Statistique*, institut neutre en matière politique, et par définition objectif dans les tendances, sinon les résultats. Staline n'eut pas de peine à trancher la difficulté. Sur ses instructions, la Commission de contrôle du Parti, organisme de répression dont le *presidium* constitue avec le collège de la Guépéou une sorte de Chambre étoilée, annula des données relativement honnêtes pour y substituer ses comptes truqués à l'appui des considérations gouvernementales. Il en découlait une sensible atténuation des antagonismes sociaux à la campagne, sur le papier, et une moisson plus favorable aux paysans pauvres, moins abondante pour les koulaks. « La connaissance des chiffres est un privilège de la police russe », a déjà observé Custine sous le Tsar de fer.

Paradoxe plus apparent que réel : l'organisation communiste de Léninegrad avait approuvé à l'unanimité ses leaders, exactement comme le Parti dans son ensemble et grâce à des méthodes partout similaires, mais en croyant participer à l'unanimité générale et sans se douter de la discordance. Ses délégués formeront la seule opposition du Congrès où majorité et minorité vont rivaliser de léninomanie et de « monolithisme ». Brusquement, Staline démasque ses batteries et Zinoviev, appelé enfin par son nom, apparaît aussitôt en posture désespérée. Président de l'Internationale Communiste, membre du Comité central et du Politbureau, président du Soviet de Léninegrad, le voici inculpé à son tour de tous les manquements imaginables au léninisme dans le parler spécial du métier : révisionnisme, fractionnisme, scissionnisme, pessimisme, défaitisme, menchévisme, liquidationnisme, ainsi que de panique et d'hystérie. Il a perdu tout droit de réponse, tout moyen de défense, sauf la



*Pravda* de Léninegrad dont on lui reproche d'abuser. A l'ouverture du Congrès, son sort est fixé sans recours.

Après le rapport du Comité central, que présente Staline passé au premier plan, Zinoviev a l'imprudence de demander la parole comme co-rapporteur afin de se justifier, de motiver sa position, scandale « inouï » selon la fraction majoritaire exaspérée. Cent cinquante orateurs s'inscriront pour donner la réplique, dans une fiévreuse atmosphère de meeting. La moitié seulement pourra se faire entendre, alternant avec la poignée des « égarés », Kamenev, Sokolnikov, Kroupskaïa, Lachévitch, Evdokimov et quelques autres. Des milliers de citations de Lénine sont échangées sans résultat. Le Congrès a lancé un appel aux travailleurs communistes de Léninegrad, par-dessus la tête de leur délégation, pour stigmatiser le « crime » d'un opposant qui a suspecté le Comité central « de dégénérescence et de thermidorianisme », pour s'alarmer de la « faute » de Zinoviev et Kamenev en un pathos grandiloquent et pénible : « Si on l'examine à la lumière des jugements de Zaloutski sur la dégénérescence du Comité central et sur notre thermidorianisme, alors l'idéologie liquidatrice se dresse de toute sa taille ». A juste titre, les deux camps s'accusent réciproquement d'étouffer l'opinion ouvrière et de violer la démocratie ; avec une mauvaise foi égale, ils se rejettent *ad nauseam* l'un sur l'autre la surestimation de ceci ou la sous-estimation de cela, les déviations de droite ou les erreurs de gauche. Le *Léninisme* de Zinoviev, et son *Histoire du Parti*, ouvrages répandus par ordre à millions d'exemplaires et de lecture obligatoire toute récente, maintenant dénoncés comme contraires au bolchévisme authentique et tournés en ridicule, ne méritent plus que le pilon. Ironie du « monolithisme » : Lachévitch et Vorochilov, les deux chefs principaux de l'armée, se succèdent à la tribune en adversaires déclarés. Zaloutski ayant déjà « reconnu son erreur » sur Thermidor, tous les dirigeants de la nouvelle opposition sont sommés d'en faire autant, sous menace de représailles.

Sur l'intervention de Kamenev, la controverse prend un tour de virulence extraordinaire : pour la première fois est posée avec franchise la question à laquelle chacun pense et dont personne encore n'a dit mot, la question Staline. C'est le point culminant du Congrès. Devant l'auditoire hostile et surexcité, où la fraction de Léninegrad résiste sans espoir, Kamenev articule ses griefs dans le tumulte. Le sténogramme en rend compte sous une forme très atténuée mais pourtant assez évocatrice :

« KAMENEV. — ...Nous sommes contre la création d'une théorie du « chef », nous sommes contre l'érection d'un « chef ». Nous sommes contre le fait que le Secrétariat, réunissant en pratique la politique et l'organisation, soit au-dessus de l'organisme politique. Nous sommes pour une constitution intérieure de notre sommet assurant les pleins pouvoirs au Politbureau, lequel réunit toutes les têtes politiques de notre parti, et à lui subordonner en même temps le Secrétariat comme exécutant technique de ses décisions... (*Bruit.*) Nous ne pouvons considérer comme normale et estimons nuisible au Parti la prolongation d'une situation où le Secrétariat réunit la politique et l'organisation, et, de fait, prédétermine la politique. (*Bruit.*)

« ...J'en suis venu à la conviction que le camarade Staline ne peut remplir le rôle d'unificateur de l'état-major bolchéviste. (*Voix diverses : C'est faux ! Balivernes ! Voilà l'affaire ! Les cartes sont abattues ! Bruit. Applaudissements de la délégation de Léninegrad.*)  
Cris : Nous ne vous donnerons pas les places de commandement ! Staline ! Staline ! *Les délégués se lèvent et saluent le camarade Staline. Tonnerre d'acclamations. Cris : Voilà comment s'unit le Parti. L'état-major bolchéviste doit s'unir.*)

« EVDOKIMOV, de sa place. — Vive le parti communiste de Russie ! Hourra ! Hourra ! (*Les délégués se lèvent et crient : Hourra ! Bruit. Applaudissements vifs et prolongés.*)

« EVDOKIMOV, de sa place. — Vive le Comité central de notre Parti ! Hourra ! *Les délégués crient : Hourra ! Le Parti au-dessus de tout ! Parfaitement ! (Applaudissements et cris : Hourra !)*

« VOIX DIVERSES. — Vive le camarade Staline ! (*Applaudissements vifs et prolongés. Cris : Hourra ! Bruit.*) »

Ainsi l'équivoque se dissipe à l'improviste mais trop tard pour influencer sur le cours des événements. La force d'inertie exerce une pesée irrésistible au profit du système existant. A l'exception de la fraction de Léninegrad, les congressistes ont été choisis et chapitrés par l'appareil inféodé à Staline. Des mesures spéciales sont en voie d'exécution à l'effet de réduire à merci la nouvelle opposition : déjà, des délégués protestataires surgis « spontanément » de Léninegrad accourent au Kremlin, désavouent la délégation officielle. Les télégrammes dictés de Moscou pleuvent non moins « spontanément » des plus lointaines provinces pour censurer les non-conformistes, exiger leur soumission. Zinoviev perdra son temps à discourir devant le « mur d'acier » des léninistes fanatisés, à revendi-



de l'Institut Marx-Engels. Une phrase de Glebov-Avilov, plusieurs fois citée dans la controverse, éclaire le sous-entendu : « Personne ne veut lever la main [voter] contre et se faire expédier pour ce motif à Mourmansk ou au Turkestan ». Les glaces de l'Océan arctique et les sables brûlants de l'Asie centrale, le scorbut et la malaria promis aux dissidents n'entraient pas peu dans les calculs des uns et des autres. Les mieux trempés hésitaient à risquer d'attirer sur leurs parents, sur leurs enfants, les persécutions de la Guépéou en s'obstinant dans l'opposition jusqu'à l'héroïsme. « C'était une habitude courante à Moscou, lorsqu'il s'agissait de crimes politiques, de poursuivre non seulement le coupable, mais toute sa famille », écrit l'historien S. Platonov. Ainsi ont régné Ivan le Terrible, Boris Godounov et leurs successeurs, ainsi incline à gouverner Staline.

Car la prépondérance de Staline au pouvoir prend de plus en plus de relief, à dater de ce congrès. Les comptes rendus de journaux estompent les violents incidents qui l'ont mise en cause et taisent les propos par trop révélateurs ; le Parti commence à peine d'épeler le nom déjà redouté aux étages supérieurs de l'appareil et que le public, étranger aux disputes byzantines, ignore encore malgré la multiplication des portraits édités par le *Gosizdat* (Éditions d'État) ; mais le seul fait de prononcer le rapport politique du Comité central a élevé Staline sur le pavois, dans une évidence soulignée par la disgrâce inopinée de Zinoviev et Kamenev, sur le fond de grisaille des satellites.

De cet interminable discours dont la lourdeur de forme masque mal la légèreté du fond et où l'orateur supplée à la qualité des idées par la quantité du texte, rien ne décèle à première vue la clairvoyance de Staline. C'est une suite compacte de résumés analytiques de la documentation fournie par les Bureaux compétents et les Commissariats, entourée de commentaires traduisant l'opinion moyenne du cercle dirigeant sur l'actualité universelle. En politique extérieure, Staline prédit avec certitude : « *Si le plan Dawes est gros de révolution en Allemagne, le pacte de Locarno est gros d'une nouvelle guerre européenne.* » En politique intérieure, il exprime un optimisme où se reflète la sécurité du régime bureaucratique délivré des oppositions connues, armé désormais pour les découvrir et les écraser toutes. L'unique passage du rapport qui ait acquis avec le temps un intérêt particulier a trait aux dangers d'une industrialisation soviétique trop rapide, susceptible de provoquer des perturbations économiques irréparables et « *une certaine famine artificiel-*



s'abstient de s'immiscer dans la querelle des triumvirs. Par la parole et par la plume, il traite de l'urgence d'améliorer la qualité des produits industriels et par ailleurs étudie les projets d'électrification, prépare notamment la station centrale grandiose du Dniepr. Croyant opportun et politique de faire montre d'optimisme officiel, il publie une série d'articles, *Vers le socialisme ou vers le capitalisme?* pour réfuter les théoriciens socialistes qui interprètent la restauration économique de la Russie comme un recul de la révolution ; il y commente avec une confiance juvénile les statistiques plus ou moins fausses du Gosplan d'où émanerait « la merveilleuse musique historique du socialisme grandissant ». L'économie collective l'emporte sur l'initiative privée, disent les « chiffres de contrôle », et le rythme de progression prévu en garantit le succès définitif, essaie-t-il de démontrer, sans tenir compte des moyens non-économiques de coercition employés par l'État pour s'assurer une hégémonie factice et refouler les tendances capitalistes. Quant aux éventualités extérieures, il en attend une révolution sociale européenne assez proche comme l'hypothèse la plus vraisemblable.

Mais Staline ne lui sait aucun gré de cette attitude et multiplie sous ses pas les embûches, le paralyse dans sa tâche, persécute ses collaborateurs. Trotski donne encore des preuves de soumission en désavouant les rares communistes étrangers qui l'ont défendu ou justifié. Il va jusqu'à condamner Max Eastman dont le livre probe, *Since Lenin died*, expose exactement les faits de la crise du bolchévisme, autant que le permettent alors les documents et renseignements divulgués. Il nie même l'existence et la dissimulation du *Testament* de Lénine, en ergotant sur les mots. Kroupskaïa suit son exemple. Au nom de l'intérêt du Parti, peut-être mal compris, à coup sûr étroitement conçu, et confondu avec la raison d'État, les bolchéviks de toutes nuances font passer avant la vérité leur solidarité de caste et se rient de toute honnêteté comme d'un préjugé périmé. Trotski, lui, espère acheter une trêve politique en sacrifiant des camarades d'idées et de combat. Au contraire, il encourage ainsi Staline et décourage les opposants. Là-dessus, le conflit des léninistes intégraux lui vaut le répit désiré ; on parle de moins en moins du trotskisme, devenu inactuel, et sur un ton plutôt académique. Staline et Zinoviev citent sans passion leur vieil adversaire dans leur controverse sur le socialisme dans un seul pays. Kamenev le taxe maintenant d'optimisme excessif, ce qui a presque la valeur d'un compliment, et attire sur soi tous les reproches de pessi-



parallèles et des amendements analogues, un pacte est conclu, l'impossible se réalise sous l'enseigne du « bloc de l'opposition ». Zinoviev et ses partenaires rendent hommage à la clairvoyance de la gauche dont ils adoptent le programme économique et politique. Trotski rétracte son jugement sévère sur les défailants d'Octobre. « Amnistie réciproque », dira Staline.

Dans ce « bloc sans principes » comme le qualifie aussitôt l'oligarchie régnante, Zinoviev réussit par ses tractations ingénieuses à faire entrer les quelques rescapés de l'*Opposition ouvrière*, très hostiles à Trotski. Les communistes géorgiens évincés par Staline en font également partie. La tendance classique du *Centralisme démocratique* étant déjà incorporée à la gauche appelée couramment trotskiste, toutes les oppositions battues y additionnent leurs faiblesses. L'accord des plus hautes personnalités entraîne l'adhésion de la plupart des partisans, non sans répugnance à vaincre dans le camp de Trotski. Les divergences d'opinions qui subsistent semblent secondaires en regard des points essentiels du programme commun : industrialisation du pays et démocratisation du Parti. En réalité, on se soucie avant tout d'attaquer le monopole du pouvoir, non pour l'abolir mais pour en exproprier les détenteurs et l'exercer en partage.

Trotski avait pour ainsi dire livré la dictature à Staline par son imprévoyance, sa tactique d'expectative entrecoupée de réactions inconséquentes, ses faux calculs. Mais tout n'était pas perdu, le dernier mot pas encore dit. Or, avec le « bloc », il achève de se disqualifier comme chef politique en s'associant à des hommes sans caractère ni crédit, et dont rien ne pouvait compenser l'apport de déconsidération irrémédiable. Il n'a pas compris la nature de l'évolution du bolchévisme ni le nœud du problème à résoudre, quoi qu'il en dise après coup. Ses dons les plus brillants le desservent dans une lutte où les qualités mineures de Staline font merveille. Il croit gagner à ses idées ou à sa cause « les ouvriers de Léninegrad » abusés par Zinoviev désormais impuissant à les détromper, mais il introduit dans le « bloc » des germes de décomposition et des éléments de panique. Il a l'illusion de conquérir sinon la majorité, du moins au début une portion suffisante du Parti pour tenir Staline en respect, mais il oublie que le vrai Parti n'existe plus (n'avait-il pas écrit en toutes lettres : « Le Parti cessa d'être un parti » ?) Il espère dissiper la légende du trotskisme en s'amalgamant aux inventeurs de cette imposture mais il se range au léninisme des

épigones dont il a signalé la dégénérescence. De contradictions en complications incompréhensibles au public, il perd toute chance de rassembler jamais dans cette voie une force sérieuse ou de dissocier la fraction adverse. La classe ouvrière dont il se targue de traduire les aspirations supérieures, déjà profondément désenchantée du cours de la révolution, n'attend plus rien d'aucune tendance d'un parti aux promesses aussi menteuses. Car les années passent, le dixième anniversaire d'Octobre est en vue et la condition du peuple empire de jour en jour.

\* \* \*

En effet, le niveau de vie dans les centres industriels en 1926 retarde encore sensiblement pour l'ensemble des salariés sur celui de l'ancien régime. Les moyennes chiffrées dans la statistique avec une précision ridicule sont obtenues par des subterfuges étrangers à la science, mais les informations fragmentaires rectifient les fallacieux indices de la version officielle. Nul n'ignore parmi les intéressés quel cas Staline fait de la statistique et comment il ordonne de la remanier selon ses besoins. En tout état de cause, un nombre infime de prolétaires atteint ou dépasse le salaire moyen et le point de comparaison de 1914 indique un degré de misère. Riazanov avait fort bien dit à ce sujet : « Il y a des catégories d'ouvriers qui ont aujourd'hui 110 pour 100 du salaire d'avant-guerre mais, en fait, ils vivent 100 pour 100 au-dessous d'un niveau humain d'existence. »

De plus : réductions illégales des salaires sous forme de multiples retenues pour cotisations obligatoires et souscriptions forcées ; retards prolongés dans la paie, souvent de plusieurs mois, impliquant la dépréciation du gain ; inégalité criante et abusive à l'usine, sans exemple en pays capitaliste, entre travailleurs spécialisés et manœuvres, entre hommes et femmes à travail égal ; inanité des lois et décrets de protection, de sécurité, d'assistance ; exploitation éhontée des femmes et des enfants, inapplication généralisée de la journée de huit heures, violation courante des contrats collectifs par l'État-patron, tels sont les aspects de la situation constatée dans la documentation soviétique, à côté d'une creuse phraséologie de propagande. Quant à la crise du logement, elle correspond à « un état de choses catastrophique », reconnaît le Comité central ; la surface occupée en moyenne par ouvrier à Moscou n'atteint pas



les métamorphoses », lit-on dans l'ouvrage déjà cité de F. Lacroix sur les *Mystères de la Russie*.

L'opposition unifiée ne pouvait fermer les yeux au tableau peu réconfortant des « frais généraux » de la révolution. Stimulée par ses éléments les plus proches de la classe ouvrière, compagnons de Sapronov ou de Chliapnikov, et animée d'un désir bien naturel de popularité, il lui fallut inscrire à son programme les revendications élémentaires des travailleurs. Mais elle n'imaginait rien que la majorité n'acceptât et la solution n'en sera pas avancée, faute de ressources pour réaliser. Par crainte de paraître mériter les imputations déplaisantes de menchévisme ou de pessimisme, elle n'osait mettre en question les limites de la *nep*, esquissées par Lénine à tâtons, ni aborder de front la réforme du système de gouvernement. Sa politique économique encore imprécise ne modifie en rien la « ligne générale ». Elle ne préconise aucun moyen praticable à brève échéance pour combler le déficit de l'industrie et des transports, réparer l'usure de l'outillage, reconstituer les fonds de roulement épuisés, réduire les prix de revient, refréner la spéculation des intermédiaires, stabiliser le *tchervonetz* en déclin. De ce fait, ses propositions pour le maintien des salaires réels et le respect des huit heures ne sortent pas de la sollicitude abstraite des bolchéviks envers le prolétariat, car des décisions identiques abondent depuis bientôt dix ans, sur le papier. Son réquisitoire contre la bureaucratie n'excède pas les paroles de certains dirigeants ; Dzerjinski déclare au Comité central : « A regarder tout notre appareil, tout notre système de direction, notre bureaucratisme inouï, notre incroyable désordre avec toutes les formalités possibles, je suis littéralement horrifié ; » Boukharine avait reconnu, dans un discours au congrès de la Jeunesse communiste, le danger d'un « figement de caste » et la « dégénérescence incontestable » découlant de « l'immunité absolue » des communistes. L'opposition n'a donc pas le monopole de la critique réformatrice platonique ni de la bonne volonté inefficace. En matière de démocratie, Sokolnikov avait fait scandale en parlant de tolérer d'autres partis, approuvé du seul Ossinski désireux de voir légaliser les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pour obliger les communistes à s'unir contre l'ennemi commun.

Une différenciation plus nette entre les deux fractions se dessine à propos des problèmes de l'économie dirigée. La gauche traditionnelle découvrait l'origine de tous les maux dans un retard dangereux de l'industrie sur l'agriculture et eût voulu y parer en activant



le progrès industriel, conformément à un plan d'ensemble, afin de réaliser la soudure entre la ville et la campagne, d'harmoniser l'offre et la demande en marchandises. La majorité alléguait contre la « déviation industrialiste » le manque de disponibilités financières de l'État. En son nom, Staline augurait au récent congrès : « ... Comme l'insuffisance des capitaux est sensible chez nous, le développement ultérieur de notre industrie ne sera probablement pas aussi rapide que jusqu'à présent. » Le passage de son rapport qui motive en détail cette remarquable prévision rétorque les suggestions gauchistes, exagérées à dessein :

« On pourrait investir deux fois plus pour le développement de l'industrie, mais l'allure de développement industriel deviendrait si rapide que nous ne pourrions la supporter, vu la grande insuffisance de capitaux disponibles, et qu'elle nous perdrait à coup sûr, outre que les réserves manqueraient pour créditer l'agriculture.

« On pourrait développer deux fois plus notre importation, surtout d'outillage, pour forcer l'allure du développement de l'industrie, mais cela pourrait provoquer un excédent d'importation sur l'exportation, créerait une balance commerciale passive et saperait notre monnaie c'est-à-dire la seule base sur laquelle soient possibles la planification et le développement de l'industrie.

« On pourrait forcer l'exportation, sans tenir compte du marché intérieur, mais cela entraînerait infailliblement de graves complications dans les villes par un énorme enchérissement des produits agricoles, une baisse des salaires réels et une certaine famine artificiellement organisée, avec tout ce qui s'ensuit. »

Les industrialistes ne croyaient pas indispensable d'affecter des crédits à l'agriculture et, au contraire, prétendaient tirer de la campagne les moyens de subventionner l'industrie. Dans ses études pour l'Académie Communiste et son ouvrage très discuté, *l'Economique nouvelle*, Prébrazjenski essaie d'en établir la démonstration théorique ; selon sa thèse, l'accumulation capitaliste primitive telle que Marx l'analyse dans le *Capital* indique l'étape inévitable à traverser par toute société socialiste sans colonies, pour constituer un « fonds d'accumulation » aux dépens des producteurs paysans. Les vues inopinées de Kamenev en 1925 sur la prospérité des koulaks apportent leur confirmation inespérée à l'algèbre économique de la gauche, décelant une source importante de revenus et de subsides à l'intérieur, à défaut de concours financiers de l'étranger. Le « bloc » s'oriente vers différents procédés de prélèvement sur le capital

agricole et marchand : emprunt forcé, nouvel aménagement des impôts, refonte des prix. Le koulak et le nepman deviendraient ainsi, malgré eux, commanditaires de l'industrie d'État.

Le Comité central, en avril 1926, dans la manière léninienne de s'approprier les idées de toute opposition saine pour les rendre inopérantes, avait admis « comme tâche principale » l'industrialisation et pour remède au désordre la « discipline du plan ». Rykov, rapporteur officiel sur la situation économique et le budget, attribue au retard de l'industrie la disette de marchandises et la stagnation de l'agriculture dont souffre l'Union Soviétique. Mais Staline, durant le débat, tourne en ridicule les grands plans disproportionnés aux ressources de la Russie, entre autres le projet d'usine électrique géante sur le Dniepr qu'il compare à l'achat ruineux d'un phonographe superflu par tel moujik ayant plutôt besoin de réparer sa charrue. Dans un compte rendu à Léninegrad, il fait ensuite de fréquentes allusions à la « déviation industrialiste », sur le mode impersonnel, vu l'incertitude où le laissent encore les tergiversations de l'opposition. Tout en réitérant « le mot d'ordre de l'industrialisation proclamé par le quatorzième Congrès » et en certifiant que « notre pays est entré dans une nouvelle période de la *nep*, une période d'industrialisation hardie », il polémise : « On ne peut développer l'industrie dans le vide, on ne peut développer l'industrie s'il n'y a pas de matières premières dans le pays, s'il n'y a pas de vivres pour les ouvriers, s'il n'y a pas une agriculture tant soit peu développée, marché principal de l'industrie ». Plus encore qu'en Amérique, dit-il, l'industrie doit s'appuyer « sur le marché intérieur, et avant tout sur le marché paysan ». Il faut pousser l'exportation mais sans priver la population, « car les ouvriers et les paysans veulent se nourrir comme des hommes ». Ne pas verser dans les exagérations du genre Dnieprostroi : « Chez nous, on aime parfois construire des plans industriels fantastiques sans compter avec nos ressources. Les gens oublient parfois qu'il est impossible d'édifier des plans industriels, ni telles ou telles entreprises plus ou moins grandioses, sans un certain minimum de ressources, sans un certain minimum de réserves ». Enfin, avec un sous-entendu transparent, Staline tance « les gens qui considèrent les masses laborieuses paysannes comme un corps étranger, comme un objet d'exploitation pour l'industrie, comme une sorte de colonie ». Contre la gauche industrialiste, il s'érige en protecteur des paysans.

Trotsky avait repoussé en 1923 toute pression fiscale supplémen-



taire sur les cultivateurs pour que « le paysan devienne plus riche », incontestable précédent à l'« enrichissez-vous » de Boukharine. « On aime parfois chez nous qualifier de koulak tout paysan qui a de quoi manger », dit Zinoviev en 1924. Trotski pense toujours en 1925 à élargir « le cadre des rapports capitalistes-marchands à la campagne », à renforcer « l'économie capitaliste *farmer* ». Mais la même année, Kamenev découvre le danger koulak et reproche au Comité central de le sous-estimer. Et en 1926, le « bloc » affirme l'existence de réserves considérables chez les paysans aisés : voilà où l'État peut puiser les ressources nécessaires à l'industrie, pour le plus grand bien immédiat du prolétariat. Deux bonnes récoltes dans un pays ruiné auraient suffi à justifier la volte-face.

Dzerjinski répondra le 20 juillet 1926, à l'assemblée plénière des Comités centraux : « Les moujiks ont thésaurisé 400 millions de roubles, soit 4 par tête... » Le discours décousu et passionné qui contient cette brève et pertinente remarque, comme aussi les quelques lignes citées sur le bureaucratisme, est son dernier acte politique ; le fondateur de la Tcheka meurt après avoir quitté la tribune d'où il a jeté de violentes apostrophes à Kamenev et Piatakov, ses contradicteurs, et menacé l'opposition de sa « poudre sèche » pour l'automne. Menace disparue du texte imprimé mais qui a fait grande impression sur l'auditoire. La session du « parlement bolchéviste » s'est déroulée dans une ambiance de tension et de nervosité extraordinaires, non pas tant par suite des désaccords sur les questions économiques débattues que des circonstances politiques du moment. La mort de Dzerjinski, consécutive à des paroles comminatoires qu'on se garde de reproduire dans la presse, porte au comble une émotion née d'autres événements : le « bloc » de l'opposition s'est ouvertement déclaré, « sérieusement et pour longtemps » dira Zinoviev, la lutte pour le pouvoir entre dans une nouvelle phase.

\*  
\*  
\*

Dès qu'il apprend la tournure des pourparlers noués entre ses adversaires, Staline s'évertue à entraver la jonction. Il vise d'abord à discréditer Zinoviev et Kamenev en imprimant une lettre inédite où Lénine flétrit les « déserteurs » d'Octobre, texte retranché des *Œuvres complètes* mais déjà mis en circulation illégale dans le Parti par les soins des trotskistes. Les deux amis ripostent en exigeant la publicité du *Testament* dont ils ont naguère contribué à étouffer

la divulgation, dont Trotski et Kroupskaïa ont tout récemment nié par ordre l'existence. Refus de Staline, qui redouble de précautions policières pour paralyser l'activité clandestine des factieux ; car de nombreux documents prohibés se colportent sous le manteau, les conciliabules souterrains se multiplient et les grèves spontanées prennent une ampleur inquiétante dont la gauche pourrait profiter. Des partisans de Zinoviev se hasardent à convoquer dans un bois une réunion où prend la parole en personne le commissaire-adjoint à la Guerre, Lachévitch ; bien entendu, il s'y trouve l'inévitable mouchard et Staline tient son prétexte pour porter un grand coup. Une lettre privée saisie à Bakou servira, quoique vieille de deux ans, aux préparatifs ; le signataire, Medvédiév, est un ancien membre de l'*Opposition ouvrière* englobée dans le « bloc » en formation. Staline utilise au maximum ce qui lui tombe sous la main. Accabler les comparses, ce sera frapper indirectement les leaders, peut-être leur en imposer.

La *Pravda* ouvre soudain campagne contre un nouveau « danger de droite » pour compromettre la gauche ; la lettre confisquée, mais tronquée, falsifiée, fournit les éléments. Medvédiév a osé envisager, dans l'intimité de sa correspondance, l'opportunité d'une large politique de concessions, comme avant lui Lénine, d'une extension de la *nep*, à l'instar de Krassine. C'en est assez pour l'accuser de « menchévisme cent pour cent ». Il a écrit en confidence ce que beaucoup de bolchéviks disent tout bas, même autour de Staline, d'une implantation artificielle de sections communistes en divers pays et des prétendus représentants à Moscou de la révolution internationale, « valetaille » soudoyée par « l'or russe ». Cela suffit pour crier au reniement, à la liquidation. Medvédiév et ses camarades n'ont aucun moyen de se disculper en public. Lachévitch et autres, pas davantage. Journaux, éditions, réunions sont au service exclusif du Politbureau. Des agents du Secrétariat propagent l'idée insidieuse que l'opposition se met non seulement hors le Parti, mais hors l'État. D'aucuns réclament des exclusions, des sanctions exemplaires. Staline a besoin d'exagérations verbales de cet ordre pour intervenir en modérateur, par comparaison, avec des solutions moyennes mais d'autant mieux réalisables.

A l'ouverture de la session de juillet, dans une lourde atmosphère propice aux rumeurs d'alarme où revient sans cesse le mot de Thermidor, il ne reste qu'à ratifier les mesures délibérées dans les bureaux de Staline. La Commission de contrôle a tout préparé pour inti-



mider la nouvelle opposition, présumée pusillanime. Staline se flatte, dans le privé, de « mettre à genoux » Zinoviev et Kamenev. Mais ceux-ci se montrent solidaires de tous les militants convaincus de « fractionnisme » ou de « défaitisme ». Ils font une déclaration de ralliement aux thèses de la gauche dont ils avaient vilipendé avec tant d'insolence le trotskisme imaginaire. Un peu tard, ils s'indignent de l'état de siège instauré à demeure dans le Parti, mais sans songer à revendiquer les libertés constitutionnelles pour tous dans l'État. On rappelle en vain leurs attaques furibondes si récentes contre Trotski, leur intention de l'exclure, voire de l'emprisonner, on cite leurs articles, leurs diatribes oratoires. Ils dévoilent en réponse la machination de l'antitrotskisme, où leur part n'a pas été la moindre, les agissements de la *semiorka* et le reste. Zinoviev convient avoir commis en 1923 une faute plus grave encore qu'en 1917 : « Oui, sur la question de l'oppression de l'appareil bureaucratique, Trotski a eu raison contre vous. » Il requiert la lecture du fameux *Testament* dont chacun parle par oui-dire, et censé ne pas exister. Staline se sent contraint de donner connaissance des lettres de Lénine tenues secrètes sur la question nationale, sur le plan d'État ; car la curiosité excitée l'emporte un instant sur la discipline de fraction, sans toutefois l'entamer. Trotski seul bénéficie de cette rétrospection, mais devant une assistance inébranlable ; les minoritaires étaient dix-huit au début de la session et seront dix-huit à la fin. Sur le nombre, cinq parmi lesquels Smilga, Racovski, Ossinski, constituent un « groupe-tampon » pour amortir les chocs, ruse tactique sans conséquence ; Staline voit clair dans tous les jeux, si ses ennemis n'entendent rien au sien.

De nouveaux désaccords ont surgi, cette fois sur la politique internationale. L'opposition reproche à Staline d'avoir décidé, sans consulter le Politbureau et au risque de provoquer un conflit armé, l'envoi intempestif d'un ultimatum à la Chine au sujet du chemin de fer de Mandchourie. Elle le rend responsable de la conduite des communistes polonais qui ont appuyé Pilsudski lors d'un coup d'État militaire. Elle l'interpelle sur la collaboration stérile des syndicats ouvriers de l'Union Soviétique et de la Grande-Bretagne, sur le rôle de Tomski dans la grève générale britannique de mai. Car rien ne se fait au nom de « Moscou », à l'extérieur comme à l'intérieur, que sur l'initiative ou avec l'agrément décisif de Staline. Le dernier différend amorce une interminable polémique où un certain « Comité anglo-russe » va prendre une

place démesurée, pour embrouiller encore des questions assez complexes.

Trotski avait écrit en 1925 sur l'avenir de l'Angleterre un livre où il prévoit d'imminentes secousses révolutionnaires dans ce pays et la victoire finale du communisme. Le Politbureau, ayant à mener simultanément la politique étrangère de l'État soviétique, opportuniste par nécessité, et l'action de l'Internationale Communiste, révolutionnaire par définition, s'était engagé avec le Conseil général des Trades-Unions dans une étrange diplomatie, par l'intermédiaire de ses syndicats bureaucratisés. Un Comité anglo-russe de hauts fonctionnaires des deux organisations devait assurer entre elles l'entente et la coopération, mais dans une équivoque de principes dont les parties contractantes cherchaient à tirer respectivement profit : les Anglais, affectant des sympathies pour le communisme, escomptaient une recrudescence de relations commerciales à l'avantage de leurs nationaux, tant capitalistes que chômeurs ; les Russes, affichant un trade-unionisme insincère, espéraient se servir des trades-unions à leurs fins égoïstes. La grève générale de soutien aux mineurs, en 1926, parut à Trotski confirmer ses prophéties et l'échec rapide du mouvement, résulter d'une trahison des leaders ; il en conclut à la nécessité de dissoudre le Comité mixte pour démasquer les « traîtres »... Ni Racovski, ni Radek, ses amis, ni Zinoviev, son allié de fraîche date, ne partageaient cette opinion simpliste. Tomski, principal dirigeant des syndicats russes, avait approuvé la décision de mettre fin à la grève, et la fraction de Staline pensait encore utiliser le Comité.

L'opposition, gagnée à l'avis de Trotski, ajoute une faute à tant d'autres en faisant un cheval de bataille de la « question anglaise », dépourvue d'intérêt direct pour le peuple russe en détresse. Elle perd son temps au Comité central et s'use à huis clos en discours inutiles que la presse ne publiera pas. Elle prête le flanc aux représailles sans nécessité tactique et se laisse supplanter de ses dernières positions gouvernementales sans pouvoir se défendre ni savoir y renoncer. Elle cimenter enfin la majorité au lieu de la désagréger.

Pour Staline, le bilan de la rencontre de juillet est positif. Peu lui importent les belles constructions doctrinales de ses détracteurs et l'éclat de leur littérature. Il s'appuie sur des réalités humaines plus terre à terre, dans sa politique à la petite semaine : Lachévitch, pris en flagrant délit d'insubordination, relevé de ses fonctions militaires et exclu du Comité central, désigné pour un poste secondaire



en Sibérie ; Zinoviev, suspect de connivence, éliminé du Politbureau où Roudzoutak le remplace ; Kamenev, démissionnaire malgré lui du Soviet de Moscou, renvoyé du commissariat du Commerce que prend en mains Mikoïan ; Koufbychev, choisi comme successeur de Dzerjinski au Conseil économique supérieur ; Ordjonikidzé, Mikoïan, Kirov, Andréiev, Kaganovitch, nommés suppléants au Politbureau, — telles sont les « conclusions d'organisation » tirées par Staline et entérinées avec une précision mécanique par les Comités centraux. Contre ces minutieuses dispositions, les meilleures thèses du monde ne prévaudront pas de sitôt.

Après les reniements au sommet, l'épuration à la base : révocations par milliers, surtout à Léninegrad où fourmillent encore les réfractaires en dépit de l'unanimité de surface, « déplacements administratifs » vers des régions où le thermomètre descend l'hiver à 45 degrés au plus, selon la méthode ordinaire. « Nous avons vaincu, mais non convaincu », avoue Kalinine au retour d'une mission punitive à Léninegrad. Un inconnu, Ossovski, est exclu du Parti à grand fracas, pour l'exemple ; tant pis à ceux qui ne comprendront pas l'avertissement. Par une singulière concordance de pensée et d'expression simultanées, des dépêches reçues de toutes les villes de province approuvent « entièrement et complètement » les rigueurs du Comité central avec quelque surenchère. L'ironie bureaucratique immanente veut que « Zinovievsk » exige plus de sévérité envers Zinoviev. La mise au point de l'appareil permet déjà d'obtenir de pareilles motions télégraphiques de Berlin et de New York, de Paris et de Londres, de Prague et de Stockholm, où les émissaires du Secrétariat remplissent leur besogne de souffleurs auprès des sections « bolchévisées » de l'Internationale Communiste.

En augmentant le nombre des suppléants au Politbureau, Staline assure ses arrières avec une véritable prescience car les nouveaux promus, qui lui sont redevables de leur carrière improvisée, le soutiendront si besoin est contre les titulaires susceptibles de lui manquer. Ordjonikidzé, son compère de toujours, Mikoïan, autre Caucasiens à sa traîne, Kirov, nanti à Léninegrad des pouvoirs retirés à Zinoviev, n'avaient jamais rêvé de monter si haut ; Andréiev et Kaganovitch ont une aberration « trotskiste » passagère à racheter, et Staline est assez psychologue pour voir dans un transfuge le plus soumis des serviteurs. Après ce qui s'est passé depuis la mort de Lénine, bien des médiocres peuvent convoiter un siège au Comité central ou à la Commission de contrôle, bien des dignitaires de troi-

sième zone aspirent à graviter autour du Politbureau. Staline exploite de tels sentiments avec une maîtrise déroutante pour ses antagonistes entichés de supériorité intellectuelle.

Il ne s'en tient pas à manipuler les hommes. La tradition de Lénine le hante et l'oblige à remuer aussi des idées. Hommes et idées, au surplus, sont pour lui inséparables et il ne comprend celles-ci qu'à travers ceux-là. A l'Exécutif de l'Internationale où Zinoviev, président dérisoire, n'a plus le droit d'ouvrir la bouche, il s'en prend aux « déviations de droite et d'extrême-gauche », autrement dit à tous ceux qui contestent un ou plusieurs lieux-communs dogmatiques de la majorité ; il raille la « morale de curé » d'un contradicteur qui voudrait mener la « lutte idéologique » en évitant de « discréditer les chefs de l'opposition ». Il renouvelle son assertion connue : « Je dois dire qu'une telle lutte n'existe pas dans la nature. Je dois dire que quiconque admet la lutte sous la condition de ne pas déconsidérer les chefs nie en fait la possibilité de toute lutte idéologique dans le Parti ». Du moins les opposants sont-ils dûment avertis mais, loin d'agir en conséquence, ils s'obstinent dans d'infécondes abstractions.

Acharné à vilipender les individus pour décrier leur pensée ou rabaisser leurs mobiles, Staline n'oublie pas de se mettre en relief pour affermir sa politique. Mais il a soin de dire le contraire de ce qu'il fait, de faire le contraire de ce qu'il dit. Prononçant à Tiflis le discours en partie autobiographique déjà cité, il rabroue les flatteurs qui l'ont traité de héros d'Octobre, de chef de l'Internationale, etc. : « *Ce ne sont que des sornettes, camarades, et une exagération absolument inutile* ». D'autre part, il ne néglige aucun moyen de la réclame mercantile afin d'acquérir la notoriété que ses actes ni ses œuvres ne lui ont encore pas conférée. Les journaux illustrés reproduisent par ordre son portrait, sans réussir à le rendre populaire, et les murs de tous les bureaux se couvrent d'une photographie à tirage illimité où il figure à côté de Lénine... avant la rupture que tout le monde ignore (au *Gosizdat*, plusieurs fois épuré, sévit un fonctionnaire « stalinien », comme on dira désormais pour désigner sa clientèle). Après Stalinegrad, il lui faut donner son surnom à d'autres localités ; Iouzovo devient Stalino et Iouzovka, Staline. Il y aura un jour Stalinabad, puis Stalinsk et même Staline-Aoul au Caucase. Des fonctionnaires serviles se font valoir en baptisant ainsi des rues, des établissements, des entreprises ; Staline ne les désavouera pas car ils vont au-devant de ses désirs. De plus en plus, le confort



misme bureaucratique consiste à honorer dans l'hypocrisie, par des signes extérieurs, la personnalité aride du secrétaire général.

Même contraste brutal entre la théorie et la pratique quand Staline, dans son rapport d'avril à Léninegrad, exhorte au démocratisme ses auditeurs, qui savent à quoi s'en tenir. Il y blâme les procédés de « brigadiers de police » instaurés sous Zinoviev mais lui-même les exerce, renforcés au décuple, dans toutes les Russies. « Le Parti doit s'engager fermement et résolument dans la voie de la démocratie intérieure », déclare-t-il sans sourire devant des sous-ordres dont aucun n'est élu ni contrôlé d'en bas, et qui ont mandat d'effacer tout vestige de liberté, d'annihiler toute velléité d'indépendance. « La méthode de persuasion est la principale méthode de notre travail », mais il s'exprime par antiphrase dans un milieu où le pli est pris, sous prétexte de discipline, de réprimer la moindre objection de conscience et démarche autonome de l'esprit comme attentat aux mœurs ou crime de lèse-révolution.

L'historien futur qui voudrait tendre à l'objectivité en se référant aux seuls documents officiels aura du mal à discerner le vrai du faux dans les textes écrits ou parlés de Staline. Celui-ci n'est pas le premier homme d'État auquel la plume et la parole servent tantôt à travestir les desseins, tantôt à masquer la déficience du savoir. Mais dans les conditions matérielles et spirituelles de la Russie, et avec la technique moderne de l'intimidation et de la propagande, il lui sera permis d'atteindre en ce sens un degré inconnu avant « l'expérience » dite soviétique. L'observation s'applique au même titre à ses auxiliaires. A mesure que le monopole de son parti évolue en omnipotence du Secrétariat, on voit plus souvent les autocrates prôner la démocratie, les bureaucrates dénoncer la bureaucratie, les dilapidateurs prêcher l'économie, les ignorants vanter la science et la réalité contredire en tous points l'idéal.

Après la vive altercation de juillet, Staline cherche à priver les opposants de leur arme préférée en lançant un appel « à toutes les organisations du Parti et des Soviets » pour réprover le bureaucratisme, les gaspillages, le laisser-aller : « *Nos appareils économiques et administratifs dévorent deux milliards de roubles environ par an. Nul doute qu'on puisse réduire ces dépenses de trois à quatre cents millions, au profit de notre industrie* ». C'est exactement la thèse de la gauche, à quelque cent millions près. Anomalie sans précédent : le message est signé de Rykov, président du Conseil des Commissaires, de Staline comme secrétaire du Comité central communiste, de



sait rien de leurs déclarations, de leurs « thèses ». Kroupskaïa se décide enfin à communiquer copie du fameux *Testament*, aussitôt transmis à l'étranger où les amis de Trotski l'impriment. Mais en Russie, la diffusion souterraine est insignifiante et d'ailleurs trop tardive pour avoir quelque effet. Dans ces conditions, tout combat serait sans espoir dans le présent, sans valeur pour l'avenir. Cependant l'opposition défiée ne sait pas se résigner longtemps au silence qui permettrait de *wait and see*, seule tactique de circonstance. Elle ne comprend pas encore qu'il lui faut « rééduquer la nouvelle génération et viser loin », entreprise de longue haleine, et aussi « ne pas s'énerver, ne tracasser ni soi-même, ni les autres, apprendre, attendre », comme Trotski devait l'écrire plus tard, mais trop tard. Elle voit toujours dans le Parti une entité inaltérable dont un malentendu passager la sépare. Après un long débat intérieur où se heurtent la prudence des uns et l'impatience des autres, elle se résout à franchir le pas décisif. Le premier jour d'octobre 1926, ses principaux militants font irruption dans les cellules communistes d'usines pour répondre aux attaques des suppôts de Staline. Celui-ci n'en demandait pas davantage.

\* \* \*

Les annales du bolchévisme sont assez riches d'après démêlés, d'acribes polémiques, d'épisodes passionnés et bruyants. Mais dans ce parti où Lénine ne tutoyait pour ainsi dire personne, une stricte courtoisie a presque toujours été de règle, même au plus fort de la guerre civile, et les exceptions détonnent. L'ère de Staline inaugure de nouveaux usages.

L'opposition s'en aperçoit à l'accueil qui lui est réservé dans les réunions ouvrières : cris et injures, bordées de sifflets, vacarme systématique. Des équipes volantes d'énergumènes sont dépêchés à pleins camions sur les points où des gauchistes apparaissent, avec ordre de couvrir les voix dissidentes par divers moyens imités du fascisme, de rosser au besoin les mécontents, de les expulser de vive force. Staline peut se dispenser de donner à cet égard des instructions précises ; ses majordomes le devinent à mi-mot et l'impunité est garantie aux hommes de main. En général, l'opposition ne réussit pas à se faire entendre ; y parviendrait-elle que le résultat serait inchangé car les prolétaires se perdent dans les considérations trop savantes des théoriciens et par-dessus tout ont peur du



l'opportunisme, du menchévisme, du trotskisme, et reproche de détruire l'unité du Parti, d'affaiblir la dictature. Il rappelle encore la célèbre défaillance de Zinoviev et Kamenev en Octobre, ressasse tout ce qui a été dit cent fois sur les diverses questions litigieuses, réfute à nouveau la déviation industrialiste : « *L'industrialisation du pays ne peut être réalisée qu'en s'appuyant sur l'amélioration progressive de la situation matérielle de la majorité paysanne.* »

En séance, il fait un long rapport sur le thème. Après son historique partial des dissensions récentes, il recommence la dissertation rebattue sur le socialisme dans un seul pays, puis remonte aux vieilles controverses du passé comme celle de la « révolution permanente » pour opposer Lénine à Trotski. Il rudoie Zinoviev qui lui attribue un « esprit national borné » et Radek qui l'a tourné en ridicule, à l'Académie Communiste, avec des allusions aux satires de Tchchédrine, en plaisantant « le socialisme dans un seul district » ou même « dans une seule rue ». Il cite la phrase malencontreuse de Trotski sur « la merveilleuse musique historique du socialisme grandissant », et des appréciations malsonnantes de Zinoviev et de Trotski l'un sur l'autre, et leurs rétractations postérieures, et encore et toujours Lénine auquel se réfèrent sans trêve les opposants contre lui. Aux industrialistes, il réitère une fois de plus : « *On ne peut faire progresser l'industrie en passant outre aux intérêts de l'agriculture, en violant brutalement ces intérêts.* » Enfin, Trotski ayant prévu l'exclusion finale de toute l'opposition, il dément : « Cette assertion du camarade Trotski est dénuée de tout fondement, est absolument fausse. »

Les mandataires de la minorité, présents de droit à la Conférence en tant que membres du Comité central, sont autorisés à répondre devant l'appareil décidé à ne rien entendre et à tout interpréter au pire. Ils dépensent leur temps et leur peine à discourir pour cet auditoire hostile comme s'ils reconnaissaient en lui l'authentique représentation du Parti et se limitent à des généralités prudentes sur un ton amène qui ne correspond ni à l'acuité du conflit, ni à la gravité du moment. Réduits à la défensive, empêtrés dans les fils de leur stratégie infructueuse, ils renoncent aux meilleurs arguments, estompent les divergences, émoussent la pointe de leurs critiques. La manœuvre prend le pas sur leurs maximes au point de les rendre méconnaissables. Pour prouver la disparition du trotskisme, Kamenev lit une rétractation de Trotski sur la révolution permanente : « L'expérience l'a montré irréfutablement, sur



à la politique de Lénine mettant la Chine sur pied d'égalité, sans égard aux « traités inégaux », le bolchévisme exerçait un ascendant considérable sur le mouvement révolutionnaire national. Ioffe, comme ambassadeur de l'Union, avait négocié et amorcé une intelligente coopération russo-chinoise dont Karakhan, son successeur, vit les premiers résultats : en 1925, de son lit de mort, Sun Yat Sen dictait deux messages — l'un au Kuomintang, son parti, l'autre à l'Exécutif des Soviets — exprimant le vœu d'un contact permanent des deux révolutions et d'une alliance durable entre les deux pays solidaires. Adossé à la Mandchourie, avec l'aide du Japon, Tchan Tso Lin réussit à étendre ses opérations vers le sud, en se réclamant de la morale traditionnelle de Confucius contre la doctrine de Sun teintée de socialisme, puis à prendre Pékin et même, pour peu de temps, Shanghai. Mais le Kuomintang, soutenu au dedans par la bourgeoisie nationaliste, les étudiants libéraux, les ouvriers et les paysans, et du dehors par l'Union Soviétique en dépit de violences des soudards dont souffrait le prolétariat révolté, avait levé et encadré des troupes d'une mentalité nouvelle, capables de battre les mercenaires sans idéal. L'Université chinoise de Moscou, que dirigeait Radek, les officiers instructeurs envoyés de Russie à l'école militaire de Canton, parmi lesquels Blücher sous le nom de Galen, enfin les conseillers bolchévistes auprès du parti communiste incorporé au Kuomintang, comme Boubnov et Borodine, dispensateurs de larges subsides, n'étaient pas pour rien dans la marche victorieuse des Sudistes vers le nord et dans la vallée du Yang Tsé, sous le commandement de Chang Kai Chek. En 1926, les rapports de forces évoluent en faveur des Rouges. Ou Pei Fou, battu par Tchan, par Feng, par Chang et par d'autres, s'efface peu à peu de la scène, comme aussi Sun Chuan Fang, autre général de même espèce vénale et d'importance temporaire. Feng est décidément rallié au Kuomintang. Les armées dites « populaires » ont occupé Hankéou, progressent sur Nankin et Shanghai. Ainsi se dessine à grands traits simplifiés la situation en Chine, au moment où Staline prend une part active à la direction de l'Internationale.

Le jeune parti communiste chinois n'avait pas renoncé de plein gré à sa presse indépendante, à sa physionomie politique, à ses coudées franches, pour devenir l'aile gauche impuissante du Kuomintang bourgeois. Cette ligne de conduite lui était imposée de Moscou. Staline et son inspirateur et idéologue Boukharine prétendaient favoriser une évolution socialiste en Chine par la pénétration

dans le Kuomintang, où devait être scellé un « bloc des quatre classes » révolutionnaires du pays et de l'époque. La faiblesse de la bourgeoisie chinoise, dit Staline en novembre 1926 à l'Exécutif de l'Internationale, justifie une telle tactique et autorise même la participation communiste au pouvoir capitaliste. Il attendait de la victoire des Cantonais les libertés démocratiques « pour tous les éléments révolutionnaires en général et pour les ouvriers en particulier ». Pour ne pas alarmer cette bourgeoisie insignifiante et pour rassurer Chang Kai Chek avec lequel il a échangé naguère à Moscou des photographies dédicacées, il prescrit par ses émissaires de fermer les yeux sur la sanglante répression des grèves dans le sud, de faire confiance aux chefs civils et militaires de Canton. Il défend d'armer les ouvriers, de créer des soviets, d'encourager les rébellions paysannes qu'il ordonne même de freiner. Déjà en mars 1926, quand Chang Kai Chek avait accompli à Canton un coup d'État militaire pour mater les communistes, la presse soviétique eut la consigne de taire la vérité, cependant que Boubnov enjoignait à ses subordonnés chinois de se soumettre. Ceux-ci, selon Borodine, devaient remplir le rôle de « coolies » politiques du Kuomintang admis comme parti « sympathisant » dans l'Internationale.

Trotsky, d'ailleurs en désaccord avec Radek et Zinoviev sur divers points, exigeait au contraire une politique et une organisation distinctes pour soustraire les communistes à la tutelle du Kuomintang. De part et d'autre, on fouillait les *Œuvres complètes* pour y trouver une solution introuvable. En effet, Lénine a toujours recommandé à ses disciples de soutenir tous les mouvements révolutionnaires, fussent-ils bourgeois et nationalistes, de conclure tout compromis avantageux avec les partis démocrates ou libéraux, mais à condition de ne jamais aliéner leur liberté ni perdre de vue le programme socialiste, de ne pas se fondre ni se confondre avec de tels partis. Trotsky pouvait s'en prévaloir à bon escient. Mais Staline assimilait le Kuomintang au Labour Party dans lequel ont cherché à s'introduire les communistes britanniques sur le conseil instant de Lénine. C'était sans nul doute méconnaître la différence de nature sociale entre les deux partis et la disparité des circonstances historiques. En outre, le Kuomintang se transformait après la disparition de Sun Yat Sen comme le parti bolchéviste après Lénine...

En mars 1927, à la suite de l'entrée de Chang Kai Chek à Shanghai où s'est formé, en majorité de Rouges, un pouvoir « populaire », deux ministres communistes participent au gouvernement national



de Hankéou. En avril, le président du Kuomintang, Wan Tin Wei, et le secrétaire du parti communiste, Tchen Dou Siou, proclament leur entente indéfectible et la subordination des autorités militaires au pouvoir civil. A Moscou, Staline irrité contre l'opposition qui bouge se porte garant de la fidélité de Chang Kai Chek au testament de Sun Yat Sen et à l'alliance soviétique, devant une large assemblée des militants « actifs ». Radek annonce à l'inverse la dislocation fatale de la coalition nationaliste-communiste et signale le danger imminent des mitrailleuses de Chang pour les ouvriers. Quelques jours plus tard, on apprend la nouvelle d'un coup d'État militaire à Shanghai : des centaines de travailleurs massacrés, bientôt des milliers, le gouvernement rouge dissous par l'armée « populaire », les agents de Moscou en fuite, le parti communiste traqué. Les mêmes faits, précédés d'une perquisition à l'ambassade des Soviets à Pékin, se répètent à Nankin, à Canton et ailleurs. La presse soviétique éclate en imprécations, fulmine de colère et vocifère d'impuissance. Chang Kai Chek n'est plus qu'un déserteur, un traître, un contre-révolutionnaire, un féodal, un dictateur, un bourreau, un Cavaignac, un Gallifet. Staline a tout juste le temps d'empêcher l'insertion de son pitoyable discours dans la *Pravda*. Mais le désastre du Pacifique l'éclabousse de sang ouvrier. L'opposition indignée entre en effervescence, une adresse au Comité central présentée par quatre-vingt-trois gauchistes se couvre de signatures. La lutte des fractions reprend de plus belle, sur le thème de la Chine, dans le second trimestre de 1927.

\* \*

Staline a essayé sans chanceler une commotion dont nul n'eût réchappé sous tout régime quelque peu démocratique. Et pour cause : il jouit du monopole absolu de l'information et du commentaire, de l'imprimerie et de la tribune. La presse entière lui appartient et loue effrontément sa clairvoyance. Non seulement l'innombrable appareil administratif, économique et politique, mais la police et l'armée sont à ses ordres, par personnes interposées. Il peut déjà tout se permettre, sauf contre un membre du Politbureau ou du Comité central sans l'assentiment de la majorité. Aucun despote, en aucun temps et dans aucun pays, n'a jamais encore disposé de tels moyens de tromper l'opinion et, le cas échéant, de la dompter. Les opposants atteignent au plus, par la diffusion orale et dactylographique, deux ou trois dizaines de milliers d'individus au cours

de plusieurs mois. La « déclaration des 83 » recueille environ trois mille signatures, mais la plupart des réfractaires non catalogués s'abstiennent pour ne point s'exposer en pure perte aux représailles. Bon nombre de petits cercles ouvriers vivent, en secret, sans communiquer entre eux afin d'échapper aux espions qui foisonnent, professionnels ou bénévoles. L'apathie collective et l'instinct de la conservation individuelle donnent carte blanche à Staline, réserve faite des privilèges de « l'oligarchie » à sauvegarder.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le chef-d'œuvre de Griboïéov, *Le Malheur d'avoir de l'esprit*, interdit par la censure, fut copié à quelque quarante mille exemplaires selon certains biographes. Les écrits de Trotski en sont là, dans la dixième année du bolchévisme d'État. Ce n'est pas le seul indice de recul d'un siècle, réaction qui rend de plus en plus frappants les parallèles entre le Tsar de fer et le Secrétaire d'acier.

Quand Staline assouvit sa vindicte en rayant Trotski de l'histoire officielle de la révolution, qu'il dénature les faits et falsifie les textes, qu'il purge les librairies de tout livre véridique ou document authentique mais contraire à ses vues et qu'il expurge les récits vécus, les mémoires de contemporains, témoins ou participants, et même les papiers inédits de Lénine pour dénier à son principal adversaire tout rôle en 1917 et dans la guerre civile, quand il fait célébrer les anniversaires de l'armée rouge en supprimant le nom obsédant et qu'il ordonne de tourner le film *Octobre* comme si Trotski n'avait jamais existé, comment ne pas rappeler l'observation de Custine sur le souverain autocrate qui « modifie selon son bon plaisir les annales du pays et dispense chaque jour à son peuple les vérités historiques qui s'accordent avec la fiction du moment »? Empire tsarien ou république soviétique, « en ce pays, la vérité historique n'est pas plus respectée que ne l'est la religion du serment ». On a vu suspendre le tirage de certaines feuilles d'une *Encyclopédie soviétique* pour modifier sous presse la biographie des gens qui avaient cessé de plaire. Le grand public était à peine mieux renseigné sur le présent que sur le passé, sur les défaites en Chine que sur les victoires en Russie. Staline poursuit l'opposition même en delà du tombeau ; au retour des cendres de Sklianski, décédé d'accident aux États-Unis, n'a-t-il pas refusé à l'urne funéraire la sépulture de la Place Rouge, comme pour illustrer encore Custine : « Les morts en Russie sont assujettis eux-mêmes aux fantaisies de l'homme qui régit les vivants »?



Après les sinistres mécomptes de Shanghai et de Canton, la série noire s'allonge avec l'arrestation à Pékin de vingt communistes chinois, aussitôt condamnés au supplice horrible de la strangulation par le garrot. Parmi eux, un fondateur du Parti, le professeur Li Ta Tchao, et une jeune fille, Cheng Pai Ming. Mais Staline se multiplie en thèses et en discours imperturbables pour se donner raison malgré tout, pour admonester de haut l'opposition trop pressée de rompre avec le Kuomintang et de créer des soviets en Chine méridionale. Il fonde à présent ses espoirs sur Feng Yu Siang, le général chrétien qui se réclame de Sun Yat Sen mais comme tant d'autres prétoriens à vendre, et comme tous les frères ennemis du bolchévisme se disent fils spirituels de Lénine.

Les affaires d'Extrême-Orient ne l'intéressent d'ailleurs qu'en fonction de sa position dans le Parti. Ses familiers ne cachent pas le projet de décapiter l'opposition en « liquidant » les meneurs les plus encombrants ; exclus du Parti, ces intraitables seraient livrés à la Guépéou. Mais pour cela, le consentement du Politbureau est encore nécessaire. Or, on raconte au Kremlin et alentour dans la langue du métier que le Politbureau, amputé de sa gauche, se divise en droite et centre, par quatre voix contre quatre. On nomme Rykov, Boukharine, Tomski et Kalinine comme droitiers, sans savoir exactement de quoi il retourne. La moitié du Politbureau paralyse ainsi l'autre moitié (le neuvième membre, Koufbychev, fait l'objet d'une contestation car les statuts stipulent l'incompatibilité des fonctions au Comité central et à la Commission de contrôle). Staline se trouve donc en difficulté passagère au « sommet ».

La façon dont il va se tirer d'embarras éclaire bien sa supériorité sur le plan inférieur où il se meut avec souplesse. En prévision de l'éventualité, il a élargi sans discontinuer le Politbureau et le Comité central pour s'y entourer le plus possible de commis dociles. Mais sa fraction n'est pas encore homogène car il a dû compter avec de ces vieux bolchéviks dont Lénine ne faisait pas grand cas intellectuel mais qui ont servi d'appoint pour battre Trotski, puis Zinoviev. Tant que le processus en cours ne sera pas achevé, tant que la camarilla stalinienne proprement dite ne formera pas au Politbureau la majorité dans la majorité, Staline devra transiger, ruser, temporiser. C'est pourquoi il ne brusque rien et travaille en silence à modifier les proportions numériques à son avantage, ne fût-ce que d'une unité.

Trotski avait cru pouvoir à diverses reprises s'attaquer d'emblée

à tout le noyau stable du Comité central. Zinoviev avait tenté une opération inconsidérée en deux temps, contre Trotski de concert avec Staline, puis contre Staline par ses seuls moyens. Staline, lui, ne laisse rien au hasard et ne risque aucun conflit déclaré sans prendre la mesure précise de ses forces, ni avant de pointer les voix à classer. Aussi faut-il suivre de près les ennuyeuses mutations bureaucratiques, les chassés-croisés de fonctionnaires : dans ces ternes combinaisons réside le secret immédiat et palpable de la dictature du Secrétariat, pour qui veut s'épargner de sonder ce que Carlyle entend par « les régions obscures et indescriptibles de l'histoire ».

Staline avait contre lui un ensemble de traditions plus ou moins respectables, de tendances statiques consacrées par le temps, de réputations faites ou surfaites. Pour accoutumer le Parti, ou plutôt les principaux cadres, à une transformation des mœurs et à une révision de la table des valeurs, il fallait procéder sans hâte par gradations insensibles. Après avoir nettoyé le Politbureau, il prépare les esprits à l'épuration du Comité central ; rien ne presse pour aller plus loin : on admet plus facilement les disgrâces que les amputations. Ayant retardé d'abord de quelques mois, puis d'un an le congrès du Parti, il ajourne d'autant le congrès des Soviets et renvoie à date imprécise le congrès de l'Internationale. Petit à petit, l'habitude s'établit de laisser faire les Comités centraux, leurs bureaux, et, en dernier ressort, le secrétaire général. Quand la droite commence à le gêner au Politbureau, Staline patiente et compose, sûr du Comité central, et spéculant avec une perspicacité indéniable sur la maladresse de ses adversaires, sur la poltronnerie de ses complices. Et de fait, l'une et l'autre lui viendront en aide au bon moment. L'époque est fertile en occasions et prétextes.

Les relations diplomatiques de l'Union Soviétique avec l'Angleterre conservatrice, très altérées déjà par l'immixtion russe dans les grèves, se tendent à l'extrême en 1927 après les complications de Chine. Staline profite de l'atmosphère favorable à l'exaltation patriotique pour prendre au mot l'opposition qui, devant le Comité central en avril et dans la récente « déclaration des 83 », a eu l'imprudence d'affirmer : « *Les menaces de guerre augmentent chaque jour* ». Exploitant cette justification involontaire de l'état de siège, il alerte la population ignorante et proclame la révolution en péril, trop heureux de mettre la gauche en posture de seconder l'ennemi.



Des harangues de Boukharine et de Voroehilov avaient déjà provoqué un début de panique, une ruée sur les magasins ; Staline dut apaiser l'émotion en déclarant : « Nous n'aurons pas la guerre au printemps ni à l'automne parce que nos ennemis n'y sont pas prêts ». L'épouvantail de la guerre agité par les opposants ne peut que favoriser l'appareil : plus proche est le danger, plus sévère la dictature. Fin mai, Trotski intervient avec une violence exceptionnelle et vaine devant les fantoches de l'Exécutif de l'Internationale ; il mêle le Comité anglo-russe, le Kuomintang, le bureaucratisme soviétique et la guerre en perspective. Staline, en répondant, lui refuse toute considération, « d'autant plus qu'il rappelle plutôt un acteur qu'un héros », mais discute cependant pied à pied, argumente pour ne pas forcer l'allure de la révolution en Chine, pour maintenir l'entente avec le Kuomintang, pour s'opposer à la création de soviets chinois, et conclut : « Je viens de recevoir la nouvelle que le gouvernement conservateur anglais a décidé de rompre avec l'U. R. S. S.... D'aucuns menacent le Parti de guerre et d'intervention. D'autres de scission. Il se forme une sorte de front unique de Chamberlain à Trotski... Ne doutez pas que nous sachions briser ce nouveau front. » Le ton s'envenime, avec les accusations mutuelles de menchévisme et de trahison.

L'opposition ne cesse d'apporter un concours indirect à Staline par sa tactique étourdie qui solidarise des hommes déjà disposés à se séparer. Elle tombe sans retenue sur Tomski, à propos du Comité anglo-russe, et sur Boukharine, à cause de la Chine, de manière à les rapprocher de leur protecteur. Staline saisit l'instant propice et somme le Politbureau de proposer d'exclure Trotski et Zinoviev du Comité central, sous menace de démission. Sans se douter de toute la gravité d'un acte qui ouvre à l'arbitraire policier un champ illimité, la droite cède, puis, à son tour, la Commission de contrôle, malgré la résistance inattendue d'Ordjonikidzé. Une situation extérieure d'apparence tragique sert à point la manœuvre de Staline. L'assassinat de Volkov, ambassadeur soviétique à Varsovie, détermine à Moscou une répercussion terroriste foudroyante : vingt ci-devant capitalistes et aristocrates, parmi lesquels un prince Dolgoroukov, étrangers à l'attentat mais traités sans avis préalable en otages, sont exécutés par la Guépéou. La main de Staline ne tremble pas et le Politbureau ne peut s'en passer en de telles circonstances où l'on parle au Kremlin d'un nouveau Sarajevo.

La Commission de contrôle motive sa résolution sur « l'indisci-

pline de Trotski et Zinoviev » par l'activité fractionnaire des coupables : l'opposition a violé ses promesses, répandu sa littérature clandestine, manifesté en accompagnant à la gare Smilga, banni en Sibérie sous couvert de mission (récidive accentuée d'une démonstration analogue, le jour du départ de Kamenev pour Rome) ; en outre, Zinoviev s'est permis des critiques lors d'une cérémonie commémorative, et Trotski de même à l'Exécutif de l'Internationale, avant de « jeter au Parti l'accusation calomnieuse de thermidorianisme » devant la Commission qui soumet à la session plénière des organismes centraux « la radiation de Trotski et Zinoviev de la liste des membres du Comité central ». Il n'y a pas encore d'exemple de surprise en pareil cas. Rien ne semble plus devoir entraver l'action de la Némésis bureaucratique.

Mais Staline joue de malheur en Chine où Feng Yu Siang, marchant sur les traces de Chang Kai Chek, lui inflige une cuisante déconvenue et se tourne contre les communistes. La *Pravda* couvre d'insultes le nouveau « traître », ce qui ne gêne pas les divers généraux chinois pour pendre ou fusiller les Rouges de toutes nuances, décimer les syndicats ouvriers, noyer dans le sang les émeutes paysannes. « Plus de dix mille prolétaires et intellectuels révolutionnaires ont déjà succombé sous les coups des meurtriers de la contre-révolution unifiée. Journallement, on égorge par centaines les meilleurs fils de la Chine. Les prisonniers sont soumis à des tortures indicibles », lit-on dans un manifeste de Moscou. Il ne reste à Staline qu'à miser sur Wan Tin Wei, porte-parole de la gauche du Kuomintang, pour courir à un nouvel échec et constater la débâcle de la révolution sociale en Chine, l'écrasement de ses dernières illusions, la faillite scandaleuse de sa stratégie aventurière. L'ultime péripétie est accomplie en juillet 1927 quand s'ouvre la session, dans un désarroi invraisemblable.

Pour détourner l'attention de ses lourdes responsabilités, Staline recourt à une audacieuse diversion qui ne trompe aucun militant averti mais peut troubler la conscience des suiveurs : désigner des boucs émissaires, rejeter sur ses subordonnés chinois, instruments et victimes, sur les survivants des tueries, toute la collection des fautes commises, susciter ainsi une crise opportune dans le parti communiste de Chine. Il a déjà ordonné de sortir du gouvernement nationaliste de coalition, sinon du Kuomintang, et il s'empare enfin du mot d'ordre de l'opposition, créer des soviets, comme devenu actuel une fois la partie perdue. Mais son artifice essentiel



tion qu'il s'agirait de concentrer sur la question primordiale du régime, dont dépend tout le reste...

\* \* \*

Entre deux sessions du Comité central, Staline accélère les préliminaires d'une grande opération chirurgicale, méditée de longue date. On pourrait croire que la rupture du Comité anglo-russe enfin accomplie en septembre 1927 mais... par le Congrès des Trades-Unions et l'hécatombe permanente des communistes en Chine excitent en lui une sombre rancune contre des adversaires trop clairvoyants. Ses porte-parole et porte-plume abusent du monopole de la tribune et de la presse pour assommer au moral l'opposition ligotée au physique, préparer les esprits à la guillotine sèche, tandis que la *Pravda* vante « le déploiement sans précédent de la démocratie sous le régime soviétique ». Ses espions sont sur les dents pour dépister partout l'indiscipline ou, si possible, la susciter afin de donner prétexte de la réprimer. Tout septembre est jalonné d'exclusions et, vers la fin du mois, l'Exécutif de l'Internationale élimine Trotski, à l'encontre des statuts. Un nouveau « crime » a été découvert par la Guépéou, sous l'aspect d'une « imprimerie clandestine » sommaire ; douze coupables ou soi-disant tels sont exclus du Parti. Préobrajenski et Sérébriakov essaient de les couvrir et subissent le même sort, comme aussi une trentaine de leurs camarades à Léninegrad, pour d'autres motifs. Mratchkovski et plusieurs autres seront jetés en prison. A n'en plus douter, le dénouement prévu est proche.

En octobre, Trotski et Zinoviev sont exclus enfin du Comité central devant lequel ils prononcent encore, dans un tumulte sans exemple pour ce parti, des discours superflus, hachés d'interruptions grossières et d'insultes. Pour la dernière fois, ils saisissent l'occasion de se prêter à la mise en scène dont Staline est l'adroit régisseur. Celui-ci ne juge même plus nécessaire de respecter le décorum ; son discret et précieux acolyte Menjinski, chef nominal de la police, présente un rapport sur l'opposition qu'une histoire incohérente et louche de complot militaire tend à compromettre dans un amalgame contre-révolutionnaire avec un officier de Wrangel, en réalité agent de la Guépéou. Machination provocatrice évidente, « thermidorienne » dit Trotski, où l'assistance gênée, mais soumise, perçoit la main experte de Staline.

On ne saurait déjà plus comparer la Guépéou soviétique à l'*Okhrana* tsariste. Il faut remonter à Nicolas I<sup>er</sup> pour avoir une idée de l'institution redoutable qui synthétise à présent la fameuse Troisième Section de la Chancellerie et le terrible Corps des Gendarmes, mais avec une technique moderne. Le parallèle s'impose d'autant plus que le Secrétaire d'acier est le véritable maître de la police, comme en son temps le Tsar de fer. Chacun se sent sous la surveillance directe ou indirecte de Staline et aucun membre du parlement bolchéviste, hormis la gauche, n'ose le contredire ni le contrecarrer. Les corrompus et les fanatiques donnent le ton, les autres sont résignés à tout voter. Quand Trotski, le meilleur orateur du Parti, est contraint de lire son texte mot à mot pour s'y cramponner, dans un tapage inconcevable où l'on devine sans effort la cabale, puis de tourner court avant d'avoir terminé, personne parmi ceux qui expriment leur dégoût confidentiel dans les couloirs ne s'aventure à le déceler en séance. Des cris violents s'entre-croisent, dont la sténographie n'a retenu que les plus modérés : « Renégat... traître... canaille... bavard... vantard... menteur... menchévik... » Trotski parvient à articuler dans le bruit : « *L'actuelle victoire d'organisation de Staline précède son effondrement politique.* » Les sifflets et les huées lui épargnent de vaticiner plus avant.

Staline, assuré d'un silence attentif, répond d'abord en plaidant *pro domo sua*, dans son style à répétitions : « Le fait que les attaques principales sont dirigées contre Staline s'explique parce que Staline sait peut-être mieux que certains camarades les coquinerics de l'opposition et qu'il n'est pas si facile de le tromper. Voilà pourquoi on s'attaque avant tout à Staline... Qu'est-ce que Staline? Staline est un petit individu. Prenez Lénine... » Et de rappeler encore les vieilles polémiques de l'émigration, du temps où Trotski cinglait vertement « Maximilien Lénine ».

Au sujet du *Testament*, toujours invoqué par l'opposition, il conteste l'avoir mis sous le boisseau, se retranche derrière une décision unanime de ne pas le publier et cite à plaisir les démentis de Trotski à Max Eastman. « On dit que dans ce *Testament* Lénine a proposé au congrès d'étudier la question de remplacer Staline au poste de secrétaire général? C'est absolument vrai. Lisons ce passage, bien qu'on vous l'ait déjà lu plusieurs fois... » Et il donne lecture des lignes classiques de Lénine : « Staline est trop brutal (*groub*) et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire



général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc... »

Il se justifie, fort d'une confiance mathématique dans le scrutin final, mais fort aussi des fautes accumulées par ses contempteurs : « Oui, camarades, je suis brutal envers ceux qui manquent de parole brutalement et traîtreusement, scindent et démolissent le Parti. Je ne l'ai jamais caché et ne le cache pas. Dès la première séance du Comité central après le treizième Congrès, j'ai demandé d'être libéré des obligations de secrétaire général. Le congrès lui-même a examiné cette question. Chaque délégation a examiné cette question et toutes les délégations, y compris Trotski, Kamenev, Zinoviev, ont été unanimes à obliger Staline de rester à son poste. Que pouvais-je donc faire? Abandonner mon poste? Ce n'est pas dans mon caractère... Au bout d'un an, j'ai de nouveau présenté une déclaration pour être libéré, mais on m'a de nouveau obligé de rester à mon poste. Que pouvais-je donc faire encore? »

Après l'autoplaidoyer, le réquisitoire : « On parle d'arrestations de désorganisateur exclus du Parti et qui mènent un travail anti-soviétique. Oui, nous les arrêtons et les arrêterons s'ils ne cessent pas de miner notre parti et le pouvoir soviétique... On dit que ces faits sont inconnus dans l'histoire de notre parti. Ce n'est pas vrai. Et le groupe de Miasnikov? Et le groupe de la *Vérité ouvrière*? Qui donc ignore que les membres de ces groupes ont été arrêtés avec l'appui direct des camarades Trotski, Zinoviev et Kamenev? »

Il tourne en dérision Zinoviev qui a prédit la guerre pour le printemps de 1927, puis pour l'automne : « Nous voici à l'hiver et la guerre n'est toujours pas là ». Avant son « bavardage » sur Thermidor, observe-t-il, Trotski repoussait dans *Cours nouveau*, selon les termes textuels de la brochure, « les analogies historiques avec la grande Révolution française (chute des Jacobins) dont se nourrissent et se consolent le libéralisme et le menchévisme, superficielles et inconsistantes ». Il accuse l'opposition, qui nie, de tendre à fonder un parti concurrent. Or, sur ce point, chacun sait l'intransigeance de la caste bolchéviste : « *Sous la dictature du prolétariat, il peut exister deux, trois, voire quatre partis, mais à condition que l'un soit au pouvoir et tous les autres en prison* », diront bientôt Tomski et Boukha-

rine, les droitiers, l'un paraphrasant l'autre. Régression sensible, en dix ans, depuis que Lénine a promis « une concurrence pacifique des partis à l'intérieur des Soviets »...

L'assemblée fixe l'ordre du jour du prochain congrès. Par un paradoxe assez impudent, elle rend à la gauche industrialiste un hommage involontaire au moment de décider sa perte, en adoptant des « Directives pour l'élaboration d'un plan quinquennal économique », c'est-à-dire en donnant corps aux projets chers à Trotski depuis 1920. Mais la différence est grande quant à la teneur des deux conceptions, au rythme supputé de progression industrielle future. L'opposition se hâte d'établir des « contre-thèses » plus ambitieuses, destinées au congrès. La fraction gouvernementale, sûre de ses moyens de persuasion et de coercition, accorde enfin un mois de discussion préalable et une feuille spéciale de la *Pravda*, dans sa générosité démocratique. La gauche demandait trois mois : il faut déjà plusieurs semaines pour certaines relations postales. Quant à la faculté de se prononcer librement, personne ne peut s'y tromper, sachant ce qu'il en a coûté aux plus hardis de se singulariser.

Les cadres organiques du Parti, d'après Staline, ne comptent pas moins de 100 000 individus en 1927, pour quelque 1 200 000 membres et stagiaires. En outre, environ la moitié de l'effectif total, soit près d'un demi-million, se compose de fonctionnaires de l'État, des administrations syndicales et coopératives, ou d'institutions annexes du Parti. L'autre moitié, employée dans la production, jouit d'une sécurité matérielle appréciable et n'aspire qu'à la consolider dans l'appareil. Dans ces conditions, le communiste moyen a le choix entre l'orthodoxie confortable et le chômage sans issue. Les héros prêts à sacrifier aux principes leur minimum de bien-être, parfois le pain de leurs enfants, ne pourraient se faire entendre du congrès à travers six instances superposées qui filtrent l'opinion d'en bas et l'amortissent de degré en degré jusqu'à l'étouffer.

A la fin d'octobre, Racovski et Kamenev qui tentent leur chance à Moscou dans une réunion régulière sont accueillis par des clameurs et mis dans l'impossibilité de parler. Ailleurs, autres tentatives, même résultat. L'opposition décide néanmoins de persévérer dans sa tactique combattive et de risquer une démonstration de rue, le jour du grand anniversaire. Encouragée par un succès relatif, mais fortuit, lors d'une manifestation à Léninegrad, elle espère impressionner la bureaucratie par un témoignage de popularité.

De la part d'un Zinoviev, une telle présomption n'a rien pour



surprendre. Mais Trotski eût pu se souvenir de Cromwell qui, reçu en triomphateur au retour de l'expédition d'Irlande, avait la sagesse de dire « que l'affluence eût été plus considérable encore pour le voir pendre », ou de Washington songeant sous les acclamations, après son élection à la présidence, « aux scènes tout opposées qui auraient lieu peut-être un jour malgré mes efforts pour faire le bien ». Mais avec leur science sociale hypothétique et péremptoire, les bolchéviks de gauche comme de droite ou du centre, enclins à prendre leur désir pour la réalité et leur crainte pour une certitude, généralisent tout phénomène épisodique ou accidentel. L'opposition se grise au contact de ses partisans, dans de petites réunions illégales, et surtout quand elle réussit par surprise à emplir l'amphithéâtre de l'École supérieure technique. Le 7 novembre 1927, étrangère à l'allégresse de la fête, elle se lance avec ses mots d'ordre énigmatiques inscrits sur des pancartes dans la foule inconsciente qui défile en chantant des hymnes révolutionnaires. Foule semblable à d'autres foules en n'importe quel pays, mais foule de Russie soviétique, dressée à marcher en rangs, crédule en collectivité, sceptique en ses éléments distincts, anxieuse et passive, animée d'un vague sentiment de patriotisme révolutionnaire mitigé de lassitude.

Staline, cette fois, n'est pas pris au dépourvu. L'opposition noyée dans la multitude indifférente se heurte à des bandes bien stylées qui la couvrent, dit un communiqué officiel, « de pommes pourries et de galoches », preuve que des hommes de main étaient là tout exprès car nul n'a coutume de se munir de pommes pourries pour commémorer un coup d'État et les galoches coûtent trop cher pour qu'on les jette, surtout aux abords de l'hiver. Pancartes lacérées, porteurs molestés, bousculades, rixes, horions et invectives... Un coup de feu : la balle a ricoché sur la voiture de Trotski. A Léninegrad, pendant ce temps, une vive échauffourée de même nature aboutit à la séquestration de Zinoviev, pour quelques heures. A cela se bornent les gros incidents de la journée. Seules, deux petites minorités ardentes se sont trouvées aux prises, le peuple restant neutre et inerte. Trotski note à ce propos, dans ses mémoires : « *Pour qui sait voir, le 7 novembre 1927 s'est jouée dans les rues de Moscou une répétition de Thermidor.* »

\*  
\*  
\*

Le manifeste emphatique et banal de l'Exécutif des Soviets, en l'honneur de l'anniversaire, comportait une « surprise » parmi les

poncifs ordinaires et les exclamations sacramentelles : la journée ouvrière de sept heures, mais en l'état de promesse à réaliser un an plus tard et par étapes consécutives à la rationalisation de l'industrie. Dans un pays où la loi des huit heures n'était pas appliquée, de l'aveu officiel, et où les travailleurs gratifiés pour la plupart de salaires de famine consacraient chaque jour de longues heures à l'achat de mauvais produits de toute première nécessité, pain des parents, lait des enfants, la réforme future n'avait pas l'importance tonitruée par l'appareil. L'opposition, offusquée de l'irréalité démagogique du « cadeau », le fit observer à maintes reprises, circonstance aggravante à sa charge. Mais ce nouveau désaccord est accessoire dans un désaccord plus ample sur la politique économique. Le manifeste ne dit mot du plan quinquennal admis dans les grandes lignes par le Comité central ; les dirigeants persistent encore à ne lui accorder qu'un intérêt secondaire. Il faut les contre-thèses de l'opposition pour en faire le nœud du confit.

Une abondante littérature simili-documentaire, bourrée de chiffres, illustrée de diagrammes, tend à prouver la restauration matérielle de la Russie au niveau retardataire d'avant-guerre après dix ans de révolution. Mais il s'agit là de données fallacieuses, en nombres absolus et de valeur très conditionnelle où n'entrent pas en compte le mouvement de la population, la perte de vastes territoires productifs, la dépréciation de la monnaie, la chute profonde du commerce extérieur, les destructions et déprédations de la guerre civile. D'autre part, le Gosplan établit alors que la consommation moyenne, par tête d'habitant, reste très inférieure à ce niveau de misère et ne le rejoindrait qu'en 1932, lors du quinzième anniversaire d'Octobre, suivant le plan économique en voie d'élaboration. Ce calcul autorisé fait justice des fictions statistiques destinées à la propagande et stimule la gauche dont les contre-thèses critiquent « un plan aussi étriqué, absolument pessimiste ».

Le plan quinquennal de la droite ne résout aucune difficulté, y apprend-on en substance, ni le chômage, ni l'insuffisance des salaires, ni la crise du logement, ni l'inflation fiduciaire, ni la disette de marchandises. Les impôts indirects augmentés de budget en budget accablent la classe ouvrière. Seule, la production de l'eau-de-vie triplerait en cinq ans alors que le développement de la consommation générale serait minime. Il y aurait comme issue, toujours d'après les contre-thèses, l'investissement d'un surcroît de capitaux dans l'industrie. Les campagnes recèlent un milliard de pouds de



céréales en réserve ; par un emprunt forcé de 150 millions de pouds, l'État pourrait donner une vigoureuse impulsion à toute l'économie, procurer du travail à des milliers de chômeurs, jeter sur le marché de nouvelles marchandises en quantités considérables. Les subsides alloués à la production industrielle devraient s'élever pour commencer à 500 millions de roubles par an et progresser jusqu'à un milliard au cours de la période quinquennale à venir. Il va sans dire que le plan ne serait pas réalisable sans la collaboration de ses promoteurs de gauche, encore moins contre eux, ce qui implique un « régime intérieur du Parti » plus démocratique.

Mais l'opposition n'a désormais guère de moyens d'exposer ses vues, qualifiées par ironie de « super-industrialistes ». Quand la *Pravda* publie les contre-thèses, presque partout sont déjà nommés les délégués aux conférences locales, régionales, provinciales et nationales précédant le congrès. De plus, une obstruction implacable étouffe la voix des minorités. Les quelques feuilles de discussion, parodie de démocratie, ne servent qu'à nourrir une polémique unilatérale. Enfin, le Comité central invite ouvertement à dissoudre par la force les réunions particulières de l'opposition. Dans une interview concertée avec des visiteurs étrangers, Staline répond à une question opportune : « Vous ne trouverez nulle part au monde un État où existerait pour le prolétariat une liberté de presse aussi large et complète que dans l'U. R. S. S. »

Par la même occasion, le secrétaire du Parti s'explique sur la *vodka*, dont le rapport annuel excède 500 millions de roubles, proportion à peu près égale à celle du « budget ivre » sous le tsarisme : « Je crois que nous réussirons très prochainement à supprimer le monopole de la *vodka*, à réduire la production de l'alcool au minimum nécessaire aux besoins techniques et ensuite à liquider tout à fait la vente de l'eau-de-vie. » Mais le plus intéressant, cette fois encore, a trait au socialisme à la campagne : « *Nous pensons réaliser le collectivisme dans la question paysanne peu à peu, par des mesures d'ordre économique, financier, culturel et politique.* » C'est la thèse traditionnelle du bolchévisme, où il n'est pas question de faire intervenir la force : « La collectivisation intégrale aura lieu lorsque les entreprises paysannes seront transformées sur une nouvelle base technique, dans le sens de la mécanisation et de l'électrification, lorsque la majorité de la paysannerie laborieuse sera englobée dans les organisations coopératives, lorsque la majorité des villages sera couverte d'associations agricoles de caractère collectiviste. »

L'entretien se termine sur des paroles grandiloquentes consacrées à la Guépéou que Staline ne craint pas d'assimiler au Comité de Sûreté générale de la Révolution française, bien que l'Union Soviétique ne soit plus en guerre depuis sept ans et que l'Histoire de la Russie des Tsars offre de plus justes points de comparaison : « Nous ne voulons pas renouveler les fautes des communards parisiens. La Guépéou est nécessaire à la révolution et la Guépéou vivra pour l'effroi des ennemis du prolétariat. » Aucune allusion à cette chasse aux prolétaires, aux socialistes, aux libertaires, aux syndicalistes, aux tolstofens, aux communistes, aux révolutionnaires de toutes les écoles dont se plaignent les multiples tendances d'opposition.

Le 15 novembre, la Commission de contrôle décide l'exclusion de Trotski et Zinoviev du Parti. Nul ne s'y méprend, ce sera la prison ou la déportation à bref délai si le congrès approuve. Les autres leaders de la gauche sont exclus des Comités centraux et relevés de leurs fonctions dans le Parti et dans l'État. On dit à Moscou que Staline a résolu de « frapper l'opposition au ventre », de la priver de travail, donc de pain et de logis. Le 16, un des principaux opposants inactifs, Ioffe, se suicide : depuis longtemps malade et en butte à l'hostilité du Politbureau, mais surtout déprimé par les vexations infligées à sa fraction, il a voulu protester contre « cet opprobre », l'exclusion de ses amis « qui doit inévitablement ouvrir une période thermidorienne » en Russie. Dans son testament spirituel, une lettre poignante adressée à Trotski, il adjure celui-ci de tenir ferme sans compromis, comme autrefois Lénine. La Guépéou perquisitionne chez le défunt et cherche à interdire l'accès du cimetière au cortège des funérailles. Elle hésite encore à recourir aux actes de violence physique, faute d'instructions d'en haut et par peur du scandale, mais l'heure des attermolements sera bientôt révolue.

Une semaine après le geste tragique du premier ambassadeur de la République des Soviets en Europe et en Asie, Staline annonce la déconfiture de l'opposition qui n'a pas même obtenu, et pour cause, 1 pour 100 des voix et n'aura pas un délégué au congrès. « Une déclaration d'unité signée de trente et un trotskistes » a été remise au Politbureau, dit-il, « mais quelle réponse peut-on faire à la déclaration hypocrite de trente et un trotskistes, alors que les déclarations mensongères de l'opposition ont toujours et toujours été contredites par ses agissements scissionnistes ? » Le 2 décembre



s'ouvre le quinzième Congrès, véritables assises de l'appareil, où les « 100 pour 100 d'unanimité » sont garantis par tous les moyens imaginables.

C'est une sorte de chef-d'œuvre du genre. Dans la cohue compacte des 1669 congressistes, la gauche, en effet, ne dispose pas d'un seul mandat. Quelques-uns de ses représentants, candidats à l'exclusion, sont présents, à leur habitude incorrigible, avec voix consultative. En quoi consiste le droit de parole, ils l'apprendront de nouveau à leurs dépens s'ils essaient de l'exercer. Les cérémonies de congratulations prennent des proportions extraordinaires ; le Congrès reçoit près de 1500-adresses, motions, dépêches de salutations et de félicitations envoyées sur les instructions du centre, et il applaudit nombre de soi-disant délégations ouvrières ou autres, en service commandé. Plus est mince la teneur des débats et plus les comptes rendus sont épais et lourds ; un énorme tome de 1400 pages enregistre les exercices de psittacisme des orateurs, étendus sur une trentaine de séances. Staline discourt pendant une journée entière, pour faire preuve au moins d'endurance, et les autres rapporteurs s'acharnent à tenir la tribune le plus possible afin de compenser en quantité la qualité par trop déficiente. Sur la « proposition » des meneurs, ayant la valeur d'une injonction, l'assemblée obéissante « décide », c'est-à-dire accepte une modification aux statuts, légalisant son ajournement arbitraire : le congrès se réunira désormais à la fréquence minimum d'une fois tous les deux ans. Mais rien ne garantit le respect de cette nouvelle stipulation, pas plus que de tant d'autres dispositions protectrices réglementaires, légales ou constitutionnelles. Enfin, selon la volonté occulte de Staline, l'effectif du Comité central sera porté à 121 membres, suppléants inclus, celui de la Commission de contrôle à 195, pour élargir au profit du Secrétariat « la base du sommet ».

Le long rapport politique du secrétaire général, document-type de l'optimisme bureaucratique, se termine sur l'énumération flatteuse de dix victoires du bolchévisme, à l'extérieur et à l'intérieur, dans les domaines les plus divers. Tout va donc pour le mieux sous la meilleure des dictatures... Entouré de sa clientèle dense de partisans intéressés et de créatures dociles, Staline délalaie en sécurité des matériaux statistiques fournis par de prudents fonctionnaires en évitant par précaution d'y insérer une idée personnelle. S'il affirme à la légère : « *Nous vivons la veille d'une nouvelle poussée révolution-*

*naire, aux colonies comme dans les métropoles »*, des pronostics analogues de Lénine en d'autres temps lui serviront d'excuse au cas éventuel d'un démenti des faits. Ayant pris à la gauche ses projets d'industrialisation, du moins sur le papier, il porte aux nues « le rythme sans précédent de notre industrie socialiste » et emprunte à Lénine une phrase imprécise sur la nécessité de « rattraper et dépasser les pays avancés, sur le terrain économique », pour en faire un mot d'ordre impératif.

Il va sans dire que plus un grand pays est arriéré, plus vite il doit progresser en certaines circonstances sous la pression de la concurrence extérieure et grâce au concours technique de ses rivaux, pour se mettre au rang d'un État moderne. Mais cette rapidité même témoigne de son retard et n'autorise pas à s'en targuer, à verser dans la *com-vantardise* qui horripilait tant Lénine. La Russie tsariste avait connu des accès de fièvre industrielle, avant la Russie soviétique. Et si l'on ne conçoit pas de socialisme démocratique sans production mécanicienne, il est facile d'intensifier la production en oubliant le socialisme.

Moins satisfait quant à l'agriculture, trop extensive, parcellaire, improductive, Staline s'avise à son tour du danger koulak, après l'opposition. De toute évidence, les paysans aisés accaparaient malgré eux les céréales, faute de trouver à les échanger contre monnaie stable ou produits manufacturés, tandis que la multitude des pauvres végétait sur des champs morcelés à l'infini, sans engrais ni outillage. « L'issue, c'est le passage des petites entreprises paysannes émietées à la grande culture sur la base du travail collectif du sol... d'une nouvelle technique supérieure », mais avec prudence, sans contrainte, par persuasion et contagion de l'exemple : « Les camarades se trompent qui croient en finir avec le koulak par des mesures administratives, par la Guépéou. Ce moyen est facile, mais loin d'être efficace. Il faut prendre le koulak par des mesures économiques, sur la base de la légalité révolutionnaire. Et la légalité révolutionnaire n'est pas une phrase vide. Cela n'exclut pas, évidemment, le recours à quelques mesures administratives contre le koulak... »

Ainsi, pas de mesures administratives, mais mesures administratives quand même. Or sous cet euphémisme, Staline entend ce que Lénine maudissait comme « abominations de bachi-bouzouks », les confiscations de blé chez les cultivateurs prévoyants, le pillage à la fois officiel et illégal, inconcevable sans collisions ni sévices.



Par une déclaration signée de 121 noms et contre-signée de 52 autres, elle proteste de son loyalisme et convient de ses responsabilités dans l'indiscipline : « *Nous n'avons aucun désaccord de principe avec le Parti* ». Elle se défend de taxer le Comité central de déviations thermidoriennes, s'engage à cesser tout travail de fraction, à dissoudre son organisation, à obéir dorénavant sans conditions, à ne plus militer pour ses opinions que dans la limite permise par les statuts. Elle espère en conséquence la réintégration des exclus et la libération des emprisonnés.

Mais ce n'est un mystère pour personne au Congrès que la scission latente du « bloc » fragile des opposants ; la Guépéou a ses espions partout et perlustre assez de correspondance pour être exactement informée. Selon Trotski, Zinoviev inclinait déjà depuis un an à « capituler ». Aussi Staline exige-t-il une reddition sans réserve et l'abjuration de toute hérésie sans réticence. Le 10 décembre, Ordjonikidzé reçoit deux déclarations distinctes de soumission, celle de Kamenev et autres qui renoncent même à propager également leurs idées, celle de Racovski et autres qui ne s'y résignent pas. Le 18, l'exclusion des 75 principaux membres du groupe Trotski-Zinoviev et de 23 membres du groupe Sapronev est votée à l'unanimité. Aussitôt après, Racovski et ses amis rédigent un nouveau serment de fidélité au bolchévisme : « Exclus du Parti, nous ferons tous nos efforts pour y rentrer »...

Le « bloc » de l'opposition a vécu, Zinoviev et Kamenev qui prétendaient l'avoir formé « sérieusement et pour longtemps » font aussi une nouvelle déclaration mais pour rétracter leurs convictions intimes, confesser leurs péchés imaginaires, souscrire aux condamnations portées contre eux, désavouer leurs camarades à l'étranger. « Déserteurs » en 1917, « capitulards » en 1927, ils sont à genoux, comme l'avait escompté Staline. Ce *mea culpa* ne les sauve pas encore ; le Congrès ajourne à six mois toute décision définitive à leur égard, dans l'attente de preuves démonstratives de reniement.

L'opposition mise hors la loi, si tant est qu'on puisse ainsi s'exprimer à propos d'un régime d'illégalité sans bornes, le Congrès a rempli la tâche principale que Staline lui avait prescrite. Sur tous les autres points de l'ordre du jour, il adopte les résolutions présentées par les hommes de confiance du Secrétariat. Les « directives » de Rykov et Krijanovski sur le plan quinquennal économique sont du nombre. Pas plus les dirigeants que les dirigés ne



savent encore quand et comment pourra se réaliser le plan, dont il y a déjà sept variantes à l'étude. A moins de puiser aux sources de revenus signalées par la gauche exclue, et dans cette voie d'entrer en conflit violent avec les paysans producteurs, d'aller vers la suppression du commerce privé, en dépit des meilleures intentions et nonobstant les notions fondamentales de la *nep*, l'État soviétique n'aurait pas les moyens de financer une industrialisation de grande envergure. Et plusieurs problèmes techniques ou culturels insolubles en cinq ans se posent du même coup. Mais nul ne s'y attarde car les uns n'ont pas voix au chapitre et les autres se fient aux conclusions des experts.

Le Congrès ratifie automatiquement comme tout le reste la politique extérieure à double face du Politbureau, pacifique, accommodante et avantageuse par la diplomatie, subversive, fanfaronne et désastreuse par l'ex-Internationale asservie. L'actualité donne un regain sinistre d'intérêt à la Chine : dans la nuit du 10 au 11 décembre, par une coïncidence avec le Congrès qui ne laisse aucun doute sur la spontanéité de l'opération, un soulèvement local éclate à Canton. Les agents de Staline ont déclenché l'action pour procurer à leur chef un bulletin de victoire, en guise d'argument contre le « pessimisme de l'opposition ». Mouvement révolutionnaire d'arrière-garde et isolé, factice, voué à l'échec. La Commune de Canton, encerclée par les forces militaires du Kuomintang, ne dure que quarante-huit heures et sa chute est accompagnée d'un horrible carnage. Plus de 2 000 communistes ou présumés tels sont massacrés ou suppliciés séance tenante. Au congrès, un des émissaires staliniens en Chine, Lominadzé, avait rapporté la mise à mort d'environ 30 000 travailleurs chinois en cinq mois seulement, d'avril à août 1927. Après l'émeute insensée de Canton et la répression sanglante qui en prolonge l'écho durant plusieurs semaines, les estimations les plus sérieuses supputent au total quelque 100 000 victimes de la politique incohérente suivie sous l'égide de « Moscou ». Le communisme chinois à peu près anéanti, une poignée de survivants parmi lesquels l'ex-secrétaire Tchen Dou Siou iront à l'opposition et à l'exclusion. Ainsi prend fin tout un cycle d'aberrations et d'aventures dont Staline sort à jamais disqualifié comme théoricien et stratège de la révolution, au prix de cent mille vies humaines.

Mais en Russie, on ne sait rien des causes de la débâcle et ceux qui savent ou désirent savoir sont paralysés. Ayant défait l'oppo-

sition, Staline s'apprête à l'achever. Il n'attend qu'un prétexte à l'application de l'article 58 du Code visant les délits et les crimes de contre-révolution. Deux lettres interceptées par la Guépéou en tiendront lieu bientôt, documents inoffensifs dont les auteurs anonymes flétrissent la « trahison » des « capitulars » considérée comme un « fait historique », — de bien grands mots pour une misérable palinodie facile à prévoir.

Le 19 janvier 1928, la presse annonce en termes voilés « l'éloignement de Moscou des trente participants les plus actifs » de l'opposition, Trotski en tête. Sur la liste de proscription figurent Radek, Prébrajenski, Smilga, Sérébriakov, I. Smirnov, Biéloborodov, Sosnovski, Mouralov, Saponov et V. Smirnov. D'autres, comme Racovski, Bogouslavski, Drobnis, sont « invités à quitter Moscou ». Sous des formes hypocrites, c'est la déportation des irréductibles. Des centaines, puis des milliers d'arrestations et de relégations vont désormais se succéder à l'effet d'user au physique ou de briser au moral les « traîtres » qui osent prendre nom de bolchéviks-léninistes. Trait de mœurs caractéristique du bolchévisme post-léninien : Zinoviev et Kamenev saisissent le même prétexte que Staline pour dénoncer leurs compagnons d'hier et solliciter l'indulgence des maîtres de l'heure en piétinant sans pudeur les vaincus. Dans les rapports individuels comme dans les relations internationales, les épigones de Lénine passent, par propension instinctive et sans transition, de l'extrême humilité devant les forts à l'extrême arrogance envers les faibles. La *Pravda* laisse entendre déjà le retour en grâce des capitulars qui ont franchi « le pas décisif ». Par contre, le tribun et meneur de l'insurrection d'Octobre, l'organisateur de l'armée rouge a pris, comme sous le tsarisme, le chemin de l'exil.

\*  
\*  
\*

L'opposition succombait avant tout au poids de ses propres fautes. Le simple fait que Staline ait mis quatre ans à la terrasser montre combien elle avait mal disposé des ressources acquises dans le passé, sans être capable de rien réserver ni préserver pour l'avenir. Même si, avec Trotski, on croit fatale cette issue du conflit en raison du reflux irrésistible de la vague révolutionnaire, explication métaphorique peu satisfaisante, une minorité plus consciente et mieux dirigée eût gagné du temps et des forces en vue d'interventions efficaces. Les positions initiales de la gauche au Politbureau, au



Comité central, au Conseil des Commissaires, dans les organes économiques directeurs, dans l'armée, dans la diplomatie, n'étaient pas négligeables, — à condition de ne point s'attaquer les yeux fermés au maximum d'adversaires à la fois ni rivaliser d'orthodoxie léniniste avec la majorité; elles permettaient à tout le moins d'entreprendre un sérieux travail en profondeur sans rechercher le succès intégral immédiat, en attendant un regroupement inéluctable des tendances. Or l'opposition a tout sacrifié, tout perdu, pour aboutir à proclamer son accord de principe avec ses proscripteurs.

Cette identité foncière lui interdisait de miser sur la sympathie agissante du peuple « trompé dans les espérances que les premiers jours de la Révolution lui avaient données », comme Buonarrotti l'écrivit du peuple français de l'époque où s'élaboraient l'idéologie babouviste et la Conjuration des Égoux. En Russie sous le Secrétariat comme en France sous le Directoire, ce peuple « affamé, sans travail, occupé chaque jour du soin de vivre le lendemain, languit dans une profonde indifférence; une partie même accuse la révolution des maux sans nombre qui pèsent sur lui ». Trotski, poussant à fond le parallèle avec la Révolution française, se comparait en 1927 à un Babeuf ayant conservé sa tête; il couvre ainsi d'une caution vénérée, mais anachronique, sa tactique de suicide. L'exemple historique invoqué n'est pas à son avantage car le précurseur eut jadis à l'utopie égalitaire inspirée de l'antiquité des excuses dont un disciple réaliste ne saurait se prévaloir après un siècle et quart. Par une contradiction supplémentaire, Trotski confirme le dogme néo-bolchéviste de l'unicité du Parti alors que la logique de son attitude l'accule à faire appel au secours du dehors, — justification inconsciente des persécutions sous lesquelles sa fraction devait se désagrèger, se renier ou se fourvoyer.

Il semble qu'un phénomène essentiel soit passé inaperçu de l'opposition : l'absorption des meilleurs hommes de la révolution dans les cadres intellectuels subalternes de l'Etat, en vertu de leurs capacités, tandis que les plus médiocres, inutilisables dans la production, les échanges, les finances, l'enseignement, etc., constituaient l'armature du Parti, la « couche supérieure » de la société soviétique, de par ses prérogatives politiques. Lénine s'alarmait déjà de faits du même ordre en signalant « le manque de culture de la catégorie dirigeante des communistes » qui ignorent même leur ignorance. Tout bolchévik reconnu impropre aux responsabilités

dans l'un quelconque des domaines du travail vital trouvait place, en fin de compte, dans la hiérarchie des secrétaires. Ainsi une sélection à rebours naturelle s'accomplissait avant que Staline ne l'érigât en système à ses fins particulières, et de plus en plus accentuée au fur et à mesure des besoins croissants de l'économie nationale. La démarcation des fonctions engendra vite une différenciation sociale par l'adjonction de faveurs matérielles aux privilèges civiques. Trotski ne fit donc pas preuve de clairvoyance en respectant comme une immuable élite la nouvelle caste dominante et parasitaire.

Il y a quelque ressemblance entre ce respect formaliste envers le Parti et la déférence de Robespierre pour la Convention en Thermidor. Trotski renouvelle même la faute de son prédécesseur français en s'aliénant sans nécessité par de vagues et sourdes menaces tous ceux qu'il devrait rassurer, conquérir ou neutraliser. Dans les deux cas, le pouvoir effectif de politiciens empiriques a eu raison, par une combinaison cynique de force et d'astuce, des doctrinaires mal pourvus de sens pratique. Trotski, si prompt à se référer au précédent thermidorien, ne s'arrête pas volontiers à cet aspect des choses. Il ne recherche pas non plus dans quelle mesure la gauche bolchéviste peut s'apparenter aux jacobins tombés en l'an II sous les coups d'une large coalition englobant des Maratistes, des Enragés et de futurs Égoux, mêlés sans calcul à toute une gamme de démagogues, de modérés, de spéculateurs et de terroristes. En revanche, lui qui n'a pas su s'instruire aux enseignements de l'histoire, il abuse de rapprochements exagérés, superficiels ou contradictoires avec Thermidor pour construire un schéma rigide qui achève d'égarer les « oppositionnaires ».

En 1921, il avait vu dans la *nep* une sorte d'auto-thermidorisme opportun et restreint à dose salutaire. En 1923, il repousse comme inconsistante l'hypothèse implicite d'un Thermidor parmi d'autres analogies historiques avec la Révolution française. A partir de 1926, après ses contempteurs de Léninegrad, il s'inquiète de perspectives thermidoriennes menaçantes et la journée du 7 novembre 1927 lui paraît une répétition de Thermidor. Déporté, il atténue son opinion dans un sens de plus en plus dubitatif et conditionnel. Mais en octobre 1928, il déduit que sans la participation de l'opposition au gouvernement, la droite en ligne directe et Staline par des zigzags s'engageront « dans la voie thermidorienne-bonapartiste ». En décembre de la même année, il accuse le Politbureau « de préparer



Thermidor inconsciemment mais d'une manière d'autant plus dangereuse » et déclare : « Depuis six ans, nous vivons en U. R. S. S. dans des conditions de réaction grandissante contre Octobre et par cela seul déblayant la voie pour Thermidor ». Dans ses mémoires d'exilé, en 1930, il écrit sans équivoque : « Chez nous, Thermidor a traîné en longueur. Au moins pour un certain temps, l'intrigue a remplacé la guillotine ». Enfin, au comble de l'embarras, il conteste ses affirmations antérieures réitérées pour faire la leçon aux gauchistes du *Centralisme démocratique* trop enclins à les prendre à la lettre, pour prétendre que le Thermidor soviétique n'est pas affaire du passé ni du présent mais question d'avenir, et pour éluder une réponse claire à la question qu'il a lui-même posée avec éclat, avant de l'obscurcir.

Sans s'appesantir sur tant de variations, dont la nomenclature ne vaut pas d'être établie plus en détail, ni sur les similitudes indubitables des deux situations post-révolutionnaires comparées, il importe surtout de mettre en relief les distinctions essentielles pour l'intelligence du sujet. Comme l'a noté Marx à un autre propos, « des événements d'une analogie frappante, mais se passant dans des milieux historiques différents, ont amené des résultats tout à fait disparates ». En France, Thermidor a eu pour conséquence économique directe la fin des réquisitions, de la taxation et du rationnement des subsistances, l'annulation du maximum et des lois de dépossession des suspects ou décrets de ventôse. En Russie, c'est tout le contraire qui tend à se produire, au lendemain de la déportation des « ingouvernables ». Sur le plan politique, Thermidor abolit la dictature du Comité de Salut Public, disperse ou dilue le pouvoir jusqu'au Consulat et, après le rappel des girondins et le retour partiel des émigrés, conduit à la terreur blanche. En Russie, à l'inverse, le pouvoir se concentre de plus en plus, la dictature du Secrétariat se renforce et le régime ne se maintient que par un nouvel élan de terrorisme rouge.

En effet, l'année 1928 marque une sensible recrudescence d'oppression policière dans le Parti et dans l'État. Staline frappe sans répit à droite et à gauche pour surmonter le moindre obstacle. Comme Fouché supprimant les « restes de Robespierre », il s'acharne d'abord sur les débris du trotskisme. La Guépéou déchaînée découvre partout des traîtres et quand elle n'en trouve pas, elle les invente. L'opposition démoralisée se désagrège, la plupart de ses affiliés de Léninegrad capitulent par petits paquets. Une statis-

tique de Iaroslavski additionne au 1<sup>er</sup> février : 5 755 inculpés de déviation, 3 258 exclusions, 3 381 capitulations individuelles. Il manque au tableau le nombre des emprisonnés et des déportés. Trotski a noté dans ses souvenirs : « Kroupskaïa dit un jour en 1927 que si Lénine était vivant, il serait probablement incarcéré dans une prison stalinienne. Je crois qu'elle avait raison ». Le dernier jour de février, Piatakov, le plus en vue des leaders de l'opposition auprès de Trotski, se déjuge à son tour. « Un des piliers du trotskisme », comme dit la presse communiste, s'effondre. Un mois plus tard, Krestinski et Antonov-Ovséienko abandonnent leurs amis dans le malheur et font acte de contrition. C'est la décomposition de la gauche traditionnelle qui commence.

Depuis Brest-Litovsk, en 1918, moment où la majorité du Comité central lui était acquise, Trotski n'a cessé de perdre ses partisans, tout au long des crises intestines. Lors de Cronstadt, en 1921, il avait encore à ses côtés près de la moitié du cercle dirigeant. Pendant la maladie de Lénine, en 1923, une fraction imposante lui reste fidèle malgré la défection antérieure de Boukharine, de Dzerjinski, d'Andréiev et d'autres. Après le quinzième Congrès, Zinoviev et Kamenev le lâchent, suivis de leur équipe. Dans l'intervalle, il a enregistré la rupture avec d'anciens mécontents comme Boubnov et Rosengoltz, puis avec de nouveaux comme Kroupskaïa et Sokolnikov. Il a perdu ses appuis dans l'armée, ses adeptes dans la jeunesse. Le groupe de Sapronov s'est détaché du gros de la fraction, pour d'autres motifs. La défaillance de Piatakov, de Krestinski et d'Antonov, au début de 1928, en entame le noyau fondamental.

A chaque accident de cet ordre, Trotski fait mine de se consoler en disant que la révolution est grande mangeuse d'hommes. Il ne tarissait pas d'éloges sur ses compagnons d'armes, avant leur défection, et ne les épargne guère ensuite, mais sans jamais peser ses propres responsabilités. En réalité, si les transfuges avaient changé de camp avec tant d'aisance, c'est que la distance à franchir était courte. Beaucoup de bolchéviks-léninistes ne verront pas, dans leurs divergences avec les léninistes-bolchéviks, matière à endurer une adversité douloureuse. La psychologie spécifique du bolchévisme explique aussi, en quelque mesure, ces péripéties déconcertantes au premier abord. Pour les disciples de Lénine, on le sait de reste, la fin justifie les moyens. Les notions d'éthique admises par toutes les écoles révolutionnaires n'ont pas cours dans les hautes sphères



de ce parti, sauf à titre de littérature. Thomas Morus décapité, Giordano Bruno brûlé vif, Campanella torturé sont autant d'exemples de constance héroïque à magnifier mais à ne pas suivre. La simple crainte d'être retranché du patriciat bolchéviste pour tomber dans la plèbe soviétique assagit les moins fermes. Le risque inutile d'exposer à de cruelles représailles une famille innocente brise parfois les volontés les mieux trempées. Or, l'opposition ne s'indigne de cet abus monstrueux du « knout policier » que dans les seuls cas où elle en est victime.

Car Staline ne réserve à personne l'exclusivité du martyre. Il traite par des méthodes identiques les difficultés de toute nature. Croyant mettre un fer rouge dans les plaies de l'industrie, il s'en prend à des techniciens et des fonctionnaires que la Guépéou inculpe de « contre-révolution économique », de malfaisance, de sabotage, de concussion, d'espionnage, de haute trahison préparant une intervention militaire de la France et de la Pologne, protectrices de la bourgeoisie russe expropriée. Aux dires de ses sous-ordres, une vaste conspiration tentaculaire aurait pu impunément ravager durant cinq ou six années le bassin houiller du Donetz, noyer des puits, détruire des machines, dilapider les fonds, malmenier le personnel, voire bâtonner des ouvriers à l'insu de toutes les institutions soviétiques, syndicale ou gouvernementale, économique ou politique, administrative ou policière. Les pires ennemis du bolchévisme n'avaient jamais dressé réquisitoire plus sévère contre le régime. Il s'agissait de monter un procès à grand tapage destiné à effrayer, par de retentissantes condamnations à mort, les intellectuels au service de l'État et à décharger l'appareil responsable du gâchis. Pour la première fois sans doute, dans « l'affaire de Chakhty », on dut s'étonner au spectacle singulier d'une cinquantaine d'accusés plus soucieux devant les juges d'aggraver leur culpabilité que de l'atténuer. Par quels procédés d'interrogatoire et d'instruction la Guépéou obtenait-elle un résultat aussi surprenant et à l'excès démonstratif? On ne le saura exactement que plus tard mais il n'était pas impossible de s'en faire une idée approximative.

Cette lugubre parodie de justice conçue dans l'intérêt supposé de l'industrie malade correspond à de nouveaux troubles dans l'agriculture où Staline, là encore, a recours aux grands moyens de contrainte. Pendant l'hiver, les denrées alimentaires ont manqué dans les villes car la campagne conserve ses récoltes plutôt que de

les céder à vil prix au commerce d'État. Afin de trouver des vivres, on a vidé les magasins, les coopératives, les dépôts, de tout leurs stocks de marchandises mais sans pouvoir équilibrer l'offre et la demande, d'où une pénurie totale. Il faut des mesures extraordinaires pour nourrir l'armée rouge et les centres ouvriers : mobilisations de communistes, expéditions et perquisitions dans les villages, réquisitions violentes de céréales, arrestations arbitraires de paysans. Nombre d'assassinats répondent aux méfaits et forfaits des agents du fisc et du ravitaillement. Le Congrès des Soviets est ajourné à l'année suivante. On achète du seigle au Canada. Au printemps, le danger de famine conjuré, mais à force d'expédients brutaux, une nouvelle menace se dessine : les cultivateurs dépouillés, molestés et découragés réduisent les emblavures pour ne plus produire d'excédents. Une guerre sans merci se livre entre l'État bureaucratique et la population rurale, car si le Parti ne dénonce que la malignité des koulaks, les paysans dans leur ensemble sont solidaires contre l'appareil spoliateur. Staline qui n'avait rien su prévoir fait face à la situation critique avec son énergie coutumière. A contre-cœur, il applique en partie, mais bien tard et par saccades, le programme de la gauche dont il n'a pas voulu. « La machine échappe des mains... La machine ne va pas tout à fait, et très souvent pas du tout, comme l'imagine celui qui se tient au volant », disait naguère Lénine.

En avril 1928, Staline expose assez crûment la vérité devant un auditoire de fonctionnaires : rarefaction du blé, disette de marchandises, insuffisance de l'industrie, retard technique de l'agriculture trop émietlée, trop primitive. Au lieu des 16 millions d'entreprises paysannes dénombrées avant la révolution, il y en a 25 millions dix ans après, et le processus de division se poursuit. Conclusion : forcer au maximum le développement des grandes exploitations rurales, les sovkhoz (fermes soviétiques d'État) et les colkhoz (collectivités de travail agricole), à transformer en « fabriques de grains ». Perspective qui implique une lutte de classe plus résolue contre les koulaks et les spéculateurs, pionniers de l'économie capitaliste.

Du fond de la Sibérie, du Turkestan et du Kazakstan, les opposants saluent ce « cours à gauche » comme une confirmation de leurs théories. Des discussions animées s'engagent, orales ou épistolaires, sur l'attitude à prendre en présence du fait nouveau. Staline laisse à dessein une relative liberté d'expression aux déportés



pour s'informer de leur état d'esprit et utiliser les désaccords. Il apprend ainsi que Radek, Préobrajenski, Smilga, Sérébriakov et plusieurs autres songent à désarmer, à réintégrer le giron du Parti désormais orienté selon leurs vues. Tout en poursuivant la répression partout, il incite par des intermédiaires à la discorde chez les proscrits. Mais une autre crise mûrit au Politbureau et met en question sa dictature personnelle. Les rudes improvisations de l'hiver, en violation du Code agraire, et leurs conséquences renouvelées du communisme de guerre ont alarmé la droite qui entend maintenir la nep et réagit dans le sens contraire au réflexe de la gauche. Boukharine, Rykov et Tomski ne sont pas quantité méprisable car Vorochilov et Kalinine les soutiennent. Contre la nouvelle majorité, Staline ne peut vraiment compter que sur Molotov. Les deux membres non classés, Roudzoutak et Kouibychev, restent sur l'expectative pour pencher au bon moment du côté des plus forts, dit-on, mais le fait est que des complications bureaucratiques les écartent momentanément des délibérations. Le Parti, l'Internationale, le public à l'intérieur et à l'extérieur ignorent tout, car rien ne transpire du Comité central dont la session d'avril 1928 a pris des décisions unanimes. L'héritier de Lénine est devant l'ultime épreuve.

Sa tactique consiste, comme toujours en pareille circonstance, à marquer le pas, à esquiver tout conflit ouvert tant qu'une voix de majorité lui manque au Politbureau, à donner même à la nouvelle opposition des satisfactions de pure forme, mais en paroles, quitte à se démentir par les actes. Dans le discours précité, il tranquillise la droite au sujet de la nep : « Il serait stupide de parler... de la suppression de la nep, d'un retour aux réquisitions alimentaires, etc. Seuls, des ennemis du pouvoir soviétique peuvent y penser. Personne n'a maintenant avantage à la nep autant que le pouvoir soviétique. » Au quinzième Congrès, Molotov avait aussi déclaré : « Sur quels rails devons-nous continuer d'avancer vers le socialisme ? A ce propos, aucun doute ne peut subsister. Ces rails sont la nep et l'union avec les paysans. » Un éditorial de la *Pravda*, le 12 avril 1928, atteste l'accord parfait des gouvernants : « Seuls, les menteurs contre-révolutionnaires peuvent parler d'une suppression de la nep. »

Mais Staline, par ailleurs, prescrit dans ses circulaires « l'édification socialiste » à la campagne, la fusion accélérée des petites entreprises individuelles ou familiales en grandes associations de culture en commun. Molotov avait pourtant dit au récent congrès :

« Certes, il ne faut pas oublier que dans les années prochaines, notre agriculture se développera principalement comme une masse de petites entreprises paysannes. » Les secrétaires du Parti ne sont pas maîtres de l'évolution des choses, en dépit de leur autorité sur les gens. « La machine échappe des mains... » Et peu importe une contradiction de plus ou de moins à Staline dont le talent est de durer.

Cet homme réputé taciturne se répand, à présent, en discours fréquents et prolixes. Il insiste en mai, au Congrès de la Jeunesse communiste, sur un des thèmes saillants de son rapport d'avril, « l'auto-critique », liberté très spéciale de se censurer soi-même et de faire un *mea culpa* périodique, incitation à la délation réciproque, sauf au « sommet », en sorte que les dictateurs soient par le fait invulnérables. En juin, il disserte encore sur l'agriculture devant des étudiants : la « normale » d'avant-guerre pour les ensemencements est atteinte en 1928, affirme-t-il, et de même pour la production des céréales, d'un montant de 5 milliards de pouds, environ 81 millions de tonnes. (L'année suivante, Rykov établira que la dite récolte est tombée en réalité de 96 millions de tonnes à 73, pour une population accrue de 138 millions d'habitants à 154, baisse considérable de la moyenne relative, et que les emblavures ont diminué de 16 pour 100 par tête de consommateur). Dans une lettre du 12 juin, il s'émeut en apparence des interprétations abusives de ses instructions par les subordonnés trop pressés de confisquer tous les biens des koulaks : « *La dékoulakisation dans nos conditions est une sottise* ».

En juillet, après la session ordinaire du Comité central dont une résolution tend à encourager les exploitations agricoles individuelles « qui seront longtemps encore la base de production du blé », il avoue dans un rapport à Léninegrad « l'arbitraire administratif, la violation de la légalité révolutionnaire, les visites domiciliaires, les perquisitions illégales, etc., qui ont empiré la situation politique du pays » et promet « la liquidation immédiate de toute récidive de réquisitions alimentaires et de quelque tentative que ce soit de fermeture des marchés », par conséquent le maintien de la nep. Après ces concessions expresses à la droite, il fait des allusions mystérieuses à « certains camarades » qui voudraient favoriser l'industrie légère au détriment de l'industrie lourde et à « celui qui ne comprend pas » la politique officielle. Dans les mœurs du Parti, de tels sous-entendus comportent un avertissement comminatoire. Quelques ren-



seignés seulement savent à qui, et à quoi, Staline se réfère. Mais les informations ne tardent pas à filtrer en secret et, bientôt, à s'ébruiter.

Le 11 juillet 1928, une entrevue confidentielle a lieu entre Boukharine et Kamenev, sur l'entremise de Sokolnikov. Le soir même, Kamenev s'empresse d'envoyer à Zinoviev, en pénitence à Voronège, un compte rendu des conversations, complété de quelques réflexions personnelles. Six mois plus tard, les trotskistes impriment en cachette les documents révélateurs. Ainsi Boukharine apporte malgré lui une contribution sincère et véridique à la biographie de Staline, la plus notable après les témoignages de Trotski. Ses propos consignés par Kamenev, souvent même sous leur forme littérale, projettent sur divers points obscurs une vive lumière.

\* \*  
\* \*

Sokolnikov, le premier, apprend à Kamenev « la rupture définitive entre Boukharine et Staline ». En outre Vorochilov et Kalinine « ont trahi » la droite, réduite à l'impuissance au Politbureau. Les deux principaux protagonistes, en quête de renfort pour l'avenir, se tourneront sans doute vers Zinoviev et Kamenev, que Staline se vante « d'avoir dans sa poche ». Boukharine, « dans une situation tragique », désire un entretien.

Une heure après, chez Kamenev, l'idéologue attitré du Parti produit l'impression d'être « aux abois » ; ses lèvres « frémissent d'émotion » ; il a peur de conserver sur soi des « écrits ». Mais pourquoi ? « Que personne ne sache notre rencontre. Ne me parle pas au téléphone, on écoute. La Guépéou me file, de même qu'elle te surveille ». Il suppose que les staliniens feront des avances à la gauche, trotskistes inclus, et veut tenir au courant l'interlocuteur. Son récit décousu, heurté, fébrile, ne serait guère compréhensible hors d'un cercle très étroit d'initiés ; il faut parfois en intervertir l'ordre, pour lui prêter quelque cohérence, citer des extraits topiques, résumer le reste.

« Nous considérons la ligne de Staline comme mortelle pour la révolution. Cette ligne nous mène à l'abîme. Nos désaccords avec Staline sont beaucoup, beaucoup plus sérieux qu'entre vous et nous ». Il regrette que Zinoviev et Kamenev ne soient plus au Politbureau. « Depuis plusieurs semaines, je n'adresse plus la parole à Staline. C'est un intrigant sans principes qui subordonne tout à

son appétit de pouvoir. Il change de théorie pour se débarrasser de quelqu'un, à tel moment donné ». Les relations se sont aigries jusqu'aux injures. Si Staline feint de reculer, c'est pour mieux sauter à la gorge de ses contradicteurs. « Il manœuvre pour nous présenter comme des scissionnistes ». Fait significatif : ayant à donner lecture d'une déclaration, au Politbureau, Boukharine a dû prendre garde de lâcher des mains son texte car « on ne peut lui confier le moindre papier ».

Le théoricien de la droite essaie de définir la « ligne » de Staline : « Le capitalisme a grandi grâce aux colonies, aux emprunts, à l'exploitation des ouvriers. Faute de colonies et d'emprunts, notre base est donc le tribut paysan ». Cela revient à la thèse de Préobrajenski, s'indigne-t-il. Selon Staline, « plus grandira le socialisme, plus s'accroîtront les résistances » (ce que Boukharine qualifie « d'analphabétisme idiot ») et par suite « une direction ferme est indispensable ». L'auto-critique ne doit pas effleurer les dirigeants mais compromettre l'opposition : « *Résultat, un régime policier* ».

Dans les affaires extérieures, Staline pratique une politique plus à droite que celle de la droite : « Il a réussi à expulser du Kremlin l'Internationale Communiste ». Lors du procès du Donetz (où des ingénieurs allemands étaient impliqués), « il n'a proposé aucune exécution capitale ». Staline cède dans tous les pourparlers avec l'étranger. « Cette ligne est désastreuse mais il n'accorde pas la possibilité de discuter ». *Leitmotiv* obsédant : « Il nous étonnera ».

« Nous », c'est-à-dire Boukharine, Rykov et Tomski, soutenus par Ouglanov, le secrétaire du Comité de Moscou. Les hauts fonctionnaires de Léninegrad « sont en général avec nous mais ils s'épouvantent quand on parle de destituer Staline » et oscillent sans parvenir à se décider. « Andréiev est avec nous, mais on l'enlève de l'Oural. Staline a acheté les Ukrainiens en retirant Kaganovitch de l'Ukraine... Iagoda et Trilisser sont avec nous. Il y a eu 150 cas de petites insurrections. Vorochilov et Kalinine ont flanché au dernier moment... Staline les tient par je ne sais quelles chaînes spéciales... L'Orgbureau est avec nous ». Cependant, la majorité du Comité central n'a pas encore conscience de la gravité du péril. Et Staline travaille à remplacer Ouglanov par Kaganovitch, à rétablir son contrôle sur la *Pravda* de Moscou et celle de Léninegrad, que rédigent des droitiers. Boukharine avait escompté le concours d'Ordjonikidzé : « Sergo n'a rien d'un brave. Il venait chez moi,



vitupérait Staline de la plus injurieuse façon et, à l'instant décisif, a trahi ».

A bâtons rompus, la conversation touche le problème du pain. Le Politbureau prendra encore des mesures extraordinaires pour se procurer des céréales en octobre : « *C'est le communisme de guerre, et le naufrage* ». Avec Staline et son coadjuteur « obtus », Molotov, « il n'y a rien à faire ». Mais que propose la droite ? « On peut à volonté traquer les koulaks mais il faudrait se concilier les paysans moyens ».

Au congrès imminent de l'Internationale, Boukharine doit présenter et commenter un projet de programme doctrinal : « Staline m'a gâché en maints endroits le programme. Il voulait lire lui-même un rapport à ce sujet au Comité central. J'ai eu grand'peine à l'en empêcher. Il est dévoré du vain désir de devenir un théoricien reconnu. Il croit que c'est tout ce qui lui manque ».

Désarmé, le narrateur se demande si tout n'est pas déjà perdu sans espoir. « Que faire ? » répète-t-il à diverses reprises. Il compare Staline à Gengis-Khan et, que la droite intervienne ou s'abstienne, redoute « l'étranglement ». Une lucidité tardive l'inspire, devant cette sombre perspective : « *Le Parti et l'Etat se sont confondus, voilà le malheur* ». Staline qui pousse le pays « à la famine et à sa perte » accusera la droite de défendre les koulaks et les spéculateurs. « Staline ne s'intéresse qu'au pouvoir. En cédant, il a gardé la clef de la direction, mais ensuite il nous étranglera. Que faire ? Les conditions subjectives au Comité central pour destituer Staline mûrissent, mais ne sont pas mûres... Staline ne connaît que la vengeance, ...le poignard dans le dos. Souvenons-nous de sa théorie de la *douce vengeance* »... (Un soir d'été, en 1923, causant à cœur ouvert avec Dzerjinski et Kamenev, Staline aurait dit : « Choisir la victime, préparer minutieusement le coup, assouvir une vengeance implacable et ensuite aller se coucher... Il n'y a rien de plus doux au monde »).

Après cette réminiscence peu rassurante, Boukharine relate les incidents les plus récents. Il avait exigé l'examen collectif d'une résolution à soumettre au Comité central. Staline refuse, puis tâche de l'amadouer : « Mon petit Boukharine, tu serais capable d'énerver même un éléphant ». Cependant, aucun ne transige. Boukharine insiste, Staline l'invite à causer, le flatte : « Toi et moi, nous sommes l'Himalaya, les autres, des nullités ». Mais au Politbureau, par la suite, se déroule une « scène sauvage », Staline se met à « hurler »,

Boukharine rapporte la métaphore de « l'Himalaya » et Staline de crier : « Tu mens ! Tu as inventé cela pour exciter contre moi les membres du Politbureau ». Après quoi, les décisions adoptées à l'unanimité donnent raison à la droite « antiléniniste », mais comme toujours sur le papier. Staline se croit indispensable, poursuit Boukharine, mais il entraîne la révolution à la ruine. Avec l'industrialisation, la famine serait inévitable. « *La politique de Staline conduit à la guerre civile. Il sera obligé de noyer les insurrections dans le sang* »...

A travers ces confidences informelles, entrecoupées de quelques vérités déjà connues, on ne retrouve plus rien du parti de Lénine. La dégénérescence constatée de longue date prend tournure de véritable dégradation. Les tares qui existaient en germe dans le bolchévisme originel et répugnaient tant à Plekhanov, à Martov, à Trotski, se sont hypertrophiées au point d'étouffer tout respect de l'individu, tout scrupule éthique ou scientifique, tout sentiment de dignité humaine et sociale.

Staline en arrive à faire espionner ces collègues les plus proches qui, pourtant, se prévalent de Iagoda et Trilisser, les deux adjoints de Menjinski à la Guépéou, ralliés à la droite en raison des 150 insurrections paysannes du semestre. (Même à Moscou, en juin 1928, une collision entre chômeurs et miliciens, consécutive au pillage de plusieurs boutiques, avait donné à réfléchir aux tchékistes). Au Politbureau, des roueries sordides et des offenses grossières ont remplacé les arguments. De part et d'autre, les adversaires s'approprient à des combinaisons immorales avec ceux qu'ils ont voulu déshonorer ; car tandis que Boukharine pressent les capitulars, Staline sonde la fraction bannie, marchande, ergote, puis se dérobe. Chacun plagie quelque partie du programme de l'opposition démembrée, la droite s'appropriant les revendications démocratiques et Staline les plans économiques. Le Politbureau dicte à la Guépéou et aux tribunaux les sentences importantes. Si Staline, dans l'affaire du Donetz, se montre relativement pondéré, ce n'est pas mansuétude mais prudence diplomatique à l'égard de l'Allemagne, qui protégerait ses nationaux. Quand la droite a la majorité, le secrétaire général peut néanmoins transgresser les décisions prises contre ou sans son agrément. « Ne pensez pas que le Politbureau soit un organe consultatif auprès du secrétaire général », lui dit un jour Boukharine, mais sans rien pouvoir y changer.

Par quelles « chaînes spéciales » Staline a-t-il soumis inopinément



Vorochilov et Kalinine? Certes, il dispose des fiches et dossiers de police, par Menjinski, et connaît le passé des uns, le présent des autres, mais cela n'éclaircit pas encore tous ses exploits. L'explication gît dans l'incroyable histoire de « l'Himalaya » : Staline flagorne et calomnie dans l'intimité, suggère l'animadversion parmi ses satellites, brouille les meilleurs amis, forge au besoin des propos que nul n'a tenus et circonvient les indécis par l'insinuation, le mensonge, la provocation, la menace. On le sait par Boukharine, mais aussi d'autres sources, et les anecdotes courent le pays à ce sujet. Toutes les suspicions de félonie éveillées dans sa jeunesse, à Tiflis et à Bakou, en liberté ou en prison, par de troublantes coïncidences et par ses manigances insaisissables, se confirment une à une avec le temps et l'expérience. Si vulgaire et basse que soit sa manière orientale de diviser pour dominer, elle donne des résultats stupéfiants à l'échelle du Politbureau où une voix de majorité à l'heure décisive lui vaut pour longtemps carte blanche.

Il ne se prive pas d'en user contre la nouvelle opposition comme auparavant contre les anciennes : révocations, déplacements, nominations, le knout administratif en attendant le knout policier. Au « congrès » de l'Internationale domestiquée, dont il n'a cure et qui siège pendant quarante-cinq jours en juillet-août, il ne daigne pas intervenir et laisse Boukharine discourir à perdre haleine. Rien ne paraît différencier les courants contraires.

Sur la politique extérieure, en particulier, Staline ne s'exprime pas autrement que la gauche ou la droite. Il a souligné, en juillet 1928, « le problème essentiel... de la lutte pour l'hégémonie mondiale entre l'Angleterre et les États-Unis », emprunt patent à Trotski, et auguré la fin rapide de l'équilibre instable « entre le monde soviétique et le monde capitaliste ». Il ne cesse d'entretenir la fiction selon laquelle l'Europe et l'Amérique préméditent exclusivement d'attaquer la Russie. En août, ses porte-parole dénoncent avec ardeur le « pacte de renonciation à la guerre » de 1928 comme une machination belliqueuse contre l'État des Soviets. « Le pacte Kellog est partie intégrante des préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique », affirme entre autres Tchitchérine. Peu après, le Conseil des Commissaires aux ordres du Politbureau contresigne le document « impérialiste ».

A partir de septembre, la presse du Parti signale en termes vagues un danger de droite. Mais Boukharine peut encore publier en octobre ses *Remarques d'un Economiste* pour recommander de cons-



central en session. De véhémentes disputes éclatent dans la coulisse où les trois leaders de la droite démissionnent. Staline reçoit leur billet : « Ses mains tremblaient, il était pâle et se déclara disposé à céder », d'après Rykov. Bien entendu, il se borne à faire semblant. Ces misères en disent plus long sur l'état des choses et des hommes que toute la littérature compacte, prétentieuse et indigeste élucubrée en masse pour tromper l'opinion.

D'autres conversations reproduites par les mêmes indiscrets rapportent l'avis de personnages marquants sur Staline et son entourage. Piatakov, qui déconseille à la droite de livrer combat, observe : « Staline est le seul homme auquel on puisse encore obéir, pour éviter le pire. Boukharine et Rykov se trompent en supposant qu'ils gouverneront à la place de Staline. Ce sont des Kaganovitch qui lui succéderont et je ne veux ni ne vais pas obéir à des Kaganovitch »... Kalinine, droitier honteux, dit textuellement de Staline : « Il bavarde sur l'orientation à gauche mais dans un laps de temps très court, il lui faudra appliquer ma politique au triple, c'est pourquoi je le soutiens »... Parmi d'inextricables intrigues, conciliabules, allées et venues, conspirations minuscules, Zinoviev et Kamenev s'abaissent à des quémandages stériles dans l'espoir d'améliorer leur rang bureaucratique. Ordjonikidzé les écoute, s'engage à s'entretenir, n'obtient rien, promet toujours. Quel jeu équivoque mène cet autre Géorgien madré qui sympathise avec tous les schismatiques et compatit à toutes les infortunes ? « Ordjonikidzé me disait en 1925 : écris contre Staline », a raconté Zinoviev avant son exclusion. Boukharine tient Sergo pour un lâche, Kroupskaïa s'en méfie explicitement. Qu'il soit l'instrument conscient du machiavélisme de Staline semble encore l'hypothèse la plus plausible.

Telle est l'atmosphère, telles sont les réalités derrière le décor austère. En séance plénière, au Comité central de novembre, Staline prononce un discours de plus « sur l'industrialisation du pays et la déviation de droite ». Répétant Lénine, il remonte à Pierre le Grand et paraphrase le passage classique d'une brochure parue à la veille d'Octobre : « Périr ou rattraper et dépasser les pays avancés... Périr ou aller de l'avant à toute vapeur ». Il motive ainsi l'extrême tension de l'effort financier traduit par le montant des subventions à l'industrie, 1 650 millions de roubles pour l'année budgétaire en cours. (La gauche taxée de démagogie industrialiste n'en demandait pas la moitié). Sur la question brûlante des céréales, il ne dit rien de neuf et chicane longuement Froumkine, un droitier suivant qui

l'agriculture périclite en U. R. S. S. Il enjoint tout à la fois de développer les entreprises collectives et de stimuler les exploitations individuelles, antinomie insoluble issue du compromis adopté au Politbureau. Enfin, tout en niant l'existence d'une déviation de droite à la direction du Parti, il y consacre près de la moitié de ses commentaires pour conclure : « Au Politbureau, nous sommes et serons tous unis jusqu'au bout ».

Cette assertion gratuite ne résout aucun problème, pas plus celui du blé que les autres en suspens. L'année 1928 finit aussi mal qu'elle a commencé, sinon pis. En décembre, la disette se fait sentir même à Moscou, pourtant favorisée sous tous les rapports. L'économie soviétique est à nouveau dans l'impasse. L'interdépendance de l'industrie retardataire et de l'agriculture arriérée corrobore à volonté les postulats de toute opposition, de droite ou de gauche.

Dans les campagnes, la « contraction » obligatoire, d'introduction récente, achat de récoltes sur pied par l'État mais à des taux non rémunérateurs, et un nouvel impôt agraire sur les koulaks n'ont pas comblé le déficit des approvisionnements d'hiver. Les paysans frustrés enfouissent le grain ou font la grève des semailles. D'autres s'adonnent de préférence aux cultures techniques, plus lucratives. Phénomène insolite et contre nature, quantité de moujiks traqués par la milice vont acheter leur farine de seigle à la ville pour profiter du tarif de taxation, souvent cinq fois au-dessous des cours du marché. Une spéculation avide exploite les écarts de prix. Des famines locales suscitent une effervescence de brigandage. La sourde résistance paysanne s'intensifie en révolte de plus en plus ardente contre l'État policier insatiable et le *coq rouge*, arme séculaire des Jacques, flamboie de toutes parts sur les isbas communales, soviets de villages, granges de sovkhoz et de colkhoz. Une guérilla féroce abat chaque jour des correspondants ruraux dénonciateurs, des fonctionnaires détestés, des communistes honnêtes trop durs dans leur zèle. La statistique des attentats, meurtres et incendies enfle de jour en jour.

Dans les villes, le rationnement, la carte de pain, les queues interminables aux portes des magasins, les privations et l'insécurité, le chômage en extension et le salaire réel en déclin, la baisse continue du rouble et la hausse constante du coût de la vie infligent autant de démentis à l'optimisme de Staline. L'industrie produit toujours à perte et à un prix de revient exorbitant ses marchandises de mauvaise qualité. La journée de sept heures n'est encore qu'un leurre,



comme l'ensemble de la législation du travail. Tout manque, sauf la vodka qui ravage la classe ouvrière. Sur ce fond de détresse matérielle et physiologique, une crise morale aiguë pervertit la jeunesse et ronge la société soviétique prostrée sous le knout. Les journaux signalent une extension alarmante de la prostitution et les progrès de l'antisémitisme. La dépravation et la criminalité engendrées par la misère, l'alcoolisme et le mécanisme bureaucratique ont pris en 1927 et 1928 des proportions que la chronique officielle ne peut plus taire, un « flot de scandales » ayant souillé la réputation du Parti. « Vols, prévarications, violences, chantages, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche, de cela tout le monde parle comme de faits avérés depuis des mois et des années mais tolérés on ne sait pourquoi », inscrit Racovski au passif de ce régime rétrograde qui affiche l'ambition d'édifier le socialisme dans un seul pays pour instaurer une civilisation sans pareille.

\*  
\*

Mais plus les greniers se vident, et plus s'emplissent les prisons et les bagnes. Staline ouvre l'année 1929 avec une rafle d'environ 300 communistes soupçonnés « d'organisation trotskiste illégale » et taxés « d'action antisoviétique », mais dont la presse mentionne seulement la moitié. Rien ne le retient plus depuis qu'il a regroupé cinq voix au Politbureau. Avant de déloger la droite, il entend balayer les restes de la gauche. L'opposition taillée en pièces évalue à ce moment entre 2 000 et 3 000 le nombre de ses adeptes en captivité, estimation invérifiable portée ensuite à quelque 5 000. Parmi les détenus se trouvent des plus anciens compagnons de Staline au Caucase : Mdivani, Kavtaradzé, Okoudjava et même Koté Tsintsadzé, le héros des expropriations du temps jadis. Si Kamo n'avait succombé dans un banal accident de rue à Tiflis, en 1922, il eût sans doute partagé leur sort comme tant de révolutionnaires intègres, rétifs au fonctionnarisme servile. L'opération de police est couronnée en février par l'exil de Trotski en Turquie, seul pays qui accepte alors d'héberger un tel proscrit. La droite, dans le huis-clos du Politbureau, vote contre la « douce vengeance » de Staline mais ses gestes platoniques de minorité n'ont aucune valeur positive. Elle a laissé passer son heure.

Délivré des « super-industrialistes », Staline accélère au maximum

la super-industrialisation. Il n'a plus le choix, la pression paysanne accule aux solutions radicales. Le pain manque et pour en obtenir désormais en suffisance, l'État doit créer ses propres « fabriques de grains ». Par une circulaire publiée le 1<sup>er</sup> janvier, le Comité central recommande à ses milliers de comités subordonnés « le renforcement du secteur socialiste de l'économie populaire..., le développement des colkhoz et des sovkhoz,... l'offensive contre les éléments capitalistes ». La collectivisation agricole, corollaire imprévu mais inévitable de l'industrialisation à outrance, exige un machinisme approprié, des tracteurs, de l'acier, du pétrole. Une production industrielle élargie implique des usines, un équipement, des constructions modernes. Tout se tient, le bois, la houille, le fer, le ciment, le naphte, l'électricité, les transports. Les concours extérieurs indispensables obligeront d'exporter des matières premières pour rétribuer les techniciens et payer l'outillage. Il faut donc coordonner dans un plan général les multiples éléments de l'activité économique imposée par les circonstances. Staline, qui a méprisé la « planification » de Trotski, se fait à son corps défendant le metteur en œuvre du plan quinquennal, toujours à l'étude. Il a prêté contre la gauche en 1925 que « le développement ultérieur de notre industrie ne sera probablement pas aussi rapide que jusqu'à présent » et combattu la « déviation industrialiste » en démontrant qu'une allure de progression trop vive « nous perdrait à coup sûr,... saperait notre monnaie..., entraînerait infailliblement... un énorme enchérissement des produits agricoles, une baisse des salaires réels et une certaine famine artificiellement organisée »... Néanmoins, il va au-devant de tous les périls.

Dès le mois de février 1929, en raison du « succès éclatant du deuxième emprunt d'industrialisation », la presse révèle un désir irrésistible du prolétariat de souscrire à une troisième émission. Comme par miracle, chaque initiative de ce genre correspond exactement aux calculs préalables du Gosplan et du commissariat des Finances. A partir de mars, et toujours avec la même spontanéité, des ouvriers se constituent en « équipes de choc », se lancent des « défis » réciproques pour travailler davantage, au nom de « l'émulation socialiste ». Les journaux se couvrent de chiffres, de pourcentages, de coefficients, de diagrammes, de tableaux comparatifs. Tribunes et haut-parleurs retentissent d'appels et de mots d'ordre. Assemblées, conférences et congrès de toutes sortes les serinent et les amplifient. Il s'agit de « rattraper et dépasser » l'Europe et l'Amé-



forte raison en l'occurrence, l'appareil accumule nouveautés sur innovations en vue de « précipiter le rythme » pour réaliser la grandiose *piatiletka* en quatre ans au lieu de cinq. Après le « travail ininterrompu », imaginé afin de tirer le plein rendement du matériel, ce sera la semaine de cinq jours, impliquant une réforme du calendrier, la suppression du dimanche et des fêtes religieuses. Autant de décrets d'importance « capitale », selon les promoteurs. Des « brigades ouvrières » en expédition dans les villages prennent « l'offensive socialiste » contre la propriété privée. Staline bientôt décide « la suppression des koulaks comme classe », lui qui préconisait six mois plus tôt d'encourager les entreprises individuelles et avait écrit l'année d'avant : « *La dékoulakisation dans nos conditions est une sottise* ». Le langage militaire correspond aux méthodes en vigueur ; « mobilisations » fréquentes de « troupes de choc », « assauts » sur tous les « fronts », « conquêtes » de « places fortes » par des « détachements » et des « brigades », « attaques » et « victoires », tout ce vocabulaire sert à dire que des travailleurs galvanisés par une propagande frénétique, menacés de sanctions et stimulés par des primes ont coulé du béton, extrait du charbon ou labouré des terres. « *Le gouvernement russe, c'est la discipline du camp substituée à l'ordre de la cité, c'est l'état de siège devenu l'état normal de la société* », constatait autrefois Custine, probablement sans croire énoncer une vérité aussi durable, encore plus vraie au bout d'un siècle.

L'opposition bannie aurait pu dégager sa responsabilité de ce retour au communisme de guerre. Mais au contraire, elle en accueille les premiers signes comme « un pas à gauche » et les dispositions maîtresses fixées en 1929 comme une véritable marche au socialisme inspirée de ses conceptions. Dans cet état d'esprit, les opposants déjà tentés de « se tourner vers le Parti » ne songent plus qu'à le réintégrer à tout prix. En juillet, Radek, Préobrajenski, Smilga, Sérébrakov et Drobnis rompent avec Trotski et capitulent devant Staline, pour l'amour du plan quinquennal, suivis à quelques semaines d'intervalle par I. Smirnov, Biéloborodov et des centaines d'autres. Même le dernier carré des intraitables, Racovski, Sosnovski, Mouralov, V. Kossior et leurs amis, ne trouve rien à objecter à la politique officielle, sinon l'injustice du traitement infligé aux industrialistes précurseurs et le danger d'un « zigzag de droite » futur. « L'aile gauche, sur la plate-forme de laquelle on a copié les idées essentielles du nouveau plan quinquennal, reste toujours sous la grêle des répressions et des calomnies », se plaint Trotski en no-



vembre 1929, mais, écrit-il, « les plus grands succès se combinent avec les difficultés les plus considérables ». Et il convient déjà des « conquêtes prodigieuses » de l'industrie, parallèles à une progression plus lente, mais réelle, de l'agriculture.

Staline, cependant, le détrompe quant au « zigzag de droite » en perspective. Certes, il ne relâche pas ses rigueurs contre les trotskistes impénitents. Le *Bulletin de l'Opposition* publié à Paris décrit les conditions affreuses d'incarcération dans les « isolateurs » de Sibérie et appelle au secours des déportés, victimes de privations, de maladies et de sévices policiers. La fraction vaincue pleure déjà plusieurs des siens ; en octobre 1928, Grégoire Boutov, un des secrétaires de Trotski, était mort en prison d'une grève de la faim ; en novembre 1929, un autre collaborateur du même et agent secret d'un service de renseignements, J. Blumkine, est exécuté par la Guépéou au retour d'une mission à l'étranger : il avait eu à Stamboul un rendez-vous avec son ancien chef et accepté de transmettre un message inoffensif en Russie. Le théoricien du *Centralisme démocratique*, V. Smirnov, périt en Sibérie. D'autres, plus obscurs, ont subi ou subiront un sort analogue. Mais sans discontinuer la lutte contre la gauche, Staline prend des mesures de plus en plus brutales contre la droite, dont les réticences explicites et la sourde obstruction risquent d'entraver sa politique.

Tout au cours de l'année 1929, il refoule les « opportunistes » selon ses méthodes éprouvées dans les conflits antérieurs. Après avoir humilié des comparses, du calibre d'Ouglanov, il se tourne contre les grands coupables. En vain Boukharine a-t-il cité, un peu tard, une lettre dans laquelle Lénine écrivait : « *Si vous chassez tous ceux qui ne sont pas très obéissants, mais intelligents, et ne conservez que les sots dociles, vous mènerez certainement le Parti à sa perte* », — il mesure à son tour avec amertume la brève distance qui sépare le Capitole de la roche Tarpéienne en brûlant les étapes de la disgrâce où l'ont précédé Trotski, Zinoviev et leurs partisans. Dès janvier, la divulgation de ses entretiens avec Kamenev et Piatakov a créé l'irréparable. Mais cette fois, l'histoire se répète en perdant presque tout intérêt ; on aurait pu d'avance en tracer les péripéties principales. De plus, la droite n'ose à aucun moment revendiquer ses opinions, elle se laisse battre en détail et ne connaît d'autre manœuvre que la fuite. Il ne sera pas nécessaire de la déporter pour lui faire courber l'échine.

En juillet, Boukharine est exclu du Bureau de l'Internationale.



du socialisme et des dispositions mêmes du plan régulateur et créateur.

Lénine s'est toujours très strictement conformé aux idées de Marx et d'Engels en matière de théorie agraire. « Engels a souligné que les socialistes ne songent pas à exproprier les petits paysans, lesquels comprendront les avantages de l'agriculture socialiste mécanisée par la seule force de l'exemple », rappelle-t-il en maintes circonstances, et il professe sous le communisme de guerre : « Nous n'admettons aucune violence envers le paysan moyen. Même à l'égard de la riche paysannerie, nous ne disons pas aussi résolument que pour la bourgeoisie : expropriation absolue... » Il insère dans les résolutions fondamentales de l'Internationale Communiste cette thèse explicite : « En règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches ou aisés et ne s'en emparer qu'en cas d'opposition manifeste... » Pour lui, les paysans expriment « la volonté de l'immense majorité de la population laborieuse ». Et dans un de ses derniers discours, il recommande de marcher avec la masse paysanne « incommensurablement, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé, mais de façon que toute la masse se meuve avec nous ». Staline qui connaît sur ce point la pensée marxiste, au moins de seconde main, et a plus d'une fois démarqué Lénine se vante de résoudre la question agraire dans un sens socialiste et à vive allure par la terreur.

Fort du grand ralliement opéré en apparence de gauche et de droite autour du plan quinquennal, débarrassé de toute opposition franche, maître indiscuté de l'appareil, le « secrétaire génial » comme on le désigne par ironie peut dorénavant tout se permettre. De la vieille garde du bolchévisme, en partie descendue au tombeau, en partie moribonde politiquement, ligotée ou avilie, il reste pour ainsi dire seul debout parmi les « nullités » dont il a ricané devant Boukharine. Une occasion ayant surgi d'affermir son autorité sur la Guépéou contaminée d'opportunisme à la tête, il ne l'a pas manquée : par crainte de rentrer en Russie, des fonctionnaires soviétiques à l'étranger optent pour l'émigration et un esclandre retentissant éclate à Paris où le premier conseiller de l'ambassade, terrifié par un contrôleur de Moscou, escalade un mur afin de déguerpir. Staline en profite et incrimine la Guépéou en défaut de vigilance, pour remplacer Trilisser, droitier, par Messing et remanier le collège directeur. Au près de Menjinski, président inamovible, il conserve le premier adjoint, Iagoda, dont les sympathies pour la droite n'ont

pas été de longue durée. Sûr désormais de cet instrument, il active l'industrialisation dans les villes, la collectivisation dans les campagnes, il aiguillonne le Parti et surtout la Jeunesse communiste qui transmettent son impulsion à tous les rouages de l'inexorable machine bureaucratique et policière. Tout pour le plan et par le plan : ainsi peut se résumer la vie entière du peuple russe à dater de 1929, « l'année du grand tournant ».

Sous ce titre orgueilleux, et cinq mois seulement après l'adoption de la *piatiletka*, Staline n'attend pas les résultats de l'expérience pour chanter victoire. Dans un intraduisible pathos économique-militaire entrecoupé de litanies sur le thème rituel : « Lénine a dit... » il annonce « un grand tournant sur tous les fronts de la construction socialiste... sous le signe d'une offensive résolue du socialisme contre les éléments capitalistes ». Au paroxysme du *com-mensonge* et de la *com-vantardise*, il considère atteints et dépassés tous les buts fixés par le plan, sauf peut-être la formation des cadres de « techniciens rouges », mais le Parti n'a qu'à vouloir pour « s'attaquer au problème des cadres et s'emparer coûte que coûte de cette forteresse... Les investissements dans l'industrie ont passé en un an de 1 600 millions de roubles à 3 400, dit-il, sans révéler par quels moyens, ni pourquoi la gauche aurait commis un crime inexpiable en proposant naguère de 500 à 1 000 millions de dotations annuelles. Il énumère succès extraordinaires sur conquêtes décisives, célèbre toutes sortes de « progrès formidables » et de « rythmes impétueux », se moque de la droite banqueroutière dont il avait récemment juré en public de rester solidaire « jusqu'au bout ». Mais en fait de « réussite sans précédent », rien n'égale la collectivisation agricole malgré « la résistance désespérée de toutes les forces obscures possibles, des koulaks et des popes aux philistins et aux opportunistes de droite ». Par villages entiers, par cantons ou districts et par régions, les paysans adhèrent aux *colkhoz*, paraît-il, mais Staline ne dit pas sous quelle pression implacable, sauf allusion rapide aux « brigades ouvrières disséminées par dizaines et centaines dans les principales contrées de notre pays » et dont la besogne encore mal connue fait déjà penser aux *dragonnades* de la guerre des Camisards. Il explique les millions d'hectares collectivisés et de quintaux récoltés en exaltant l'importance des tracteurs... futurs. « Nous allons à toute vapeur au socialisme par l'industrialisation, laissant derrière nous notre retard séculaire et « racial ». Nous devenons un pays métallique, un pays d'automobilisation, un pays de tractorisation. Et quand nous met-



trons l'U. R. S. S. sur une automobile et le moujik sur un tracteur, que les honorables capitalistes, si fiers de leur « civilisation », essaient de nous rattraper. Nous verrons alors quels pays seront à « définir » comme attardés et lesquels comme avancés ».

Ces lourdes forfanteries où se mêlent ignorance et présomption compliquées de nationalisme méritent d'être rapprochées des vaines paroles de Pierre le Grand : « Espérons que dans quelques années, nous pourrons humilier les pays voisins ». Un même trait de mœurs persiste à travers les siècles, le dédain affecté envers l'Occident dont la Russie — tsarienne ou soviétique — copie la civilisation et paie très cher les instructeurs sans jamais rien rattraper ni dépasser personne. On a prêté à Pierre l'aveu impudent : « Nous avons besoin de l'Europe pour quelques dizaines d'années, après quoi nous lui tournerons le dos ». Staline se contente de réduire à cinq ans les délais, puis à quatre, et ses courtisans exagèrent encore. Le général Broussilov pensait moins à cet aspect des choses qu'à la parenté des personnages en écrivant dans ses *Mémoires* : « Beaucoup de ceux qu'on qualifie chez nous de grands hommes étaient des bolchéviks par leurs méthodes de gouvernement et leur manière d'agir : Ivan le Terrible, Pierre le Grand, Pougatchev ». Il y a lieu de noter que Lénine avant Gorke, avant Broussilov et tant d'autres, a établi le parallèle plutôt péjoratif entre Pierre et lui : « Si la révolution tarde en Allemagne, nous devons nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, l'imiter de toutes nos forces, ne pas épargner les procédés dictatoriaux pour accélérer cette imitation encore plus que Pierre n'a activé l'imitation de l'Occident par la Russie barbare, sans reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie ». Mais il a jugé nécessaire de faire disparaître le membre de phrase relatif au tsar cruel, tortionnaire et assassin de son propre fils, en se citant lui-même trois ans plus tard. Staline, étranger à tout humanisme socialiste, semble retenir surtout le conseil de recourir aux moyens barbares, un de ces mots imprudents que « le vieux » aurait regretté après coup d'avoir livré à des disciples étroits, incapables d'en saisir l'esprit. L'aphorisme vient sans doute d'une réminiscence d'Engels, à qui Lénine a tant emprunté : « L'humanité née de l'animalité a eu besoin d'employer des moyens barbares, presque animaux, pour arriver à sortir de la barbarie », — vue rétrospective où l'on ne trouve pas l'ombre d'une suggestion d'avenir.

L'article sur le « grand tournant », écrit de sang-froid pour le

douzième anniversaire de la révolution, donne à peine le ton de la presse en délire commandé. « Prodigieux », colossal », « inouï », « merveilleux », tous les superlatifs apologétiques sont alors mis à contribution en l'honneur d'ouvrages regardés partout ailleurs comme banals ou ordinaires, qu'il s'agisse de creuser un trou, poser des briques, semer du seigle, et surtout pour se vanter de projets mirifiques encore à l'état de devis ou de maquettes mais dont la réalisation permettrait soi-disant de « rattraper et dépasser » l'Europe et l'Amérique. Déjà quelque dix années auparavant, à propos du premier plan d'électrification, Boukharine entonnait une invocation lyrique à l'*Etoile rouge* de Bogdanov, roman utopique où un Terrien s'initie sur la planète Mars socialisée à une « période de grands travaux », transition du capitalisme au communisme. Après avoir traité en contre-révolutionnaire l'auteur, un des pionniers de leur mouvement, homme éminent par le savoir et le caractère, mort en 1928 des suites d'une expérience médicale qui ressemble à un suicide, les bolchéviks s'inspiraient de sa fiction mais à l'excès, selon leur travers caractéristique, dans leur engouement du gigantesque, le culte des machines, la mystique du tracteur et une forme originale de la manie des grandeurs. À défaut de réalités, Staline et son appareil se satisfont de chimères et, par une curieuse auto-suggestion, en arrivent peut-être à se persuader du bien-fondé de vagues hypothèses à mesure qu'ils trompent davantage leurs sujets. Il n'est que de lire Custine pour retrouver la tradition bien ancrée : « On ne saurait mieux démentir les faits les plus avérés, ni se jouer plus audacieusement des consciences, à commencer par la sienne. »

Depuis l'abbé astronome Chappe d'Auteroche au xviii<sup>e</sup> siècle, tous les observateurs sérieux ont remarqué chez les Russes un « talent particulier pour imiter ». Dans cet ordre d'idées, en plagiant les aspects extérieurs de l'américanisme industriel, Staline n'a pas innové plus que Pierre avant lui car depuis Godounov, la Russie a singé successivement les Polonais, les Suédois, les Hollandais, les Prussiens, les Anglais, les Français. Herzen dit non sans raison : « Nous avons été mille ans à la terre et deux siècles à l'école, à l'imitation ». Tout pays arriéré traverse un stade d'instruction scientifique et technique au cours duquel s'imposent des emprunts aux civilisations étrangères ; mais l'État knouto-soviétique, dans la filiation particulière du despotisme national, s'interdit le progrès réel en masquant d'arrogance une infériorité intrinsèque. Le mot



amer de Lénine sur Zinoviev : « Il copie mes défauts », s'applique au plus haut degré à son héritier qui, en outre, copie les tares de ses modèles capitalistes. Et pas plus que les bolchéviks n'ont assimilé le marxisme, synthèse de plusieurs cultures occidentales, en y prélevant des schèmes simplifiés avec une terminologie savante, ils ne prenaient le plus court chemin vers la production rationnelle en ruinant leur économie naturelle pour édifier par gloriole des « géants » de l'électricité, de la sidérurgie, de la mécanique, « les plus grands du monde » ou prétendus tels.

Il serait malaisé de discerner, dans la profession de foi socialiste de Staline à l'époque, les parts instables et respectives de l'inconséquence et de l'hypocrisie. Mais en voyant sacrifier l'individu travailleur à l'État parasite et les générations révolutionnaires au mythe du Plan fascinateur, on ne peut douter d'un fait primordial : cinq ans après la mort de Lénine, les notions léninistes du socialisme n'ont plus rien de commun avec la teneur d'aucune doctrine connue sous la même étiquette. L'industrialisation de Staline sous-entend une surexploitation intensive des ouvriers, et la collectivisation, une servitude absolue des paysans. Car faute de crédits assez larges au dehors, ou de classes riches à taxer au dedans, les prolétaires des usines et les demi-prolétaires des champs devront faire en Russie les frais de la « construction » du socialisme dans un seul pays. Pour financer le plan des « grands travaux » transposés de la planète Mars sur la sixième partie du globe terrestre, et très disproportionné aux ressources normales de l'Union, il n'est d'autre recours que d'accentuer à l'extrême les différents modes de soustraction et de coercition déjà en vigueur sous divers prétextes, impôts abusifs, inflation fiduciaire effrénée, élévation continue des prix, emprunts volontaires-obligatoires dont le procédé se ramène à des retenues sur les salaires. Comme cela ne suffit pas encore, il ne reste qu'à exproprier les derniers détenteurs de marchandises et d'instruments de travail, en premier lieu le koulak « qui a de quoi manger » mais en même temps les petits marchands, les artisans, les paysans moyens. Dans cette voie, c'en est fait de la *nep*, des concessions, du commerce privé. L'État knouto-soviétique, impuissant à rivaliser avec aucune initiative individuelle, liquide toute saine compétition économique. Avant la fin de 1929, Staline va déclarer : « Lénine a dit que la *nep* est introduite sérieusement et pour longtemps. Mais il n'a jamais dit pour toujours ». Le secrétaire inconséquent avait promis plusieurs fois dans l'année de maintenir la *nep*

comme pratique d'actualité. De toute évidence, il ne sait pas lui-même où le conduit son empirisme. « La machine échappe des mains... » Moins d'un mois après l'oraison funèbre de la *nep* prononcée par Staline en termes ambigus, Krijanovski, l'ingénieur en chef du Plan, allait citer avec un remarquable à-propos d'autres paroles de Lénine : « Comment nous approcher du socialisme? Pas autrement que par la *nep* », — dernier écho d'une politique à l'agonie.

Une sensible reviviscence de communisme de guerre et de terrorisme accompagne la nouvelle tentative de réaliser le socialisme « d'assaut », cette fois sans l'excuse des circonstances d'Octobre. Tout en ménageant les ouvriers spécialisés reconnus indispensables, leur octroyant même certains avantages matériels au détriment des catégories les plus déshéritées, Staline redouble d'exigences et de sévérités à l'égard du prolétariat sous-alimenté, harassé, accablé. A coups de décrets et de règlements disciplinaires, il veut obtenir une productivité meilleure et compenser la technique défectueuse, la gabegie bureaucratique, l'incompétence gouvernementale par un effort physique accru des travailleurs pour qui l'alternative est de plier ou de s'enfuir, d'errer par milliers de chantier en chantier et d'usine en usine à la recherche de conditions d'existence supportables. Mais les misères de la vie industrielle sont de loin « rattrapées et dépassées » par les horreurs de la collectivisation. Malgré la « victoire sur le front du blé » cornée par Mikoïan, les brigades communistes qui sillonnent la province pour convertir les moujiks récalcitrants se permettent des exactions auprès desquelles pâlissent les précédentes « abominations de bachi-bouzouks » et même les exploits historiques de l'*Opritchnina*. On s'en aperçoit au passage de trains entiers transportant vers le nord les koulaks dékoulakisés, à vrai dire paysans dépaysannisés, avec leurs familles dépouillées de tout, arrachées en plein hiver à l'isba et à la terre natales. Par des impositions ruineuses, des ventes aux enchères, des confiscations totales suivies d'arrestations en série, parfois d'exécutions sommaires, souvent de meurtres vengeurs et de représailles féroces, par tous les moyens de pression et de contrainte, l'appareil aux ordres de Staline provoque une ruée de panique vers le refuge des colkhoz. Pour la plupart, les paysans ainsi endoctrinés abattent le bétail, bazardent ou détruisent l'inventaire plutôt que de le livrer à l'État spoliateur ; seuls, les plus pauvres se laissent bernier ou entraîner, n'ayant rien à perdre, et dans l'espoir de bénéficier des



prêts, des semences, des tracteurs prévus par le plan. De véritables migrations dépeuplent des régions fécondées par le labeur de plusieurs générations : départ en masse des colons allemands de la Volga, exode des bûcherons de Carélie, des bergers du Kazakstan, évasion d'habitants des zones limitrophes sous les balles de garde-frontières. « Toute la Russie paysanne, en ce moment, hurle de douleur et de désespoir », constate un correspondant du *Bulletin Communiste* de Paris. D'innombrables suicides, absents de la statistique, et même des suicides collectifs en Sibérie parmi les Tchérémisses assombrissent encore la tragédie. Ainsi se produit le miracle de la multiplication des colkhoz qui donne le vertige à Staline.

En lutte contre les ouvriers et les paysans, les techniciens et les intellectuels, la gauche et la droite de son parti, Staline mène aussi une guerre impitoyable à l'Église et aux fidèles, renie là encore et bafoue par ses méthodes la tradition bolchéviste dont il revendique l'héritage. Lénine souscrivait sans réserve aux vues d'Engels qui a raillé les Communards blanquistes de vouloir « supprimer Dieu par décret » et, plus tard, reproché à E. Dühring de « dépasser Bismarck » dans sa manière de combattre la religion. Sa pensée non équivoque en ce domaine était à l'antipode de l'athéisme brutal et agressif de ses épigones. Dès l'*Iskra*, elle s'est exprimée en admettant « le droit même aux jésuites de mener une libre agitation » avec le seul correctif d'en préserver par persuasion les prolétaires. « Déclarer que la guerre à la religion est un des objectifs politiques du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste », affirmait-il, et même : « Si un prêtre vient à nous pour faire le travail politique commun, s'il exécute consciencieusement la besogne que le Parti lui confie, sans intervenir contre son programme, nous pouvons l'accepter dans nos rangs ». La Constitution soviétique « reconnaît à tous les citoyens la liberté de propagande religieuse ou antireligieuse », article modifié d'un trait de plume en 1929, et le programme bolchéviste prescrit « d'éviter avec soin toute offense aux sentiments des croyants ». Pendant quelque dix années, l'Église et l'État séparés ont pu vivre en état de paix relative, troublée par exceptions de conflits sanglants comme au temps de la grande famine avec la réquisition des métaux précieux dans les sanctuaires, au profit supposé des affamés. Le gouvernement se bornait à favoriser des schismes, à soutenir les sectes dissidentes tout en stimulant la propagande anticléricale. Mais une autre phase commence quand Staline reprend les hosti-

lités contre les paysans. L'alliance des popes et des koulaks sert à expliquer tous les déboires du Parti à la campagne. L'irréligion officielle tourne à la déchristianisation systématique par la violence : fermeture et démolition ou désaffectation de temples des diverses confessions, de chapelles et de monastères, saisie des livres de piété, interdiction du prosélytisme, autodafés d'icônes, déportation des prêtres, condamnations à mort. Sous prétexte de matérialisme militant, aux allures plutôt caricaturales, l'athéisme déjà obligatoire dans les écoles est inculqué de vive force aux adultes suspectés « d'idéalisme ». Pierre le Grand avait enlevé aux églises le quart des cloches pour couler de l'artillerie, Staline les confisque en totalité pour fondre des carburateurs. A deux siècles d'intervalle, le tsar sauvage et le secrétaire policé ont à leur actif les mêmes bouffonneries blasphématoires et mascarades éducatives, cortèges burlesques et parodies profanatrices, mais le second ne réussit à l'instar du premier qu'à blesser les fidèles en persécutant le clergé ou en outrageant les cultes sans extirper aucune croyance ni superstition, repliées dans les prières clandestines ou le secret des consciences. Les bolchéviks dégénérés ne se réclament que par imposture d'un aphorisme de Marx sur la religion « opium du peuple », eux dont les « victoires sur le front religieux » procèdent exclusivement des moyens barbares du plus grand des Romanov, le plus arbitraire des despotes, et qui ont institué, après le narcotique du dogme léniniste, le fétichisme d'un cadavre.

Le 21 décembre 1929, jour ignoré du cinquantième anniversaire de Staline, toute la presse soviétique parut avec d'énormes titres, d'énormes portraits et d'énormes articles. Les louanges décernées au dictateur n'étaient pas moins énormes. L'ensemble des qualités humaines et bien des vertus surhumaines seraient incarnées dans Staline, l'homme d'acier, à en croire les thuriféraires de son entourage. Sa modestie, son courage, son dévouement à la cause égalent son savoir et sa clairvoyance. Il a été l'organisateur du parti bolchéviste, le meneur de la révolution d'Octobre, le chef de l'armée rouge et le vainqueur de la guerre civile comme de la guerre étrangère. Il est aussi par surcroît le guide du prolétariat mondial. Le praticien s'élève au niveau du théoricien et l'un comme l'autre sont infaillibles : il n'y a pas d'exemple d'une erreur de Staline. Et un *leitmotiv* revient sans cesse dans les dithyrambes : homme de fer, soldat d'acier, avec des variations sur le thème invariable de l'acier et du fer : léniniste d'airain, bolchévik de granit. Les mêmes



élite. La faillite du bolchévisme en matière d'enseignement primaire et de culture générale, nonobstant bien des réformes scolaires bruyantes mais stériles, ne laissait pas espérer de revirement miraculeux. Ayant substitué, dans leur parti, à l'esprit critique et au doute scientifique le *magister dixit* de la pire scolastique médiévale, emprunté aux pythagoriciens décadents, les léninistes ont versé d'instinct dans un obscurantisme spécifique à terminologie rebu-tante et abaissé davantage le peuple qu'ils prétendaient affranchir de la puissance des ténèbres.

L'ignorance, dit Clara Zetkin, « a sûrement facilité, dans quelque mesure, la révolution », en préservant les cerveaux de la contamination des idées bourgeoises... Lénine en convenait mais seulement « pour une certaine période de notre lutte », la phase de destruction, car « l'analphabétisme se concilie mal, ne se concilie pas du tout avec les tâches constructives ». Il a dû rappeler plusieurs fois à ses disciples obtus l'impossibilité d'instaurer le socialisme sans « instruction élémentaire universelle ». Ses derniers écrits prescrivent de « mettre au centre de notre activité l'éducation, la culture » et réproouvent les vaines tirades sur l'art prolétarien pour conseiller d'apprendre avant tout à lire et à écrire. Il recommandait aussi de « placer chez nous l'instituteur plus haut qu'en aucun autre pays ». Mais à sa mort, l'état lamentable de l'instruction publique et la misère du corps enseignant contredisent toutes les assertions grandiloquentes et mensongères de la propagande officielle.

En 1923, le Parti avait proclamé son intention de « liquider l'analphabétisme » des adultes pour le dixième anniversaire d'Octobre, « décision historique » suivant Boubnov et d'autres. Mais en 1924, au congrès communiste, Kroupskaïa constate : « ...En novembre, l'instituteur touchait 4 roubles, maintenant il en reçoit 10 à 12 par mois et il est affamé... Le prix du pain a monté et, pour 10-12 roubles, il peut acheter moins de pain qu'auparavant pour 4. Mais ce piètre salaire, l'instituteur le touche avec un retard de deux à trois mois et parfois ne le reçoit pas du tout ». Au dit congrès, le délégué des instituteurs avouait 70 pour 100 environ d'illettrés dans le pays, ce que confirma Zinoviev. Peu après, celui-ci révèle « une situation épouvantable » dans les écoles de campagne, dépeint l'institutrice en haillons et sans feu l'hiver, l'instituteur qui « n'a pas de quoi vivre parce que nous ne l'avons pas payé ». La même année, Lounatcharski parle simplement de « catastrophe » à ce propos : il y a moins de 50 000 écoles primaires



au lieu de 62 000 sous l'ancien régime, et pour une population accrue ; le salaire moyen de l'instituteur rural, payé souvent avec six mois de retard, reste parfois inférieur à 10 roubles mensuels : « Voilà toute une série de provinces où l'instituteur est affamé dans la pleine acception du mot ». En 1925 seulement, les instituteurs tinrent un premier semblant de « congrès », réuni en fait par les autorités, et furent admis au rang de citoyens, électeurs et éligibles aux soviets inexistantes. On cesse alors de les traiter en intellectuels inassimilables par nature, leur vie s'améliore peu à peu, c'est-à-dire que la faim, les maladies, la mortalité s'atténuent parmi eux, la prostitution et la mendicité tendent à disparaître. Mais les salaires comme les locaux et les fournitures scolaires demeurent très au-dessous d'un minimum décent. En 1927, lors du dixième anniversaire, il n'est plus question d'analphabétisme liquidé, en dépit de toutes les « décisions historiques ». Le programme du Parti : enseignement gratuit et obligatoire, égal et polytechnique ; gratuité de la nourriture, des vêtements, du matériel d'études pour tous les élèves ; institutions pré-scolaires et post-scolaires, crèches, foyers, bibliothèques, universités populaires, etc., ce programme s'avère en tous points une dérision comme les autres promesses du bolchévisme. En 1928, la *Pravda* enregistre enfin (2 septembre) la « stabilisation de l'analphabétisme ». En 1929, les *Izvestia* (11 juillet) évaluent encore à 60 pour 100 la proportion des illettrés absolus, sans compter les « récidivistes de l'ignorance » qui ont oublié leur alphabet ; rien n'a donc changé depuis le tsarisme. C'est la première année du quinquennium industriel et il ne s'agit plus de discours ni de littérature mais de houille, de fer, de tracteurs et de turbines. Staline fera pour la technique ce qu'il n'avait pas tenté pour le socialisme : Lounatcharski, dilettante bavard et désordonné, principal responsable nominal de l'incurie du commissariat de l'Instruction, est brusquement relevé de ses fonctions, remplacé par Boubnov qui introduit dans l'enseignement les méthodes de l'armée. En 1930, le Comité central décide l'obligation scolaire, bien entendu sans pouvoir la réaliser, et à partir de l'année suivante, les innovations dites révolutionnaires seront annulées une à une jusqu'au rétablissement du système classique antérieur, direction unique des écoles, hiérarchie universitaire, régularité des cours, discipline, manuels, examens et diplômes. Même les brigades d'étudiants nées avec le plan sous l'égide de Boubnov pour prendre « l'offensive sur le front culturel » ne survivront pas à l'expérience.

Staline croyait résoudre tous les problèmes au moyen de son appareil. De quelque 800 000 en 1913 d'après N. Roubakine, le nombre des fonctionnaires était passé à plus de 7 365 000 avant la *nep*, pour décliner ensuite et s'établir autour de 3 722 000 en 1927, non compris ceux du Parti et de ses multiples filiales, ceux des syndicats et des coopératives. Plus encore qu'au temps de Coutine, « il y a tout un monde de gens intéressés à perpétuer et à dissimuler les abus ». Les statistiques partielles n'autorisent pas une estimation exacte du total qui dépasse peut-être 5 000 000 en 1930. « Nous ne pouvons briser cette énorme machine engendrée par l'état de civilisation extraordinairement arriéré de notre pays », regrettait Boukharine au temps de son franc-parler, mais Staline ne songeait pas à amoindrir l'instrument de domination dont il avait hérité, qu'il a su depuis perfectionner. Au contraire, en supprimant la *nep*, il renforce encore la bureaucratie qui, par les colkhoz, commence à s'immiscer même dans la gestion pratique de l'agriculture tout en achevant d'étatiser le commerce, la coopération et l'artisanat. Un fonctionnarisme sans précédent prolifère donc et s'hyper-trophie, parallèle à l'industrialisation, diversifié dans les formes mais immuable au fond, pour le malheur du pays régenté « par un nombre trop grand de fonctionnaires trop petits ». Il faut renoncer à en décrire hors d'un ouvrage spécial la malfaisance paperassière, le parasitisme insatiable dont les principaux organes bolchévistes signalent par intermittences certains effets tératologiques mais en respectant le mal dans ses causes profondes. « Prenez notre immense appareil soviétique. Vous y trouverez une quantité colossale de propres à rien qui ne veulent pas le succès du socialisme », déclare Ordjonikidzé en 1929, sans illusion, et il ajoute : « Les gens dont on ne sait que faire, et dont personne n'a besoin, on les place dans les commissions de contrôle »... Les conséquences fatales s'en retrouvent dans tout bilan économique et politique du régime.

Au sommet de la pyramide bureaucratique, l'appareil du Parti épuré des éléments hétérogènes donnait à Staline parfaite sécurité après le piteux écroulement de la droite. L'éventualité de nouvelles insubordinations individuelles ou par petits groupes dans l'avenir immédiat restait vraisemblable mais ce ne sera plus qu'un jeu pour le « patron » d'en venir à bout instantanément.

Il devient inutile de suivre dans le détail les opérations dites « organisatoires », révocations, nominations et mutations par lesquelles Staline exerce alors une souveraineté sans limites et dont



qu'on remonte vers Octobre. « La Russie, cette nation enfant, n'est qu'un immense collège : tout s'y passe comme à l'école militaire excepté que les écoliers n'en sortent qu'à la mort », écrivait encore Coutine, mais si le présent ressemble au passé, pour le milieu et par les mœurs, l'histoire n'a pourtant pas transmis le souvenir d'un spectacle aussi dégradant que celui de ces bolchéviks modèles, les trembleurs de la droite, exhibés à la tribune pour se frapper la poitrine et reconnaître leurs erreurs devant un auditoire fanatique ou mercenaire qui crie sa haine de commande à seule fin de plaire au despote. De son exil, Racovski a pu commenter « ce tableau sauvage de bureaucrates déchainés » en termes trop mérités : « Il est difficile de dire qui a le plus perdu le sentiment de sa dignité, de ceux qui s'inclinent humblement sous les sifflets et les huées, laissant passer les outrages dans l'espoir d'un avenir meilleur, ou de ceux qui, dans le même espoir, profèrent ces outrages en sachant d'avance que l'adversaire doit céder. » Scènes hideuses, mais au lendemain desquelles insulteurs et insultés se côtoieront en collègues au Comité central...

Le rapport de Staline au Congrès étale une fois de plus les lieux communs du léninisme sur la politique internationale : le globe est miné d'antagonismes dont le plus aigu oppose les États-Unis à l'Angleterre ; la Société des Nations pourrit de son vivant ; le socialisme perd toute influence et les partis communistes marchent de victoire en victoire ; la stabilisation capitaliste prend fin et la révolution gronde partout ; la bourgeoisie cherche une issue dans la guerre contre l'U. R. S. S., surtout en France, « le pays le plus agressif et le plus militariste du monde », etc. Le reste est consacré à la situation intérieure et résume, mêlés aux formules clichées de l'orthodoxie du moment, les calculs plus ou moins fictifs établis la mort dans l'âme par des experts sans conviction apeurés par des politiciens dépourvus de science. Les mêmes assertions reproduites dans toute la littérature officielle de la même époque ne prennent leur plein intérêt que dans la trame des faits disparates et des actes contradictoires qui vont au jour le jour tracer le dessin tortueux de la « ligne générale ».

\* \*

Staline ne comptait guère sur la bonne volonté, encore moins sur l'élan spontané des travailleurs pour arriver aux buts lointains assignés par le plan. Lui-même s'était trop opposé à la tendance

industrialiste pour avoir beaucoup d'illusions à cet égard. Son langage optimiste en public pouvait tromper une grande partie de la jeunesse, non la majorité de la classe ouvrière blasée des promesses ni l'ensemble de la masse paysanne défiante par nature et hostile par expérience. Ayant pressenti « une certaine famine artificiellement organisée » en conséquence d'une industrialisation trop rapide, il ne changea d'avis que contraint par les circonstances, plus précisément la difficulté croissante de stocker les céréales indispensables à l'alimentation des villes. Faute de marchandises industrielles à échanger contre les produits agricoles, il dut employer la force pour arracher aux paysans les récoltes et s'engagea par nécessité dans la voie où Trotski le poussait par prévoyance. Passant d'un extrême à l'autre, de la prudence à la témérité, il s'est souvenu d'une phrase de Lénine pour s'en faire une justification passe-partout et couvrir les exagérations les plus insensées : « Il faut enthousiasmer les ouvriers et les paysans conscients par un grand programme de dix à vingt ans, une perspective nette et vivante, absolument scientifique dans ses fondements. » Mais la joie au travail suscitée ou stimulée par des artifices vulgaires ne gagnait ni le prolétariat épuisé, ni la paysannerie sceptique, et l'effort exténuant des « brigades de choc » en émulation mal salariée ne compensait pas l'impréparation matérielle, le retard technique et l'incompétence professionnelle. Tant par penchant naturel que dans la logique de son système, Staline était conduit à briser les obstacles par des mesures draconiennes.

« L'offensive » la plus cruelle se fit sentir d'abord dans les campagnes. Comme toutes les obligations imposées par la violence aux peuples de l'Union Soviétique, la collectivisation était censée volontaire, en contradiction flagrante avec le plan qui fixait d'avance les pourcentages à réaliser. « Ce serait la plus grande absurdité que de vouloir introduire le travail agricole en commun... au village si arriéré, où il y faudrait au préalable une longue éducation », avait dit et répété Lénine, résolu à « faire bon ménage » avec les petits producteurs pour les transformer « par un très long travail d'organisation, très lent et très prudent ». Il ne concevait d'harmonie entre l'industrie socialisée et l'agriculture individualiste que dans une coopération libre et pacifique, « sans la moindre contrainte » directe ou indirecte. Staline semblait le comprendre, à en juger sur ses paroles antérieures à l'action implacable des brigades communistes mobilisées contre les paysans. Mais à l'inverse des déclai-



rations rassurantes et sans tenir aucun compte du plan établi sur l'hypothèse d'un cinquième des exploitations agricoles à collectiviser et mécaniser en cinq ans, il obtient le triple de la prévision quinquennale en un an et demi, par le fer et par le sang. En un seul mois, le nombre de fermes groupées en *colkhos* excède celui de douze années de révolution, sur le papier, car les tracteurs, les machines, les engrais, l'organisation et le consentement des intéressés font encore défaut. Ce résultat n'est atteint par l'expropriation arbitraire et le pillage illégal qu'au prix d'une répression sans exemple que Staline intitule « suppression du koulak comme classe » mais où succombent par milliers les paysans moyens et les pauvres. La chronique du temps n'a pu recenser en totalité les arrestations en masse et les exécutions capitales qui ont fait cortège à la collectivisation, ni les suicides et les assassinats. La statistique abonde en chiffres vides et en coefficients oiseux mais n'enregistre pas plus ces nombreuses victimes que la Guépéou ne livre son secret sur la déportation barbare de millions d'êtres humains transplantés dans les régions arctiques et au delà de l'Oural. Des villages entiers, des cantons, des districts ont été dépeuplés, leurs habitants dispersés et décimés, comme autrefois en Assyrie et en Chaldée. Un correspondant américain tout dévoué aux intérêts de Staline évalue à 2 000 000 le nombre approximatif des relégués et des exilés en 1929-1930 (*New York Times*, 3 février 1931). Mais la vérité apparaît encore plus atroce dans son ampleur si l'on sait que la dékoulakisation s'est poursuivie sans relâche au cours des années suivantes et que les calculs officiels varient entre 5 et 10 000 000 dans le dénombrement des koulaks, non compris les malheureux *moujiks* présumés dans l'aisance. (Peu après le premier quinquennium, en 1933, la presse de Rostov a signalé, par dérogation accidentelle à la consigne du silence, la déportation en bloc de trois *stanitsy* cosaques du Kouban, environ 50 000 personnes; or, plus de 100 000 habitants de la même région les avaient précédés sur les chemins du malheur en direction nord). On peut donc admettre que 5 000 000 de villageois *au moins*, sans distinction d'âge ni de sexe, ont été chassés de leurs foyers, voués à une misère inique et beaucoup à la mort. Mr H. Walpole, qui a scruté avec attention les données du commissariat du Travail, arrive aussi au total de 4 à 5 000 000 pour 1931, chiffre largement dépassé par la suite, et en fait état dans son introduction à : *Out of the Deep, Letters from Soviet Timber Camps*, recueil de lettres navrantes de Mennonites

déportés, dont l'authenticité est garantie par le directeur de la *Slavonic Review*. Un témoin oculaire qualifié et renseigné, I. Solonévitch, un des rares évadés du bagne soviétique où il a travaillé dans les services de planification et de répartition, confirmera en 1935 ces estimations avec des précisions nouvelles. Il est impossible de savoir combien ont péri de faim ou de froid dans les forêts septentrionales, sur les chantiers des grands travaux publics et dans les camps de concentration. Mais des renseignements partiels en donnent une idée à la fois imprécise et terrible, surtout de l'hécatombe des enfants expulsés avec leurs mères, parfois dans l'épouvante de la nuit, et malgré les rigueurs de l'hiver transportés du sud au climat tempéré vers les zones glaciales où tant de ces petits innocents privés de toit, de soins et de tout ont trouvé prématurément un tombeau. Que sont les fameuses proscriptions de Sylla et des deux triumvirats, si souvent évoquées par les socialistes après la Commune, au regard de tels faits? Les historiens des empires asiatiques de l'antiquité ou du moyen âge sauraient seuls en rapprocher des épisodes comparables.

Mais Staline, sourd aux malheurs causés par sa politique aveugle, ne pouvait demeurer indifférent à des répercussions désastreuses pour l'économie. Si les vies humaines lui importent peu, il doit se préoccuper sérieusement des bestiaux et des semailles. Or les paysans violents tuent leurs animaux et mangent les semences, soit pour éviter la confiscation, soit pour protester à leur manière. Des millions de bêtes de trait sont abattues alors que la traction mécanique n'existe encore qu'en projet, — et il en résulte une restriction automatique des labours et des emblavures. Des dizaines de millions de bovins, de moutons, de porcs et de volailles subissent le même sort, — et le lait, la viande, les œufs vont manquer pendant des années. Une loi improvisée, trop tardive et peu efficace, punit de prison le meurtre d'un bœuf ou d'un veau perpétré « par malveillance ». On rationne tous les produits, la ration diminue, mais la plupart des aliments disparaissent et le ravitaillement des centres industriels est compromis pour longtemps. La bureaucratie accuse tantôt la pluie, tantôt le beau temps, puis les koulaks et enfin le bureaucratisme. Autour de Staline, les rumeurs d'alarme se répandent, recueillies par la Guépéou. De hauts fonctionnaires informés des réalités entrevoient une immense catastrophe prochaine, peut-être un changement de règne, et se préparent à toute éventualité dans leurs conversations où l'intimité n'exclut pas



l'espionnage et la provocation. L'apprenti sorcier de la nouvelle révolution agraire, d'abord grisé de sa victoire facile sur les ruraux désarmés, sur des femmes et des enfants, se ressaisit devant le spectre de la famine et décide la retraite. Dans un article du 2 mars 1930 sur *Le vertige du succès*, il cesse un instant de vanter le « rythme inouï » de la « formidable avalanche » qui a déferlé dans les campagnes et rejette ses responsabilités sur les agents d'exécution, leur impute son propre vertige de la veille, dénonce les procédés bureaucratiques, blâme les excès de la violence, l'enlèvement des cloches et la socialisation des poulaillers. Il déconseille de former des *communes* où seraient collectivisées production et répartition et il prescrit de s'en tenir aux *artels* où l'habitation, le potager, la vache et le menu bétail restent propriété individuelle. Une circulaire du Comité central contre les « exagérations de gauche » suit de près et réprovoque « la conduite exceptionnellement brutale, abominable, criminelle » de certains sous-ordres envers la population, les partages de biens, la privation abusive de droits civiques, les arrestations arbitraires, la fermeture administrative des églises, la suppression des marchés, etc., pour freiner l'irrésistible mouvement « volontaire » et autoriser les mécontents à sortir des *colhoz*. En deux semaines, le nombre de « feux » englobés dans le « secteur socialiste » tombe de 14 264 000 au 1<sup>er</sup> mars à 5 778 000 au 15 mars, et le reflux se prolonge, les « âmes mortes » se dispersent. Répit de brève durée car la dislocation est enrayée la même année, en décembre : Staline ordonne alors la collectivisation intégrale des régions à blé, la collectivisation partielle des autres avec pourcentages précis. A la faveur de sa reculade, il a limité les dégâts, repris du souffle, consolidé le terrain conquis, décuplé les précautions policières et il va de propos délibéré au-devant d'« une certaine famine artificiellement organisée ».

A la servitude paysanne correspond bientôt un véritable serchage industriel. Une décision du Comité central (7 septembre 1929) avait institué le « commandement unique » du directeur dans chaque entreprise de production, abolissant les derniers droits théoriques des comités ouvriers. Par la suite, les décrets s'accumulent au préjudice irréparable du prolétariat souverain.

Staline cherche d'abord à combattre l'instabilité de la main-d'œuvre car les mauvaises conditions d'existence chassent les prolétaires de ville en ville et la production désorganisée se ressent de cette migration permanente. Comme au xviii<sup>e</sup> siècle où la descr-

tion était l'unique ressource défensive des serfs par trop opprimés, la fuite semble aux ouvriers soviétiques la seule issue à leur situation intenable. En octobre 1930, une ordonnance fixe sur place les travailleurs préposés au flottage du bois, avec le concours explicite de la Guépéou (le bois étant marchandise essentielle d'échange avec l'extérieur). Une autre ensuite étend la même mesure à toute l'industrie afin de « river » les ouvriers, d'en disposer sans égard à leurs désirs, sans considération des liens de parenté ou d'amitié, et d'aggraver les sanctions pour indiscipline. Une troisième supprime les secours aux chômeurs et toute faculté de choisir lieu de séjour ou métier. Une autre, en novembre, ferme les Bourses du Travail et prescrit la répartition obligatoire des bras disponibles. Après quoi, les dirigeants proclament *urbi et orbi* la disparition du chômage. Mais Staline conviendra l'année suivante de fluctuations de main-d'œuvre qui impliquent des millions de sans-travail sur les routes. Et les revues économiques en comptent encore davantage dans les campagnes où le surplus improductif de population ne trouve pas à s'employer.

En janvier 1931, un arrêté réquisitionne les anciens travailleurs des chemins de fer pour les réintégrer de gré ou de force. Une addition au Code pénal frappe de dix ans de prison les infractions à la discipline dans les transports et prévoit la *peine de mort* en cas de préméditation. En février est institué le « livret de travail » obligatoire, sur le modèle du livret militaire, mentionnant biographie sommaire du porteur, états de service, punitions, amendes, motifs de renvois, etc., à l'effet de réprimer l'indiscipline et les évasions. En mars, nouvelles dispositions pour renforcer l'autorité directoriale à l'usine, pour sévir contre les ouvriers « arriérés » coupables de retards, d'absences, de négligences, d'ivresse ou de paresse. En avril, ravitaillement préférentiel aux brigades de choc, vrai chantage à la faim, et droits de priorité pour le logement, le chauffage, les fournitures les plus nécessaires. En juin, les salariés sont rendus responsables des avaries du matériel, ce qui permet d'assimiler au sabotage les accidents dus à la qualité défectueuse des outils et de la matière première, au désordre administratif, à l'incurie gouvernementale. Les chefs d'entreprises après le commissariat du Travail reçoivent pleins pouvoirs de transférer d'office techniciens et ouvriers spécialisés sans leur assentiment, de les envoyer d'un point à un autre comme des machines, au mépris de tout sentiment d'humanité.



Ce ne sont là que les principaux anneaux d'une chaîne qui s'allonge sans discontinuer. Le décret du 7 août 1932 sur la conservation de la propriété d'État stipule *la peine de mort* pour vol de marchandises dans les transports. En novembre, même année, nouveaux décrets : l'un condamne au congédiement pour un jour d'absence injustifiée au travail, l'autre assujettit les anciennes coopératives à la direction des usines. Ainsi l'ouvrier congédié ou défaillant perd son « carnet d'achat » alimentaire, délivré par le directeur, et en règle générale son logis ; le même pouvoir personnel discrétionnaire s'exerce sur la production et la consommation ; les forçats de l'industrie ne peuvent plus bouger sans s'exposer avec leur famille à mourir d'inanition. Au moyen de ce système répressif monstrueux dont aucune juridiction capitaliste ne présente la moindre équivalence, et si incroyable que cela puisse paraître, Staline ne parvient pas encore à retenir tous les travailleurs car beaucoup préfèrent le vagabondage à l'esclavage. En décembre de cette dernière année du plan, il décide alors une mesure policière qui rattrape et dépasse de loin le tsarisme par l'envergure et la rigueur, l'obligation du passeport intérieur pour toute la population citadine et pour une partie de la population rurale autour des grandes villes : nul ne pourra se déplacer ni résider vingt-quatre heures hors de son domicile sans le visa de la milice annexée à la Guépéou et le document dénonciateur indiquera les origines sociales du titulaire, ses attaches familiales, antécédents politiques, occupations et mouvements, véritable dossier de police avec tous les éléments d'un éventuel réquisitoire. Durant le trimestre introductif de la « passeportisation », Staline interdit mariages, divorces, adoptions et déménagements, pour paralyser la fraude ; il daigne cependant admettre les décès et tolérer les naissances.

Le paysan-prolétaire n'est pas mieux partagé que l'ouvrier-dictateur. *La peine de mort* pour vol s'applique aussi aux larcins dans les champs : un affamé ayant glané quelques épis ou dérobé quelques légumes, produits de son labeur, sera passible de la sentence capitale. De même, par une décision ultérieure du Comité central, à de vagues délits comme le sabotage des travaux agricoles et toute espèce d'intention de nuire dans le labourage ou l'ensemencement. Une quantité de décrets contradictoires se succèdent pour imposer le travail à la tâche et le salaire aux pièces dans l'agriculture collective, pour tout réglementer dans les plus infimes détails, fixer les normes et assigner les rendements à obtenir tant des vaches

que des hommes et des terres. Par tous les temps, une pluie de circulaires s'abat sur les colkhoz d'où surgit un phénomène social sans précédent, une gigantesque bureaucratie agraire. On évalue dès 1931 à plus de 2 000 000 les fonctionnaires du nouveau « secteur socialiste », administrateurs, gérants, contrôleurs, brigadiers, commis et employés divers. Les moujiks répartis, eux aussi, en brigades pour exécuter la corvée quotidienne doivent nourrir des légions de parasites qui rognent la part du producteur, supporter d'énormes frais généraux qui grèvent les prix de revient et rendent les bilans déficitaires. Araktchéïev, le ministre d'Alexandre I<sup>er</sup> célèbre par ses colonies paysannes militaires, n'eût pas songé à nommer « commandant de troupeau » un berger ni osé rêver d'une militarisation bureaucratique de telle ampleur.

À mesure que s'étend la collectivisation s'accroît de même la disette. Les tracteurs transformés à bref délai en ferraille, l'outillage mécanique rouillé en plein vent n'équilibrent pas la diminution du troupeau, l'abandon ou la destruction du vieux matériel. Les ordres, contre-ordres, mots d'ordre de Moscou n'empêchent pas le blé de pourrir, les pommes de terre de geler, la mauvaise herbe de pousser, faute de précautions élémentaires et de stimulant au travail. Les pertes, les gaspillages prennent des proportions extraordinaires. Ni la mobilisation d'ouvriers, d'étudiants et d'écoliers pour les semailles ou les moissons, ni la mobilisation de jeunes communistes pour les coupes de bois, ni la mobilisation de savants, de médecins et d'artistes embrigadés à leur tour ne suppléent à la bonne volonté ou à l'intérêt des cultivateurs, pas plus que les mobilisations de paysans pour l'industrie lourde ne répondent aux besoins du machinisme moderne. Avec de nouveaux décrets, Staline essaie de parer en 1932 aux crises de l'agriculture bouleversée : droit de possession individuelle d'une vache et du petit bétail, octroyé aux membres des colkhoz (mars) ; réduction du stockage, des prélèvements alimentaires d'État (mai) ; demi-liberté conditionnelle de commercer, accordée aux colkhoz, après versement des redevances et des impôts (mai) ; garantie aux communautés des limites de leur domaine cultivé (septembre) ; obligation faite aux derniers paysans « libres » de louer leur cheval aux colkhoz démunis (septembre), etc. Tous ces palliatifs apportent quelque soulagement mais peu sensible et de courte durée, Staline étant toujours prêt à reprendre de la main gauche ce qu'il concède de



la droite. Et dans l'opportunisme comme dans l'intransigeance, il ne cesse de faire couler le sang et les larmes.

« Évidemment, tuer est plus simple que persuader et ce moyen facile est très accessible à des gens élevés dans les massacres et instruits par les massacres », écrivait Gorki au début de la révolution en apostrophant les bolchéviks : « ...Vous Russes, encore sauvages, corrompus par vos anciens maîtres, vous à qui ils ont infusé leurs terribles tares et leur despotisme insensé ». Babeuf a eu des réflexions analogues sur ses contemporains : « Les supplices de tout genre, l'écartèlement, la torture, la roue, les bûchers, les gibets, les bourreaux multipliés partout nous ont fait de si mauvaises mœurs ! Les maîtres, au lieu de nous policer, nous ont rendus barbares, parce qu'ils le sont eux-mêmes ». Il n'est difficile que Staline ne se targue de trancher par la peine capitale, à tout le moins par la prison ou l'exil.

En 1930, quand la monnaie d'argent se raréfie, un décret suffit pour que des dizaines de sujets soviétiques suspects de thésauriser quelques centaines de roubles soient passés par les armes. Les mécomptes industriels et les déboires agricoles seront traités comme les problèmes financiers : le sang de 48 prétendus « saboteurs » de l'approvisionnement, exécutés sans jugement après l'arrestation de nombreux techniciens, professeurs, savants, statisticiens, coopérateurs socialistes ou libéraux ralliés au régime et employés à l'état-major de l'économie nationale, sert à disculper les gouvernants, à effrayer l'*intelligentsia* et à faire une parodie de justice devant le peuple crédule. On révèle alors l'existence d'un soi-disant « parti industriel » fort de quelque 2 000 affiliés mais sur 8 seulement déferés au tribunal, le protagoniste en vedette est de toute évidence un provocateur. Les meilleurs collaborateurs du Gosplan, parmi lesquels Bazarov, Groman, Soukhanov, Kondratiev, se voient incriminer de contre-révolution et de nuisance (*vréditelstvo*). Terrorisés par l'exécution des 48, leurs collègues, et démoralisés par les procédés d'intimidation de la Guépéou, ils signent pour la plupart tous les aveux qu'on exige et reconnaissent tous les crimes qu'ils n'ont pu commettre. Les autres sont déportés d'office, comme Bazarov resté indifférent aux menaces et Kondratiev qui s'abrite à raison derrière la droite communiste dont il est solidaire. En fait, ces criminels avaient échangé des vues pessimistes sur l'industrialisation et la collectivisation exagérées, en des conversations intimes, et imaginé un gouvernement socialiste hypothétique dans l'éventua-

lité d'un krach ouvrant la succession de Staline. Deux procès distincts à grand spectacle, montés à trois mois d'intervalle dans l'impossibilité pratique de machiner un amalgame, ne prouvent rien à force de trop prouver : acharnés à leur propre perte, les inculpés s'accusent au maximum et enchérissent de leur mieux sur les imputations du procureur ; les avocats plaident toujours coupables et il n'y a jamais que des témoignages à charge. « Il est très ordinaire qu'on épouvante et même qu'on batte un témoin pour lui faire dire la vérité », observait de Maistre en Russie au début du précédent siècle ; sous Staline, le progrès consiste à épouvanter témoins et prévenus pour leur faire dire des mensonges. Dociles aux injonctions de leurs persécuteurs maladroits, les ingénieurs poursuivis dénoncent par ignorance des complices ou instigateurs... décédés à l'étranger depuis plusieurs années et mettent en cause des personnalités insoupçonnables en l'occurrence, comme Aristide Briand, au sujet de « préparatifs de guerre contre l'U. R. S. S. ». Les prétendus menchéviks, en réalité transfuges du parti de ce nom sauf un seul d'entre eux, qui au surplus rétractera dans la suite ses prétendus aveux, rapportent des conciliabules tenus à Moscou avec un leader socialiste exilé, Abramovitch, qui n'a pas franchi la frontière depuis dix ans. Impostures éclatantes, destinées à corser des réquisitoires trop pauvres où le vrai et le faux s'entremêlent à la provocation policière. Une tragi-comédie de condamnations impitoyables et de commutations de peines, prévues les unes et les autres, achève de discréditer l'affaire et de désorienter l'opinion.

En revanche, Staline marque des points chaque jour avec les exécutions capitales décidées par la Guépéou sans autre forme de procès ; on en relève des milliers dans la presse qui ne les annonce pas toutes, à cette époque, et l'orgie de meurtres continuera au delà comme en témoigne l'exécution de 35 fonctionnaires du commissariat de l'Agriculture (mars 1933) accusés d'avoir « laissé croître de mauvaises herbes dans les champs » et autres prétextes du même genre. La publicité n'est donnée qu'en certains cas et à titre d'exemples ; il arrive que la motivation publique ne coïncide pas avec la raison secrète, comme dans l'histoire des 35, fusillés en réalité sur une présomption d'espionnage : la Guépéou juge parfois utile d'exploiter à plusieurs fins les cadavres. Les arrestations en masse de 1930 englobent toutes les catégories d'intellectuels, même les historiens (Platonov, Tarlé, etc.) qui n'ont pu nuire à la production ni au ravitaillement, et les derniers socialistes pai-



sibles retranchés de la politique. Pour tout dire, Staline ne s'est point contenté d'abuser de châtimens, il a aussi prévu des récompenses : l'ordre de « Lénine » pour les civils, l'ordre de « l'Étoile rouge » pour les militaires. Ces deux nouvelles décorations créées en 1930 comportent nombre de privilèges, sous l'invocation de « l'édification socialiste » mais, bien entendu, à l'encontre de tous les principes du socialisme.

Le Parti n'a pas traversé sans incidents la phase d'extrême tension du premier plan quinquennal. Toutefois les conflits n'affectent plus que des individualités isolées et se résolvent sans répercussion aucune dans les rangs, comme jadis à la Cour de Russie comparée au temps de Nicolas I<sup>er</sup> par F. Lacroix « à ces mobiles planchers de théâtre dans lesquels s'ouvrent d'invisibles trappes qui escamotent les personnages voués aux oubliettes par le tyran du mélodrame ».

La chute de Syrtsov en 1930, aussi verticale que son élévation subite quelques mois auparavant, est incompréhensible au public ; on sait seulement que ce président d'un Conseil de Commissaires, inquiet des conséquences de la « ligne générale », a partagé ses confidences et vagues espoirs de réforme, de retour à la *nep*, avec Lominadzé et autres moindres figures ; il n'en faut pas plus pour démasquer une nouvelle fraction, presque un complot ; les informateurs de Trotski prêtent à Syrtsov une appréciation péjorative sur Staline, son protecteur : « Homme stupide qui conduit le pays à sa perte » ; le tout se termine par les révocations, exclusions, repentirs et humiliations d'usage. Une fois de plus, Boukharine et consorts désavouent leurs camarades et... reconnaissent leurs erreurs. La même année, Sokolnikov, compromis par des conversations avec les ex-menchéviks incarcérés, assure son salut et son ambassade à Londres en implorant le pardon de Staline, en jurant obéissance éternelle. Krijanovski perd ses fonctions au Gosplan, pour des raisons inconnues, peu après les disgrâces de Rykov. La génération des vétérans, affaiblie par l'âge, pervertie par le pouvoir, s'abandonne ou s'efface.

Au début de 1931, Riazanov est inopinément visé par les foudres du dictateur ; on lui reproche de conserver aux archives de l'Institut Marx-Engels des documents de la social-démocratie russe déposés par un collaborateur. Taxé de trahison, impliqué par pur arbitraire dans l'affaire dite des menchéviks mais tenu à l'écart du procès où il se fût sans doute justifié au lieu de se noircir, le vieil

érudit est destitué, exclu, arrêté, déporté, ses ouvrages mis au pilon, ses éditions des textes de Marx et d'Engels interdites, l'Institut de sa création anéanti sous forme d'absorption par l'Institut Lénine. L'année d'avant, le monde communiste officiel avait couvert Riazanov de fleurs et de compliments lors de son soixantième anniversaire, honoré en lui « le plus éminent marxologue de notre temps » ayant dévoué « plus de quarante ans de vie active à la cause ouvrière ». Mais Staline, obsédé du souci d'usurper à tout prix une réputation de théoricien, n'attendait que l'heure favorable pour faire disparaître, avec le dernier refuge de la science sociale à Moscou, un savant scrupuleux qui s'abstenait d'accoler indûment le nom de l'inculte héritier de Lénine à ceux des auteurs de la doctrine. Peu après la déportation de Riazanov, des thuriféraires à gages essaieront d'acclimater la formule « marxisme-léninisme-stalinisme » mais sans parvenir à rehausser le prestige du bénéficiaire.

Moins explicable de prime abord sera la brusque mésaventure de Iaroslavski, un des plus serviles agents du pouvoir. A propos d'une *Histoire du Parti* dont il n'est même pas l'auteur mais publiée sous sa responsabilité, ce détracteur professionnel de Trotski et traqueur spécialisé des trotskistes tombe en 1931 sous une bizarre accusation de trotskisme. La vérité est que Staline, avisé d'ambitions excessives de son subalterne, a forgé n'importe quel prétexte pour le contraindre à l'amende honorable, pour l'abaisser aux yeux de tous. De la dénonciation à la contrition, l'opération ne dure pas trois semaines. Du même coup, par une simple lettre à la rédaction d'une revue, Staline révolutionne en un tournemain l'histoire du bolchévisme en dénaturant les faits sans vergogne et en livrant à ses fonctionnaires et sportulaires de très orthodoxes historiographes qui ne savent pas encore assez déprécier Trotski ni glorifier Staline ; ses allusions menaçantes au « libéralisme pourri » et à la « contrebande trotskiste » sont trop claires pour ne pas provoquer une contagion de reniements démonstratifs, à la fois pénibles et grotesques, bien révélateurs de l'irréversible dégradation de la phalange révolutionnaire d'Octobre ; Radek, Chliapnikov et divers autres s'empressent de reconnaître toutes sortes d'erreurs imaginaires dans leurs anciens écrits oubliés, de rétracter les vérités les plus innocentes et les moins contestables ; un certain Deborine se trouve acculé à redresser en public ses déviations philosophiques en regrettant de n'avoir pas assez critiqué... l'idéalisme de Hegel. La panique a pour effet escompté de déterminer une expurgation plus sévère



des livres et des bibliothèques, une censure plus rigoureuse des éditions nouvelles dans l'esprit du conformisme stalinien. Car cha un risque par manque de zèle ou simple inadvertance de perdre emploi, logis, carte de pain, de déchoir à la condition de paria. Même les *Œuvres complètes* de Lénine sont entachées de suspicion, à cause des notes documentaires dont la probité relative contredit les légendes utiles à Staline. La lettre d'anathème intitulée *Sur quelques questions d'histoire du bolchévisme* devient, au dire des « professeurs rouges » désireux de faire carrière, « un document de la plus grande signification internationale, politique et mondiale-historique ». Pendant des années, les scribes aux ordres et les brigades de cuistres vont s'y référer à tout instant, à tout propos, et pourchasser sans répit le « libéralisme pourri », même en matière de philosophie, de littérature et de musique dont il n'est pas plus question dans le « document » indigent que d'histoire véritable.

Un silence lugubre s'étend sur le Parti et oppresse la « patrie socialiste » où l'esprit critique ne chemine guère que dans le murmure étouffé des anecdotes et des épigrammes vengeresses, comme à Rome sous les Césars. Au-dessus de l'unanimité monolithique de surface, un concert de louanges vénales à l'adresse de Staline tient lieu de vie politique au pays plongé dans le travail, l'ennui et la douleur. L'un des premiers et principaux renégats de l'opposition de gauche, Piatakov, avait ouvert la voie en identifiant le secrétaire général au Comité central, donc au Parti, donc à l'État, et en lui rendant l'hommage personnel du vassal au suzerain. A son exemple et descendant une pente naturelle, le chœur des arrivistes et des parvenus s'astreint à ne plus écrire ni parler sans payer tribut d'admiration extérieure à celui dont dépend leur avenir. Tout article, tout discours commence et se termine désormais par une digression en l'honneur de Staline et c'est à qui inventera une flatterie nouvelle. L'abstention serait insolite, l'omission séditeuse. Un calembour railleur sur le « secrétaire génial », pris au sérieux, se transforme en respect minimum et le mot de « génie » devient inséparable du nom redouté que la presse bien stylée imprime en caractères gras. A la fin de 1932, une obscure querelle cherchée à un Rioutine, lié à divers opposants de droite et de gauche, donne l'occasion d'exclure et de déporter une poignée de mécontents parmi lesquels, une fois de plus, Zinoviev et Kamenev pour crime de n'avoir dénoncé personne. Mais les deux compères obtiendront rémission six mois plus tard quand ils auront imploré grâce non seulement en

reconnaissant à nouveau leurs innombrables erreurs mais en se prosternant devant la grandeur de Staline. C'est trop peu maintenant que d'être à genoux, il faut se mettre à plat ventre. Le suicide moral des survivants de la « vieille garde » obstinés à revendiquer un rôle politique envers et contre la toute-puissance de leur vainqueur indique l'inéluctable issue à quiconque se refuse au suicide physique. En 1933, Skrypnik, soupçonné à tort ou à raison de dérogation à la « ligne générale », de faiblesse ou de tolérance à l'égard du nationalisme en Ukraine, ne trouvera de solution que dans son revolver.

Seul, Staline a le droit d'exprimer une opinion, qui acquiert force de loi *ipso facto*, et les boyards de la bureaucratie ont le privilège de la répéter, vulgariser, commenter jusqu'à ce que le « génie » de leur caste ait changé d'avis, se dédise ou se contredise. Après son intervention modératrice sur les outrances de la collectivisation, il publie une *Réponse aux camarades colkhoziens* pour couvrir son recul d'une bonne vingtaine de « Lénine a dit... », autant de condamnations de sa pratique mais dont il feint de sortir indemne en les tournant contre des irresponsables. Dans un discours prononcé en février 1931, il ne craint pas d'admettre la réalisation du plan non plus en quatre, mais en trois ans, « pour les branches décisives de l'industrie », et de souscrire à d'autres fanfaronnades aussi pueriles avec l'argument final péremptoire : « Il n'existe pas de forteresse imprenable pour un bolchévik ». Mais sa jactance ne dissipe aucune difficulté de l'industrialisation et dans un autre discours, en juin 1931, il en rabat sensiblement. La pénurie de main-d'œuvre due à l'évasion permanente des travailleurs avant la « passeportisation » et qu'il a le front d'expliquer par le bien-être des campagnes, l'oblige à se pencher sur la condition matérielle du prolétariat. Il découvre la nécessité de modifier la répartition des salaires en accentuant l'inégalité au profit des ouvriers qualifiés, d'offrir à ceux-ci un stimulant, d'améliorer le ravitaillement et l'habitation. Il avoue en termes euphémiques et embarrassés le fiasco de la semaine de cinq jours : « Dans une série d'entreprises, nous avons un travail ininterrompu en paroles ou sur le papier », et commande « là où manquent les conditions propices à une telle expérience de passer temporairement à la semaine de six jours », en attendant de revenir à la première tentative. Il préconise de « changer notre politique » envers les cadres techniques décimés : « Ce serait stupide et déraisonnable de considérer aujourd'hui presque chaque spécia-



liste et ingénieur de la vieille école comme un criminel en liberté ou un saboteur. » Il convient du bluff des statistiques dont il se leurre tout le premier : « Dans une série d'entreprises et d'organisations économiques, on a depuis longtemps cessé de compter, de calculer, d'établir des bilans réels de recettes et de dépenses. » Et de conclure néanmoins sur la note optimiste habituelle.

C'est là son dernier discours avant l'expiration du délai quinquennal. L'incessant démenti des faits à ses paroles lui inspire pour un temps la sage décision de se taire. Il a fourni trop d'armes à ses adversaires en annonçant toujours le contraire de ce qui devait arriver, en se traînant à la remorque des événements les plus faciles à entrevoir, en étalant une rare méconnaissance des réalités soviétiques et internationales comme des théories économiques et sociales dont il se prétend l'interprète. Sur un point unique, il ne s'est pas trompé mais il se garde bien d'en faire état car, prophétisant en 1928 « une certaine famine artificiellement organisée » au cas où le développement industriel serait accéléré sans mesure, il ne disait rien d'original et empruntait à la « déviation de droite » la seule idée que l'avenir allait vérifier.

En effet, la famine se fait sentir dès 1931 malgré le carnet d'achat à coupons, la parcimonie des rations et les rigueurs de la discipline. Mais cette fois, les paysans sont plus à plaindre que les ouvriers servis dans l'ordre d'urgence en premier après la bureaucratie, la police et l'armée. L'État prélève une moitié de la récolte en grains, tombée à 69,5 millions de tonnes (contre 96,6 en 1913) mais que les pertes consécutives à la gabegie réduisent encore en moyenne d'un quart. Or la population a augmenté d'environ 25 millions d'habitants et le pain est aliment essentiel dans un pays où la viande, les laitages et tous les vivres deviennent quasi introuvables. Le bétail qui a survécu à l'hécatombe de la collectivisation périt en masse, privé de soins et de fourrages dans les colkhoz. Les prix astronomiques du marché, après le rétablissement partiel du commerce, révèlent une dévaluation vertigineuse du rouble. Impuissant à rassasier les villes, le gouvernement invite les prolétaires à élever chez eux des lapins, voire à cultiver la terre autour des usines et de leurs casernes. Mais « l'offensive sur le front du lapin » aboutit vite à un échec lamentable, à l'extermination des sujets de l'expérience, les éleveurs improvisés étant dépourvus de toute aptitude, de locaux appropriés et surtout de nourriture, ce

que le seul Staline n'a pas su comprendre au préalable. Une des monstruosité du régime date de cette époque, le Torgsin, institution de magasins réservés à la clientèle munie de monnaies étrangères ou de métaux précieux, oasis d'abondance dans le désert socialisé ; l'État y refuse son propre argent-papier dont il interdit aussi l'entrée aux frontières et les miséreux, indignés mais apeurés et prostrés, n'osent rien saccager. Plus invraisemblable encore l'expédient imaginé pour se procurer des dollars : une véritable traite des « citoyens » soviétiques autorisés à s'expatrier moyennant rançon versée par leurs parents ou amis de l'étranger. Quoique s'aggrave la disette de marchandises et que progresse à grands pas la famine en 1932, les planomanes imperturbables jonglent avec des chiffres étourdissants et préparent la deuxième piatiletka, promettant toujours pour demain monts et merveilles. La presse démontre par mille artifices graphiques et typographiques les succès prodigieux remportés « sur tous les fronts » de l'économie nationale et berce la détresse populaire en racontant des histoires de labourage électrique, de semailles par avions, de pluie artificielle par le bombardement des nuages et autres trouvailles qui, au niveau technique de l'U. R. S. S., équivalent à une fantasmagorie de Fourier sur la transformation de l'eau de mer en limonade sous l'action de l'acide citrique boréal. Elle expose même un projet grandiose de détourner le Gulf-Stream pour tempérer l'Océan Glacial au profit de la Sibérie septentrionale. Aux affamés, une propagande frénétique prodigue des photographies du Dnieprostroi, de Magnitogorsk, des « géants » de ciment et d'acier surgis dans la steppe pour le bonheur futur de leur postérité. On exalte le patriotisme soviétique de jeunes communistes, héros du « front du travail » acharnés à battre des records, on cite le cubage de terre remuée, de charbon extrait, de métal fondu. Mais les exploits passagers des brigades de choc ne consolent pas les ventres vides ni n'atténuent la famine hallucinante et les fléaux qui l'escortent, le scorbut, le typhus exanthématique. Et les générations immolées au dieu-machine espèrent en vain une parole humaine du Kremlin où Staline, muré dans son mutisme, se fait du socialisme l'idée caricaturale de Flaubert sous « le double aspect d'une métairie et d'une filature, une sorte de Lacédémone américaine où l'individu n'existerait que pour servir la société, plus omnipotente, absolue, infaillible et divine que les Grands Lamas et les Nabuchodonosors ».



conformes au vrai progrès matériel et moral comme au but final du socialisme. Et du point de vue même de Staline, rien ne justifierait un plan, une politique, un régime aboutissant par des moyens barbares à une rechute profonde dans la barbarie sous des aspects de modernisme américain qui recouvrent mal une structure intime asiatique.

Il est inexact que l'U. R. S. S. ait eu à tout bâtir sur table rase et puisse s'enorgueillir de succès sans précédent. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie a tenu dans le monde le premier rang pour la fonte, le fer, le cuivre, pour l'exportation du bois, du cuir, de la toile à voiles, rang qu'elle a perdu par la suite. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle surpassait les États-Unis pour le pétrole, ayant plus que doublé en six ans sa production de fonte et d'acier, presque doublé son extraction de houille et de naphte. Avances et reculs comportent des leçons encore valables. Elle a toujours eu des poussées industrielles fébriles suivies de torpeurs ou de dépressions qui la ramenaient en arrière. Pierre I<sup>er</sup> laissa environ 230 fabriques, pour la plupart de sa fondation. Le nombre des usines a plus que triplé sous Catherine II, plus que doublé sous Alexandre I<sup>er</sup>, près de doublé sous Nicolas I<sup>er</sup>, mais avec un accroissement plus grand de la main-d'œuvre et encore plus considérable du chiffre d'affaires. Sous Alexandre II, le réseau ferré a plus que deux fois décuplé. Sous Alexandre III, l'industrie a près de doublé ses effectifs ouvriers, de triplé la taille moyenne des entreprises. Sous Nicolas II enfin, la politique financière de Witte a permis de doubler en dix ans la longueur des chemins de fer, d'amplifier en conséquence la sidérurgie et les charbonnages, d'imprimer notamment au Donetz une impulsion assez analogue à l'élan des districts miniers anglais au début du siècle dernier, à l'essor de la région rhéno-westphalienne dans les « années 70 » et selon l'exemple plus récent des États-Unis ou du Japon. Dans son *Développement du capitalisme en Russie* paru en 1899, Lénine constatait : « ... Le progrès de l'industrie minière va plus vite en Russie qu'en Europe occidentale et même qu'en Amérique du Nord... Dans les dix dernières années (1886-1896), la production de fonte a triplé... Le développement du capitalisme dans les pays jeunes est très accéléré par l'exemple et l'aide des pays vieux ». Et l'ensemble de la production industrielle a encore doublé, ou presque, entre la guerre russo-japonaise et la guerre mondiale. Les phases de stagnation n'infirmant pas le sens du phénomène, longtemps compatible avec la sauvagerie des mœurs. En

outre, depuis l'affranchissement des serfs, le progrès économique s'est accompli dans des voies moins anormales que les « mobilisations », « brigades de choc » et autres « offensives sur tous les fronts », les déportations en masse ou les exécutions capitales. Aussi Trotski a-t-il pu dire avant la *nep* : « Si le capitalisme russe s'est développé sans gradation mais par bonds, construisant en pleine steppe des usines à l'américaine, raison de plus pour que pareille marche forcée soit possible à l'économie socialiste. » Sans le legs du passé en matière de concentration industrielle, d'outillage importé, de cadres techniques, et aussi les concours extérieurs de la science et du capital, le plan n'eût pas même été concevable.

Les antécédents historiques ne sont donc pas à méconnaître. Le soviétisme comme le tsarisme mais dans une mesure extrême tend à une industrialisation artificielle par l'ingérence omniprésente et constante de l'État, à l'abri d'une protection douanière prohibitive et aux dépens des classes laborieuses surexploitées. Et Staline de même que ses devanciers de l'autocratie doit beaucoup à la participation lucrative de « l'Occident pourri », comme disent encore les bolchéviks après les slavophiles réactionnaires. Ivan le Terrible n'aurait pas vaincu les Tatars sans l'aide d'ingénieurs et d'artisans venus d'Allemagne, de Hongrie, d'Italie. Michel Romanov, premier de la dynastie, enrôla nombre d'Anglais pour organiser son armée à l'européenne. Pierre le Grand eût été moins « grand » s'il n'avait recruté tant d'instructeurs en Hollande et ailleurs. Et l'on sait assez le rôle des Français et des Belges dans les installations contemporaines d'industrie lourde. Staline renoue une vieille tradition en faisant appel aux compétences éprouvées du « capitalisme moribond », les grandes firmes d'Europe et surtout d'Amérique dont les discoureurs du Parti s'attribuent sans honte l'œuvre créatrice, Ford, Austin, Mac Kee, General Electric, Westinghouse Harvester, Cleveland Tractor, Freyn Engineering, etc. Du tsar Pierre au comte Witte, tous les industrialisateurs de la Russie voulaient rendre leur patrie indépendante et en faire une *autarkie*, sans renoncer à profiter d'abord de la division internationale du travail. Le successeur ne change guère que des mots en confrontant l'étatisme soviétique et le capitalisme impérialiste qui lui ouvre des crédits et lui vend ses conquêtes techniques, en comparant les courbes respectives de l'industrie pour la brève période quinquennale parallèle à la plus grande crise économique du monde moderne. Il est indéniable que la haute conjoncture industrielle de l'U. R. S. S.



étaient déplacées ». Diderot sut découvrir la vérité pendant son séjour en Russie, comme le prouve sa parole fameuse sur le « colosse aux pieds d'argile ». Et Condillac n'eut pas tort de s'adresser à Pierre en ces termes : « Vous avez élevé un édifice immense, mais permettez-moi de vous demander quels en sont les fondements ; peut-être les avez-vous négligés pour ne vous occuper que de la décoration extérieure. Cette grandeur magnifique, qui est votre ouvrage, disparaîtra peut-être avec vous ». Il n'était pas dupe d'un « calme profond..., avant-coureur de la décadence ». Une autre interrogation de l'intelligent abbé vaut encore pour Staline : « Qu'avez-vous fait pour diminuer cette terreur accablante qui a accompagné votre pouvoir et qui ne peut faire que des mercenaires et des esclaves? »

Les méthodes du Tsar sanguinaire ne lui sont pas propres et percent encore sous des apparences plus séduisantes avec ses descendants. Questionné par M. de Ségur sur les nouveaux établissements montrés à la Grande Catherine en Russie méridionale par Potiémkine, l'empereur Joseph II qui les avait visités répondit : « J'y vois plus d'éclat que de réalité... Tout paraît facile quand on prodigue l'argent et la vie des hommes. Nous ne pourrions tenter en Allemagne ni en France ce qu'on hasarde ici sans obstacle. Le maître ordonne : des milliers d'esclaves travaillent. On les paye peu ou point ; on les nourrit mal ; ils n'osent laisser échapper un murmure et je sais que depuis trois ans... la fatigue et l'insalubrité des marais ont fait périr cinquante mille hommes sans qu'on les plaignît et même sans qu'on en parlât ». Son opinion est corroborée au siècle suivant dans les lettres de Custine. « Avec les moyens d'action usurpés par ce prince, un esprit créateur eût opéré bien d'autres miracles. Mais la nation russe, montée après toutes les autres sur la grande scène du monde, a eu pour génie l'imitation... », dit de Pierre I<sup>er</sup> le voyageur français. « Il n'y a que chez les peuples aveuglément soumis que le maître peut ordonner d'immenses sacrifices pour produire peu de chose », pense-t-il devant tel « colossal enfantillage » de Nicolas I<sup>er</sup> qui lui représente « non la force d'un grand pays mais les sueurs inutilement versées du pauvre peuple ». Il définit la Russie : « C'est un pays où l'on peut faire les plus grandes choses pour le plus mince résultat ». La parole du maître « anime les pierres, mais c'est en tuant les hommes ».

La nouveauté serait dans la « planification » si le plan n'était dans une très large mesure un mythe nébuleux, impossible à prendre



dans le bâtiment ont augmenté encore, de l'aveu officiel, malgré les subterfuges de comptabilité accomplis pour embrouiller les calculs. Et le rendement de l'ouvrier, au lieu de doubler conformément aux prévisions, stagne au niveau primitif, quatre et cinq fois au-dessous de la productivité constatée en Amérique. Comment ne pas se souvenir d'une amère réflexion d'Herzen : « Il ne faut jamais perdre de vue que, chez nous, tout changement n'est qu'un changement de décors ; les murs sont en carton, les palais en toile peinte ». Façon de parler, certes, mais qui recèle une vérité profonde.

Dans leur inconscience ou leur audace, les dirigeants de l'État soviétique font valoir les 118 milliards de roubles engloutis dans l'aventure, au lieu de 86 affectés. Mais ici, la fantaisie des nombres passe toute vraisemblance. La circulation monétaire a enflé d'environ 6 milliards en quatre ans, au lieu de 1 250 millions fixés comme maximum, et non comprises les monnaies divisionnaires locales instituées pour pallier à la pénurie de numéraire sous forme de bons, certificats, etc. (Elle a augmenté encore de 2 milliards dans les deux années suivantes). Un conseiller de Pierre le Grand s'était persuadé qu'en Russie, le cours de l'argent dépend exclusivement de la volonté du souverain, et des financiers russes très conservateurs ont condamné l'étalon-or bien avant les économistes soviétiques ; Staline écoute des experts de la même école pour qui l'émission illimitée n'implique pas d'inflation fiduciaire. Cependant, le rouble a perdu en quatre ans les neuf dixièmes de sa valeur, au lieu d'en regagner un cinquième. Encore faut-il spécifier que sa capacité d'achat résulte de circulaires administratives et d'ordonnances coercitives, d'une complexité inextricable. Livré aux lois de l'échange, le rouble ne vaudrait plus un copek. Par un système empirique et composite de tarifs et de barèmes, de taxes et de rations excluant toute commune mesure, les rapports varient à l'infini entre les prix et les salaires, la monnaie change de taux selon les mains qui la détiennent. De ce fait, aucun chiffre n'a de signification précise, pas plus le montant du revenu national évalué dans l'arbitraire gouvernemental que le budget individuel constitué d'éléments multiples. Le salaire nominal n'indique pas le niveau de vie du salarié soumis aux caprices du ravitaillement bureaucratique, à des procédés de répartition qui défient toute définition stable. Après avoir interrompu la publication des bilans de la Banque d'État, les autorités ont dû renoncer à établir les index commerciaux et budgétaires. Dans la situation chaotique des finances se reflète le chaos

de toute l'économie sur plan, caractérisée en dernière analyse par l'absence de plan ou le mépris du plan.

Le désastre de l'agriculture, comparé à juste raison aux effets d'une grande guerre, rattrape et dépasse la catastrophe financière consécutive à l'industrialisation. A l'encontre du plan qui prescrivait en toutes lettres d'encourager la production individuelle, 15 millions de foyers paysans sur 25 ont été collectivisés de force en quelque 211 000 colkhoz. Mais la récolte de 1932 n'est que de 7 quintaux à l'hectare et de 69,9 millions de tonnes en tout (contre 96,6 en 1913) ce qui suffit avec les pertes anormales et la natalité normale à déterminer la famine. Et cela malgré les 10 milliards de roubles dépensés, malgré l'emploi d'un outillage perfectionné, malgré les mobilisations périodiques de communistes et l'agitation frénétique menée par la presse à chaque nouvelle saison, les « offensives » sur tous les « fronts » du labourage et du pâturage, des semailles et des moissons, de l'engrangement, du battage, du stockage, de tous les travaux exécutés paisiblement partout ailleurs au monde. Staline avoue que les colkhoz dans leur ensemble travaillent à perte, comme la grande industrie socialisée. D'autres aveux révèlent que les 5 383 sovkhos comblés de dotations et de machines ne sont pas encore « rentables ». Sur un parc de 147 000 tracteurs, 137 000 ont besoin de réparations capitales. Dans les « stations de tracteurs et machines », le carburant, l'huile, les pièces de rechange font défaut comme les capacités professionnelles. Mais le cauchemar de la collectivisation a été funeste surtout au cheptel, amputé en cinq ans de 160 millions de têtes sur 276. Les fictions statistiques ne donnent qu'une faible idée de la vérité comme en témoigne un autre aveu, celui-ci échappé à Vorochilov : « Non seulement le cheval mais le bœuf, devenu dans notre Ukraine un phénomène rare, aide et aidera le tracteur. » Il est facile d'en tirer les déductions relatives à la viande, au cuir, à la laine. Si l'on ajoute que la productivité à l'hectare des cultures techniques (lin, coton, betteraves) a baissé de moitié tandis que la population excède 165 000 000 d'habitants, la pénurie aiguë de tissus et de sucre s'explique sans plus d'investigations. Et les raisons majeures de l'interminable disette de marchandises et de la grande famine qui atteindra le point culminant au printemps de 1933 sont assez mises au jour. Le *Sotsialisticheski Vestnik* évalue à 5 000 000 au moins le nombre des victimes d'« une certaine famine artificiellement organisée » par Staline et toutes les informations sérieuses



concordent pour le confirmer. C'est aussi l'estimation d'un observateur des plus sagaces, Mr. W. H. Chamberlain, bien qualifié par la durée de son séjour en U. R. S. S. et sa sympathie pour le peuple russe.

Tout en niant pour l'extérieur l'évidence de la famine, comme il dément la faillite de son plan inconsidéré que démontrent même les statistiques truquées de ses bureaux, Staline se voit contraint d'en tenir compte et freine la présomptueuse marche en avant... vers l'abîme. Les cris de triomphe couvrent des instructions pratiques de plus en plus modestes. Il s'agit désormais de porter l'effort non sur l'extension et l'intensité de la production mais sur l'assimilation de la technique payée si cher, l'amélioration de la qualité, le rendement du travail et les prix de revient. Par un apparent paradoxe qui en dit long, le « rythme bolchéviste » doit se ralentir au lieu de s'accélérer au prorata du machinisme. Il n'est plus question du livre de L. Sabsovitch, *L'U. R. S. S. dans quinze ans*, manuel du parfait bolchévik où l'auteur table à grand renfort d'hypothèses saugrenues sur 50 pour 100 de croissance annuelle de la production industrielle à partir de 1933. Staline se contentera de 13 à 15 pour 100 en moyenne au cours du second quinquennium entamé. Et comme il y a toujours loin du programme à la réalisation, l'inévitable détente s'annonce assez sensible. On parle de moins en moins de rattraper et dépasser l'Occident capitaliste. Et pour cause : avec une population inférieure d'un tiers à celle de l'U. R. S. S. et dans un pays déjà saturé d'abondance, les États-Unis ont produit en 1929 environ 36 millions de tonnes de fonte, 546 de houille, 133 de naphte, 120 milliards de kilowatt-heures, 5 651 000 automobiles, 229 000 tracteurs, et la comparaison avec « le sixième du globe » est plus concluante encore pour le cuivre : 1 069 814 tonnes contre 46 694 en U. R. S. S. dans la meilleure année, 1932. Même en falsifiant des parallèles par le choix astucieux d'un maximum soviétique et d'un minimum américain, la *com-vantardise* ne trouve pas à s'exercer avec fruit. D'autant qu'on ne souffle alors plus mot de la deuxième *piatiletka* dont Molotov et Koufbychev avaient esquissé un an plus tôt, à la dix-septième Conférence du Parti, les lignes directrices ponctuées de chiffres astronomiques. L'année 1933 s'écoule sans plan, au pays du plan.

En revanche, des atténuations à la « ligne générale » s'additionnent à l'avantage relatif et encore peu perceptible de l'économie rurale privée : restitution partielle de chevaux et de vaches aux cul-



veillance diurne et nocturne inconnue dans les annales de l'agriculture. Il fallut dresser des miradors au-dessus de la mer de seigle afin d'y poster des guetteurs armés, puis mobiliser encore la jeunesse communiste et même des enfants pour épier la maraude, il fallut interdire l'accès des chemins et sentiers sauf aux détenteurs du mot de passe. La presse félicita des gamins qui avaient dénoncé leurs vieux parents, « perruquiers » coupables d'avoir « tondu » quelques poignées d'épis cachés ensuite au fond d'un seau, recouverts d'herbes ou de fruits. Saura-t-on jamais combien de faméliques ont payé de leur liberté, souvent de leur vie, un tel attentat à la « propriété socialiste » ?

En définitive, le plan n'a été réalisé que dans la mesure restreinte des prévisions sérieuses et prudentes de ces économistes, techniciens, spécialistes accusés en 1930 de minimiser les rythmes, emprisonnés et déportés pour sabotage c'est-à-dire en l'espèce pour crime de clairvoyance. Encore faut-il retrancher de l'inventaire une ample quantité de production avariée et inscrire au passif les capitaux immobilisés, les constructions inachevées, les machines détériorées, les ressources dilapidées, le matériel neuf inutilisé. Au rebours du vrai progrès économique, les acquisitions techniques ont conduit à une destruction de richesses, à l'augmentation des charges et à la dissipation des forces. Sans la bourgeoisie étrangère, ses industriels et ses banquiers, ses architectes et ses ingénieurs, ses avances et ses crédits, ses brevets d'invention et procédés de fabrication, ses fournitures de toutes sortes, Staline n'eût pas même atteint le minimum qu'il était possible de mieux obtenir et à meilleur compte par des méthodes plus rationnelles, plus fécondes et plus humaines. Il a sacrifié la consommation à la production, l'agriculture à l'industrie, la campagne déshéritée aux villes tentaculaires, l'industrie légère à l'industrie lourde, la plèbe laborieuse au patriat bureaucratique, l'homme à la machine, pour aboutir à des anomalies, des disproportions, des résultats non coordonnés qui ne valent jamais les dépenses. Par la dictature des prix, l'État a pu vendre très cher ce qu'il achète à très bon marché et ainsi, avec d'autres modes de spoliation trop connus, achever de dépouiller toute la population au seul profit d'une nouvelle classe parasitaire. L'agriculture et l'industrie étatisées travaillant à perte, les déficits devaient entraîner un surcroît de privations et de souffrances couronnées par « une certaine famine artificiellement organisée ». Certes, l'effort collectif a aussi jeté les bases coûteuses de nouvelles

industries métallurgiques et chimiques, créé des usines de guerre qui renforcent le potentiel militaire ; mais en contre-partie, il a été accumulé dans les finances, les transports, l'agriculture, l'élevage, des ruines et des calamités qui interdisent de risquer un conflit armé de grande envergure sous peine de débâcle. Pour donner aux peuples de l'U. R. S. S. des moyens de combattre, Staline leur a ôté toute raison de se défendre. Loin d'affranchir son pays de l'interdépendance extérieure et de l'isoler du marché mondial comme une autarkie, il en a rendu l'économie plus tributaire qu'autrefois des nations évoluées et mieux équipées, tant pour les réparations et les pièces de rechange que pour le remplacement de l'outillage d'importation. Par contre, il frappe l'imagination des jeunes générations avec des travaux d'imposante apparence, suscite en elles une mystique utilitaire du machinisme et de la technique, attise un chauvinisme soviétique à terminologie révolutionnaire mais à des fins purement nationales. Il a en outre remporté au dehors des succès éphémères et onéreux de mise en scène, dans la tradition du tsarisme, en exploitant avec maîtrise l'ignorance du grand public, la crédulité du monde ouvrier, la vanité des intellectuels, la vénalité de la presse et la corruption des politiciens. A l'imitation de Pierre I<sup>er</sup> qui payait les gazettes pour répandre en Europe le bruit de ses victoires imaginaires sur Charles XII bien avant Poltava, il propage à grands frais les récits de ses prouesses politiques et les descriptions de ses œuvres impériales. Mais le comble de l'art en Russie consiste toujours à faire prendre aux visiteurs les vessies pour des lanternes et les divagations statistiques des bureaucrates pour des réalités palpables. Vladimir Monomaque, grand-prince de Kiev, recommandait autrefois de bien accueillir les étrangers parce que, disait-il selon le résumé de Rambaud, « des récits qu'ils feront chez eux dépendra votre bonne ou votre mauvaise réputation ». Le conseil a été suivi de ses successeurs. Sous Pierre déjà, lit-on dans Klioutchevski, « les entreprises économiques produisirent une forte impression sur les observateurs étrangers superficiels : la Russie leur parut une grande usine ». Sous Nicolas I<sup>er</sup>, l'inépuisable recueil des lettres de Custine rapporte : « Moscou s'enorgueillit du progrès de ses fabriques... Les Russes s'enorgueillissent d'avoir un si grand nombre de beaux établissements publics à montrer aux étrangers ». Dans cet ordre d'idées, Staline n'a pas plus innové que dans les autres, quitte à exagérer au delà de toute décence comme en témoigne une litté-



rature louangeuse pléthorique où l'inexactitude des faits rivalise avec l'insanité du commentaire. Adversaire tenace de l'industrialisation avant de s'en faire le champion à contresens, il devient pour *The Business Week* de New York « le Mussolini de la mécanique ». Mais le prestige acquis par de tels stratagèmes ne sera d'aucun secours dans les grandes circonstances où la vérité reprend ses droits. Enfin, le plan a eu comme effet de former des cadres nombreux de techniciens médiocres, mais susceptibles de s'améliorer à la longue, et de dégrossir des millions d'adolescents ignares pour les besoins de la production industrielle, de leur inculquer en hâte les rudiments de culture générale et professionnelle indispensables à la transformation économique et technique en cours. L'enseignement ramené à certaines disciplines de pédagogie classique a été octroyé plus largement, soit dit sans oublier que le Parti, en décidant à nouveau en 1934 d'introduire l'instruction universelle et obligatoire, montre quel cas on peut faire de ses grandes résolutions « historiques » et de portée « mondiale ». Mais là encore, les côtés négatifs l'emportent sur l'aspect positif dans un État « totalitaire » sans liberté de conscience ni droit d'expression où la presse uniformisée ne subsiste que pour divulguer la seule opinion légale du jour, où la pensée critique et l'objection scientifique sont réprimées comme le doute politique avec plus de sévérité que les crimes vulgaires, où les illettrés conservent mieux leurs facultés intellectuelles et leur santé morale que les faux instruits dépravés par le mensonge officiel et la sujétion de la peur. Il reste à connaître la corrélation originale des rapports de production et des formes de propriété avec la structure sociale, après quinze ans d'évolution du bolchévisme, et à savoir si la nature transitoire du régime tend, selon le programme communiste, à substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

\* \* \*

Lénine n'a guère exercé le pouvoir plus de cinq années pendant lesquelles de multiples contradictions entre ses théories et sa pratique ont corrigé le concept livresque d'une phase intermédiaire du capitalisme au socialisme. Le règne de Staline dure depuis quelque dix ans à l'heure où le Parti, en 1933, affirme la proximité de l'âge d'or d'une société sans classes. Mais on ne saurait juger un État, pas plus qu'un individu, sur l'idéal dont il se réclame.

En l'espèce, le cas se complique d'antinomies insolubles entre le concret et l'abstrait, dans un désordre extrême des notions et des valeurs où se confondent le passé russe, le présent soviétique et les traits immuables du despotisme de tous les temps sous tous les climats. Une discrimination est nécessaire pour savoir si Staline justifie vraiment Spencer qui voyait dans le socialisme un « esclavage futur ».

L'économie libérale dénonce volontiers des virtualités socialistes dans toute réglementation étatique de la production, des échanges et du travail. A ce compte, les édits de Dioclétien sur le maximum des prix et le minimum des salaires, sur le colonat agricole et les corporations de métiers entreraient de droit dans une anthologie du socialisme législatif, hypothèse démonstrative par l'absurde. Staline a eu des précurseurs dans l'antiquité et au moyen âge en Orient et en Occident, mais rien de légitime n'autorise à les réputer socialistes dans l'acception exacte du terme. Le plus remarquable, Wang Ngan Ché, a vécu en Chine sous la dynastie des Song ; fort de la confiance de l'Empereur, ce ministre hardi croyait régénérer son pays médiéval en réglant la vie économique et sociale de façon à faire de l'État le seul propriétaire du sol, l'unique vendeur et acheteur de grains ; par une série de lois dont l'application exigeait une nuée de fonctionnaires, nouveau mandarinat substitué à l'ancien, il décréta d'en haut une véritable révolution agraire (révision égalitaire du cadastre et du fermage, prêts de semences contre prestations en nature, taxation des denrées, etc.) complétée par une série de réformes radicales, établissement de la gabelle, refonte du système monétaire, création d'une milice populaire à côté de l'armée permanente, conscription bureaucratique pour le service civil, enseignement obligatoire. De cette « extraordinaire expérience étatiste », comme dit G. Soulié de Morant, il ne resta rien après la mort du « socialiste chinois de l'An Mille », expression impropre d'un historien et orientaliste érudit mais peu soucieux de l'exactitude des termes en matière de sociologie, René Grousset. Le socialisme moderne implique en effet certaines conditions de maturité historique, l'épuisement des ressources du capitalisme, la volonté consciente de la population active, les possibilités matérielles pour le monde du travail d'acquiescer « bien-être et liberté ». Entre Wang et Staline, il y a maintes similitudes de conceptions et de méthodes, à près de dix siècles d'intervalle, et l'analogie se retrouve dans le résultat final des deux tentatives :



famine et misère. Mais les différences sont tout à l'avantage du grand réformateur chinois, trop déprécié par Abel Rémusat, le père De Mailla, l'abbé Huc et autres missionnaires documentés à la même source. Dans leur *Empire du Milieu*, les frères Reclus ont été envers lui moins sévères. Wang n'avait lu que Confucius et devançait son époque alors que le théoricien du socialisme dans un seul pays prétend connaître Marx et retarde sans excuse sur les utopistes. Si la dictature de Staline méritait le nom de socialiste, la domination théocratique des Jésuites au Paraguay devrait figurer en bonne place parmi les entreprises de pionniers du socialisme, à côté d'œuvres communautaires moins célèbres des ordres monastiques colonisateurs. La part, d'ailleurs subalterne, des ouvriers dans le mouvement bolchéviste ne change rien à l'affaire ; chez les Bambaras africains, les forgerons couronnent le chef mais leur caste n'en est pas moins méprisée, sous les honneurs rituels, et il n'a jamais été question de citer ces peuplades du Soudan et du Sénégal comme un exemple de démocratie prolétarienne.

L'histoire de la Russie éclaire mieux le régime soviétique exempt de soviets que les références arbitraires au marxisme dont Staline représente l'antithèse. Elle relie en particulier les anciens et les nouveaux modes de la foi et du mysticisme. De même que des coutumes païennes avaient persisté sous d'autres formes dans le christianisme, après le baptême des tribus slaves de la principauté de Kiev, bien des traditions invétérées se sont transmises du tsarisme au soviétisme sous de nouvelles couleurs, dans l'esprit et dans les mœurs comme dans l'organisation économique, politique et sociale. Des bolchéviks « fils du tsarisme » comme les autres Russes, T. G. Masaryk dit avec raison : « Ils ont pu supprimer le tsar, ils n'ont pas supprimé le tsarisme. Ils portent toujours l'uniforme tsariste, encore qu'à l'envers »...

Au xv<sup>e</sup> siècle, après la prise de Constantinople par les Turcs, des moines moscovites voyaient en Moscou la troisième Rome, excluant à jamais l'éventualité d'une quatrième ; les docteurs et les exégètes de la religion léniniste ont une prétention semblable en érigeant Moscou en capitale du communisme universel. A la même époque, l'hégoumène Joseph du monastère de Volokolamsk élaborait une doctrine que M. Kizevetter résume ainsi : « Joseph défend un ordre social fondé sur une discipline rigoureuse déniaut à l'individu le droit de disposer de lui-même. Dans le domaine religieux, il affirme que le salut dépend de l'observation



libres sont devenus serfs au cours de plusieurs siècles, à l'inverse de l'évolution sociale en Occident. Les successeurs de Pierre marchent sur ses traces, le négoce avec la Chine devient monopole du Trésor, l'État accapare le plus possible de transactions commerciales sous Elisabeth. Et même quand le capitalisme reprend ses droits et rétablit la concurrence, à partir de Catherine, l'initiative de la Couronne reste décisive pour les progrès de l'industrie et des transports. Les colonies militaires d'Alexandre I<sup>er</sup> préfigurent en réduction minuscule la future collectivisation agricole. L'État soviétique reproduit, condense et généralise tous ces phénomènes avec de plus puissants moyens matériels dans un nœud de conditions historiques incompatibles avec les solutions intermédiaires.

Que les procédés sauvages d'Ivan le Terrible et de Pierre le Grand soient reconnaissables dans les actes saillants de Staline, cela ne soulève pas de contestation parmi les observateurs de la Russie. Mais en chacun des principaux représentants de l'autocratie, on retrouve des faits et gestes qui semblent contemporains. Catherine correspond avec Voltaire et Diderot, mais elle emprisonne Novikov et bannit Radichtchev; elle démarque Montesquieu et emprunte à Beccaria, mais elle élargit et consolide le servage; elle se voue aux « lumières » et ose décrire le bonheur du moujik en pleine famine; elle récompense la louange intéressée des encyclopédistes et soudoie les plus méprisables mercenaires. Staline aussi agit tout à l'encontre de ses maximes, encourage au dehors ce qu'il ne tolère pas au dedans, soutient des grèves et commandite des actions subversives dont il écrase les moindres velléités en U. R. S. S., achète la complaisance de littérateurs étrangers connus et bâillonne les écrivains russes ou les exile, entretient dans les principaux pays une séquelle d'adulateurs à gages. Alexandre I<sup>er</sup> passe comme son père pour franc-maçon, pose au jacobin, cite Rousseau et, au Congrès de la Sainte-Alliance, proteste contre la traite des nègres tout en admettant la vente des âmes dans son Empire. Staline de même se dit le défenseur des ouvriers dans les pays capitalistes et se fait leur pire oppresseur dans la « patrie socialiste ». De Nicolas I<sup>er</sup> enfin, qui aimait à se classer ingénieur pour ne pas se déclarer policier, les historiens dessinent un portrait où l'on distingue bien des traits de la physionomie de Staline. Entre les deux absolutismes, les similitudes sont si fortes que le recueil des lettres séculaires de Custine vaut d'être encore consulté comme un des meilleurs ouvrages sur l'éternelle Russie où « il faut venir pour voir le résultat de cette

terrible combinaison de la science de l'Europe avec le génie de l'Asie », où « le gouvernement domine tout et ne vivifie rien », où « tout le monde pense à ce que personne ne dit », où « les ridicules du parvenu peuvent exister en masse et devenir l'apanage d'une nation tout entière », où « le mal qui se donne pour remède n'a plus de bornes », où « la force du despotisme est uniquement dans le masque du despote », où « la défiance réciproque du gouvernement et des sujets fait fuir la joie », où « les habitants, pliés à la résignation, se forment une félicité admirative toute composée de privations et de sacrifices ». Staline a rendu plus actuelle que jamais la réflexion profondément juste de l'auteur mis à si large contribution ici : « *En ce pays, la tyrannie avouée serait un progrès.* »

De droit divin ou d'origine populaire, tous les dictateurs et toutes les dictatures offrent des analogies de fonction et de raison d'être. L'absolutisme bureaucratique incarné en Staline ne fait pas exception à la règle, avec la tradition russe ancestrale qui l'imprègne et malgré la nouveauté soviétique formelle dont il se pare. La combinaison de ruse et de violence théorisée par Machiavel à l'intention du Prince est d'usage quotidien dans la pratique du secrétaire général. Mais l'identité de moyens ne préjuge pas toujours des buts. Les bolchéviks, de Lénine à Staline, ont d'abord cru arriver au bien de la liberté socialiste par le mal de la contrainte policière, avant de faire de nécessité vertu, de codifier pour le temps de paix les cruels expédients de la guerre civile, de laisser enfin l'habitude dictatoriale devenir leur seconde nature. A l'insu des dirigeants, une métamorphose de régime s'effectua que Staline, servi par ses défauts plus encore que par ses qualités, a pu consommer et parfaire dans le sens du pouvoir personnel sans rencontrer d'obstacle insurmontable, sous réserve de conserver le verbe révolutionnaire vidé de sa teneur initiale. Il en résulte une architecture politique d'apparence bâtarde que deux grands exemples au moins aident à comprendre. A Rome, l'Empire s'est « glissé » dans la République, suivant le mot de Sénèque, et en a gardé les aspects extérieurs. En France, des monnaies frappées au début de l'Empire portaient la légende : « République française, Napoléon empereur ». César se donnait comme le continuateur des Gracques et Bonaparte comme celui des Jacobins. Le césarisme de Staline procède d'un même phénomène et sur un terrain favorable : dans la Russie tsarienne, après le manifeste d'octobre 1905, il y a eu un système



la politique reçue en héritage, de mettre en harmonie l'industrie et l'agriculture, d'équilibrer production et consommation, Staline préféra la sécurité de l'étatisme intégral aux risques d'une course de vitesse que la *nep* impliquait. Son « grand tournant » n'était possible qu'au prix d'une hécatombe dans l'immédiat, d'une servitude populaire absolue dans le présent et dans l'avenir. Il fallait un grand mépris de la vie et de la dignité humaines pour s'y résoudre, et aussi une entière méconnaissance des postulats spirituels du socialisme. Staline eut le singulier courage de prendre les plus atroces responsabilités tout en continuant de tenir un langage devenu caduc. Mais l'édifice bâti en quinze ans de bolchévisme n'est désormais viable que sous une dictature prétorienne illimitée et ne résisterait pas à une commotion de quelque importance. Les peuples de Russie ont toujours bénéficié des guerres malheureuses qui ébranlaient le pouvoir en dévoilant ses faiblesses et en excitant le mécontentement général. La guerre de Crimée a hâté la libération des serfs, la guerre russo-japonaise a déclenché la première révolution, la guerre mondiale a précipité la chute du tsarisme. De toute évidence, le régime de Staline livré à ses seules forces ne supporterait pas mieux la suprême épreuve.

Il est facile à un État qui monopolise l'armement avec tout le reste de briser les grèves ouvrières et d'écraser les rébellions paysannes disséminées sur un immense territoire. L'intervention militaire hésitante des Alliés après Brest-Litowsk n'était que dérision, Lénine l'a reconnu sans fard. Mais une guerre de longue haleine exigerait d'autres ressources matérielles et morales que les répressions à l'intérieur ou les premières campagnes de l'armée rouge. Ni l'industrie, ni l'agriculture ne sont prêtes en U. R. S. S. à endurer la haute tension d'une guerre moderne, encore moins les transports. Un rapport de Kaganovitch avoue, pour l'année 1934 seule, 62 000 accidents de chemin de fer, 7 000 locomotives mises hors service, 4 500 wagons détruits, plus de 60 000 endommagés, chiffres en augmentation dans les premiers mois de 1935, et « des morts par centaines, des blessés par milliers ». Après comme avant le plan quinquennal, il faut à l'habitant soviétique des heures et des heures de station, des formalités interminables pour se procurer une aiguille à Moscou, un clou en province, et un peu partout du sel, un billet de chemin de fer, une boîte d'allumettes, un gramme de quinine. Staline se donne le fréquent spectacle d'imposantes parades avec défilés de tanks et d'avions

mais il n'ignore pas qu'en temps de guerre ses engins manqueront d'huile ou d'essence, de munitions tout comme l'artillerie, et seront irréparables aussitôt mis hors d'usage. Il peut faire condamner à mort pour négligence coupable les mécaniciens et chauffeurs de locomotives réchappés des accidents, cela n'améliore ni le réseau ferré, ni le matériel roulant. Que l'on considère l'équipement, la remonte, l'intendance ou les services sanitaires, rien n'incite les gouvernants à l'optimisme quant à l'organisation et à la technique.

Les rapports de la Guépéou sur l'état d'esprit de la population ne leur apportent pas plus de réconfort. Les paysans aspirent à n'importe quel changement et n'attendent que des armes pour régler avec leurs oppresseurs tant de comptes en retard. Les ouvriers ressentent à peine moins d'aversion envers la hiérarchie des secrétaires, malgré toute la propagande déployée pour les convaincre de leur position avantageuse. Jamais le défaitisme n'a été à tel point répandu sur sa terre d'élection. Seule, la jeunesse qui ne sait rien du récent passé ni de la vie à l'étranger accepte d'emblée l'idéologie du chauvinisme soviétique et défendrait les frontières sans réticence, sinon d'enthousiasme. Mais son humeur si batailleuse au cours d'expéditions sans péril et sans gloire contre les paysans aux mains nues perdrait du ressort sous le feu des canons et des mitrailleuses. L'armée rouge renforcée d'une mobilisation partielle suffirait à la protection de l'U. R. S. S. dans un conflit localisé aux pays limitrophes, non dans une conflagration de grande envergure entraînant la mobilisation générale. Staline le comprend, comme le prouvent les manœuvres insinuant de sa diplomatie dont la souplesse finit par confiner à la résignation et trahit une inquiétude significative.

Pendant quinze ans, mais surtout depuis la mort de Lénine, les bolchéviks ont annoncé à grands cris une mêlée générale prochaine et même imminente, dénoncé les intentions agressives de tous les pays à l'endroit du leur, accusé plus spécialement la France, l'Angleterre et les États-Unis de fomenter une nouvelle intervention armée en Russie. A les entendre, la Société des Nations n'était qu'une « Ligue de Brigands », une machine de guerre montée contre leur patrie socialiste, et tous les accords européens et internationaux, du traité de Locarno au pacte Kellog, cachaient « une pointe tournée vers la République soviétique ». Sous les prétextes les plus futiles, ils découvraient partout à chaque instant des préparatifs d'hosti-



lités menaçantes, sonnaient l'alarme chez eux et, avec moins d'écho, dans les milieux ouvriers au dehors. Ils n'avaient pas assez de sarcasmes ni d'injures à l'adresse du pacifisme en lequel ils discernaient le plus perfide ennemi de la révolution. Mais Staline opère une volte-face complète lors des menées conquérantes du Japon en Mandchourie. Là même où l'armée rouge commandée par Blücher, trois ans auparavant, infligeait une « leçon » militaire aux Chinois pour sauvegarder les « droits » de la Russie sur un chemin de fer, l'amour de la paix conseille alors la retraite en permanence devant les Japonais. A partir de 1932, l'U. R. S. S. conclut une série de pactes de non-agression ou d'ententes amicales avec les États dont ses dirigeants démasquaient sans relâche les « machinations antisoviétiques » et flétrissaient les « desseins belliqueux », à commencer par la Roumanie et la Pologne, « agents de l'impérialisme français », à continuer par la France et les États-Unis.

Déjà Litvinov, aux ordres de Staline, avait proposé le désarmement universel, par une inconséquence frappante mais dans la tradition du fameux rescrit de Nicolas II, prélude à la Conférence de La Haye. En 1933, l'avènement de Hitler en Allemagne accentue les tendances pacifistes du bolchévisme. Tout ce qui était détestable devient excellent, et *vice versa*. Staline et Molotov prononcent sans gêne aucune l'éloge de la Société des Nations, de la « Ligue des Brigands ». Ils s'opposent à la révision des clauses territoriales du traité de Versailles, objet de leurs vitupérations incessantes. Ils s'empressent d'appuyer la diplomatie « impérialiste » de la France, « pays le plus agressif et le plus militariste du monde » disait Staline au dernier congrès du Parti, pays qui selon l'orthodoxie léniniste n'a cessé de provoquer à « la guerre contre l'U. R. S. S. ». En 1934, ils honorent comme « éminent savant étranger » le maréchal Franchet d'Espérey que leur presse avait toujours traité en « bourreau » de la République Soviétique de Hongrie. Ils ordonnent à leurs stipendiaires pseudo-communistes dans tous les pays un rapprochement avec ceux qu'ils flétrissaient la veille comme « social-traitres » et « social-fascistes », en leur dictant une démagogie nouvelle sous forme de modérantisme. Chez eux, ils mettent le patriotisme à l'ordre du jour, non pas même le culte de la « patrie socialiste » mais de la patrie tout court. Cependant leur politique de paix à tout prix s'éclaire d'un décret insolite qui exonère les paysans de la Sibérie orientale, — du lac Baïkal à la Province maritime, —

de tout ou partie des impôts et redevances, les colkhoz pour dix ans, les autres fermes pour cinq. En rétablissant la liberté de l'agriculture dans une vaste région en danger d'invasion, ils s'efforcent un peu tard d'insuffler un patriotisme occasionnel aux agriculteurs enclins à réserver bon accueil aux envahisseurs. On aurait du mal à imaginer avec un implicite plus concluant. Mais il en est d'autres, tel ce nouveau décret terroriste de juin 1934 qui prévoit la peine de mort pour « trahison de la patrie » (la simple « fuite » à l'étranger d'un sujet soviétique, civil ou militaire, étant qualifiée ainsi) et qui désigne toute la famille adulte du déserteur comme otages à emprisonner pour cinq à dix ans s'ils n'ont pas dénoncé leur parent, pour cinq ans s'ils ont ignoré le « crime ». De pareilles mesures préventives en disent assez long et montrent à quel point dirigeants et dirigés sont insolidaires.

La défaite souhaitée du peuple asservi, à l'exception des privilégiés du Parti, de la bureaucratie, des cadres sociaux et de la jeune génération loyaliste serait, pour le Staline de la légende, le commencement de la fin. Le dictateur n'aurait d'autre alternative que de prendre lui-même la tête d'une franche réaction sociale en rétablissant la propriété privée des moyens de production ou de tomber sous les décombres de son appareil. Le capitalisme d'État soviétique, formule de Lénine autrefois discutée par Trotski et Boukharine qui préféraient parler de socialisme d'État, évoluerait alors dans un sens diamétralement opposé aux vues inconsistantes des rares bolchéviks restés fidèles à leurs principes. Il n'existe pas dans l'Union Soviétique de bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir ; le prolétariat démoralisé par la délation et la répression exercées en son nom, bureaucratisé dans son noyau fondamental, reconstitué de moujiks incultes, est pour longtemps impuissant à prendre en mains ses destinées ; la population paysanne émietlée, paralysée, influe toujours sur les événements mais de manière indirecte et indistincte ; fonctionnaires, techniciens et intellectuels soucieux de sécurité se rallient d'avance aux nouveaux maîtres, sans être à même d'intervenir comme éléments autonomes si le bouleversement déborde les limites d'une révolution de palais ; la police et l'armée sont les seules forces organiques susceptibles de réviser le statut politique dans une crise de régime. Mais il en va autrement de la base économique, déterminée par un ensemble de conditions naturelles, de causes historiques et de raisons générales inhérentes au crépuscule de la civilisation capitaliste. La majeure partie de l'in-



avant d'exécuter la plus infime besogne courante, ce qui oblige le Secrétariat ou le Politbureau à penser à tout, à régenter la vie quotidienne dans les moindres détails. Chaque jour, pour ainsi dire, la presse publie en première page, sous les signatures de Staline et Molotov, un long décret solennel et circonstancié relatif à quelque tâche banale qui ne nécessite nulle part au monde l'intervention gouvernementale. Par exemple, le 11 février 1933, le public intéressé ou non reçoit ainsi des instructions minutieuses sur les soins à donner aux chevaux, aux taureaux et aux chameaux, le repos à accorder aux juments pleines, la quantité de foin, de paille, de son à réserver aux bêtes de trait, l'opportunité de les étriller, de les ferrer, de les harnacher, de les atteler, d'aménager les écuries, d'accoupler mâles et femelles, etc. Le tout entrecoupé d'injonctions comminatoires, ponctué de rappels aux rigueurs du code. D'autres arrêtés de même style prescriront par le menu les conditions de fournitures à l'État de l'huile de tournesol, des pommes de terre, ou la façon de récolter le coton, la betterave. Au lieu de l'administration tutélaire et simplifiée, du gouvernement à bon marché promis par le programme socialiste, un régime compliqué, dispendieux, vexatoire et stérile.

On en voit le reflet repoussant dans la littérature comme dans les mœurs. Le bolchévisme d'État n'a révélé ni un homme, ni une idée, n'a produit ni un livre, ni une œuvre. Nul ne pourrait en rendre responsable le régime s'il n'étouffait le talent original et le génie créateur, inconciliables avec sa discipline étroite et terroriste. Pas plus que la gloire de Pouchkine, de Gogol, de Lermontov n'a auréolé le Tsar de fer, la renommée des meilleurs écrivains russes contemporains ne grandira le Secrétaire d'acier. Dans les arts et les sciences comme dans la philosophie et dans l'histoire, — le mérite, l'intelligence et le savoir datent d'une époque antérieure à Staline et ne doivent rien à cette nouvelle autocratie qui tend à niveler par en bas les caractères, à mettre au pas les consciences, à tout annihiler pour ne plus rien redouter, et dont l'apport est nul ou négatif au trésor de la culture. Même dans le domaine cinématographique où les Russes novateurs ont apporté leurs dons splendides connus au théâtre, et où il ne faut pas prendre pour soviétistes des qualités purement nationales, les plus belles promesses sont refoulées, les initiatives tarries. De rares écrivains communistes dignes d'attention parmi les jeunes, comme M. Cholkov ou F. Gladkov, eussent bien mieux émergé et mûri sous le tsarisme à

l'exemple de leurs aînés, Gorki ou Maïa'ovski, dont les œuvres maîtresses sont d'avant la révolution. Et 'on sait qu'ils n'avaient le choix qu'entre l'idéologie officielle et le néant.

Dès 1925, Staline a transposé dans l'art et la littérature les méthodes policières en vigueur dans le Parti et dans l'État. Il ne visait qu'à contre-battre l'influence prépondérante de Trotski et de trotskistes comme Voronski et Polonski, critiques littéraires et directeurs des principales revues. Pour faire pièce, dans la *Fédération des Écrivains soviétiques*, au groupe le plus important par la qualité et le prestige de ses membres, l'*Union panrusse des Écrivains* suspecte de quelque indépendance d'esprit et de certaines sympathies pour la personnalité de Trotski, il n'hésita pas à conférer une autorité factice à l'*Association des Écrivains prolétariens* composée pour les neuf dixièmes d'incapables ou de simples cacographes. C'était ouvrir une ère d'humiliations, de dénonciations, de provocations et de persécutions qui obligeaient les vrais écrivains à se réfugier dans des considérations inactuelles, souvenirs d'enfance ou récits historiques, et réduisaient au silence ou au reniement les « compagnons de route » des communistes comme Trotski a désigné I. Babel, E. Zamiatine, B. Pilniak, A. Tolstoï, L. Léonov, C. Fédine, V. Ivanov, V. Kataïev, M. Zochtchenko, L. Seïfoulina, G. Oliecha, M. Boulgakov, Veressalev et autres. Les courtisans de l'*Association* domestiquée par le Parti eurent licence d'imposer au public leurs productions illisibles et de censurer les auteurs les plus éminents. Constitués en brigades pour élucubrer leurs extravagances, les uns décident alors de « conquérir le pouvoir dans la littérature », de lever des « troupes de choc dans la poésie », de tracer la « ligne bolchéviste dans la création artistique », d'assurer une « vigilance de classe sur le front de l'édition » ; d'autres prétendus champions de « l'hégémonie du prolétariat dans l'art » proclament la nécessité d'un « plan quinquennal de la poésie » et d'un « Magnitogorsk en littérature ». Le mot d'ordre est lancé de « rattraper et dépasser Shakespeare et Tolstoï ». Un véritable galimatias triomphe avec la prostitution intellectuelle.

Après l'intervention de Staline sur la « contrebande trotskiste » dans les travaux d'histoire du Parti, les musiciens prolétariens déclarent : « A la lumière de la lettre du camarade Staline, de nouvelles et grandes tâches se dressent sur le front musical. A bas le libéralisme pourri par rapport aux résonances bourgeoises et aux théories ennemies de classe ». Et ils entreprennent de « réviser la



canonisation des compositeurs du passé, à commencer par Beethoven et Moussorgski ». La lettre de Staline doit faire « de chaque orchestre soviétique un lutteur collectif pour le marxisme-léninisme authentique ». La cellule communiste du Conservatoire est accusée de « déviation de droite » en raison de son inclination pour un chef d'orchestre d'opinions politiques douteuses. Après la musique, la peinture. Tel critique d'art dénonce un « paysage contre-révolutionnaire », telle autre obscure et encombrante nullité proscrit Rembrandt et Rubens. Par contre, les récompenses et les médailles vont aux chromos les plus plats, en paiement de légendes telles que « Mauser, cheval de bataille du camarade Vorochilov » ou « Grand'mère de jeune fille communiste ». Les musées de Moscou s'enrichissent de pancartes explicatives suivant quoi Renoir et Degas représentent « le capitalisme pourrissant », Gustave Moreau « l'art de la ploutocratie », Cézanne « l'époque de l'industrie lourde » et Gauguin « la politique coloniale ».

A la même catégorie d'insanités appartiennent « la lutte pour la dialectique sur le front des mathématiques » et « l'offensive sur le front de la philosophie », tandis que d'aucuns prônent la physique léniniste, la chimie soviétique ou les mathématiques marxistes. On peut y rattacher des manifestations délirantes comme celle de Krylenko, au congrès des joueurs d'échecs en 1932 : « Nous devons une fois pour toutes en finir avec la neutralité aux échecs. Nous devons une fois pour toutes condamner la formule « les échecs pour les échecs » comme la formule de « l'art pour l'art ». Nous devons organiser des brigades de choc de joueurs d'échecs et nous mettre à la réalisation immédiate d'un plan quinquennal des échecs. » Ces énormités bouffonnes, tirées du sottisier soviétique à titre d'échantillons topiques de la démence collective déchainée par Staline dans une atmosphère irrespirable, eussent soulevé l'hilarité sans la présence angoissante de la Guépéou derrière les agissements de l'*Association* exécrée, derrière les diverses fractions communistes d'intellectuels dévoyés, immoraux et incultes plus capables de nuire au travail d'une élite que de produire eux-mêmes. Certains hommes de lettres ont pu échapper aux sévices grâce à la protection capricieuse de Staline, d'aucuns se sont expatriés à grand'peine, mais les exceptions n'infirmes pas la règle. Qu'un révolutionnaire de la trempe de Maïakovski n'ait pu s'évader en 1930 de cette jungle que dans la voie du suicide, comme en 1926 Essénine, autre grand poète inadapté, comme plus tard le poète prolétaire Kousnietzov,

comme le poète symboliste Vladimir Piast, comme l'écrivain révolutionnaire André Sobol, cela permet de concevoir la situation tragique faite alors aux artistes autant qu'aux ouvriers et aux paysans. Le régime de faveur accordé à B. Pasternak lui est permis de survivre sous n'importe quel despotisme et fait encore mieux ressortir la condition inhumaine où croupissent la plupart de ses confrères. Et l'on s'explique les conversions, prosternations et contritions obtenues de l'*intelligentsia* soviétique à la honte des parvenus de la dictature. En 1932, avec sa brusquerie et sa brutalité ordinaires envers les faibles, Staline supprime d'un trait de plume la malfaisante *Association* qui lui avait servi d'instrument et ordonne la fusion de tous les groupes d'écrivains. Il affecte en matière d'esthétique une largeur de vues très libérale. Mais le pli est resté d'un conformisme aride dans l'art et la littérature soviétiques, en incompatibilité absolue avec aucune sorte de socialisme ou de communisme.

La même antinomie trouve enfin sa confirmation définitive dans le plébiscite machiné en permanence avec tous les moyens possibles de corruption et d'intimidation pour jucher Staline au faite d'un incroyable échafaudage de mensonges et d'impostures, pour lui forger une renommée de grand homme, de héros sans peur et sans reproche, de génie protéiforme et universel. L'hagiographie composée en l'honneur de Lénine défunt n'est rien à côté de la canonisation de Staline vivant. Menée avec un esprit de suite exceptionnel en U. R. S. S., l'entreprise révèle une tendance continue vers la cristallisation d'un pouvoir personnel qui participe à la fois du tsarisme, du bonapartisme et du fascisme, sous des manières orientales à prétentions américaines.

\* \* \*

L'encensement systématique inauguré à l'occasion du cinquantième anniversaire de Staline et prolongé depuis en un crescendo d'adulation, de vénération et d'adoration artificielles ne saurait se transcrire avec aucune encre. Et des citations n'en donnent qu'une idée très atténuée car on ne peut en quelques lignes résumer des monceaux de littérature apologétique, ni reproduire les variations typographiques, ni l'illustrer de l'iconographie assortie. C'est l'incessante répétition des divers procédés qui façonne les cerveaux et peut déterminer un courant affectif dans les foules.



Après avoir enjolivé une biographie un peu terne en attribuant à Staline tout ce qui revient à Lénine et à Trotski ou à d'autres, la camarilla bureaucratique instruite par l'expérience apprend à devancer les désirs de son maître, à prévenir ses visées et stimuler ses convoitises. A partir de 1930 s'engage une surenchère contagieuse entre courtisans de toutes catégories, tenus de rattraper et dépasser le plus obséquieux ou le plus habile. A peine jeté dans la circulation, le mot de « génie » devient obligatoire et qui oublierait de l'écrire à tout propos ou hors de propos se rendrait suspect, s'exposerait à de fâcheuses vicissitudes. Un servilisme incontinent et sordide suggère mille façons d'avancer dans la carrière en glorifiant le tyran. On le peint, on le sculpte dans des attitudes napoléoniennes. Il existe déjà Stalinegrad, Stalino, Staline, Stalinabad, Stalinsk et Staline-Aoul, mais des fonctionnaires débrouillards baptisent encore d'autres villes dans la mesure où restent des désinences géographiques disponibles, Stalinissi et Stalinir en Géorgie, Stalinogorsk en Russie. Le public se demande ce qui retient Staline de décerner à Moscou son nom que porte déjà le plus haut pic du Pamir. On ne compte plus les innombrables institutions et établissements placés sous la même enseigne. Des ingénieurs arrivistes appellent « stalinite » un acier extra-dur. L'Exécutif soviétique répond à un vœu unanime et incoercible en conférant à Staline un second ordre du « Drapeau Rouge ». Il décidera plus tard de récompenser les services rendus à l'industrie par une médaille frappée à l'inévitable effigie qui traîne dans tous les journaux, s'étale sur tous les murs et trône, par un symbole involontaire mais d'autant plus admirable, à toutes les devantures vides des boutiques privées de marchandises.

Les littérateurs, surtout, rivalisent de bassesse dans le dithyrambe, espérant gagner quelque faveur, — fonction mieux rétribuée, ration plus copieuse ou... passeport pour l'étranger. Ils savent Staline rongé d'un pénible sentiment d'infériorité intellectuelle, que Boukharine avait bien discerné naguère, et particulièrement avide de louanges sur son érudition et sa culture par trop restreintes. Ici, le vrai n'a plus rien de vraisemblable. Staline « s'est toujours distingué par sa compréhension profonde de la littérature », dit l'un, dans la revue *Au poste littéraire*. Il compte parmi les « profonds connaisseurs et critiques de Hegel », selon un collaborateur de *Révolution et culture*. Il appartient « aux compétences les plus autorisées des problèmes philosophiques contemporains », dit un troi-

sième. « Au fond, certains pronostics d'Aristote n'ont été incarnés et déchiffrés dans toute leur ampleur que par Staline », écrit dans *Front culturel* un quatrième, en son jargon inintelligible où semble percer une moquerie sanglante. Mais l'audace présumée n'est que vil compliment et l'on apprendra bientôt, d'un cinquième thuriféraire, que Socrate et Staline sont les sommets de l'intelligence. Un professeur déclare du ton le plus naturel à l'Académie Communiste : « La position des thèses du kantisme ne peut être définitivement comprise dans la science contemporaine qu'à la lumière de la dernière lettre du camarade Staline », toujours la même lettre de grossièretés sur le « libéralisme pourri » et la « contrebande trotskiste ». « Chaque division, chaque alinéa du discours de Staline est le thème le plus fertile pour les travaux artistiques », affirme un manifeste de l'*Association* en commentaire d'un discours filandreux sur le plan, avec l'invitation à tous les écrivains et critiques de méditer longuement le texte en question. Dans *Terre soviétique*, un poème en prose magnifie « la grande figure, les grands yeux, le grand front incomparable » de Staline dont l'apparition produit l'effet d'un « rayon de soleil d'été ». La *Gazette littéraire* ne craint pas de vanter le styliste : « C'est le rôle de la linguistique et de la critique d'étudier le style de Staline ». Cette fois, l'affront paraît évident, la satire certaine et l'on prévoit des sanctions impitoyables. Mais l'éloge passe comme les précédents. Le rédacteur des *Isvestia* proclame dans un congrès : « Au seuil de l'ère nouvelle se dressent deux inégalables titans de la pensée, Lénine et Staline », et il conclut : « Peut-on actuellement écrire sur quoi que ce soit sans connaître Staline? Absolument pas. On ne peut rien comprendre sans Staline ni rien écrire d'intéressant ». Demian Biedny, tombé en disgrâce, essaie d'acheter son pardon en s'écriant dans une assemblée : « Apprenez à écrire comme écrit Staline ». Le même versificateur en a dit bien d'autres, dans le même goût. Une femme de lettres verra en Staline simplement le continuateur direct de Goethe. Un discours de Kalinine se terminera sur ces mots : « Si vous me demandiez qui connaît le mieux la langue russe, je répondrais : Staline ». Lors du tri-centenaire de la naissance de Spinoza, la *Pravda* trouve le moyen d'insérer en gros caractères, entre divers extraits de Marx, d'Engels et de Lénine ayant trait à la philosophie, sinon à Spinoza, des citations de Staline tout à fait étrangères, et pour cause, tant à Spinoza qu'à la philosophie. Mais Staline reçoit sans sourciller ce lourd pavé de l'ours. Après Aristote, Socrate,



Kant et Hegel, un Spinoza de plus ou de moins n'est pas pour le troubler. « Il n'y a flatterie si énorme qu'on ne puisse faire accepter à ce pouvoir qui s'égale aux dieux », écrivait Juvénal en d'autres temps mais en pareilles circonstances.

On assiste en 1934 à une indicible apothéose quand il plaît à Staline de convoquer le dix-septième Congrès du Parti, trois ans et demi après le seizième, et au lendemain d'une épuration qui a duré plus d'un an et « nettoyé » quelque 300 000 membres indignes. Tout gravite alors autour de la célébration du personnage le plus détesté de l'Union Soviétique. Une préparation soignée crée l'ambiance, brigades de flagorneurs et champions individuels se piquant d'émulation dans le panégyrique. Les uns et les autres collectionnent et dissèquent les aphorismes les plus banals de leur idole, en font des sentences « historico-mondiales ». Sous tous les prétextes et au besoin sans aucun motif, orateurs et journalistes répètent à l'envi : « Staline a eu raison » ou « Comme l'a dit Staline ». Et chacun s'évertue à trouver de nouvelles épithètes laudatives car « brigadier de choc », « figure légendaire », « chef aimé », « penseur génial » et « Staline chéri » perdent leur éclat à force d'être ressassées. Aux abords du Congrès, le répertoire se gonfle de nouvelles hyperboles, dont celle de Boukharine qui traite Staline de « feld-maréchal de l'armée révolutionnaire ». La formule vient à point pour congratuler le « chef du prolétariat mondial » co-responsable de toutes les défaites de la troisième Internationale depuis la mort de Lénine, plus personnellement responsable de la déroute de 1927 en Chine et directement responsable, en 1933, de la politique aveugle qui a conduit le communisme en Allemagne d'une banqueroute scandaleuse à une débandade irréparable par une retraite sans combat. Pendant le Congrès, un hosanna ininterrompu monte du matin au soir vers le « colosse d'acier », le « grand pilote », le « grand ingénieur », le « grand architecte », le « grand maître », le « grand disciple des grands maîtres », le « plus grand des théoriciens », le « meilleur des léninistes », enfin le « meilleur des meilleurs »... Staline est génial, très génial, le plus génial ; il est sage, très sage, le plus sage ; il est grand, très grand, le plus grand... La déclinaison au superlatif devient de rigueur et tout cela s'imprime chaque jour à chaque colonne de chaque page de chaque journal, dans un tutoiement extatique intraduisible. Au Congrès, qui s'intitule modestement « Congrès des Vainqueurs », le record est battu par un des favoris, Kirov, lequel salue « le plus grand des chefs de tous les temps et

de tous les peuples ». Les discours s'ouvrent et se ferment sur une profession de foi à la gloire du surhomme, avec explosions très spontanées d'ovations et d'acclamations inextinguibles. Il faut renoncer à dépeindre l'accueil réservé à Staline lui-même quand il prononce le rapport du Comité central. Après le Congrès, les échos du plébiscite se répercutent à n'en plus finir dans des assemblées locales, des articles, des résolutions, des télégrammes.

Ce n'est là qu'un panneau du diptyque. L'autre représente la déchéance inexprimable des vaincus. Car à l'heure de son ascension suprême, Staline veut encore se repaître de sa « douce vengeance ». Il exige des adversaires malheureux qu'ils se flagellent en public, qu'ils confessent leur abjection à la tribune, qu'ils rampent sous les vociférations de ses serviteurs acharnés à piétiner des hommes à terre. Une fois de plus, les capitulars de droite et de gauche reconnaissent leurs erreurs et plusieurs sont assez lâches pour se charger les uns les autres. Bien entendu, ils épuisent les dernières ressources du vocabulaire pour exhaler un enthousiasme de commande au sujet du triomphateur qu'ils maudissent dans leur for intérieur. Spectacle immonde où ni dupeurs, ni dupés, ne sont dupes de leurs duperies réciproques, et qui décourage la description comme le commentaire. Mais rien ne dissuaderait les bolchéviks de la décadence dans leur frénésie de vindicte infamante et de faux repentir. « Chez nous, on aime acquitter non moins que condamner », a écrit Gorki, mais dans cette mentalité « on aperçoit toujours le souci de s'acquitter soi-même de ses propres fautes à venir ». Staline avait constaté en faisant son rapport : « A ce congrès, il n'y a plus rien à démontrer, plus personne à frapper ». Malgré quoi les coups ne furent pas ménagés au trotskisme maintes fois rétracté ou anéanti, aux déviations censées battues et liquidées, aux anciens contradicteurs aplatis et ralliés à l'orthodoxie stalinienne intégrale. Il faut croire que les inflexibles méthodes policières et pénitentiaires de Staline sont appropriées au milieu car elles lui procurent les résultats escomptés. A la fin du Congrès, l'un des derniers partisans notoires de l'opposition, Sosnovski, envoie de Sibérie sa soumission, suivie de près par celle de Racovski. Tous deux désavouent leur fraction déconforte, renoncent à leurs idées impies, répudient Trotski et révèrent Staline. Dans les prisons et les isolateurs, les camps et les bagnes, il ne reste guère que de courageux objecteurs politiques sans influence dont les noms se perdent dans l'oubli. La plupart des trotskistes se sont déshonorés par leurs palinodies,



d'autres comme Koté Tsintsadzé sont morts en exil. Les millions de détenus et de bannis retranchés de la vie commune n'espèrent aucune amnistie avant une guerre catastrophique. La personne de Staline est désormais incorporée à une puissance dictatoriale sans équivalent dans le monde et sans précédent dans l'histoire.

De la trame des faits, du récit des événements et de la démonstration des textes se dégage avec assez de relief cette physionomie rebutante dont il est si difficile, hors de l'Union Soviétique, de s'expliquer le prodigieux destin. On sait maintenant les aptitudes et les faiblesses de Staline, la disproportion excessive entre son intellect et sa volonté, entre son savoir et son savoir-faire, les raisons de son succès personnel acquis sur les ruines du programme socialiste de son parti. On l'a vu patient, méticuleux, sobre d'illusions comme de paroles et fort, surtout, de son mépris pour l'individu, de son manque de principes et de scrupules. Il est un produit des circonstances, il doit sa fortune politique à ses antagonistes, mais on en pourrait dire autant de tous ses congénères en dictature. Il n'eût pas réussi à s'imposer sans un certain flair, sans des facultés naturelles d'intrigue et un alliage efficace de sang-froid et d'énergie. Habile à différer les solutions désavantageuses, à diviser ses ennemis et à contourner les obstacles, il ne recule devant rien quand l'opportunité s'offre de brusquer, de frapper, d'écraser. Il a eu l'adresse d'éviter dans le Parti l'effusion de sang si largement perpétrée dans le pays et d'émasculer les oppositions par une procédure dilatoire combinée avec le bâillon, le pilori et toute la gamme des sanctions. On le connaît retors, cauteleux, perfide, mais aussi brutal, violent, implacable, et toujours tendu vers le but exclusif de conserver le pouvoir qu'il a confisqué par l'accumulation des petits moyens. Comme Bakounine l'a écrit de Netchaïev, « il est arrivé peu à peu à se convaincre que pour fonder une société sérieuse et indestructible, il faut prendre pour base la politique de Machiavel et adopter pleinement le système des Jésuites, pour corps la seule violence, pour âme le mensonge. » Au plus fort des luttes entre bolchéviks et menchéviks, ceux-ci ont souvent taxé ceux-là de netchaïevisme et de jésuitisme, à l'indignation de Lénine et de ses disciples. Mais une revanche posthume était réservée à Martov avec la réhabilitation de Netchaïev tentée par divers historiens communistes sous Staline, et ce n'est pas simple hasard si l'un d'eux, A. Gambarov, termine son ouvrage en affirmant que les anticipations de Netchaïev « ont trouvé leur pleine incarnation dans les

méthodes et la tactique du Parti communiste de Russie au cours de ses vingt-cinq ans d'histoire ».

Staline n'a évidemment pas lu Machiavel, encore moins l'étonnant *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu*, livre anonyme d'un proscrit républicain du Second Empire, Maurice Joly, et publié en exil. Mais il a suivi d'instinct la ligne de conduite tracée dans ce manuel ironique de fourberie et de duplicité dont les préceptes se résument en ces quelques lignes quasi littérales : séparer la morale de la politique, substituer à tout droit la force et l'astuce, paralyser l'esprit individuel, tromper le peuple avec des apparences, ne consentir de liberté que sous le poids de la terreur, flatter les préjugés nationaux, laisser ignorer au pays ce qui se passe dans le monde et à la capitale ce qui se passe dans les provinces, transformer les instruments de la pensée en instruments du pouvoir, user sans remords des exécutions sans jugements et des déportations administratives, exiger une apologie perpétuelle de ses actes, enseigner soi-même l'histoire de son règne, avoir une police qui serve de clef de voûte au régime, se faire des fidèles au moyen de rubans et de hochets, ériger le culte de l'usurpateur en une espèce de religion, se rendre indispensable en créant le vide autour de soi, amollir l'opinion au point qu'elle abdique dans l'apathie, marquer partout son nom comme la goutte d'eau creuse le granit, exploiter la facilité avec laquelle les hommes deviennent délateurs, prendre la société par ses vices, parler le moins possible, dire le contraire de sa pensée, en venir à changer même le sens des mots... Tout cela semble écrit pour Staline et résout le problème souvent discuté des traits communs à Lénine et à son héritier. En celui-ci, on ne retrouve plus rien du fondateur de l'État soviétique. Mises à part les différences ostensibles, ce qui fut grand et désintéressé en Lénine est mesquin chez l'épigone. Par contre, il y a entre Staline et Trotski au moins une ressemblance psychologique essentielle qui les met très au-dessous de Lénine : leur prétention d'être infallibles. L'un et l'autre n'ont jamais convenu sincèrement d'une erreur alors que le premier des bolchéviks a souvent montré l'exemple d'une auto-critique honnête dans ses examens de conscience. Comme Napoléon qui a dit : « J'étais le maître, c'est à moi qu'incombe toute la faute », même dans les cas où des lieutenants incapables ont desservi ses projets, Lénine prenait l'entière responsabilité des actions de son parti. « Le plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples » donne sa mesure



décorations civiles puis, en 1934, la nouvelle distinction des « Héros de l'Union Soviétique », outre les récompenses en argent. En tous points, un machiavélisme intuitif le guide, encore que souvent de bas étage. L'art de déguiser sa pensée n'a plus de secrets pour lui, sa puissance de dissimulation égale sa science de la provocation : en 1932, il s'absente plusieurs mois durant et laisse courir des rumeurs annonciatrices de sa démission prochaine afin de désorienter ses ennemis, de les inciter à épancher leur satisfaction, d'alimenter ainsi les espions et de châtier à son retour les bavards. Sans doute est-il en personne à l'origine des murmures dont il a tiré profit. Enfin, nul avant lui n'a osé avec autant d'indécence falsifier l'histoire, tricher avec la vérité, s'attribuer des supériorités imaginaires, se faire sacrer Auguste sans y avoir aucun titre. Il pousse même l'ambition au point de supporter, en 1934, que ses courtisans lui adjugent le mérite... d'une exploration arctique avec laquelle il n'a rien de commun, pas plus qu'avec la rhétorique d'Aristote, la maieutique de Socrate, l'éthique de Spinoza, la métaphysique de Kant ou la dialectique de Hegel. Son malheur est que les hommages lui viennent toujours de collaborateurs associés à son sort, de serviteurs sans convictions, de flatteurs intéressés ou de vaincus pieds et poings liés, jamais d'un homme tant soit peu libre. Il réussit pourtant à mystifier la jeunesse pervertie par le *credo quia absurdum* enseigné au nom du léninisme. Dressées dès l'âge tendre à singer les adultes, embrigadées dans les sections de pionniers, gâtées par l'éducation psittaciste et l'exemple néfaste des aînés, gangrenées d'égoïsme et d'arrivisme, les nouvelles générations lui sont un inépuisable réservoir pour renouveler les cadres à sa guise et compléter la clientèle asservie. La plus grande défaite jamais subie par le socialisme réside dans ce phénomène de dépravation collective qui consiste à inculquer aux enfants et aux adolescents tout le contraire d'une doctrine en gardant les mêmes vocables.

Il n'a pas suffi à Staline de vicier sous ce rapport la jeunesse dite soviétique. La troisième Internationale devenue entre ses mains secte méprisable et stérile s'est muée partout en auxiliaire inconsciente mais active de la contre-révolution. De même que les communistes polonais avaient appuyé le coup d'État militaire de Pilsudski, avant de s'en mordre les doigts, ceux d'Allemagne ont fait plusieurs fois cause commune avec Hitler pour expier bientôt dans les camps de concentration, et quelques malheureux jeunes gens sur l'échafaud, la politique démentielle de leurs mauvais bergers.



« *L'Internationale Communiste ne représente rien et n'existe que par notre soutien* », dit un jour Staline devant témoins, et Lominadzé a recueilli le propos ; mais le cynique « chef du prolétariat mondial » n'en persiste pas moins à entretenir les sections parasites de son Internationale fictive. Pourtant, dès 1925, il avait décidé en commun accord avec Tomski de liquider la filiale des « syndicats rouges » et pris des mesures en conséquence. C'eût été un premier pas, préparant le second, dans la logique de ses vues bornées par l'horizon national, et au surplus conforme malgré lui à l'intérêt du mouvement ouvrier. Les cris de la gauche doctrinaire firent abandonner son projet qu'il n'a plus jugé urgent de réaliser quand, délivré de toute opposition, personne ne pouvait le retenir. Certes il est homme à rayer de son budget une Internationale aux ordres comme il a décrété en un clin d'œil la disparition de l'*Association des écrivains prolétariens*, pour peu qu'il y trouve un avantage appréciable. Il sait que la *Com-Intern* ne fera jamais aucune révolution, « pas même dans quatre-vingt-dix ans », a-t-il ironisé au Politbureau, en présence de Trotski. Mais rien encore ne l'oblige, rien de décisif ne l'incite à se débarrasser d'un instrument aussi maniable, qu'il croit utile à sa coûteuse réclame personnelle et aux manœuvres de sa politique extérieure à double face, et qu'il conservera le plus longtemps possible au prix d'un irrémédiable discrédit du communisme dans les deux mondes.

Staline a eu le talent de durer mais en se désavouant sans cesse par les actes sous une phraséologie outrecuidante. En 1934, le Congrès bolchéviste ratifie un deuxième plan quinquennal dont la prudence relative ne justifie guère les chants de victoire entonnés à propos du premier. A la précédente Conférence du Parti, les rodomontades officielles supputaient déjà pour 1937 une production de 100 milliards de kilowatt-heures, 250 millions de tonnes de houille, 80 de naphte, 22 de fonte, etc., mais au Congrès, les prévisions tombent à 38 pour l'électricité, 152 pour la houille, 47 pour le naphte et 16 pour la fonte. Encore ne s'agit-il que d'hypothèses dont l'expérience a prouvé l'inanité. Autrement dit, si par impossible le second plan était réalisé mieux que le premier, l'U. R. S. S. après dix ans de planification et vingt ans de révolution ne produirait environ que la moitié de la fonte, moins du tiers d'électricité, de houille, à peine plus du tiers de naphte que les résultats obtenus aux États-Unis en 1929, — et ce pour une population supérieure en nombre d'un tiers. La comparaison serait encore plus accablante

avec les objets ouvrés qu'avec les matières premières. En 1933, à la Conférence économique internationale de Londres, Litvinov avance une proposition d'acheter à l'étranger pour un milliard de dollars de marchandises, tant la disette est aiguë au pays des records, cependant que son gouvernement a le front d'affecter un dédain absolu des fournitures de l'extérieur. Le papier même dont se servent les bolchéviks pour tromper le public dément leurs fables de progrès technique par sa couleur grise ou jaune sale et sa qualité de pacotille. Les conditions acceptées pour obtenir des États-Unis la reconnaissance *de jure*, renonciation à la propagande subversive, admission de religieux en U. R. S. S., etc., montrent Staline disposé à toutes les concessions pour éterniser son autocratie. Il tient des propos admiratifs sur le président Roosevelt, affiche dans ses conversations avec les Américains des préoccupations exclusivement russes, prévoit en 1933 la fin de la crise économique mondiale, daube sur l'internationalisme de Trotski et la « révolution permanente ». Il est prêt d'adhérer, moyennant marchandages, à la Société des Nations dont il disait naguère qu'elle « pourrit de son vivant », et la volte-face s'achève en 1934, il ose présenter comme un triomphe de l'U. R. S. S. le ralliement à la « Ligue des Brigands ». Mais plus il transige à l'extérieur, plus il concentre le pouvoir à l'intérieur. Toujours sous la hantise de mieux surveiller les moindres rouages de son appareil, il réforme la direction de la police par l'interposition d'une « procurature » entre le Politbureau et la Guépéou, puis la haute administration par des refontes et des transformations dont il a seul le secret, dont le Congrès qui « décide » ne connaît que les prétextes. En 1934, il supprime l'Inspection ouvrière et paysanne si chère à Lénine, la remplace par une Commission de contrôle soviétique sur le modèle de celle du Parti, remanie le personnel des « sommets », révoque des Commissaires du peuple, multiplie à la base les « sections politiques » qui transmettent plus directement les ordres du Secrétariat et superposent en province à toutes les bureaucraties une autre bureaucratie plus autoritaire. Enfin, la même année, il fait semblant d'amoindrir les pouvoirs de la Guépéou en les transmettant au commissariat de l'Intérieur, mais il efface le nom tout en conservant le système et le personnel, avec Iagoda comme chef secondé par Agranov et Prokofiev, de façon que rien ne soit changé pour le peuple en définitive.

Ses rares interviews accordées à des fins diplomatiques, où il épèle les truismes les plus vétustes d'un socialisme élémentaire et



devant un visiteur doublement étranger au bolchévisme, il profère en sécurité des paroles méchantes et rageuses. A l'apogée de sa puissance il emploie les armes des impuissants, et en pensant à l'homme d'Octobre il se départit d'une fausse impassibilité, il cesse malgré soi de simuler « l'indifférence au pouls de marbre ».

On est toujours tenté de chercher à saisir la signification d'une individualité historique lointaine en la comparant à d'autres mieux connues, d'établir des rapprochements entre les grandes révolutions et leurs grands protagonistes. Mais qui voudrait trouver un Staline approximatif dans la Révolution française où plusieurs figures ont des aspects de Lénine et de Trotski ne l'y rencontrera pas, à moins d'emprunter à plusieurs types pour composer une synthèse. Sans perdre de vue la disparité des milieux et des époques ni se laisser trop séduire par les analogies, il faut imaginer un Fouché, homme de second plan dans la révolution, de premier plan dans la contre-révolution, retouché de quelques traits non subjectifs d'un Bonaparte sans victoires. De Fouché, Staline n'a pas seulement les principaux moyens politiques, virtuosité dans l'intrigue et vocation policière. On remarque en eux de bien curieuses concordances de psychologie et de tempérament, outre la communauté d'origine quant à l'éducation et les frappantes similitudes de carrière; Fouché aussi sort du séminaire, renonce à la destination sacerdotale et se distingue plus tard dans la déchristianisation; proconsul de la Convention en province, il fait preuve d'une énergie terroriste exceptionnelle que Staline atteindra dans un rôle identique, pour la réquisition des subsistances et la répression des résistances; il traverse les phases successives de l'évolution révolutionnaire et contre-révolutionnaire en s'adaptant à toutes; l'année où le Consulat devient l'Empire, il expurge les archives de Nantes, sa ville natale, de tous les papiers qui le concernent, ce que fera un jour Staline avec les mêmes arrière-pensées... Toutes proportions et précautions observées, on peut prononcer le nom de Bonaparte pour une raison formulée ainsi par Jaurès: l'homme de Brumaire combat une forme surannée de contre-révolution mais en suscite une nouvelle, « la contre-révolution césarienne, d'autant plus redoutable qu'elle retient en son visage quelques traits de la révolution abâtardie ». Il va sans dire qu'aucune assimilation n'est possible entre le Secrétaire Général et le Premier Consul en tant qu'individus, c'est le rôle objectif qui les apparente. Si Staline avait suivi son inclination favorable à la propriété pay-



sanne, il fût devenu une sorte de Bonaparte bureaucratique d'un format plus proche du neveu que de l'oncle, héritier d'un pouvoir conquis par d'autres et doué pour tout génie d'une longue patience. Son socialisme schématique et borné l'a retenu sur la pente au moment où l'opposition de gauche croyait vivre un Thermidor et il s'est tourné contre les campagnes après avoir maîtrisé les villes. Mais il demeure paysan même dans sa guerre aux moujiks par sa tournure d'esprit, sa manière d'être et ses capacités naturelles, ce qui lui donne quelque affinité avec un dictateur d'une autre extraction rurale et d'une autre classe intellectuelle mais tout aussi paysan, le Chancelier de fer, dont Engels a esquissé des caractéristiques valables encore pour le Secrétaire d'acier : « Bismarck est un homme d'un grand sens pratique, d'une grande habileté, un homme d'affaires né, accompli... Mais très souvent, une intelligence aussi développée dans le domaine de la vie pratique ne se sépare pas d'une étroitesse de vue correspondante... Bismarck n'a jamais montré même la trace d'une idée politique originale. Mais il s'assimilait les idées élaborées par d'autres. Cette étroitesse fut un bonheur pour lui. Sans elle, il ne serait jamais parvenu à se représenter l'histoire universelle à un point de vue spécifiquement prussien. » Il suffit de changer le dernier mot pour reconnaître certains côtés de Staline, qui en a de pires.

Les sujets soviétiques ne vont pas chercher si loin un modèle plus ou moins achevé de leur despote. Ils le trouvent dans l'histoire nationale et la littérature classique du pays, notamment sous l'image caricaturale d'un héros de Chtchédrine dans *l'Histoire d'une ville*, œuvre ignorée en Occident mais très prisée en Russie et qui doit un regain de vogue à l'antipathie qu'inspire Staline. Sur une ville ou plutôt une région allégorique où chaque maison, chaque cellule sociale a « son commandant et son espion » et dont les habitants, pliés à une discipline de caserne, ont pour les jours de fête « la liberté de faire de la marche forcée au lieu de travailler » sévit une brute de gouverneur, Ougrioum-Bourchéiev, symbole outré de la bureaucratie en uniforme. En des pages qui ne se laissent pas résumer, Chtchédrine campe une silhouette inoubliable de ce personnage « hermétiquement fermé » dont le visage montre « une certitude militaire et tranquille que toutes les questions sont depuis longtemps résolues » et qui, ayant tracé une ligne, « pense y encastrier tout le monde visible et invisible ». Le lecteur russe contemporain ne se lasse pas de voir un Staline avant la lettre en cette réincar-

nation parodique du ministre Arakchéiev, trop connu par ses colonies de soldats-paysans. Renseigné à cet égard par les comptes rendus de la Guépéou, Staline a pris le parti de lire à son tour *l'Histoire d'une ville* et d'opposer de temps à autre bonne mise à mauvais jeu en hasardant de placides allusions à l'auteur. Mais nul ne s'y trompe et l'amère satire chtchédrinesque se propage au grand dam de l'invincible « feld-maréchal ». Des fonctionnaires staliniens ont déployé leur zèle en éditant à l'usage des enfants un conte de fées soviétique où Lénine, prisonnier dans une île déserte, s'envole sur un cygne noir en compagnie du fidèle Staline qui lui prouve dévouement et amitié en se coupant un doigt pour ravitailler l'oiseau carnivore en cours de route... Or, Ougrioum-Bourchéiev aussi se tranche un doigt en gage d'amour et d'abnégation envers son chef... Que la coïncidence soit voulue ou fortuite, l'effet produit est le même dans le sens du ridicule.

Tout portrait de Staline serait prématuré avant sa chute ou avant sa mort. La plus nécessaire documentation a disparu, par les soins du principal intéressé ; parmi ses anciens camarades du Caucase, les uns languissent en exil, les autres ont la bouche cousue ; les coffres du Parti, de la Guépéou, de l'Institut Lénine ne livreront qu'après un véritable tournant historique leurs secrets, s'il en reste dans les dossiers ; l'entourage dictatorial se taira tant qu'il redoutera le dictateur ou ses créatures. Il faut donc attendre la mise au jour de nouveaux matériaux, correspondances enfouies dans les cachettes, mémoires de contemporains qui auraient la chance de lui survivre. Staline n'a aucun ami, aucun confident. Il n'aime personne, que l'on sache, et n'est pas aimé davantage. Dans ses partenaires, il ne voit que des acolytes dont il évite la fréquentation, tant leur médiocrité intellectuelle l'ennuie. Le seul homme dont il ait désiré le contact a été Gorki, causeur captivant autant que grand écrivain et, depuis son retour en Russie, mauvaise conscience. On trouvera peut-être plus tard dans les papiers de Gorki des notes précieuses sur ses entretiens avec Staline. Mais le Suétone futur de ce César en vareuse ne pourrait être qu'un de ses proches auxiliaires de police, Iagoda par exemple. Les biographes enclins à étudier sa vie privée, sa famille, ses mœurs, s'intéresseront par devoir professionnel à sa première femme, Catherine Svanidzé, sœur d'un bolchévik de troisième plan, et à Jacques Djougachvili, le fils qu'elle a laissé à sa mort. Ils rechercheront la vérité sur le suicide de sa seconde femme, la fille unique de Serge Allilouiev.



Selon un communiqué laconique publié dans la presse, Nadieïda Allilouieva est décédée subitement dans la nuit du 9 novembre 1932. Elle laissait deux jeunes enfants, Basile et Svetlana. Dès le lendemain, la nouvelle se répandit à Moscou d'un suicide. Il n'y a encore ni preuves écrites, ni témoignages publics, mais pour apprécier l'État knouto-soviétique, l'incontestable véracité du fait importe moins que la conviction générale aussitôt établie, le suicide étant la seule manifestation possible d'une opinion sincère sous Staline.

Non plus la seule, pourtant, car l'assassinat de Kirov par un bolchévik en décembre 1934 a montré que l'arme du désespoir pouvait servir encore et aussi au tyrannicide. Depuis longtemps, l'immunité de Staline sur la terre classique du terrorisme, au pays des Karakozov, des Zassoulitch, des Khaltourine, des Jéliabov, des Pérovskaja, des Sazonov, des Kaliaev, semblait inexplicable. On l'expliquait néanmoins de diverses façons, dans les discussions intimes entre communistes, les uns par l'hypertrophie monstrueuse de la police, la perfection de sa technique préventive, le luxe des précautions prises autour du secrétarissime, les autres par le système impitoyable des otages et l'ampleur terrifiante des représailles. (De fait, sous le tsarisme, les meurtriers politiques sacrifiaient leur vie sans exposer par là même leurs parents ou leurs enfants). D'aucuns disaient que les personnalités au pouvoir ont trop peu de relief pour servir de cibles, l'apparente responsabilité partagée des organismes dictatoriaux préservant chacun des dictateurs en particulier. De plus, ajoutait-on, les moyens modernes de tromper l'opinion et d'accréditer des mythes sont pour beaucoup dans la sécurité des gouvernants. Ces explications contiennent quelque vérité mais aucune ne l'enferme tout entière. Il importe de ne pas oublier que les générations désenchantées du présent ne veulent point d'un retour au passé mais ne conçoivent pas de meilleur avenir. Dans cette impasse, les bonnes volontés réformatrices s'émoussent et de longues années s'écoulent avant l'élaboration d'une nouvelle idéologie révolutionnaire susceptible d'éveiller en ses militants l'abnégation des pionniers. Mais il n'est pas surprenant que la terreur exercée d'en haut suscite en fin de compte le terrorisme d'en bas. On ne sait rien des mobiles de Nicolaïev, l'assassin de Kirov, ni des circonstances de son geste, ni du groupe subversif auquel il aurait appartenu, ni d'un soi-disant complot contre Staline. Celui-ci a pu faire exécuter 14 communistes en étouffant leur voix, après avoir ordonné la mise à mort de 103 détenus sans

articuler contre eux la moindre présomption de culpabilité ou de complicité, pour ne pas parler de preuves. Il a pu faire arrêter à nouveau et jeter en prison de pitoyables Zinoviev et Kamenev dont on ne compte plus les reniements, les humiliations, les bassesses, et condamner avec eux 17 autres ultra-léninistes comme Evdokimov passés jadis à l'opposition, puis maintes fois repentis, plus 78 de leurs camarades déportés comme Zaloutski, Safarov et Vardine. Il a pu forger une version extravagante des préparatifs de l'attentat pour salir des indociles bâillonnés, pour accabler des gêneurs sans défense, pour essayer de compromettre l'immanquable Trotski exilé au fond d'une province française, pour présenter des membres de son parti « monolithique » épuré en permanence comme des « ennemis de classe » cherchant à provoquer on se demande quelle « intervention étrangère armée » par le meurtre d'un Russe par un Russe, d'un communiste par un communiste. Personne de bonne foi n'accorde créance à de telles fables où il n'y a pas plus de vérité que dans les prétendus aveux arrachés sous menace de mort et les repentirs du lendemain ou de la veille. Et la seule évidence est que Staline, pris de panique, a immolé 117 victimes moins aux mânes de Kirov qu'à son inquiétude personnelle.

Avant même de savoir si Nicolaïev portait en lui un idéal supérieur et si l'entre-tuerie de bolchéviks à la fin de l'année 1934 annonce un quelconque tournant, c'est le cas de rappeler aux « terroristes terrorisés » qui citent à jet continu Marx et Engels la parole de l'un relative au *modus operandi* spécifiquement russe des *narodovoltsy*, sur lequel « on peut aussi peu moraliser pour ou contre que sur la catastrophe de Chio », et la phrase de l'autre à propos de la terreur faite de « cruautés inutiles commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes ». La main de Staline ne tremble pas, pour livrer au bourreau des innocents ligotés, mais ses deux mains tremblaient, a dit Rykov, le jour où la droite lui remit une triple démission. Cet homme tenu pour brave au physique n'a aucun courage moral. Il n'est pas capable de regarder un contradicteur en face, de prendre la responsabilité de ses actes, de supporter une critique amicale, de donner la parole à un objecteur et rien de lâche ne lui répugne s'il s'agit de conserver son pouvoir. Cent dix-sept cadavres lui sont indispensables quand un jeune militant, fils de la révolution bolchéviste, élevé dans les rangs du parti communiste, se résout à traduire une opinion collective à coups de revolver, faute de pouvoir l'exprimer par des voies normales et légales.



Mais il a créé un état de choses où tout antagonisme sérieux doit conduire tôt ou tard au suicide, comme celui de Skrypnik, ou à l'assassinat, comme celui de Kirov, sous une forme ou sous une autre. Entre fractions bureaucratiques différenciées, leurs Staline de toutes tailles et leurs Molotov de tous calibres, entre leurs clans et leurs cliques, la question de vie ou de mort est posée en permanence.

Dans le fameux article *Plutôt moins, mais mieux*, où brillent les dernières lueurs de son esprit, Lénine entrevoit un choc final entre l'Orient et l'Occident, entre la révolution et l'impérialisme : « L'issue de la lutte dépendra en fin de compte de ce que la Russie, les Indes, la Chine, etc., forment la gigantesque majorité de la population »... Mais la certitude d'une victoire définitive du socialisme dans l'éternité ne le rassérène pas quant aux perspectives immédiates : « Pour assurer notre existence jusqu'à la prochaine conflagration armée entre l'Occident contre-révolutionnaire impérialiste et l'Orient révolutionnaire nationaliste, entre les États les plus civilisés du monde et les États révolutionnaires attardés à l'orientale mais qui constituent cependant la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser ». Et il souligne : « *Nous ne sommes pas assez civilisés pour passer directement au socialisme* ». Pendant un quart de siècle, il a amplifié une notion que Staline n'a jamais pu comprendre : « Le socialisme est impossible sans démocratie », de même qu'en parlant d'électricité il englobait explicitement toute la culture. Pour lui comme pour ses maîtres en doctrine, — civilisation, démocratie et socialisme sont inséparables. Et si les ultimes paroles de Lénine ont la moindre valeur, elles ne présagent rien de glorieux aux léninistes comme Staline qui ont trop méconnu un des ressorts essentiels de l'histoire, ce que les deux initiateurs du communisme moderne entendaient à leur époque par « la force d'expansion des idées démocratiques et la soif de liberté innée à l'humanité ».



# TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE ..... 1

## CHAPITRE PREMIER

### SOSSO

Naissance de Staline. — Sa famille, le pays natal. — Enfance et jeunesse. — Le Caucase et la Géorgie. — Le milieu et les mœurs. — Bandits et gentilshommes. — État économique et social. — Le séminaire de Tiflis. — Le chemin de fer de Transcaucasie. — Les premiers social-démocrates géorgiens. — Adhésion de Staline au mouvement socialiste. .... 7

## CHAPITRE II

### ANNÉES D'APPRENTISSAGE

Le socialisme en Russie. — Ouvriers et paysans. — L'industrie sous le tsarisme. — Capitalisme retardataire et bourgeoisie impuissante. — *L'intelligentsia*. — Les pionniers de la révolution. — Théoriciens et doctrines. — Herzen, Bakounine, Netchaïev, Tkatchev. — Populisme et terrorisme. — Entrée en scène du prolétariat. — Le marxisme. — Plekhanov. — Cercles ouvriers et socialistes. — Premier congrès du Parti social-démocrate. — Staline à Tiflis. — Autobiographie en raccourci. — Lénine. — *L'Iskra*. — Origines du bolchévisme. — Les révolutionnaires professionnels. — Staline militant. — Arrestation, premier exil. — Trotski. — Les idées maîtresses de Lénine. .... 23

## CHAPITRE III

### PROLOGUE DE RÉVOLUTION

Staline et Lénine. — Deuxième congrès de la social-démocratie. — Les « durs » et les « mous ». — Bolchéviks et menchéviks. — La scission. — Lénine jacobin. — Staline bolchévik. — Luites intestines dans le Parti.<sup>2</sup> — Isolement de Lénine. — Discussions et polémiques. — Rosa Luxembourg. — Prophétie de Plekhanov. — Les premiers léninistes. — La guerre russo-japonaise. — Le Parti socialiste-révolutionnaire. — Les grèves et le mouvement ouvrier. — Dimanche sanglant à Saint-Petersbourg. — La révolution de 1905. — Troisième congrès social-démocrate, tenu par les bolchéviks. — Le Soviet des députés ouvriers. — Désaccords entre socialistes. — Lénine vu par Staline. .... 53



## CHAPITRE IV

## UN RÉVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL

Après la première révolution. — L'unité social-démocrate. — Le congrès de Stockholm. — Nouvelles dissensions entre bolchéviks et menchéviks. — La Douma. — Lénine et le boycottage des élections. — Les *boïéviki*. — Expropriations et attentats. — La petite guerre de partisans. — Le Centre bolchéviste. — Krassine. — L'affaire de Tiflis. — Kamo. — Staline et le terrorisme bolchéviste. — Tsintsadzé. — Pilsudski. — Le congrès de Londres. — Staline à Bakou. — Staline en prison. — Staline à Pétersbourg. — Scission définitive dans la social-démocratie. — Bolchévisme et menchévisme. — Déclin de la révolution. — Tendances, fractions et groupes. — La question d'argent. — Bogdanov. — Le parti bolchéviste. — Staline membre du Comité central. — Lénine et Trotski. — La question nationale. — Staline en Autriche. — Malinovski. — Staline déporté en Sibérie. — Policiers et provocateurs..... 83

## CHAPITRE V

## LA RÉVOLUTION

La guerre de 1914. — Défensisme et défaitisme. — Lénine seul contre tous. — La révolution de Février. — Gouvernement provisoire et Soviet de Pétrograd. — Staline en liberté. — Désarroi des bolchéviks. — Le retour de Lénine. — Les thèses d'Avril. — « Tout le pouvoir aux Soviets ». — Trotski avec Lénine. — Espoirs de révolution mondiale. — Les journées de Juillet. — La question des Soviets. — L'épisode Kornilov. — Sixième congrès du Parti. — Rôle de Staline. — La grande vague bolchéviste. — Trotski président du Soviet de Pétrograd. — Lénine théoricien de la démocratie intégrale. — « L'État et la Révolution ». — Divergences de vues sur la date de l'insurrection. — Lénine exige le coup d'État. — Trotski dirige les opérations militaires. — La révolution d'Octobre. — Certitudes et perspectives..... 133

## CHAPITRE VI

## LA GUERRE CIVILE

Lendemain de victoire. — Dissentiments chez les bolchéviks. — Lénine au travail. — La liberté de la presse. — Gorki contre Lénine. — Le Conseil des Commissaires du peuple. — Staline, commissaire aux Nationalités. — Le droit des peuples, théorie et pratique. — Évolution de Lénine. — Avertissements de Rosa Luxembourg. — En Géorgie. — Contradictions insolubles. — La question agraire. — Avis de Rosa Luxembourg. — Variations de Lénine. — La dictature du prolétariat. — Guerre et paix. — Brest-Litowsk. — Désaccords entre bolchéviks. — Lénine et la paix à tout prix. — Attitude de Trotski. — La fraction de gauche. — Crise aiguë dans le Parti. — Septième congrès. — Le Parti communiste. — Trotski, commissaire à la Guerre. — La Tchéka. — Staline au front. — L'armée rouge. — Séditions, émeutes et rébellions. — L'opposition militaire. — Tsaritsyne. — La Terreur. — Staline contre Trotski. — Armistice et révolutions. — La guerre civile russo-russe. — Staline



chef militaire. — L'Internationale Communiste. — Huitième congrès du Parti.  
— Staline, commissaire à l'Inspection. — Les collaborateurs de Lénine.. 177

## CHAPITRE VII

## LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS

Évolution du bolchévisme. — Lénine et la dictature. — L'oligarchie dirigeante.  
— La peine de mort. — Militarisation du régime. — Les armées du travail.  
— Extinction des Soviets. — Contradictions de Lénine. — Le Politbureau du  
Parti. — Le secrétariat du Comité central. — Neuvième congrès du Parti.  
— L'opposition démocratique. — Discussion sur les syndicats. — Lénine  
contre Trotski. — L'opposition ouvrière. — Dixième congrès du Parti. —  
Cronstadt. — La nouvelle politique économique. — Thermidor. — Staline,  
secrétaire du Parti. — La réalité soviétique. — L'Appareil. — Antagonismes  
personnels. — Onzième congrès du Parti. — Éloge de Staline par Lénine. —  
Maladie de Lénine. — Staline à l'ouvrage. — La bureaucratie. — Projets  
réformateurs de Lénine. — La politique des nationalités. — Staline et la  
Géorgie. — Lénine contre Staline. — Ultimes conseils de Lénine. — Le Tes-  
tament. — La question du Plan économique. — Rupture entre Lénine et Sta-  
line. — État de la République des Soviets..... 239

## CHAPITRE VIII

## L'HÉRITAGE

La *troïka*. — Trotski sur l'expectative. — L'Union des Républiques soviétiques.  
— Douzième congrès du Parti. — La crise économique et les « ciseaux ». —  
Trotski et les paysans. — Tendances et groupements dans le Parti. — Les  
fractions clandestines. — La dictature du triumvirat. — Grèves et démon-  
strations ouvrières. — Trotski contre la *troïka*. — Les Quarante-Six. — Sta-  
line et la révolution en Allemagne. — Le triumvirat et la démocratie. — Le  
*Cours nouveau*. — Staline contre Trotski. — Défaite de l'opposition. — Res-  
ponsabilités de Trotski. — Mort de Lénine. — Le léninisme, religion d'État.  
— Bolchévisme et léninisme. — Treizième congrès du Parti. — La bolché-  
visation de l'Internationale Communiste. — La chasse aux trotskistes. —  
Staline prophète. — L'insurrection de Géorgie. — Aveux de Staline. — Tchéka  
et Guépéou. — Suicides. — Nouveau conflit dans le Parti. — Défaite de  
Trotski. — Rupture du triumvirat. — L'opposition de Léninegrad. — La  
dictature du secrétariat. — Face aux campagnes. — « Enrichissez-vous ».  
— La gauche et la droite. — Staline théoricien. — Le socialisme dans un  
seul pays. — Quatorzième congrès du Parti. — Staline et la statistique. —  
Défaite de la nouvelle opposition. — Staline, secrétaire inamovible..... 303

## CHAPITRE IX

## L'HÉRITIÈRE

Staline vu par Trotski. — Variations sur Thermidor. — Optimisme de Trotski.  
— Le bloc de l'opposition. — Condition de la classe ouvrière. — Le vagabon-  
disme infantile. — Prévisions de Staline. — Les industrialistes. — Le Plan. —



Règlements de comptes entre léninistes. — La « question anglaise ». — Staline au gouvernement. — Discordes, disputes et querelles. — Staline contre l'industrialisation à outrance. — La « question chinoise ». — Déboires de Staline. — Désastre communiste en Chine. — La guerre imminente. — Dislocation du bloc de l'opposition. — Contradictions de Trotski. — Dixième anniversaire d'Octobre. — Le Plan quinquennal. — Trotski exclu du Parti. — L'opposition hors la loi. — Quinzième congrès du Parti. — Staline industrialiste. — Les « capitulars ». — La Commune de Canton. — Déportation de l'opposition. — Trotski en Sibérie. — Contradictions et responsabilités de l'opposition. — Le procès de Chakhty. — Staline et la collectivisation de l'agriculture. — La droite contre Staline. — Nouvelles luttes intestines. — Révélations de Boukharine. — Le danger de droite. — Trotski en exil. — Staline et le Plan. — La dékoulakisation. — Défaite de la droite. — Le régime de Staline. — L'État knouto-soviétique. — « L'année du grand tournant ». — Fin de la nep. — Cinquantième anniversaire de Staline..... 385

## CHAPITRE X

### STALINE

Le Plan de Staline. — Promesses et conditions. — L'Instruction publique. — L'appareil bureaucratique. — La dictature de Staline. — Seizième congrès du Parti. — La « ligne générale ». — La collectivisation des campagnes. — « Le vertige du succès ». — L'industrialisation. — Mesures draconiennes. — Décrets et circulaires. — Le passeport intérieur. — La disette. — Répressions, arrestations, déportations. — Riazanov. — Le silence de Staline. — La famine. — Bilan du quinquennium industriel. — Le Plan, résultats et conséquences. — Apparences et réalités. — Antécédents historiques. — Le souvenir de Pierre le Grand. — Parallèles et comparaisons. — Les enseignements de l'histoire de Russie. — La société soviétique. — Socialisme ou capitalisme d'État? — Les nouveaux privilèges. — Éventualités de guerre. — Néo-patriotisme et néo-défaitisme. — Au rebours du socialisme et du communisme. — L'inégalité politique et sociale. — Les lettres et les arts, sous Staline. — Suicides. — Dix-septième congrès du Parti. — Staline au-dessus de tout. — « Le plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples ». — Le deuxième Plan quinquennal. — Évolutions de Staline. — L'U. R. S. S. et la Société des Nations. — Staline pacifiste. — La jeunesse soviétique. — Dis-crédit international du communisme. — Qu'est-ce que Staline? — Suicide d'Alillouieva. — L'assassinat de Kirov, réponse du terrorisme à la terreur. — Le courage de Staline. — Les ultimes paroles de Lénine..... 471

BIBLIOGRAPHIE..... 545